HISTOIRE DES RÉPUBLIQUES ITALIENNES DU MOYEN AGE PAR M. SIMONDE DE...



HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE,

PAR

M. SIMONDE DE SISMONDI,

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT DE FRANCE, DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE SAINT-PÉTERSBOURG,
DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES DE PRUSSE;
DE L'ACADÉMIE ET DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE, ETC., ETC.

Cinquième Édition.

TOME TROISIÈME.



Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

AD. WAHLEN ET COMPAGNIE.

1838

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE PREMIER.

NOUVEAUX CHEFS DE L'EMPIRE ET DE L'ÉGLISE. — GUERRE DE GÊNES. — GUERRE UNIVERSELLE EN ITALIE. — LE PAPE JEAN XXII EXCOMMUNIE ET DÉPOSE LOUIS IV DE BAVIÈRE, ROI DES ROMAINS. — 1314 A 1325.

Tandis que le gouvernement modifie sans cesse les talents, les vertus, l'esprit et les habitudes des peuples, on découvre dans le caractère des nations de certains traits qui leur ont été imprimés dès leur origine, et que ni le temps ni les circonstances ne peuvent plus effacer. Ainsi les Espagnols et les Italiens nous paraissent essentiellement différents; et ces deux nations, qui sont presque issues d'un même sang, puisque toutes deux se sont formées du mélange des sujets de Rome avec les Goths; qui habitent des climats à peu près semblables; qui parlent deux langues très-rapprochées, ou plutôt deux dialectes d'une même langue; qui, vers le même temps, recouvrèrent leur liberté, et qui, vers le même temps, furent de nouveau asservies; qui ont obéi assez longtemps aux mêmes maîtres; qui ont gardé presque sans mélange la même religion, ces nations se distinguent cependant par les qualités les plus opposées, qualités que les pères transmettent aux enfants, presque sans altération. Ce n'est pas un des moindres sujets de méditation que fournisse l'histoire, que ces différences fondamentales entre les races d'hommes. Nous avons déjà appris

à connaître la première origine du caractère des Italiens; nous avons vu les barbares leur apporter l'esprit d'indépendance, tandis que les villes fondées par les Romains, plus nombreuses et plus riches en Italie que dans le reste de l'Europe, avaient modifié cet esprit. De bonne heure ces villes avaient été animées par le désir de la liberté. Les premières, elles avaient prétendu au partage de la souveraineté; elles avaient secoué les liens qui les attachaient à l'empire; elles avaient travaillé avec énergie à changer leurs droits municipaux en constitutions républicaines; les premières parmi les membres devenus indépendants du corps féodal, elles avaient acquis une organisation régulière; et les premières elles avaient pu faire un usage vigoureux de leurs moyens. Bientôt elles s'étaient assujetti le reste de la nation; les évêques avaient été dépouillés de toute souveraineté temporelle; les princes et les marquis, épuisés par des entreprises au-dessus de leurs forces, avaient peu à peu disparu; les gentilshommes avaient été obligés à se soumettre, et à rechercher le droit de cité.

Cette influence prépondérante des villes est la vraie origine du caractère distinctif des Italiens. C'est par-là qu'ils sont essentiellement différents des Espagnols, chez qui la noblesse des campagnes, brillant sans cesse dans des combats contre les Maures, attirait les regards et l'estime de la nation, et conservait une part importante dans le gouvernement. La constitution républicaine des villes communiqua à toute la nation italienne un mouvement plus actif; elle la rendit propre à jouer un rôle plus important; elle développa plus de talents, plus de patriotisme, et surtout plus d'habileté; elle augmenta plus vite la population; elle fit accumuler plus de richesses; elle fit plus tôt fleurir les arts, les lettres et les sciences. L'influence des gentilshommes entretint dans la nation espagnole des qualités plus brillantes, plus de bravoure, plus de galanterie, plus de délicatesse sur le point d'honneur. Tous les Espagnols prirent leurs nobles pour modèles, et ils empruntèrent d'eux quelque chose de chevaleresque. Tous les Italiens se formèrent à l'école des bourgeois; et cette roture n'est pas encore entièrement effacée parmi eux.

En effet, le système féodal fut aboli plus tôt en Italie que dans aucune autre partie de l'Europe. A l'époque de cette histoire à laquelle nous sommes parvenus, il ne restait plus à ce système

aucune consistance, quoiqu'il fût encore enseigné par les jurisconsultes comme formant la loi de l'État. Les républiques, si multipliées d'abord dans toute l'Italie, ne s'étaient pas longtemps maintenues; et nous avons déjà vu l'asservissement de presque toutes celles de la Lombardie et de l'État de l'Église. Mais les nouveaux seigneurs qui les gouvernaient, et qui prirent ensuite les titres de ducs et de marquis, ne devaient point leur pouvoir à cette antique constitution du Nord qui a donné naissance à la noblesse dans tout le reste de l'Europe : ils étaient les enfants des villes dont ils avaient usurpé la souveraineté, et toute leur autorité leur venait du peuple. La démocratie, qui précéda ces seigneuries, avait donné un caractère plus absolu et plus despotique au gouvernement d'un seul; car elle avait nivelé devant les princes tous les rangs de la nation, et elle avait détruit tous les priviléges des ordres qui auraient pu mettre obstacle au pouvoir arbitraire. Il est vrai que les nouveaux seigneurs crurent bientôt convenable de donner à leurs cours l'éclat d'une noblesse. Ils rappelèrent auprès d'eux les gentilshommes, qu'on avait auparavant avilis et opprimés; ils créèrent des chevaliers; ils demandèrent aux empereurs d'Allemagne des brevets de noblesse pour leurs favoris, et enfin ils prirent sur eux d'en accorder eux-mêmes. Mais ces distinctions de courtisans, et les prérogatives qui leur étaient attachées, n'avaient que les inconvénients de l'ancienne noblesse, sans aucun de ses avantages; les nouveaux nobles excitaient, par leurs prétentions, la jalousie, et par leurs mœurs, le mépris des peuples : aucun esprit de corps ne les unissait; aucun crédit, aucune indépendance ne les mettait en état d'opposer quelque résistance à l'oppression. La faveur du prince n'accorde point une naissance illustre, et son courroux ne peut l'ôter : mais la noblesse de création dépend de la volonté du maître qui l'a donnée et qui peut la ravir.

L'esprit chevaleresque, cet héritage glorieux des temps féodaux, dont la noblesse était dépositaire, se détruisit donc aussi complétement dans les petites monarchies de l'Italie que dans les républiques; les sentiments d'honneur s'affaiblirent, les vertus militaires furent abandonnées, et l'habileté fut estimée plus que le courage et la force. C'est dans la période dont nous commençons l'histoire, plus que dans aucune autre, que l'Italie, comparée

au reste de l'Europe, paraît privée de tout esprit de chevalerie. Le quatorzième siècle est une époque assez glorieuse; elle est riche en talents et nullement dépourvue de vertus : mais les hommes qu'elle a produits étaient bien moins passionnés que calculateurs; on consultait bien moins le sentiment que l'intérêt. On vit alors un grand développement de la puissance mercantile, une grande habileté politique, un grand amour de la liberté dans le peuple; mais peu de bravoure dans la nation, qui abandonna entièrement sa défense aux bandes mercenaires des *Condottieri*, peu de fierté dans les caractères, peu de fidélité dans les affections et les alliances, peu de respect pour une parole donnée; enfin peu d'attachement au point d'honneur dans la conduite. Le système de la balance des puissances d'Italie, dont on peut attribuer l'invention à ce siècle, et qui peut-être est sa plus belle découverte, est lui-même l'ouvrage d'une politique très-raffinée, mais très-peu enthousiaste; et il devait être dans le caractère des Italiens de rechercher cette balance, comme dans celui des Espagnols, de vouloir s'élever à la monarchie universelle.

Ce fut la gloire des républiques d'Italie de nous avoir enseigné à considérer une vaste contrée, ou une partie du monde, comme un corps social dont les États indépendants sont les citoyens; à reconnaître que l'oppression d'un seul de ces citoyens est une violation des droits de tous; que la destruction d'un État est un meurtre qui menace la vie de tous les autres; à nous convaincre que, dans une association sans autorité centrale, chaque individu est obligé à concourir de toutes ses forces au maintien de la justice et du droit des gens; à sentir enfin que le devoir exige qu'on attire sur soi un mal immédiat, et qu'on s'engage dans une guerre qui peut paraître étrangère, pour empêcher l'oppression d'autrui, plutôt que de permettre un acte de violence, et de laisser les rapports sociaux dégénérer en brigandage : ces républiques élevèrent ainsi un bel et noble système qu'elles étaient seules dignes d'enfanter; elles appliquèrent, autant qu'il est possible, la plus parfaite des organisations sociales au plus grand des corps politiques.

Les Florentins, à qui appartient l'honneur d'avoir donné l'exemple en Italie de toutes les choses grandes et vertueuses, paraissent avoir été les inventeurs de ce système; ce furent eux qui

mirent le plus de zèle et de constance à le faire exécuter. C'est dans les efforts des républiques pour maintenir la balance politique de l'Italie, dans les efforts des princes pour la renverser, qu'il faut chercher la clef de toutes les négociations du quatorzième siècle; le motif de toutes les alliances et de toutes les guerres; la cause des changements inattendus de parti, et de ce mouvement continuel de la politique, qui empêche peut-être le lecteur d'en saisir l'ensemble à la première vue. Tous les événements du siècle peuvent se rapporter à une seule lutte en faveur de la liberté, à un seul effort pour empêcher que quelqu'un des princes qu'on voyait s'élever, ne réduisît l'Italie entière sous sa puissance, et ne la réunît en une seule monarchie.

Mais le système de la balance politique est essentiellement un système de division, et, sous quelques rapports, de faiblesse: il empêche une nation d'agir à l'égard de toutes les autres, comme si elle formait un seul corps; il consume souvent ses forces contre elle-même, et il entretient des guerres d'Italien contre Italien, d'Allemand contre Allemand, qu'aujourd'hui nous nommons civiles, quoiqu'il n'y ait de guerres civiles qu'entre les citoyens d'un même État. Les Italiens, morcelés, asservis et devenus incapables de repousser des invasions étrangères, ont regretté les efforts qu'avaient faits leurs pères pour maintenir la division des peuples différents; ils se sont reproché d'avoir travaillé à leur désunion comme à une œuvre de liberté. Les temps avaient changé; la politique changeait avec eux. Un peuple libre doit rapporter tout à lui-même; un peuple asservi doit se souvenir qu'il fait partie d'une nation. Les hommes qui n'ont plus de patrie, qui ne réunissent plus autour d'un centre unique tous leurs désirs de force, de durée et de gloire, peuvent encore reconnaître entre eux les droits de la naissance et d'une origine commune; ils doivent porter à leurs frères l'affection qu'ils ne peuvent plus sentir pour leurs concitoyens; ils doivent déplorer tout le sang qui se verse, tous les trésors qui se dissipent dans des guerres intestines: car, pour eux, l'étranger n'est pas celui qui n'appartient point à leur corps politique, mais celui qui ne parle pas la même langue qu'eux.

Les poëtes et les orateurs les plus célèbres ont reproché aux sénats qui gouvernaient les républiques d'Italie, ce système de

balance politique qui fit longtemps leur gloire et leur bonheur, mais qui, plus tard, causa leur faiblesse. Ils ont porté envie au sort de l'Espagne et de la France, qui, réunies sous deux grands monarques, se disputaient les dépouilles de l'Italie, et qui la surpassaient en puissance, sans l'égaler en population ou en richesse. Encore aujourd'hui nous sommes disposés à répéter le même jugement et à demander compte à la politique des Italiens, de leur faiblesse et de leur asservissement. Nous oublions que, par la marche qu'ils suivirent, ils s'assurèrent, pendant deux siècles, une existence heureuse et glorieuse, but immédiat de leurs efforts; et que, s'ils avaient embrassé le système contraire, ils seraient, selon tout apparence, arrivés par une autre route à une dépendance plus grande encore.

Les Italiens étaient menacés d'un asservissement immédiat, sous des princes qui tentaient chaque jour de les subjuguer ; ils avaient, il est vrai, lieu de craindre aussi le joug des étrangers sous lequel ils passèrent deux siècles plus tard : mais ce dernier danger que nous connaissons, nous qui avons vu la suite des événements, ils ne pouvaient pas même le pressentir. Les nations qui les entouraient, n'étaient pas moins qu'eux divisées; le système féodal s'affaiblissait chez elles, sans faire encore place à un principe plus vigoureux d'organisation. L'empereur seul donnait encore quelquefois de l'ombrage, plutôt par ses anciennes prétentions que par son pouvoir actuel. Ce reste de crainte de l'autorité impériale, entretenu par les papes, excita les premières guerres dont nous allons avoir à nous occuper; mais ces guerres mêmes, et les expéditions en Italie de Louis de Bavière et de Charles IV, convainquirent les Italiens de la disproportion extrême qui existait entre les moyens de l'empereur et ses droits, de l'impuissance du corps germanique dans toute guerre offensive, des bornes étroites que la constitution de l'Allemagne mettait au pouvoir de son souverain nominal, et de l'impossibilité où celui-ci serait de descendre en Italie, si les Gibelins italiens ne lui en ouvraient pas eux-mêmes les portes.

Le roi de France, dès lors bien plus puissant que l'empereur, ne gouvernait cependant guère plus de la moitié des provinces où l'on parle français. La Provence appartenait au roi de Naples; la Lorraine, la Bretagne, la Bourgogne, les Pays-Bas, à des

ducs presque indépendants; la Guyenne, partie du Poitou, et le Ponthieu à l'Angleterre. Une guerre désastreuse avec les Anglais, occasionnée par la succession des Valois, épuisait les provinces qui dépendaient immédiatement du roi : dans ces provinces mêmes, les grands vassaux, les gentilshommes et les communes étaient loin de reconnaître un pouvoir absolu. Le monarque ne disposait ni des richesses ni des hommes; il n'augmentait que d'une main timide les modiques impôts que payaient ses sujets, et, s'il les forçait au service militaire, c'était tout au plus pendant la courte durée d'un danger immédiat : l'alliance elle-même du pape, ou plutôt l'asservissement de la cour d'Avignon, ne suffisait point pour rendre la France redoutable aux Italiens.

L'Espagne était uniquement occupée de ses guerres avec les Maures; les Grecs, dès longtemps, n'étaient plus à craindre; les Turcs ne s'étaient pas encore fait redouter. L'Italie, entourée de toutes parts d'États gouvernés d'une main faible et chancelante, voyait seulement chez elle s'élever de temps en temps un pouvoir despotique, un pouvoir qui menaçait également et sa propre liberté et l'indépendance de ses voisins.

A plusieurs reprises, de petits peuples avaient été envahis par des princes limitrophes; et ces conquêtes, qui pouvaient un jour faire de l'Italie une seule monarchie, étaient toujours accompagnées de circonstances qui inspiraient de l'horreur pour un tel événement. Chez un peuple soumis, toute liberté, toute sûreté des personnes et des propriétés, étaient aussitôt détruites, toute émulation, toute activité de l'esprit, tout désir de gloire, cessaient immédiatement; les citoyens que leurs talents, leurs richesses ou leur naissance, mettaient sur la voie d'acquérir quelque distinction, quittaient une ville où toute ambition était interdite; les richesses passaient dans la nouvelle capitale, pour y être dissipées par le luxe; le commerce était frappé de mort; l'agriculture languissait par l'éloignement des propriétaires : les études, qu'aucune émulation n'encourageait, étaient abandonnées; et la même ville qui avait longtemps paru trop étroite pour les passions orageuses de ses habitants, n'était plus peuplée que de citoyens dont les noms demeuraient inconnus, dont l'existence n'était jamais remarquée. Tel était le sort immanquablement réservé à Florence, à Venise, à Pise, à Gênes, à Bologne, si les della Scala ou les Visconti

avaient réussi dans leur projet de réunir l'Italie sous leur domination. L'émulation glorieuse entre tant de petits États, tant de petites cours, dont chacune recherchait la parure des arts et du génie au défaut de la puissance, n'aurait jamais eu lieu dans une capitale unique de l'Italie; une seule académie aurait réuni ou maitrisé tous les talents; une seule cabale littéraire aurait décidé de tous les succès; une seule intrigue aurait fixé la marche des écoles de peinture, et donné des bornes au génie : de toutes parts l'homme aurait été circonscrit par une règle uniforme; il aurait été asservi aux lois générales, à la mode et à la médiocrité; l'Italie, ne formant qu'un seul État, sous un seul maitre, n'aurait jamais produit les chefs-d'œuvre qui ont charmé les douleurs de son esclavage, qui en ont caché la honte, et qui la dédommagent des trophées que ses armes ne lui ont point élevés.

Si, dans cette longue lutte pour la liberté, le parti qui défendait l'indépendance des petites nations avait succombé; si Castruccio, Mastino ou Bernabos, Jean Galéaz ou Ladislas de Naples, étaient devenus rois de toute l'Italie, on ne peut guère douter qu'ils n'eussent bientôt étendu leurs conquêtes sur le reste de l'Europe. Les richesses accumulées par la liberté ne sont pas immédiatement anéanties par le despotisme; l'Italie était à elle seule plus riche que tout le reste de la chrétienté; toutes les armées étaient, dans ce siècle, plus mercenaires que dans aucun de ceux qui l'ont précédé ou suivi : les Allemands, estimés alors comme formant les meilleures troupes, se seraient mis avec empressement à la solde d'un souverain italien; et, dans ce même siècle, nous les verrons en effet rivaliser avec les Provençaux, les Armagnacs, les Bretons, les Anglais et les Hongrois, pour obtenir du service auprès des Visconti ou de la république florentine. Un roi absolu d'Italie aurait lutté avec trop d'avantage contre les souverains féodaux de l'Allemagne et de la France; il aurait formé et exécuté en partie le projet si souvent renouvelé d'une monarchie universelle; et les Italiens auraient été dédommagés par un peu de gloire, comme les Grecs sous Alexandre, de la perte de leur liberté; mais tous leurs moyens de domination auraient été de courte durée, et de cruels revers auraient suivi leurs conquêtes. Le commerce, source de leurs richesses, ne peut fleurir qu'avec la paix; c'est l'aisance universelle qui l'encourage, et non le luxe des par-

venus. Des nations plus belliqueuses que leurs vainqueurs se seraient indignées d'être retenues sous le joug; l'insolence de dominateurs étrangers aurait excité une haine universelle, haine qu'on voit déjà, même sans de tels motifs, diviser les races d'hommes qui parlent des langues différentes : le moment serait bientôt venu où une révolte universelle aurait vengé l'Europe asservie; peut-être des flots de sang italien auraient-ils lavé la honte des vaincus : tout au moins l'épuisement et la faiblesse auraient-ils été la suite nécessaire de conquêtes trop vastes. L'Espagne ne s'est jamais relevée de l'anéantissement où l'ambition de Charles V et de Philippe II l'ont précipitée : en jouant le même rôle, une autre puissance aurait eu le même sort; et la nation, pour avoir été conquérante au lieu d'être conquise, n'aurait pas été, dans la suite des temps, mieux en état de maintenir sa propre indépendance.

Il arrive enfin, il est vrai, dans la succession des siècles, une époque à laquelle les peuples doivent renoncer à ces leçons de modération. Longtemps ils ont pu désirer d'être assez petits pour ressentir dans toutes leurs parties un esprit de vie qui conserve à l'homme son individualité, et qui, par l'émulation, développe les talents et le génie : mais il ne s'agit plus pour eux de vivre heureux et libres, il s'agit d'exister; il s'agit de repousser un ravisseur étranger; il s'agit de conserver ou de recouvrer ce sentiment d'indépendance, sans lequel il n'y a plus de patrie, plus d'honneur national, plus de vertus publiques. Lorsque les peuples divers qui appartiennent à la même nation, ont succombé sous les artifices ou les armes de la guerre ou de la politique; lorsqu'un sceptre de fer pèse ou menace de peser également sur des États longtemps rivaux, il n'est plus temps d'écouter d'anciennes jalousies; il n'est plus temps de songer à la balance entre des pouvoirs qui ont cessé d'exister; il n'est plus temps de se mettre en garde contre les abus du gouvernement, pourvu du moins qu'il soit national. C'est alors que chaque peuple, pour se réunir à la grande masse, pour sauver la gloire nationale, doit sacrifier de plein gré ses lois, ses institutions, les antiques objets de son affection et de son respect, tout enfin, jusqu'à sa vénération pour le sang de ses princes, pour les formes tutélaires de sa liberté. Chaque peuple doit sentir qu'une même langue est un symbole auquel les hommes d'États divers reconnaissent qu'ils sont issus de même race : le langage est la

marque distinctive des nations; il est un signe de ralliement entre les membres d'une même famille. Les peuples, électrisés par un sentiment qui remue également toutes les âmes, trouvent dans ce sentiment même, dans une passion nationale, le lien d'un nouveau corps social; ils ne recherchent plus que l'emploi le plus avantageux, le plus glorieux des forces communes. Mais l'oppression qui aurait dû forcer les Italiens à se resserrer en un seul corps, à former un seul État, pour se défendre ou se venger, cette oppression ne commença qu'à l'époque où finit cette histoire, à l'époque où Charles Quint triompha de l'oppression de la France, et soumit l'Italie entière à sa domination immédiate, ou à l'influence de ses conseils. Jusqu'alors nous pouvons nous associer, et par notre raison et par notre cœur, à la lutte des républicains d'Italie, pour le maintien de la balance politique; nous pouvons épouser tous leurs intérêts, en voyant de grandes pensées et de grandes vertus les déterminer à de généreux efforts et à de pénibles sacrifices.

Les premières guerres qui déchirèrent l'Italie à l'époque dont nous entreprenons l'histoire, eurent pour but de rabaisser la puissance impériale, et celle des seigneurs gibelins qui en étaient dépositaires en Lombardie : le ressentiment, la fureur des partis, y avaient plus de part que la jalousie ou la politique. Elles n'auraient point éclaté, ou elles ne se seraient point prolongées, si les papes ne les avaient pas excitées et entretenues; s'ils n'avaient pas sacrifié le repos des peuples et la conscience de leurs pasteurs pour satisfaire leur vengeance et leur ambition.

Depuis que les évêques de Rome avaient mis leur personne en sûreté en France, et qu'ils ne couraient plus le danger d'être eux-mêmes victimes de guerres qu'ils allumaient, ils avaient redoublé d'acharnement contre l'autorité impériale; et aucune considération n'arrêtait plus les projets ambitieux qu'ils formaient sur l'Italie. Henri VII de Luxembourg, pendant sa courte administration, avait augmenté leur jalousie, en faisant briller de quelque éclat la couronne germanique; les papes avaient vu, par son exemple, qu'un prince vaillant et généreux pourrait, en peu d'années, renverser l'ouvrage auquel ils avaient travaillé pendant des siècles : ils avaient senti que les empereurs ne s'élèveraient point en Italie sans ramener les évêques de Rome à leur première dépendance; et pour pré-

venir cette rivalité dont ils étaient menacés, ils retournèrent à leur ancienne politique : ils laissèrent les forces de l'Allemagne se consumer dans une longue guerre civile entre deux compétiteurs à l'empire, et ils profitèrent d'une élection contestée pour envahir également les droits des deux princes rivaux.

[1314] Lorsque la nouvelle de la mort de Henri VII fut portée en Allemagne, deux partis se manifestèrent aussitôt, pour disputer la couronne impériale. A la tête de l'un, on voyait Frédéric, duc d'Autriche, fils d'Albert, l'avant-dernier empereur, et petit-fils de Rodolphe, le fondateur de la puissance de la maison de Hapsbourg. L'autre parti était formé des adhérents à la maison de Luxembourg, à la tête desquels on voyait Jean, roi de Bohême, fils de Henri VII, et Baudoin, archevêque, électeur de Trèves, frère du même monarque. La couronne impériale n'était pas le seul objet de dispute entre ces deux partis : le titre de Jean au royaume de Bohême, qui lui avait été donné par son père, lui était contesté par le duc de Carinthie. Celui-ci avait épousé une fille d'Ottocar, le dernier roi ; et comme il voulait transmettre ses droits à la maison d'Autriche, le roi Jean s'attendait à être dépouillé de son patrimoine par cette maison, si Frédéric venait à triompher. Il ne recherchait point pour lui-même la dignité impériale : il désirait, au contraire, la faire obtenir à quelque prince déjà puissant, en qui il pût trouver un utile allié; et, tandis qu'il négociait dans cette vue avec Louis, duc de la Bavière supérieure, auquel il offrait l'empire, l'archevêque de Mayence, qui était dans ses intérêts, avait retardé de dix mois la convocation de la diète d'élection, et il l'avait ajournée au 19 octobre 1314 (1).

Le jour fixé arriva enfin, et les électeurs se rendirent à la ville électorale de Francfort; mais ils y arrivèrent préparés bien plus à un combat qu'à une diète; le seul archevêque de Trèves conduisait à sa suite plus de quatre mille chevaux (2). Celui de Mayence occupait déjà le champ de Rensé, qu'un usage antique consacrait aux élections. Le roi Jean de Bohême se joignit à ces deux archevêques, ainsi que Waldemar, électeur de Brandebourg, et Jean le Vieux, duc de Saxe-Lauenburg, qui prétendait être électeur de

(1) *Olenschlager Geschichte des Rom. Kayserthums in der ersten haelfte des XIV Jahrhunderts*; c. 31, p. 80, un vol. in-4°, Francfort, 1755.

(2) *Ibid., Gesch.*, c. 32, p. 83.

Saxe. Mais pendant le même temps, Rodolphe, comte et électeur-palatin de Bavière, qui était entièrement dévoué à la maison d'Autriche, au lieu de se joindre aux électeurs qui voulaient donner à son frère la couronne impériale, s'arrêta à Sachsenhausen, faubourg de Francfort sur la gauche du Mein, et entreprit d'y ouvrir une seconde diète électorale : il était chargé de la procuration de l'archevêque de Cologne, qui, en guerre avec la maison de Luxembourg, n'avait pas pu se rendre à Francfort; et il s'était réuni au duc Rodolphe, électeur de Saxe, et à Henri, duc de Carinthie, qui prenait le titre de roi et électeur de Bohême.

La diète de Rensé somma l'électeur-palatin et celui de Cologne de se rendre auprès de leurs collègues; elle somma également les ducs de Saxe et de Carinthie d'exposer leurs prétentions au titre électoral, devant le collége des électeurs, et de se soumettre au jugement de leurs confrères : mais la diète de Sachsenhausen, au lieu de reconnaître cette autorité supérieure, se hâta le même jour de désigner, par une élection irrégulière, Frédéric d'Autriche, comme roi des Romains. La nouvelle en étant portée à Rensé, les cinq électeurs qui y étaient assemblés procédèrent à l'élection le jour suivant; et, par un choix unanime, ils désignèrent pour empereur Louis, duc de Bavière, qui prit le nom de Louis IV (1).

Les deux prétendants à l'empire avaient des titres assez égaux à l'obéissance comme à l'estime de leurs compatriotes. Le parti d'Autriche ayant suscité un prince de la maison de Brandebourg pour disputer le droit de Waldemar, il ne restait de part et d'autre que deux électeurs dont le suffrage ne pût être contesté; et chacun en avait de plus trois autres dont les prétentions étaient litigieuses. Les deux princes rivaux étaient issus de deux maisons illustres et puissantes; tous deux étaient braves et confiants; tous deux, du moins en Allemagne, montrèrent un caractère loyal et chevaleresque; tous deux avaient des champions zélés qui combattaient pour eux avec vaillance. Jean de Bohême défendait la cause de Louis comme la sienne propre; Frédéric avait pour lui ses frères les ducs d'Autriche, Léopold et Henri, aussi bien que Rodolphe, électeur de Bavière.

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 66, p. 474 — Schmidt, Histoire des Allemands, trad., L. VII, c. 3, T IV, p. 490.

Comme l'observation des formalités prescrites pour le couronnement semblait devoir assurer à l'un ou à l'autre candidat la faveur des peuples, chacun s'empressa de les remplir. Louis fut introduit par les bourgeois de Francfort dans leur ville ; il fut présenté au peuple comme empereur élu, dans l'église de Saint-Barthélemi, consacrée par l'ancien usage à cette fonction : Frédéric assiégea inutilement Francfort pour obtenir le même avantage (1). Louis fut ensuite conduit à Aix-la-Chapelle, d'où son rival s'était vu forcé à se retirer ; il y fut sacré dans le lieu destiné de tout temps à cette cérémonie, mais non par l'archevêque de Cologne auquel seul il appartenait de l'accomplir : ceux de Mayence et de Trèves firent cet office en son absence. Frédéric, d'autre part, fut conduit à Bonn par l'archevêque de Cologne ; il y fut sacré par ses mains, mais dans un lieu où cette consécration devenait illégale. Ainsi, les deux sacres, par une raison différente, furent tous deux incomplets et invalides (2).

Les deux empereurs élus, Louis et Frédéric, étaient fils d'un frère et d'une sœur ; le propre frère de Louis, Rodolphe, était l'allié le plus zélé de son rival : une discorde semblable régnait dans toutes les maisons des princes ; trois chapeaux électoraux étaient contestés, aussi bien que la couronne impériale, et les armes devaient régler l'héritage et les droits des familles les plus puissantes. Cette égalité même, et l'indifférence des princes de l'Allemagne septentrionale prolongèrent la guerre qu'un épuisement réciproque suspendait souvent. Ni l'un ni l'autre des concurrents à l'empire ne pouvait essayer de se faire reconnaître au delà des Alpes ; et tandis que l'Allemagne avait deux rois des Romains, l'Italie sans souverain était abandonnée à l'intrigue. Mais cette cessation de toute autorité suprême, qui suivit immédiatement l'administration vigoureuse de Henri VII, occasionna, entre les Guelfes et les Gibelins, une guerre non moins acharnée que celle qui éclatait dans l'autre royaume entre les deux prétendants au trône. Des intérêts opposés, des passions haineuses, excitées en même temps, rendirent cette guerre générale, quoiqu'elle eût autant de motifs différents qu'elle avait de chefs.

(1) *Olenschlager Geschichte*, § 33, p. 67.

(2) *Litteræ archiepiscopi Moguntini et electorum ad Rom. pontif.*, apud *Raynald.*, 1314 § 18, T. XV, p. 137

Le pape et le roi de Naples, alliés par le nom français, par l'esprit du parti guelfe, et par une ambition commune, avaient pour adversaires les nouveaux princes de Lombardie que leurs intrigues ou leur valeur avaient élevés à la souveraineté. Ceux-ci devaient leur puissance à la violence de l'esprit de parti : les Gibelins, sentant le besoin de trouver dans leurs chefs assez de valeur et d'adresse pour leur assurer le succès, avaient consenti à acheter ces avantages par le sacrifice de leur liberté. De leur côté, les nouveaux princes entretenaient des passions orageuses qui leur étaient si favorables : ils s'y associaient eux-mêmes, ils en faisaient dépendre leur sort, et ils poursuivaient avec toute l'obstination de l'intérêt personnel, et toute la fureur d'une haine acharnée, une guerre qui semblait n'avoir pour but que des principes abstraits, et la défense des prérogatives d'un trône vacant encore.

Clément V régnait toujours, lorsque la nouvelle de la mort de Henri VII fut portée à la cour pontificale. Il semble que ce pape, dépendant de la France, errant dans des provinces où il n'était pas souverain, faible par son caractère autant que par sa situation, et incapable d'inspirer aux fidèles de l'affection ou du respect, voulût se relever de cet état d'humiliation, en formant sur le premier trône de la chrétienté des prétentions inconnues à Hildebrand et à Innocent III. Il publia une bulle pour casser la sentence que Henri VII avait prononcée contre le roi Robert. « Ce que » faisons, disait-il, tant en vertu de l'autorité indubitable que » nous avons sur l'empire romain, que d'après le droit par lequel, » dans la vacance de l'empire, nous succédons à l'empereur (1). » En vertu de ce droit jusqu'alors inouï, Clément accorda après à Robert, roi de Naples, le titre provisoire de vicaire impérial dans toute l'Italie. Si ce vicariat n'était pas révoqué par le souverain pontife, il ne devait cesser que deux mois après l'élection d'un empereur légitime (2).

Ces deux bulles furent les derniers actes de l'administration de Clément V en Italie. Ce pontife, qui avait si bassement vendu les intérêts du saint-siége et ceux de sa conscience à Philippe le Bel,

(1) *Lib. VII Decretalium Clementina* Pastoralem. — *Olenschlager Gesch.*, c. 28, p. 71

(2) *Bulla Clementis V, 2 idus martii, ap Raynald*, 1314, § 2, p. 155. La Ligurie fut exceptée de cette concession

roi de France, et qui lui avait sacrifié l'ordre entier des Templiers, mourut à Rochemaure, la même année que ce prince, le 20 avril 1314, comme il se préparait à retourner à Bordeaux, sa patrie, pour essayer si l'air natal rétablirait sa santé (1). La citation menaçante d'un Templier, qui, du milieu des flammes, avait appelé ces deux potentats à comparaître devant le tribunal de Dieu, parut ainsi s'accomplir.

Clément V avait amassé d'immenses richesses par la vente des bénéfices ecclésiastiques, et par une foule de marchés scandaleux, qui ont attiré sur lui l'exécration de ses contemporains (2). Outre les trésors qu'il avait accumulés dans ses coffres, il avait comblé de biens tous ses parents et tous ses serviteurs. Mais sa générosité envers ceux qui l'entouraient ne lui avait point gagné leur reconnaissance. Au moment où la mort du pape fut connue dans son palais, tous ceux qui l'habitaient se jetèrent sur ses trésors comme sur un butin légitime. Dans une maison si nombreuse, pas un seul serviteur fidèle ne demeura pour veiller auprès du cadavre de son maître, les cierges qui étaient allumés autour de son lit de parade, tombèrent sur lui et y mirent le feu; l'incendie, qui gagna bientôt tout l'appartement, attira enfin l'attention des pillards : ils l'éteignirent; mais le palais et le garde-meuble avaient été tellement saccagés, qu'on ne trouva plus qu'un misérable manteau, pour couvrir le corps à demi-brûlé du pape le plus riche qui eût jamais gouverné l'Église (3).

Vingt-trois cardinaux se rassemblèrent à Carpentras, pour don-

(1) *Clementis V Vita, ex Bernardo Guidonis*, T. III, P. II, p. 464.

(2) On peut regarder l'anecdote suivante, rapportée par un des écrivains les plus religieux de l'Italie, comme une preuve de l'opinion publique sur ce pontife. Effrayé de la mort d'un cardinal, son neveu, qu'il aimait beaucoup, Clément témoigna un grand désir de savoir ce que son âme était devenue. Un de ses plus fidèles chapelains, pour le satisfaire, se laissa transporter dans l'autre monde par un habile nécromancien. Aux enfers, il vit un palais dans lequel le cardinal neveu était couché sur un lit de flammes, en punition de sa simonie, vis-à-vis de ce lieu, des diables construisaient un autre palais embrasé. *C'est à ton maître qu'il est destiné*, dit l'un d'eux au chapelain qui visitait l'enfer. De retour de sa mission, le chapelain rapporta à Clément V cette effrayante nouvelle : dès lors on ne le vit plus sourire, la terreur s'empara de son âme, sa santé fut bientôt détruite, et il mourut avec la conscience troublée par cette terrible prédiction. *Giov. Villani*, L. IX, c. 59, p. 471.

(3) *Fr. Francisci Pipini Chron., in fine*, p. 760.

ner un nouveau chef à la chrétienté ; sur ce nombre, il n'y en avait que six d'Italiens : cependant, comme le séjour du pape loin du troupeau dont il était le pasteur immédiat était devenu un scandale public ; et comme cette absence avait excité les plaintes de tous les chrétiens, les Italiens balançaient encore, dans le conclave, le crédit des Français. Mais, le 24 juillet, deux parents du pape défunt entrèrent dans Carpentras avec une troupe de gens armés ; et ils excitèrent dans cette ville une sédition pour forcer le conclave à nommer un pape gascon. Les maisons des cardinaux italiens, et celles d'un grand nombre de courtisans et de marchands de la même nation, furent incendiées ; des cris de mort contre les chefs de l'Église furent proférés et répétés dans les rues ; enfin, le danger devint si pressant, que les cardinaux italiens enfermés au conclave s'en échappèrent en faisant abattre un mur derrière leur palais. Cette désertion força le collége des cardinaux à se séparer, et suspendit pendant plus de deux ans la nomination d'un nouveau pontife (1).

[1316] Philippe, comte de Poitou, qui, depuis, fut connu comme roi de France sous le nom de Philippe le Long, parvint enfin, en 1316, à réunir à Lyon les cardinaux dispersés. Pour les attirer auprès de lui, il leur avait promis solennellement de ne point les enfermer au conclave ; mais il leur manqua de parole (2). Le 28 juin, il les fit entrer dans l'enceinte consacrée, d'où ils ne sortirent qu'après quarante jours de lutte, pour proclamer, le 7 août, Jacques d'Ossa, natif de Cahors, alors évêque d'Avignon et cardinal de Porto, qui prit le nom de Jean XXII. D'Ossa était chancelier de Robert, roi de Naples, et sa créature. Il était né dans la plus basse classe ; et il s'était élevé par l'intrigue et l'effronterie, bien autant que par ses talents. On assure qu'au commencement de sa carrière, il avait apporté à Clément V de fausses lettres de recommandation de la part de Robert, et que c'est ainsi qu'il avait obtenu l'évêché de Fréjus et celui d'Avignon (3). On raconte encore que, dans le conclave où il fut élu, les suffrages étaient partagés ; les Gascons voulaient un pape de leur pays ; les Français et les

(1) *Bernardi Guidonis Vita Clementis V*, p. 464.
(2) *Vita Joannis XXII à Canonico S. Victoris*, T. III, P. II, p. 477.
(3) *Ferretus Vicentinus*, L. VII, p. 1168.

Provençaux se réunissaient aux Italiens pour ramener le saint-siége à Rome. Alors, ne pouvant s'accorder, les deux partis convinrent de remettre le choix du successeur de saint Pierre au cardinal d'Ossa; et celui-ci, au grand étonnement de tout le sacré collége, se nomma pape lui-même (1). Cependant la partialité de Jean XXII pour les ultramontains, sa lâche dépendance des deux cours de Paris et de Naples, la détermination qu'il prit de fixer le siége de l'Église en Provence, et les maux que son ambition et sa vénalité causèrent en Italie, ont tellement aigri les Italiens contre lui, que nous devons peut-être révoquer en doute les bruits scandaleux que ses contemporains ont accrédité sur sa promotion.

Après la mort de Henri VII, Robert, roi de Naples, était demeuré de beaucoup le plus puissant souverain de l'Italie. Au royaume d'Apulie il joignait la seigneurie de plusieurs villes du Piémont, et l'alliance de tous les Guelfes des États de l'Église, de la Toscane et de la Lombardie, qui le reconnaissaient pour vicaire impérial, suivant la concession de Clément V. Robert était en même temps souverain de la Provence; il tenait les papes dans une dépendance absolue, et il avait sur la cour de France le crédit le plus illimité. Le lien, entre tous ces États, c'était l'intérêt du parti guelfe, que Robert paraissait avoir à cœur par-dessus toute chose; et il se préparait à profiter de l'interrègne de l'empire, et des guerres civiles d'Allemagne, pour écraser sans retour le parti gibelin en Italie.

[1313] Mais le parti gibelin avait à sa tête des hommes que leurs rares talents et le zèle obstiné de leurs partisans mettaient en état de faire une longue résistance, des hommes que la crainte d'une ruine immédiate tenait réunis, et que la haine implacable de leurs adversaires forçait à être constants dans leurs principes. Ces chefs de faction s'étaient élevés à la souveraineté dans leur patrie. Parmi eux on comptait Mattéo Visconti, seigneur de Milan et d'une partie de la Lombardie; Cane della Scala, seigneur de Vérone et d'une partie de la Vénétie; Passérino Bonacossi, seigneur de Mantoue; Castruccio Castracani, seigneur de Lucques, et chef en Toscane du parti qu'avait formé Uguccione de la Faggiuola;

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 79, p. 482

enfin, Frédéric de Montéfeltro, seigneurs d'Urbino et capitaine des Gibelins de la Marche d'Ancône et du duché de Spolète. D'autres gentilshommes moins célèbres et moins puissants dominaient dans des villes plus petites, ou dans des châteaux et des villages fortifiés, qu'ils tenaient sous la dépendance de la ligue gibeline.

Mattéo Visconti, à cause de son âge déjà avancé, de la supériorité de ses forces et de celle de ses talents, était regardé comme le chef de tous les Gibelins d'Italie. Ce fut lui que le roi Robert attaqua le premier; Hugues de Baux, qui commandait pour le roi en Piémont, s'assura l'alliance des villes de Pavie, Verceil, Asti et Alexandrie (1); il réunit les exilés de la maison de la Torre, leurs nombreux partisans, et la plupart des Guelfes de la Lombardie; son armée se trouva forte de deux mille chevaux et dix mille fantassins : avec elle il pénétra dans la Lomelline; et le 24 septembre 1313, il rencontra près d'Abbiate Grasso, l'armée de Visconti, qu'il battit (2). Mais bientôt la discorde éclata dans son camp entre les Provençaux et les Lombards qu'il commandait. Les paysans qu'il abandonnait aux vexations de ses troupes, se réunirent à ses ennemis; et il fut enfin forcé d'évacuer, avec autant de dommage que de honte, le Milanès, où il venait de remporter une victoire (3).

[1314] L'année suivante, le dauphin Hugues de Viennois fut mis par Robert à la tête des Guelfes de Lombardie. Comme son prédécesseur, il rassembla une armée nombreuse, composée des milices des villes guelfes et des exilés des gibelines; mais comme lui, il n'eut point de succès proportionnés aux forces qu'il commandait. Après avoir échoué dans une tentative pour s'emparer de Plaisance, il se retira en désordre à Alexandrie, et l'armée qu'il avait assemblée se dissipa sans avoir combattu (4).

C'était dans cette même année que Robert, après avoir dirigé toutes ses forces sur la Toscane, y avait éprouvé, conjointement avec les Florentins, la cruelle défaite de Montécantini, dont nous avons rendu compte dans le chapitre précédent. Dans le même temps encore, Cane, seigneur de Vérone, remportait sur les Pa-

(1) *Galvan. Flamm. Manip. Florum*, c. 354, p. 724.
(2) *Albert. Mussati, de Gestis Italic.*, L. I, Rub. 6, p. 578.
(3) *Tristani Calchi, Histor. Patriæ*, L. XXI, p. 459.
(4) *Albert. Mussati, de Gestis Italic.*, L. XIII, Rub. 6, t. X, p. 632.

douans et les Guelfes de la Marche Trévisane, des avantages non moins signalés, dont nous avons aussi occupé nos lecteurs. Dans le Milanès seulement les succès étaient encore balancés entre les deux partis, et, pendant le commencement de la campagne de 1315, Mattéo Visconti, pressé en même temps du côté de Bergame par les exilés de cette ville (1), et du côté du Pô par les Guelfes de Pavie, de Verceil et d'Alexandrie (2), se vit sur le point de perdre Bergame, et fut contraint d'abandonner la Lomelline au pillage de ses ennemis. Mais Visconti entendait l'art des négociations aussi bien que celui de la guerre. Il accorda aux exilés de Bergame une paix avantageuse (3); et tournant alors toutes ses forces contre les Pavesans, il les battit d'abord au mois de juillet auprès de la Scrivia, et au mois d'octobre suivant, il s'empara de leur ville par surprise (4). La mort du comte Richard de Langusco, le chef des Guelfes de Pavie, la captivité de plusieurs seigneurs de la maison della Torre, le pillage et la ruine d'une ville qu'on pouvait regarder comme le chef-lieu du parti en Lombardie, furent les premières conséquences de cet événement. Bientôt la terreur qu'il inspira aux Guelfes engagea les villes de Tortone et d'Alexandrie à se donner aussi à Mathieu Visconti (5). Come, Bergame et Plaisance dépendaient déjà de lui; et le parti gibelin triompha dans presque toute la Lombardie.

Tel était l'état des factions en Italie, lorsque le pape Jean XXII fut élu à Lyon. Robert, qui avait éprouvé une suite d'échecs pendant l'interrègne de l'Église, essaya alors si, par le moyen d'un pontife qui lui était tout dévoué, et avec l'aide de ses armes spirituelles, il ne pourrait pas rétablir un équilibre que ses généraux avaient laissé détruire [1316]. Les chefs qui combattaient contre lui prétendaient être revêtus de l'autorité de l'empire : il résolut de les en priver [1317]; et Jean XXII déclara par une bulle pontificale que tous ceux qui tenaient de Henri VII le titre de vicaires-impériaux, avaient perdu tous leurs droits par la mort de ce monarque. « Dieu même, disait le pape, a confié l'empire de la terre,

(1) *Albert. Mussati, de Gestis Ital.*, L. VII, R. 3, p. 662.
(2) *Ibid.*, R. 5, p. 664.
(3) *Ibid.*, R. 9, p. 666.
(4) *Ibid.*, R. 11, p. 668.
(5) *Ibid.*, L. VII, Rub. 19, p. 675 — *Tristani Calchi*, L. XXI, p. 464.

» aussi bien que l'empire du ciel, au souverain pontife : pendant » l'interrègne, tous les droits de l'empereur sont dévolus à l'Église ; » et celui qui, sans avoir demandé ou obtenu la permission du » siége apostolique, continue à exercer les fonctions que l'empe» reur lui avait confiées de son vivant, offense ainsi la religion, » il se plonge dans le crime, et il attaque la majesté divine elle» même (1). »

Visconti ne voulait point se déclarer ouvertement contre l'Église ; mais il voulait moins encore se laisser dépouiller de son autorité. Il reconnut que le pouvoir que Henri lui avait confié ne pouvait survivre à ce monarque ; il renonça donc au titre de vicaire impérial : mais il demanda aux peuples qu'il gouvernait de confirmer son autorité ; et avec leur approbation, il prit le titre nouveau de capitaine et défenseur de la liberté milanaise (2).

Cet acte de déférence ne sauva point Visconti de la colère du pape, qui, la même année 1317, prononça contre lui une sentence d'excommunication, et mit la ville de Milan sous l'interdit ; mais les armes de Robert, du pape et des Guelfes furent tout à coup détournées de la Lombardie par les révolutions qui éclatèrent à Gênes : toutes les forces des deux partis se rassemblèrent en Ligurie, dans un étroit espace, entre les rochers et la mer, pour y disputer l'empire de toute l'Italie.

Quatre grandes familles, les Doria, les Spinola, les Grimaldi, et les Fieschi, dirigeaient depuis longtemps tous les partis de la république de Gênes ; une jeunesse belliqueuse, de grandes richesses, de vastes fiefs dans les deux rivières, et de forts châteaux, assuraient leur puissance. Les deux premières familles étaient gibelines ; les deux autres, guelfes. Cependant une rivalité impatiente divisait toujours ceux qu'un même parti aurait dû réunir. Les Doria et les Spinola gouvernaient Gênes, depuis le passage de Henri VII dans cette ville ; les Grimaldi et les Fieschi en étaient exilés. Mais les premiers ne pouvaient contenir leur jalousie mutuelle : l'une et l'autre famille voulait dominer seule ; et à l'occasion d'une sédition dans la petite ville de Rappalo, les Do-

(1) Bulle en date du 11 des calendes d'avril 1317, *Raynald*, § 27, p. 150.

(2) *Bonincontrii Morigiæ, Chron. Modoetiense*, L. II, c. 22. T. XII, p. 1119. — *Galv. Flamma Man. Flor.*, c. 356, p. 725. — *Tristani Calchi Histor*, L. XXI, p. 467.

ria attaquèrent les Spinola au mois de février 1314 (1). Pendant vingt-quatre jours une guerre civile se prolongea dans l'intérieur des murs; les différents palais étaient changés en forteresses, on entreprenait tour à tour leur siége ou leur défense, et l'issue des combats demeurait incertaine [1318] (2). Les Doria cependant appelèrent à leur aide les exilés du parti guelfe; les Grimaldi et les Fieschi se joignirent à eux, et ils forcèrent enfin les Spinola à sortir de la ville.

Mais les vainqueurs, qui voulaient poursuivre les Spinola dans leurs châteaux forts, furent obligés, avant tout, de récompenser les alliés qu'ils avaient appelés à leur aide: ils partagèrent le gouvernement de l'État avec les Guelfes, et bientôt ils purent reconnaître qu'ils étaient plus faibles qu'eux. Les Guelfes voulurent enfin, en 1317, rétablir la paix dans la ville: ils sommèrent les Doria de se réconcilier avec les Spinola, et comme les Doria n'y voulurent point consentir, les Guelfes ouvrirent les portes aux Spinola. Alors on vit une révolution étrange résulter de cette animosité si violente, et de cette crainte réciproque. Les Doria effrayés de l'avantage qu'on donnait sur eux à leurs ennemis, sortirent sans combat des murs de Gênes: les Spinola, non moins effrayés de se trouver seuls entre les mains des Guelfes qui les avaient, il est vrai, rappelés, en sortirent à leur tour, et les Grimaldi avec les Fieschi se trouvèrent dominer sans rivaux dans une ville dont les deux factions gibelines leur abandonnaient la possession.

Les deux familles rivales qui se virent exilées ensemble, après avoir volontairement livré leur patrie à leurs ennemis, ne tardèrent pas à se réconcilier dans le malheur. Elles s'emparèrent des deux villes de Savone et d'Albenga; elles les fortifièrent et y réunirent leurs troupes. Les Gibelins des montagnes de la Ligurie s'associèrent aux émigrés de Gênes; et Mattéo Visconti, aussi bien que Cane della Scala, leur promirent de puissants secours (3).

Au mois de mars 1318, Marco Visconti, fils du seigneur de

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 56, p. 470.
(2) *Uberti Folietæ Genuens. Historiæ*, L. VI. p. 412
(3) *Georgii Stellæ*, *Annal. Genuens.*, T. XVII, p. 1020. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 85, p. 487. — *Uberti Folietæ histor. Genuens.*, L. VI, p. 414.

Milan, passa les montagnes de la Bocchetta à la tête d'une armée, et s'avança jusqu'aux portes de Gênes pour former le siége de cette ville. Une flotte gibeline, armée à Savone par les émigrés, se présenta en même temps pour attaquer le port, et, après plusieurs combats, elle s'empara de la tour du Phare. L'armée de Visconti se logea dans les faubourgs de Saint-Jean et de Sainte-Agnès; et les vallées de Bisagno et de la Polsévéra furent occupées par les assiégants (1). Les Grimaldi et les Fieschi, effrayés de ce que toutes les forces du parti gibelin en Italie se réunissaient contre eux, écrivirent au roi Robert de Naples, et à toutes les villes guelfes pour leur demander des secours.

Robert, qui jusqu'alors avait confié à ses généraux ou aux princes de son sang la conduite de la guerre en Lombardie et en Toscane, crut la défense de Gênes assez importante pour l'entreprendre par lui-même. Gênes commandait en quelque sorte la mer Tyrrhénienne, et la communication entre les États du roi en Provence et à Naples. Les villes qui lui appartenaient en Piémont, les villes guelfes de Lombardie, pouvaient être ou défendues ou reconquises s'il demeurait maître de Gênes. Le roi prépara donc en hâte une flotte de vingt-cinq galères, il s'embarqua le 10 juillet à Naples, avec la reine sa femme, et deux de ses frères, et le 21 il aborda dans le port de Gênes : il descendit aussitôt sur la place du Palais avec douze cents gendarmes, et il déclara au peuple assemblé qu'il venait pour le défendre et le sauver (2).

La générosité apparente du roi excita celle du peuple; son discours fut couvert d'applaudissements, et, par un mouvement spontané, l'assemblée déféra pour dix ans, à lui et au pape, conjointement, la seigneurie. Les deux capitaines ou chefs de l'État abdiquèrent leur autorité, et tous les citoyens prêtèrent serment de fidélité au roi de Naples. Les Guelfes eux-mêmes soupçonnèrent qu'une révolution si avantageuse à Robert avait été préparée de longue main par ses intrigues (3).

La présence du roi de Naples ne découragea point les assiégeants; ils continuèrent leurs attaques contre le corps même de la place, et ils se rendirent maîtres d'une église de Sainte-Agnès, qui

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 90, p. 488. — *Chron. Astense*, T. XI, c. 99, p. 254
(2) *Georgii Stellæ Annal. Genuens.*, T. XVII, p. 1035
(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 92, p. 489.

communiquait par un pont avec les murs de la ville. Des combats acharnés se renouvelèrent chaque jour pendant l'automne et l'hiver; et les Gibelins remportaient le plus souvent l'avantage (1). Les deux partis qui divisaient toute l'Italie attachaient une importance toujours croissante au siége de Gênes; et leurs champions semblaient s'être donné rendez-vous pour combattre entre ces montagnes. On vit arriver successivement au camp gibelin le marquis de Montferrat, Castruccio Castracani, seigneur de Lucques, et des renforts envoyés par les Pisans, par Frédéric, roi de Sicile, et même par l'empereur de Constantinople. Robert, de son côté, recevait ceux des Florentins, des Bolonais, et des Guelfes de la Romagne. L'armée assiégeante comptait quinze cents chevaux: l'armée assiégée en avait plus de deux mille cinq cents; mais cette pesante cavalerie, qui partout ailleurs décidait du sort de la guerre, enfermée au milieu de montagnes sauvages et escarpées, ne trouvait nulle part un terrain assez uni pour pouvoir y combattre: elle languissait donc dans l'oisiveté et les privations, sans pouvoir terminer cette guerre de postes par une action d'éclat. Robert, dont l'impatience était redoublée par le sentiment de la supériorité de ses forces, avait tenté à plusieurs reprises de sortir de cette espèce de prison; enfin, le 5 février 1319, il réussit à débarquer à Sestri de Ponent un corps de huit cents chevaux et de quinze mille fantassins qu'il avait embarqué la veille. Par là il coupait la communication entre Savone, quartier-général des émigrés, et le camp des assiégeants. Ces derniers avaient été battus lorsqu'ils avaient voulu repousser le débarquement, et Marco Visconti se vit obligé de lever, après dix mois, le siége de Gênes. Il abandonna une partie de ses bagages, et reconduisit son armée en Lombardie; Robert n'osa point le poursuivre au travers des gorges de l'Apennin (2).

Mais le roi, pour affermir sur Gênes l'autorité qu'il devait à la violence de l'esprit de parti, engagea les Guelfes à user de la victoire sans modération. De magnifiques palais des Gibelins faisaient l'ornement de la ville; la populace forcenée y mit le feu, et les rasa

(1) *Georgius Stella, Genuens. Histor.*, p. 1035. — *Giovanni Villani*, L. IX, c. 95, p. 490. — *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.*, L. VI, p. 415.
(2) *Georgii Stellæ, Ann. Genuens.*, p. 1034. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 95, p. 491. — *Chronicon Astense*, c. 90, p. 255. — *Ubertus Folieta*, L. VI, p. 415.

ensuite jusqu'en leurs fondements : les riches vallées de Bisagno et de Polsévéra étaient couvertes de maisons de plaisance qu'entouraient des jardins délicieux ; tout fut incendié, pillé ou détruit, et, après ce sac odieux, le roi, le clergé et les citoyens, comme s'ils avaient obtenu une victoire sur les barbares ou les infidèles, non sur leurs compatriotes, portèrent en procession les reliques de saint Jean-Baptiste, et rendirent grâces à Dieu dans ses temples, des succès qu'ils avaient obtenus et du sang qu'ils avaient versé (1).

Après avoir ainsi célébré sa victoire, Robert quitta la Ligurie le 29 avril, avec une partie de ses troupes et de ses vaisseaux; et tandis qu'il se rendait en Provence à la cour du pape, les Gibelins ramenaient leur armée devant Gênes pour en recommencer le siége. Dès le 25 mai, quelques galères de Savone firent dans le port même de Gênes de riches captures; mais l'armée assiégeante vint seulement le 27 juillet camper au pied des murailles; et le 3 août, Conrad Doria, avec vingt-huit galères gibelines, ferma le port aux assiégés.

Les Gibelins s'emparèrent de nouveau des faubourgs, et ils y séjournèrent près de quatre ans : des combats pour la possession de chaque redoute, de chaque église, de chaque maison susceptible d'être fortifiée, se renouvelaient presque tous les jours. La même guerre se soutenait avec une égale fureur dans les deux rivières; mais l'occidentale était principalement occupée par les Gibelins, et l'orientale par les Guelfes. Les Génois se cherchaient pour se battre jusque sur les mers les plus éloignées, et dans les colonies de la Grèce et du Levant (2). Cependant les capitaines gibelins du reste de l'Italie ne s'étaient point rendus en personne au second siége de Gênes; en sorte que dans le même temps ils poursuivirent la guerre avec activité dans d'autres provinces.

Ferrare, en 1317, fut enlevée au parti guelfe : cette ville, pendant un siècle de soumission à la maison d'Este, avait été peut-être la plus constante dans son dévouement à l'Église; mais elle était gouvernée et opprimée par des Gascons que le pape et le roi Ro-

(1) *Georgii Stellæ Ann. Genuens.*, p. 1033. — *Ubertus Folieta, Histor. Genuens.*, L. VI, p. 416.

(2) *Georgii Stellæ Ann. Genuens.*, p. 1031. — *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.*, L. VI, p. 422.

bert y avaient établis en 1308, lorsque, profitant des guerres civiles allumées entre les princes d'Este, ils avaient dépouillé ces anciens alliés de leur souveraineté. Les marquis d'Este, réfugiés à Rovigo, avaient été contraints de rechercher l'alliance des Gibelins pour se défendre contre un pape qui les avait trahis : les Ferrarais, de leur côté, confondaient dans leur haine l'Église avec les Gascons, aux vexations desquels le pape les avait abandonnés. Tout à coup ils prirent les armes le 4 août 1317; ils chassèrent les Gascons de Ferrare, et les forcèrent à se réfugier dans Castel Téaldo; ils les y assiégèrent, et les obligèrent enfin le 15 à capituler. Les marquis d'Este furent de nouveau proclamés seigneurs de Ferrare; et ils entrèrent avec empressement dans la ligue gibeline, qui seule pouvait les maintenir dans leur seigneurie (1).

Cette ligue cherchait alors à se donner plus de consistance par une organisation plus régulière. Une diète de ses principaux chefs fut assemblée à Soncino, sur les bords de l'Oglio, au mois de décembre 1318, et Cane della Scala, seigneur de Vérone, à qui sa bravoure et sa générosité avaient fait donner le surnom de Grand, fut désigné d'un commun consentement comme directeur et capitaine de la ligue des Gibelins en Lombardie (2).

Tandis que Cane, pour justifier la confiance de ses alliés, assiégeait Padoue, dont il se serait rendu maître si une attaque imprévue du comte de Gorice ne l'avait forcé à la retraite (3), et que Marco Visconti surprenait Hugues de Baux devant Alexandrie, où ce général des Guelfes fut défait et perdit la vie (4), le pape, en sûreté dans Avignon, où les revers de ses alliés ne pouvaient l'atteindre, cherchait de toutes parts quels nouveaux adversaires il pourrait susciter aux Visconti, contre lesquels il avait conçu une

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 381. — *Annales Cæsenates*, T. XIV, p. 1137. — *Joh. de Bazano, Chron. Mutin.*, T. XV, p. 579. — *Math. de Griffonib., Mem. hist.*, T. XVIII, p. 138. — *Cronica Miscella di Bolog.*, p. 331. — *Libro del Polistore*, T. XXIV, c. 9, p. 720.

(2) *Cortusiorum Histor.*, L. II, c. 15, t. XII, p. 803. — *Tristani Calchi Hist. Patriæ*, L. XXI, p. 472.

(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 98 et 116, p. 492 et 501. — *Cortusiorum Historiæ*, L. II, c. 29, p. 815; et c. 41, p. 823. — *Albertinus Mussatus, Poema seu de Gestis Ital.*, L. IX, X et XI, p. 687.

(4) *Giov. Villani*, Lib. IX, c. 100, p. 492. — *Guilielmi Venturæ Chron. Astense*, c. 100, T. XI, p. 258.

haine violente. Un prélat, qu'on regardait comme le fils de Jean XXII, Bertrand de Poïet, cardinal de Saint-Marcel, arriva en Italie en 1319 avec le titre de légat. Il avait reçu la commission de poursuivre à toute outrance les Gibelins, que la cour d'Avignon n'hésitait pas à regarder comme hérétiques. Bertrand de Poïet, dès son entrée dans Asti, somma Mattéo Visconti de comparaître avant deux mois à la cour du souverain pontife, pour se justifier, s'il le pouvait, des accusations d'hérésie qui pesaient sur lui : il lui ordonna en même temps de rappeler les Milanais exilés, de se soumettre au roi Robert, vicaire impérial en Italie, et de renoncer au gouvernement de sa patrie (1).

Aucun fanatisme religieux ne dirigeait plus les démarches de la cour d'Avignon, et le légat lui-même, animé d'une ambition toute mondaine, songeait, non à soutenir par les armes la pureté de la foi, et une religion que ses mœurs démentaient sans cesse, mais à profiter des guerres civiles pour se former une souveraineté en Italie. C'était dans l'espérance de faire encore quelque impression sur l'esprit du peuple, qu'il employait contre ses ennemis les armes de l'Église; mais il savait bien que Visconti ne les redouterait pas; aussi avait-il eu déjà recours à un bras plus puissant pour soutenir et mettre en exécution ses sentences.

[1320] Philippe de Valois, fils de ce Charles qu'un autre pape avait appelé en Italie pour soumettre les Blancs de Florence, avait accepté avec joie une mission semblable, dans laquelle il espérait recueillir une gloire facile et des richesses à distribuer à ses partisans. Philippe, alors cousin du roi de France, auquel il devait bientôt succéder, descendit en Italie avec le plus brillant cortége : sept comtes, cent vingt chevaliers bannerets, et environ six cents hommes d'armes formaient sa suite. Quinze cents chevaux l'attendaient à Asti; mille cavaliers envoyés par Florence et Bologne étaient en route pour se joindre à lui. Charles de Valois, père de Philippe, le sénéchal de Beaucaire, le roi de France et le roi Robert, faisaient aussi défiler des troupes vers la Lombardie. Philippe se figura qu'avant leur arrivée il pourrait déjà s'illustrer par quelque action d'éclat; et avec deux mille chevaux environ il s'a-

(1) *Raynald.*, *Ann. eccles.*, 1320, § 10, p. 198. — *Galvan. Flamma Manipul. Flor.*, c. 350, p. 720.

vança dans le pays ennemi, et traça son camp à Mortara, entre Tortone et Novare.

Bientôt, cependant, Philippe s'aperçut que sa marche avait été téméraire; mais il ne sut point réparer par un courage tranquille la faute que sa présomption lui avait fait commettre. Les deux fils du seigneur de Milan, Galéaz et Marc Visconti, s'approchèrent de lui avec une force presque double de la sienne; et au lieu de l'attaquer, ils lui demandèrent une conférence. « Votre situation » est presque désespérée, lui dirent-ils; vous vous trouvez en- » fermé entre deux grands fleuves, le Pô et le Tésin, entouré de » villes ennemies et de forces très-supérieures aux vôtres; vous » devez donc vous attendre à succomber dans le combat, ou à » périr par la famine : mais ce n'est pas notre intention d'abuser » de la situation dangereuse où vous vous êtes mis. Notre père a » été armé chevalier par le vôtre; il doit donc exister entre nous » des liens d'amitié et de fraternité d'armes : recevez le gage de » cette amitié héréditaire dans les présents que nous vous of- » frons, et ne vous mêlez plus des affaires de l'Italie. » Philippe accepta en effet des présents magnifiques que les Visconti avaient fait apporter pour lui et pour ses conseillers : ensuite, moitié par crainte, moitié par séduction, au lieu de songer à s'ouvrir un chemin à la pointe de l'épée, il se retira honteusement en France, après avoir livré aux Gibelins quelques châteaux dont Robert lui avait confié la garde. Les corps d'armée qui venaient le joindre demeurèrent exposés à être attaqués en détail et détruits par les Visconti (1).

Après la retraite de Philippe de Valois, Raimond de Cardone, gentilhomme aragonais qui s'était distingué au siége de Gênes [1321], fut choisi par Robert et par le pape pour commander les Guelfes en Italie; mais de nouvelles victoires des Gibelins affermissaient chaque jour la puissance des Visconti : la ville de Verceil fut, en 1321, obligé de se soumettre à eux; et le 5 janvier de l'année suivante, Galéaz Visconti entra dans Crémone par la brèche, et livra cette ville au pillage.

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 107, 108, p. 495. — *Annales Mediolanenses*, c. 92, p. 698. — *Chronicon Astense*, c. 101, p. 257. — *Bonincontrii Morigiæ Chron. Modoetiens.*, L. II, c. 30, p. 1111. — *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 333.

Jusqu'alors le pape s'était proposé de profiter des guerres civiles de l'Allemagne pour soustraire absolument l'Italie à la dépendance de l'empire, et pour établir sur elle, avec les armes des Français, une autorité nouvelle. Mais déjà l'interrègne de l'Allemagne durait depuis huit ans, et pendant ces huit années de confusion et de guerre civile, l'autorité du pape, loin de s'étendre en Italie, paraissait avoir plutôt décliné. Jean XXII n'avait jamais voulu prononcer entre les deux candidats qui prétendaient à l'empire; il les avait vus avec plaisir s'affaiblir mutuellement par leurs combats, et il avait espéré les forcer enfin tous deux à reconnaître leur dépendance du saint-siége : peut-être aussi, comme on l'en accusait, voulait-il un jour les éloigner tous deux pour disposer lui-même de la couronne impériale. Mais les victoires des Visconti le déterminèrent enfin à changer de politique. Il fit des avances à Frédéric d'Autriche, sur lequel il avait déjà remarqué qu'il avait plus de crédit que sur Louis de Bavière. Le fils aîné de Frédéric avait épousé une sœur du roi Robert, et la maison d'Autriche avait toujours paru favoriser les Guelfes. Jean XXII promit à Frédéric de s'attacher à son parti; mais il lui demanda en retour de faire une diversion en sa faveur. Frédéric, qui mettait la plus haute importance à s'assurer l'appui du pape, envoya son frère Henri en Italie avec quinze cents gendarmes (1). Henri d'Autriche fit son entrée à Brescia le 11 d'avril : les exilés des villes voisines, les de la Torre réfugiés à Venise, et près de deux mille volontaires, se rendirent auprès de lui [1322].

Visconti, pressé en même temps par Raimond de Cardone, et par Bertrand de Poiet, qui renouvelait contre lui ses excommunications, désirait surtout éviter de combattre le nouvel adversaire que le pape lui suscitait en Allemagne. Il fit offrir à Henri des présents considérables, pour l'engager à suspendre sa marche jusqu'à ce qu'il eût reçu une réponse des ambassadeurs qu'il envoyait à Frédéric. En même temps il fit représenter à ce dernier, que, sans prétendre s'ériger en juge entre les candidats à l'empire, il défendait les droits qui appartiendraient au vainqueur; qu'il était prêt à reconnaître Frédéric pour son seigneur suzerain, lorsque ce prince viendrait prendre la couronne à

(1) Sa lettre, *apud Rayn.*, 1322, § 8, p. 230.

Monza ; qu'il lui ouvrirait alors les portes de Milan, qu'il l'accompagnerait avec ses gendarmes dans toute l'Italie; mais que si lui-même il était dépouillé par le pape et le roi Robert, jamais l'empire ne recouvrerait ce qu'on lui aurait fait perdre; que la prétention nouvelle de Jean XXII de donner un vicaire à l'empire pendant l'interrègne, ne dérogeait pas moins aux droits de Frédéric qu'à ceux de Louis; qu'après avoir établi un droit semblable sur l'Italie, le pape l'étendrait bientôt à l'Allemagne, et que, sous ce prétexte, il dépouillerait enfin les deux compétiteurs pour arriver plus tôt à ses fins secrètes, et accorder à Robert la couronne impériale (1).

Frédéric fut frappé de ces considérations; il écrivit à son frère qu'il le verrait avec plaisir se retirer de l'Italie, s'il pouvait le faire avec honneur. Henri, de son côté, arrivé à Brescia, demanda, comme lieutenant du roi des Romains, que la ville fût soumise à son autorité. Mais celui qui commandait à Brescia pour Robert, s'y refusa, déclarant que son maître était seul vicaire et lieutenant de l'empire pendant l'interrègne. Henri, blessé de ce refus, et déterminé à ne point combattre pour l'avantage seul de Robert, se retira sans avoir vu les frontières du territoire de Milan. Le 18 mai 1322, il se mit en route pour Vérone, où il fut accueilli avec empressement par Cane della Scala, en sorte que les chefs du parti gibelin se trouvèrent assurés de la faveur des deux prétendants à l'empire (2).

Ainsi les Gibelins de Lombardie, attaqués dans leur propre pays par une faction opposée qui les égalait en forces, tandis qu'ils luttaient au dehors avec la puissance supérieure du roi de Naples et les richesses du pape, avaient néanmoins réussi à déterminer à la retraite deux armées redoutables, qui, de la France et de l'Allemagne, étaient venues pour se joindre à leurs ennemis : plus leur situation paraissait devenir difficile, plus ils grandissaient dans l'opinion par des victoires inattendues. Mais ces succès constants étaient dus surtout à Matthieu Visconti, et ils devaient finir avec lui. Matthieu, qu'on a appelé le Grand, épithète prodiguée dans le quatorzième siècle, peut être regardé comme le plus par-

(1) *Tristani Calchi Hist. Patriæ*, L. XXII, p. 488.

(2) *Jacob. Malvecius, Chron. Brixian.*, D. IX, c. 58, p. 996. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 142, 145, p. 512. — *J. D. Olenschlager Geschichte des Rom. Kay.*, § 40, p. 107. — *Raynaldi Annal. eccles.*, 1322, c. 9 et 10.

fait modèle des princes que l'Italie admirait. Brave, sans que sa bravoure eût rien de brillant; bon capitaine, sans que son talent militaire le mît au-dessus de ses contemporains; c'est par ses talents politiques, par sa connaissance profonde du cœur humain, des intérêts et des passions de tous ceux qu'il voulait conduire; c'est par son calme au milieu de l'agitation, par sa promptitude à se déterminer et sa constance à poursuivre son but; c'est par son habileté à feindre, souvent à tromper; par son talent pour assujettir des caractères rebelles, pour dominer des esprits indomptables, qu'il s'éleva par-dessus tous les princes de son temps. A la première époque de sa grandeur, avant la fin du treizième siècle, il s'était abandonné imprudemment à l'orgueil que lui inspirait sa puissance; il avait offensé les seigneurs ses voisins, et mécontenté les peuples qu'il gouvernait : sa chute, en 1302, avait été la conséquence de ses fautes. Mais un exil et un abaissement de neuf ans avaient achevé de développer en lui les qualités d'un chef de parti, et surtout l'art de se contraindre. Depuis qu'en 1311 le passage de Henri VII à Milan lui avait fourni l'occasion de se ressaisir du pouvoir souverain, il l'avait conservé onze ans, sans que les peuples indociles qu'il avait asservis laissassent échapper un murmure, au milieu d'une guerre ruineuse dans laquelle il les avait engagés; sans qu'une seule des villes qu'il avait successivement conquises se révoltât contre lui; sans que les excommunications de l'Église, dont il était frappé chaque jour, ébranlassent la conscience d'un seul de ses serviteurs; sans qu'une seule des négociations qu'il avait entreprises échouât entre ses mains. Mattéo Visconti n'était pas un homme vertueux; mais sa réputation, qu'il ménageait, n'était souillée par aucun crime, par aucune perfidie : il n'était pas sensible ou généreux; mais on ne parlait pas non plus de ses cruautés. Ses quatre fils, les plus braves capitaines de leur temps, obéissaient à ses moindres volontés, comme la main obéit à la pensée; et sa mort seule apprit à connaître quels caractères impatients et indomptés il avait pliés à l'obéissance. Mattéo était enfin parvenu à une vieillesse avancée (1); et un changement subit dans son caractère

(1) Villani dit quatre-vingt-dix ans, L. IX, c. 154, p. 317; cependant les historiens milanais le font mourir à soixante et douze.

fut regardé comme un présage de sa mort et des révolutions qu'elle occasionnerait.

Il y avait plus de vingt ans que Mattéo Visconti était en guerre avec l'Église; il devait, en grande partie, l'attachement de ses partisans à leur haine contre le gouvernement des prêtres : il avait été, à plusieurs reprises, excommunié; et une dernière fois encore, le 14 janvier de cette année 1322, trois juges inquisiteurs, établissant, sous la protection du cardinal de Poïet, leur tribunal sur la place publique d'Asti, l'avaient condamné comme hérétique, et l'avaient déclaré impie, criminel, et ennemi de Dieu et du nom chrétien (1). Matthieu Visconti avait toujours repoussé avec une dignité calme ces attaques violentes; il avait protesté que sa foi était pure, mais aussi que sa couronne était indépendante : il avait répondu qu'il soumettait sa conscience à l'Église, mais non point son gouvernement aux prêtres; et il avait paru ménager l'opinion des catholiques, lors même qu'il combattait le pape. Tout à coup un remords parut le saisir; il se vit, avec un trouble extrême, sur le bord de la tombe, enveloppé dans une sentence qui dévouait son âme à des tourments éternels; oubliant alors et l'expérience qu'il avait acquise de la politique toute mondaine du pape, et les règles d'après lesquelles lui-même s'était conduit, il ne songea plus qu'à se dérober à l'enfer, qui paraissait s'ouvrir sous ses pas. Il choisit, parmi les Milanais les plus dévoués à l'Église, douze ambassadeurs qu'il envoya au légat, pour demander à traiter avec lui, et savoir par quels sacrifices il pourrait obtenir l'absolution de ses péchés et la levée de l'interdit sur les États qu'il gouvernait. Bertrand de Poïet, auquel les déroutes qu'il avait éprouvées n'avaient rien fait perdre de son arrogance, demanda que les Visconti rappelassent à Milan tous leurs ennemis qu'ils avaient exilés, et qu'ils combattaient depuis cinquante ans, qu'ils leur rendissent tous leurs biens, et qu'ils abdiquassent l'autorité souveraine. Mattéo délibéra sur ces propositions, qui auraient occasionné la ruine entière de sa maison; il les communiqua au conseil de la ville, et dès cet instant le charme par lequel il avait gouverné l'État fut détruit : chacun

(1) *Tristani Calchi Hist.*, L. XXII, p. 487. — *Annales eccles.*, 1322, § 5, p. 220. — *Chronicon Astense*, c. 105, p. 260.

sentit que les longs combats où il se voyait engagé, que les dangers auxquels il exposait et son âme et tous ses biens temporels, n'avaient d'autre but que de défendre une famille ambitieuse, qui avait usurpé l'autorité souveraine dans la république. Un ardent désir de paix s'empara des esprits. Cependant Galéaz Visconti, fils aîné de Mattéo, qui était revenu en hâte de Plaisance sur la nouvelle de cette négociation, s'opposa avec tant de force aux concessions ruineuses auxquelles son père se résignait, que le vieux Visconti, ne pouvant choisir entre les intérêts de sa famille et ceux du ciel, abdiqua sa souveraineté entre les mains de son fils, et ne songea plus qu'à rendre la paix à sa conscience : on le vit, pendant le peu de jours qu'il vécut encore, habiter uniquement les églises, et, au milieu des pratiques de sa dévotion, répéter le symbole de sa foi, et prendre les fidèles à témoin de son orthodoxie. Comme il avait été visiter l'église de Monza, à laquelle il avait rendu son trésor longtemps engagé, il tomba malade, et mourut hors de Milan, le 22 juin 1322. Mais on cacha cet événement, aussi bien que le lieu de sa sépulture, pour que ses cendres ne fussent pas jetées au vent, selon l'ordre qu'en avait donné le pape (1).

Galéaz travaillait à se gagner des partisans dans la ville et dans l'armée, tandis qu'il tenait secrète la mort de son père, et lorsqu'il ne fut plus possible de la cacher, il se crut assez fort pour prendre lui-même le titre de capitaine-général. Son crédit parut bientôt affermi par une victoire que Marco Visconti, son frère, remporta le 6 juillet, au pont de Basignano, sur Raimond de Cardone et les troupes de l'Église (2).

Mais les esprits ardents et inquiets que Matthieu Visconti avait calmés par son adresse ou comprimés par son autorité, se livrèrent de nouveau à toutes les violences de leurs passions. Il y avait à Plaisance un gentilhomme gibelin nommé Vergusio Landi, dont Galéaz Visconti avait séduit la femme, et que ce seigneur avait exilé ensuite pour se mettre à couvert de sa vengeance. Landi s'était réfugié chez les Guelfes : il avait obtenu leur confiance, il

(1) *Tristani Calchi Hist Patr*, L. XXII, p. 491. — *Bonincontrii Morigiæ, Chron. Modoetiense*, L. III, c 2, p. 1118.
(2) *Giov. Villani*, L IX, c. 158, p. 519. — *Bonincontrii Morigiæ, Chron. Modoetiense*, L. II, c. 27, p. 1116.

les avait engagés à servir sa haine; et, le 9 octobre, il trouva moyen de s'introduire dans Plaisance, avec quatre cents cavaliers que lui prêta le légat, de faire révolter cette ville, et de la réconcilier à l'Église et au parti guelfe (1). Dans le même temps, les négociateurs que Mattéo avait envoyés au légat, qui voyaient, depuis sa mort, toute espérance de paix abandonnée, aigrissaient le peuple contre une famille qu'ils nommaient ambitieuse et impie, et qui, pour maintenir sa tyrannie sur une ville libre, exposait chaque jour la vie des citoyens au fer des ennemis, l'honneur de leurs femmes et de leurs enfants à la brutalité des soldats, leurs biens au pillage, et leurs âmes aux tourments de l'enfer. Ils affirmaient que le pape et le légat étaient pleins de bienveillance pour la ville de Milan; qu'ils n'avaient d'autre désir que de lui rendre la liberté, et qu'ils étaient prêts à seconder les citoyens dans tous les efforts qu'ils feraient vers un but si glorieux. Lodrisio Visconti, parent de Galéaz, brave et chéri des soldats, mais d'un esprit inquiet et jaloux, échauffait lui-même les séditieux: la rébellion éclata enfin, le 8 novembre 1322, dans les rues de Milan, le cri des révoltés était, *la paix, et vive l'Église!* Les hommes d'armes allemands auxquels Galéaz n'avait pu depuis longtemps payer leur solde, se joignirent à eux. Galéaz, qui, dans trois quartiers différents, voulut tenir tête aux séditieux avec les soldats qui lui étaient demeurés fidèles, fut vaincu à trois reprises, et se vit enfin forcé à sortir de la ville où il avait régné (2).

Le gouvernement des Visconti fit place à une nouvelle république milanaise, mais celle-ci ne fut point administrée par le peuple comme dans les temps glorieux de l'ancienne république: tout le pouvoir demeura concentré entre les mains de quelques nobles, qui avaient préparé la révolution, et de quelques chefs de troupes mercenaires, qui avaient trahi leur ancien seigneur. Les uns et les autres étaient attachés depuis longtemps au parti gibe-

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 176, p. 525. — *Chron. Placentinum*, T. XVI, p. 493. *Chron. Astense*, T. XI, c. 109, p. 203.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 179, p. 520. — *Annal. anon. Mediol.*, T. XVI, c. 95, p. 700. — *Galv. Flamma Manip. Flor.*, c. 361, p. 728. *Georgii Merulæ, Hist. Mediolan.*, L. I, p. 77, T. XXV. *Rer. Italic.* — *Bonincontrii Morigiæ, Chron. Modoet.*, L. III, c. 7, p. 1125. *Tristanus Calchus*, L. XXII, p. 492. C'est par le récit de ces événements que Calchi termine son histoire.

lin, et ils ne purent se résoudre à l'abandonner entièrement : les de la Torre ne furent point rappelés ; et le gouvernement, flottant entre les Visconti et le cardinal légat, ne se consolida point. Galéaz, qui s'était retiré à Lodi, y rassemblait des troupes : Lodrisio Visconti, qui était demeuré dans le conseil de Milan, se repentait d'avoir abaissé sa propre famille ; et il gagnait à prix d'argent les mercenaires allemands qu'il avait auparavant séduits pour abandonner Galéaz, et qu'il ramenait à présent à son parti. Il avertissait ce dernier des progrès qu'il faisait, et le 12 décembre il lui ouvrit une des portes. Galéaz rentra hardiment dans la ville d'où il avait été chassé trente-quatre jours auparavant ; il la parcourut à la tête de ses gendarmes, et il se fit proclamer de nouveau seigneur et capitaine-général. Ceux qui avaient dirigé la révolte contre lui, s'enfuirent à leur tour, et allèrent rejoindre le légat (1).

[1323] Dès le commencement de l'année suivante, l'armée guelfe, qui avait reçu des renforts de toutes les républiques de Toscane, et de tous les princes guelfes de Lombardie, s'avança pour former le siége de Milan. Dans deux combats, livrés le 23 février 1323 au passage de l'Adda, et le 19 avril à Garazzuolo, Marco, le plus belliqueux des frères Visconti, fut défait avec une grande perte (2) : les villes de Tortone et d'Alexandrie ouvrirent leurs portes au légat, et reconnurent l'autorité du roi Robert. Vers le même temps, les Guelfes assiégés dans Gênes surprirent le 27 février les Gibelins établis dans les faubourgs, et les en chassèrent en leur tuant beaucoup de monde (3). Dans le midi de l'Italie, les affaires des Gibelins allaient plus mal encore ; le comte Frédéric de Montéfeltro, qui était reconnu pour souverain dans Urbino, Osimo et Récanati, avait été, le 26 avril de l'année précédente, tout à coup surpris et massacré avec son fils par le peuple révolté (4), et ses partisans étaient réduits au dernier abaissement : les villes d'Assise, d'Urbino et d'Osimo s'étaient rendues aux Guelfes ; celle de Récanati fut brûlée jusqu'en ses fondements, sous le prétexte absurde que ses habitants adoraient les idoles : les fils du comte

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 182, p. 526. — *Pauli Jovii Galeacius I, Princeps III. Apud Graevium*, T. III, p. 285.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 189 et 197, p. 530.

(3) *Ibid.*, L. IX, c. 186, p. 529.

(4) *Ibid.*, L. IX, c. 130, p. 510.

étaient tombés entre les mains de leurs ennemis, et le seul héritier de cette maison qui eût échappé, s'était enfui à San-Marino (1). De toutes parts le sort de la guerre semblait accabler les Gibelins ; et déjà ils pouvaient s'attendre à une ruine entière, lorsque trois ambassadeurs de Louis de Bavière entrèrent, au mois d'avril, en Italie (2). Ils se présentèrent à Plaisance au légat, et le sommèrent, au nom de l'empereur, de cesser de molester le seigneur et la ville de Milan, qui ne relevaient que de l'empire. Le légat reprocha aux ambassadeurs de prendre la défense d'un hérétique, et de troubler l'Église dans ses justes droits ; et, peu de semaines après, il envoya Raimond de Cardone former le siége de Milan (3). Mais il éprouva bientôt que l'intervention d'un empereur avait suffi pour rétablir les affaires des Gibelins : les ambassadeurs se jetèrent dans la ville avec quatre cents gendarmes ; les seigneurs de Vérone, de Mantoue et de Ferrare, à leur sommation, envoyèrent aux Visconti cinq cents chevaux ; enfin cinq cents Allemands qui servaient dans l'armée guelfe, voyant les bannières impériales flotter sur les murs de Milan, passèrent dans cette ville pour s'y réunir à leurs compatriotes. Raimond de Cardone, affaibli par leur désertion, et par les maladies qui se manifestaient dans son camp, fut obligé de lever le siége de Milan, le 23 juillet 1323, et de se retirer à Monza (4).

Louis de Bavière avait enfin acquis assez de loisir pour s'occuper des affaires d'Italie, auxquelles jusqu'alors les deux concurrents à l'empire n'avaient pris aucune part. Abandonnés l'un et l'autre par la noblesse qui les avait élus, ils n'avaient pas pu décider leurs droits par leurs armes. Quoiqu'en 1315 ils se fussent trouvés en présence l'un de l'autre dans les environs de Spire, ils s'étaient séparés sans combattre ; et le fait d'armes le plus important de la guerre

(1) Ce château, bâti au sommet de la plus haute montagne de Romagne, jouissait déjà de la liberté, et se gouvernait en république ; mais il était allié des Gibelins et de Speranza de Montefeltro, à qui il donna asile. *Melchiore delfico memorie storiche della republica di San-Marino*, p. 97, un vol. in-4°.

(2) Les comtes de Neyffen, Frubendingen, et Graifspach. *Olenschlager Geschich.*, § 44, p. 110.

(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 194, p. 552.

(4) *Chronic. Astense*, c. 112 et dernier, p. 266. — *Galvan. Flamma Manip. Flor.*, c. 369, p. 730. — *Georgii Merulæ Hist. Mediol.*, L. I, p. 85. — *Bonincontrii Morigiæ Chr. Modoetiense*, L. III, c. 21, p. 1132.

civile en Allemagne, avait été la victoire remportée par les Suisses des trois premiers cantons, à Morgarten, sur le duc Léopold, frère de Frédéric d'Autriche. Dans l'année 1320, la Bavière fut si cruellement ravagée par les Autrichiens, que Louis hésita s'il ne renoncerait point à l'empire pour acheter la paix (1). Enfin, le 28 septembre 1322, les deux empereurs élus en vinrent aux mains à Muhldorf. Louis, et son allié Jean, roi de Bohême, avaient rassemblé toutes leurs forces. Frédéric, au contraire, n'avait pas encore été joint par les troupes que Léopold, son frère, lui amenait de Souabe et du Haut-Rhin. La bataille commença au lever du soleil, et dura dix heures. L'une et l'autre armée n'étaient presque formées que de cavalerie; aussi l'on combattit avec l'ordre et la régularité d'un tournoi. Après une charge impétueuse, chaque armée se ralliait et se remettait en bataille pour recommencer au bout d'un court espace de temps une charge non moins violente. Mais, dans ce terrible tournoi qui devait décider d'un empire, on vit répandre des flots de sang : quatre mille chevaliers perdirent la vie dans le combat. Enfin les Autrichiens furent renversés ; leur déroute fut complète : Frédéric et son frère Henri furent tous deux faits prisonniers. Frédéric fut confiné dans la forteresse de Trautsnitz, dans le Haut-Palatinat ; Henri fut remis au roi Jean de Bohème, qui, par sa valeur, avait eu la plus grande part à la victoire (2).

Depuis la bataille de Muhldorf, Louis de Bavière commença à gouverner l'empire comme seul souverain légitime. Dans une grande diète qu'il tint à Nuremberg, il publia une bulle pour établir la paix publique; il abolit les péages qu'on avait exigés pendant les troubles ; il disposa des fiefs devenus vacants ; il conféra entre autres à son fils le margraviat électoral de Brandebourg : enfin il tourna ses vues vers l'Italie ; et il s'occupa de protéger dans cette contrée ceux qui, pendant longtemps, s'étaient faits les champions des prérogatives impériales.

Louis de Bavière donna avis à la cour d'Avignon de sa victoire

(1) *Olenschlager Geschich. des Rom. Kayserthums.*, § 41, p. 100.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 173, p. 524. — *Epitome Rerum Bohemicarum auctore R. P. Bohuslao Balbino Soc. Jes.*, un vol. in-fol. Pragæ, 1677, L. III, c. 17, p. 326. — *Olenschlager Geschichte des Rom. Kays.*, § 42, p. 112. — Schmidt, Hist. des Allemands, L. VII, c. 5, p. 442.

à Muhldorf; et Jean XXII, qui ne s'était point encore décidé entre les deux rivaux, lui répondit avec bienveillance. « Nous avons » reçu, mon cher fils, lui disait-il, les lettres de ton excellence, » nous les avons lues avec attention, et nous avons écouté de » même les détails que nous a donnés leur porteur. Nous avons » remarqué avec quelle humilité, avec quelle prudence tu attribues » au maître des batailles la victoire que tu as remportée dernière- » ment sur ton compétiteur. Nous avons vu aussi que tu t'es con- » duit avec une extrême humanité envers lui, au moment où tu » l'as fait prisonnier, et depuis que tu le retiens captif; nous t'ex- » hortons à persévérer dans cette conduite.... Quant au traité de » paix et de concorde entre toi et lui, nous offrons d'y travailler, » et nous le ferons sans retard, dès que tu nous auras fait con- » naître ta volonté (1). »

[1323] Mais, lorsque le pape apprit que Louis de Bavière avait envoyé des secours à Galéaz Visconti, et qu'il avait forcé ainsi Raimond de Cardone à lever le siége de Milan, il se livra à la colère la plus violente. Déterminé à intenter un procès au roi des Romains, il eut recours, pour lui donner un fondement, à la prétention la plus étrange. Il affirma, contre l'évidence de tous les siècles et de toutes les histoires « que le saint-siége était admi- » nistrateur de l'empire pendant l'interrègne; que le pape seul » était juge entre deux compétiteurs à la couronne; que l'examen » du candidat, son approbation, son admission, ou d'autre part » son rejet et sa réprobation, appartenaient au seul siége aposto- » lique; et que, jusqu'à ce que le pape eût approuvé ou rejeté l'un » ou l'autre compétiteur, il n'existait point encore de roi des Ro- » mains, et il n'était permis à aucun des élus d'en prendre le » titre (2). » Il fit autant de crimes à Louis de Bavière de toutes les circonstances où il s'était conduit comme roi des Romains. « C'était, disait-il, une offense grave envers Dieu, et un mépris » manifeste et injurieux de l'Église romaine, que d'avoir pris l'ad- » ministration du royaume et de l'empire; d'avoir reçu, sous le » titre royal en Allemagne, et même dans quelques parties de » l'Italie, un serment de fidélité; d'avoir disposé des dignités et des

(1) Lettre de Jean XXII, 15 cal. januarii, *Raynald*, 1322, § 13, p. 232.

(2) Sentence de Jean XXII contre Louis de Bavière. *Rayn.*, 1323, § 30, p. 259. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 220, p. 545.

» honneurs impériaux, entre autres du marquisat de Brandebourg; d'avoir enfin osé protéger et défendre les ennemis de l'Eglise romaine, surtout Galéaz Visconti et ses frères, quoiqu'ils eussent été condamnés par des juges compétents pour crime d'hérésie, et quoique leur sentence fût définitive (1). »

En conséquence, le 8 octobre 1323, le pape fit afficher aux églises d'Avignon une sentence contre Louis de Bavière, par laquelle il lui était ordonné, sous peine d'excommunication, de se désister dans trois mois de toute administration de l'empire : administration qu'il ne pourrait reprendre qu'autant que son élection viendrait à être approuvée par le siége apostolique. Il lui était ordonné en même temps d'annuler, autant qu'il serait en lui, tous les actes qu'il aurait faits précédemment comme roi des Romains, et il était défendu à tous les ecclésiastiques, sous peine de suspension, à tous les laïques, sous peine d'excommunication et d'interdit, de favoriser d'aucune manière Louis de Bavière, ou de lui prêter aucune obéissance dans l'exercice des fonctions qu'il s'arrogeait comme roi des Romains.

Le pape se contenta de faire afficher cette sentence aux portes des églises d'Avignon, sans la faire notifier à celui contre qui elle était portée. Cependant le bruit s'en répandit bientôt en Allemagne (2); et dès qu'il fut parvenu jusqu'à Louis, celui-ci envoya trois députés au saint-siége, pour connaître les motifs de sa condamnation, et demander un nouveau délai par delà celui qui lui était assigné. En même temps, le monarque se rendit à Nuremberg; et là, en présence de notaires et de témoins, il réfuta chacune des imputations qui lui avaient été faites à la cour de Rome. Il déclara qu'après avoir été nommé roi des Romains par les électeurs, à la grande majorité des suffrages, après avoir été couronné à Aix-la-Chapelle de la couronne royale, il était entré en possession de toutes les prérogatives impériales, conformément au droit reconnu de tout temps, et sans qu'il eût besoin pour cela d'une confirmation du saint-siége. Il ajouta qu'il ne pouvait comprendre comment on intentait à présent une action contre lui, pour avoir pris le titre de roi des Romains, tandis que, depuis dix ans qu'il

(1) Sentence de Jean XXII, etc. *Ap. Raynaldi*, § 30
(2) *Olenschlager Geschichte des Rom. Kayserth.*, § 47, p. 124

était élu, il avait toujours fait usage de ce titre, même dans les lettres qu'il avait adressées au saint-siége, sans qu'on eût jusqu'alors songé à le trouver mauvais. Il protesta que, s'il avait pris la défense de Galéaz Visconti, ce n'était point pour protéger en lui un hérétique, mais parce que le Milanès relevait immédiatement de l'empire, et que c'était à cette province qu'il avait envoyé des secours, selon l'obligation que lui imposait sa dignité, lorsque le territoire de Milan avait été attaqué à main armée. Enfin, il rétorqua contre le pape lui-même l'inculpation de protéger les hérétiques, parce que Jean XXII n'avait pas voulu examiner l'accusation portée devant lui contre les frères Mineurs, pour avoir révélé le secret de la confession. Pour toutes ces causes, Louis appela de la sentence du pape au jugement d'un prochain concile dont il requit la convocation, et en présence duquel il promit de se rendre en personne (1).

Avant que cet appel fût connu à la cour d'Avignon, les ambassadeurs de Louis obtinrent du pape un nouveau délai de deux mois pour plaider sa cause; mais ce délai, dans un temps où les postes n'étaient pas encore établies, suffisait à peine pour qu'on en portât la nouvelle au roi, d'Avignon jusqu'au fond de la Bavière, et pour qu'il y répondît immédiatement. Aussi Louis, dans un manifeste qu'il répandit dans toute l'Allemagne, protesta-t-il que le terme qu'on lui avait assigné était trop court pour qu'il pût comparaître en personne et se justifier. Il déclara qu'il était et voulait être le protecteur de l'Église et de la religion chrétienne; qu'il était prêt à se soumettre avec humilité aux corrections de la première, s'il avait manqué à ses devoirs envers elle; mais qu'il se regardait aussi comme spécialement chargé de défendre les droits et l'honneur de l'empire; en sorte qu'il ne souffrirait point qu'on leur portât quelque atteinte (2).

De son côté, lorsque le pape eut connaissance de l'appel du roi des Romains au concile et de sa protestation, il ne différa pas plus longtemps à lancer contre lui l'anathème. Le 22 mars 1324, il déclara en plein consistoire que Louis de Bavière avait encouru les peines de l'excommunication; et il interdit à tous les fidèles d'en-

(1) Apologie de Louis de Bavière, *Ap. Rayn.*, 1323, § 34, p. 259
(2) *Raynald. Annal. eccles.*, 1324, § 4, p. 275.

tretenir aucune relation avec lui (1). Il lui assigna cependant encore trois mois pour comparaître à la cour de Rome et se justifier; mais comme pendant ces trois mois Louis ne comparut point, et ne déposa point le titre de roi des Romains, le pape, par un nouvel édit, en date du 11 juillet, annula tous les droits que le suffrage des électeurs avait pu donner au duc de Bavière, et le déclara incapable de parvenir jamais à l'empire romain (2).

(1) *Raynaldi Annales*, 1324, § 13, p. 270, 10 cal. aprilis. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 241, p. 551. — *Olenschlager Gesch.*, § 51, p. 153.
(2) *Ibid.*, § 21, p. 282. — *Giov Villani*, L. IX, c. 264, p. 500

CHAPITRE II.

COMMENCEMENTS DE CASTRUCCIO CASTRACANI. — RÉVOLUTIONS DANS LES RÉPUBLIQUES DE TOSCANE. — TYRANNIE DE L'ABBÉ DE PACCIANA A PISTOIA. — DÉROUTE DES FLORENTINS A ALTOPASCIO. — 1320 A 1325.

Les Italiens ne croyaient plus que la Lombardie pût échapper à un gouvernement despotique. Les princes qui la gouvernaient n'étaient pas reconnus comme souverains légitimes; et cependant on ne songeait plus à l'oppression et à l'asservissement du peuple dont ils usurpaient les droits. Mais les villes de Toscane se considéraient toujours comme libres; presque toutes avaient conservé la pleine jouissance de leurs anciens priviléges : elles veillaient au maintien de leur indépendance avec cette même jalousie qui fit le caractère des peuples de l'antiquité; et elles ressentaient pour le pouvoir d'un seul une haine qu'augmentait encore le spectacle de la tyrannie dans leur voisinage.

La cause du parti guelfe paraissait en Toscane la même que celle de la liberté. Florence, Sienne, Pérouse et Bologne, unies par ce double intérêt, formaient une étroite ligue. Bologne, par ses alliances et la forme de son gouvernement, était censée appartenir à la Toscane, quoique située hors de ses limites. Pistoia, Prato, Volterra, San-Miniato et d'autres villes plus petites, suivaient le même parti et s'étaient attachées à la même ligue. Pise et Arezzo demeuraient fidèles aux Gibelins; la première était libre; la seconde obéissait à son évêque, Guido de Tarlati, un des seigneurs de Piétra-Mala. Les villes de Romagne avaient toutes été asservies par de petits tyrans, qui s'attachaient à la cause gibeline : les Malatesti gouvernaient Rimini; les Ordélaffi, Forli; François de Manfrédi, Faenza; Guido de Pollenta, Ravenne. Mais, au milieu d'un équilibre apparent entre les forces des deux factions, il s'était élevé dans Lucques, à la tête du parti gibelin, un homme qui

réunissait la ruse et la dissimulation à la valeur et aux plus rares talents militaires, qui avait l'art de se faire craindre du peuple et chérir des soldats; qui savait apprécier les haines impuissantes qu'il pouvait mépriser, l'amitié, la faveur qu'il lui importait d'acquérir, et qui paraissait toujours maître de nuire sans provoquer de vengeance, de se confier sans courir risque d'être trahi. Cet homme était Castruccio Castracani, seigneur ou tyran de Lucques.

Au moment où Uguccione et Néri de Faggiuola avaient été chassés de Pise et de Lucques, les habitants de la dernière de ces villes, qui devaient à Castruccio leur délivrance d'un joug étranger, le nommèrent capitaine annuel de leurs soldats; et, pendant trois années de suite, ils le confirmèrent dans cette charge. Castruccio, issu de la famille gibeline des Interminelli, avait été exilé longtemps pour le parti de ses pères : pendant son bannissement, il était devenu frère d'armes de plusieurs chefs de la même faction, sous les drapeaux desquels il avait combattu en Lombardie; et le triomphe de cette faction, bien autant que son élévation personnelle, était le but de son ambition. En 1320, Castruccio, assuré de la faveur populaire, fit exiler de Lucques les Avvocati et tout le parti guelfe; alors il se présenta au sénat, auquel il demanda le pouvoir souverain. Sur deux cent dix voix, il obtint deux cent neuf suffrages; et son élévation à la seigneurie fut confirmée presque à l'unanimité par le peuple (1).

La souveraineté de Lucques n'était pour Castruccio qu'un pre-

(1) *Beverini Annales Lucenses,* P. I, L. VI, p. 750 et 756.

Pour étudier cette époque, la plus brillante de l'histoire de Lucques, j'ai profité de deux manuscrits précieux, conservés dans les archives lucquoises, et dont on m'a accordé la communication. Le premier est l'histoire de Giovanni Ser Cambi, lucquois, qui paraît être mort en 1409. La seconde partie de cette histoire, de 1400 à 1409, a été imprimée dans la grande collection des historiens d'Italie, T. XVIII, p. 793-898. Mais Muratori n'avait point pu obtenir communication de la première. Le manuscrit est écrit correctement, relié in-4°, et orné de miniatures. Comme il n'y a ni pages, ni nombre aux chapitres, je n'ai pu le citer; d'ailleurs Ser Cambi, dont nous parlerons de nouveau ailleurs, est un historien médiocre, et qui mérite peu de confiance. L'autre manuscrit est intitulé *Annales Bartholom. Beverini, ab origine Lucensis urbis,* 3 vol. in-fol. Bévérini ayant écrit après 1648 (*Voyez* L. VII, p. 934), n'est pas une source historique, mais il a puisé dans Ser Cambi, qu'il avait entre les mains, et dans tous les titres et monuments de la république, qui sont conservés aux archives de Lucques dans le plus bel ordre. Son érudition est respectable, et sa critique est juste toutes les fois que sa partialité pour Luc-

mier pas vers la grandeur à laquelle il prétendait. Son alliance avec les Gibelins de Lombardie, et l'étroite amitié qui l'unissait à la maison Visconti, lui faisaient un devoir de prendre part à la guerre qui désolait le nord de l'Italie; et, par la guerre seule, il pouvait s'élever à cette prééminence pour laquelle il se sentait fait. Lucques était une ville riche et commerçante, quoique fort inférieure à Florence. Les gabelles de ses portes produisaient un revenu considérable que le seigneur mit à profit avec une extrême économie. Les citoyens, enorgueillis de la part qu'ils avaient eue à la victoire de Montécatini, avaient pris le goût des armes; et Castruccio, pendant les trois années précédentes, avait eu soin de les former à la discipline, et de les encourager aux exercices militaires par des prix et des marques d'honneur. Les campagnes étaient cultivées par une race robuste et courageuse de montagnards propres à faire d'excellents soldats. Les châteaux des Apennins, ceux de la Versilia et de la Lunigiane, appartenaient à des gentilshommes qui avaient fait du brigandage dans les montagnes ou de la piraterie sur les mers, la seule occupation de leur jeunesse. Castruccio les réunit auprès de lui; il appela à sa petite cour les exilés et les aventuriers qu'on voyait errer de ville en ville à la recherche des combats et des plaisirs. La valeur était à ses yeux la première des vertus; il la récompensait par la gloire et par la licence: mais il avait l'art de faire plier sous les lois de la discipline ceux qu'il affranchissait des règles de la morale.

Castruccio ayant ainsi formé lentement son armée, l'expédition en Italie de Philippe de Valois lui fournit l'occasion d'entrer en campagne. Les républiques guelfes, qui, depuis trois ans, étaient en paix avec lui, venaient d'envoyer mille gendarmes au prince français pour attaquer Mattéo Visconti. Les Gibelins considérèrent le départ de cette armée comme une infraction à la paix de Toscane. Les Pisans envoyèrent quelques secours à Castruccio (1); et celui-ci se rendit maître du pont de la Gusciana, rivière marécageuse qui sépare les plaines du val de Niévole et l'État de Lucques d'avec le val d'Arno Florentin. Par ce passage, il pénétra

ques ne l'égare pas. Son style latin est d'une grande élégance. L'ancien gouvernement de la république n'avait pas permis l'impression de cette histoire.

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 104, p. 494 — *Beverini*, *Annales Lucenses*, P. I, L. VI, p. 754.

à l'improviste dans le territoire de Florence, il s'empara de trois châteaux forts, Cappiano, Montéfalcone et Sainte-Marie à Monté, et il ravagea le val d'Arno inférieur. Retournant ensuite en arrière, il traversa tout l'État de Lucques, pour s'approcher de Gênes, que les Gibelins assiégeaient, et il soumit plusieurs châteaux de la Garfagnane, de la Lunigiane et de la rivière de Levant (1). Les Florentins, qui pénétrèrent à leur tour dans le val de Niévole, rappelèrent bientôt Castruccio à la défense de ses États; mais les deux armées, séparées par des marais, s'observèrent sans se combattre, jusqu'à ce que l'hiver les forçât à la retraite (2).

L'année suivante, les Florentins, pour attaquer Castruccio par deux côtés à la fois, firent alliance avec le marquis Spinetta Malespina, que le seigneur de Lucques avait dépouillé de ses fiefs dans la Lunigiane, et ils lui envoyèrent des troupes, tandis qu'avec une autre armée ils assiégeaient Montévetturini, à l'extrémité du val de Niévole. Tous les vassaux de Spinetta prirent les armes pour leur seigneur; mais dès que l'une ou l'autre armée voulut pénétrer dans l'État de Lucques, comme chaque village était fortifié, et que tous les hommes étaient soldats lorsqu'ils étaient appelés à défendre leur demeure, chaque mille de terrain coûta un siége ou une bataille. Castruccio cependant obtint le secours des Gibelins de Milan, de Plaisance, de Parme, de Pise et d'Arezzo. Avec leur aide, il forma une armée de seize cents gendarmes qu'il joignit à son infanterie; il força le capitaine florentin à lever le siége de Montévetturini : il ravagea à son tour, pendant vingt jours, les plaines ouvertes du val d'Arno, dont on ne pouvait lui interdire l'entrée, et il revint ensuite en Lunigiane reconquérir les châteaux que le marquis Spinetta lui avait enlevés (3).

Castruccio avait à peine remporté ces avantages avec l'aide de ses alliés gibelins, qu'il se montra disposé à en abuser par son ingratitude envers les Pisans, auxquels il devait en partie ses succès [1321]. Le comte Renier, ou Niéri de la Ghérardesca, que les Pisans avaient nommé capitaine des gens de guerre, après la mort de son neveu, avait quitté le parti démocratique par la

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 109, p. 497. — *Leonard. Aretinus*, L. V, p. 150.
(2) *Ibid.*, c. 112, p. 400 — *Beverini Annales Lucenses*, L. VI, p. 758
(3) *Ibid.*, c. 124, p. 504 — *Beverini Annal. Lucenses*, L. VI, p. 759

faveur duquel sa famille s'était élevée, et il s'était allié aux nobles, ennemis de tous ses ancêtres (1). La haine des deux factions plébéienne et patricienne, qui, depuis longtemps, divisait la république, s'en était redoublée; et un nouveau démagogue, Coscetto de Colle, prenant la place de Ghérardesca, s'était mis à la tête des plébéiens. Enfin, la fureur du peuple, longtemps comprimée, éclata au mois de mai 1322 : pendant deux jours de suite, on se battit avec un acharnement inexprimable. Coscetto de Colle, fait prisonnier, eut la tête tranchée par ordre du comte Niéri, tandis que d'autre part quinze chefs des trois grandes familles Gualandi, Sismondi et Lanfranchi, furent condamnés à l'exil par le peuple, et leurs maisons furent rasées. Tout à coup la nouvelle fut portée à Pise que Castruccio, averti de ces combats, s'avançait avec toutes ses forces pour s'emparer de la ville. Les deux partis se réconcilièrent à l'instant pour lui résister; et le seigneur de Lucques, à son arrivée, trouva les portes de Pise fermées, et les murs garnis de soldats (2). La sédition contre le comte Niéri, dont il venait d'être témoin, lui fit sentir cependant combien le pouvoir d'un seigneur est peu assuré lorsqu'il dépend de la faveur populaire; et, dès son retour à Lucques, il jeta les fondements d'une forteresse qu'il appela l'*Augusta* ou la *Gosta*, d'où il commandait toute la ville (3).

Les territoires de Lucques et de Florence ne confinaient l'un avec l'autre que par le val d'Arno inférieur; et, sur cette frontière, les Florentins avaient fortifié Fucecchio, Castel-Franco et Santa-Croce, où ils tenaient leur gendarmerie, pour arrêter les incursions des troupes lucquoises. Castruccio, au lieu de poursuivre ses attaques de ce côté, tourna de préférence ses efforts contre le territoire pistoiois. Par le val de Niévole, dont il était maître, il pouvait entrer tantôt dans la plaine, tantôt dans la montagne de Pistoia, sans que cette république, épuisée par ses guerres civiles, et par les différents siéges qu'elle avait soutenus, fût en état de lui résister.

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 110, p. 509. — *Marangoni Cronica di Pisa*, p. 644. — *Cronica anonima di Pisa*, T. XV, p. 997.

(2) *Ibid.*, c. 151, p. 510. — *Marangoni Cronica di Pisa*, p. 647.

(3) Cette forteresse était située là où est aujourd'hui le palais du prince. *Beverini, Annal. Lucens.*, L. VI, p. 765.

A cette époque, l'homme le plus considéré de Pistoia était l'abbé de Pacciana, nommé Ormanno de Tédici. Dans une ville affaiblie et qui avait perdu la fleur de sa noblesse, ses richesses et ses soldats, ce moine se flatta de parvenir à la souveraineté. Il déclamait sans cesse contre les malheurs de la guerre; il n'entretenait le peuple que de la nécessité d'y mettre un terme par une trêve avec Castruccio. Le mot de trêve était un cri de ralliement pour son parti; les paysans de la plaine et de la montagne, qui soupiraient après la cessation des hostilités, regardaient l'abbé comme leur sauveur (1).

Il paraissait cependant impossible que des ennemis aussi acharnés à se nuire que les Florentins et les Lucquois, voulussent accorder une trêve particulière au territoire de Pistoia, qui se trouvait entre eux. Mais Castruccio sentit quels avantages il pourrait retirer de l'élévation de l'abbé de Pacciana; il comprit qu'il recueillerait seul le fruit de toutes les petites ruses de cet abbé devenu souverain, et qu'il mettrait à profit sa faiblesse. Ce moine lui promettait secrètement de lui livrer la ville lorsqu'il en serait maître : Castruccio feignit de le croire, et se montra disposé à traiter d'une trêve avec lui. Les Florentins cependant envoyèrent aussitôt des députés à Pistoia, pour demander au peuple de cette ville de ne point entrer dans une négociation séparée, et de ne point s'exposer ainsi à être trompé par le tyran de Lucques. En même temps ils offrirent d'envoyer à Pistoia des forces suffisantes pour mettre cet État à couvert des incursions de ses ennemis.

L'abbé de Pacciana accueillit le premier les ambassadeurs florentins; il s'offrit pour médiateur entre eux et le peuple, comme entre le peuple et Castruccio : il semblait s'occuper sans cesse de tout concilier, et mieux il jouait son rôle de pacificateur, plus il gagnait l'affection des paysans et du bas peuple. Comme celui-ci voyait cependant que la trêve ne se concluait point, il prit les armes le lundi de Pâques, 10 avril 1322; et, conduisant l'abbé comme en triomphe, il s'empara des portes du palais public, du clocher et des murs : partout les gardes furent relevées; et

(1) *Istorie Pistolesi anon.*, T. XI, p. 415. — *Jannotti Manetti Histor. Pistol.*, L. II, T. XIX, p. 1031. — *Beverini Annales Lucenses*, L. VI, p. 701.

l'abbé mit à leur place des gens qui lui étaient dévoués. Il essaya ensuite à deux reprises de faire tuer Hector Taviani et Boniface Ricciardi, qu'il regardait comme les plus dangereux de ses adversaires; mais n'ayant pu y réussir, il engagea Castruccio à s'approcher jusqu'à demi-mille de Pistoia, afin que les ambassadeurs, les soldats florentins, et tous ceux qui lui étaient contraires, se retirassent, dans la crainte d'être livrés à leurs ennemis. Il eut soin d'augmenter cette crainte, en les pressant lui-même artificieusement et avec instance de rester. Mais dès qu'ils furent sortis, l'abbé fit fermer les portes après eux; il assembla un conseil où il n'appela que des artisans et des gens du bas peuple : par eux il se fit donner la seigneurie pour un certain nombre d'années. Il ne voulut point cependant habiter le palais public; et il déclara lui-même que tant de pompe ne convenait pas à l'abbé d'un monastère (1).

Castruccio accorda à l'abbé de Pacciana une trêve pour un temps limité; et cet abbé entreprit ensuite d'exercer la souveraineté dont il s'était emparé. Mais ses petites intrigues de couvent, quoiqu'elles eussent réussi à lui faire obtenir la première place, étaient insuffisantes pour l'y maintenir. Ses ruses ne pouvaient lui tenir lieu de profondeur, sa cruauté de caractère, ou son ambition de courage et de fermeté. « En tout ce qu'il faisait, dit l'his» torien de Pistoia, son contemporain, il se comportait en » homme vil. Il ne savait point être seigneur; il croyait plutôt les » autres que lui-même; chacun de ses parents voulait être maître, » et ne songeait qu'à voler la communauté ou les particuliers; » rien enfin ne se faisait dans Pistoia où les Tédici ne voulussent » trouver leur profit (2). » C'est ainsi que l'abbé de Pacciana gouverna pendant quatorze mois, durant lesquels il chassa de leur patrie les Rossi, les Lazzari et une partie de Cancellieri. Il promettait toujours à Castruccio de lui livrer incessamment sa seigneurie; mais celui-ci ne se laissa pas jouer longtemps par les négociations du moine. Il entra inopinément à Pupiglio, et s'empara de cette forteresse; bientôt après il se rendit maître de cette contrée montueuse qui, entre Pistoia, Lucques et Modène, s'étend

(1) *Istorie Pistolesi anonime*, T. XI, p. 417. — *Jannotii Manetti, Histor. Pistol.*, L. II, p. 1039.

(2) *Istorie Pistolesi anonime*, p. 418.

jusqu'au sommet des Apennins. De toute cette chaîne, c'est la plus riche en terre végétale, la mieux plantée en forêts de châtaigniers, et la mieux défendue par des châteaux bâtis sur tous les monticules, à la base des hautes montagnes : cette province est désignée par les écrivains toscans, sous le nom de montagne Pistoïoise (1).

Cependant celui des neveux de l'abbé de Pacciana qui avait le plus abusé de son autorité, Philippe Tédici, conjura contre lui; non qu'il désirât acquérir plus de pouvoir que celui qu'il exerçait déjà, mais afin de réunir le titre de seigneur à l'exercice des prérogatives de la seigneurie [1323]. L'abbé découvrit cette conjuration. Il n'avait ni assez de grandeur d'âme pour mépriser les complots de ses ennemis, ni assez de clémence pour pardonner à son neveu; mais il n'avait point non plus assez d'énergie pour se défendre ou se venger. Il essaya de faire assassiner son neveu, et n'osa point lui résister en face. Dans un moment où ses partisans étaient rassemblés en force autour de lui, et où les Florentins, qu'il avait appelés à son aide, avaient déjà fait marcher leur armée jusque sous les murs de Pistoia, il n'eut jamais le courage de s'avancer vers la porte pour la faire ouvrir, et il perdit par sa lâcheté la seigneurie qu'il avait acquise par ses ruses.

Pendant que Castruccio surveillait les Pistoïois d'un œil attentif, pour profiter de leurs divisions, il attaquait les Florentins d'une manière plus vigoureuse. Ceux-ci avaient fait venir de Friuli, Jacques de Fontanabuona, gentilhomme qui faisait le métier de *Condottiere*, c'est-à-dire qui conduisait sa petite armée aux gages de ceux qui voulaient l'employer (2). Les Florentins se disposaient à envoyer ce capitaine avec les trois cent cinquante gendarmes qu'il avait amenés, dans le val de Niévole, où ils avaient des intelligences, et où le château de Buggiano devait leur être livré. Mais Castruccio découvrit ce traité secret : il fit pendre douze des conspirateurs de Buggiano; et il engagea Jacques de Fontanabuona, par l'offre d'une solde supérieure, à déserter avec toute sa troupe, et à passer à son service (3). C'est la première de ces trahisons de

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 101, p. 531. — *Jannotii Manetti*, L. II, p. 1053.
(2) D'après le mot latin *conducere*, qui veut dire *louer*.
(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 207, p. 536. — *Beverini, Ann. Lucens.*, L. VI, p. 766.

Condottieri qui devinrent bientôt fréquentes dans toutes les guerres d'Italie, et qui rendirent si dangereux l'emploi des soldats mercenaires. Cependant on leur abandonnait toujours plus le soin de défendre les États. Un général, s'il n'avait pas dans son armée un corps d'élite de ces troupes mercenaires, n'osait prendre aucune confiance dans le reste : les soldats des villes doutaient d'eux-mêmes et de leurs camarades, dès qu'ils ne voyaient point à leur côté une troupe plus exercée pour diriger la première attaque ou former la réserve. Les *Condottieri*, faisant de la guerre leur métier, et allant à la première paix chercher dans de nouveaux pays de nouveaux combats, n'avaient pas seulement l'avantage qu'on a reconnu en tout temps dans les troupes de ligne sur les milices; ils formaient une troupe de ligne toute particulière, pour laquelle l'état de guerre ne cessait jamais.

Castruccio, fortifié aux dépens des Florentins, par la désertion de Fontanabuona, se hâta d'en profiter pour porter la guerre chez eux. Le 13 juin 1325, il passa la Gusciana avec huit cents chevaux et huit mille fantassins; et il entra dans le val d'Arno inférieur. Il ravagea le territoire de Fucecchio, de Castel-Franco et de Santa-Croce; il passa ensuite l'Arno, et dévasta également les campagnes de San-Miniato de Montopoli, et de l'extrémité du val d'Elsa; enfin il revint à Lucques sans avoir rencontré d'ennemis (1). Après avoir donné une semaine de repos à ses troupes, il se présenta inopinément devant Prato le 1er juillet, avec six cent cinquante chevaux et quatre mille fantassins. Cette petite ville, qui n'est qu'à dix milles de Florence, fut saisie d'une extrême terreur. Les habitants fermèrent, il est vrai, leurs portes; mais ils firent dire aux Florentins que sans un prompt secours ils ne tarderaient pas à les ouvrir à l'ennemi.

Par la trahison de Jacques de Fontanabuona, la république se trouvait dépourvue de troupes soldées; mais la seigneurie appela les citoyens à marcher eux-mêmes à la défense de leur patrie. Toutes les boutiques furent fermées; tous les Florentins prirent les armes : une garde nombreuse fut laissée aux portes et sur les murs; et quinze cents chevaux avec vingt mille hommes de pied se rendirent le 2 juillet devant Prato. On avait cru l'armée de Cas-

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 208, p. 556.

truccio deux fois plus forte qu'elle n'était en effet, et dans le premier moment de trouble, les prieurs avaient fait publier qu'ils accorderaient leur grâce à tous les bannis qui se rendraient à l'armée de Prato. Or, telle avait été la violence des proscriptions, que quatre mille Blancs ou Gibelins exilés, habitués au métier des armes plus que les citoyens paisibles, se rassemblèrent à l'armée. Castruccio n'eut garde d'attendre jusqu'au lendemain l'attaque de forces si supérieures : il se retira dans la nuit à Serravalle.

Lorsque les Florentins s'aperçurent, le matin suivant, que Castruccio était parti, tout leur camp fut agité d'un mouvement tumultueux. Les bourgeois qui, la veille, avaient quitté leurs ateliers, ne respiraient plus que gloire militaire, et que vengeance contre Castruccio. « L'ennemi fuit devant nous, disaient-ils; il n'a » pas osé attendre l'enseigne triomphante du lys florentin; mais » c'est notre tour aujourd'hui de le poursuivre, d'incendier ses ré» coltes, d'enlever ses bestiaux, et de punir l'insolence avec la» quelle il a déjà tant de fois insulté notre territoire. Vingt mille » soldats sont sortis hier de Florence; ils ne doivent pas y rentrer » sans avoir remporté une victoire. » Mais les nobles, qui formaient la cavalerie de cette même armée, répondaient, avec une amère ironie, que des citadins, pour s'être revêtus de leurs armes, n'étaient pas devenus des soldats; qu'ils avaient déjà obtenu le plus grand succès auquel ils pussent prétendre, qu'ils avaient effrayé l'ennemi par leur nombre, avant que l'épreuve eût fait voir combien ce nombre était peu redoutable; mais que, s'ils entraient une fois en pays ennemi, la faim et la fatigue, aussi bien que l'épée, leur feraient bientôt regretter la vie tranquille des boutiques qu'ils venaient à peine de quitter. Les nobles pouvaient à bon droit redouter l'issue d'une campagne qu'on voulait entreprendre sans troupes de ligne, avec une armée aussi mal disciplinée; mais le mépris qu'ils opposaient aux fanfaronnades de la bourgeoisie était aussi imprudent pour eux-mêmes que peu patriotique : les railleries par lesquelles ils répondaient à l'enthousiasme du peuple, excitèrent la colère des moins irascibles. D'autres sujets de querelle avaient réveillé l'animosité des deux ordres l'un contre l'autre. L'autorité accordée au roi Robert, sur la république, avait expiré avec la fin de l'année 1321, et l'ordonnance de justice avait dès lors été remise en vigueur contre les nobles : on les rendait

garants des fautes les uns des autres, et ils se plaignaient que, seuls défenseurs de l'État dans les armées, ils fussent seuls privés de la protection des lois. Le conseil de guerre, ne pouvant réunir les avis, résolut, pour apaiser la discorde qui agitait le camp, de demander à Florence de nouveaux ordres. Mais la seigneurie et les conseils qui furent assemblés, se partagèrent comme le camp était partagé. Tous les nobles voulaient qu'on différât le combat; tous les bourgeois, qu'on marchât à l'ennemi; et comme la discussion se prolongeait jusqu'à la nuit, la populace, attroupée dans les rues, décida les conseils en demandant la bataille par des cris furieux : l'ordre fut envoyé au comte Guido Novello, qui commandait les Florentins, de conduire son armée contre Lucques. Ce général tarda quelques jours encore à se mettre en route : à chaque pas qu'il faisait, les gentilshommes suscitaient de nouveaux obstacles; et il ne passa point au delà de Fucecchio.

Jusque-là les exilés qui s'étaient réunis à l'armée l'avaient accompagnée dans sa marche; mais au milieu des dissensions qui troublaient le camp, ils crurent devoir songer aussi à leur propre avantage; les nobles leur conseillèrent de s'assurer des effets de l'amnistie qu'on leur avait promise. Ils quittèrent donc leurs drapeaux, et se présentèrent en corps d'armée, le 14 juillet, aux portes de Florence, pour rentrer dans leur patrie. La seigneurie, effrayée, fit fermer les portes, et envoya au comte Novello l'ordre de ramener l'armée, pour défendre la ville contre les rebelles. Ainsi se termina cette campagne, sans que les Florentins eussent vu l'ennemi (1).

Les exilés, toujours campés dans le voisinage de Florence, envoyèrent des députés à la seigneurie, pour se plaindre de ce qu'on les traitait en ennemis, et pour réclamer l'exécution des promesses qui leur avaient été faites. Les gentilshommes secondaient de tout leur crédit ces réclamations : mais le peuple décida que, par leur tentative pour rentrer par surprise, les exilés avaient perdu le bénéfice d'une amnistie qui n'avait été accordée qu'à leur soumission. Une conjuration des nobles, pour les introduire dans la ville, fut découverte; et ses chefs principaux furent condamnés au bannissement (2).

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 218, p. 539. — *Leon. Aretinus*, L. V, p. 153.
(2) *Ibid.*, c. 216, p. 542.

Ainsi des dangers sans nombre entouraient la république. Un ennemi puissant la harcelait sans cesse; il pillait ses campagnes, il surprenait ses forteresses, et il lui donnait lieu de craindre la perte des villes dont l'alliance lui était le plus nécessaire: un parti nombreux d'exilés était sous les armes, et employait tour à tour la force et l'artifice pour regagner ses foyers; enfin, des conjurations éclataient dans la ville même, et les ennemis les plus dangereux pour l'État étaient peut-être renfermés dans l'enceinte de ses murs. Dans cette situation difficile, on redoutait les secousses périodiques qu'occasionnait tous les deux mois l'élection de la seigneurie. Le corps électoral était alors composé des prieurs sortant de charge, des bons-hommes et gonfaloniers des compagnies, et d'un certain nombre d'adjoints de chaque quartier. Ces électeurs étaient en quelque sorte les représentants du peuple; et dans leur choix ils se conformaient à son opinion, que les éligibles s'efforçaient de se rendre favorable. La cité était vivifiée par l'émulation de ceux qui prétendaient aux charges; mais elle était aussi fréquemment troublée par leurs brigues. Le retour des élections tous les deux mois laissait à peine quelque repos à la nation; et six fois par année on avait lieu de craindre des séditions ou des guerres civiles.

La seigneurie qui avait régné dans les mois de septembre et d'octobre 1323, et qui avait gagné la confiance publique par la découverte des complots des gentilshommes, prit sur elle de changer ce système d'élections, et de nommer en une fois, de concert avec des adjoints qui représentaient le peuple, tous les prieurs de quarante-deux mois à venir, c'est-à-dire vingt et une magistratures qui devaient entrer successivement en charge. Cette élection fut faite dans les formes accoutumées; les noms des élus furent ensuite inscrits dans des cédules cachetées qu'on enferma dans des bourses, d'où ces noms devaient être tirés au sort, jusqu'à ce que tous les billets fussent épuisés (1). Ainsi le renouvellement de la magistrature fut changé en une loterie; et le sort décida de la nomination des chefs de la république. Presque toutes les villes libres d'Italie s'empressèrent d'adopter cette innovation des Florentins; et l'usage s'en est conservé jusqu'à nos jours à Lucques,

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 228, p. 346. — *Leon. Aretino*, L. V, p. 139. — *Macchiavelli, Stor. Fiorent.*, L. II, p. 145.

et dans les municipalités de Toscane et des États de l'Église.

La nouvelle manière de procéder aux élections, parut plus démocratique que la précédente; elle établissait une plus grande égalité entre les candidats, et elle appelait un plus grand nombre de citoyens aux honneurs publics. Ce dernier avantage fut même sans doute celui qui séduisit le peuple, il flatta la jalousie secrète des hommes médiocres, qui voyaient avec dépit un petit nombre de sujets distingués, toujours désignés par les suffrages du public. Les seules bourses des trois magistratures suprêmes (1) devaient, pour quarante-deux mois, contenir les noms de six ou sept cents candidats; et toutes les élections ayant été bientôt soumises au même procédé, on vit enfin cent trente-six magistratures ou offices différents, auxquels on pourvoyait par le sort (2). Il restait ainsi peu de choix, et tous les citoyens avaient la certitude d'obtenir quelque place. Les électeurs admettaient souvent des hommes incapables qui n'auraient jamais été élus s'ils avaient dû entrer immédiatement en charge. La brigue fut supprimée; mais avec la brigue on vit diminuer l'émulation, la crainte des jugements d'un peuple qui condamnait le vice, et le désir de captiver ses suffrages par des talents et des vertus. Plusieurs causes tendaient sans doute à corrompre les mœurs dans les républiques italiennes: mais il est digne de remarque qu'à l'époque de l'introduction du sort dans les élections, les citoyens renoncèrent au métier des armes, les chefs de l'État abjurèrent l'étude de l'état militaire, et confièrent la défense de la liberté à des généraux et des soldats mercenaires. A la même époque, le luxe, la mollesse et la corruption s'introduisirent dans toutes les familles, et la morale publique fut quelquefois souillée par l'adoption d'une politique fausse et perfide. Néanmoins les talents des républicains survécurent à leurs vertus: six ou huit cents citoyens, sans cesse changés par le sort, avant d'avoir eu le temps de faire l'apprentissage du métier d'hommes d'État, suivirent avec constance, et souvent avec habileté, les mêmes projets et les mêmes principes; et Florence fit voir qu'elle contenait seule un plus grand nombre de profonds

(1) La seigneurie, composée d'un gonfalonier et six prieurs, le collége des douze bons-hommes, et celui des seize gonfaloniers de compagnies.

(2) Statuts florentins, L. V, Tract. 1, Rub 233.

politiques qu'on ne pourrait en rassembler dans le plus grand royaume. Ainsi Athènes élisait tous les ans dix généraux ; et Philippe croyait être heureux d'avoir pu, dans toute sa vie, en trouver un seul en Macédoine (1).

Après cette réforme dans son administration intérieure, la république s'occupa de resserrer son alliance avec les villes guelfes, qu'un intérêt commun devait unir pour leur défense. Mais Pérouse était engagée dans une guerre interminable avec les Gibelins d'Assise et de Città de Castello. Sienne était agitée par des troubles qu'excitaient les familles rivales des Salimbéni et des Tolomei, et plus encore par la jalousie que tous les ordres de l'État ressentaient contre les marchands qui, sous le nom de Mont des Neuf, s'étaient emparés de l'autorité souveraine (2). Bologne, enfin, plus puissante que les deux autres républiques, et plus étroitement liée avec Florence, était aussi ébranlée par de plus violentes convulsions.

Bologne devait une partie de sa richesse, comme de sa gloire, à l'affluence des étudiants qui suivaient les cours de son université. L'amour des sciences était devenu, pendant ce siècle, une vraie passion, et une passion généralement répandue. Avant l'invention de l'imprimerie, les livres étaient si rares et si chers que l'instruction orale devait suppléer à celle qu'on trouve dans les écrits. Quinze mille jeunes gens se rassemblaient à Bologne, de toutes les parties de l'Italie et de l'Allemagne, pour suivre les leçons publiques de droit civil, de droit canon et de médecine. Ces jeunes gens prenaient, en toute occasion, la défense les uns des autres ; en sorte qu'il n'était pas facile de les soumettre aux tribunaux et aux lois.

Un d'eux, nommé Jacques de Valence, que les charmes de sa figure, l'élégance de ses manières et la générosité de son caractère, rendaient cher à ses compagnons d'étude, rencontra dans le temple, un jour de fête solennelle, Constance de Zagnoni d'Argéla, nièce de Giovanni d'Andréa, le plus fameux de tous les juriscon-

(1) Cet éloge, que Philippe accordait à Parménion, était un sarcasme contre les Athéniens. Mais parmi les dix généraux de ceux-ci, on comptait Timothée, Iphicrates, Chabrias et Phocion.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 145, p. 513. — *Cronica Sanese di Andrea Dei*, T. XV, p. 63. — *Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. V, p. 82.

sultes canonistes (1). Ce jeune homme en devint éperdument amoureux, et après avoir tenté inutilement tous les moyens honnêtes de lui plaire, il l'enleva de force de chez elle, pendant que son père était absent; et avec l'aide de ses amis, il défendit en désespéré la maison où il l'avait conduite, lorsque le père de Constance vint l'attaquer à la tête de tout le peuple qu'il avait appelé à son secours. Jacques de Valence fut enfin arrêté par le podestat; la violence dont il s'était rendu coupable ne parut susceptible d'aucune excuse : il fut condamné à perdre la tête, et dès le lendemain il subit son supplice sur l'échafaud. Mais les étudiants prétendaient être indépendants des tribunaux ordinaires, ou plutôt, après toutes leurs fautes, ils réclamaient l'impunité. L'affection qu'ils avaient pour Jacques de Valence augmenta leur ressentiment; sa condamnation, quelque juste et méritée qu'elle fût, excita l'indignation de l'université entière; et les étudiants, avec leurs professeurs, partirent pour Sienne, après avoir fait serment de ne pas rentrer à Bologne qu'on ne leur eût donné satisfaction (2).

Il y avait alors à Bologne un homme nommé Roméo de Pépoli, qu'on regardait comme le plus riche particulier de l'Italie. La fortune que ses ancêtres et lui-même avaient acquise par l'usure, était évaluée à cent vingt mille florins ou un million et demi de francs de rente. Désormais il cherchait à s'en servir pour se frayer un chemin à la souveraineté de sa patrie. Il achetait la faveur du bas peuple par ses largesses; souvent il essayait aussi de se le concilier, en protégeant les malfaiteurs, et en soustrayant les criminels aux tribunaux et aux lois : il se présentait ainsi comme l'ami du malheureux et de l'opprimé. La même année il avait déjà voulu sauver à force ouverte un notaire convaincu de faux. Avant le jugement de Jacques de Valence, il avait voulu le défendre; après sa mort, il prit en main la cause des étudiants, et s'annonça comme le protecteur de l'université. La désertion des écoliers avait répandu la consternation dans la ville : on craignait de voir Bologne déchue pour jamais de son antique splendeur; et Roméo de Pépoli, secondé par la faveur publique, détermina le sénat à

(1) Sur Giovani d'Andréa, voyez *Tiraboschi Storia della Letteratura*, T. V, L. II, c. 5, § 5, p. 394 *et seq.*

(2) *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XIX, T. II, p. 4. — *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 355. — *Matthæi de Griffonib. Memor. histor.*, p. 140.

sacrifier la rigueur de la justice à l'intérêt commun. Des députés furent envoyés aux écoliers réfugiés à Sienne ; le podestat leur fit des excuses publiques, il renonça à toute juridiction sur eux, et le traitement des professeurs fut augmenté.

Les écoliers, apaisés par cette soumission, revinrent à Bologne ; mais la conduite de Roméo, dans cette occasion, avait excité vivement les soupçons des amis de la liberté. Presque tous les gentilshommes guelfes et les meilleurs bourgeois, plus éclairés que le peuple, démêlaient les projets de Roméo, et se réunirent pour y résister. Leur parti prit le nom de *Maltraversa* (1), et les fauteurs de Pépoli furent désignés par le nom de faction *Scacchese* ou de l'échiquier. Cette dernière faction réussit, le 1er juillet 1321, à faire nommer un podestat entièrement dévoué à Roméo, et qui manifesta bientôt sa partialité par ses jugements. Les Maltraversi accusèrent alors à haute voix Roméo de prétendre à la tyrannie ; ils effrayèrent le peuple sur les conséquences de la faveur qu'il lui avait accordée, et sur le prix auquel ce citoyen ambitieux voulait vendre ses bienfaits : réveillant, par l'exemple des tyrans de Lombardie et de Romagne, la crainte et l'horreur du pouvoir d'un seul, le 17 juillet ils appelèrent aux armes les amis de la liberté ; ils attaquèrent, dans sa maison, Roméo, que tous ses partisans abandonnèrent, et qui s'enfuit par une porte dérobée, tandis qu'on répandait par son ordre des sacs d'argent devant les citoyens armés, pour les arrêter dans leur marche. Toute la famille des Pépoli fut exilée de Bologne ; ses biens furent confisqués, ses maisons rasées, et les principaux de ses partisans furent bannis dans un lieu déterminé, pour un temps plus ou moins long (2).

Mais la secousse que cette conjuration avait occasionnée, ou les dangers de la république, ne cessèrent point avec l'exil des Pépoli. Roméo entretenait des intelligences dans la ville ; et dès l'année suivante, une conspiration en sa faveur fut découverte : elle coûta

(1) Le nom de *Maltraversa* a été pris dans plusieurs républiques par le parti qui défendait la constitution, sans doute comme qui dirait *che s'attraversa al malo*, qui s'oppose au mal. Le nom de *Scacchese* venait des armes des Pépoli, un échiquier.

(2) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 334. — *Matthaei de Griffonibus Memor. histor.*, p. 140. — *Giov. Villani*, l. IX, c. 129, p. 506. — *Cherub. Ghirardacci, Stor. di Bologna*, l. XIX, T. II, p. 19.

la vie aux principaux de ses partisans (1). D'autre part, il avait contracté alliance avec les seigneurs de Mantoue, de Vérone et de Ferrare; et les princes des villes lombardes étaient toujours prêts à seconder celui qui cherchait à fonder une nouvelle tyrannie dans une ville libre. Les Florentins, de leur côté, se regardaient comme les défenseurs de la liberté; aussi envoyaient-ils des secours à Bologne bien plus souvent qu'ils n'en pouvaient demander à cette république.

[1323] Castruccio, après avoir échappé à la vengeance des Florentins, à l'aide de la discorde qui éclata dans leur camp, avait recommencé ses ravages dans le val d'Arno inférieur; mais la faiblesse de son État et de son armée ne lui permettait point encore de suivre la guerre avec vigueur. Souvent, dans toute une campagne, il n'entrait que pour peu de jours sur le territoire ennemi, afin d'aguerrir les citoyens de Lucques, et il les ramenait ensuite dans leurs foyers. Il comptait plus sur les stratagèmes et les surprises que sur la force des armes; et, dans ses projets d'agrandissement, il mettait peu de différence entre ses amis et ses ennemis. Les Pisans, auxquels il était allié par l'intérêt du parti gibelin, se trouvaient alors engagés dans une guerre dangereuse avec le roi d'Aragon, pour la défense de la Sardaigne. Castruccio se flatta de pouvoir profiter de leur embarras pour les asservir. Il corrompit Betto des Lanfranchi, et quatre commandants de mercenaires allemands, qui lui promirent de lui ouvrir les portes de Pise, après avoir tué le comte Niéri de la Ghérardesca, mais le complot fut découvert : Lanfranchi perdit la tête sur un échafaud; et la république pisane, indignée de la trahison de Castruccio, renonça à l'alliance qui l'unissait à lui, et mit sa tête à prix (2).

[1324] L'année suivante, la guerre entre Castruccio et la république florentine se fit plus mollement encore; la dernière paraissait uniquement occupée à réduire quelques gentilshommes du Mugello et du val d'Arno supérieur, auquel elle enleva successivement divers châteaux; le premier poursuivait ses intrigues à Pise et à Pistoia. Cette dernière ville était toujours sous la sei-

(1) *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XIX, p. 30. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 150, p. 513.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 229, p. 546. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 772.

gneurie de Philippe de Tédici, qui cherchait à maintenir son indépendance par la rivalité des deux peuples plus puissants entre lesquels il était placé, et qui, négociant sans cesse avec tous les deux, payait des tributs à Castruccio pour éviter la guerre, et demandait des subsides à Florence pour la soutenir. Mais le seigneur de Pistoia sentit enfin qu'il ne pouvait pas tromper plus longtemps ses voisins par de feintes négociations, et que Castruccio, qui avait bien voulu lui laisser épuiser toutes ses petites ruses, n'aurait pas de patience plus longtemps. C'est à lui qu'il se décida de vendre sa seigneurie. Ce prince lui en offrait dix mille florins, et pour gage de la protection qu'il promettait de lui accorder, et de l'autorité qu'il s'engageait à lui confier dans sa patrie, il lui donnait une de ses filles en mariage. Tédici ouvrit secrètement, le 5 mai 1325, une porte de Pistoia à Castruccio, qui était en embuscade à la tête de ses hommes d'armes. Le seigneur de Lucques traversa les rues avec sa cavalerie, renversant et mettant en pièces les Guelfes et les soldats florentins qui cherchaient à lui faire résistance. C'était là ce qu'on appelait *courir une ville*, et de cette manière on en prenait possession (1).

La nouvelle de la prise de Pistoia fut portée à Florence, pendant que le peuple y était rassemblé pour une grande fête. La république avait, le matin même, armé chevaliers le juge exécuteur de l'ordonnance de justice et un connétable allemand. Les prieurs, avec les nouveaux chevaliers, tous les magistrats et les principaux citoyens, étaient rassemblés à un repas; les tables étaient dressées dans l'église de Saint-Pierre Schiéraggio : on les renversa au moment où l'on reçut la nouvelle que Castruccio était maître de Pistoia; et comme on ne pouvait croire que la ville fût entièrement perdue, et que la garnison qu'on y avait envoyée ne défendit pas au moins une porte, chacun courut aux armes, et les compagnies de milice s'avancèrent le même soir jusqu'à Prato : mais là, les Florentins apprirent les détails de la trahison de Philippe de Tédici; et, voyant que Pistoia était perdue sans retour, ils revinrent sur leurs pas, avec une morne tristesse (2).

(1) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 779.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 294, p. 570. — *Istorie Pistolesi anonime*, p. 421. — *Jann. Manetti, Hist. Pistol.*, L. II, p. 1055. — *Leonard. Aretinus*, L. V, p. 163.

Le lendemain de la prise de Pistoia, le capitaine que les Florentins avaient pris à leur solde fit son entrée dans leur ville. C'était ce même Raimond de Cardone qui avait fait la guerre, en Lombardie, à Mattéo Visconti et à ses fils. Après avoir été obligé, en 1323, à lever le siége de Milan, il avait été fait prisonnier par Galéaz Visconti; mais ce seigneur l'avait relâché ensuite, afin de se servir de lui pour entamer une négociation avec l'Église; il lui avait seulement fait prêter serment de ne plus porter les armes contre les Gibelins. Le pape ne se contenta pas de rejeter toutes les propositions que lui apportait Cardone, il le releva de son serment et l'envoya aux Florentins.

Ces derniers rassemblèrent sous les ordres de leur nouveau capitaine l'armée la plus puissante qu'ils eussent encore mise en campagne. Mille Florentins servaient à cheval à leurs propres frais; on leur avait joint quinze cents gendarmes mercenaires, et la plupart français: les fantassins étaient au nombre de quinze mille: et la solde de l'armée passait chaque jour trois mille florins d'or (1). Raimond de Cardone la conduisit aussitôt contre Pistoia, où Castruccio travaillait à élever une forteresse.

Après avoir pris quelques châteaux, le général florentin, voyant que Castruccio ne sortait point à sa rencontre pour le combattre, chercha à provoquer ce seigneur, en offrant des prix pour une course de chevaux, aux portes mêmes de la ville qu'il défendait. Il entreprit ensuite le siége de Tizzana; mais pendant qu'il attirait sur ce château toute l'attention de Castruccio, il détacha mille chevaux de son armée qui passèrent la Gusciana sur un pont volant. Il fit aussitôt fortifier ce passage important, qui lui ouvrait le territoire de Lucques; et le même jour, 10 juillet 1325, il transporta toutes ses troupes de l'autre côté de la rivière. Il attaqua ensuite les châteaux de Cappiano et de Montéfalcone, et il s'en rendit maître en peu de temps (2). Cependant l'armée florentine se grossissait des renforts que lui envoyaient toutes les villes guelfes (3). Ces auxiliaires formaient à eux seuls plus de quinze

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 300, p. 579.—*Istorie Pistolesi anonime*, p. 425.—*Cron. Sanese di Andrea Dei*, p. 68.—*Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 782.

(2) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 784.

(3) Sienne, Pérouse, Bologne, Camérino, Agobbio, Grossélo, Montépulciano, Collé, San Gémignano, San-Miniatto, Volterra, Faenza et Imola.

cents chevaux, tandis que Castruccio n'en avait en tout pas davantage, quoiqu'il eût aussi obtenu des secours de ses alliés l'évêque d'Arezzo, les comtes de Santa-Fiora, près de Sienne, et les seigneurs gibelins de la Maremme et de la Romagne. Avec sa petite armée, il s'était campé à Vivinaio, dans le val de Niévole, pour observer les Florentins (1).

A l'extrémité supérieure du lac de Bientina, s'élève, au milieu des marais, un monticule, sur lequel on a bâti le château d'Altopascio, réputé très-fort à cette époque. On y comptait cinq cents hommes en état de porter les armes; et Castruccio l'avait approvisionné de vivres pour deux ans. Cardone en entreprit le siége le 3 août, et le 29 du même mois, ce château se rendit à lui, sur la nouvelle d'un échec que les troupes de Castruccio avaient éprouvé à Carmignano (2). Mais quelque importante que fût cette conquête qui avait coûté moins de temps qu'on ne s'y était attendu, elle ne compensait pas le désavantage d'un séjour de plus de trois semaines, au milieu des marais, pendant les ardeurs de l'été. Des maladies s'étaient manifestées dans l'armée florentine; et les troupes, rebutées d'un service pénible, avaient perdu l'ardeur et la confiance avec lesquelles elles avaient commencé la campagne. Plusieurs cavaliers, ennuyés du siége d'Altopascio, avaient donné de l'argent à Cardone pour obtenir leur congé. L'avidité de celui-ci une fois éveillée par ce commerce honteux, il sacrifia de plus grands succès aux profits qu'il espérait faire sur les congés qu'il pouvait vendre. Il prit à tâche d'augmenter l'impatience des chevaliers et des riches marchands qu'il avait dans son armée; et il retint encore huit jours ses troupes autour d'Altopascio, après la prise de ce château. Enfin, il se mit en mouvement le 8 septembre, et il alla camper à l'abbaye de Pozzévéro, toujours au bord du lac marécageux de Bientina, tandis qu'il aurait pu se rapprocher des montagnes, et y trouver un air plus pur.

Castruccio occupait ces montagnes; et il avait employé le temps que perdait Cardone à solliciter les secours de Galéaz Visconti, dont le fils, Azzo, commandait huit cents chevaux, à San-Donnino, dans le Parmesan. Le seigneur de Lucques promit de payer

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 301, p. 573. — *Jannotii Manetti Histor. Pistor.*, t. II, p. 1037.

(2) *Beverini, Annales Lucens.*, L. VI, p. 785

dix mille florins, pour prix de l'assistance qu'il demandait, et Azzo Visconti, ayant reçu un renfort de deux cents chevaux que lui envoya Possérino Bonacossi, se mit en marche vers Lucques, sans que le légat Bertrand du Poïet, qui était à Parme avec des forces supérieures, fît aucune tentative pour lui couper le chemin (1).

Mais, longtemps avant que ce renfort fût arrivé à Castruccio, la guerre, conduite par un autre que Cardone, aurait pu être terminée. Ce général essaya enfin, le 11 septembre, de gagner les hauteurs, et au lieu d'attaquer Castruccio, avec toute sa cavalerie, il envoya contre lui, pour l'en déloger, une troupe beaucoup trop faible. Ses cavaliers furent rencontrés par un nombre supérieur de cavaliers Lucquois : des renforts arrivèrent successivement aux deux troupes; et ceux de Cardone venaient toujours trop tard, en sorte que la moitié de sa cavalerie, après avoir été engagée, se retira du combat avec désavantage. Depuis ce jour, l'armée florentine perdit la confiance qu'elle avait eue jusqu'alors en ses forces, et elle ne combattit plus avec la même ardeur (2).

Castruccio apprit enfin qu'Azzo Visconti s'était mis en mouvement pour le joindre; mais en même temps, il eut lieu de craindre que les Florentins ne se retirassent avant l'arrivée dans son camp d'un auxiliaire qui lui coûtait si cher, sans qu'il pût profiter de son secours pour leur livrer bataille. Afin de retenir Cardone, il fit arriver au quartier-général de ce dernier des habitants des divers châteaux du val de Niévole, qui lui proposaient de le rendre maître de ces forteresses. Cardone, pour suivre ces négociations simulées, demeura de jour en jour dans la même position, attendant en vain que les complots qu'il croyait diriger éclatassent. Enfin Azzo Visconti fit son entrée à Lucques, le 22 septembre, et la nouvelle en fut aussitôt portée aux deux camps. Les Florentins se mirent alors en mouvement pour se retirer vers Altopascio, et Castruccio, qui croyait voir échapper une proie sur laquelle il avait veillé si longtemps, courut à Lucques pour solliciter Visconti de combattre le jour même; mais celui-ci deman-

(1) *Chronicon Placentinum*, T. XVI, p. 494. — *Georgii Merulæ Histor. Mediol.*, L. I, p. 97, T. XXV.
(2) *Beverini, Annales Lucens.*, L. VI, p. 700.

dait de l'argent et un jour de repos. La femme de Castruccio, à la tête de toutes les dames lucquoises, se rendit auprès du seigneur milanais, et le supplia de marcher à la rencontre des ennemis; six mille florins lui furent présentés en même temps pour qu'il les distribuât à ses troupes; mais ce fut en vain: Azzo déclara qu'il ne combattrait que le lendemain, et Castruccio revint à son armée, qu'il conduisit à la suite des Florentins, pour chercher à les arrêter (1).

Il était facile à Cardone de se retirer à Galléno, ou de passer la Gusciana, afin de demeurer maître d'accepter ou de refuser le combat: mais il crut qu'en le faisant il semblerait fuir, et il voulait terminer la campagne par une bravade. Le lendemain lundi, 23 septembre, il vint défiler en parade devant Castruccio, comme pour l'inviter au combat avant de se mettre en marche. Le seigneur de Lucques n'avait encore que quatorze cents chevaux sous ses ordres; il n'hésita pas cependant à commencer l'action pour retarder ainsi les Florentins: mais il profita en même temps de la position avantageuse qu'il occupait, pour ne point engager toute sa troupe à la fois et pour reculer après chaque escarmouche. Il se soutint de cette manière depuis le point du jour jusqu'à neuf heures du matin; enfin Azzo Visconti arriva à son aide, avec les mille chevaux qu'il conduisait; alors toute l'armée gibeline descendit dans la plaine, et la bataille devint générale.

Malgré les pertes que les Florentins avaient éprouvées, leurs forces étaient encore au moins égales à celles de Castruccio; mais presque dès les premiers coups de lance, le maréchal de Raimond de Cardone s'enfuit avec une troupe de sept cents chevaux qu'il commandait, et jeta ainsi le trouble dans toute l'armée (2). Les Florentins, ébranlés et découragés par cette défection, ne firent pas une longue résistance; la cavalerie fut presque aussitôt rompue: l'infanterie combattit avec plus de vigueur; mais les armes qu'elle portait ne la mettaient pas en état de se défendre contre une bonne gendarmerie, elle prit donc aussi la fuite. Ceux qui avaient été commis à la garde du pont de Cappiano s'enfuirent des premiers, en sorte que Castruccio, devançant le reste des fuyards,

(1) *Beverini, Annales Lucens.*, L. VI, p. 795.
(2) *Ibid.*, p. 794.

s'empara de ce pont, et arrêta comme dans un filet ceux qui cherchaient à s'échapper. Un grand nombre de prisonniers de distinction tombèrent entre ses mains, entre autres Raimond de Cardone lui-même, avec son fils et plusieurs barons français. Cependant la perte de la bataille fut accompagnée de plus de honte que d'effusion de sang; beaucoup de fuyards trouvèrent moyen de rentrer à Florence : mais les châteaux de Cappiano, de Montéfalcone et d'Altopascio, qui avaient été si péniblement enlevés à Castruccio, furent reconquis par lui en peu de jours; il fit raser les deux premiers, et couper le pont de Cappiano (1).

La possession de Pistoia donnait à Castruccio les moyens de pénétrer jusqu'au centre de l'État florentin. Après avoir uni dans cette ville ses milices à celles de Philippe de Tédici, il attaqua, le 27 septembre, Carmignano, qui se rendit lâchement à lui. Il transporta ensuite son camp à Signa, et il brûla Campi, Brozzi et Quarrata. Ces villages, bâtis dans la plaine florentine, étaient à peine fortifiés ou susceptibles de défense. Le 2 octobre enfin, il établit son quartier-général à Pérétola, gros village à deux milles de Florence, d'où ses soldats étendaient leurs dévastations jusqu'au pied des murs de la ville. Cette riche vallée était dès lors couverte de superbes édifices, et plantée de jardins délicieux : l'opulence et le bon goût des Florentins n'étaient encore égalés par aucun peuple au monde, et tandis que les soldats s'enrichissaient de leurs dépouilles, Castruccio faisait enlever de ces maisons de campagne, et transporter à Lucques, les tableaux et les statues qui, depuis la renaissance des arts, faisaient le plus bel ornement des palais (2).

Le moment était venu où Castruccio pouvait à son tour provoquer les Florentins par des jeux à leur porte, comme il l'avait été lui-même à Pistoia. Un espace d'un mille de longueur, sur la route de Pérétola à Florence, avait été destiné de tout temps, par les Florentins, aux courses de chevaux. Une corde est tendue au travers du *pont des signaux* (3), et derrière elle des chevaux bar-

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 304, p. 578. — *Istorie Pistolesi anonime*, T. XI, p. 435. — *Cronica Sanese di Andrea Dei*, T. XV, p. 60. — *Leonard. Aretin.*, L. V, p. 165. — *Jannotti Manetti*, *Histor. Pistor.*, L. II, p. 1038.

(2) *Beverini*, *Annales Lucens.*, L. VI, p. 790.

(3) *Il ponte alle mosse*, à un mille en dehors de la porte qui conduit à Prato.

bes, ornés de rubans et de fleurs, attendent en frémissant d'impatience que cette corde, en tombant, leur ouvre la carrière : alors ils s'élancent seuls et sans conducteurs dans l'arène, et ils la parcourent avec une émulation, une passion pour la gloire, qu'on aurait cru réservées aux hommes. C'est dans ce même lieu, consacré par les fêtes de plusieurs générations, que Castruccio, le jour de saint François, fit disputer trois fois le prix de la course, d'abord à des cavaliers, ensuite à des fantassins, et enfin, pour insulter davantage encore aux vaincus, à des courtisanes. Il montrait ainsi que les êtres les plus faibles et les plus méprisés de son armée pouvaient, sans danger, braver ses ennemis. Quoique les Florentins eussent dans leurs murs des forces supérieures à celles de Castruccio, ils étaient tellement découragés par leur défaite, qu'ils n'osèrent jamais sortir de leurs portes, ou essayer de troubler la fête (1).

Azzo Visconti était retourné à Lucques après sa victoire; mais, après avoir reçu vingt-cinq mille florins pour la solde de ses troupes et leur récompense, il revint joindre Castruccio. Lui aussi voulait prendre des représailles pour les jeux donnés deux ans auparavant, par les Florentins, aux portes de Milan, lorsque Raimond de Cardone assiégeait cette ville (2); et il recommença, le 26 octobre, les courses de chevaux au pied des murs. Les Florentins cependant ne pouvaient croire que le retour de l'armée n'eût pas d'autre motif : ils soupçonnaient les prisonniers de Castruccio d'avoir voulu acheter leur délivrance par quelque trahison, et ils étaient en proie à de mortelles inquiétudes. De plus, tous les paysans se réfugiaient dans la ville; et la foule y était si grande, qu'elle y causa bientôt une cruelle épidémie. La seigneurie défendit alors d'inviter aux obsèques des morts, pour ne pas occuper la ville entière d'un triste devoir qui se serait répété toutes les heures, et pour ne pas effrayer les malades en leur faisant connaître le nombre de ceux qui périssaient chaque jour (3).

Après avoir ravagé toute la plaine de Florence, tout le territoire de Prato, et même une partie du val de Marina, en remontant de Prato vers l'Apennin, Castruccio fortifia Signa, où il laissa une

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 315, p. 583.
(2) *Ibid.*, c. 310, p. 558. — *Istorie Pistolesi*, p. 428.
(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 316, p. 584.

garnison; et il ramena à Lucques ses prisonniers, avec un immense butin. Il fit choix, pour son entrée à Lucques, de la fête de saint Martin, patron de la cathédrale de cette ville, et il donna à cette entrée tout l'appareil d'un triomphe. On conduisait encore le carroccio dans les armées, quoiqu'on ne fit plus dépendre l'honneur ou le sort des batailles de la conservation de ce char sacré, depuis qu'il n'était plus défendu par une bonne infanterie. Celui de Florence avait été pris à la bataille d'Altopascio; Castruccio le fit traîner à la tête du cortége. Les bœufs qu'on y avait attelés, étaient couverts de branches d'oliviers et de tapis aux armes de Florence, mais ces armoiries étaient renversées, ainsi que celles qui ornaient le char. La cloche *Martinelle* (1), qui devait sonner pendant le combat, sonnait aussi pendant cette marche humiliante. Derrière le char marchait Raimond de Cardone, avec les principaux prisonniers florentins; ils portaient des cierges, qu'ils déposèrent devant l'autel de saint Martin. Cependant les dames lucquoises étaient sorties au-devant de Castruccio, et elles félicitaient le vainqueur par leurs acclamations. Les prisonniers qui avaient orné ce triomphe furent forcés à se racheter ensuite de leur captivité; et le seigneur de Lucques tira de leur rançon près de cent mille florins, qui lui servirent à continuer la guerre (2).

(1) C'était une cloche suspendue au mât que portait le carroccio.
(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 319, p. 587. — *Vita Castruccii Antelminelli a Nicolao Tegrimo*, T. XI, p. 1339.—*Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 800.

CHAPITRE III.

LA SARDAIGNE ENLEVÉE AUX PISANS PAR LE ROI D'ARAGON. — LE DUC DE CALABRE, SEIGNEUR DE FLORENCE. — EXPÉDITION EN ITALIE DE L'EMPEREUR LOUIS DE BAVIÈRE. — GRANDEUR ET MORT DE CASTRUCCIO CASTRACANI. 1324 A 1328.

L'attachement que les Pisans avaient montré au parti gibelin; leur zèle pour Frédéric II, Conrad, Manfred et Conradin, leur dévouement à Henri VII, les sacrifices qu'ils avaient faits à ce monarque, les avaient appelés à jouer un rôle important dans la politique continentale de l'Italie. Ils avaient été longtemps à la tête du parti gibelin en Toscane, les efforts qu'ils avaient faits pour cette cause avaient pleinement égalé, quelquefois même excédé, la mesure de leur puissance et de leur richesse; aussi, tandis qu'ils s'épuisaient en combattant sur le continent, s'étaient-ils vus obligés d'abandonner toujours plus le commerce et l'empire de la mer, auxquels ils avaient dû leur grandeur. Après la bataille de la Méloria, ils avaient renoncé à lutter contre les Génois; et l'antique rivalité des deux peuples était si bien éteinte, que les Pisans ne firent aucune tentative pour recouvrer leur supériorité pendant les guerres civiles qui désolèrent Gênes. Les possessions lointaines de la république furent peu à peu abandonnées. Les Pisans cessèrent de dominer à Constantinople et dans l'archipel de la Grèce, ils renoncèrent à leurs comptoirs de Syrie, se sentant incapables de protéger leurs établissements contre les musulmans, ou leur navigation contre les corsaires, ils s'interdirent le commerce du royaume de Naples, d'où la maison d'Anjou les écartait par haine pour le nom gibelin, ils ne purent soutenir avec avantage, dans le royaume de Sicile, la concurrence des Siciliens eux-mêmes et des Catalans, que le roi protégeait : l'Afrique leur était encore ouverte avec les îles de Sardaigne et de Corse, qu'ils

avaient autrefois conquises ; mais au moment où Castruccio, après les avoir entraînés dans une guerre contre les Guelfes, avait cherché à surprendre leur ville en y fomentant des complots, la Sardaigne était attaquée par un monarque plus puissant, qu'ils avaient jusqu'alors considéré comme leur allié.

Dès l'année 1295, Boniface VIII avait accordé à Jacques, roi d'Aragon, l'investiture de la Sardaigne, pour engager ce monarque à abandonner son frère Frédéric de Sicile. Mais ce prix injuste d'un marché honteux n'avait jamais été livré au monarque ; et les secours que la république de Pise n'avait cessé de donner aux princes aragonais de Sicile, avaient fait oublier ce projet d'usurpation, lorsque quelques feudataires des Pisans en Sardaigne sollicitèrent eux-mêmes Alphonse d'Aragon, fils du roi Jacques, d'entreprendre la conquête de leur île.

La Sardaigne était pour les Pisans une colonie de commerce ; ils avaient fortifié quelques-unes de ses villes maritimes, et surtout Città-di-Chiésa et Castro de Cagliari, où ils entretenaient des garnisons pour défendre leurs comptoirs. Le reste de l'île était possédé par des feudataires qui relevaient de la république, mais qui montraient peu d'affection pour la métropole, d'où plusieurs d'entre eux étaient originaires, et moins encore d'obéissance à ses lois. Le plus puissant de ses feudataires était le juge d'Arborée, qui commandait en même temps à Oristagni, et qui gouvernait le tiers de la Sardaigne. Celui qui régnait alors était Hugues Bassi des Visconti (1). Il était bâtard de cette maison illustre de Pise ; et la république, avant de consentir à effacer la tache de sa naissance, lui avait fait payer dix mille florins pour prix de l'investiture de son fief (2). Visconti en conservait dans le cœur un profond ressentiment ; ce fut lui qui offrit aux Aragonais de leur livrer la Sardaigne, et qui engagea secrètement dans leur alliance les marquis Malespina et les Doria, possesseurs de vastes fiefs dans cette île. Lorsqu'Alphonse eut commencé ses préparatifs, le juge d'Arborée en donna le premier avis à la république, et il lui demanda des secours : mais il distribua les soldats qui lui furent envoyés

(1) *Zurita*, *Indices Rerum ab Aragon. Regibus Gestar. Hispan. illust.*, T. III, p. 165.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 196, p 533.

entre ses divers châteaux ; et le 11 avril 1323, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'approche d'Alphonse, il fit massacrer tous les Pisans, soit soldats, soit marchands, qui habitaient ses États, et il ouvrit ses ports à la flotte aragonaise (1).

Le roi Alphonse avait fait demander au pape des secours pour la conquête de la Sardaigne, comme s'il s'était agi d'une guerre sacrée ; mais Jean XXII s'était contenté d'inviter l'Aragonais à faire valoir ses droits par-devant les tribunaux ecclésiastiques (2). Le roi avait aussi ouvert des négociations avec un comte de Donoratico, qui avait de grandes possessions en Sardaigne ; il avait séduit deux Visconti de la branche de Roccabertino ; il avait enfin réuni tous les moyens de corruption et de trahison à l'emploi d'une force supérieure. Le 30 mai il était parti des côtes d'Aragon avec soixante vaisseaux de guerre, vingt palandres pour la cavalerie, et trois cents bâtiments de transport. Sur cette flotte il conduisait quinze cents chevaux et plus de douze mille fantassins. Le tiers de la Sardaigne fut livré aux Aragonais par le juge d'Arborée et par les Doria : mais les villes de Cagliari, Castro et Città-di-Chiésa, se préparèrent à une vigoureuse défense, ainsi que Terra-Nova, Aqua-Fredda et Gioiosa-Guardia, et les Sismondi d'Oléastro armèrent leurs vassaux pour seconder les troupes de la république (3).

Les Pisans, menacés par la ligue guelfe de Toscane, et par Castruccio, le seul gibelin de cette contrée ; trahis par leurs sujets, et attaqués par la puissante maison d'Aragon, sans être en paix avec la maison rivale de Naples, les Pisans ne désespérèrent pas cependant de la défense de la Sardaigne. Ils armèrent trente-deux galères qu'ils envoyèrent dans le golfe de Cagliari ; mais ce golfe était occupé par une flotte catalane fort supérieure en forces, et l'amiral pisan s'estima heureux d'éviter le combat et d'effectuer sa retraite, après avoir débarqué Manfred, fils du comte Niéri de la Ghérardesca, avec trois cents chevaux allemands, et deux cents archers, qui se jetèrent dans Cagliari (4).

(1) *Giov. Villani.* — *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, T. XVII, p. 1052.

(2) *Zurita, Indices Rerum ab Arag. Reg. Gest.*, p. 165.

(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 200, p. 537. — *Zurita, Indices*, L. II, p. 166. — *B. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 649. — *Cronica anonima di Pisa*, T. XV, p. 996.

(4) *Zurita, Indices Rer.*, L. II, p. 166.

L'armée aragonaise avait entrepris en même temps le siége de Cagliari et celui de Città-di-Chiésa ; ces deux villes furent défendues pendant huit mois avec obstination [1324] ; des chaleurs excessives, la corruption de l'air, celle des eaux, engendrèrent d'affreuses maladies parmi les assiégeants, et douze mille hommes périrent d'une ou d'autre part entre ces deux siéges (1). Città-di-Chiésa se rendit enfin le 7 février 1324 ; la garnison en sortit avec les honneurs de la guerre, et eut la permission de se réunir à celle de Cagliari, pour continuer à défendre cette seconde place.

Manfred de la Ghérardesca, cependant, en était sorti pour aller chercher à Pise de nouveaux secours ; le 25 février il reparut dans le golfe de Cagliari avec une flotte de cinquante-deux vaisseaux qui portaient cinq cents hommes d'armes et deux mille archers. Il débarqua sans opposition, et marcha vers Castro de Cagliari, pour forcer les Aragonais à lever le siége de cette place. Alphonse, en effet, quitta ses retranchements, et vint au-devant des Pisans jusqu'à Luco-Cisterna. Les deux armées s'y rencontrèrent le 28 février ; la bataille fut longue et acharnée : mais les Aragonais, qui étaient fort supérieurs en nombre, remportèrent enfin la victoire. Manfred, quoique blessé, parvint, avec cinq cents soldats environ, à entrer dans Castro ; le reste de son armée fut dissipé : les vaisseaux de transport qui accompagnaient sa flotte tombèrent au pouvoir des Aragonais ; les feudataires qui tenaient encore le parti des Pisans, furent attaqués et soumis dans leurs provinces. Plusieurs d'entre eux perdirent à cette époque les petites souverainetés qu'ils possédaient depuis la conquête de l'île sur les Sarrasins ; mais dans un pays à moitié sauvage, le pouvoir des seigneurs héréditaires est le seul qui soit respecté ; les rois d'Aragon crurent plus sage et plus facile de faire leur paix avec des capitaines indépendants, que de les dépouiller, et les noms des familles pisanes se retrouvent encore pendant de longues années dans les fastes de la Sardaigne (2).

Aussitôt après la bataille de Luco-Cisterna, Alphonse recom-

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 209, p. 537.

(2) *Ibid.*, L. IX, c. 256, p. 549 — *Zurita*, *Indices*, L. II, p. 167. Il paraît qu'à cette époque les Sismondi furent dépouillés de leur fief d'Oléastro, dont ils avaient été en possession pendant deux cent soixante et quatorze ans. D'autre part, un ancien historien de Lucques rapporte, en 1404, la mort d'un Sismondi et

mença le siége de Castro de Cagliari, et Manfred, à peine guéri de ses blessures, dirigea la défense de la place. Il essaya de troubler les opérations des assiégeants par une sortie vigoureuse ; il surprit leur camp, et y jeta le désordre : mais bientôt les vieilles bandes de Catalans l'environnèrent et le serrèrent de toutes parts. De cinq cents hommes d'armes qu'il commandait, trois cents restèrent sur le champ de bataille; lui-même, atteint d'une blessure mortelle, ramena le reste de ses soldats dans Castro, et il expira peu de jours après. Les assiégés perdirent alors l'espérance d'être délivrés et ils demandèrent à capituler (1).

Alphonse, qui avait déjà perdu quinze mille hommes dans la guerre de Sardaigne, et qui espérait assurer sa conquête par la paix, accorda aux assiégés des conditions honorables. Castro de Cagliari devait demeurer à la république pisane, à titre de fief relevant du roi ; les possessions privées des Pisans dans l'île devaient leur être conservées : mais la république devait reconnaître Alphonse pour roi de Sardaigne. Ces conditions ayant été acceptées par la seigneurie, la paix fut rétablie pour un peu de temps ; et le roi d'Aragon en profita pour fortifier, à l'entrée du port de Cagliari, un château qu'il nomma Bonaria, ou Aragonetta, d'où il commandait tellement l'entrée de Castro, que les vaisseaux, les vivres et les marchandises ne pouvaient plus parvenir aux Pisans que sous le bon plaisir des Aragonais.

[1325] La garnison de Bonaria abusa bientôt avec arrogance de l'avantage que lui donnait sa situation. Elle s'empara, l'année suivante, de quelques vaisseaux que les Pisans envoyaient à Cagliari (2); et la république se vit obligée de recommencer la guerre pour venger cette nouvelle injure. Épuisée comme elle l'était par ses précédentes défaites, elle eut recours à l'assistance des Gibelins génois qui, réfugiés à Savone, faisaient des armes leur unique métier. Les Pisans, avec leur aide, armèrent une flotte de trente-trois galères, dont ils donnèrent le commandement à Gaspard Doria. Cette flotte rencontra, le 29 décembre, les Ara-

de son fils Dragonetto, juges et seigneurs d'Arborée. *Cronica di Lucca di Giov Ser Cambi*, T. XVIII, p. 858.

(1) *Zurita, Indices Rer. ab Arag. Reg. Gest.*, L. II, p. 167.—*Giov. Villani*, L. IX, c. 250, p. 554.

(2) *Giov. Villani*, L. IX, c. 307, p. 580.

gonais dans les mers de Sardaigne, et la fortune fut encore une fois contraire aux Pisans. Huit galères furent prises, les autres ne se retirèrent qu'avec de grands dommages, et après avoir perdu beaucoup de soldats et de matelots. Les Génois guelfes et gibelins ressentirent avec une égale douleur l'affront que reçut alors leur pavillon national; et peu s'en fallut que le désir d'humilier les Catalans ne réconciliât les deux partis, et ne calmât une haine qui depuis si longtemps leur mettait les armes à la main (1). Mais les Pisans ne purent point attendre cette réconciliation tardive. Le château de Castro, dernière possession de la république en Sardaigne, fut livré aux Aragonais; et l'année suivante, la paix fut conclue par l'entremise du pape. La république de Pise abandonna la Sardaigne au roi d'Aragon; et de part et d'autre les prisonniers furent relâchés sans rançon (2).

Une très-petite partie de la Toscane recouvrait la tranquillité en vertu de ce traité de paix. Tous les autres États de cette province étaient alors ébranlés par l'ambition de Castruccio; et le parti guelfe, abattu par la défaite des Florentins à Altopascio, comme il tentait de s'en relever, reçut, peu de semaines après, un nouvel échec dans l'État de Bologne.

La ligue des seigneurs gibelins de Lombardie attaquait Bologne avec un acharnement égal à celui de Castruccio contre les Florentins. Roméo de Pépoli était mort dans son exil; mais ses fils n'avaient point été abandonnés par les seigneurs de Lombardie : Passérino Bonacossi, Cane della Scala, et le marquis d'Este, étaient entrés sur le territoire bolonais avec une armée, à laquelle Azzo Visconti vint se réunir à son retour de Lucques. Les Gibelins avaient deux mille huit cents hommes d'armes. Les Bolonais ne pouvaient en opposer que deux mille deux cents; mais leur infanterie, qui se montait à trente mille hommes, surpassait de beaucoup celle de leurs ennemis. La défaite que les Florentins venaient d'éprouver à Altopascio fut pour les Bolonais un motif de rechercher le combat, ils se persuadèrent que l'honneur de

(1) *Georgius Stella, Annal. Genuens.*, p. 1054.

(2) *Cronica anonima di Pisa*, T. XV, p. 998. — *B. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 605. — *Giov. Villani*, l. IX, c. 320, p. 591. — *Zurita, Indices Rer. ab Ar. Reg. G.*, L. II, p. 109. — *Mariana, historia de las Españas*, L. XV, c. 18. La paix fut publiée à Pise le 10 juin 1326.

venger le parti guelfe était réservé à leurs armes. Malgré les instantes sollicitations des Florentins, qui leur avaient envoyé des troupes, ils offrirent la bataille aux Gibelins, le 15 novembre 1325, au pied de Montéveglio, et ils la perdirent. Cinq cents de leurs cavaliers et quinze cents fantassins furent tués ou faits prisonniers; leur général, Malatestino de Rimini, leur podestat, et les citoyens les plus considérés, furent au nombre des captifs. Les Lombards, après leur victoire, entreprirent le siége de Bologne, mais ils virent bientôt que leurs forces ne suffisaient pas pour réduire une ville aussi puissante, ils se retirèrent avec un immense butin (1).

L'ancien chef de la ligue guelfe en Italie demeurait seul étranger à la guerre générale et aux défaites de son parti. Robert, roi de Naples, après avoir quitté Gênes, en 1319, avait passé plusieurs années en Provence, pour soumettre à ses intrigues la cour d'Avignon, et assurer son crédit sur le pape. Il en était enfin reparti au mois d'avril 1324, pour se rendre à Naples, avec une flotte de quarante-cinq vaisseaux; mais il avait relâché à Gênes, et à son passage il s'était fait confirmer la seigneurie de cette ville pour les six années suivantes (2).

Des ambassadeurs florentins arrivèrent à Naples, et exposèrent au roi les dangers que couraient ses anciens alliés les Guelfes de Toscane. Ils lui représentèrent quelles étaient l'ambition et les forces de Castruccio; quelle union il avait su établir dans son parti; quels secours il avait obtenus des Gibelins en Lombardie. Ils lui rappelèrent les services qu'eux-mêmes avaient rendus à la maison d'Anjou, lorsque les possessions du roi étaient menacées en Piémont, ou lorsqu'ils n'avaient pas craint de provoquer Castruccio, pour l'écarter de Gênes où Robert était assiégé. Enfin ils lui demandèrent, en vertu des traités qu'eux-mêmes avaient toujours observés fidèlement, les secours qu'il devait à la ligue guelfe. Mais le roi de Naples connaissait l'art de tirer parti des désastres de ses alliés autant que de leurs succès mêmes. Il attribua son re-

(1) *Matthaei de Griffonibus Memor. hist. de rebus Bononiens.*, T. XVIII, p. 142 — *Cronica Miscella di Bologna*, p. 336. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 386. — *Chronicon Mutinense Joh de Bazano*, T. XV, p. 580. — *Giov. Villani*, L. IX, c. 321, p. 588. — *Istorie Pistolesi*, p. 428.

(2) *Georgius Stella*, *Annal. Genuens.*, T. XVII, p. 1053.

froidissement, et les échecs qu'avaient éprouvés les Florentins, à la faute qu'ils avaient faite en laissant expirer en 1321 la seigneurie qu'ils lui avaient accordée. Il assura qu'il était toujours prêt à les défendre; mais que sa dignité royale et le bien même du parti ne permettaient pas qu'il prît part à la guerre, autrement qu'en maître et en chef. Enfin, il demanda que lui-même, ou son fils, le duc de Calabre, fussent mis à la tête de la république avec des pouvoirs absolus. Les conseils de Florence, forcés d'acheter l'aide de leur allié à un si haut prix, choisirent de préférence, pour leur seigneur, le duc de Calabre, Charles, fils unique du roi; et ils s'efforcèrent, par leurs conventions avec lui, d'écarter tout arbitraire de l'autorité qu'ils lui confiaient, et de conserver en leur entier les libertés de leur république. Ils demandèrent qu'il entretînt à sa solde mille cavaliers ultramontains, autant que durerait la guerre, et qu'il laissât, à la paix, dans la ville, quatre cents cavaliers sous les ordres de son lieutenant. Deux cent mille florins lui furent assignés pour ses revenus pendant la première période; cent mille pendant la seconde. La seigneurie du duc de Calabre devait durer dix ans, et commencer le 13 janvier 1326, jour de la signature du traité (1).

Un lieutenant du duc de Calabre le précéda en Toscane, et vint prendre, pour lui, possession de la seigneurie de Florence; c'était Gauthier de Brienne, duc titulaire d'Athènes, et fils de celui qui avait été tué en 1311 dans la grande bataille du Céphise, lorsque les Catalans firent la conquête de son duché (2). Quatre cents cavaliers français l'accompagnaient. Les Florentins lui prêtèrent serment de fidélité, et lui permirent de désigner, au nom du duc Charles, une nouvelle seigneurie (3).

Le duc de Calabre arriva lui-même en Toscane vers le milieu de l'été, avec l'intention de réunir sous son autorité toutes les communes guelfes. Il profita de son voyage à Sienne pour demander aussi la seigneurie de cette ville: elle lui fut accordée pour cinq ans seulement, et sous des conditions plus onéreuses

(1) *Giov. Villani*, L. IX, c. 328, p. 593. *Istorie Pistolesi*, p. 430. — *Leonard. Aretino*, L. V, p. 171.
(2) *Voyez* ci-devant, T. II, chap. XI.
(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 340, p. 598.

que celles que les Florentins lui avaient imposées (1). Le 30 juillet il fit son entrée à Florence, entouré des plus grands seigneurs du royaume des Deux-Siciles, et de deux cents chevaliers à éperon d'or : il avait sous ses ordres quinze cents gendarmes, qu'il réunit à ceux que le duc d'Athènes avait amenés peu de mois auparavant (2).

Cette belle armée, qui fut bientôt grossie par les troupes auxiliaires de tous les Guelfes de Toscane, aurait pu tenter quelque entreprise éclatante, et profiter de ce qu'à cette époque même Castruccio était malade. Mais le duc se borna à faire révolter deux châteaux de la montagne de Pistoia, qui lui furent bientôt repris, et à engager Spinetta Malespina à une tentative sur la Lunigiane, d'où il fut repoussé avec perte (3). Cependant Charles de Calabre faisait, sur ses alliés, les conquêtes qu'il ne savait point faire sur les ennemis de l'État. Il engagea plusieurs villes sujettes des Florentins, Prato, San-Miniato, San-Gémignano et Colle, à se donner à lui (4). Il imposa des contributions nouvelles à la capitale, et coûta à la république quatre cent cinquante mille florins par année, au lieu de deux cent mille qui lui étaient accordés; il dépouilla les prieurs de presque toute l'autorité que leur donnait la constitution; il abolit les lois somptuaires qu'on avait portées contre le luxe des femmes; enfin il se rendit d'autant plus à charge, qu'il ne racheta ses vexations par aucun succès contre Castruccio (5).

La ville de Bologne suivit, au bout de quelques mois, l'exemple que lui avaient donné les Florentins; et elle chercha à s'assurer une protection puissante, en se soumettant à la seigneurie de l'un des chefs du parti guelfe. Elle appela à son aide le cardinal Bertrand du Poïet, légat du pape en Italie. Celui-ci, depuis l'année 1322, avait été puissamment secondé par Vergusio Landi, auparavant chef des Gibelins de Plaisance, qui avait passé du

(1) *Cronica Sanese di Andrea Dei*, T. XV, p. 74. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. V, p. 84.
(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 1, p. 601.
(3) *Ibid.*, L. X, c. 6, p. 603. — *Istorie Pistolesi*, p. 431. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 813.
(4) *Giov. Villani*, L. X, c. 15, p. 609.
(5) *Ibid.*, L. X, c. 9, p. 608.

côté des Guelfes, pour tirer vengeance de Galéaz Visconti, le séducteur de sa femme. Tortone, Alexandrie, Plaisance, Parme, Reggio et Modène s'étaient successivement données à l'Église, pour tout le temps que durerait la vacance de l'empire. Bologne, à son tour, ouvrit ses portes au cardinal-légat; et le 8 février 1327, elle lui conféra la seigneurie de la ville et de son territoire (1).

Mais dans le même temps, il se formait, à l'extrémité de la Lombardie, un orage qui pouvait menacer tout le parti guelfe d'une entière destruction. Louis de Bavière, l'empereur élu, était arrivé à Trente, au mois de février 1327; il y avait présidé un congrès des principaux Gibelins d'Italie. Marco Visconti, Passérino Bonacossi, Obizzo, marquis d'Este; Guido Tarlati, évêque d'Arezzo, et Cane della Scala, s'étaient rendus auprès de lui, aussi bien que les ambassadeurs de Frédéric, roi de Sicile, de Castruccio, et des Pisans. Louis s'était engagé à venir à Rome prendre la couronne impériale; et les Gibelins lui avaient promis un présent de cent cinquante mille florins, pour défrayer son armement (2).

Louis de Bavière paraissait alors en état d'entreprendre des guerres étrangères, et de tirer vengeance du pape, qui l'avait si cruellement traité. Son rival, Frédéric d'Autriche, après être demeuré longtemps prisonnier à Trausnitz, s'était enfin lassé de sa captivité. Louis lui avait fait visite dans sa prison, en 1325; il lui avait offert sa liberté, en demandant en retour son amitié et son alliance. Frédéric avait été touché de cette conduite généreuse; il avait reconnu Louis pour son empereur; il s'était engagé à le défendre, envers et contre tous, *même contre celui*, disait-il, *qui se donne le titre de pape*. Plusieurs de ses barons s'étaient rendus garants de ses promesses, et sa fille avait épousé le fils de Louis (3). En vain Jean XXII annula ce traité; en vain Léopold,

(1) *Matthæi de Griffonibus Memor. historicum*, p. 145. — *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 345. — *Chronicon Mutinense Bonifazii de Morano*, T. XI, p. 115. — *Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, T. II, L. XX, p. 75.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 15, p. 610. — *Alb. Mussatus Ludovicus Bavar.*, T. X, p. 779. — *Istorie Pistolesi*, p. 442. — *Cortusiorum Historiæ*, L. III, c. 10, T. XII, p. 839. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 388. — *Georgii Merulæ*, *Hist. Mediol.*, L. II, p. 101, T. XXV. — *Leonard. Aretin.*, L. V, p. 173.

(3) *Olenschlager Geschichte des Rom. Kays.*, § 63, p. 150. — Schmidt, Hist. des Allemands, L. VII, c. 5, p. 440.

frère du duc d'Autriche, continua la guerre : Frédéric fut fidèle à ses promesses ; les deux rivaux, devenus des amis sincères, mangèrent à la même table, partagèrent le même lit, et furent sur le point de diviser entre eux la dignité impériale (1).

Pendant cinq ans qui s'étaient écoulés depuis la bataille de Muhldorf, Louis avait forcé les autres princes de la maison d'Autriche à faire la paix, et il avait déjoué les intrigues du pape en Allemagne. Le désir de se venger l'appelait en Italie, autant que le projet de sanctionner ses droits à l'empire, en se faisant couronner à Rome. Il est vrai qu'épuisé par de longues guerres, il manquait d'argent et de soldats : mais le pays où il allait entrer passait pour une mine fort riche qu'il pouvait exploiter ; et il comptait sur la cupidité des Allemands, plus que sur leur obéissance, pour les entraîner en foule, à sa suite, dans ces contrées opulentes, dont il leur offrait les dépouilles à partager.

L'empereur élu, en se préparant à attaquer le pape, son ennemi le plus implacable, le désignait déjà dans l'assemblée de Trente comme un prêtre sacrilége et hérétique, usurpateur du pontificat suprême, que les chrétiens devaient désavouer. Un parti nombreux, dans l'Église, était révolté contre Jean XXII, et l'accusation d'hérésie n'était pas nouvelle pour lui. Ce pape, dont l'ambition et la cupidité semblaient si peu chrétiennes, était cependant animé d'un grand zèle pour la foi ; mais il croyait en être l'oracle, et les opinions qu'il embrassait se trouvaient souvent en contradiction avec celles de ses docteurs. Ainsi il s'était alors engagé avec les franciscains ou frères mineurs, dans une controverse sur la pauvreté de Jésus-Christ. Ces moines, qui, d'après leurs vœux, abjurent toute propriété, prétendaient que les aliments qu'ils mangeaient n'étaient point à eux, au moment même où ils les mangeaient, et que Jésus-Christ leur avait donné l'exemple de cette pauvreté suprême. Le pape affirmait, au contraire, que Jésus-Christ avait eu des propriétés, soit personnelles, soit communes avec ses apôtres, et que les franciscains ne pouvaient éviter que les choses appropriées à leur usage ne fussent aussi leur propriété. Les dominicains soutenaient l'opinion du pontife : mais plusieurs fidèles paraissaient croire que dénier au Christ une pauvreté su-

(1) *Olenschlager Geschichte*, § 67, p. 165.

prême, c'était attenter à sa gloire; et les franciscains, s'obstinant dans leur croyance, avaient condamné le pape, comme hérétique et excommunié. Jean XXII attacha une cruelle importance à cette dispute de mots : il fit brûler les plus mutins des moines; et il dépouilla leur ordre de ses biens, pour le réduire à cette pauvreté évangélique dont il se glorifiait tant (1).

D'autres théologiens encore, indépendamment des frères mineurs, se rangeaient du parti de Louis de Bavière. C'étaient ceux qui, révoltés des dernières usurpations du saint-siége, soutenaient l'indépendance des autorités séculières, ou même leur supériorité sur le pouvoir des papes. Marsilio de Padoue, médecin de Louis, et Jean Jandun ou de Gand, un de ses conseillers, écrivirent sur ce sujet, avec beaucoup de force et d'éloquence; mais leurs opinions indépendantes ont été condamnées comme hérétiques par la cour de Rome (2).

Encouragé par les exhortations de ses théologiens et des frères mineurs, et assuré des secours des Gibelins, Louis de Bavière entra sans argent en Italie, avec une suite où l'on comptait à peine six cents chevaux. Mais Cane de la Scala, seigneur de Vérone, Passérino de Bonacossi, seigneur de Mantoue, et le marquis d'Este, seigneur de Ferrare, vinrent se ranger auprès de lui, avec leurs hommes d'armes. Ils s'acheminèrent ensemble vers Milan, où le roi des Romains reçut, le 30 mai, la couronne de fer dans la basilique de Saint-Ambroise. Elle fut imposée sur sa tête par les mains des deux évêques d'Arezzo et de Brescia, que le pape avait précédemment déposés et excommuniés (3).

Depuis que Galéaz Visconti, seigneur de Milan, avait vaincu Raimond de Cardone, dans une grande bataille, et l'avait fait prisonnier, les attaques des Guelfes avaient peu troublé sa tranquillité. Sa puissance les écartait de ses frontières, et d'ailleurs il entrete-

(1) *Raynaldi, Annal. eccles.*, T. XV, ann. 1322, § 53, p. 242; an. 1324, 1325, p. 285 *et seq.* — *Annal. Cæsenates*, T. XIV, p. 1148. Dans ces Annales, ouvrage d'un franciscain, on a inséré une longue lettre du général des frères mineurs sur cette controverse.

(2) *Olenschlager Gesch.*, § 55, p. 186 et notes. — *Tiraboschi, Storia della Letter. Ital.*, T. V, L. II, c. 1, § 27, p. 161.

(3) *Giov. Villani*, L. X, c. 18, p. 611. — *Chronicon Veronense*, T. VIII, p. 644. — *Annales Mediol.*, T. XVI, c. 90, p. 704. — *Olenschlager Geschichte*, § 74, p. 182.

nait une négociation secrète avec la cour de Rome, à laquelle il faisait espérer qu'il abjurerait le parti de l'empire, pour reconnaître qu'il tenait de l'Église son autorité. Mais Galéaz avait trouvé dans sa propre famille de nouveaux ennemis. Lodrisio Visconti, son parent, le même qui l'avait chassé, puis rappelé en 1322, ne pouvait ni se soumettre au gouvernement despotique de Galéaz, ni consentir au traité qu'il lui voyait négocier avec le pape. Marco Visconti, frère de Galéaz, prétendait partager avec lui la souveraineté que sa valeur et ses victoires avaient affermie, et la jalousie entre les deux frères s'était enfin changée en une haine déclarée. Les nobles milanais étaient humiliés de l'élévation d'une famille autrefois leur égale ; le peuple lui-même n'avait pas entièrement oublié son ancienne liberté ; enfin les autres chefs gibelins le Lombardie, Cane, Passérino, et Franchino Rusca, tyran de Como, s'étaient éloignés de Galéaz, depuis que ses négociations avec la cour de Rome avaient excité leur défiance. Louis de Bavière, dans la conférence de Trente, et ensuite durant son séjour à Como et à Milan, avait entendu tous ceux qui l'entouraient accuser Galéaz, et demander sa ruine (1).

Tant que Louis de Bavière avait fait la guerre en Allemagne, pour s'y faire reconnaître comme roi des Romains, sa conduite avait été franche, honorable, et souvent généreuse. En Italie, au contraire, elle fut presque toujours perfide et vénale. Ce dernier pays lui paraissait en quelque sorte livré au pillage : il s'y voyait entouré de tyrans qu'aucun scrupule n'arrêtait ; et il croyait lui-même y être dispensé de toute vertu. On a presque toujours tourné contre les Italiens la politique perfide qu'on leur reproche ; et leurs ennemis ont accrédité leur réputation de fausseté, pour n'être eux-mêmes obligés à aucun devoir envers ceux qu'ils accusaient. Louis de Bavière devait reconnaître, dans Galéaz Visconti, le plus ancien et le plus intrépide champion du parti gibelin ; il n'hésita pas cependant à le trahir, dans le temps même où il recevait de lui l'hospitalité. Il séduisit les connétables des troupes allemandes qui étaient à sa solde ; et, dans une assemblée publique,

(1) *Georgii Merulæ Hist. Mediol.*, L. II, p. 102. — *Albert. Mussat. Ludov. Bavarus*, p. 771. — *Bonincont. Morigiæ Chron. Modoetiense*, T. XII, c. 55 et 66, p. 1148. — *Petri Azarii Chronicon*, T. XVI, c. 7, p. 311. — *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, T. XVII, p. 1056. — *Pauli Jovii Galeaz.*, p. 288.

le 6 juillet, après lui avoir reproché amèrement de n'avoir pas encore payé la contribution qu'il avait promise, il le fit arrêter avec son fils et deux de ses frères. Il lui arracha, par la crainte du supplice, les clefs de toutes ses forteresses ; et il l'envoya, avec sa famille, dans les affreuses prisons que Galéaz lui-même avait fait construire à Monza (1).

Louis de Bavière rétablit ensuite à Milan un simulacre de république : il fit choisir par les vingt-quatre tribus de la ville un conseil de vingt-quatre membres, auquel il donna pour président Guillaume de Montfort, gouverneur impérial. Mais de fortes contributions perçues par les ordres du monarque, apprirent suffisamment aux citoyens qu'ils n'avaient point recouvré l'avantage de se gouverner par eux-mêmes. D'ailleurs les républiques fondées par des rois, et contenues sous leur protection, réussirent rarement à mériter l'affection des peuples. Nous verrons encore plus d'une fois dans cette histoire, et l'on a vu ailleurs, des princes se déclarer les restaurateurs de la liberté, dans quelque ville qu'ils enlevaient à d'anciens rivaux : mais alors même ils redoutèrent toujours l'énergie du peuple, bien plus encore que l'animosité de leurs ennemis ; et ils se bornèrent tous, comme Louis de Bavière à Milan, à remplacer le pouvoir d'un seul par celui d'une oligarchie dépendante d'eux : ils ne donnèrent comme lui, aux républiques qu'ils constituaient, qu'une tyrannie à plusieurs têtes, défiante au-dedans, imbécile au-dehors, et propre seulement à déshonorer la liberté dont elle profanait le nom.

Une trahison aussi insigne pouvait avoir cependant de fâcheuses conséquences pour l'empereur élu, en détachant de lui les chefs gibelins, sur l'appui desquels il comptait uniquement ; il crut donc nécessaire de la justifier dans une diète qu'il convoqua, pour cet effet, à Orci, dans l'État de Brescia. Il accusa Galéaz d'avoir voulu trahir la cause des Gibelins, en faveur de l'Église ; il produisit à l'assemblée des papiers du seigneur de Milan, qui prouvaient ses négociations avec le pape. Il réveilla l'animosité et la jalousie de ses auditeurs contre le chef de la maison Visconti ;

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 30, p. 619. — *Galvan. Flammæ Man. Florum*, c. 365, p. 731. — *Chronic. Modoetiense*, c. 37, p. 1150. — *Georgii Merulæ Histor. Mediolan.*, l. II, p. 104. — *Olenschlager Gesch.*, § 76, p. 186.

et il se disculpa aux yeux des gens qui désiraient le trouver innocent. Il demanda et obtint ensuite des secours d'argent et de soldats; et, après la conclusion de la diète, il se mit en route pour la Toscane, suivi de quinze cents cavaliers allemands, qui la plupart avaient appartenu à Galéaz, et de cinq cents gendarmes, fournis par les trois seigneurs gibelins de Lombardie (1). Le 23 août, il passa le Pô; et le 1er septembre il parvint à Pontrémoli, sans que le cardinal-légat, qui avait plus de trois mille chevaux dans l'État de Parme, osât se présenter pour arrêter sa marche.

Castruccio avait été des premiers à solliciter la venue de Louis de Bavière en Italie; et l'empereur élu comptait sur les conseils, la valeur et les soldats de ce grand capitaine, dont la réputation surpassait déjà celle de tous les autres seigneurs gibelins. Castruccio soupirait après l'arrivée de l'empereur. Il avait été pressé tour à tour par les intrigues et les armes de son puissant voisin le duc de Calabre, seigneur de Florence; et il avait besoin de secours étrangers pour se défendre contre la supériorité de forces que l'arrivée des Napolitains donnait aux Guelfes toscans. Une des plus puissantes maisons de Lucques, les Quartigiani, qui, Guelfes d'origine, avaient cependant contribué à l'élévation de Castruccio, s'étaient engagés contre lui dans un complot avec le duc de Calabre. De nouveaux projets d'ambition, ou peut-être le désir de rétablir la liberté de leur patrie, les avaient détachés du seigneur de Lucques. Celui-ci, ayant découvert leur conjuration, en fit périr vingt par un épouvantable supplice; on les enterra vivants, la tête en bas. Cent autres furent exilés; et Castruccio ne poussa pas plus loin ses recherches, de peur de découvrir un nombre de coupables plus grand encore (2).

D'autre part, une armée guelfe, de deux mille cinq cents chevaux et douze mille fantassins, avait fait la conquête de Sainte-Marie-à-Monte et d'Artimino; elle menaçait l'État de Lucques et celui de Pistoia, lorsqu'elle se retira tout à coup, sur la nouvelle que Louis de Bavière avait passé les Apennins (3). Castruccio, délivré de ce danger, courut aussitôt au-devant de l'empereur. Il lui fit

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 32, p. 590.
(2) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 821.
(3) *Giov. Villani*, L. X, c. 26 et 30, p. 516.—*Leonard Aretin.*, L. V, p. 174. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 825.

porter, à Pontrémoli, de magnifiques présents; il lui ouvrit le château de Piétra-Santa; et de là, laissant Lucques à sa gauche, il lui fit prendre la route de Pise.

Les Pisans n'avaient point conservé dans sa première ardeur le zèle qui les animait autrefois pour le parti gibelin. Ils étaient affaiblis par la guerre de Sardaigne, pendant laquelle leurs anciens alliés les avaient abandonnés; ils avaient été trahis par Castruccio, et ils désiraient conserver avec les Florentins la paix que ceux-ci leur avaient accordée. Ils craignaient aussi le courroux du pape, et ne voulaient pas attirer sur eux une excommunication; en sorte que les ambassadeurs qu'ils avaient envoyés au congrès de Trente, loin d'inviter l'empereur à venir dans leur ville, lui avaient offert soixante mille florins pour prix de la conservation de leur neutralité et de leur indépendance. La conduite de Louis de Bavière envers Galéaz Visconti redoubla la défiance des Pisans : pour n'être pas trahis, comme le seigneur de Milan, par les Allemands qu'ils avaient à leur solde, ils leur ôtèrent leurs chevaux et leurs armes. Cependant, à la persuasion de Guido des Tarlati, évêque d'Arezzo, leur allié, ils envoyèrent à Ripafratta, frontière de l'État lucquois, trois nouveaux ambassadeurs au-devant du monarque (1).

Castruccio n'avait point abandonné le projet de soumettre Pise à sa domination : il engagea l'empereur à ne pas accueillir les députés de cette république, à refuser leur argent, et à rejeter leurs offres; et, comme ces députés s'en retournaient, il les fit arrêter au passage du Serchio, et leur déclara qu'il les traiterait comme otages, et les ferait mourir si leur patrie n'ouvrait pas ses portes au roi des Romains (2). L'évêque d'Arezzo, qui avait engagé sa foi pour leur sûreté, vint réclamer, devant Louis de Bavière, leur élargissement. Par cette violation du droit des gens, disait-il, sa parole était compromise : l'honneur même du monarque était sacrifié; et tous les anciens gibelins, effrayés de ce manque de foi, abandonneraient la cause du chef de l'empire au lieu de s'exposer

(1) Savoir Lemmo Guinicelli de Sismondi, Albizzo de Vico, et Jacob de Calci. — *Giov. Villani*, L. X, c. 23, p. 614. — *Marangoni, Chronica di Pisa*, p. 657.

(2) *Cronica Sanese di Andrea Dei*, T. XV, p. 78. Cette menace ne fut cependant point exécutée, les ambassadeurs furent remis en liberté le 10 octobre, après la prise de la ville.

pour elle. Telles devaient être pour Louis IV les conséquences des conseils de Castruccio, auquel il s'abandonnait trop. Le chef de l'empire, ajoutait l'évêque d'Arezzo, aurait dû se souvenir que sa politique ne pouvait avoir rien de commun avec celle d'un usurpateur, qui immolait tout à l'intérêt personnel et au besoin du moment, d'un tyran pour qui le bien public, l'honneur, la probité, même la reconnaissance et l'espérance, n'étaient que de vains noms. Castruccio, irrité, répondit avec violence qu'il n'appartenait pas à un lâche de diriger des guerriers, ou à un traître de prêcher la vertu; que l'évêque d'Arezzo, par ses négociations avec Florence, était suffisamment convaincu de manque de foi ou de manque de cœur, et que, s'il avait voulu attaquer cette république du côté des montagnes, tandis que lui, Castruccio, la pressait du côté de la plaine, le parti guelfe serait déjà écrasé en Toscane. Louis de Bavière, dans cette violente altercation, se décida pour le seigneur de Lucques (1) Guido des Tarlati sortit à l'instant du camp de l'empereur, et abjura sa cause: mais, le cœur brisé par l'indignité du traitement qu'il venait d'éprouver, l'ingratitude de ses amis, et le remords de s'être armé contre l'Église, il fut atteint d'une maladie dont il mourut à Monténéro, au bout de peu de jours. Les Arétins, qui avaient vécu heureux sous son gouvernement, déférèrent la charge de capitaine de leur ville à un de ses neveux, Pierre Saccone Tarlati, seigneur de Piétramala, le plus vaillant parmi les gentilshommes qui conservaient leur indépendance dans les montagnes (2).

Comme les Pisans attendaient le retour de leurs ambassadeurs, Louis de Bavière et Castruccio, à la tête de l'armée gibeline, arrivèrent à leurs portes. La seigneurie les fit fermer aussitôt et refusa l'entrée de la ville à l'empereur: celui-ci résolut d'entreprendre le siége; il traça son camp à la gauche de l'Arno; Castruccio occupa la droite du fleuve; et deux ponts de bateaux, au-dessus et au-dessous de la ville, unissaient les deux camps, et complétaient la ligne qui enfermait Pise, tandis que des détachements de cavalerie profitaient de l'attachement du peuple au parti

(1) *Leonardo Aretino*, L. V, p. 175. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 827.
(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 54, p. 625. — *Cronaca di Ser Gorello d'Arezzo*, c. 4, T. XV, p. 827.

gibelin, pour soumettre tous les châteaux de la république. Cependant la seigneurie se voyait obligée à des ménagements qui détruisaient ses ressources : elle n'osait point demander des secours de troupes au duc de Calabre pour ne pas renoncer par là au parti gibelin; elle n'osait point lever de nouvelles contributions, ni prendre de mesures vigoureuses qui auraient arrêté les menées de ses ennemis intérieurs. Après avoir soutenu le siége pendant un mois, lorsque Louis commençait à se rebuter, le gouvernement fut forcé, par les clameurs de la populace, à demander la paix; les chefs du parti démocratique l'avaient ameuté, pour se venger de ce que depuis sept ans on les avait exclus de l'administration.

Les conditions accordées par Louis aux Pisans furent honorables : il promit que Castruccio et les exilés n'entreraient point dans la ville; que lui-même n'apporterait aucun changement au gouvernement, et que la contribution que Pise, ainsi que toutes les villes impériales, devait lui payer pour sa bienvenue, demeurerait fixée à soixante mille florins, somme qui lui avait été offerte dès le commencement. A ces conditions, et après avoir rendu la liberté aux ambassadeurs arrêtés par Castruccio, il entra pacifiquement dans Pise, le 10 octobre, et il fit observer à son armée la plus exacte discipline. Mais les mêmes hommes qui avaient forcé la seigneurie à faire la paix, savoir : le comte Fazio, fils de Gérard de Donoratico, et Vanni, fils de Banduccio Bonconti, n'étaient pas contents si le gouvernement n'était renversé; ils assemblèrent, au milieu du tumulte, un parlement qui cassa la capitulation accordée par l'empereur, qui rappela les exilés, et permit à Castruccio l'entrée de la ville. Une contribution de cent cinquante mille florins, imposée aux Pisans, fut le premier acte de souveraineté de Louis de Bavière sur la république (1).

Louis visita ensuite Lucques et Pistoia. Pour récompenser le zèle et la fidélité de Castruccio, il érigea en sa faveur, en Toscane, un duché qu'il composa des villes de Lucques, Pistoia, Volterra, et de la Lunigiane : il donna l'investiture de ce duché à Castruccio, le jour de la Saint-Martin; et en même

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 33, p. 621 — *Istorie Pistolesi*, p. 444. — *Olenschlager Gesch*, § 77, p. 187

temps, il lui permit de *partir* ses armes de celles de Bavière (1).

Le voisinage de l'empereur avait excité à Florence une vive inquiétude; on ne doutait guère qu'il ne fît ressentir son courroux à une république qui prenait si ouvertement parti avec ses ennemis : cependant il n'y eut pas, entre lui et le duc de Calabre, un seul acte d'hostilité. Les deux ennemis s'observaient avec crainte, et ne recherchaient point l'occasion de mesurer leurs forces. Louis se mit en route à la fin de décembre, pour aller de Pise à Rome, en traversant les Maremmes; et le duc, pour se rapprocher de Rome et de Naples, en même temps que l'empereur prit la route supérieure de Sienne, Pérouse et Riéti. Des fleuves débordés arrêtèrent la marche de l'armée allemande, et lui causèrent de grands embarras; mais le duc n'osa point en profiter pour l'attaquer. Louis parvint enfin, le 2 janvier 1328, à Viterbe, où il fut accueilli avec affection, par Salvestro de Gatti, seigneur gibelin de cette ville : le duc, de son côté, rentra, par Aquila, dans le royaume de Naples. Il avait laissé à Florence mille chevaux sous les ordres de Philippe de Sanginéto, son lieutenant (2).

Depuis que le séjour de Rome avait été abandonné par les papes, le gouvernement de cette ville avait dégénéré en une oligarchie irrégulière. Quelquefois les ministres du pape et du roi de Naples y exerçaient une grande autorité; d'autres fois, les Colonne, les Savelli et les Orsini, se disputaient le pouvoir. Cependant la constitution de la ville aurait pu passer aussi pour républicaine et démocratique : un magistrat étranger, nommé sénateur, était chargé d'administrer la justice; un conseil de cinquante-deux membres, dont quatre étaient élus par chaque quartier, se trouvait à la tête de l'administration, et était présidé par le préfet de Rome : enfin, l'assemblée du peuple était fréquemment consultée; et le sénateur, aussi bien que deux capitaines du peuple, qui le secondaient, étaient élus par la nation. Parmi les nobles, les Savelli étaient Gibelins, les Orsini étaient Guelfes; et, des deux frères Colonne, Étienne avait embrassé la cause du pape, et Sciarra, celle de l'empereur. Lorsqu'on avait appris à Rome l'entrée de Louis de

(1) *Istorie Pistolesi*, p. 445. — *Beverini*, *Annal. Lucens.*, L. VI, p. 830.
Partir, en terme de blason, c'est accoler deux écussons longitudinalement l'un à l'autre.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 40. p. 628.

Bavière en Italie, un mouvement populaire avait forcé Napoléon Orsini et Étienne Colonne à s'enfuir, avec leurs familles, à Avignon, tandis que Sciarra Colonne et Jacques Savelli avaient été nommés capitaines du peuple, par les Gibelins victorieux (1).

Les députés du sénat romain vinrent au-devant du monarque, à Viterbe, pour régler avec lui les conditions de son entrée à Rome; mais Louis, qui était assuré de la faveur des chefs du gouvernement, et qui ne voulait ni les mécontenter, ni se lier d'avance par des traités, fit retenir honnêtement ces ambassadeurs, et arriva lui-même aux portes de la ville, le 7 janvier 1328, avant qu'ils fussent de retour. Il fut accueilli avec joie par les Romains, et logé au Vatican. Le cinquième jour, il fit assembler tout le peuple devant le Capitole; et l'évêque d'Aléria, en Corse, remercia les Romains, en son nom, de l'attachement qu'ils lui montraient. Il promit que Louis ferait prospérer la ville éternelle, et qu'il la rétablirait dans son ancienne gloire. Ensuite, avec le consentement du peuple, il fixa le dimanche suivant, 17 janvier, pour le jour de son couronnement (2).

Quand ce jour fut venu, Louis de Bavière partit de Sainte-Marie-Majeure, avec sa femme, Marguerite de Hainaut, pour se rendre à Saint-Pierre du Vatican. Les capitaines du peuple, les conseillers et tous les barons de Rome, vêtus de drap d'or, ouvraient le cortége; derrière le monarque marchaient quatre mille hommes d'armes, qu'il avait conduits avec lui : toutes les rues qu'il traversait étaient tendues de riches tapis; un jurisconsulte accompagnait Louis, pour veiller à ce que chaque cérémonie fût accomplie suivant les lois. Castruccio, créé chevalier et comte du palais de Latran, pour cette solennité, portait l'épée de l'empire, qu'il devait ceindre lui-même au monarque. Ce capitaine était revêtu d'un habit de soie cramoisi; et deux larges écriteaux, en lettres d'or, sur sa poitrine et sur ses épaules, attribuaient sa grandeur à Dieu, et remettaient son avenir à la Providence (3). Jacques Alberti, évêque de Venise ou Castello, et Gérard Orlandini, évêque d'Aléria, qui, tous deux, avaient été déposés et excommuniés par

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 19, p. 612.

(2) *Ibid.*, c. 53, p. 631. – *Cronica Sanese di Andrea Dei*, p. 79.

(3) Sur sa poitrine était écrit . *Egliè come Dio vuole;* et sur ses épaules . *E si sarà quello che Dio vorra*. *Giov. Villani*, L. X, c 58, p. 636.

le pape, attendaient Louis à Saint-Pierre, pour le sacrer. Après cette cérémonie, Sciarra Colonne mit sur sa tête la couronne de l'empire, et Louis, comme pour prendre possession de sa dignité nouvelle, fit lire trois décrets par lesquels il prenait l'engagement de maintenir la pureté de la foi catholique, de révérer les prêtres; et de conserver les droits des veuves et des pupilles. Tout le cortége revint ensuite au Capitole. Le peuple romain avait déféré au monarque, par acclamations, la dignité de sénateur de Rome; et celui-ci la transmit à Castruccio, pour qu'il exerçât cette charge en son nom (1).

Le nouvel empereur, aussitôt après sa consécration, aurait dû marcher contre Naples, avec les forces supérieures qu'il commandait, et écraser son principal adversaire, qui n'était pas en état de lui résister; mais Louis sentait que son couronnement avait été invalidé par l'opposition du pape. Il se défiait de ses droits, et il cherchait à les consolider par une soumission minutieuse à toutes les formes juridiques : toutes ses procédures cependant furent ridicules ou scandaleuses. Il intenta un procès contre le pape, qu'il désignait par le nom de prêtre Jacques de Cahors; il le cita à son tribunal, le condamna, comme coupable d'hérésie et de lèse-majesté, à la déposition, et ensuite à la peine de mort (2). Il lui donna pour successeur un frère mineur nommé Pierre de Corvaria, qu'il fit élire par le peuple, et qu'il consacra sous le nom de Nicolas V (3). Et, tandis qu'il perdait, à Rome, la saison d'agir, Castruccio, son plus ferme appui, était rappelé en Toscane, par une révolution qui menaçait de lui ravir ses États.

Le lieutenant du duc de Calabre, à Florence, Philippe de Sanginéto, venait de s'emparer, par escalade, de Pistoia, dans la nuit du 28 janvier. Deux émigrés guelfes de cette ville lui avaient donné la mesure des fossés et des murs : les Guelfes de Pistoia

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 55, p. 632. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 835.
(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 68, p. 641 — *Olenschlager Geschichte des Romisch. Kays*, § 89, p 108.
(3) *Giov Villani*, L. X, c. 71, p. 644. — *Albert. Mussati Ludov. Bavarus*, p. 773 — *Vita Joannis XXII ex Amalrico Augerio*, T. III, P. II, p. 402. *Rayn Annal eccles*, § 8, T XV, p. 338.

avaient pris les armes, et ouvert une brèche pour faire entrer la cavalerie florentine; et la garnison de Castruccio, n'ayant pu tenir dans la forteresse, s'était retirée à Serravalle. Mais l'armée de Sangnéto, presque toute composée de Bourguignons, avait cruellement abusé de sa victoire : pendant dix jours, elle avait pillé la ville, sans épargner les Guelfes plus que les Gibelins; et elle avait tellement dilapidé ses munitions et tous ses magasins, qu'elle s'était ôté à elle-même tout moyen de se défendre, si elle était attaquée à son tour (1).

Castruccio partit pour la Toscane, à l'instant où il reçut la nouvelle de la perte de Pistoia; et il y ramena, pour défendre ses États, mille hommes d'armes, et mille archers à pied, qu'il avait conduits à Rome, à la suite de l'empereur. A son arrivée à Pise, il s'empara des gabelles et des revenus de la ville, et il lui imposa de nouvelles contributions (2). Louis, de son côté, avait donné la souveraineté de Pise à l'impératrice; mais lorsqu'un lieutenant de celle-ci se présenta pour prendre possession de la seigneurie, Castruccio le força de se retirer, et *courut* la ville à la tête de sa cavalerie, pour la soumettre à son autorité (3). Cependant, il se préparait à entreprendre le siége de Pistoia. Le 13 mai, il envoya mille chevaux et un gros corps d'infanterie, avec ordre de s'emparer des avenues de la place; il fit avancer ensuite la milice de Pise, et bientôt il se rendit lui-même au camp, avec le reste de ses forces.

Les Florentins, irrités des vexations de Philippe de Sangénito, du pillage de Pistoia, et de ce que la souveraineté de cette ville, au lieu de leur être acquise, avait été réservée au duc de Calabre, avaient refusé d'approvisionner, à leurs frais, une conquête dont le lieutenant du duç venait de consumer tous les magasins. Ce-

(1) *Istorie Pistolesi anon.*, T. XI, p. 445. — *Giov. Villani*, L. X, c. 37, p. 634. — *Leon. Aretino*, L. V, p. 178. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 835.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 58, p. 656.

(3) *Ibid.*, L. X, c. 81, p. 648. — *Olenschlager Geschichte*, § 83, p. 204.

Lorsqu'un capitaine voulait s'assurer l'obéissance d'une ville, il en parcourait les principales rues à la tête de sa cavalerie, le casque en tête et la lance en arrêt. Il surprenait et renversait toutes les barricades, avant que les bourgeois eussent le temps de se rassembler pour les défendre, et il prenait possession de tous les lieux forts. Cette manière d'intimider les citoyens, et de les forcer à l'obéissance, s'appelait *courir une ville*.

pendant lorsqu'ils virent Castruccio en entreprendre le siége, ils regrettèrent leur obstination; ils rassemblèrent une forte armée pour ravitailler Pistoia, que trois cents cavaliers et mille fantassins, à leur solde, secondés par les Guelfes de la ville, défendaient avec vigueur (1). Le 13 juillet, l'armée florentine, composée de deux mille six cents gendarmes, et d'une infanterie que quelques-uns font monter à trente mille hommes (2), s'approcha de la ville assiégée, et envoya offrir à Castruccio le gage de la bataille. Le seigneur de Lucques accepta galamment le gant qui lui était envoyé, et il fixa le jour et le lieu du combat: mais comme il n'avait que seize cents gendarmes à opposer à l'armée ennemie, loin de se préparer à la bataille, il mit à profit le délai qu'il venait d'obtenir, pour se fortifier dans son camp, et en rendre l'attaque presque impossible. Lorsque les Florentins, au jour fixé, eurent attendu quelque temps l'armée lucquoise dans la plaine, et qu'ils virent qu'ils étaient joués, ils essayèrent de la forcer dans ses retranchements; mais ils en furent repoussés avec perte. Ils imaginèrent ensuite qu'ils obligeraient Castruccio à lever le siége et à venir défendre ses foyers, en transportant la guerre dans l'État de Pise, qu'ils mirent à feu et à sang. Mais Castruccio, assuré que Pistoia n'avait plus de vivres que pour quelques jours, laissa ravager les campagnes, et ne quitta point sa position. En effet, les assiégés, découragés par le départ de l'armée guelfe, capitulèrent, et ouvrirent leur ville au seigneur de Lucques, le 3 août 1328 (3).

« Lorsque Castruccio, dit Giovanni Villani, eut recouvré Pistoia, par sa grande prudence, sa persévérance et sa valeur, il » retourna dans sa ville de Lucques, comme un triomphateur » couvert de gloire. Il était alors au faîte de sa grandeur, plus » fortuné dans ses entreprises et plus redouté qu'aucun seigneur » ou tyran italien qui eût régné depuis bien des siècles. Il était » seigneur de Pise, de Lucques, de Pistoia, de la Lunigiane, » d'une grande partie de la rivière du Levant de Gênes, et de plus

(1) *Istorie Pistolesi*, p. 447. — *Giov. Villani*, L. X, c. 85, p. 649 — *Leonard Aretino*, L. V, p. 181. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 843

(2) *Beverini*, L. VI, p. 845.

(3) *Istorie Pistolesi*, p. 450 — *Giov. Villani*, L. X, c. 84, p. 650 — *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 81 — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 848.

» de trois cents châteaux fortifiés. Mais Dieu, selon l'ordre de » nature, égale le grand au petit, et le riche au pauvre. A la suite » des fatigues excessives auxquelles il s'était exposé dans le siége » de Pistoia, toujours couvert de son armure, tantôt à cheval, » tantôt à pied, pour surveiller les gardes, exciter les travail- » leurs, élever des redoutes, ouvrir des tranchées, et commencer » chaque ouvrage de ses propres mains, afin que chacun y tra- » vaillât malgré l'ardeur du soleil dans la canicule, il tomba » grièvement malade d'une fièvre continue, et une maladie sem- » blable se manifesta dans l'armée qu'il conduisait. »

Le personnage le plus considérable parmi ceux qu'enleva cette épidémie sous les yeux de Castruccio, fut Galéaz Visconti, autrefois seigneur de Milan. Louis de Bavière, à la sollicitation du duc de Lucques, lui avait rendu la liberté ainsi qu'à sa famille, le 29 mars précédent (1); et Galéaz servait alors à la solde de son protecteur. Il fut atteint par l'épidémie, au château de Pescia ; et là, cet homme, qui avait été seigneur de Milan et de sept autres grandes villes, savoir, Pavie, Lodi, Crémone, Come, Bergame, Novare et Verceil, réduit à n'être plus qu'un pauvre soldat à la merci de Castruccio, mourut en peu de jours, misérable et excommunié.

Cependant la maladie du seigneur de Lucques faisait des progrès : lui-même il sentit les approches de la mort, et il disposa de ses biens par son testament, laissant à son fils aîné, Henri, le duché de Lucques, tel que l'empereur l'avait institué (2). Il ordonna qu'au moment où il mourrait, ce fils se rendît à Pise, avec sa cavalerie, et courût la ville, pour s'en assurer la possession, ne commençant à mener le deuil que lorsqu'il aurait établi sa souveraineté. Après avoir fait ses dispositions, il rendit l'âme le samedi 3 septembre 1328.

Castruccio était fort et adroit de sa personne; sa taille était grande et élancée, son visage agréable, mais maigre, pâle et presque blanc; ses cheveux étaient droits et blonds, sa physionomie

(1) *Bonincont. Morigiæ Chron. Modoet.*, c. 37, p. 1159. — *Georgii Merulæ Histor. Mediol.*, L. II, p. 107.

(2) Castruccio laissait trois fils légitimes, encore en bas âge, Henri, Valérano et Jean, sous la tutelle de Pina, sa femme. Il avait aussi un bâtard nommé Ortino. *Beverini, Annal. Lucens.*, L. VI, p. 850

gracieuse; il était âgé, à sa mort, de quarante-sept ans. Parmi les tyrans, il passa pour valeureux et magnanime (1) : on loua sa sagesse et l'habileté de ses stratagèmes; la promptitude de ses décisions, sa constance dans la fatigue, sa vaillance dans les armes, sa prévoyance à la guerre, et son bonheur dans ses entreprises, qualités qui l'avaient rendu la terreur de ses rivaux. Mais pendant quinze ans qu'il gouverna Lucques, il donna plusieurs preuves de la cruauté de son caractère. Il livra à d'effrayantes tortures ceux qui lui étaient suspects, et il punit ses ennemis par des supplices atroces. Toujours désireux de nouveaux serviteurs et de nouveaux amis, il ne conservait point de reconnaissance pour ceux qui l'avaient assisté dans ses besoins passés; il paraissait même sévir avec plus de cruauté contre eux, comme pour se décharger de la dette qu'il avait contractée. Il devait aux Quartigiani sa première élévation, et nous avons vu qu'il les fit périr par un supplice épouvantable. Une autre famille de Lucques, les Poggi l'avaient délivré des mains de Néri de Faggiuola, et lui avaient frayé le chemin à la souveraineté; il saisit l'occasion d'une querelle privée dans laquelle ils étaient engagés, pour faire trancher la tête à deux d'entre eux (2).

La mort de Castruccio fut tenue cachée, selon ses ordres, jusqu'au dix septembre; et pendant ce temps, son fils aîné courut avec sa cavalerie les villes de Lucques et de Pise, et il mit en déroute les Pisans, partout où ceux-ci voulurent faire résistance. Il revint ensuite à Lucques pour les funérailles de son père, qui fut enseveli avec grande pompe, le 14 septembre, au couvent des frères mineurs de Saint-François (3).

La joie des Florentins fut extrême, lorsque la nouvelle de cette mort leur fut apportée; Louis de Bavière lui-même, sans les conseils et l'appui de Castruccio, ne leur paraissait plus un ennemi redoutable. Ils savaient que, resté à Rome sans lui, il n'était plus occupé que de vaines et ridicules cérémonies; que, par ses invec-

(1) *Et quidem is erat Castruccius, ut quoniam ita ferebant tempora, nullius manu libertas honestius periret.* Beverini, *Annales Lucens.*, L. VI, p. 749.

(2) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VI, p. 761

(3) *Giov Villani*, L. X, c 85, p. 653. — *Stor. Pistolesi*, p. 451. — *Vita Castruccii Antelminelli à Nic. Tegrimo*, p. 1342. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 83 — *Cronica di Pisa anon*, T XV, p. 1000.

tives contre le pape et l'Église, il avait aliéné ses plus zélés partisans, qu'il avait perdu le moment convenable pour attaquer le royaume de Naples ; que les troupes du roi Robert étaient venues l'insulter à Ostie ; que des hommes d'armes à lui avaient été défaits entre Todi et Narni ; que les Romains, lassés de son séjour, et irrités des contributions qu'il levait sur eux, s'étaient battus avec ses Allemands, et qu'enfin lorsque, le 4 août, il était parti de Rome pour venir en Toscane, la populace l'avait poursuivi avec des injures, ainsi que son antipape, avait jeté les traîneurs dans le Tibre, et avait accueilli, dès le lendemain, Bertoldo Orsino et Stéfano Colonna, qui étaient rentrés dans Rome avec les Guelfes, et qui avaient été faits sénateurs (1).

Cependant l'empereur s'était avancé jusqu'à Todi avec deux mille cinq cents chevaux, et il se préparait à suivre la route d'Arezzo pour traverser la Toscane. Son dessein était d'assiéger Florence avant qu'on y eût fait entrer les blés de la dernière récolte, et, s'il l'avait exécuté, il aurait pu réduire cette république à de fâcheuses extrémités. Mais il en fut détourné par l'arrivée d'une flotte sicilienne sur les côtes de Toscane ; elle était conduite par don Pédro, fils du roi Frédéric, et elle portait onze cents cavaliers catalans ou siciliens. Don Pédro venait rappeler l'empereur à l'entreprise qu'il avait concertée avec le roi de Sicile contre le roi Robert ; et il le fit solliciter de se mettre de nouveau en marche vers Naples. Louis retourna en effet en arrière, pour se rapprocher de la mer. A Cornéto, il rencontra don Pédro, et les deux princes s'abordèrent en se faisant des reproches mutuels. Louis accusait le Sicilien d'être venu trop tard, et celui-ci reprochait à l'empereur d'avoir trop tôt abandonné ses projets. Ils firent cependant quelques entreprises ensemble dans la Maremme. Mais pendant qu'ils étaient à Grosséto, Louis reçut, le 18 septembre, la nouvelle de la mort de Castruccio et de l'entreprise de son fils Henri sur Pise. Il partit aussitôt pour recouvrer cette ville, qui lui ouvrit ses portes avec empressement, pour se délivrer du joug des Lucquois (2).

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 96, p. 569.

(2) *Ibid.*, L. X, c. 102, p. 663. — *Cronica di Pisa*, p. 1000. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 64. — *Leon. Aretino*, L. V, p. 133.

Louis de Bavière avait perdu, presque en même temps que Castruccio, un autre de ses conseillers et de ses confidents : c'était Marsilio de Padoue, le théologien controversiste qui avait combattu l'autorité des papes, et qui avait eu une grande part aux procès intentés à Rome contre Jean XXII (1). Peu de jours après mourut aussi, le 9 novembre, Charles, fils du roi Robert, duc de Calabre, et seigneur des Florentins. Ce duc ne laissait que deux filles (2); et le roi son père n'avait point d'autre postérité masculine, en sorte que cette maison, longtemps l'appui du parti guelfe, semblait déjà menacée d'une prochaine destruction. Aussi les Guelfes les plus zélés de Florence en ressentirent-ils une profonde douleur; mais le peuple se réjouit de voir terminer, avant le temps fixé pour son expiration, le gouvernement des Apuliens, déjà souillé par beaucoup d'actes arbitraires et de concussions. Il se trouva heureux d'être délivré d'un seigneur qui n'était distingué ni par sa valeur ni par sa prudence, et qui, appelé à défendre Florence dans les circonstances les plus critiques, avait épuisé les trésors de l'État, et n'avait songé qu'à son faste et à ses plaisirs (3).

La mort vient rarement apporter le repos au malheureux, lorsqu'il gémit dans l'excès de sa souffrance : plus rarement elle frappe celui contre lequel les hommes invoquent les vengeances du ciel. Ses arrêts inattendus atteignent le juste dont les vertus excitent les plus vifs regrets, tandis que le grand coupable ne périt que lorsque l'on commençait à oublier ses crimes. Mais dans l'histoire florentine, la mort s'est présentée fréquemment comme libératrice de la république. La mort de Henri VII sauva Florence de la colère provoquée de ce redoutable empereur; la mort de Castruccio la délivra du plus vaillant guerrier, du plus profond politique, de l'ennemi le plus redoutable qui eût encore porté les armes contre elle; la mort du duc de Calabre l'affranchit de la domination des Napolitains, au moment où leur secours avait cessé de lui être nécessaire.

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 104, p. 665.

(2) La seconde de ces filles, Marie, ne naquit qu'après la mort de son père.

(3) *Giov. Villani*, L. X, c. 109, p. 669. — *Cronica Sanese di Andr. Dei*, p. 84.

CHAPITRE IV.

GRANDEUR DE FLORENCE. — RETRAITE DE LOUIS DE BAVIÈRE; RUINE DE SES ANCIENS ALLIÉS. — CAMPAGNES EN ITALIE DU ROI JEAN DE BOHÊME. — 1328 A 1333.

Une nouvelle époque de grandeur et de gloire commença pour la république florentine, à la mort de Castruccio : du moment où Florence fut délivrée de ce redoutable ennemi, elle domina sur tout le reste de l'Italie, par la vigueur de ses conseils et la profondeur de sa politique. Toujours prête à protéger les faibles et les opprimés, toujours prête à opposer aux usurpateurs une résistance indomptable, la seigneurie de Florence se considéra comme gardienne de la balance politique de l'Italie, et comme particulièrement chargée de conserver aux souverains leur indépendance, aux peuples des gouvernements de leur choix.

Il faut chercher dans le caractère même d'une nation les motifs de la conduite habituelle de son gouvernement, surtout s'il est démocratique. Les qualités distinctives des Florentins les rendaient propres au rôle brillant dont ils se chargèrent; et l'Athènes de l'Italie rappelle celle de la Grèce, autant par le génie de son peuple que par les chefs-d'œuvre qu'on lui vit produire.

Le Florentin était reconnu pour avoir l'esprit le plus délié parmi tous les peuples de l'Italie : dans la société il était railleur, et saisissait avec vivacité le ridicule; dans les affaires, sa perspicacité lui faisait découvrir avant les autres la voie la plus courte pour arriver à son but, et apprécier mieux les avantages et les inconvénients de chaque parti; dans la politique, il devinait les projets de ses ennemis, il prévoyait de bonne heure la suite de leurs actions et la marche des événements. Cependant son caractère était plus ferme et sa conduite plus mesurée qu'une telle vivacité d'esprit n'aurait pu le faire supposer. Il était lent à se déterminer, il n'en-

treprenait les choses hasardeuses qu'après une mûre délibération; et lorsqu'il s'était engagé, il persistait dans ses déterminations avec une constance inébranlable, malgré des échecs inattendus. Dans la littérature, le Florentin réunissait la vivacité à la force du raisonnement, la gaieté à la philosophie, et la plaisanterie aux plus hautes méditations. La profondeur de son caractère avait conservé chez lui la disposition à l'enthousiasme, et la raillerie avait formé son goût : la sévérité du public, contre le ridicule, avait établi sur les lettres et les arts une législation non moins sévère.

L'école florentine de peinture, qui florissait alors, porte l'empreinte d'un génie créateur; mais les écarts de ce génie lui-même étaient réprimés. Le peintre qui devinait le ciel, et qui osait représenter les élus dans leur gloire, consultait cependant et craignait la censure de la place publique Giotto, vers cette époque, travaillait à Florence. Fils d'un paysan des montagnes, il avait reçu de la république le droit de cité et une pension considérable. Avec une diligence qui tient du prodige, il ornait toutes les églises de tableaux bien supérieurs à ceux qu'on avait vus avant lui; et cependant toutes les villes de l'Italie montraient aussi avec orgueil quelques-uns de ses ouvrages. C'était lui qui avait donné le modèle du beau clocher de la cathédrale de Florence. De nombreux élèves auxquels il enseignait son art étaient destinés à perpétuer la gloire de son nom (1). Stéfano, André de Cione, Buffalmaco, et Taddéo Gaddi, formés par ses leçons, sont arrivés à une haute célébrité.

Mais ce qui distinguait le peuple de Florence, plus que le génie des beaux-arts, plus que le talent littéraire, c'était son amour inébranlable pour la liberté. Sa jalousie du pouvoir le faisait résister avec force à toutes les espèces d'aristocraties; et son talent pour les combinaisons politiques le ramenait toujours vers le même but, par vingt essais de constitutions différentes. Il savait en même temps circonscrire le pouvoir des chefs, et se mettre en garde contre les orages des assemblées populaires.

[1328] La mort du duc de Calabre fut, pour les Florentins, une occasion nouvelle de réformer leur constitution, et de balancer,

(1) *Vasari, Vita di Giotto*, P. 1, p. 302.

les uns par les autres, les pouvoirs divers qu'ils devaient employer. Les parlements, ou assemblées générales des citoyens sur la place publique, avaient plus souvent servi à bouleverser les lois qu'à les maintenir : aussi les bons citoyens se proposaient-ils toujours d'appeler le peuple à exercer la souveraineté par des représentants légitimes, plutôt que par lui-même ; de consulter son opinion, plutôt que de compter ses suffrages : car l'opinion publique n'existe point, elle n'a pas le temps de se former dans le pays où le régime démocratique la convertit immédiatement en loi, et lorsque tous sont consultés sur ce qui n'a occupé la pensée que d'un petit nombre, la plupart décident avant d'avoir un avis à eux. Les Florentins, avec une jalousie égale à celle des citoyens d'Athènes, ne voulaient point reconnaître que la naissance, le rang, les emplois, rendissent dans la nation une certaine classe plus propre que les autres à gouverner. Mais ils n'exigeaient pas que la nation tout entière fût en même temps souveraine et sujette. Ils voulaient tous parvenir successivement à la magistrature ou aux conseils ; mais ils consentaient que la magistrature et les conseils, pendant la durée de leur règne, décidassent seuls au nom de la nation.

Même avec cet amour exagéré de l'égalité, ils étaient forcés de reconnaître que beaucoup de citoyens ne pourraient être appelés au gouvernement, sans l'avilir par leur basse condition, leurs manières vulgaires, ou leur manque de talents. Ils ne voulurent point cependant les écarter par des lois générales qu'ils auraient regardées en même temps comme humiliantes pour ceux qu'elles atteignaient, et comme insuffisantes : ils préférèrent n'accorder les places qu'à ceux qu'une autorité nationale indiquerait comme dignes de les occuper ; ils demandèrent donc qu'avant tout, une liste générale de tous les citoyens éligibles, guelfes, et âgés de trente ans, fût formée par le concours de cinq magistratures indépendantes, dont chacune représentait un intérêt national. Les prieurs, au nom du gouvernement, les gonfaloniers, au nom de la milice, les capitaines de parti, au nom des Guelfes, les juges du commerce, au nom des marchands, et les consuls des arts, au nom de l'industrie, indiquaient, chacun à leur tour, les citoyens qu'ils jugeaient dignes des honneurs publics. Des adjoints, tirés de la masse du peuple, secondaient ces électeurs, pour empêcher qu'aucun citoyen ne fût oublié ou exclu par surprise de cette pré-

sentation : mais celui que personne n'avait cru assez recommandable pour l'indiquer, n'était jamais appelé aux magistratures.

La liste des éligibles était ensuite soumise à la révision d'une balie. On formait ce corps électoral par la réunion de tous les magistrats, au nombre de quatre-vingt-dix-sept (1) ; et il fallait réunir soixante-huit suffrages pour être inscrit sur la liste des prieurs. Les bons-hommes, les consuls des arts, et les gonfaloniers de compagnies, étaient élus de la même manière. Enfin les quatre anciens conseils furent abolis, et on leur en substitua deux nouveaux : celui du peuple, composé de trois cents membres, qui devaient faire preuve qu'ils étaient guelfes et plébéiens ; et le conseil de commune, composé de cent vingt-cinq nobles, et d'autant de citoyens de l'ordre populaire. Tous les quatre mois, ces deux conseils étaient renouvelés (2).

Ainsi tous les grands intérêts de l'État furent représentés dans le gouvernement, la noblesse et le peuple, le commerce et les manufactures, chacun des corps militaires, chacun des métiers, chacun des quartiers de la ville. La souveraineté resta tout entière à la nation, sans que la nation fût assemblée : la volonté du peuple décida toutes les grandes questions, mais ce fut après avoir été préparée et mûrie par les délibérations préliminaires de la magistrature et des conseils.

Le même esprit de liberté qui avait présidé à la formation de la constitution, présidait à la conduite de l'État, dans ses relations extérieures. Les Florentins, après avoir échappé eux-mêmes au danger dont les menaçait Castruccio, résolurent de délivrer du joug des tyrans les peuples leurs voisins. Après avoir vu le Bavarois menacer l'indépendance de l'Italie, ils résolurent de s'opposer à l'établissement de toute puissance étrangère en deçà des Alpes.

Louis de Bavière était encore lui-même sur les frontières de la république florentine ; et il avait convoqué à Pise, pour le 13 décembre 1328, une assemblée des principaux chefs du parti gibelin : mais il ne sut les occuper que des procès intentés au pape

(1) Savoir, six prieurs, douze bons-hommes, dix-neuf gonfaloniers de compagnies, vingt-quatre consuls des arts, et six députés de chacun des six quartiers. La balie était présidée par le gonfalonier de justice.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 110, p. 670. — *Leonardo Aretino*, L. V, p. 165.

d'Avignon, par son antipape Nicolas V (1), tandis que la cavalerie florentine vint, à deux reprises, l'insulter jusque sous les murs de Pise. En perdant Castruccio, Louis de Bavière avait perdu son meilleur conseil et son principal appui. Il manquait d'argent pour maintenir une armée si loin de son pays, et quelquefois il en cherchait par les voies les plus perfides et les plus honteuses (2) : aussi se voyait-il doublement décrié, pour sa pauvreté, et pour la tromperie et l'ingratitude auxquelles sa pauvreté l'avait réduit (3).

Il venait, pendant son séjour à Rome, de faire enlever et mettre à la torture Salvestro de Gatti, seigneur de Viterbe, pour lui faire révéler le lieu où il cachait ses trésors. Ce seigneur gibelin était cependant le premier dans l'État de l'Église qui eût ouvert volontairement une place forte à l'empereur (4). Il tâchait en ce moment de tirer de l'argent des Visconti, et de recueillir de nouveaux fruits de la trahison dont il avait usé envers eux. Le 6 juillet de l'année précédente, il avait arrêté Galéaz, qu'on lui dénonçait comme ayant traité avec les Guelfes ; mais il n'avait pas même eu de prétexte pour faire saisir le fils et les frères de ce seigneur, qu'il avait aussi jetés dans les cachots de Monza. Il avait enfin cédé, après huit mois, aux sollicitations de Castruccio, en faveur des Visconti, et il avait délivré ses prisonniers le 25 mars 1328 : mais il avait laissé mourir le chef valeureux de cette famille, dans l'exil et la pauvreté. Après sa mort, il traitait avec les survivants du prix auquel il leur rendrait la souveraineté qu'il leur avait

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 113 et 114, p. 672.

(2) Sur la demande du duc Maximilien de Bavière, Jean-George Herwart, son chancelier, écrivit un ouvrage en 1618 pour défendre Louis IV contre les imputations des Guelfes, et surtout de Bzovius, continuateur des *Annales ecclésiastiques*. C'est un gros livre in-4°, de 1000 à 1200 pages, imprimé à Munich. Il est écrit avec plus d'emportement que de raison, et ne peut suffire à rétablir la réputation justement ternie de l'empereur.

(3) Pétrarque fait allusion à cette ingratitude et à cette perfidie, dans la canzone *Italia mia*, composée lorsque les Florentins songèrent à rappeler en Italie Louis de Bavière, en 1341.

Ne v'accorgete ancor per tante prove
Del Bavarico inganno
Che alzando 'l dito con la morte scherza.

(4) *Giov. Villani*, L. X, c. 65, p. 659.

ravie. Il voulait de l'argent, et en même temps il demandait un gage de la fidélité future de ceux qu'il avait si cruellement offensés. Pour lui complaire, Jean Visconti, le troisième des fils du grand Mattéo, accepta le chapeau de cardinal des mains de l'antipape Nicolas V; et, tandis que son neveu Azzo marchandait sur le prix qu'il donnerait pour recouvrer Milan, un événement imprévu hâta la conclusion du traité (1).

Toutes les troupes de l'empereur se plaignaient de n'être point payées; mais les plus impatients parmi ses soldats, étaient les Saxons et les habitants de l'Allemagne inférieure, qui déjà, dans l'État de Rome, avaient été sur le point d'en venir aux mains avec leurs compatriotes. Ils songèrent enfin à surprendre une place forte, pour qu'elle leur servît comme de nantissement de leur solde; et le 29 octobre 1328, huit cents chevaliers de la Basse-Allemagne, avec beaucoup de gens de pied, se dirigèrent tout à coup vers Lucques, pour s'en emparer (2). L'empereur eut à peine le temps de leur faire fermer les portes de cette ville. Après avoir pillé les faubourgs de Lucques et les villages du val de Niévole, ce corps de Saxons vint s'établir sur la montagne du Cerruglio, la plus haute des collines qui séparent la plaine du marais de Fucecchio d'avec celle du lac de Bientina. Ils se fortifièrent dans cette position, à peine éloignée de quinze milles de Pise, et de douze de Lucques; de là ils dominaient les plaines du val de Niévole, et celles du val d'Arno Florentin, et ils commandaient l'entrée des territoires de Pise et de Lucques. Alors, menaçant également les Guelfes et les Gibelins, ils mirent à l'enchère leurs services et leur inimitié (3).

Louis de Bavière, inquiet de leur défection, et voulant les rappeler à lui, se détermina enfin à conclure sa longue négociation avec les Visconti, et à rendre à Azzo le titre de vicaire impérial, à Milan, en lui faisant ouvrir les portes de cette ville. Azzo Visconti promit de payer cent vingt-cinq mille florins à l'empereur, pour prix de cette concession; et son oncle Marc se rendit auprès des Allemands du Cerruglio, pour les instruire de ce traité, et leur

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 117, p. 674.
(2) *Ibid.*, c. 107, p. 668.
(3) *Barth. Beverini, Annal. Lucenses*, L. VII, p. 858.

faire prendre patience jusqu'à ce que l'argent promis fût arrivé de Milan. Mais les Allemands, après avoir attendu quelques jours, arrêtèrent Marco Visconti lui-même, afin qu'il leur servît de gage de l'argent qu'il leur annonçait (1).

L'empereur chercha d'autre part à tirer des contributions des pays que Castruccio avait gouvernés. Ses enfants portaient, par la concession de Louis, le titre de ducs de Lucques, et cette ville leur obéissait encore; mais plusieurs familles républicaines, les Honesti, les Pozzinghi et les Salamoncelli cherchaient à rétablir l'ancienne forme du gouvernement (2). Louis de Bavière, sous prétexte de protéger les jeunes orphelins, dont il était le tuteur naturel, entra dans Lucques, où il fut admis sans défiance, le 16 mars 1329. Tout à coup il donna ordre à son maréchal de courir les rues avec sa cavalerie, en signe de prise de possession. Les Allemands attaquèrent les barricades qu'on éleva contre eux; ils brûlèrent les maisons des Pozzinghi où on leur opposa de la résistance, et le feu, se communiquant aux édifices voisins, réduisit en cendres tout le quartier de Saint-Michel, le plus riche de la ville. L'empereur vendit ensuite Lucques, pour le prix de vingt-deux mille florins, à François Castracani, parent, mais ennemi de Castruccio et de ses fils (3).

Philippe Tédici, qui avait vendu Pistoia à Castruccio, voulut au moins conserver la seigneurie de cette ville aux jeunes Castracani : mais les Panciatichi, anciens chefs du parti gibelin, s'y opposèrent par les armes; et Tédici fut chassé de Pistoia avec les soldats de Castruccio. Ainsi fut détruite en peu de mois la souveraineté fondée par ce prince si vaillant et si habile, qui avait fait trembler tous les Guelfes de l'Italie. Ses fils, proscrits des villes où il avait régné, furent obligés de se cacher dans les châteaux des Apennins, jusqu'au temps où, parvenus à l'âge de porter les armes, ils firent le métier de *condottieri*. Les États divers qu'il avait réunis en un seul, se séparèrent pour être successivement asservis; leur puissance passée n'avait tenu qu'à une seule vie. Les peuples que Castruccio avait animés de son ardeur guerrière, se

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 117, p. 675.
(2) *Beverini*, *Annales Lucens.*, L. VII, p. 867-830
(3) *Istorie Pistolesi anonime*. T. XI. p. 453. — *Giov. Villani*, L. X, c. 125, p. 679.

trouvaient épuisés par les combats auxquels il les avait conduits; leurs trésors étaient dissipés, leur jeunesse avait péri sur le champ de bataille, et quarante ans d'esclavage furent, pour les Lucquois, la conséquence et la punition du rôle trop brillant qu'ils avaient joué.

Louis de Bavière, indifférent à la ruine qu'il avait attirée sur les enfants de son plus fidèle serviteur, se détermina enfin, le 11 avril, à abandonner la Toscane. Chaque jour il voyait diminuer son crédit dans cette province; il ne pouvait ramener sous ses étendards les Saxons fortifiés au Cerruglio; il craignait de les voir passer au service de la république florentine, et d'éprouver alors des revers plus humiliants. Il confia la garde de Pise à Tarlatino de Piétra-Mala, un des seigneurs d'Arezzo; il lui laissa environ six cents chevaux allemands, et, avec le reste de ses troupes, il s'achemina vers la Lombardie (1).

Aussi longtemps que l'empereur avait été en Toscane, les Florentins avaient eu besoin de garder chez eux toutes leurs forces, pour se mettre en garde contre lui; mais, dès qu'ils le virent s'éloigner, ils commencèrent à tirer parti de la haine que ce monarque avait inspirée aux peuples. De toutes les conquêtes de Castruccio, aucune ne les avait plus alarmés que celle de Pistoia, qui ouvrait aux Gibelins tous les passages des montagnes, et l'entrée dans la plaine même de Florence. Mais les Panciatichi, chefs des Gibelins de Pistoia, après avoir chassé les Tédici, qu'ils regardaient comme des traîtres, firent eux-mêmes des avances au gouvernement florentin, pour se réconcilier avec lui. Ils entamèrent la négociation avec la république, par le moyen de Pazzino des Pazzi leur parent; et le 24 mai 1329, la paix fut signée entre Pistoia et Florence. Les Pistoiois abandonnèrent tous leurs droits sur Montémurlo, Carmignano, Artimino et Vitolino, forteresses que les Florentins leur avaient précédemment enlevées : ils s'engagèrent, à perpétuité, à tenir pour amis les amis de Florence, pour ennemis ses ennemis; et ils consentirent, pour sûreté de leur ville, à recevoir dans leurs murs un capitaine florentin avec une petite garnison (2). Depuis ce traité, Pistoia, quoique considérée

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 128, p. 680.

(2) *Istorie Pistolesi anonime*, T. XI, p. 456. — *Giov. Villani*, L. X, c. 136, p. 682.

toujours comme ville alliée et non sujette, cessa d'avoir une existence indépendante, et ses habitants cessèrent de se gouverner en peuple libre.

La province la plus riante de la Toscane, le val de Niévole, soumis par les Lucquois, en 1281 (1), avait obéi à Castruccio. Deux rivières peu considérables, mais que les chaleurs de l'été ne tarissent jamais, la Pescia et la Niévole, répandent la fertilité dans le fond de cette belle vallée, qui se revêt, chaque année, des plus riches moissons. Les collines qui l'entourent, couvertes d'oliviers et de vignes, produisent l'huile la plus précieuse et les meilleurs vins de Toscane; elles sont couronnées par des forteresses, dont les vieilles tours, revêtues de lierres et de câpriers, s'élèvent entre les châtaigniers et les cyprès. Ces châteaux n'appartenaient point à la noblesse immédiate; mais les propriétaires de la vallée s'y étaient réunis pour leur sûreté; une enceinte commune servait à la défense de leurs demeures et de leurs effets les plus précieux; et, sans sortir de leurs remparts, les habitants pouvaient, dans ce ravissant paysage, surveiller leurs moissons de la plaine ou les travaux de leurs laboureurs. Chaque bourgade avait un gouvernement municipal; et, avant d'être assujettis aux Lucquois, ces petits peuples, si rapprochés que d'un château on pouvait être entendu dans le château voisin, s'étaient quelquefois fait la guerre, ou avaient conclu entre eux des alliances. Après la mort de Castruccio, désirant séparer leur sort de celui de Lucques, ils formèrent entre eux une ligue pour assurer leur indépendance: mais l'exemple des Pistoiois les engagea bientôt à rechercher l'alliance et la protection de Florence; et le 21 juin 1329, un traité de paix perpétuelle fut signé entre la république, d'une part, et les châteaux de Pescia, Montécatini, Buggiano, Uzzano, Colle, Cozzile, Massa, Monsummano et Montévetturini, de l'autre. Ceux-ci s'engagèrent à n'avoir d'autres amis que les amis des Florentins, d'autres ennemis que leurs ennemis, et à obéir au capitaine que la république leur enverrait (2).

L'occasion de faire une acquisition plus importante parut alors

(1) *Giov. Villani*, L. VII, c. 76, p. 238 — *Prosper Omero Baldasseroni, Istoria di Pescia*, un vol in-8°.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 135, p. 685.—*Beverini*, *Annal. Lucens.*, L. VII, p. 864

se présenter à la république florentine. On offrit de lui vendre la ville même de Lucques. Les Allemands qui avaient abjuré l'autorité de l'empereur, et qui s'étaient retranchés au Cerruglio, lorsqu'ils virent Louis de Bavière parti, jugèrent convenable de se donner un chef qui connût l'Italie et la politique italienne. Ils firent choix de Marco Visconti, que peu de jours auparavant eux-mêmes avaient arrêté, mais qui, dès longtemps, s'était rendu cher à plusieurs de leurs compatriotes par sa bravoure et ses talents militaires, et que son caractère inquiet et entreprenant semblait rendre propre à conduire une bande d'aventuriers. Marc Visconti, en effet, ne fut pas plus tôt à la tête de cette troupe redoutable, qu'il entama des négociations avec tous ses voisins, avec le gouvernement de Florence, avec les Allemands en garnison à Lucques, et avec les citoyens de Pise, qui étaient las de l'oppression.

Le premier effet de ses menées secrètes fut la prise de Lucques. L'empereur avait laissé trois cents chevaliers allemands à François Castracani des Interminelli, son vicaire dans cette ville, mais ces troupes furent séduites par les Allemands du Cerruglio : d'autres gendarmes de la même nation, qui avaient servi sous Castruccio, et qui étaient demeurés en garnison dans la forteresse de Lucques, promirent de favoriser les fils de leur duc, que Marc Visconti fit venir dans son camp; et, dans la nuit du 15 avril, la ville et sa forteresse furent ouvertes aux Allemands du Cerruglio. Les citoyens furent désarmés; et la seigneurie de cette nouvelle conquête fut décernée à Marc Visconti (1). Cependant les Allemands, auxquels il devait sa souveraineté, ne subsistaient que par le brigandage; le territoire de Lucques, qu'ils dévastaient, et la ville, épuisée par ses guerres précédentes, ne pouvaient suffire à les entretenir (2). Eux-mêmes désiraient retourner en Allemagne; et ils étaient prêts à livrer Lucques à quiconque leur payerait les soldes accumulées qui leur étaient dues par l'empereur, et qui, à les en croire, montaient à quatre-vingt mille florins Pour ce prix, ils envoyèrent offrir aux Florentins la ville dont ils s'étaient rendus maîtres. Mais leur proposition fut rejetée, soit que les prieurs de la république ne voulussent pas enrichir de leurs trésors Marc

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 129, p. 681
(2) *Beverini*, *Annales Lucens.*, L. VII, p. 861

Visconti et les fils de Castruccio, leurs ennemis (1); soit qu'une défiance mutuelle empêchât les Florentins et les Allemands de conclure, les uns ne voulant pas livrer l'argent avant d'avoir l'entrée de la ville, les autres ne voulant pas ouvrir la ville avant d'avoir reçu l'argent (2); soit enfin qu'une jalousie secrète contre le premier négociateur chargé de ce traité par la seigneurie, mit obstacle à son accomplissement (3).

Sur ces entrefaites, un second complot de Marc Visconti éclata dans Pise. Cette ville, si longtemps fidèle aux empereurs, et qui avait fait pour leur cause de si énormes sacrifices, avait été traitée par Louis de Bavière avec autant d'ingratitude que les autres États gibelins. Le droit des gens avait été violé envers ses ambassadeurs, la ville avait été assiégée, sa capitulation foulée aux pieds, la seigneurie conférée tour à tour à l'impératrice, à Castruccio, à Tarlatino de Piétra Mala; enfin, des contributions extraordinaires avaient été imposées sans mesure sur ses habitants, et elles avaient fait succéder une misère universelle à l'ancienne opulence. Marc Visconti traita des moyens de délivrer Pise avec le comte Fazio, ou Boniface de la Ghérardesca, chef du parti plébéien; il lui envoya une compagnie de gendarmes pour l'assister : par leur moyen, le comte Fazio chassa de Pise le vicaire impérial avec ses soldats, et rétablit, au mois de juin 1329, le gouvernement indépendant de la république (4).

Marc Visconti cependant ne se croyait pas en pleine sûreté au milieu des Allemands qui l'avaient nommé leur chef; et il vint en personne à Florence pour renouveler le traité de la vente de Lucques. Pendant ce temps, ses lieutenants entamèrent avec les Pisans une négociation semblable; et ces derniers, empressés de prévenir les Florentins dans une acquisition si importante, conclurent le marché pour le prix de soixante mille florins, et en livrèrent précipitamment treize mille pour servir d'arrhes, sans avoir eu la précaution de se faire donner des ôtages. Les Alle-

(1) *Leon. Aretino, Stor Flor*, L VI, p. 187.—*Macchiavelli Storia Flor*, L. II, p. 151.

(2) *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 86.—*Beverini*, *Annales Lucens.*, L. VII, p. 863.

(3) *Giov Villani*, L X, c. 129, p. 681.

(4) *Ibid.*, L X, c. 133, p 685

mands se jouèrent de leur parole, et refusèrent d'ouvrir la ville : les Florentins, jaloux de la tentative des Pisans, firent immédiatement avancer leurs troupes pour y mettre obstacle; et les Pisans, qui venaient de perdre une somme considérable, et qui avaient en même temps pour ennemis les Allemands de Tarlatino, qu'ils avaient chassés, et ceux de Lucques, qui les avaient trompés, furent obligés de faire la paix avec Florence, le 12 août 1329, et de renoncer à l'acquisition de Lucques (1).

Les Allemands renouvelèrent encore une fois leur offre de vendre Lucques aux Florentins; et comme la seigneurie n'avait pas voulu accepter ce marché, plusieurs riches citoyens formèrent une société dans laquelle entra Giovanni Villani, notre historien, pour acheter Lucques de leurs deniers. Ils avaient trouvé entre eux cinquante-six mille florins : les marchands émigrés de Lucques, qui désiraient tirer leur patrie de l'oppression où elle gémissait, en ajoutaient dix mille; et l'on demandait seulement à la seigneurie d'en fournir quatorze mille; à cette condition on lui aurait remis la garde des murs et de la citadelle. Ceux qui avaient avancé l'argent se seraient ensuite remboursés sur les gabelles des portes de Lucques. Mais un inconcevable aveuglement frappa cette fois la seigneurie, pour l'ordinaire si sage, et lui fit rejeter ces propositions. Elle craignit le ridicule qu'on jetterait sur une nation de marchands, qui, au lieu de soumettre ses ennemis par les armes, ne savait que les acheter. « Sans doute, dit Villani, les péchés des Florentins avaient mérité d'être châtiés, par une nouvelle guerre, à l'occasion de Lucques : car quelle vengeance pouvions-nous tirer des Lucquois, et plus honorable et plus haute, que de les acheter comme esclaves, comme pis qu'esclaves, eux, leurs biens et leurs possessions, pour leur garantir ensuite la paix sous notre joug, leur pardonner, et les rendre de nouveau libres et nos égaux, comme ils l'étaient anciennement (2) ? »

Sur ces entrefaites, un émigré gibelin de Gênes, nommé Ghérardino Spinola, entra en traité avec les aventuriers allemands,

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 136, p. 686. — *Cronica di B. Marangoni di Pisa*, p. 675. — *Beverini, Annales Lucens.*, L. VII, p. 865.
(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 142, p. 689.

pour l'achat de Lucques; et ces soldats, impatients de retourner dans leur patrie, lui livrèrent enfin la ville, le 2 septembre, pour le prix de trente mille florins. Les Lucquois se soumirent à son autorité, moins insupportable pour eux que celle de la soldatesque à laquelle il succédait; et les Florentins, qui lui déclarèrent la guerre, loin de faire sur lui quelques conquêtes, se virent enlever par les Gibelins les deux châteaux de Collodi et de Montécatini (1).

A la réserve de cette guerre peu dangereuse, la paix et l'ordre étaient rétablis dans tout le reste de la Toscane. La république de Pise elle-même avait cherché à se réconcilier avec le parti guelfe et le pape. Dans cette vue, elle avait obligé l'antipape, Nicolas V, à se retirer loin de ses murs: ensuite elle le fit saisir dans un château de la Maremme, où il se cachait, et elle l'envoya prisonnier à Avignon. Jean XXII pleura de joie d'avoir entre ses mains ce rival dangereux: il le retint, pendant le reste de sa vie, dans une prison honorable; et, pour prix du service important que les Pisans lui avaient rendu, il les admit de nouveau dans la communion de l'Église (2).

Mais la Lombardie, dans laquelle Louis de Bavière avait conduit son armée, n'était pas exempte de révolutions; et les Florentins, qui ne cherchaient point à établir leur domination sur cette contrée, ne voyaient pas cependant sans inquiétude quelques princes s'y élever rapidement à un pouvoir menaçant, quelques autres tomber non moins rapidement dans la dépendance ou le malheur.

L'un des chefs les plus redoutés du parti gibelin avait déjà cessé d'exister, lorsque Louis de Bavière, à son retour de Toscane, rentra dans cette contrée. Passérino de Bonacossi, seigneur de Mantoue et de Modène, avait perdu la dernière de ces deux villes par une sédition populaire, dès le 5 juin 1327 (3). Les Guelfes et le légat Bertrand du Poïet étaient accourus au secours des insurgés, qui leur avaient ouvert leurs portes. Mais Passé-

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 143, p. 690. — *Leon. Aretino*, L. VI, p. 101. — *Beverini*, *Annales Lucens.*, L. VII, p. 860.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 102, p. 702

(3) *Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*, T. XV, p. 588. — *Chron. Mutinense Bonifacii de Morano*, T. XI, p. 113

rino était demeuré souverain de Mantoue : depuis plus de quarante ans cette ville était soumise à sa famille. Défendue contre une agression étrangère par les lacs au milieu desquels elle est située, Mantoue paraissait aussi n'avoir à redouter aucune révolution intérieure. Le peuple avait perdu depuis longtemps le souvenir d'une liberté qu'il avait à peine connue; les grands étaient soumis : ils étaient caressés par le seigneur, et admis à sa confidence; enfin on connaissait la prudence, la richesse et la valeur du prince, qui passait pour le mieux affermi sur son trône de tous les seigneurs lombards (1). Une offense privée, suite de l'arrogance du fils de Passérino, suffit pour causer sa ruine.

Les mœurs des jeunes gens, sévères dans les républiques, étaient licencieuses dans les principautés lombardes. Les seigneurs eux-mêmes auraient redouté l'austère indépendance d'un homme chaste et sobre. L'exemple de la cour invitait à la mollesse; et les gentilshommes, pour qui aucune carrière ne demeurait ouverte, faisaient des plaisirs leur unique affaire. Les fils de Passérino avaient pour amis et pour compagnons de débauche ses trois cousins, les fils de Louis de Gonzaga; l'un de ceux-ci cependant ayant excité la jalousie du prince, le jeune Bonacossi, dans sa brutale colère, jura de venger, sur la propre femme de Filippino Gonzaga, l'infidélité supposée de sa maîtresse, et de la déshonorer sous les yeux de son mari (2).

Les trois frères Gonzaga, et leur ami le comte Albert Saviola, se concertèrent pour prévenir une si mortelle injure, ou pour punir le fils du tyran d'avoir osé les en menacer. Ils demandèrent secrètement des secours à Cane della Scala, seigneur de Vérone, et ils en obtinrent; car les princes voisins, toujours jaloux les uns des autres, étaient toujours prêts à se nuire mutuellement. Filippino Gonzaga s'était retiré dans ses terres, sous prétexte de soigner ses moissons; et il avait choisi, pour y travailler, des ouvriers sur le courage et l'affection desquels il pouvait compter. Dans la nuit du 14 août 1328, il leur distribua des armes; il les réunit aux gendarmes que Cane della Scala lui avait prêtés, et il les conduisit devant la porte de Marmirolo, que son frère s'était fait

(1) *Chronicon Modoetiense*, T. XII, L. II, c. 41, p. 1150

(2) *Platina, Histor. Mantuæ*, T. XX, L. II, p. 727.

ouvrir, sous le prétexte d'une intrigue de galanterie qui l'appelait la campagne. La garde de la porte fut surprise ; et les conjurés traversèrent la ville en appelant le peuple à secouer le joug de Passérino et à détruire ses gabelles. Ce seigneur, qui accourut à cheval au-devant de ses ennemis, fut tué sur la place ; son fils fut jeté dans une prison dans laquelle il avait fait mourir le vieux seigneur de la Mirandola, et il y fut tué par le fils de ce gentilhomme. Louis de Gonzaga, beau-frère de Passérino et père des conjurés, fut proclamé par eux seigneur de Mantoue (1). Ses descendants ont conservé leur souveraineté sur cette ville jusqu'au commencement du siècle dernier.

[1329]. Louis de Bavière n'entreprit point de venger Passérino de Bonacossi : au contraire, il nomma Louis de Gonzaga vicaire impérial, comme l'avait été son prédécesseur ; et il l'invita au congrès des seigneur gibelins qu'il avait convoqué pour le 21 avril 1329, à Marchéria. Cane della Scala, Gonzaga, et les seigneurs de Come et de Crémone, y assistèrent, ainsi que les autres chefs du parti, en Lombardie (2) : mais Azzo Visconti refusa de s'y rendre. Ce prince, allié des fils de Castruccio, réclamait contre l'ingratitude avec laquelle l'empereur les avait traités ; il voyait dans leur sort l'image de celui qui lui était destiné, si Louis entrait dans Milan, et il préférait être en guerre ouverte avec lui, plutôt que de se reposer sur un traité avec un homme sans foi. Dès qu'il apprit l'approche de l'empereur, il fortifia Milan et Monza, pour être en état de lui résister ; et il invita les citoyens à se défendre, leur annonçant que de quatre mille hommes d'armes qui suivaient Louis, deux mille, dans leur misère, avaient vendu leurs chevaux, et comptaient, pour se remonter, sur le pillage de Milan. Les Milanais, en effet, secondèrent leur seigneur de toutes leurs forces ; et Louis, après plusieurs tentatives inutiles pour les surprendre, accepta quelque argent que lui offrit Visconti, et alla porter la guerre dans la Lombardie d'outre-Pô (3).

Louis de Bavière remporta quelques avantages dans cette cam-

(1) *Cronica Miscella di Bologna*, p. 349. — *Giov. Villani*, L. X, c. 90, p. 662. — *Bonifasio di Morano*, *Chr. Mutinense*, T. XI, p. 116.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 128, p. 681.

(3) *Chronicon Modoetiense*, c. 40, p. 1158. — *Georgii Merulæ*, *Histor. Mediol.*, L. III, p. 111.

pagne, moins par son habileté que par l'imprudence de son adversaire, le cardinal Bertrand du Poïet. Celui-ci, ayant fait arrêter comme ôtage Orlando de Rossi, un des seigneurs de Parme et des chefs du parti guelfe, les villes de Pavie, de Parme, de Modène et de Reggio, indignées de cet acte tyrannique, abandonnèrent la cause de l'Église, et ouvrirent leurs portes à l'empereur (1). Mais Louis, à la fin de l'année, se rendit à Trente, pour conférer avec quelques princes allemands, et tirer d'eux de nouveaux soldats. Tandis qu'il était dans cette ville, Frédéric d'Autriche mourut, le 13 janvier 1330; et ses frères Albert et Othon rassemblèrent des troupes pour attaquer la Bavière. Louis, averti de ces mouvements, abandonna l'Italie pour défendre ses États héréditaires (2).

Azzo Visconti, en se brouillant avec l'empereur, se réconcilia avec le pape : il substitua le titre de vicaire de l'Église à celui de vicaire impérial; et il obtint l'évêché de Novare pour son oncle Jean, auquel il fit abjurer le cardinalat des schismatiques (3). Marc Visconti, l'aîné de ses oncles, et le plus distingué par sa bravoure et ses talents, mais le plus redoutable par l'inquiétude de son caractère, après avoir échoué dans sa négociation pour vendre Lucques aux Florentins, revint à Milan à la fin de juillet. Les bourgeois, qui l'avaient vu souvent rentrer dans la ville en triomphe, après de glorieuses victoires; les soldats, dont il avait partagé les fatigues et qu'il devançait dans les dangers; les paysans, dont il avait défendu les récoltes contre le pillage des ennemis, s'empressaient sur son passage : ils répétaient son nom avec enthousiasme, et l'invoquaient comme le vengeur de la Lombardie, comme le prince dont ils attendaient la paix, la gloire et la liberté. Le seigneur de Milan ne vit point avec indifférence une si haute faveur populaire; cependant il invita son oncle avec tous ses parents, à un festin somptueux : comme Marc se retirait après le repas, Azzo Visconti lui demanda un entretien secret, et l'ayant fait passer dans un autre appartement, des assassins se jetèrent sur lui, l'étranglèrent et jetèrent par la fenêtre son corps sur la place publique. Ainsi périt le plus brave des fils du grand Mattéo Vis-

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 141, p. 688.

(2) *Ibid.*, L. X, c. 140, p. 691. — *Bonifazio di Morano, Chron. Mutinens.*, p. 117. — *Olenschlager Gesch. des Röm. Kayserth.*, § 89, p. 213.

(3) *Giov. Villani*, L. X, c. 144, p. 690.

conti, et celui que les vœux des Gibelins appelaient à commander leur parti dans toute la Lombardie (1).

Ils n'avaient plus rien à attendre, en effet, de Cane della Scala, le seigneur de Vérone, que douze ans auparavant la ligue des Gibelins, assemblée à Soncino, avait proclamé pour son chef. Cane, à une époque où la Lombardie fut riche en grands capitaines et en grands princes, mérita d'occuper le premier rang parmi eux. A une bravoure qui ne se démentit jamais, il joignit des qualités déjà plus rares, la constance dans ses principes, la franchise dans ses discours, la fidélité dans l'observation de ses engagements. Il ne s'était pas seulement assuré de l'amour des soldats, il était chéri des peuples qu'il gouvernait; il gagnait même bientôt le cœur de ceux qu'il soumettait par les armes. Le premier des princes lombards, il protégea les arts et les sciences : sa cour, l'asile de tous les exilés gibelins, avait rassemblé les premiers poëtes de l'Italie, les premiers peintres et les premiers sculpteurs; quelques monuments glorieux dont il orna Vérone attestent encore aujourd'hui la protection qu'il accordait à l'architecture. Les armes cependant étaient sa passion favorite; et la grande affaire de tout son règne avait été la conquête de la principauté de Padoue, que les Guelfes avaient fondée, en 1318, en faveur de Jacques de Carrare. Jacques était mort en 1322; et son neveu Marsilio lui avait succédé : mais ce prince, affaibli par les séditions de ses sujets et la révolte de ses parents, après avoir vu pendant six années ses campagnes ravagées par les Véronais, ses villages et ses châteaux incendiés, après avoir tour à tour imploré les secours du pape et du roi Robert, du duc d'Autriche et de celui de Carinthie, des républiques de Venise, de Florence et de Bologne, ouvrit enfin, le 10 septembre 1328, les portes de Padoue à Cana della Scala. Un mariage unit les deux familles, et Marsilio demeura lieutenant de Cane, dans la ville où il avait régné (2).

Les villes de Vérone, Vicence, Padoue, Feltre et Cividale étaient alors soumises au seigneur della Scala. Il entreprit, dans l'année suivante, d'y joindre encore celle de Trévise; et cette

(1) *Chron. Modoetiense*, c. 42, p. 1150. — *Giov. Villani*, L. X, c. 153, p. 684

(2) *Cortusiorum Histor. de Novitatib. Paduæ*, L. III, c. 6, p. 884, *usque ad* L. IV, c. 4, p. 843 — *Giov. Villani*, L. X, c. 105, p. 665.

ville, par laquelle il achevait la conquête de la Marche Trévisane, lui fut en effet livrée, par capitulation, le 18 juillet 1329 : mais comme il y entrait, il se sentit atteint d'une maladie dangereuse, il se fit transporter à l'église cathédrale, et il y mourut le quatrième jour, à l'âge de quarante et un ans. Cane n'avait point de fils légitime ; ses deux neveux, fils de son frère Alboin, lui succédèrent. L'aîné, cependant, Albert, pour se vouer aux plaisirs, abandonna tout le soin des affaires à son frère Mastino, l'héritier des talents et de l'ambition, mais non des vertus de Cane (1).

[1330] Ainsi le moment où l'empereur retournait en Allemagne était justement celui où tous les anciens chefs du parti gibelin, tous ceux qui avaient si longtemps et si généreusement défendu la cause de l'empire contre le pape et le roi Robert, venaient d'être renversés. Mais cette cause avait été plus compromise encore par la conduite de Louis, pendant son séjour en Italie, et par le souvenir qu'il y laissait de lui. Protecteur né de la noblesse et des villes impériales, il avait en tous lieux contribué à leur ruine ; il avait sacrifié, sans honte, tous ses partisans à son avarice, ou à l'intérêt d'un jour : il n'était demeuré fidèle à aucun principe, non plus qu'à aucun ami ; et il avait fait redouter autant sa faiblesse et son inconstance que sa cruauté.

Le parti de l'Église, qui lui était opposé, avait, à la même époque, des chefs également odieux. Le pape Jean XXII, qui avait mieux aimé vivre sujet à Avignon que souverain à Rome, paraissait bien moins le chef de la chrétienté que la créature et l'instrument du roi de France. Luxurieux, avare, vindicatif, il bouleversait l'empire par des prétentions ambitieuses dont ses partisans eux-mêmes reconnaissaient l'injustice : il troublait la paix de l'Église par des questions oiseuses qu'on le vit agiter avec les franciscains sur la pauvreté du Christ, avec ses cardinaux, et ensuite avec la Sorbonne, sur la vision béatifique (2). Il mettait à l'enchère les dignités ecclésiastiques ; il permettait, il encourageait peut-être par son exemple la corruption des mœurs, qui

(1) *Historia Cortusiorum*, L. IV, c. 8 et 9, p. 850. — *Giov. Villani*, L. X, c. 139, p. 687 — *Chron. Veronense*, T. VIII, p. 646

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 226, p. 759.

faisait de sa cour le scandale de la chrétienté. Cet homme, si peu fait pour porter le titre de père des fidèles, avait nommé, pour le représenter en Lombardie, le cardinal Bertrand du Poïet, qui se disait son neveu, mais qu'on croyait être son fils. Ce légat, mauvais soldat et plus mauvais prêtre, cherchait, sous le nom de l'Église, à se former une souveraineté en Italie. Il employait les armes et les trésors du saint-siége, de même que les plus basses intrigues de la politique mondaine, à s'agrandir aux dépens des peuples qui s'étaient mis sous sa protection. Sa perfidie ayant occasionné la révolte des principales villes de la Lombardie cispadane, il jetait à Bologne, dont il voulait faire sa capitale, les fondements d'une forteresse qui le mît à l'abri des insurrections d'un peuple poussé à bout (1). Les Italiens, indignés contre les deux chefs de la chrétienté, par lesquels ils étaient trahis, se détachaient de l'empereur et du pape, et conservaient cependant les noms de Guelfes et de Gibelins, qu'ils avaient pris en s'armant pour leur cause. Tandis qu'on les voyait tour à tour renverser des tyrannies chancelantes, ou renoncer à une liberté qu'ils ne savaient pas établir, mépriser un empereur pusillanime et perfide, et détester un pape hypocrite et ambitieux, un prince chevaleresque, qui ne paraissait occupé que de gloire et de bienfaisance, s'avança jusqu'aux frontières de la Lombardie, et tous les peuples se précipitèrent au-devant de lui pour se soumettre à sa souveraineté.

Henri VII, le dernier empereur, avait fait épouser à Jean, son fils, Élisabeth, seconde fille de Wenceslas II, roi de Bohême, tandis qu'Anne, l'aînée, avait été, du vivant de son père, donnée en mariage à Henri, duc de Carinthie. L'empereur avait accordé à son fils le royaume de Bohême, comme un fief vacant de l'empire : les Bohémiens, en 1310, avaient confirmé cette élection; et ils avaient aidé le roi Jean à chasser du royaume Henri de Carinthie, qui prétendait aussi à la couronne (2). Mais Jean, brave, galant, passionné pour les fêtes et les tournois, et accoutumé, par l'éducation qu'il avait reçue, aux manières élégantes, à la légèreté et à

(1) *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 352.

(2) *Epitome Rer. Bohemicarum, auctore Boluslao Balbino*, L. III, c. 17, p. 310.

la grâce de la cour de France, était peu propre à commander dans un pays encore à moitié barbare, où les magnats chérissaient leur sauvage indépendance, et ne pouvaient être contenus dans la soumission que par l'adresse et l'artifice. Il fut, en effet, engagé dans plusieurs guerres civiles, et sa femme Élisabeth se mit plusieurs fois à la tête des révoltés (1). Jean, qui ne trouvait en Bohême ni sûreté, ni obéissance, confia le gouvernement de ce royaume à Henri, comte de Lippe (2), et choisit pour sa résidence ses États héréditaires de Luxembourg, mais de là il voyageait sans cesse dans les cours étrangères, afin d'y trouver une considération dont il ne jouissait pas chez lui (3).

Le roi Jean, comme nous l'avons vu, avait porté Louis de Bavière sur le trône impérial; il avait consacré toutes ses forces à l'y maintenir : c'était à sa bravoure que Louis devait le gain de la bataille de Muhldorf, où Frédéric d'Autriche était demeuré prisonnier. Pendant l'absence de l'empereur, il s'était chargé de maintenir la paix en Allemagne, et de protéger la Bavière : dès qu'il vit les ducs d'Autriche se préparer à renouveler la guerre, il accourut auprès d'eux et les engagea à poser les armes. Après les avoir réconciliés avec Louis, il entreprit de régler et de pacifier l'Allemagne, et d'obtenir du pape l'absolution de l'empereur. Il n'avait point l'ambition d'augmenter les États dont il avait abandonné l'administration à ses ministres; la seule gloire et la seule puissance qu'il recherchât lui étaient personnelles; il voulait être l'arbitre et le pacificateur de l'Europe; il la parcourait sans cesse à cheval, avec la rapidité d'un courrier; et, dans les cours où il se présentait, sa noble figure, son éloquence et son désintéressement lui assuraient un crédit dont aucun homme n'avait joui avant lui. Il était déjà parvenu au plus haut terme de sa réputation, lorsqu'il

(1) *Epitome Rer. Bohemicarum, auctore Boluslao Balbino*, L. III, c. 18, p. 333.

(2) *Ibid.*, c. 17, p. 325

(3) Le roi Jean ne savait probablement pas lire. Son fils Charles IV, dans le commentaire qu'il a écrit sur sa propre vie, dit de lui « Præcipit capellaneo meo ut « me aliquantulum in litteris erudiret, quamvis prædictus rex ignarus esset lit- « terarum Ex hoc didici legere horas B Mariæ Virginis gloriosæ, et eas *aliquan- « tulum* intelligens quotidie temporibus pueritiæ meæ libentius legi. » *Vita Caroli IV*, p. 17, verso, *in historia duorum priorum familiæ Lucebury imperatorum. Reinerii Reineccii Steinhemii*, P. II, *Helmestadi*, 1585. (A la bibliothèque de Vienne.)

se rendit à Trente, à la fin de cette année, pour y faire épouser à son fils l'héritière de ce même duc de Carinthie et de Tyrol, qui avait été son rival (1).

Tandis que Jean était à Trente, il y reçut des ambassadeurs de la ville de Brescia, qui lui offraient, pour sa vie, la souveraineté de leur État, et qui lui demandaient de les protéger contre Mastino della Scala, avec qui ils étaient en guerre. Brescia, gouvernée par les Guelfes, avait successivement passé sous la seigneurie de Philippe de Valois, du roi Robert et du légat Bertrand du Poïet : mais les émigrés gibelins avaient recouru à l'assistance du seigneur de Vérone, et ils avaient réduit leur patrie à de grandes extrémités (2).

Le roi de Bohême saisit avec joie l'occasion de briller sur un nouveau théâtre; il se rendit à Brescia le dernier jour de décembre 1330; il harangua le peuple avec dignité; il réconcilia les partis, et rappela les émigrés dans la ville : il détermina Mastino della Scala à retirer ses troupes, et il parut, par un seul acte de sa volonté, avoir rendu à une cité longtemps malheureuse la paix et la prospérité (3).

[1331] Les Bergamasques, voisins des Bressans, et, comme eux, gouvernés par le parti guelfe, suivirent les premiers leur exemple. Jean accepta aussi leur offre, et il choisit un lieutenant pour gouverner Bergame et y rétablir la paix (4). Crémone et Pavie, Verceil et Novare, se donnèrent ensuite au roi de Bohême (5). Azzo Visconti lui-même se crut obligé, par l'exemple de ses voisins, à lui offrir la seigneurie de Milan, et à ne s'intituler plus que son vicaire (6).

La Lombardie cispadane avait plus besoin encore d'un pacificateur; car Louis de Bavière, à son départ, avait laissé, dans les

(1) Schmidt, Histoire des Allemands, L. VII, c. 6, p. 482. — *Olenschlager Geschichte des Rom. Kays. in XIV Jahrhund.*, § 94, p. 224.

(2) *Jacobi Malvecii Chronicon Brixian.*, Dist. VIII, c. 67 et seq., p. 1000. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 88.

(3) *Jacob. Malvecius, in fine Chronici Brixiani*, p. 1002. — *Georgii Merulæ Historia Mediol.*, L. III, p. 119. — *Bon. Morigiæ Chron. Modoet.*, L. III, c. 43, p. 1160.

(4) *Giov. Villani*, L. X, c. 168, p. 705.

(5) *Gazata Chron. Regiense*, T. XVIII, p. 46.

(6) *Georgii Merulæ Histor. Mediol.*, L. III, p. 119. — *Annales Mediolan.*, T. XVI, c. 103, p. 706.

principales villes, des soldats qui ne vivaient plus que de pillage. Les portes de Parme furent ouvertes au roi Jean, par les seigneurs de Rossi (1); celles de Modène et de Reggio, par les chefs des familles gibelines. Chaque ville imposait au roi la condition de ne point rappeler les exilés; et cependant c'était comme pacificateur qu'on implorait son secours : mais la haine de parti était trop violente pour qu'on voulût faire des avances à ses anciens ennemis; et chaque ville se réjouissait ensuite de voir le roi violer, comme il le faisait toujours, cet article de la capitulation, et réconcilier les factions opposées, en rappelant les exilés (2).

Dès le mois de janvier, des ambassadeurs vinrent aussi porter à Jean de Bohême l'offre de la seigneurie de Lucques, de la part de Ghérardino Spinola Ce seigneur qui, en achetant cette principauté, s'était vanté qu'il jouerait, en Toscane, le rôle d'un second Castruccio, avait bientôt eu lieu de se dégoûter de sa souveraineté. A l'intérieur, il avait été en butte à une suite de conspirations; au dehors, les Florentins l'avaient poursuivi par une guerre acharnée. Après un long siége, ils avaient repris le château de Montécatini que les Gibelins avaient vigoureusement défendu (3); et, depuis le 10 octobre 1330, l'armée florentine était aux portes de Lucques, dont elle formait le blocus. Spinola n'eut pas plus tôt engagé le roi à accepter Lucques et à y envoyer des soldats, que lui-même il sortit de la ville et se retira dans ses terres, sans que Jean lui eût rendu l'argent qu'il avait déboursé pour acheter cette souveraineté (4).

Les Florentins, qui avaient devant Lucques une armée considérable, à laquelle le roi Robert, les Siennois et les Pérousins avaient envoyé des renforts, et qui s'étaient crus sur le point d'entrer dans cette ville, d'après une négociation entamée avec le seigneur et la commune (5), reçurent avec étonnement, le 12 février, les hérauts d'armes de Jean de Bohême, qui les sommaient de

(1) *Cronicon Mutinense*, T. XV, p. 592. — *Gazata Chron. Regiense*, T XVIII, p. 45.

(2) *Bonifazio di Morano, Chron. Mutinense*, T. XI, p. 118-125. — *Joh. de Bazano, Chron. Mutinense*, T. XV, p. 593

(3) *Giov. Villani*, L. X, c 157, p. 698. — *Istorie Pistolesi*. p. 450.

(4) *Beverini Annal. Lucenses*, L VII, p. 880-884.

(5) *Giov. Villani*, L. X, c. 166, p 704.

respecter le territoire des sujets de leur maître, et qui les prévenaient en même temps que le roi Jean, en paix avec tous les États d'Italie, n'avait accepté la seigneurie de Lucques que pour y établir l'ordre et la concorde, et pour réconcilier cette ville avec ses voisins (1).

Jean de Bohême était l'ami, le confident et le soutien de Louis de Bavière ; en même temps il était respecté par Philippe de Valois et par Jean XXII, et il avait des relations étroites avec les cours de France et d'Avignon. En Italie, il n'avait point mis de différence entre les Gibelins et les Guelfes ; il avait été appelé alternativement par les uns et par les autres ; il avait traité avec tous, et les avait tous ménagés. Si quelquefois le crédit dont il jouissait excitait quelque jalousie, sa franchise et ses manières confiantes dissipaient bientôt les soupçons, et lui conservaient l'amitié des partis les plus opposés. Les Florentins seuls ne se laissèrent point prendre à ce charme : ils virent que ce monarque, fils de Henri VII, leur ancien ennemi, avait élevé en peu de mois une puissance colossale en Italie ; qu'il ne tarderait pas, si on ne s'opposait à lui, à se rendre l'arbitre de toute cette contrée, et qu'alors il ferait connaître quel égoïsme se cachait sous cette apparente impartialité ; quelle dissimulation il avait employée pour se concilier des adversaires acharnés les uns contre les autres dans les vues desquels il semblait entrer ; quelle ambition était le vrai mobile de tant de zèle pour le bien public. Ils résolurent de s'opposer par les armes au progrès de ses conquêtes, et ils refusèrent de lever le siége de Lucques. Cependant ils furent bientôt obligés de rappeler leur armée pour défendre leurs frontières ; et des escarmouches dans le val de Niévole furent les premiers faits d'armes du roi de Bohême en Italie (2).

La protection que ce roi avait accordée contre le légat aux Gibelins de Modène et de Reggio, avait excité le courroux de l'Église ; et les Florentins reçurent du pape une lettre, qui fut lue en présence de tout le peuple, par laquelle Jean XXII déclarait que le roi de Bohême n'avait point obtenu son consentement ou l'aveu de

(1) *Giov. Villani*, l. X, c. 171, p. 707. — *Cronica Sanese di Andrea Dei*. T. XV, p. 80.
(2) *Giov. Villani*, l. X, c. 172, p. 709. — *Istorie Pistolesi anon.*, p. 401. — *Leon. Aretino, Storia Fior.*, l. VI, p. 105.

l'Église pour les révolutions qu'il opérait en Lombardie (1). Mais, peu de jours après, on apprit que ce roi avait eu, le 16 avril, entre Bologne et Modène, une conférence secrète avec ce même légat, Bertrand du Poiet : on remarqua les témoignages d'amitié que ces deux personnages ambitieux se donnèrent en se quittant; et l'on ne douta pas qu'ils ne fussent convenus de se partager l'Italie, et de la réduire tout entière sous leur domination (2). Le cardinal, sous le nom du parti guelfe, était uniquement occupé à se former une principauté, dont Bologne devait être la capitale. Déjà elle comprenait la plupart des villes de Romagne; la même année, il enleva Rimini aux Malatesti, et Forli aux Ordélaffi, et il ne conserva les tyrans qui régnaient dans les autres villes de la même province, qu'après les avoir réduits au rang de vicaires subalternes (3).

La défiance que le roi Jean inspirait aux Florentins, et la résistance de ces républicains, parurent donner à tous les princes de l'Europe un signal qui les appelait à se mettre en garde contre ce monarque. Le roi Robert se rallia aux Guelfes, et Louis de Bavière aux Gibelins, pour attaquer le roi de Bohême. On vit avec étonnement l'empereur à la tête d'une confédération, dans laquelle entrèrent les deux ducs d'Autriche, auparavant ennemis acharnés du Bavarois, les comtes palatins, les margraves de Misnie et de Brandebourg, et les rois de Pologne et de Hongrie (4).

Jean avait fait venir à Parme, son fils Charles, auparavant élevé à la cour de France. Lorsqu'il apprit de quel orage il était menacé en Allemagne, il lui confia le commandement de huit cents chevaux, pour tenir en respect la Lombardie, et il partit aussitôt pour la Bohême, où il parut au moment où on l'attendait le moins (5). Il arrêta les Autrichiens, comme ils voulaient entrer en Moravie; il regagna complétement la confiance de Louis, qui oubliait en un instant ses projets et sa jalousie passée; puis, au

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 175, p. 710.

(2) *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 402. — *Giov. Villani*, L. X, c. 176, p. 711. — *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bologna*, L. XXI, T. II, p. 99.

(3) *Cronica Miscella di Bologna*, p. 353.

(4) Schmidt, Histoire des Allemands, L. VII, c. 6, p. 485. — *Epitome Rerum Bohemicarum*, L. III, c. 18, p. 334. — *Olenschlager Geschichte*, § 97, p. 230.

(5) *Giov. Villani*, L. X, c. 181, p. 713.

lieu de songer aux préparatifs de la campagne suivante, il accourut en France pendant l'hiver, afin de négocier à la cour de Philippe et à celle de Jean XXII, et de poursuivre les nouveaux projets qu'il avait formés sur l'Italie (1).

[1332] Les princes gibelins de Lombardie, qui n'avaient d'abord opposé aucune résistance à Jean de Bohême, saisirent aussi cette conjoncture pour s'agrandir à ses dépens. Mastino della Scala et Azzo Visconti convinrent d'attaquer, de concert, les villes qui s'étaient soumises au roi, et de prendre pour limites de leurs États et de leurs conquêtes, l'Oglio, qui les séparait (2). En effet, le seigneur de Vérone s'empara de Brescia, le 14 juin 1332, avec l'aide des Guelfes, aux vengeances desquels il abandonna les Gibelins, ses anciens alliés (3); et Azzo Visconti soumit Bergame par la force des armes. Peu après Verceil lui fut livré volontairement par le parti gibelin, et son oncle, Jean Visconti, lui ouvrit, par une ruse singulière, Novare, dont il était évêque. Jean Visconti feignit d'être tombé dangereusement malade; et les premiers citoyens de Novare vinrent le visiter, selon l'usage italien : Caccino Tornielli, qu'une faction avait élevé à la seigneurie, y vint comme les autres, et Jean témoigna le désir de l'entretenir quelque temps en secret, avant de mourir; toute la suite du prince se retira : dans ce moment, l'évêque parut accablé par les angoisses de la maladie; Tornielli lui prit les mains pour le calmer : le faux malade les saisit aussitôt toutes deux avec violence; il appela ses domestiques, et il fit jeter dans un cachot celui qu'il avait ainsi arrêté; il le força, par ses menaces, de lui livrer les clefs des portes de la ville, et il fit entrer les soldats de son neveu (4).

Les seigneurs de Lombardie, en attaquant le roi de Bohême, se trouvèrent avoir pour ennemis les ennemis du roi Robert et des Florentins. Les chefs les plus opiniâtres des partis guelfe et gibelin, combattaient en même temps un prince qui se donnait

(1) *Epitome Rer. Bohemic.*, L. III, c. 18, p. 336 — *Giov. Villani*, L. X, c. 195, p. 710.

(2) *Georgii Merulæ, Hist. Mediol.*, L. III, p. 121. — *Gazata Chronic. Regiense*, T. XVIII, p. 46.

(3) *Cortusiorum Historia*, L. V, c. 9, p. 856. — *Giov. Villani*, Lib. X, c. 203, p. 723. — *Chronicon Veronense*, T. VIII, p. 647.

(4) *Georgii Merulæ, Hist. Mediolan.*, L. III, p. 122.

pour allié de l'empereur et du pape. Le ressentiment des anciennes injures, et même la haine des républicains contre les tyrans, cédèrent à l'intérêt immédiat; et l'on vit, non sans étonnement, une ligue conclue au mois de septembre 1332, entre les seigneurs gibelins de Lombardie, la république florentine et le roi de Naples. Il importait d'écarter du centre de l'Italie un prince qui venait de faire avec l'empereur une nouvelle alliance, et qui pouvait être tenté de céder à ce monarque des États qu'il ne lui convenait pas de conserver. Il importait aussi de régler le partage de ces États entre ceux qui faisaient la guerre à ce prince, afin qu'un seul ne profitât par des efforts communs, et ne s'élevât pas subitement à une grandeur menaçante. Après la conquête, il fallait que les puissances d'Italie se trouvassent de nouveau en équilibre, et que, chacune s'étant agrandie d'une manière proportionnelle, chacune fût également en état de défendre son indépendance. Le traité de partage décida donc que Crémone et Borgo San-Donnino appartiendraient au seigneur de Milan; Parme, à celui de Vérone; Reggio, à Gonzague, seigneur de Mantoue; Modène, au marquis d'Este, seigneur de Ferrare; et Lucques, aux Florentins (1).

Pavie n'était point comprise dans ce partage; ce fut cependant la première ville qui chassa la garnison du roi. Les Beccaria, chefs du parti gibelin dans cette ville, s'y firent reconnaître pour seigneurs, sous la protection d'Azzo Visconti (2). Dans les États de Modène et de Ferrare, où la guerre éclata en même temps, les confédérés eurent du désavantage; et le territoire de Ferrare fut abandonné au pillage par le prince Charles de Bohême (3).

Le roi Jean était à Paris, tandis que son fils combattait en Italie; et il venait de resserrer son alliance avec la maison de France, en faisant épouser sa fille à l'héritier de la couronne, Jean, fils de Philippe VI (4). Le roi de Bohême vint ensuite trouver le pape

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 203, p. 724 — *Istorie Pistolesi anonime*, T. XI, p. 409. *Leon. Aretino*, L. VI, p. 198.

(2) *Gazata Chronic. Regiense*, T XVIII, p. 47. — *Giov. Villani*, L. X, c. 210, p. 727

(3) *Giov. Villani*, L. IX, c. 209, p. 727. — *Istorie Pistolesi*, p. 464.

(4) Cette fille, nommée Bonne ou Gutha, dont on fit Juditha, avait d'abord été promise à Locktech, fils du roi de Pologne, puis à Frédéric, marquis de Misnie, puis au fils du comte de Bar, ensuite au fils de Louis de Bavière, enfin à Othon, duc d'Autriche. Après cinq mariages contractés et rompus par l'inconstance de son

à Avignon, quoique cette ville appartînt au roi Robert, son principal ennemi. Le pape fit, au premier abord, quelques reproches à Jean, sur ses entreprises en Italie : mais ce pontife avait pour le cardinal du Poiet une affection toute paternelle, il voyait dans le roi de Bohême l'allié du légat, et l'ennemi des chefs gibelins de Lombardie : il écouta donc son apologie avec indulgence ; il l'accueillit avec faveur, et, après quinze jours de conférences secrètes, il lui promit tout l'appui de l'Église, et le renvoya comblé d'honneurs (1).

[1333] En quittant Avignon, Jean retourna encore une fois à Paris, pour rassembler les soldats que lui promettait le roi de France ; et, au mois de janvier 1333, il parut à Turin, à la tête d'une armée composée de la fleur de la cavalerie française. Philippe de Valois lui avait prêté cent mille florins, pour mettre cette troupe sur pied (2). Le légat, encouragé par son approche, attaqua le Ferrarais avec une nouvelle vigueur ; il défit, le 6 février, et fit prisonnier, à Consandoli, le marquis Nicolas d'Este, et il entreprit le siége de Ferrare (3) : mais l'armée de la ligue, qui s'était assemblée lentement, fut introduite dans la ville assiégée, par une des portes, avant que le légat eût des nouvelles précises de son approche, elle sortit avec impétuosité par la porte opposée, le 14 avril 1333, et mit en déroute l'armée de l'Église, qui avait déjà été renforcée par six cents gendarmes languedociens, conduits par le comte d'Armagnac : ce comte fut fait prisonnier, ainsi qu'un grand nombre de gentilshommes bolonais, plusieurs seigneurs de Romagne, et quelques milliers de soldats (4).

Les marquis d'Este comptaient échanger le comte d'Armagnac, contre leur frère, fait prisonnier à Consandoli ; mais le gascon vaniteux prétendit être de plus haute naissance que le marquis de Ferrare, et ne voulut pas être échangé contre lui (5). Les seigneurs romagnols demandèrent quelques secours d'argent au

père, Gutha, toujours vierge, et brillante de beauté, entra enfin dans la maison de France. *Epitome Rer Bohemic.*, L. III, c. 18, p. 320.

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 211, p. 728.

(2) *Ibid*, c 213, p 729.

(3) *Ibid.*, c, 215, p. 730. – *Leon. Aretino*. L. VI, p. 199

(4) *Ibid.*, c. 217, p. 732.

(5) *Istorie Pistolesi*, p. 460

légat, pour se tirer de leur captivité, et ne purent les obtenir. Lorsque les chefs de la ligue les virent vivement irrités de ce refus, ils les relâchèrent tous sans rançon, avec environ deux mille de leurs vassaux ou de leurs compatriotes (1). Ces seigneurs, en rentrant en Romagne, appelèrent les peuples à la révolte. François des Ordélaffi entra dans Forli, le 19 septembre, caché dans un char de foin; il rassembla, dans sa maison, ses amis et ses anciens serviteurs : à leur tête, il attaqua la garnison languedocienne que le légat avait établie dans la ville : il la mit en fuite, et recouvra ainsi sa souveraineté. Malatesta se présenta, le 22 septembre, devant Rimini, avec deux cents chevaux; et les portes de la ville lui furent aussitôt ouvertes par ses partisans. Césène se révolta presque en même temps. Ostasio et Rambert de Polenta firent insurger Cervia et Ravenne. Toute la Romagne enfin était ébranlée; et le roi de Bohême, qui, à la demande du légat, était venu à Bologne, loin de pouvoir arrêter ces révolutions, augmentait plutôt, par sa présence, le mécontentement des Bolonais, et les disposait à un mouvement semblable contre l'Église (2).

Lorsque le roi Jean s'aperçut que le légat se défiait de lui, il quitta Bologne pour retourner à Parme. Il fit aussi deux courses à Lucques; l'une, pour lever une contribution sur cette ville; l'autre, pour apaiser une sédition que les fils de Castruccio y avaient excitée : il exigea que tous les Lucquois lui prêtassent individuellement un serment de fidélité; et les ayant fait dénombrer, à cette occasion, il se trouva que les citoyens en état de porter les armes étaient réduits au nombre de quatre mille quatre cent cinquante-huit, tant la guerre et la tyrannie avaient dépeuplé cette ville autrefois si puissante (3). Jean remarquait cependant, avec dépit, combien la fortune avait changé pour lui en Italie; les peuples se défiaient de tous ses mouvements; chaque jour il

(1) *Gazata Chronicon Regiense*, p. 48. — *Cherubino Ghirardacci*, *Stor di Bologna*, T. II, L. XXI, p. 105.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 226, p. 757. *Annales Caesenates*, T. XIV, p. 1154. *Cronaca Riminese*, T. XV, p. 899. — *Cherubino Ghirardacci*, *Stor. di Bologna*, T. II, L. XXI, p. 107.

(3) *Beverini Annales Lucenses*, L. VII, p. 886.

Il n'y avait, à cette époque, pas plus de trois cent quatre-vingt-quinze familles qui jouissaient du droit de cité, et de ce nombre, quarante-quatre seulement n'étaient pas éteintes au temps de Bévérini.

apprenait de nouvelles pertes éprouvées par ses alliés, ou de nouvelles défections sur ses sujets : aucun intérêt commun ne liait ensemble ceux qui lui demeuraient fidèles; aucun esprit public n'était l'âme de son parti. Tout à coup il prit la résolution d'abandonner ses États d'Italie, après avoir tiré d'eux tout l'argent qu'il pourrait. Il entra donc en traité avec les chefs de parti, dans chaque ville, pour leur céder la souveraineté; et, en effet, il vendit aux Rossi, nobles parmesans, les villes de Parme et de Lucques, pour trente-cinq mille florins; de même, il vendit Reggio à la maison de Fogliano, Modène à celle de Pii, et Crémone à Ponzino Ponzoni. Alors, rassemblant ses soldats allemands, il envoya son fils gouverner le royaume de Bohême, et retourna lui-même à Paris, pour briller dans les fêtes et les tournois. Il partit d'Italie, le 15 octobre 1333, après avoir eu pendant près de trois ans sur la politique de cette contrée une influence à laquelle la situation de ses États paraissait bien peu l'appeler (1).

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 227, p. 738.

CHAPITRE V.

MASTINO DELLA SCALA S'ÉLÈVE SUR LES RUINES DU ROI DE BOHÊME ET DU LÉGAT BERTRAND DU POÏET. — IL EST HUMILIÉ PAR LES RÉPUBLIQUES DE FLORENCE ET DE VENISE. — 1333 A 1338.

Les noms des partis guelfe et gibelin partageaient toujours l'Italie, deux siècles après l'origine de ces factions fameuses. Nous les avons vues passer d'Allemagne en Lombardie, au temps des guerres civiles entre Lothaire III et Conrad II. Alors les Guelfes étaient à la fois les défenseurs de l'Église et des priviléges du peuple. Les Gibelins étaient les champions des prérogatives du monarque et de la noblesse. Tous deux chérissaient la liberté et en invoquaient le nom; mais ils en cherchaient la garantie par deux routes opposées : les premiers voulaient affermir les constitutions des villes; les seconds, maintenir celle de l'empire. En leur reconnaissant des intentions également libérales, nous nous sommes attachés de préférence, d'abord aux Guelfes, lorsque, dans le douzième siècle, ils opposèrent à Frédéric Barberousse une généreuse résistance; ensuite aux Gibelins, lorsque, dans le treizième, ils défendirent avec constance les princes héroïques de la maison de Souabe, contre des pontifes acharnés à les détruire. On nous demandera peut-être pour quel parti nous désirons intéresser nos lecteurs, dans la première moitié du quatorzième siècle; et nous sommes forcé de convenir de notre triste impartialité. C'est un mérite, dans un historien contemporain, de savoir imposer silence aux passions qui s'agitent encore autour de lui, et de distribuer entre les partis une justice sévère, sans acception de personnes : mais lorsque les peuples sont morts et les factions anéanties, lorsqu'aucun intérêt présent ne saurait dépendre de questions abandonnées, la justice et la vertu peuvent seules décider le choix entre les partis, c'est alors que l'historien et le lecteur s'affligent également de demeu-

rer impartiaux. Les noms de Guelfe et de Gibelin n'étaient plus, dans la première moitié du quatorzième siècle, qu'un héritage de haine. Les fils se combattaient parce que les pères s'étaient combattus, parce qu'ils avaient d'antiques offenses à venger, et du sang à laver par du sang. Ces haines se sont éteintes; les familles rivales, ou n'existent plus, ou ne se souviennent plus de leurs anciens combats; et l'histoire de leurs démêlés nous présente autant de crimes et de violence d'une part que de l'autre. Les Guelfes, alliés des Français, ne maintenaient pas plus que les Gibelins alliés des Allemands, l'indépendance de l'Italie. Dans chaque parti, on avait vu un nombre à peu près égal et de tyrans et de républiques. Les marquis d'Este, à Ferrare; les Carrara, à Padoue; les Rossi, à Parme; et les Malatesta, à Rimini, appartenaient au parti guelfe. Le hasard, il est vrai, fit naître de plus grands hommes dans les familles gibelines : plus tard la puissance des maisons della Scala et Visconti fit associer la crainte de la tyrannie au nom du parti gibelin. A la fin de ce siècle, nous verrons cette longue lutte prendre de nouveau un caractère plus noble, et se confondre avec celle des républicains contre le despotisme. Florence, qui s'était mise à la tête du parti guelfe, unit de bonne heure la défense de ce parti à celle de sa liberté; et elle donna du lustre, par ses propres vertus, à une cause que le nom des papes et l'intérêt de l'Église ne rendaient plus recommandable.

Les Florentins, après avoir été deux fois alarmés par l'expédition en Italie de l'empereur Louis de Bavière, et par la grandeur imprévue du roi Jean de Bohême, se croyaient arrivés au terme de leurs inquiétudes. Ils étaient encore, à la vérité, engagés dans une guerre; mais c'était de leur propre choix qu'ils l'avaient entreprise, et dans l'espérance de s'agrandir par des conquêtes. Les ennemis qu'ils attaquaient ne pouvaient devenir dangereux; et leur chute était prochaine et inévitable. A la réserve de la seule ville de Lucques, qu'ils entreprenaient de soumettre, toute la Toscane recherchait leur alliance. Les Pisans étaient affaiblis par des dissentions entre la noblesse et le peuple ; et ils venaient de choisir l'évêque de Florence pour arbitre, afin de terminer avec les Siennois une guerre dans laquelle ils s'étaient engagés pour la possession de Massa de Maremme. Les Arétins vivaient en repos sous le gouvernement de Pierre Saccone de Tarlati. Les républiques

de Pérouse et de Sienne, unies par l'intérêt du parti guelfe, étaient étroitement liées avec Florence. Les villes, plus petites, de Pistoia, Volterra, Collé et San-Gémignano, obéissaient à la seigneurie, en sujettes plutôt qu'en alliées. Au sein de tant de prospérités, les Florentins s'abandonnaient à leur goût pour les plaisirs. Deux compagnies d'artisans donnèrent, pendant un mois entier, des fêtes et des spectacles dans les rues. Tantôt on les voyait parcourir la ville en habit uniforme, et la tête couronnée de guirlandes de fleurs, tandis qu'une musique brillante dirigeait leur marche; tantôt elles disputaient des prix sur des places publiques, par des joutes et des tournois; tantôt enfin elles attiraient le peuple par des spectacles où la peinture, la poésie et la musique devaient parler ensemble à l'imagination, et préparer la renaissance du théâtre. Ainsi se développaient ce goût si vif pour les arts et ce génie créateur qui devaient élever les Florentins si fort au-dessus des autres peuples de l'Italie (1).

Mais ces fêtes furent bientôt suivies par une grande calamité : le 1er novembre 1333, il commença à pleuvoir, soit à Florence, soit dans toutes les vallées de l'Apennin qui versent leurs eaux dans les plaines que traverse l'Arno, avec tant d'abondance et d'impétuosité, que les cataractes des cieux parurent ouvertes, et que les peuples se crurent menacés de nouveau d'un déluge universel. Dans toutes les églises, on sonnait la cloche qu'on nommait de miséricorde; et dans toutes les maisons, pour accompagner les prières qu'on récitait, on faisait retentir tous les vases d'airain qui pouvaient imiter le son des cloches : on était tellement assourdi par ce fracas, qu'à peine pouvait-on entendre les éclats du tonnerre, quoiqu'ils se succédassent sans interruption. Cette pluie désastreuse continua, avec la même violence, pendant quatre nuits. L'Arno, gonflé par un tel déluge, sortit le premier de ses digues, et inonda tout le Casentin, la plaine d'Arezzo et le val d'Arno supérieur. La Siéve se déborda avec non moins d'impétuosité, et inonda tout le Mugello. Chaque petit ruisseau était également gonflé par les eaux du ciel; chaque fossé qui débouchait dans l'Arno, paraissait un grand fleuve. Tous les moulins, toutes les maisons bâties le long des rivières, tous les arbres plantés sur

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 216, p. 753.

leurs bords, étaient enlevés et entraînés par les courants. Les eaux, qui s'élevaient déjà à huit ou dix bras (1) au-dessus des plaines, venaient frapper, avec une impétuosité extraordinaire, contre les murailles de Florence. Le quatrième jour, elles renversèrent enfin le mur, et entrèrent dans la ville par le *Corso de' Tintori*, après avoir fait aux fortifications une brèche large de cent trente bras. En même temps, trois des quatre ponts qui traversaient l'Arno furent emportés par le fleuve; celui de Rubaconte demeura seul debout. L'eau se répandit de toutes parts dans la ville, et s'y éleva à une hauteur prodigieuse; un grand nombre de maisons, ébranlées par la violence des vagues, croulèrent et ensevelirent leurs habitants sous leurs ruines; celles qui demeurèrent debout, furent inondées et remplies d'un limon fétide. Les magasins de cette riche cité marchande furent presque tous détruits par les eaux : le dommage éprouvé par les particuliers fut incalculable; celui qui retomba à la charge du trésor public, surpassa deux cent cinquante mille florins. Enfin, les eaux s'élevant toujours plus dans la ville, les murs ne purent plus soutenir leur poids; et dans la nuit du 5 au 6 novembre, la muraille d'Ogni-Santi fut renversée sur une longueur de quatre cent cinquante bras; et, par cette énorme brèche, les eaux prirent leur écoulement vers la plaine du val d'Arno inférieur (2).

Toute la Toscane fut ravagée par cette terrible inondation; les plaines furent couvertes par les eaux; les collines et les montagnes furent dépouillées de leur terrain; plusieurs villages furent entièrement rasés par la force des courants : toutes les semailles furent détruites; et Pise, qui, plus basse que Florence, se trouvait entourée d'un lac immense, n'échappa à un plus grand désastre, que par la direction que les eaux prirent au-dessus de la ville : une moitié se versa dans l'Arnaccio et vint déboucher proche de Livourne; une autre moitié s'ouvrit une issue à droite, par le lit du Serchio (3).

Les finances de Florence étaient épuisées par la perte immense

(1) Le *braccio*, ou bras de Florence, équivaut environ à vingt-deux pouces : il ne faut pas le confondre avec la brasse marine, qui est de cinq pieds.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 1, 2, 3, p. 741. — *Leonard. Aretin.*, L. VI, p. 201.

(3) *Frammenti d'anonimo Pisano*, T. XXIV, p. 668. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 92.

que l'État et les particuliers venaient de faire; les citoyens avaient été découragés par un fléau qui paraissait un châtiment du ciel : la ville était ouverte par deux énormes brèches, et les communications d'un quartier à l'autre étaient obstruées par les ruines des maisons, ou absolument interrompues par la chute des ponts principaux. Si, dans ce moment, un successeur de Castruccio avait hérité en partie de son audace et de son activité, la ville même de Florence aurait pu être surprise avec facilité. Mais les seigneurs auxquels Jean de Bohême avait vendu ses États, s'occupaient à se défendre chez eux, bien plus qu'à porter la guerre au dehors; et les dangers mêmes de leur situation ne les laissaient point songer aux entreprises qui auraient pu les en tirer. Au mois de septembre, ils avaient signé une alliance avec le cardinal Bertrand du Poïet. Les seigneurs de Parme, Lucques, Reggio, Modène et Crémone, et le légat, s'étaient engagés mutuellement à se défendre contre les ennemis dont ils étaient entourés (1). Cependant le légat, chef de leur confédération, ne commandait plus à l'esprit de parti, il ne disposait plus de cette ancienne puissance d'opinion qui l'avait si longtemps secondé en Italie. Tous les yeux étaient ouverts sur les motifs intéressés de sa conduite; tous les enthousiastes étaient détrompés, les peuples soupiraient après l'occasion de secouer le joug; la Romagne était révoltée, et le mécontentement des Bolonais croissait chaque jour.

Bertrand du Poïet, en jetant à Bologne les fondements de la citadelle par laquelle il voulait asservir cette ville, avait recouru à la ruse, pour que le peuple ne s'opposât pas à sa construction. Il avait assuré que le pape, las du séjour d'Avignon, formait le projet de revenir en Italie; c'était pour lui, disait-il, qu'il bâtissait un palais : mais lorsque les murs de ce palais commencèrent à être susceptibles de défense, il y logea ses soldats languedociens, il appesantit son joug sur une république jalouse encore de sa liberté.

Deux factions existaient depuis longtemps dans Bologne; l'une qui avait d'abord secondé les vues du légat, était dirigée par Taddéo de Pépoli, le plus riche et le plus ambitieux citoyen de la république; l'autre, plus favorable à la liberté, avait pour chef

(1) *Gazata Chronicon Regiense*, T. XVIII, p. 48.

Brandaligi des Gozzadini, et Colazzo des Beccadelli, avec leurs familles. Ceux-ci entreprirent les premiers de secouer le joug qui pesait sur leur patrie; et, au commencement de l'année 1334, ils concertèrent avec le marquis d'Este, chef de l'armée de la ligue, les moyens de soulever Bologne.

Le marquis d'Este, après s'être rendu maître du château d'Argenta, se dirigea sur Cento avec son armée, pour forcer le légat à marcher à sa rencontre. En effet, la garnison languedocienne, qui tenait en respect les citoyens de Bologne, sortit, le 17 mars, pour combattre les Ferrarais. C'était le moment que Brandaligi et Colazzo attendaient pour appeler le peuple à la liberté. Ils parurent sur la place du Prétoire, l'épée à la main. « Aux armes, » s'écrièrent-ils, citoyens de Bologne, courez aux armes, et se» condez-nous; le moment est enfin arrivé où notre courage » peut suffire pour secouer le joug de la tyrannie. Une armée » étrangère traverse vos campagnes; ces soldats, ennemis de » votre maître, sont vos vengeurs. Préférez-vous combattre ces » soldats, ou les Languedociens qui vous oppriment; exposerez» vous votre sang pour vivre esclaves ou pour vivre libres? Ar» mez-vous, car il faut choisir; armez-vous, car le tyran va vous » envoyer contre les Ferrarais, si vous ne marchez pas avec nous. » Voyez les cachots qu'il a construits dans sa forteresse; voyez les » potences qu'il a élevées sur vos murs: ce sont là, si vous vain» quez avec lui, les récompenses qui vous attendent. Mais nous, » si vous nous secondez, nous ouvrirons au peuple ce palais où » nos pères et les vôtres, où nous-mêmes, avec vous, nous avons » rendu librement la justice, lorsque la république subsistait » dans sa gloire, lorsque nous ne connaissions pas la cupidité » du prêtre français, ou la brutale insolence et l'impudicité de » ses soldats. Nous, dont les demeures et les familles sont con» nues, dont les maisons sont brûlées et les propriétés confis» quées, si nous sommes vaincus, nous exposerons joyeusement » toute notre existence pour la liberté: faites de même, vous qui » risquez moins que nous. »

Du milieu de la foule assemblée, le cri de *vive le peuple; meure le légat; meure le tyran inique et cruel!* répondit à ce discours. Les Languedociens épars dans les rues furent mis à mort; les autres s'enfuirent vers la forteresse, abandonnant les portes qui

furent ouvertes au marquis de Ferrare. Le peuple, conduit par Colazzo et par Brandaligi, livra un premier assaut à cette forteresse, où le légat s'était enfermé; et, comme les insurgés ne réussirent point à enfoncer les portes du château, ou à franchir ses épaisses murailles, ils en entreprirent le siége d'une manière plus régulière (1).

Les Florentins, cependant, ne furent pas plus tôt avertis de la situation où se trouvait le légat, qu'ils envoyèrent à Bologne quatre ambassadeurs et trois cents hommes d'armes, pour prendre ce prélat sous leur protection. Bertrand du Poïet, comme seigneur de Bologne, avait été leur ennemi : mais, dès l'instant qu'il fut en danger, ils ne virent plus en lui qu'un représentant de l'Église. Les ambassadeurs traitèrent entre lui et le peuple qui l'assiégeait; le légat abandonna volontiers sa forteresse, qu'il ne pouvait plus défendre longtemps, et qui, livrée aux Bolonais, fut aussitôt rasée par la populace. Les Florentins couvrirent la retraite du légat, qui prit la route de Toscane, avec ses soldats; et la sauve-garde que lui donnait la république put seule le préserver de la rage des habitants des campagnes, qui s'attroupaient sur son passage, et qui voulaient se venger de sa longue tyrannie (2).

Bertrand du Poïet fut reçu à Florence avec une hospitalité qui aurait dû lui faire oublier ses précédents griefs contre la république; on assure cependant qu'à son arrivée à Avignon, il mit tout en œuvre pour engager le pape, son oncle, à le venger de ceux qui venaient de lui sauver la vie : mais le règne de Jean XXII ne fut plus assez long pour que Bertrand pût mettre en usage tout son crédit sur ce pontife, et faire repentir les Florentins de la protection qu'ils lui avaient accordée.

Jean XXII mourut à Avignon, le 4 décembre 1334, après un long règne, pendant lequel il avait été un objet de scandale pour toute la chrétienté. Son avarice avait été telle, qu'il laissa en mourant un trésor de dix-huit millions de florins en argent monnayé, outre

(1) *Matthæi de Griffonibus Memor historicum*, T. XVIII, p 150. *Cronica Miscella di Bolog.*, T XVIII, p. 358 — *Cherubino Ghirardacci, Stor di Bol.*, L. XXI, p. 110 — *Gazata Chronic. Regiense*, p. 40. — *Annales Cæsenates*, T. XIV, c. 1156. — *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 467.

(2) *Gior Villani*, L. XI, c. 6, p. 757. — *Leonard. Aretin.*, L. VI, p. 202.

sept millions en joyaux et en vases d'église (1); il l'avait amassé en retenant tous les bénéfices vacants dans toute la chrétienté, pour en percevoir les premiers fruits. Ce fut lui qui attribua au saint-siége le droit exercé auparavant par les églises, de nommer elles-mêmes leurs propres pasteurs; et la simonie qui régnait dans ces élections excita un mécontentement universel. Mais la conduite du pape en Italie, la perfidie et la cruauté de ses agents dans la poursuite de leurs vues ambitieuses, excitaient plus d'indignation encore. La persécution de Louis de Bavière avait révolté toute l'Allemagne; un cri universel s'élevait contre tant d'injustice et de partialité, lorsqu'enfin, pour mettre le comble au mécontentement de l'Église, la foi même du pape fut soupçonnée d'hérésie, et les dévots réunirent leurs imprécations au déchaînement des mondains contre lui.

A ses passions politiques, Jean XXII avait joint le goût des discussions théologiques, et un esprit très-subtil pour les suivre. L'Église n'avait point encore décidé comme un point de dogme quel était l'état des âmes des bienheureux, après leur mort, pendant que le monde subsistait encore. Jean XXII, persuadé que le jugement dernier devait seul les introduire dans la béatitude céleste, tenait pour assuré que, jusqu'à ce grand jour, leurs âmes ne verraient point Dieu dans toute sa gloire; il encourageait les théologiens à discuter cette question, et il récompensait par des bénéfices ceux qui soutenaient son opinion dans leurs écrits ou leurs prédications : mais il rencontra bientôt une opposition qui surpassait de beaucoup celle à laquelle il s'était attendu. Sa croyance, qui paraissait d'abord indifférente, pouvait avoir sur les revenus de l'Église les conséquences les plus fâcheuses : comme il refusait à la vierge Marie, aux apôtres et à tous les saints, l'entrée dans le ciel jusqu'à la fin du monde, la doctrine des indulgences, des messes pour le repos des âmes, de l'invocation et de l'intercession des saints, enfin du feu du purgatoire, était attaquée par ses fondements. Les Allemands et les Italiens saisirent avec empressement ce prétexte pour demander la convocation d'un con-

(1) Le frère de Villani, banquier du pape à Avignon, fut employé avec d'autres à compter ce trésor. *Giov. Villani*, L. XI, c. 19 et 20, p. 765. — Boncont**e** Monaldeschi, cependant, ne l'évalue qu'à quinze millions de florins. *Ann.*, T. XII, p. 537.

cile général, qui aurait déposé le pape, comme coupable d'hérésie, et aurait en même temps soustrait l'Église à l'influence de la France (1). Philippe de Valois, pour prévenir leurs menées, crut devoir le premier forcer le pape à renoncer à ses opinions. Il obtint une décision des théologiens de Paris et des cardinaux, en faveur de la vision béatifique; et il la communiqua au pape, en lui donnant à entendre qu'au besoin il le forcerait à s'y conformer (2). Il déclara même qu'il le traiterait comme un hérétique, et le ferait brûler, s'il ne se rétractait pas (3). Jean XXII, effrayé, consentit à ce que son opinion fût réprouvée; et la veille même de sa mort, il publia une déclaration, par laquelle il reconnaissait la vision béatifique, qui dès lors est devenue un des dogmes de l'Église (4).

Les cardinaux, rassemblés à Avignon, furent sur-le-champ enfermés au conclave, au nombre de vingt-quatre; ils étaient divisés en deux factions, et il était peu probable qu'ils s'accordassent de longtemps. Il est d'usage dans les conclaves que les cardinaux votent chaque jour au scrutin secret: mais aussi longtemps que l'élection n'est pas arrangée entre eux, ceux qui n'ont point d'espérance de l'emporter, cherchent seulement à perdre leurs voix, c'est-à-dire à les disséminer entre des sujets qui n'aient aucune chance de réunir la majorité des deux tiers des suffrages, requise pour faire un pape. Dès les premiers jours du scrutin, les cardinaux d'Avignon, bien déterminés à éviter une nomination, firent chacun en secret choix de l'homme qu'ils jugeaient le moins propre à réunir tous les suffrages; et par cette raison même, ils se trouvèrent unanimes pour désigner Jacques Fournier, fils d'un boulanger de Saverdun; on l'appelait le cardinal Blanc, parce qu'il portait toujours l'habit de moine de Cîteaux. Les cardinaux qui l'avaient nommé, le peuple à qui on l'annonça, et le candidat qu'on venait adorer, furent également surpris de cette élection. Ce dernier ne put s'empêcher de dire à ses confrères que leur choix était *tombé sur un âne*. Benoît XII (c'est le nom que prit

(1) *Oefenschlager Geschichte des XIV Jahrhund.*, § 100, p. 252
(2) Fleury, Hist. ecclésiastique, L. XCIV, c. 33.
(3) *Giov. Villani*, L. X, c. 228, p. 740. — Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. II, T. I, p. 254
(4) *Giov. Villani*, L. XI, c. 19, p. 761.

le nouveau pape) était en effet étranger à cette politique et à cette dissimulation qu'on avait poussées si loin à la cour d'Avignon; mais il montra, en revanche, plus d'amour de la paix, de bonté, de sollicitude pour son troupeau, qu'aucun de ceux qui, depuis cinquante ans, avaient occupé la chaire de saint Pierre (1).

La première pensée de Benoit XII fut de réconcilier Louis de Bavière à l'Église, et de terminer la scandaleuse querelle que son prédécesseur avait suscitée au chef de la chrétienté. Louis, dès les premières avances qui lui furent faites, se soumit à toutes les conditions qui lui furent imposées; et la paix allait être conclue, lorsque le roi de France et celui de Naples s'adressèrent, pour y mettre obstacle, à toutes les créatures qu'ils avaient dans le consistoire: Philippe de Valois fit même saisir, dans toute la France, tous les revenus des cardinaux, les menaçant de confisquer leurs biens, s'ils se réconciliaient avec le Bavarois. Une opposition invincible du consistoire arrêta en effet le pape; et la négociation fut rompue (2).

Cependant, la guerre entreprise par les Florentins, de concert avec les princes lombards, se poursuivait avec succès; les seigneurs auxquels le roi Jean avait vendu ses États, abandonnés par lui et par le légat, se soumettaient successivement, et entraient en traité avec les chefs de la ligue lombarde, pour leur céder leurs villes à des conditions avantageuses. Crémone fut ouverte à Visconti, au mois de mai 1334; les autres villes de Lombardie se soumirent successivement pendant l'été de 1335. Mais durant cette campagne, les Florentins, qui envoyèrent constamment et avec de grandes dépenses leur contigent à l'armée des confédérés, eurent beaucoup de peine à leur faire maintenir les conditions de leur premier accord. Les deux plus puissants parmi leurs alliés, Visconti et della Scala, tentèrent à plusieurs reprises de s'emparer, par des négociations secrètes, des villes qui devaient tomber en partage à leurs moindres associés [1335]. Enfin, par l'entremise des Florentins, Plaisance, Crémone et Lodi furent livrées à Visconti; Parme, à Mastino della Scala; Reggio, aux Gonzague, et Modène, aux marquis d'Este (3).

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c 21, p. 706.
(2) *Olenschlager Geschichte*, § 119. p. 258. — *Albertus Argentinensis*, p. 126.
(3) *Giov. Villani*, L. XI, c 30-31, p. 771. — *Gazata Chron. Regiense*,

Chacun des confédérés était parvenu au but pour lequel il avait entrepris la guerre, à la réserve des seuls Florentins; ceux-ci, qui s'étaient réservé la conquête de Lucques, n'avaient cependant attaqué cette ville qu'avec mollesse, pour épargner une province qui devait leur demeurer soumise, et qu'ils comptaient acquérir par une négociation. Les frères des Rossi, seigneurs de Parme et de Lucques, ayant vendu la première de ces deux villes à Mastino della Scala, étaient disposés à traiter aussi avec lui de la cession de la seconde; et les Florentins, avec une confiance imprudente, permirent au seigneur, leur allié, de poursuivre une négociation aussi importante pour eux : ils virent même avec joie cinq cents gendarmes de Mastino entrer dans Lucques, le 20 décembre 1335, du consentement de Pierre de Rossi, qui y commandait; mais Mastino n'avait jamais eu coutume de se proposer dans ses négociations, le seul avantage de ses alliés (1).

Les Rossi avaient traité avec Mastino seulement, et il leur était indifférent que ce seigneur gardât pour lui la ville qu'ils lui cédaient, ou qu'il la remît aux Florentins. Le prince de Vérone, dont les États s'étendaient alors des frontières de l'Allemagne à celles de la Toscane, connaissait trop quel parti il pourrait tirer d'une ville forte dans cette dernière province, pour songer à la livrer à ses rivaux. Il ne fut pas plus tôt maître de Lucques qu'il chercha à ranimer le parti gibelin en Toscane, et à étendre son influence sur les villes de Pise et d'Arezzo, qui étaient dès longtemps dévouées à cette faction.

Le parti démocratique dominait à Pise, et il avait placé à la tête de la république le comte Fazio, ou Boniface de la Ghérardesca. Les plébéiens et les hommes nouveaux qui composaient les conseils, n'avaient point hérité de ces vieilles haines de famille dont les nobles étaient encore animés; leur politique était fondée sur les circonstances présentes et les alliances nouvellement contractées, non sur les affections de leur enfance et les souvenirs : ils avaient fermé leurs portes à Louis de Bavière; ils avaient combattu et chassé de leur ville les fils de Castruccio; ils avaient enfin

T. XVIII, p. 50 — *Joh. de Bazano, Chron. Mutin.*, T. XV, p. 596. — *Bonifazio di Morano, Chron. Mutin.*, T. XI, p. 120 — *Chronic. Estense*, T. XV, p. 390. — *Chronic. Placentin.*, T. XVI, p. 498. — *Storie Pistolesi*, p. 468.

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 40, p. 778 — *Chronic. Veronense*, T. VIII, p. 649.

recherché l'amitié des Florentins, qu'ils savaient être les chefs de tout le parti guelfe. Mais les nobles, écartés des emplois, voyaient avec un sentiment d'indignation leur patrie entrer dans l'alliance de ses anciens ennemis. Ils attachaient toute leur gloire au souvenir de leurs précédents combats contre les Guelfes; la haine de ce parti était le plus vif de leurs sentiments : ils croyaient de leur devoir, de leur honneur, de la conserver, de la transmettre à leurs enfants, aussi implacable qu'ils l'avaient reçue de leurs pères ; et pourvu qu'ils fissent triompher le nom gibelin, il leur importait peu que leur patrie fût florissante ou abandonnée par le commerce, qu'elle conservât sa liberté, ou quelle reconnût un maître. Bénédetto Maccaroni (1) était à la tête de ce parti ; il entra avec empressement dans les vues de Mastino della Scala, et il accepta avec reconnaissance les secours que ce seigneur lui offrait pour rendre aux nobles et aux Gibelins leur ancien pouvoir.

Maccaroni prit occasion d'une dispute qui éclata dans le conseil où l'on devait élire un chancelier, pour appeler son parti aux armes. Il avait voulu qu'un événement fortuit préparât les esprits de ses partisans, afin de n'avoir pas à leur confier un complot; et il comptait assurer leur victoire par le prompt secours que lui avait promis Mastino. Mais le comte Casio, dans cette émeute inattendue, eut plus de célérité que les gentilshommes : il s'empara le premier de la place du palais public, et pour la défendre, il tendit les chaînes qui en fermaient l'issue, tandis que les gentilshommes ouvraient les prisons et brûlaient les livres des créances de l'Etat, pour s'attirer la faveur de la populace. Les deux partis se livrèrent ensuite bataille sur la place Saint-Sixte, et les nobles eurent le désavantage. Ils se retirèrent lentement vers la porte de la place que Maccaroni comptait défendre jusqu'à l'arrivée des troupes de Mastino. Il avertit ses compagnons de l'approche de ce renfort, pour relever leur courage ; mais la nouvelle s'en communiquant aussitôt au parti opposé, un grand nombre de citoyens qui n'avaient point voulu prendre part au combat précédent, s'armèrent pour empêcher que leur patrie ne fût livrée à Mastino della Scala : ils se joignirent au comte Fazio, et, attaquant les gentilshommes avec une nouvelle vigueur, ils les chassèrent de la ville. Les Gua-

(1) Maccaroni était le nom d'une branche de la maison Gualandi.

landi, Sismondi, et Lanfranchi, furent exilés à la suite de ce combat, avec presque toutes les familles de la haute noblesse (1).

Les Florentins, instruits de cette sédition à Pise, et informés en même temps que Pierre des Rossi s'était avancé jusqu'à Asciano, à la tête des soldats de Mastino, pour seconder les Gibelins, et qu'il les y avait rencontrés dans leur fuite, reconnurent aisément les complots que le seigneur de Vérone étendait sur toute la Toscane. Ils le sommèrent encore une fois de leur ouvrir les portes de Lucques, selon qu'il s'y était engagé; et pour ne laisser aucune excuse à sa mauvaise foi, ils consentirent à lui payer tout ce qu'il réclamerait pour dédommagement des frais que Lucques lui avait occasionnés. Mastino fit monter ses prétentions à la somme exorbitante de trois cent soixante mille florins; et lorsqu'à son extrême surprise, les ambassadeurs de la république lui répondirent qu'ils étaient prêts à la payer, Mastino s'écria qu'il était assez riche pour n'avoir pas besoin de leur argent, et qu'il n'évacuerait pas Lucques si les Florentins ne lui permettaient pas de s'emparer de Bologne. La négociation fut ainsi rompue le 23 février 1336, et les hostilités commencèrent aussitôt dans le val de Niévole (2).

Les Florentins se virent ainsi engagés dans la guerre la plus dangereuse, avec un tyran dont l'élévation était en partie leur ouvrage. Mastino se trouvait alors seigneur de neuf villes, autrefois capitales d'autant d'États souverains (3); et il tirait, des gabelles de ces villes, un revenu de sept cent mille florins par année. Aucun monarque de la chrétienté, à la réserve du seul roi de France, ne possédait de semblables richesses. Tout le reste de la Lombardie était soumis à des princes gibelins, alliés naturels de la maison della Scala, et la cour de Mastino était l'asile de tous les exilés illustres : l'historien Cortusio, envoyé vers ce temps-là en ambassade auprès de lui, le trouva entouré de vingt-trois princes dépossédés, qui avaient cherché un refuge dans sa capi-

(1) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1003. — *Frammentino d'anonimo Pisano*, T. XXIV, p. 670. — *Giov. Villani*, L. XI, c. 42, p. 779. — *B. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 684.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 44, p. 780.

(3) Vérone, Padoue, Vicence, Trévise, Brescia, Feltro, Bellune, Parme et Lucques. *Giov. Villani*, Lib. XI, c. 45, p. 782.

talo (1). Le seigneur de Vérone, enflé d'orgueil par ses alliances, par ses richesses et par ses succès passés, ne prétendait à rien moins qu'à la conquête de toute l'Italie; et les Florentins étaient les seuls qui osassent mettre obstacle à ses ambitieux projets.

[1336] La république de Florence était bien loin de pouvoir s'égaler à Mastino della Scala, par le nombre de ses places fortes, celui de ses sujets, celui de ses soldats ou l'étendue de ses revenus publics. Cependant la richesse privée des Florentins, maîtres alors d'une grande partie du commerce du monde, leur faisait tenir un rang distingué parmi les puissances, parce qu'ils sacrifiaient toujours avec joie cette richesse au service de leur patrie. Au moment où la guerre éclata avec Mastino, ils formèrent un conseil de finance chargé de trouver de l'argent: toutes les caisses du commerce lui furent ouvertes; et la république se vit en état de faire tête à son redoutable adversaire (2). Un conseil militaire, nommé l'office de la guerre, fut en même temps formé de six citoyens députés par les six quartiers de la ville, et la direction des opérations de l'armée lui fut remise sans partage, pour une année, afin que la réélection plus fréquente de la seigneurie n'interrompît point la marche des affaires.

Les Florentins n'étaient pas seulement exposés à être attaqués du côté de Lucques: sur la frontière opposée, un chef audacieux des Gibelins leur causait des inquiétudes non moins vives. Pierre Saccone des Tarlati, un des seigneurs de Piétra Mala, avait succédé, dans le gouvernement d'Arezzo, à son frère qui avait été évêque de cette ville. Élevé dans la région la plus sauvage des Apennins, où le château de Piétra Mala domine des déserts que de hautes neiges couvrent pendant une moitié de l'année, Saccone était accoutumé à braver tous les dangers, comme toutes les fatigues et toutes les intempéries de l'air. Il conservait, dans un siècle civilisé et au milieu de peuples amollis, les mœurs et les habitudes des conquérants du Nord, antiques auteurs de sa race. Il méprisait le luxe et la mollesse de l'Italie; mais il s'était instruit dans sa politique, et il profitait de ses artifices. Il était en même temps le plus redoutable soldat dans un champ de bataille,

(1) *Cortusiorum Histor.*, L. VI, c. 1, T. XII. p. 869.
(2) *Giov. Villani*, L. XI. c. 45, p. 782.

et le partisan le plus rusé et le plus ingénieux, lorsqu'il voulait surprendre une place, ou tromper ses ennemis par un stratagème. Attaché à ses montagnes, il semblait prétendre plutôt à devenir le roi des Apennins qu'à dominer sur les contrées fertiles qui sont à leur pied, comme l'aigle qui vole, dans les Alpes, de rochers en rochers, mais qui descend rarement dans les plaines. Il avait entièrement soumis la famille des Faggiuola, qu'il avait dépouillée de Massa Trebaria et de tout son héritage: il avait de même assujetti les Ubertini avec tous leurs châteaux, les comtes de Montéfeltro, et ceux de Montédoglio (1); et son pouvoir s'étendait sur toutes les hautes montagnes de la Toscane, de la Romagne, et de la marche d'Ancône. De la seigneurie d'Arezzo, il avait passé ensuite à celle de Città-di-Castello et de Borgo San-Sepolcro; et il avait enfin attaqué Pérouse, qui ne se défendait qu'avec peine contre lui.

Saccone cependant avait observé la paix qui, vingt ans auparavant, avait été conclue entre les républiques de Florence et d'Arezzo; et, quoique chef du parti gibelin, il avait évité d'attirer sur lui les armes puissantes de la seigneurie. Mais lorsque Mastino della Scala porta la guerre en Toscane, Saccone accepta son alliance, et s'engagea à introduire dans Arezzo huit cents chevaux que le seigneur de Vérone fit avancer jusqu'à Forli. L'office de la guerre ne voulut pas demeurer plus longtemps exposé aux mauvais offices d'un voisin qui attendait le moment favorable pour lever le masque. Les Florentins déclarèrent la guerre au seigneur d'Arezzo, le 14 avril 1336; ils firent entrer de la cavalerie en Romagne, pour arrêter celle de Mastino, et ils firent ravager par leurs troupes tout l'État Arétin (2).

Les villes de Sienne, de Pérouse et de Bologne, étaient, ainsi que le roi Robert, engagées par une antique alliance à défendre les Florentins, pour le maintien du parti guelfe. L'office de la guerre renouvela cette alliance, quoiqu'il n'en pût attendre que peu de fruit, car les républiques étaient affaiblies par des discordes civiles, et le roi Robert par l'âge et le découragement. On ne pouvait songer à demander aux Génois aucune assistance; de-

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 25, p. 760.
(2) *Ibid.*, L. XI, c. 48, p. 764. — *Leonard Aretin.*, L. VI, p. 205

puis deux ans le parti gibelin dominait dans leur république, dont toutes les forces étaient tournées contre elle-même (1). Le pouvoir de l'Église était presque détruit en Italie; les villes de la Romagne et de la Marche étaient soumises à de petits tyrans dont toute la politique consistait à s'unir au parti du plus fort, afin d'être ménagés par l'usurpateur, aussi longtemps du moins que celui-ci aurait quelque chose à craindre. Louis de Bavière continuait à favoriser Mastino, qui se décorait toujours du nom de vicaire impérial; et si quelque puissance ultramontaine devait prendre parti dans la guerre qui allait commencer, ce ne pouvait être qu'en faveur du seigneur de Vérone.

Venise seule pouvait être déterminée par une politique plus relevée, et pouvait s'allier à Florence pour défendre la liberté italienne. La puissante république de Venise, jusqu'alors uniquement occupée de ses conquêtes dans le Levant, de sa marine et de son commerce, n'avait acquis aucune possession sur le continent, n'avait jamais voulu y contracter des alliances, et n'avait pris encore aucune part à la politique italienne. Les noms de Guelfes et de Gibelins étaient exclus des lieux de sa domination; elle ne relevait point de l'empire, et elle tenait son propre clergé dans sa dépendance: néanmoins on la considérait plutôt comme attachée au parti impérial; et une jalousie de commerce ou de puissance semblait l'éloigner des Florentins.

Les seigneurs de la guerre de Florence ne se laissèrent point décourager par ces premières apparences. Pour ne pas éveiller l'attention de Mastino sur les négociations qu'ils entamaient, ils en chargèrent les marchands florentins établis à Venise; et ils trouvèrent, comme ils s'y étaient attendus, la seigneurie de cette ville disposée à leur prêter une oreille favorable.

Mastino della Scala avait offensé, par plusieurs entreprises, la république, sa puissante voisine. Il avait voulu enlever le château de Camino à la famille de ce nom, qui, une fois avait régné à Trévise, et qui, depuis, s'était fait aggréger à la noblesse vénitienne; il bâtissait un château entre Padoue et Chioggia, pour empêcher les Vénitiens de faire du sel sur ses côtes, et pour assurer cette fabrication à ses propres sujets; enfin, il avait fait fermer, par une

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 24, p. 765.

chaîne, le Pô à Hostiglia, et il avait soumis les vaisseaux qui remontaient la rivière à un péage onéreux (1). Toutes ces innovations étaient contraires aux traités conclus par ses prédécesseurs avec la république; et celle-ci saisit avec empressement l'occasion de repousser une offense, et d'abaisser un voisin dont la grandeur devenait menaçante.

Le traité d'alliance entre les deux républiques fut signé le 21 juin 1336. Florence n'y avait recherché d'autre avantage que celui de susciter à Mastino un ennemi puissant : elle s'engageait à entretenir la moitié de l'armée, à supporter la moitié des frais pour attaquer le seigneur de Vérone dans la Marche Trévisane; mais toutes les conquêtes faites par cette armée devaient appartenir aux Vénitiens : les Florentins se réservaient seulement l'acquisition de Lucques, qu'ils devaient faire à leurs frais et par leurs propres forces (2).

Un seul général devait commander avec de pleins pouvoirs l'armée des deux républiques; la cupidité de Mastino leur fit trouver un capitaine qui méritait une si haute confiance. La famille illustre des Rossi de Parme avait été à la tête du parti guelfe, jusqu'au temps où la perfidie de Bertrand du Poïet l'avait forcée à chercher un refuge parmi les ennemis de l'Église; à l'arrivée de Jean de Bohême, elle lui avait cédé sa souveraineté; à son départ, elle l'avait rachetée de lui. La guerre l'avait enfin obligée à transférer à Mastino della Scala tous ses droits sur Parme et sur Lucques. La ville de Pontrémoli, et plusieurs châteaux avec des propriétés considérables, avaient été assurés aux Rossi, par Mastino; mais le seigneur de Vérone eut à peine recueilli les fruits de ce traité qu'il songea à se dégager des obligations qu'il lui imposait. Il excita, contre les Rossi, les Correggheschi, chefs de la faction opposée, dans Parme : bientôt il les dépouilla de tous leurs châteaux, et il les assiégea dans Pontrémoli, leur dernier asile. Pierre des Rossi, le plus jeune de six frères, passait alors pour le cavalier le plus accompli de l'Italie. Dans les guerres civiles, qui depuis longtemps

(1) *Cortusiorum Histor.*, L. VI, c. 9, p. 871. — *Chronicon Veronense*, T. VIII, p. 650. — *Gazata Chronic. Regiense*, T. XVIII, p. 52. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, T. XXII, p. 601. — *Andrea Naugerio Stor. Venez.*, p. 1020. — *Sandi, Storia civile Venez.*, P. II, L. V, p. 73.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 49, p. 784.

désolaient son pays, il avait donné des preuves éclatantes de sa bravoure, et jamais on ne l'avait vue souillée par aucun mélange de cruauté. Les soldats allemands qui servaient alors en Italie l'avaient appelé leur seigneur, et lui montraient un attachement sans bornes. Libéral jusqu'à l'imprudence avec ses compagnons d'armes, à peine se réservait-il pour lui-même une tunique et un cheval. Sa haute stature et l'élégance de ses manières attiraient sur lui les regards de toutes les femmes ; et la pureté virginale de ses mœurs, qu'on assurait n'avoir pas été une seule fois démentie, donnait encore un charme particulier à sa noble figure (1). Pierre des Rossi était retenu comme otage à Vérone ; mais il s'échappa de sa prison et vint implorer les secours des Florentins qu'il excita à la vengeance. Après avoir donné une preuve de ses talents militaires dans une courte campagne sur le territoire de Lucques, il passa, le 1er octobre, au commandement de la grande armée de la ligue dans la Marche Trévisane (2).

Pierre des Rossi parcourut avec son armée les territoires de Trévise et de Padoue ; il insulta les garnisons de ces deux villes ; il livra au pillage les campagnes, et tint en échec, avec quinze cents chevaux qu'il commandait, l'armée de Mastino, composée de quatre mille gendarmes. Cependant les Vénitiens, le voyant engagé dans le labyrinthe des rivières et des canaux qui coupent de mille manières l'État de Padoue, en conçurent d'autant plus d'inquiétude que l'ennemi avait abattu tous les ponts et fortifié tous les passages : mais Pierre feignit de rechercher la bataille ; il en envoya offrir le gage, selon l'usage chevaleresque, au camp de Mastino ; et le seigneur de Vérone, persuadé qu'il devait trouver son avantage à éviter ce que son ennemi désirait, laissa échapper l'occasion de l'attaquer, et lui permit de s'établir et de se fortifier à Bovolento, sur le Bachiglione, sept milles au-dessous de Padoue (3).

Pendant le temps que les Florentins entretenaient une armée dans la Marche Trévisane, et qu'ils combattaient en Toscane con-

(1) *Cortusiorum Histor.*, L. VII. c. 4, p. 884.

(2) *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 470. — *Giov. Villani*, L. XI, c. 51, p. 786. — *Beverini Ann. Lucens.*, Lib. VII, p. 901.

(3) *Giov. Villani*, L. XI, c. 53, p. 791. — *Cortusiorum Hist.*, Lib. VI, c. 4, p. 874

contre les Lucquois, et contre Pierre Saccone et les Arétins, ils savaient encore qu'ils devaient se tenir en garde contre les complots des Gibelins qui, dans les villes sujettes et même dans Florence, avaient des intelligences redoutables, et qui étaient sans cesse excités par les promesses de Saccone et les artifices de Mastino. Dans une situation aussi dangereuse, ils savaient que les Romains auraient créé un dictateur, et ils crurent, à leur exemple, devoir élever un magistrat au-dessus des lois, pour que le pouvoir redoutable qu'ils lui confiaient contînt les ennemis secrets de la république, et que la rapidité de ses jugements les atteignît à temps dans leurs complots. Mais les Romains, peuple tout militaire, faisaient du dictateur le général de leur armée. Les Florentins n'auraient pas trouvé parmi leurs concitoyens un général assez expérimenté pour qu'ils osassent le mettre à la tête de tout l'État : accoutumés à confier le pouvoir du glaive à des étrangers, ils auraient redouté encore davantage de réunir en des mains inconnues la puissance civile et militaire; si jamais ils s'étaient ainsi donné un maître, ils auraient pu difficilement ensuite secouer son joug. Ils résolurent donc de ne revêtir leur magistrat nouveau que des pouvoirs d'un juge suprême; ils le nommèrent conservateur : ils l'entourèrent d'une garde de cinquante cavaliers et de cent fantassins, et ils l'autorisèrent à porter sommairement ses sentences, et à les faire exécuter sans retard. Un étranger, Jacob Gabrielli d'Agobbio, fut appelé le premier à occuper cette charge. Le peuple devait trembler devant lui; mais la seigneurie, qui demeurait supérieure à sa juridiction, pouvait le surveiller et mettre des bornes à son pouvoir. Cependant, Gabrielli se livrant sans contrainte à son caractère soupçonneux et cruel, fit répandre beaucoup de sang par ses bourreaux. Lorsqu'il sortit de charge, le peuple, indigné contre lui, porta une loi pour interdire de tirer à l'avenir des juges d'Agobbio ou de son territoire (1). Après lui, un autre conservateur, Accorrimbène de Tolentino fit succéder la justice vénale à la cruauté, et les Florentins, en abolissant cette charge, reconnurent enfin que la liberté ne se maintient jamais par des

(1) Une semblable ordonnance avait été portée à Sienne l'année précédente, contre les habitants d'Agobbio. *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 93. Les gentilshommes de cette ville, et surtout les Gabrielli, se destinaient tous au métier de juges

moyens despotiques, et qu'élever un pouvoir au-dessus des lois, fût-ce pour leur défense, c'est préparer leur renversement (1).

[1337] L'année suivante, les Florentins ouvrirent la campagne en Toscane par un succès éclatant. Pierre Saccone, pressé par les armées de Florence et de Pérouse, et ne pouvant maintenir de communication avec Mastino, qui ne lui envoyait point les secours qu'il lui avait promis, avait perdu plusieurs de ses châteaux; il prit enfin le parti de négocier, et de vendre aux Florentins la seigneurie d'Arezzo. La république acheta séparément les droits de Pierre Saccone et ceux des comtes Guido : elle acquitta la solde des troupes assiégées; et elle déboursa environ soixante mille florins pour obtenir la possession de la ville, qui lui fut ouverte le 10 mars. Mais cette conquête coûta à la république plus que des trésors ; elle compromit sa bonne foi : pour la première fois on l'accusa d'avoir mal observé ses traités, d'avoir combattu de concert avec les Pérousins, et d'avoir recueilli seule les fruits de leur sueur et de leur sang (2). Le parti guelfe fut rétabli dans Arezzo, après en avoir été exilé soixante ans; les Tarlati furent réduits au rang de citoyens, deux forteresses furent construites dans la ville pour la tenir dans la dépendance, et une magistrature nouvelle fut instituée pour veiller à la paix et au bon état des Arétins (3).

Les Florentins qui, dans la guerre précédente, avaient souffert de leurs ménagements pour le territoire de Lucques, persistaient néanmoins dans le même système de politique : la guerre qui n'importait qu'à eux seuls, et qu'ils ne suivaient point de concert avec leurs alliés, était celle qu'ils poussaient avec le moins de vigueur. Ils se contentèrent, dans cette campagne, de piller Pescia, Buggiano, et quelques châteaux du val de Niévole et du val de Serchio, sans faire aucune conquête (4).

Mais, pendant le même temps, ils poursuivaient avec une

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 50, p. 778.

(2) *Ibid.*, L. XI, c. 58-60, p. 796. — *Istor. Pistolesi*, p. 471. — *Andrea Dei Cronica Sanesi*, T. XV, p. 96.

(3) *Giov. Villani*, L. XI, c. 59, p. 799. — *Cronaca di Ser Gorello d'Arezzo*, T. XV, c. 4, p. 829.

(4) *Giov. Villani*, L. XI, c. 62, p. 801. — *Beverini Annales Lucens.*, L. VII, p. 904.

redoutable activité leur projet de susciter en Lombardie de nouveaux ennemis à Mastino della Scala. De la même manière qu'ils avaient appelé les chefs des Gibelins à partager les conquêtes du roi de Bohême, ils abandonnaient à présent, à leur avidité, les États du seigneur de Vérone. Ils rappelaient à chacune l'arrogance insultante de Mastino, et ils offraient une récompense à quiconque voudrait se joindre à eux, pour l'en punir. Obizzo d'Este, Louis de Gonzague, et Azzo Visconti, entrèrent successivement dans la ligue des deux républiques. Ce dernier avait profité de la guerre générale où ses voisins étaient engagés, pour se rendre maître, dans le même temps, des villes de Lodi, de Come et de Crême (1). Charles, fils de Jean de Bohême, et duc de Carinthie, se joignit aussi aux ennemis de Mastino, et lui enleva, au commencement de juillet, les villes de Cividale et de Feltre (2).

Tandis qu'une armée, conduite par Luchino Visconti, menaçait au couchant les États de Mastino, et se retirait ensuite sans combat (3), Pierre des Rossi demeurait dans le voisinage de Padoue, et cherchait les moyens d'enlever cette ville importante à Albert della Scala, qui y commandait. Albert, frère aîné de Mastino, était son égal en autorité; mais il n'avait ni ses talents ni son courage. Il abandonnait les affaires publiques pour ne songer qu'à ses plaisirs Marsilio et Ubertino de Carrare, les anciens seigneurs de Padoue, et les chefs du parti guelfe, étaient ses uniques conseillers. Dans l'ivresse du pouvoir absolu, il avait cependant fait violence à la femme d'Ubertino de Carrare; mais comme il avait oublié cet outrage, il se figurait que l'offensé l'ignorait ou l'avait oublié aussi. Ubertino n'avait pas fait entendre une plainte, ni laissé deviner sa secrète rage; mais il avait ajouté à la tête de Maure qui formait le cimier de son casque, deux cornes d'or, en souvenir de sa honte et de la vengeance qu'il méditait (4).

Mastino n'accordait point aux seigneurs de Carrare une con-

(1) *Chron. Estense*, T. XV p. 400 — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, T XXII, p. 605. — *Annales Mediolan*, T. XVI, c 108, p. 710.

(2) *Cortusior. Historia* L. VI, c. 9, p. 870. — *Istorie Pistolesi*, p. 472. — *Chronic. Veronense*, T. VIII, p. 650.

(3) *Cortusior Historia*, L. VI, c. 6, p. 870. — *Gior. Villani*, L. XI, c. 65, p 802.

(4) *Istoria Padovana di Galeazzo Gataro*, T. XVII, p. 21.

fiance si absolue : il écrivit plusieurs fois à son frère de les surveiller, de les arrêter, et même de les faire mourir. Albert montrait toutes ces lettres aux Carrare; et ceux-ci, qui, dès le mois de décembre, étaient entrés en traité avec le doge de Venise (1), cherchaient à réveiller, dans Padoue, le zèle de leurs partisans, en même temps qu'ils négociaient avec Pierre des Rossi, leur neveu, dont ils demandaient les secours. Mastino découvrit toutes ces intrigues; et il écrivit, le 2 août, à son frère, de saisir sans retard les deux Carrare, qui le trahissaient, et de les faire mourir. Albert jouait aux échecs lorsqu'on introduisit le messager qui avait ordre de ne rendre sa lettre qu'au seigneur lui-même. Albert prit cette lettre, et, sans l'ouvrir, il la remit à Marsilio de Carrare qui était auprès de lui. Marsilio lut l'ordre de son supplice sans laisser paraître aucun trouble sur son visage. « Votre » frère, dit-il ensuite au seigneur, demande que vous lui envoyiez » sans retard, un faucon pèlerin dont il a besion pour ses chasses. » En même temps, il prévint Ubertino de tout préparer pour cette nuit même ; et il ne perdit plus Albert de vue, afin d'écarter de lui de nouveaux avis (2).

Au milieu de la nuit, les Guelfes qui étaient de garde à la porte de Ponte Curvo l'ouvrirent à Pierre des Rossi qui entra dans Padoue à la tête de sa cavalerie. Les partisans des Carrare s'étaient rassemblés en silence autour du palais public : à la même heure, ils surprirent les gardes qu'ils désarmèrent, et ils saisirent Albert della Scala dans son appartement. Ce seigneur fut aussitôt conduit dans les prisons de Venise. Nicoletto, son bouffon, demanda à partager son sort, et, seul, il l'accompagna dans cette triste demeure; un sentiment profond de dévouement s'étant conservé seulement dans un homme qui avait fait de sa folle gaieté un trafic, et qui, dans la risée d'autrui, avait cherché l'indépendance (3).

Pierre des Rossi fit observer à son armée une admirable discipline, en s'emparant de Padoue. Aucun pillage, aucun désordre ne troubla le contentement du peuple qui retournait au parti de ses pères. Les seules propriétés de la maison della Scala furent saisies, comme appartenant au vainqueur. Marsilio de Carrare fut

(1) *Navagero, Storia Venez.*, T. XXIII, p. 1028.
(2) *Istoria Padovana di Galeazzo Gataro*, p. 27.
(3) *Cortusiorum Histor.*, L. VII, c. 5, p. 885.

proclamé seigneur de Padoue par ses concitoyens. Il fut admis dans la ligue des deux républiques; et il s'engagea à fournir quatre cents gendarmes à l'armée qui faisait la guerre à Mastino (1).

L'avantage signalé que la ligue venait de remporter fut bientôt compensé, il est vrai, par la mort de celui auquel elle devait ses succès. Pierre des Rossi, ayant entrepris le siége du château de Monsélice, y fut atteint, le 7 août, d'un coup de lance, et il mourut le jour suivant. Son frère, Marrilio, qui avait un commandement dans la même armée, mourut de la fièvre sept jours après lui (2). Par reconnaissance et par respect pour la mémoire de ces deux généraux, la ligue confia le commandement de leur armée à un troisième frère, Orlando des Rossi, qui n'avait pas le talent de ses prédécesseurs.

Mais la situation de Mastino della Scala était devenue si dangereuse, qu'on n'avait plus besoin d'un grand général pour suivre les avantages déjà obtenus. Tous les Guelfes qui avaient obéi à ce seigneur, tous les gentilshommes qui avaient quelques plaintes à former contre lui, saisissaient avec empressement l'occasion de se révolter, et découvraient, dans la conduite de l'homme puissant tombé dans le malheur, des offenses auparavant ignorées de l'offensé comme de l'offenseur. Brescia se révolta le 8 octobre contre Mastino : la garnison allemande du seigneur della Scala, après avoir défendu quelque temps encore la ville, fut obligée à son tour de capituler; et cette nouvelle conquête passa au pouvoir d'Azzo Visconti, qui y avait le plus contribué (3).

La guerre n'avait pas encore été signalée par une bataille rangée, même lorsque les deux partis, à peu près égaux en forces, pouvaient ne pas craindre de se mesurer. Mais depuis l'abaissement du seigneur della Scala, on ne pouvait plus s'attendre à aucune action d'éclat, car il se tenait enfermé dans sa capitale; il défendait ses châteaux, et il n'osait se hasarder à aucun engagement. L'hiver se consuma en négociations infructueuses, et la

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 64, p. 803. — *Cortusiorum Hist.*, L. VII, c. 1, 2 et 3, p. 881.

(2) *Cortusiorum Hist.*, L. VII, c. 4, p. 884. *Giov. Villani*, L. XI, c. 65, p. 804 — *Istorie Pistolesi*, p. 473

(3) *Giov. Villani*, L. XI, c. 72, p. 809.

campagne suivante fut consacrée au siége de divers châteaux [1338]. Les Florentins cependant distribuèrent des prix pour la course, sous les murs mêmes de Vérone. Ils prirent successivement Soave, Montecchino et Monsélice ; et au milieu d'octobre ils s'emparèrent enfin des faubourgs de Vicence (1). Mastino avait imploré les secours de l'empereur Louis de Bavière, au parti duquel il était toujours demeuré fidèle. Mais Louis était alors l'ennemi de la maison de Luxembourg, avec laquelle il avait si longtemps fait cause commune ; et le comte Jean Henri, second fils du roi de Bohême, s'empara du passage des montagnes, et arrêta, dans le Tyrol, l'empereur qui, avec six mille cavaliers, venait au secours du seigneur de Vérone (2). Mastino, abandonné par tous ses alliés, redoutant d'être bientôt assiégé dans sa capitale, eut enfin recours aux négociations. Il avait affaire à une ligue et il employa contre elle l'art qui suffit presque toujours pour les dissoudre. Il offrit de satisfaire entièrement l'un des confédérés, et il le fit ainsi renoncer à défendre les intérêts de l'autre. Les Vénitiens traitèrent séparément avec lui ; et ayant obtenu pour eux-mêmes tout ce qu'ils désiraient, ils signèrent, le 18 décembre 1338, un traité qu'ils communiquèrent seulement alors à la république florentine, afin qu'elle eût à s'y conformer (3).

Par ce traité, Trévise, avec les forteresses de Castel Franco et de Cénéda, étaient cédées à la seigneurie de Venise ; Bassano et Castel Baldo, au seigneur de Padoue ; Pescia et quelques châteaux du val de Niévole, aux Florentins (4). La navigation du Pô devait demeurer libre ; les Rossi devaient rentrer en possession de leurs biens dans l'État de Parme ; et Albert della Scala devait être délivré de sa prison sans rançon.

Ces conditions étaient bien différentes de celles que les Florentins avaient attendues, et que leurs alliés s'étaient engagés à leur faire obtenir. Ils ne recueillaient pour fruit d'une guerre qui leur

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 70, p. 812 ; et 81, p. 815.
(2) *Olenschlager Geschichte*, § 130, p. 302.
(3) *Giov. Villani*, L. XI, c. 89, p. 821.
(4) Buggiano, la Costa, Colle et Altopascio. De plus, Mastino renonçait à ses droits sur d'autres châteaux déjà conquis, savoir Fucecchio, Castel Franco, Santa-Croce, Santa-Maria a Monte, Montopoli, Montécatini, Monsommano, Montevettolino, Massa, Cozzile, Uzzano, Vellano, Sorana et Castel Vecchio.

avait coûté six cent mille florins, que la possession de trois ou quatre châteaux que Mastino n'était plus en état de défendre, tandis que, par la même guerre, la maison de Carrare avait acquis la seigneurie de Padoue, que Visconti se faisait confirmer la conquête de Brescia, et que les Vénitiens jetaient les fondements d'un État nouveau en terre ferme (1). Ils hésitèrent quelque temps s'ils ne demeureraient point seuls en guerre avec Mastino, plutôt que d'accéder à un traité si désavantageux, et de se laisser ainsi jouer une seconde fois par leurs alliés. Cependant ils avaient contracté une dette de quatre cent cinquante mille florins; ils avaient engagé leurs gabelles pour six années à leurs créanciers; et deux échecs terribles que leur commerce reçut à cette époque, achevèrent de les déterminer. Ils acceptèrent le traité de Venise; et la paix fut publiée en Toscane, le 11 février 1339 (2).

Un motif plus puissant pour mettre fin à la guerre, que l'abandon où se trouvaient les Florentins, fut la ruine qu'occasionnait à leur commerce la guerre de Philippe de Valois et d'Édouard III d'Angleterre. Ces deux monarques n'avaient pas été scrupuleux dans le choix des moyens qu'ils employèrent pour se procurer de l'argent. Philippe avait altéré à plusieurs reprises la monnaie de son royaume; en sorte que le florin d'or de Florence, qui, au commencement de son règne, valait dix sous de Paris, arriva bientôt à en valoir trente. Il fit ensuite arrêter en un seul jour, le 10 avril 1337, tous les Italiens qui commerçaient dans ses États; et, les accusant d'être des usuriers, il les contraignit à se racheter par des contributions énormes (3). D'autre part, Édouard d'Angleterre avait fait choix pour ses banquiers, de deux commerçants de Florence; et les emprunts qu'il faisait par eux surpassaient tellement les remboursements qu'il leur assignait, que les Bardi se trouvèrent lui avoir avancé cent quatre-vingt mille

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 89, p. 891. — *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1030. — *Cortusiorum Historia*, L. VII, c. 18, p. 896.

(2) Les Guelfes émigrés de Lucques reçurent de Mastino la permission de rentrer dans leur patrie. D'autre part, plusieurs familles gibelines de Pescia et de Buggiano préférèrent l'autorité de Mastino à celle d'une république guelfe. Les Garzoni, Pucci, Vanni, Nuti, Puccini, Lippi, Orsucci, etc., s'établirent à Lucques, et y reçurent les droits de cité. *Beverini Annales Lucens.*, L. VII, p. 908.

(3) *Giov. Villani*, L. XI, c. 71, p. 808.

marcs sterling, et les Peruzzi, cent trente-cinq mille, ou, entre eux, seize millions trois cent quatre-vingt mille de nos francs, dans un temps où l'argent était cinq ou six fois plus rare que de nos jours (1). Ces deux maisons furent obligées de suspendre leurs payements; et il en résulta par contre-coup un nombre infini de faillites dans Florence (2). C'est dans ces circonstances que la paix de Venise fut acceptée par la république, sans que sa publication causât aucune joie parmi le peuple (3).

(1) Le marc sterling valait alors quatre florins et demi, ou environ soixante francs.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 87, p. 819.

(3) *Istorie Pistolesi*, p. 474.—*Joh. de Bazano Chron. Mutin.*, T. XV, p. 598.—*Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, T. XXII, p. 605. *Leonard. Aretino*, L. V, p. 212.

CHAPITRE VI.

BOLOGNE ASSERVIE A TADDÉO DE PÉPOLI. — GUERRE DES MERCENAIRES OU DE PARABIAGO. — LES GÉNOIS SE DONNENT UN DOGE. — CÉLÉBRITÉ DE PÉTRARQUE; IL EST COURONNÉ AU CAPITOLE. — 1338 A 1341.

La république de Bologne, située presqu'au centre de l'Italie, avait paru longtemps disputer à Florence la première place dans le parti guelfe: non moins peuplée, non moins riche ou moins commerçante, elle avait eu sur les villes de Romagne une influence aussi grande que Florence sur celles de Toscane; Bologne, enfin, était illustrée par une université la plus ancienne, comme aussi la plus célèbre d'Italie. Inébranlable dans son attachement au parti guelfe, la république avait acheté son premier triomphe par des combats longs et ruineux. Les Lambertazzi, et plusieurs milliers de leurs partisans, avaient été exilés en 1274; et leur départ avait laissé la ville comme déserte (1). Mais les désastres de la guerre civile avaient été réparés par l'administration sage et vigoureuse du parti victorieux. Le gouvernement mieux affermi avait eu le temps de mûrir ses projets et de les exécuter; une brillante prospérité en était le résultat. Nous sommes arrivés à l'époque où cette prospérité eut un terme. La tyrannie du légat Bertrand du Poïet avait porté atteinte au principe vital de la république; les citoyens, corrompus par quelques années de servitude, n'étaient plus capables de se gouverner en liberté. Leurs haines, provoquées par des outrages plus graves, avaient pris un caractère plus féroce: elles n'étaient plus contenues par un antique esprit public; elles ne s'arrêtaient plus devant le salut de la patrie, ou la crainte de compromettre la liberté; et, après

(1) *Voyez*, ci-devant, chap. VI. T. II

quatre ans de convulsions, elles soumirent Bologne à une nouvelle tyrannie. Celle-ci fut, il est vrai, renversée à plusieurs reprises ; mais la liberté qui lui succédait n'était pas de moins courte durée, ni moins vacillante et incertaine que le pouvoir des tyrans.

Les factions nouvelles de Bologne avaient éclaté lorsque Roméo de Pépoli, le citoyen le plus riche de cette république, et peut-être de l'Italie, avait été exilé : il était mort loin de sa patrie ; mais son fils, Taddéo, y avait été rappelé pendant l'administration du légat. Les Pépoli avaient gagné beaucoup de partisans dans le bas peuple et parmi la noblesse pauvre, au moyen de leurs immenses richesses, dont ils faisaient un usage généreux. Ils avaient affecté un zèle outré pour le parti guelfe ; et ils étaient demeurés attachés au légat plus longtemps que les Maltraversi, leurs adversaires (1). Ils accusaient ces derniers de favoriser les Gibelins, et cette accusation n'était pas sans influence sur l'esprit du peuple. Quelques familles illustres s'étaient attachées a leur fortune (2) ; et la plus distinguée parmi elles était celle des Bentivoglio, que ses généalogistes faisaient descendre de Henzius, le roi de Sardaigne, fils de Frédéric II, qui mourut dans les prisons de Bologne. Les ennemis de cette famille qui devait un jour parvenir à la tyrannie, disaient, au contraire, qu'elle était issue d'un boucher (3).

Peu après l'expulsion du légat, il y avait eu une émeute à Bologne, le 27 avril 1334 : les deux factions s'étaient combattues sur la place ; les Maltraversi avaient été mis en déroute, les maisons des Sabbadini avaient été pillées, et tous les chefs des grandes familles de ce parti avaient été exilés (4). Les Gozzadini seuls avaient été soustraits à cette proscription, en reconnaissance de la part qu'ils avaient eue à l'expulsion du légat.

La faction des Pépoli, pour assurer sa victoire, ou pour en recueillir les fruits, sévit bientôt contre ses adversaires, par de nouveaux actes de rigueur. Tous les Gibelins qui avaient partagé l'exil des Lambertazzi, et qui étaient rentrés ensuite dans Bo-

(1) *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 360.

(2) Les Samaritani, Ghisilièri, Bianchi, et Lambertini.

(3) Philippe Bentivoglio fut en effet, en 1330, bargello ou officier de police pour la compagnie des bouchers. *Cronica Miscella di Bologna*, p. 367.

(4) Les comtes de Panico, Beccadelli, Sabbadini, Rodaldi et Bonttiéri.

logne, par l'indulgence du gouvernement, furent exilés de nouveau, au nombre de trois cent cinquante-sept : leurs pères et leurs frères furent forcés d'établir leur domicile à la campagne ; et lorsque quelques affaires les appelaient à la ville, il leur fut défendu de s'approcher de la place à la distance de cinquante brasses, sous peine de deux mille livres d'amende (1).

Les Pépoli se conduisaient déjà dans la ville comme s'ils en étaient les maîtres. Jacques, fils de Taddéo, avait promis à un prêtre de ses amis de lui procurer un bénéfice devenu vacant ; et l'ayant vainement demandé à l'évêque, dans un accès d'emportement, il outragea ce prélat par des soufflets : l'évêque saisit un couteau, et blessa Pépoli à la joue. De part et d'autre on courut aux armes, le palais épiscopal fut livré au pillage et à l'incendie ; et le chef de l'Église de Bologne ne put se dérober à la mort que par une prompte fuite (2).

Cependant la considération personnelle que Brandaligi des Gozzadini s'était acquise par l'expulsion du légat, réfléchissait quelque lustre sur le parti Maltraversa, dont il était le chef. Taddéo des Pépoli [1337], pour faire attaquer les Gozzadini, s'adressa aux Bianchi, leurs ennemis particuliers ; et lorsqu'il sut que ces deux familles étaient en armes et sur le point de se livrer bataille, il s'avança au milieu d'elles, sur la grande place, s'offrant pour être leur médiateur. Il prit Brandaligi par la main ; il l'appela son frère et l'arbitre de Bologne, il le reconduisit chez lui, en lui prodiguant les témoignages et de son respect et de son dévouement : il fit poser les armes à ses propres fils, qui s'étaient associés avec les Bianchi ; et il détermina toute la faction Maltraversa à quitter ses armes et à se disperser : mais à peine Pépoli s'était-il retiré, que ses partisans, rassemblés dans un autre quartier, fondirent sur les maisons des Gozzadini, les pillèrent, les brûlèrent, et forcèrent Brandaligi à s'enfuir. Les séditieux chassèrent ensuite de la seigneurie tous les magistrats attachés au parti Maltraversa ; et ils contraignirent les autres à prononcer contre les Gozzadini et leurs partisans, une sentence d'exil (3).

(1) *Cronica Miscella di Bologna*, p. 362-365.

(2) Le 20 août 1336. *Cronica Miscella di Bologna*. T. XVIII. p. 370. — *Matthæi de Griffonib. Memor. histor.*, p. 158.

(3) Le 7 juillet 1337. *Cronica di Bologna*, p. 374.

Les Bolonais étaient entrés dans la ligue des Florentins et des Vénitiens contre les seigneurs della Scala; et la guerre où ils se trouvaient engagés les obligeait à entretenir un grand nombre de gens d'armes à leur solde. Ces mercenaires, pour la plupart Allemands, préféraient avoir à traiter avec un seigneur plutôt qu'avec une république. D'autre part, les tyrans dont la puissance était fondée sur la force militaire, avaient tous étudié l'art de se rendre chers aux soldats. Taddéo de Pépoli avait gagné ceux qui étaient assemblés à Bologne; il les engagea, par de secrets émissaires, à courir tumultuairement sur la place, le 28 août 1337, en criant, *vive messire Taddéo de Pépoli!* Les citoyens se rassemblèrent aussi au cri de *vive le peuple!* mais ils étaient sans chefs : les vrais républicains avaient été exilés avec la faction Maltraversa. Taddéo animait ses soldats : la garde de la seigneurie fut forcée; et sans combat, presque sans résistance, Taddéo fut introduit dans le palais public. Les mercenaires qui lui en avaient ouvert l'entrée, le proclamèrent, les premiers, seigneur général de Bologne : quelques jours après, les compagnies de milices, et plus tard encore, le conseil du peuple, donnèrent leur assentiment à cette élection. Les amis de la liberté avaient perdu courage; ils n'espéraient plus empêcher l'établissement du despotisme : ils s'absentèrent de ces assemblées, où il ne se trouva que dix citoyens qui eussent la fermeté de se prononcer contre Taddéo de Pépoli (1).

Le nouveau seigneur découvrit bientôt ou supposa des conjurations tramées contre lui, pour exiler, sous ce prétexte, les citoyens qui pouvaient encore lui donner quelque ombrage (2) [1338]. Il chercha ensuite à se réconcilier avec le pape, qui avait mis sa capitale sous l'interdit; il reconnut la souveraineté des pontifes sur Bologne, il promit à l'Église un tribut annuel de huit mille livres bolonaises; il s'engagea à faire marcher ses troupes toutes les fois qu'il en serait requis par la cour d'Avignon, et il obtint, à ces conditions, que Benoît XII l'admît de nouveau dans le sein de l'Église, et reconnût la légitimité de son pouvoir (3).

La paix de Venise était postérieure à ces diverses révolutions de

(1) *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 375. — *Matth. de Griffonibus Memor. histor.*, p. 161. — *Giov. Villani*, l. XI, c. 69, p. 806.

(2) *Cronica di Bologna*, p. 377.

(3) *Ghirardacci Storia di Bologna*, l. XXII, T. II, p. 156 *et seq.*

Bologne. Cette paix, en démembrant les États de Mastino della Scala, avait mis le reste de l'Italie à couvert de son ambition, mais une maison plus puissante s'était déjà enrichie de ses dépouilles : les talents et les vertus d'Azzo Visconti, qui avait succédé en Lombardie à la prépondérance de Mastino, rendaient son ambition plus dangereuse encore. Visconti était alors le seul seigneur qui s'occupât de l'intérêt de ses peuples et qui sût s'en faire chérir. La douceur de son administration lui gagnait en tous lieux des partisans; les sujets des tyrans se félicitaient d'être conquis par lui. Brescia s'était révoltée contre Mastino pour lui ouvrir ses portes, d'autres villes pouvaient être tentées de suivre cet exemple : mais le seigneur de Vérone, en faisant la paix avec Azzo, s'occupait déjà de sa vengeance; et ce fut en posant les armes qu'il suscita au prince qui l'avait humilié les plus dangereux ennemis.

Nous avons vu que les faubourgs de Vicence avaient été livrés à l'armée de la ligue; les Allemands que Florence et Venise avaient eus à leur solde, y étaient cantonnés. Ces troupes mercenaires gardèrent à la paix les faubourgs de Vicence, comme gages d'une indemnité à laquelle elles prétendaient; elles refusèrent de se séparer, et menacèrent également Mastino et les alliés de qui elles avaient dépendu. Le seigneur de Vérone entreprit de s'en délivrer et de les déchaîner en même temps contre Azzo Visconti. Il chargea de cette négociation délicate ce même Lodrisio Visconti, qui avait deux fois conjuré contre Galéaz, et qui, forcé à émigrer de Milan, était alors à Vérone.

[1339] Henri VII, Frédéric d'Autriche, Louis de Bavière, le duc de Carinthie, et le roi de Bohême, avaient successivement amené en Italie de nouvelles armées allemandes; et rarement les aventuriers qui les avaient suivis étaient retournés en Allemagne : les souverains d'Italie les avaient attirés à leur solde, et leur avaient assuré des récompenses supérieures à celles qu'ils auraient pu trouver dans leur patrie. L'avantage prodigieux que la cavalerie pesante obtenait dans les combats, tenait bien moins au nombre des soldats qu'à l'habitude des armes, et à la pratique d'une vie entière : la solde du cavalier était proportionnée à la longueur de l'apprentissage aussi bien qu'aux dangers du métier; et, tandis que la paye du soldat est aujourd'hui inférieure à celle du dernier

mercenaire, elle était alors supérieure à celle du plus habile et du plus riche ouvrier.

Les princes et les villes d'Italie n'étaient point en état de tenir constamment sur pied des troupes aussi dispendieuses : au moment de la guerre, ils appelaient les mercenaires qui avaient servi dans d'autres armées, et ils les licenciaient de nouveau à la paix. Les Allemands arrivés en Italie à la suite de leurs princes, étaient bientôt séduits par une paye supérieure, et engagés dans un autre service; et, comme toutes les querelles des Italiens étaient indifférentes à ces étrangers, on les voyait toujours, à l'enchère, combattre pour celui qui les payait à un plus haut prix.

En général, il convenait aux princes d'avoir des Allemands à leur solde, plutôt que des nationaux, parce que la différence de langue les rendait plus étrangers à l'esprit de parti, et plus inaccessibles aux intrigues. Les troupes mercenaires parurent, au premier abord, avoir d'autres avantages encore. Les forces des États se proportionnèrent à leurs richesses, et non plus à leur population : tandis qu'elles s'augmentaient par l'industrie et l'activité, ou se perdaient par la nonchalance, le sang des sujets et des citoyens fut épargné; les soldats eux-mêmes prirent un caractère plus humain, et la guerre se fit avec moins de férocité, parce que les combattants étaient presque tous compatriotes, et qu'ils n'avaient aucun sujet de haine les uns contre les autres. Pendant la bataille, ils se ménageaient réciproquement : après la victoire, les vaincus étaient dépouillés de leurs armes et de leurs chevaux, et renvoyés ensuite sans rançon. On ne s'aperçut point d'abord que l'emploi des soldats étrangers faisait perdre à la nation son caractère militaire, et lui ôtait les moyens de repousser par elle-même le joug qui pouvait la menacer : on ne prévit point que les mercenaires en qui elle mettait sa confiance pourraient la trahir. La négociation de Lodrisio Visconti avec ceux qui occupaient les faubourgs de Vicence, apprit, pour la première fois, ce qu'on avait à craindre de pareilles troupes.

Lodrisio Visconti arriva auprès des Allemands qui occupaient les faubourgs de Vicence, avec l'argent que lui avait fourni Mastino. Il leur fit remarquer qu'aucun souverain en Italie n'assemblait alors des troupes; et il leur proposa de marcher avec lui contre Azzo Visconti : au lieu de solde, il leur promit le pillage

de la ville et du territoire de Milan. Il rappela à leur mémoire la grande compagnie de Catalans et Aragonais, qui, au commencement du siècle, avait passé en Grèce et s'y était fait un établissement, et il les détermina à entreprendre la guerre pour leur propre compte. Les Allemands élurent pour généraux Lodrisio Visconti et un de leurs compatriotes, nommé Renaud de Givres (1) : ils s'intitulèrent la compagnie de Saint-Georges; et, au commencement de février 1339, ils passèrent l'Adige, pour entrer sur le territoire milanais. La compagnie, en se mettant en marche, était formée de deux mille cinq cents chevaux, avec une nombreuse infanterie; et, comme elle avançait, elle faisait chaque jour de nouvelles recrues.

Azzo Visconti était alors retenu au lit par la goutte : il fut donc obligé de confier le commandement de son armée à son oncle Luchino Visconti. Cette armée, forte de trois mille chevaux et dix mille fantassins, sortit de Milan, le 15 février, pour aller au-devant de la compagnie qui s'était campée à Lignano, et qui ravageait le territoire milanais.

Luchino partagea son armée en deux colonnes; l'une, sous les ordres de Jean de Fiéno et Giovanelli Visconti, établit son quartier à Parabiago; l'autre, sous le commandement immédiat de Luchino, fixa le sien à Nerviano. Lodrisio profita de cette division; et, dans la nuit du 19 ou 20 février, il fondit à l'improviste sur la colonne de Parabiago, et la mit en pleine déroute. Il laissa ensuite quatre cents chevaux à Parabiago, pour garder son butin et ses prisonniers; il en envoya sept cents sur l'Olonne, pour couper le passage aux fuyards, et avec le reste, il s'avança contre Luchino Visconti. La bataille se renouvela avec une fureur que de longtemps on n'avait vue dans les guerres d'Italie; l'espoir du pillage de Milan excitait les soldats de la compagnie : ceux de Luchino étaient animés par la défense de tout ce qu'ils avaient de plus précieux, contre une troupe de brigands qui n'auraient connu aucune modération dans la victoire. Cependant les Milanais furent vaincus, mais après une résistance si vigoureuse, que les vainqueurs n'étaient guère moins affaiblis qu'eux. Luchino lui-même tomba au pouvoir de ses ennemis. Pendant le même temps, une autre colonne,

(1) *Cortusiorum Historia de Novitat. Paduæ*, L. VII, c. 20, p. 899.

composée de sept cents cavaliers, tous italiens, était sortie de Milan, sous la conduite d'Hector de Panigo : elle était entrée dans Parabiago, et elle avait surpris et mis en pièces les quatre cents cavaliers que Lodrisio Visconti avait laissés à la garde de ce château ; elle s'était grossie de tous les prisonniers qu'elle avait délivrés. De là, elle marcha sur Nerviano, et elle arriva sur le champ de bataille, comme les troupes de Luchino, déjà rompues, se défendaient cependant encore. Hector de Panigo fondit sur la compagnie, que la fatigue de deux combats et la poursuite des vaincus avaient mise en désordre : il fit un massacre effroyable de ces aventuriers ; il délivra Luchino, et fit Lodrisio prisonnier.

Dans une seule journée, la compagnie avait déjà remporté deux victoires ; et le comte de Panigo, son adversaire, en avait remporté deux aussi. Ce dernier ramena alors ses troupes victorieuses vers Milan. Au passage de l'Olonne, il rencontra le capitaine allemand Malerba, qui avait été placé par Lodrisio sur cette rivière, pour couper la retraite aux fuyards : il le défit à son tour, après un combat obstiné; c'était le cinquième de la journée, et celui qui mit fin à la guerre de Parabiago, comme à l'existence de la compagnie de Saint-Georges. Cette rapide campagne, terminée en moins de vingt jours, avait attiré les regards de toute l'Italie ; l'acharnement incroyable avec lequel les mercenaires combattirent dans cette occasion où ils étaient armés contre la société tout entière, inspirait d'autant plus d'effroi, qu'on le comparait à la mollesse avec laquelle ils soutenaient les autres guerres. L'expédition de Parabiago révéla leur secret.

On vit que leurs combats ordinaires n'étaient qu'un jeu, dans lequel ils cherchaient à gagner leur paye avec le moins de sang et le moins de fatigue possible ; mais qu'ils ne mettaient en œuvre toutes leurs forces que lorsqu'ils les destinaient à la subversion de l'ordre social. Plus de quatre mille gendarmes, entre les deux armées, étaient restés sur le champ de bataille (1). Le nombre de morts, dans l'infanterie, était infiniment supérieur. Les Milanais seuls avaient perdu plus de cinq cents cavaliers et de trois mille fantassins (2). Lodrisio Visconti et ses deux fils furent enfermés

(1) *Cortusiorum Historia*, L. VII, c. 20, p. 900
(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 96, p. 831.

dans les prisons de Milan. On renvoya sans rançon les autres prisonniers, après leur avoir ôté leurs chevaux et leurs armes, et avoir exigé leur parole qu'ils ne serviraient plus contre les Visconti. On n'aurait pu les retenir sans les condamner à une captivité perpétuelle, puisqu'aucune puissance n'aurait songé à racheter leur liberté (1).

Quoique la guerre de Parabiago eût enlevé à Visconti plusieurs de ses meilleurs soldats, elle avait augmenté sa réputation et son pouvoir. A cette époque, il était souverain de dix villes de Lombardie, autrefois indépendantes (2) ; sans compter la seigneurie de Pavie, qu'il partageait avec la maison Beccaria. Il recherchait une occasion d'acquérir aussi quelques droits en Toscane, afin d'ouvrir une carrière nouvelle à ses intrigues et à son ambition : bientôt cette occasion se présenta à lui. Sa mère, Béatrix d'Este, avait eu de son premier mari, le juge Nino de Gallura, une fille unique nommée Jeanne, sœur de mère d'Azzo Visconti : cette sœur vint à mourir ; c'était la dernière héritière des Visconti de Pise, seigneurs d'une partie de la Sardaigne. Azzo se présenta aussitôt pour recueillir l'héritage de cette illustre et riche maison ; il demanda et obtint de la république de Pise les droits de citoyen : il entra en possession des biens de sa sœur ; et, pour faire connaître que ses prétentions s'étendaient aussi sur le tiers de la Sardaigne que les Aragonais avaient enlevé aux juges de Gallura, il écartela ses armes avec les leurs (3). Les Pisans recherchaient avec empressement son alliance, et leurs forces réunies auraient peut-être enlevé aux Aragonais cette île sur laquelle Pise avait de si justes droits, et dont la possession était si nécessaire à sa puissance maritime. Mais Azzo Visconti fut arrêté par la mort au milieu de ses prospérités et des projets qu'il formait. Il expira le 16 août 1339, âgé de trente-sept ans seulement (4) ; et, comme il ne laissait point d'enfants, ses deux oncles, Jean, évêque de Novare, et Luchino, tous deux

(1) *Chronicon Modoetiense*, L. IV, c. 9, p. 1174. — *Gualvanei de la Flamma opuscula*, T. XII, p. 1023. — *Istorie Pistolesi*, p. 475.

(2) Milan, Como, Verceil, Lodi, Plaisance, Crémone, Crème, Borgo San-Donnino, Bergame et Brescia.

(3) *Gualvanei de la Flamma opuscul. de Gestis Vicecomitum*, T. XII, p. 1028.

(4) *Gior. Villani*, L. XI, c. 100, p. 833.

fils de Mattéo, furent appelés ensemble par l'élection de la noblesse et du peuple à la souveraineté de Milan (1). Le premier résigna bientôt sa part de la seigneurie à son frère, pour solliciter l'investiture de l'archevêché de Milan ; ce siége étant venu à vaquer, Jean Visconti obtint en effet sa nomination de la cour d'Avignon, moyennant cinquante mille florins qu'il paya comptant, et la réserve de dix mille florins de rente (2).

Cette même année fut encore signalée par une révolution importante dans la république de Gênes. Depuis la levée du siége de cette ville, nous nous sommes contentés d'indiquer sommairement les événements de la guerre civile qui déchirait cette république : épuisée par des combats éternels, elle n'employait plus, dans ses guerres intestines, des forces assez considérables pour fixer l'attention de l'Italie. Mais les nouvelles factions qui éclatèrent cette année méritent plus de détails, puisqu'elles produisirent, dans le gouvernement de la république, un changement durable, et qui fait époque pour elle.

C'était le temps où Philippe de Valois soutenait, contre les Anglais, une guerre désavantageuse. En 1338, il avait pris à son service vingt galères armées par les Gibelins de Gênes, et vingt autres armées par les Guelfes de Monaco. Ces quarante galères avaient été envoyées dans les mers de France, sous le commandement d'Antoine Doria. Les matelots génois, après une année de service, se plaignirent de ce que cet amiral ne leur payait pas leur solde tout entière. Il y eut une sédition sur les galères ; Doria et ses capitaines en furent chassés, et les matelots se créèrent de nouveaux officiers (3). Le roi de France se déclara en faveur de l'amiral ; il fit jeter en prison Pierre Capurro de Voltaggio, qu'on regardait comme le chef des séditieux, et avec lui quinze de ses compagnons. La subordination fut rétablie sur la flotte ; mais un grand nombre de matelots la quittèrent et revinrent dans leur patrie, porter leurs plaintes contre l'amiral.

A leur arrivée, ces hommes inquiets trouvèrent leurs concitoyens déjà remplis d'animosité contre les Doria, les Spinola, les Fieschi, et les Grimaldi. Depuis soixante-dix ans ces quatre

(1) *Gualv. de la Flamma opuscul.*, p. 1030.
(2) *Giov. Villani.* L. XI, c. 100. p. 835
(3) *Georgii Stellæ Annal. Genuens*, T. XVII p. 1071.

grandes familles avaient ébranlé la république par leur rivalité. Tour à tour victorieuses ou fugitives, elles avaient aussi tour à tour opprimé le reste de la noblesse, autant que le peuple. Elles paraissaient aspirer à réduire Gênes sous le joug d'une oligarchie héréditaire; elles s'attribuaient toutes les fonctions honorifiques, soit dans la capitale, soit dans les villes et les châteaux qui dépendaient d'elle, soit dans les flottes et les armées. Les habitants de Voltaggio prirent les premiers les armes, pour défendre ou venger leur compatriote Pierre Cappuro, le chef des séditieux de la flotte. Leur exemple fut suivi par les habitants des vallées de Polsévéra et de Bisagno, et enfin par les citoyens de Savone : dans cette dernière ville les séditieux se rassemblèrent à l'église de Saint-Dominique ; un de leurs chefs monta dans la chaire des prédicateurs, et rappelant au souvenir de ses auditeurs les injures et l'orgueil de la noblesse, il les excita à secouer le joug de cet ordre et à se venger de lui. « L'arrogance des nobles est si » grande, dit-il, qu'ils s'indignent de ce que le peuple réclame » des droits que toutes nos lois garantissent. Celui qui lève les yeux » sur eux, et qui, se souvenant qu'il est Génois, ose invoquer la » liberté, est traîné en prison ou puni de mort comme un rebelle. » Qui devons-nous cependant accuser d'une oppression si dégra» dante? est-ce la noblesse qui l'impose, ou nous-mêmes qui la » souffrons? La noblesse, après tout, n'a rien fait de nouveau, » rien qui ne fût conforme à sa nature : mais nous, par une fai» blesse honteuse, par une impardonnable lâcheté, nous n'em» ployons point à notre défense les armes qui de tout temps ont » été réservées au peuple. Ne le savons-nous pas; à ceux qu'on » opprime il ne reste qu'une ressource, la révolte; en elle seule » se trouve la garantie sacrée de nos droits. Espérerions-nous qu'un » jugement ou des poursuites juridiques nous fissent rétablir dans » nos priviléges? Que pourrions-nous attendre des conseils que » les nobles composent eux-mêmes, des tribunaux qu'ils ont » créés, des jurisconsultes qu'ils égarent par tous les subter» fuges de la chicane? Le peuple a-t-il un moyen régulier d'obte» nir justice quand il la demande contre ses magistrats? Peut-il » invoquer l'ordre social à son secours, quand c'est l'ordre social » qui lui-même est corrompu? Ne craignez point, citoyens, les » jugements de tribunaux qui sont vendus à vos ennemis, l'op-

» probre dont ils voudraient vous couvrir, ou les supplices dont » ils vous menacent; ne craignez point les noms de rebelles et de » séditieux dont ils vous accablent; vous connaissez vos droits; » les lois qui devaient vous protéger, et qu'ils violent sans pu- » deur, vous les avez toutes gravées dans votre mémoire : ces lois » mêmes ont fait de vos bras leur dernière garantie (1). »

Les habitants de Savone, échauffés par ce discours, formèrent le siége du prétoire, où Édouard Doria, gouverneur de la ville, s'était réfugié avec les magistrats et quelques gentilshommes. Après les avoir forcés à se rendre, ils les enfermèrent dans la forteresse de Sainte-Marie; ils nommèrent deux plébéiens capitaines du peuple, et leur formèrent un conseil composé de vingt matelots. Ils marchèrent ensuite contre Gênes; tout dans cette ville était disposé pour une sédition semblable, et elle ne tarda pas à y éclater. La république était gouvernée par deux capitaines du parti gibelin, un Doria et un Spinola; ces capitaines avaient dépouillé le peuple de l'élection de son abbé, magistrat qui, comme les tribuns de Rome, était spécialement chargé de la protection et de la défense des plébéiens. Les mécontents de Gênes, lorsqu'ils virent arriver à leur aide les insurgés de Savone, demandèrent qu'on leur rendît le droit d'élire eux-mêmes le magistrat du peuple; et la justice de cette prétention fut reconnue par le gouvernement.

Vingt plébéiens, désignés par leurs concitoyens pour élire l'abbé du peuple, se rassemblèrent au prétoire, le 23 septembre 1339 (2). Les capitaines, la noblesse et le peuple, réunis autour d'eux, attendaient leur décision, lorsqu'un homme obscur, élevant la voix, proposa de conférer la place vacante à Simone Boccanigra, homme actif et plein d'expérience, qui unissait une grande prudence à un courage éprouvé, et qui avait toujours protégé les plébéiens, quoiqu'il fût lui-même issu d'une des plus anciennes familles de la noblesse. Ce nom fut répété avec enthousiasme; le peuple, unissant sa voix à celle des électeurs, proclama le nouvel abbé : malgré sa résistance, on le fit asseoir entre les deux capitaines du peuple, et on lui mit entre les mains l'épée de l'empire.

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Histor.*, L. VII, p. 455.
(2) *Georgii Stellæ Annal. Genuens.*, p. 1072.

Cependant, dès que Boccanigra put obtenir un moment de silence, il s'écria : « Je sens, citoyens, toute la reconnaissance que » méritent de ma part un si grand zèle et tant de bienveillance : mais » titre que vous me déférez n'était jamais entré dans ma famille, » et je ne veux pas être le premier à l'y introduire. Accordez » donc, je vous prie, cet honneur à quelque autre à qui il con» vienne mieux qu'à moi (1). » Les citoyens sentirent alors que le titre d'abbé du peuple ne pouvait appartenir qu'à un plébéien, et que Boccanigra, qui comptait un capitaine du peuple parmi ses ancêtres, ne pouvait, sans déroger, accepter une magistrature si différente (2). « Soyez donc notre seigneur, soyez notre » doge, s'écrièrent-ils; mais c'est vous, c'est vous seul que nous » voulons reconnaître pour notre protecteur. » Les capitaines du peuple, eux-mêmes, craignant que la sédition ne devint plus violente, pressèrent Boccanigra d'accepter son élection ; et comme le titre de doge, qui lui avait été offert par hasard, rappelait le doge de Venise, le chef d'un État libre et semblable à Gênes, la constitution nouvelle, établie au milieu des clameurs populaires, demeura libre et républicaine ; Boccanigra fut entouré de conseillers populaires, et ses pouvoirs furent limités par ceux que la nation s'était réservés (3).

Boccanigra fit un usage glorieux de l'autorité qui lui avait été confiée, et qu'il conserva pendant cinq ans; il réprima d'une main vigoureuse les excès auxquels le peuple se livrait dans les premiers moments de la révolution; il sauva des mains des séditieux Rébella Grimaldi, quoiqu'il fût son ennemi personnel : il réprima les brigandages que les marquis de Carréto, et d'autres feudataires, commettaient dans le voisinage de leurs fiefs; et il soumit aux magistrats de la république toutes les forteresses et tous les châteaux des deux Rivières, à l'exception de Monaco, que les Grimaldi réussirent à défendre, et de Ventimiglia, où les émigrés des

(1) *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, p. 1073. — *Annales Mediolan.*, T. XVI, c. 11, p. 710. Ce dernier, il est vrai, n'est qu'un misérable plagiaire, qui copie ici verbalement Stella, comme ailleurs Galv. Flamma et Azario.

(2) Un Guillaume Boccanigra avait, le premier, en 1257, porté le titre de capitaine du peuple comme Simone, il avait été élu par la faction démocratique. *Voyez*, ci-devant, T. II, ch. V.

(3) *Georgii Stellæ Annal. Genuens.*, p. 1074.

quatre grandes familles s'étaient réunis (1). Pendant son administration, les flottes de la république remportèrent aussi quelques avantages sur les Turcs, dans la mer Noire; sur les Tartares, dans les environs de Caffa; et sur les Maures, en Espagne (2).

Cependant Boccanigra eut sans cesse à se défendre contre les intrigues des quatre familles puissantes qu'il avait exclues du gouvernement. Celles-ci avaient oublié leur haine passée, et les noms de guelfes et de gibelins, qui les avaient si longtemps divisées, pour se liguer contre lui : elles s'étaient réunies à Ventimiglia, et de là elles faisaient la guerre à la république et à son chef (3). Nous verrons ailleurs comment Boccanigra, lassé de cette lutte, déposa enfin de lui-même le commandement, et remit à d'autres le soin de protéger le peuple contre les nobles.

Ainsi, les États de l'Italie, monarchiques ou républicains, perdaient, par des convulsions intérieures, les avantages de l'ordre social : aucun repos ne consolait les sujets, sous le gouvernement des princes, de la perte de la liberté; aucune stabilité dans les républiques ne garantissait les citoyens contre les craintes de l'avenir. Chaque année une révolution inattendue précipitait un prince italien de son trône, ou privait un parti, dans une ville libre, de l'autorité dont il jouissait. Des brigands enrégimentés déclaraient la guerre aux souverains, et les faisaient trembler pour leur existence; des aventuriers venus de France ou d'Allemagne, s'élevaient rapidement à une grandeur aussi rapidement détruite. Les États se formaient et disparaissaient; et nous sommes forcés de présenter à nos lecteurs une scène mouvante, où de nouveaux personnages se pressent sans cesse les uns sur les autres, et attirent à peine un instant les regards. Sans doute le peuple souffrait de l'instabilité de toutes ses institutions, mais sa souffrance nous paraît plus grande encore qu'elle n'était en effet, parce que, dans un récit, les événements s'entassent et se confondent. L'Italie était agitée plutôt que malheureuse; l'effort constant et énergique de tous les citoyens, relevait la fortune nationale, que chaque désastre public semblait détruire : la petitesse des États favorisait la fuite des proscrits : la jalousie des souverains ouvrait de nombreux

(1) *Ubertus Folieta Genuens. Histor.*, L. VII, p. 437
(2) *Ibid.*, p. 441 — *Georgii Stellæ Annales Gen.*, p. 1070
(3) *Uberti Folietæ Genuens. Histor.*, L. VII, p. 438.

asiles aux émigrés; et le courage des infortunés était soutenu, dans l'exil, par leur espoir de se venger un jour. Une activité d'esprit, une énergie de caractère, une puissance de volonté, dont les temps modernes ne peuvent nous donner aucune idée, étaient, pour le peuple entier, le résultat d'une vie aussi agitée. L'homme n'atteint la grandeur à laquelle il fut destiné par la Divinité, qu'autant que chaque individu se considère en lui-même comme un être indépendant, et vis-à-vis des autres, comme une puissance. L'ordre social est corrompu et la nature humaine dégradée, lorsque chaque homme n'est plus le but de sa propre existence, mais le moyen que le souverain emploie pour satisfaire son ambition.

Des passions plus fortes que de nos jours entraînaient les hommes vers une carrière publique; mais moins de célébrité était attachée au pouvoir : dans l'agitation d'une vie aussi active, l'ambition avait plus d'empire, et la vanité beaucoup moins. Le magistrat d'une république, le ministre d'un prince, pouvaient à peine espérer d'étendre leur réputation dans toute l'Italie : une célébrité européenne ne pouvait être acquise que par l'empire de l'esprit. La considération était le prix d'une vie consacrée au bien public : la gloire était réservée aux lettres; et ce partage était avantageux à l'administration comme à la science. La petitesse des États, si favorable à la liberté, en ôtant quelque chose à l'éclat des princes, assurait à l'homme de génie un rang supérieur à celui du souverain.

Il était juste en effet d'accorder les plus hautes récompenses à ceux qui consacraient aux études un esprit et des talents qui auraient pu leur assurer le pouvoir. Jamais l'émulation n'avait été plus vivement excitée : tout était à faire pour les lettres, tout se fit presque en même temps. La langue était à peine formée; le chef-d'œuvre du Dante donnait seulement à connaître ce qu'elle pouvait devenir. Les limites entre l'italien et le latin étaient mal tracées; la grammaire n'existait pas encore, le caractère propre au nouveau langage était incertain. Les Villani, Boccace, Franco Sacchetti formèrent la prose; et ils laissèrent des modèles d'élégance, de clarté, de naïveté et de goût, que les siècles suivants n'ont point surpassés. Cino de Pistoia, Cecco d'Ascoli, Pétrarque, Zanibo de Strata créèrent ou perfectionnèrent la poésie lyrique : dans leurs vers, ils firent parler tour à tour l'amour et la religion,

l'imagination et l'enthousiasme; ils fixèrent pour l'italien le langage poétique, ce langage tout en tableaux, où les mots ne sont admis qu'autant qu'ils portent avec eux une image. L'antiquité était mal connue; et sur la terre la plus riche de toutes en souvenirs, le peuple pouvait à peine profiter de l'expérience des siècles passés. Mais Albertino Mussato, Ferréto de Vicence, Jean de Cerménate, montrèrent comment il fallait étudier la langue des Romains pour la posséder comme la sienne propre. Colas de Rienzo, Pétrarque, Boccace, enseignèrent comment on devait chercher l'esprit de l'antiquité dans ses monuments et dans ses écrivains, les expliquer les uns par les autres, et réunir en un corps les parties détachées de l'érudition classique. Jean Caldérin et Jean Andréa consacrèrent une érudition du même genre à l'explication des lois civiles et canoniques; Jean Jandun et Marsilio de Padoue éclairèrent des lumières de la philosophie les rapports entre l'autorité politique et l'autorité religieuse : la médecine, la physique, les sciences naturelles, commencèrent aussi à sortir des ténèbres qui les avaient couvertes. Le zèle des écoliers surpassait encore celui des maîtres : chaque ville voulait posséder une université; elle y appelait les savants, et elle enchérissait sur ses voisines, pour les attirer par de plus grands honneurs et de plus hautes récompenses. Et cependant, à Bologne seulement, dix mille écoliers suivaient les leçons des plus illustres professeurs. Jamais les lettres n'avaient été cultivées, jamais la science n'avait été recherchée avec un zèle si passionné; jamais tant de gloire n'avait été la récompense du mérite littéraire; jamais de pareils triomphes n'avaient été réservés aux poëtes et aux philosophes.

Au milieu des hommes de génie qui décorèrent le quatorzième siècle, Pétrarque parut choisi par ses contemporains, pour recevoir, au nom de tous les poëtes et de tous les savants, la plus brillante récompense qui eût encore été accordée au mérite littéraire. Le 23 août 1340, il reçut une lettre du sénat de Rome, qui l'invitait à se rendre dans cette capitale du monde, pour y recevoir au Capitole la couronne de lauriers, que, dans les temps de la grandeur romaine, on avait autrefois accordée aux poëtes pendant les jeux capitolins. Le soir du même jour, Pétrarque reçut une seconde lettre de Robert de Bardi, Florentin, chancelier de l'université de Paris, qui, au nom de cette université, alors la

plus célèbre de l'Europe, l'invitait, en des termes non moins flatteurs, à se rendre à Paris, pour y être également couronné de lauriers. François Pétrarque était âgé de trente-six ans, et il vivait dans sa retraite de Vaucluse, près d'Avignon, lorsque les deux plus grandes villes de l'univers parurent se disputer l'avantage de lui préparer un triomphe (1).

Pétrarque est devenu, par son couronnement, un personnage tout-à-fait historique : il fut placé si haut dans l'opinion de son siècle, que nous le verrons désormais prononcer ses oracles sur la politique, comme sur la littérature, juger les pontifes et les empereurs, et obtenir un respect souvent exagéré de ceux mêmes qu'il condamnait. L'influence de tant de gloire sur un caractère vaniteux, fut remarquable : Pétrarque, dans sa carrière politique, ne cessa jamais d'être un troubadour; tous les tyrans de l'Italie, en flattant son amour-propre, obtinrent de lui, en retour, une basse adulation. Quelques-uns l'engagèrent dans des actions contraires à ses principes, à ses devoirs, comme citoyen de Florence et comme Guelfe. Le mérite littéraire de Pétrarque peut lui-même être attaqué. Plusieurs critiques ont accusé ses poésies d'être recherchées, pleines d'affectation et d'un faux bel-esprit; plusieurs, dans ses épîtres et ses ouvrages latins, ont vu percer à chaque page une vanité fatigante, tandis qu'au travers des efforts continuels de l'auteur pour paraître, ils ne savent où chercher ses vrais sentiments et ses vraies pensées; plusieurs enfin lui reprochent sur toutes choses, d'avoir perverti le goût de sa nation, et d'avoir détourné les Italiens de la recherche du vrai beau, pour leur faire poursuivre le faux esprit et la fausse gentillesse. Mais ceux-là mêmes doivent convenir que Pétrarque a eu un talent et un génie dont peut-être ils ne sont pas juges : car on ne recueille point l'admiration de tout son siècle; on ne transmet point son nom aux nations les plus reculées, ou de générations en générations jusqu'à la dernière postérité, si de pareils défauts ne sont pas compensés par une vraie grandeur, digne d'obtenir une gloire si répandue et si durable.

Pétrarque était fils de Ser Pétracco de l'Ancisa, notaire florentin, originaire du château d'Ancisa, sur la route d'Arezzo, à qua-

(1) Mémoires pour la vie de Petrarque, par l'abbé de Sade, T. I, L. II, p. 428.

torze milles de Florence. Ser Pétracco était notaire des réformations (1) à l'époque de l'exil des Blancs de Florence. Il fut banni avec le Dante, en 1302 : il alla s'établir à Arezzo; et c'est là que naquit Pétrarque, dans la nuit du 19 au 20 juillet 1304, presque à l'époque de la tentative mal dirigée que les Blancs firent, sous la conduite de Baschiéra de Tosinghi, pour rentrer à Florence (2).

Le nom de Pétrarque, qu'a porté le poëte toscan, n'était qu'une altération du nom propre de son père, Pétracco ou Pierre. Il paraît que la famille de celui-ci n'avait point encore de nom; ce qui, dans ce siècle, n'était pas rare parmi les plébéiens. Pétrarque, âgé seulement de huit ans, reçut à Pise les premières leçons de grammaire. Son père, perdant ensuite l'espérance de rentrer à Florence, transporta, lorsque Henri VII mourut, toute sa famille à Avignon. Cette ville, où les papes avaient fixé leur demeure, appartenait alors au roi Robert; mais le comté Vénaissin, près duquel elle est située, était depuis trente ans soumis à la souveraineté du saint-siége. Philippe le Hardi, roi de France, avait abandonné cette petite province à l'Église, en exécution d'un traité conclu dès l'an 1228, entre le pape et Raimond VII, comte de Toulouse.

Pétrarque retrouva à Carpentras, à quatre lieues d'Avignon, Convennole, le maître toscan qui avait commencé son éducation à Pise (3). Il continua sous lui, pendant cinq ans, ses études de grammaire, de dialectique et de rhétorique. A quatorze ans, il fut envoyé à Montpellier pour y apprendre le droit. Il y passa quatre ans, pendant lesquels il négligea les travaux qui lui étaient imposés, pour lire Cicéron. Il prit, pour les écrits de cet orateur, la passion la plus vive : il se les proposa constamment pour modèles; et l'imitation du style de Cicéron fut, chez ses contemporains, la première cause de sa gloire. En 1322, Pétrarque fut envoyé, par son père, à Bologne, pour continuer ses études de droit : il y suivit les cours de Giovanni Andréa, fameux canoniste, de Jean Caldérin, et de tous les professeurs les plus célèbres. Mais l'étude des classiques le détournait tellement de la jurisprudence, que son père se crut obligé de faire exprès un voyage à Bologne,

(1) C'est le nom qu'on donnait à l'archiviste des délibérations de la seigneurie

(2) Le 22 juillet 1304. *Voyez* ci-devant, T. II, ch. XI. — Mémoires pour la vie de Pétrarque, T. I, p. 10.

(3) Mémoires de Sade, T. I, p. 30.

pour l'arracher à cette séduction, et jeter tous ses livres au feu (1).

D'autres maîtres cependant que des jurisconsultes, se trouvaient alors à Bologne, et pouvaient donner des leçons à Pétrarque. Il prit celles de Cino de Pistoia, et de Cecco d'Ascoli, les deux poëtes les plus illustres parmi les contemporains du Dante, quoique l'un fût professeur de droit, et l'autre de philosophie et d'astrologie. Tous deux donnèrent à Pétrarque le goût de la poésie lyrique italienne, et des modèles qu'il a bien surpassés. Sous le gouvernement du duc de Calabre, en septembre 1327, le professeur d'astrologie, Cecco d'Ascoli, qui alors même était astrologue du duc, fut brûlé à Florence, comme sorcier, par le tribunal de l'inquisition (2).

Cependant, en 1325, Pétrarque perdit sa mère; et l'année suivante son père mourut aussi : alors le jeune poëte quitta Bologne, avec Gérard, son frère, pour aller recueillir à Avignon l'héritage bien modique de ses parents (3). Le délabrement dans lequel ils trouvèrent leur fortune, les engagea tous deux à embrasser l'état ecclésiastique. Pétrarque, dont les vers latins et italiens avaient déjà pénétré à la cour, fut accueilli par quelques grands seigneurs romains et quelques prélats. Il avait un visage agréable, il recherchait avec passion la société des femmes; et leur recommandation, alors puissante à la cour d'Avignon, conduisait souvent à la fortune. Pétrarque leur adressait beaucoup de vers, et il fit choix, pour elles, de la langue italienne. Ce n'est pas son moindre titre à la gloire, que d'avoir perfectionné cette langue, et de lui avoir donné plus d'harmonie (4).

La rime faisait une partie essentielle de la poésie italienne, comme de la provençale; et le Dante, dans son immortel poëme, avait employé artistement des rimes qui se liaient les unes aux autres, de manière à soulager la mémoire de ceux qui chanteraient ses compositions, sans fatiguer l'oreille par une consonnance

(1) Mémoires de Sade, T. I, p. 44.

(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 39, p. 625.

(3) Mémoires de Sade, T. I, p. 54.

(4) « Ce jargon (c'est de l'admirable langage du Dante que M. de Sade veut parler), ce jargon était encore bien grossier, lorsque Pétrarque lui fit l'honneur de le choisir pour le langage de sa muse. » *Mémoires pour la vie de Pétr.*, L. I, p. 80.

monotone. Pétrarque n'eut point autant de goût dans l'enchaînement de ses rimes; il rechercha dans la poésie, avant toute chose, la gêne et la difficulté : il écrivit près de quatre cents sonnets; et il redoubla encore la torture de ce *lit infernal de Procuste*, ainsi que l'a ingénieusement appelé un poëte italien (1).

Les *canzoni* sont les pièces de vers où Pétrarque s'est réservé le plus de liberté; et c'est aussi en elles qu'on trouve le plus souvent une grandeur lyrique qui rapproche le poëte des anciens, ou du Dante, son maître. Les canzoni sont composées de plusieurs strophes de vers inégaux; mais chaque strophe doit être entièrement conforme à la première, pour l'ordre des rimes, pour celui des vers de pieds différents, et pour la distribution des repos. La canzone ne doit pas avoir plus de quinze strophes, et la strophe plus de vingt vers. Le poëme finit par une *chiusa* ou envoi, dans lequel l'auteur adresse la parole à ses vers. Il est rare que cet envoi, qui ramène sur la scène le poëte, sa petite vanité ou sa petite galanterie, ne détruise pas l'impression que le reste du poëme a pu faire par un sentiment plus enthousiaste et une marche plus lyrique (2).

(1) *In questo di Procusto orrido letto*
Chi ti forza ad entrar...?

Pétrarque n'employa, pour les quatre rimes des quatorze vers qui composent ce petit poëme, que les désinences les plus riches et les plus sonores; ce qui lui fit souvent négliger les mots les plus adaptés au sens. Il imita aussi les sestines des Provençaux : ce sont de petits poëmes de six stances, chacune de six vers; chaque vers doit être terminé par un substantif de deux syllabes; mais les vers d'une même stance ne riment point entre eux. Au lieu de rimes, les mêmes six mots substantifs dissyllabiques doivent terminer seuls les vers des cinq stances suivantes, de telle manière que la rime qui finit la première stance commence la seconde, et ainsi de suite; et que chacun des six mots se trouve à son tour à la fin de chacun des six vers d'une stance. Quelques sestines sont doubles; en sorte que la même gêne se prolonge dans douze stances. Le poëme finit par une reprise de trois vers, qui doivent se terminer par trois des six mots employés dans les strophes précédentes. Cet arrangement méthodique des mots ne présente aucune espèce d'harmonie à l'oreille; mais il n'en est pas moins difficile à exécuter, et il soumet le poëte à une telle gêne, qu'il exclut presque absolument la pensée de sa composition.

Dans presque toutes les éditions de Pétrarque, les sestines sont imprimées sous le titre de *Canzoni*; mais la 3e, 21e, 39e, 36e canzone, sont des sestines. La canzone 40, *Mia benigna fortuna el viver lieto...*, est une sestine double, ou de douze stances.

(2) La canzone 5, *O aspettata in ciel beata e bella*, qui est destinée à encou-

En 1326, Pétrarque obtint l'amitié de Jacques, fils d'Étienne Colonne, jeune homme de son âge, qui avait comme lui étudié à Bologne, et que le pape nomma ensuite à l'évêché de Lombez. Pétrarque, admis à sa familiarité, fut introduit par lui chez les hommes les plus respectés de la cour d'Avignon; et ses talents brillèrent sur un plus grand théâtre (1).

La célébrité de Pétrarque augmenta depuis qu'il eut commencé à chanter son amour pour Laure. Il vit, pour la première fois, cette dame à l'Église des religieuses de Sainte-Claire, le 6 avril 1327. Pendant vingt ans, et jusqu'à la mort de Laure, il n'a cessé, dans ses poésies, d'exprimer sa passion pour elle, et de se plaindre de ses rigueurs. Laure était fille d'Audibert de Noves, chevalier de la province d'Avignon; elle avait épousé, au mois de janvier 1315, Hugues de Sade, fils de Paul, un des syndics de la ville d'Avignon (2); et, si nous devons en croire les vers de Pétrarque, elle fut scrupuleusement fidèle à son mari, quoiqu'elle ne fût point insensible à l'hommage d'un grand poëte, et à la célébrité qu'il lui avait acquise, et quoiqu'elle ne négligeât point les moyens que connaissent les femmes pour retenir un captif qui quelquefois voulait lui échapper.

Dans la société d'Étienne Colonne, et pendant le séjour que Pétrarque fit à Lombez chez ce prélat, il continua avec ardeur ses études, qui avaient surtout pour objet l'érudition classique. Il était passionné pour Rome, et il cherchait à connaître à fond tous ses poëtes, tous ses orateurs, et tous ses historiens. Pour acquérir une érudition semblable, il fallait, dans ce siècle, de bien plus grands efforts que dans le nôtre. Les manuscrits étaient très-rares, et d'un prix excessif : on ne les trouvait point réunis dans un même lieu; mais il fallait faire des voyages pour lire Cicéron, dont quelques livres étaient conservés dans une province, d'autres,

rager Charles IV à la croisade, peut servir d'exemple de ce manque de goût. Ce chant de guerre vraiment lyrique est terminé par ces mots :

Tu vedra' Italia e l'onorata riva
Canzon, ch' agli occhi miei cela e contende
Non mar, non poggio o fiume
Ma solo amor, etc.

(1) Mémoires de Sade, t. I, p. 90.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 130

dans une autre. Pétrarque, qui cherchait à réunir les ouvrages de cet auteur, qu'il mettait au-dessus de toute l'antiquité, posséda le traité de Cicéron, *De Gloriâ*, qu'il prêta à son maître Convennole, et qui, perdu par ce dernier, ne s'est point retrouvé, et n'est point parvenu jusqu'à nous.

Pétrarque, plein de la lecture des auteurs romains, ne croyait pas qu'il y eût d'autres sciences que celles qu'ils avaient cultivées, d'autre grandeur que celle de leur patrie. Il avait adopté tous les préjugés de l'ancienne Rome : cette ville était encore pour lui la seule maîtresse du monde; et tout ce qui n'était pas romain lui paraissait barbare. Aussi ne pouvait-il retenir son indignation contre les papes, parce qu'ils avaient transporté leur cour dans une ville obscure et hideuse de la Gaule; abandonnant pour elle la capitale de l'univers et ses magnifiques palais. Les barbares de France ou d'Allemagne qui osaient porter leurs armes en Italie, n'excitaient pas moins sa colère. Il ne voyait en eux que des esclaves révoltés; et il leur reprochait sans cesse les fers qu'ils avaient brisés (1).

Cependant Pétrarque crut convenable d'aller recueillir ce qu'il y avait de science chez ces nations mêmes qu'il appelait si souvent barbares. Il visita Paris en 1333, et ensuite les villes de Flandre, Aix-la-Chapelle et Cologne; de là il revint par Lyon à Avignon (2). Son protecteur, Étienne Colonna, faisant pendant le

(1) C'est ainsi que, lorsque Jean de Bohême rentra en Italie, en 1333, avec le comte d'Armagnac, Pétrarque écrivit : « Où puiserai-je assez de larmes pour » pleurer la ruine de ma patrie? Affreux destin! quel joug honteux nous allons » subir! Des ennemis mille fois vaincus vont plonger dans nos flancs des épées qui » ont servi à nos trophées; la maîtresse du monde gémira dans l'esclavage; elle » portera des fers forgés par des mains qu'elle a souvent liées derrière le dos, et, » ce qui met le comble à nos malheurs, ce que les peuples les plus féroces, et » Annibal lui-même, n'auraient pu voir d'un œil sec, la belle, la puissante Ausonie » paiera un tribut aux Gaulois, à ces barbares dont César ne put réprimer la rage » qu'en rougissant leurs fleuves et la mer même de leur sang. » *Dans une épître en vers latins adressée à Énée Tolomei, de Sienne, Franc. Petrarcæ Carminum*, L. I. ep. 3. — De Sade, Mémoires, L. II, p. 107. Au reste, la terreur de Pétrarque ne fut point justifiée par l'événement. Nous avons vu que Jean de Bohême, après une campagne sans gloire, retourna en Allemagne, que le comte d'Armagnac fut fait prisonnier, et que l'Italie fut soustraite presque en entier à la domination des ultramontains.

(2) *Fr. Petrarcæ Familiares Epist.*, L. I, epist. 3 et 4. — Mémoires de Sade, L. II, p. 206.

même temps le voyage de Rome, en sorte que la réputation de Pétrarque était répandue dans toute l'Europe, par lui-même et par ses amis. En 1336, Pétrarque se rendit, par mer, en Italie; il y vécut quelques mois chez les Colonna, alors en guerre avec les Orsini : avant de retourner en Provence, il visita aussi les côtes d'Espagne (1), et ce ne fut qu'après avoir terminé ses voyages, qu'il acheta une petite maison à Vaucluse, pour s'établir dans cette solitude. Il entreprit, en 1339, d'y écrire un poëme épique latin, dont Scipion devait être le héros, et qu'il intitula *l'Afrique*. Il se flattait que sa réputation future y demeurerait attachée; le succès a été loin de répondre à ses espérances (2).

Le poëte, dans la retraite où il paraissait enfoncé, ne négligeait rien pour étendre sa célébrité. Les lettres qui arrivèrent en un même jour, pour l'inviter à Paris et à Rome, lui causèrent plus de joie que de surprise; il préparait lui-même, de longue main, cet événement. Son admiration pour la grandeur romaine ne lui permit pas d'hésiter trop longtemps entre les deux villes : mais, pour relever la gloire de son couronnement à Rome, il résolut de subir un examen qu'on ne lui demandait point, avant de se ceindre du laurier qui lui était offert; et il s'adressa à Robert, roi de Naples, le souverain qui cultivait le plus les lettres, et qui protégeait le plus les savants, pour le prier de porter un jugement sur ses connaissances et sur ses talents. Après avoir obtenu l'agrément du monarque, Pétrarque s'embarqua pour Naples, où il arriva au milieu de mars 1341 (3).

[1341]. Le vieux Robert, qui avait plus de goût pour l'étude, et de respect pour la science, que de talents militaires, semblait payer enfin la peine des crimes de son aïeul, Charles l'Ancien, le conquérant de Naples et le bourreau de Conradin. En 1328, Robert avait perdu son fils unique, Charles, duc de Calabre. Ce fils, en mourant, avait laissé une fille, et sa femme était grosse d'une seconde fille. Le neveu de Robert, Charles Hubert, fils de Charles Martel, et petit-fils de Charles II, de Naples, régnait alors en Hongrie. Robert, qui lui avait enlevé le royaume de Naples, par la

(1) Mémoires de Sade, t. II, p. 330.
(2) Mémoires pour la vie de Pétrarque, t. II, p. 403.
(3) Mémoires de Sade, pour la vie de Pétr., t. II, p. 455

faveur de la cour de Rome, résolut, lorsqu'il vit s'éteindre sa descendance masculine, de faire rentrer la couronne dans la maison de Hongrie. Charles Hubert vint à Manfrédonia avec sa famille; et moyennant une dispense du pape, il fit épouser à André, son second fils, alors âgé de sept ans, Jeanne, fille aînée du duc de Calabre, qui n'en avait que cinq. Ce mariage fut célébré le 26 septembre 1333; et André, qui fut laissé par son père à la cour de Naples, pour y être élevé, reçut dès-lors le titre de duc de Calabre, et fut reconnu comme héritier présomptif de la couronne (1).

D'un autre côté, le roi de Sicile, Frédéric, celui-là même qui, depuis l'année 1295, avait défendu la Sicile avec tant de courage et de succès, contre toutes les attaques des Napolitains, des Français et de l'Église, Frédéric mourut dans un âge avancé, le 24 juin 1337; et il laissa la couronne à son fils aîné, don Pédro, qui, bien éloigné des talents ou des vertus de son père, passait presque pour insensé (2).

Robert essaya vainement de profiter de la faiblesse du nouveau roi de Sicile, et de la rébellion qui éclata dans ses États. Les Napolitains, après une campagne sans gloire, en 1338, furent obligés de se retirer (3). Gênes et plusieurs autres villes puissantes de Lombardie et de Piémont s'étaient soustraites à la seigneurie du roi Robert. La garnison qu'il avait établie à Asti, voyant qu'il ne la payait plus, vendit cette place importante au marquis de Montferrat (4). L'avarice et la faiblesse du roi livraient les provinces du royaume à de plus grands désordres encore. Les comtes de Minerbino et de San-Sévérino se faisaient la guerre; les villes de Barlette, Sulmone, Aquila, Gaète et Salerne, étaient divisées par des partis acharnés à se détruire. Les exilés s'adonnaient au brigandage, et le pays était infesté par des proscrits et des malfaiteurs (5). Ce n'était donc point à la prospérité de ses États ou à la gloire de ses armes que Robert devait la réputation dont il jouissait, d'être le roi le plus sage de la chrétienté. Les gens de lettres qu'il combla

(1) *Giov. Villani*, L. X, c. 224, p. 730

(2) *Ibid.*, L. XI, c. 70, p. 807.

(3) *Ibid.*, c. 78, p. 813.

(4) *Ibid.*, c. 103, p. 834

(5) *Ibid.*, c. 70, p. 814. — *Dominici de Gravina Chron. de Rebus in Apulia gestis*, T. XII, p. 551.

de ses bienfaits, furent les seuls auteurs de sa renommée. Ils célébrèrent, comme des prodiges de science et de goût, les lettres du monarque, ses édits et ses compositions en différents genres ; et son érudition pédantesque pouvait en effet fournir matière à de semblables éloges (1).

Tel fut l'examinateur que Pétrarque choisit pour juger s'il était digne de recevoir la couronne au Capitole. Le poëte adressa ensuite une épître à la postérité, pour l'informer de toutes les circonstances de son triomphe. « Robert, dit-il, fixa pour cet examen un jour solennel, et il me retint à l'épreuve depuis midi » jusqu'au soir ; mais, comme en traitant chaque matière, nous » la voyions s'accroître, il recommença l'examen pendant les » deux jours suivants. Ainsi, après avoir, pendant trois jours, » *secoué* mon ignorance, le troisième il me déclara digne du laurier » poétique (2). » Robert voulut alors engager Pétrarque à recevoir la couronne à Naples ; mais, comme il ne put l'y déterminer, et que son grand âge l'empêchait de se rendre lui-même à Rome, il députa Jean Barili, un de ses courtisans, pour le représenter dans cette cérémonie (3). Barili, qui, dans la route de Rome à Naples, s'était séparé de Pétrarque, fut dépouillé par des brigands, et obligé de retourner sur ses pas.

Il y avait alors à Rome deux sénateurs, Orso, comte d'Anguillare, de la maison Colonne ; et Jourdain Orsini. Le premier, ami et protecteur de Pétrarque, avait sollicité pour lui les honneurs du couronnement. Il sortait de charge le lendemain de Pâques ; en sorte que le jour même de cette solennité religieuse, le 8 avril 1341, fut choisi pour la cérémonie (4).

Douze siècles s'étaient écoulés depuis que le Capitole ne voyait plus de triomphe. Mais le peuple de Rome applaudit le poëte qui montait l'escalier sacré, avec le même transport qu'excitait autrefois en lui le vainqueur des Barbares ou le libérateur de la patrie. Des jeunes gens vêtus de pourpre adressaient aux Romains, au nom de Pétrarque, des vers que le poëte leur avait

(1) *Voyez*, entre autres, dans Villani, sa lettre aux Florentins, à l'occasion de l'inondation, L. XI, c. 4, p. 750.

(2) *Franc. Petrarcæ epist. ad posteros.*

(3) Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. II, p. 446.

(4) *Ibid.*, L. III, T. II, p. 1.

enseignés pour cette cérémonie. Les familles les plus distinguées de la noblesse avaient sollicité pour leurs fils l'honneur d'entrer dans le cortége du grand homme (1).

Pétrarque, revêtu d'une robe de pourpre que le roi Robert lui avait donnée, était annoncé par les fanfares des trompettes et des tambours. Arrivé dans la salle de justice, il se retourna vers la foule qui l'accompagnait. « Que Dieu conserve, s'écria-t-il, le peu- » ple romain, le sénat et la liberté ! » Puis il se mit à genoux devant le sénateur : ce dernier, qui portait une couronne de laurier, la mit sur la tête de Pétrarque ; et la foule fit retentir le palais et la place de ses applaudissements, en s'écriant : « Vivent le Capi- » tole et le poëte (2) ! »

(1) Douze jeunes hommes, en habits de pourpre, étaient issus des maisons Forni, Trinci, Capizucchi, Caffarelli, Cancellièri, Coccini, Rossi, Papazucchi, Paparési, Altiéri, Léni et Astalli. Six autres, en robes vertes, qui l'entouraient, portaient les noms illustres de Savelli, Conti, Orsini, Annibaldi, Paparési et Montanari.

(2) *Annali di Lodovico Bonconte Monaldeschi*, T. XII, *Rer. Ital.*, p. 540. Monaldeschi commence sa narration par déclarer que pendant les cent quinze années qu'il a vécu, et dont il veut écrire l'histoire, il n'a eu d'autre maladie que celle dont il est mort. Mais l'auteur, qui comptait sur une si longue vie, et qui l'annonçait déjà comme une vérité historique, n'a continué son journal que pendant un petit nombre d'années.

CHAPITRE VII.

LES FLORENTINS ACHÈTENT LUCQUES, TANDIS QUE LES PISANS S'EMPARENT DE CETTE VILLE PAR LES ARMES. — GUERRE DES DEUX RÉPUBLIQUES. — TYRANNIE DU DUC D'ATHÈNES A FLORENCE. — 1340 A 1343.

Les Florentins avaient accepté le traité de Venise, pour mettre fin à une guerre qui durait en Toscane, presque sans interruption, depuis dix-huit ans. Les hostilités commencées par Castruccio en 1320, avaient été continuées contre Ghérardino Spinola, Jean de Bohême et Mastino della Scala, sans que les campagnes du val de Niévole, de l'état de Lucques et du val d'Arno pussent jouir d'une seule année de repos. Tour à tour dévastées par les ennemis ou par les soldats chargés de leur défense, elles étaient dépouillées de leurs richesses, et abandonnées par une partie des cultivateurs. Cependant les riches commerçants de Florence, propriétaires de plusieurs de ces campagnes, venaient au secours de leurs colons dépouillés, et réparaient, par leur générosité, les pertes de la guerre. Des richesses, que la rapacité de l'ennemi ne pouvait point atteindre, voyageaient sans cesse pour le Florentin, d'une extrémité de l'Europe à l'autre. Dans les magasins d'Anvers et de Venise, sur les marchés de Paris et de Londres, dans les vaisseaux qui parcouraient la Méditerranée et l'Océan, dans les convois qui traversaient l'Allemagne, la France et l'Italie, on retrouvait partout des propriétés florentines; et le marchand auquel elles appartenaient, contribuait avec joie à la défense de la liberté, avec des biens qui n'étaient point soumis aux lois de son pays.

De même que les ravages de la guerre étaient bientôt réparés pour les Florentins, ses calamités étaient bientôt oubliées, et l'État, après le plus court repos, était entraîné dans de nouvelles hostilités. Le rang qu'occupait désormais la république parmi les puissances

de l'Italie, ne pouvait plus lui permettre de rester étrangère à aucune des révolutions de cette contrée; son ambition était devenue plus active, en raison de l'augmentation de son pouvoir. Florence ne se contentait plus de ses anciennes limites; elle s'efforçait, en toute occasion, de les étendre, et de soumettre toute la Toscane : aussi, la paix qui avait été conclue à Venise dura-t-elle à peine trois ans; et cependant, avant le renouvellement des hostilités, des calamités d'un autre genre, la peste et les dissensions civiles, ravirent à la république la tranquillité dont elle espérait jouir.

La peste se manifesta en 1340, après les mauvaises récoltes qui, pendant deux années consécutives, avaient fait souffrir au peuple une cruelle disette, et avaient affaibli le tempérament des pauvres. Dans le cours de l'été, l'épidémie frappa quinze mille victimes : à peine une famille put échapper à ce fléau. Cependant, pour éviter que l'imagination des citoyens ne fût trop effrayée du nombre des morts et de la procession presque continuelle des pompes funèbres, les magistrats défendirent au crieur public d'inviter aux enterrements, et aux parents de rester assemblés à l'Église après que le mort y aurait été apporté (1). Les froids de l'hiver arrêtèrent enfin la contagion : mais ce fléau terrible devait recommencer au bout de peu d'années avec bien plus de violence, frapper à plusieurs reprises le quatorzième siècle, et enlever à la terre une moitié de ses habitants.

[1340] A cette première calamité succéda, presque sans interruption, celle de la discorde civile. Douze citoyens puissants avaient, à cette époque, attiré à eux toute l'autorité de la république florentine. Ce n'est pas qu'ils eussent changé les lois constitutionnelles ou les magistratures de l'État : mais ils avaient mis ces dernières dans leur dépendance; et ils s'étaient assurés que l'élection et le tirage au sort ne tomberaient jamais que sur eux, sur leurs amis et leurs créatures. Pour conserver leur pouvoir oligarchique, qui était également odieux aux grands et au peuple, et pour empêcher que, par une surveillance plus exacte sur le

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 113, p. 840. — *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 477 — On fit des défenses semblables à Sienne, où la peste ne causa pas moins de ravages *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 98.

scrutin des prieurs, on ne corrigeât les abus qu'ils avaient introduits, ils créèrent un nouveau recteur ou magistrat de justice; et, au mépris de la loi qui avait été portée pour rendre incapables les gens d'Agobbio d'exercer à Florence aucune seigneurie, ils appelèrent le même Jacob Gabrielli d'Agobbio, à l'occasion duquel cette loi avait été portée, et ils le revêtirent du titre de capitaine de la garde : ils lui donnèrent une garde de cent cavaliers et deux cents fantassins à la solde de la communauté, et ils l'employèrent à maintenir, par une juridiction tout arbitraire, le pouvoir qu'ils avaient usurpé (1).

Parmi ceux qui se trouvèrent les premiers en butte aux persécutions de Gabrielli, les familles nobles des Bardi et des Frescobaldi crurent avoir le plus à se plaindre : elles furent condamnées arbitrairement à des amendes qu'elles ne croyaient point avoir mérité de payer; et elles furent forcées de remettre à la seigneurie les châteaux de Mangona, de Vernia, et d'autres encore qu'elles avaient achetés de leurs anciens comtes. Les Bardi et les Frescobaldi ne se soumirent pas sans résistance à l'oppression ; ils cherchèrent les moyens de se défaire de Gabrielli et de l'oligarchie qui gouvernait; ils engagèrent dans une conspiration les principaux chefs de la noblesse : ils entrèrent en même temps en correspondance avec les seigneurs de châteaux qui conservaient quelque indépendance, tels que les comtes Guidi, les Tarlati d'Arezzo, les Pazzi de val d'Arno, les Guazzalotti de Prato, les Belforti de Volterra, les Ubertini et les Ubaldini des Apennins, et ils leur demandèrent des secours. Tous ces gentilshommes devaient se rendre sous les murs de la ville, dans la nuit de la Toussaint; et le lendemain, pendant l'office divin, les conjurés devaient prendre les armes pour se défaire de Jacob Gabrielli et de ceux qui l'avaient mis en place.

Mais, la veille de son exécution, ce complot fut découvert à Jacob Alberti, un des membres de l'oligarchie dominante : et, le soir même de la Toussaint, les amis du gouvernement se rassemblèrent au palais des prieurs : ils y firent sonner l'alarme : les compagnies du peuple se rendirent sur la place avec leurs gonfalons; les portes furent fermées avant que les conjurés pussent

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 117, p. 841

recevoir les secours qu'ils attendaient de dehors. Les Bardi et les Frescobaldi, voyant leur complot découvert, se fortifièrent au delà de l'Arno, dont ils essayèrent de couper les ponts : ils ne purent cependant se rendre maîtres de celui de Rubaconte ; et la communication entre les deux parties de la ville étant rétablie, les conjurés traitèrent avec le podestat, et sortirent sans combat de Florence (1).

Le parti victorieux fit porter une sentence d'exil contre les Bardi, les Frescobaldi, et quelques autres gentilshommes. Il fit démolir leurs maisons, et prier les villes guelfes alliées de la république de ne point leur donner d'asile. Cette ardeur, que les chefs du gouvernement mirent à se venger, força les exilés à se réfugier à Pise, et à s'unir aux ennemis de l'État auxquels leur secours ne fut pas inutile (2).

[1341] Dès l'année suivante les Florentins ayant tenté d'acquérir la souveraineté de Lucques, purent éprouver quels obstacles leurs émigrés savaient apporter à leurs projets. Mastino della Scala avait mis un grand prix à la possession de Lucques, lorsque cette ville lui ouvrait l'entrée de la Toscane. Elle communiquait alors par le territoire de Parme avec ses États situés au delà de l'Adige. L'État de Parme formait comme le lien entre les divers pays soumis au seigneur de Vérone ; et, pour s'assurer mieux de son obéissance, il l'avait donné en fief à ses oncles maternels, les fils de Giberto de Correggio. Il croyait pouvoir compter sur eux en raison des liens du sang, de la reconnaissance qu'il avait méritée, et de la haine que la maison de Correggio nourrissait contre celle de Rossi, que Mastino avait dépouillée et exilée de Parme. Mais Azzo, le troisième des quatre frères de Correggio, n'était point content du rang de feudataire ; il aspirait à la souveraineté, et pour y parvenir, il ourdit un complot contre son bienfaiteur. Il demanda des secours à Robert de Naples, à Luchino Visconti et aux Gonzague de Mantoue ; et, le 17 mai 1341, les portes de Parme lui ayant été ouvertes par ses frères, il courut la ville à la tête de la gendarmerie qu'il avait rassemblée, et il s'en fit déclarer seigneur (3).

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 117, p. 843. — *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 477.

(2) *Ibid.*, c. 118, p. 844.

(3) *Giov. de Cornasano*, *Storia di Parma*, T. XII, p. 743. — *Giov. Villani*, L. XI, c. 126, p. 848. — *Istorie Pistolesi*, p. 479. — *Cortusiorum Historia*,

Toute communication fut alors interrompue entre Lucques et les États de Mastino; et celui-ci, engagé dans une guerre dangereuse avec les seigneurs de Milan et de Mantoue, ne pouvant espérer ni de recouvrer Parme, ni de conserver Lucques, se résolut à vendre cette dernière ville aux Florentins ou aux Pisans, qui en désiraient également la possession.

Les Florentins avaient connu le complot d'Azzo de Correggio; mais ils n'avaient point voulu y prendre part; ils avaient refusé également l'alliance de Luchino Visconti, qui leur offrait mille chevaux pour attaquer l'État de Lucques (1), tandis qu'ils saisirent avec empressement les premières ouvertures que leur fit faire Mastino. On n'avait cessé de reprocher à la seigneurie son refus d'acheter Lucques, lorsque les Allemands avaient voulu vendre cette ville à l'enchère : le gouvernement crut avoir trouvé l'occasion de réparer cette faute. Vingt commissaires furent nommés, avec une autorité illimitée, pour arrêter avec Mastino les conditions du marché, et lever l'argent nécessaire à son accomplissement (2). Ceux-ci, par l'entremise du marquis d'Este, convinrent de payer deux cent cinquante mille florins au seigneur della Scala, pour la possession de Lucques; et cinquante otages furent envoyés à Ferrare par les deux parties contractantes, pour y être gardés jusqu'à l'entière exécution du traité (3).

Les Pisans, qui de leur côté étaient aussi entrés en négociation avec Mastino, mais qui n'avaient pu atteindre à un prix si élevé, apprirent avec effroi que leurs ennemis héréditaires allaient acquérir une ville aussi importante, et les resserrer ainsi de toutes parts. La seigneurie convoqua un conseil général dans l'église cathédrale; et, lorsque le peuple fut assemblé, le prieur des Anziani se leva pour ouvrir la délibération.

« Seigneurs, dit-il, nous vous avons fait appeler auprès de

L. VIII, c. 6, T. XII, p. 903. — *Chron. Mutinense, Joh. de Bazano,* T. XV, p. 600. — *Cron. Estense*, T. XV, p. 404.

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 126, p. 848.

(2) *Ibid.*, c. 129, p. 850.

(3) Villani était au nombre de ces otages, comme il nous l'apprend lui-même; et cependant on n'avait choisi que *de' migliori uomini popolari, e de' più ricchi di tutta Fiorenza*, dit Andrea Dei, *Cronic. Sanese,* T. XV. p. 99. Mais Villani était en même temps un riche marchand, un bon magistrat, et un grand historien.

» nous pour vous annoncer que les Florentins ont acheté Lucques ; » ils prétendent eux-mêmes que cette acquisition leur ouvrira bientôt les portes de Pise, et déjà ils nous menacent de mettre des » barricades jusqu'au pied de nos murailles, de nous réduire à » l'esclavage par les privations et la famine, et, lorsqu'enfin notre » ville leur sera rendue, d'en abattre les fortifications, de démolir trois de ses quartiers principaux, et de n'en conserver qu'un » seul, auquel ils donneront le nom de Firenzuola. Voyez vous-mêmes désormais ce qu'il vous convient de faire. »

A ces mots toute l'assemblée frémit d'indignation. En vain quelques orateurs essayèrent de la ramener à des sentiments pacifiques : « C'est à Lucques qu'il faut marcher, répondait-on ; » pour la guerre, nous engagerons nos biens et nos vies; pour la » guerre, nos femmes mêmes prendront les armes, et Dieu » donnera la victoire au bon droit contre l'orgueil et la méchanceté ! » Les Anziani mirent alors aux voix la proposition de déclarer la guerre aux Florentins, et elle fut adoptée presque à l'unanimité (1).

Les exilés florentins, qui s'étaient réfugiés à Pise, procurèrent à cette république l'alliance de tous les seigneurs qui étaient entrés dans leur complot de l'année précédente ; leur ligue comprit les comtes Guidi, les Ubaldini, François des Ordélaffi seigneur de Forli, et tous les Gibelins de Toscane et de Romagne. Les ennemis de Mastino se joignirent aussi à eux, savoir : le doge de Gênes, les Gonzague, les Carrare, les Correggeschi de Parme, et surtout le seigneur de Milan, Luchino Visconti, qui leur fit passer deux mille chevaux, sous la conduite de Jean Visconti d'Oleggio, son neveu. Avant même l'arrivée de ces troupes auxiliaires, une armée pisane, formée des milices de deux quartiers de la ville, et soutenue par douze cents chevaux et cinq cents archers, était entrée dans l'État de Lucques, au mois de juillet, et s'était emparée de Cerruglio, de Montéchiaro, de Porcari, et des ponts sur le Serchio (2).

Les Florentins ne s'étaient point préparés à une guerre à la-

(1) *Cronica di Pisa,* T. XV, p. 1004. — *Bern. Marangoni, Cron. di Pisa,* p. 668.

(2) *Gior. Villani,* L. XI, c. 130, p. 851. — *Beverini, Annales Lucenses,* L. VII, p. 912.

quelle ils ne s'attendaient pas; les Lucquois ne pouvaient pas tenir la campagne; en sorte que l'armée pisane, après avoir occupé toutes les avenues de Lucques, enferma la ville elle-même par une ligne fortifiée de douze milles de tour, sans rencontrer presque aucune résistance. Cette ligne était formée de deux fossés profonds, garnis d'une palissade, avec des redoutes de place en place. L'armée s'était divisée en trois camps, vis-à-vis des trois portes de la ville; et le terrain, entre ces camps, était aplani et ouvert partout à la cavalerie. Après un service de peu de jours, les deux quartiers de Pise, dont les milices formaient le siége de Lucques, étaient relevés par les deux autres (1). Sur ces entrefaites, Visconti d'Oleggio arriva devant Pise, avec les troupes auxiliaires qu'envoyait le seigneur de Milan. On assure que son dessein secret était de s'emparer de la ville qui l'avait appelé à son aide: mais la seigneurie, qui en était avertie, avait envoyé des officiers au-devant de ses gendarmes, pour leur payer une double solde, au moment où ils arrivaient aux portes, et les faire partir immédiatement pour l'armée.

Il avait fallu près de deux mois aux Florentins, pour rassembler une armée capable d'attaquer les Pisans dans l'État de Lucques. Cette armée, qui fut composée de deux mille cavaliers à la solde de la république, de seize cents auxiliaires, fournis en partie par Mastino della Scala, et de dix mille fantassins, entra enfin en campagne vers le milieu d'août, sous la conduite de Mattéo de Pontécarali de Brescia, qui était alors capitaine de la garde. Ce général n'était, ni par son rang, ni par son expérience, propre à une si haute entreprise; il en donna bientôt la preuve. Après avoir conduit son armée entre Pise et Lucques, dans un lieu d'où il pouvait couper au camp des assiégeants la communication avec leur patrie, il se retira pour se mettre à couvert des pluies violentes qui le surprirent (2). Il entra ensuite sur le territoire lucquois, par le val de Niévole, conduisant avec lui les commissaires de Mastino, qui devaient le mettre en possession de Lucques. Le seigneur de Vérone, depuis que cette ville était en

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 130, p. 853. — *Chronica Pisana*, T. XV, p. 1006. — *Andrea Dei, Cronica Sanese*, p 99. — *B. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 491. *Beverini, Annales Lucens.*, L. VII, p 913.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c 131, p. 853. — *Istorie Pistolesi*, p. 481

danger, avait diminué de ses prétentions; il la cédait aux Florentins pour cent cinquante mille florins, et il l'aurait cédée pour bien moins encore, si ceux-ci avaient su profiter de leurs avantages. Pontécarali, s'approchant des lignes pisanes, s'ouvrit un passage sur un point qu'il attaqua de concert avec les assiégés; et il fit entrer dans la ville trois cents cavaliers et cinq cents fantassins, avec les commissaires des deux gouvernements : mais, au lieu de poursuivre son avantage, et de livrer bataille à l'armée pisane, où son approche avait jeté quelque confusion (1), il se retira sur les collines de Gragnano et de San-Gennaro, pour en déloger des postes pisans qui les occupaient.

La ville de Lucques ayant été consignée aux commissaires florentins, par ceux de Mastino, et la garnison gibeline ayant été congédiée pour faire place à une garnison guelfe, la seigneurie de Florence envoya l'ordre à son général de livrer bataille. Pontécarali fit en effet demander combat aux Pisans : ceux-ci l'acceptèrent pour le 2 octobre; ils arrachèrent leurs palissades, pour n'avoir plus d'autre défense que leur valeur, et chaque armée aplanit, de son côté, le terrain qui la séparait de l'ennemi (2).

Des jeunes gens des maisons les plus nobles de Sienne, qui se trouvaient comme auxiliaires dans le camp florentin, se firent armer chevaliers le matin même du 2 octobre, avant la bataille, et se placèrent ensuite au premier rang, dans la première division que conduisait Pontécarali. Cette division fit vaillamment son devoir; elle rompit les deux premières lignes des Pisans qui lui furent successivement opposées, elle fit prisonniers la plupart de leurs chefs, et entre autres Visconti d'Oleggio. Mais la seconde ligne des Florentins ne se mit point en mouvement quand elle aurait dû le faire; et, trompée par un faux rapport sur l'issue du combat précédent, elle s'enfuit sans avoir abaissé la lance. Ciupo de Scolari, commandant la troisième ligne des Pisans, fondit alors sur la première division florentine, dont les soldats étaient harassés par les deux combats qu'ils avaient déjà livrés,

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 132, p. 855. — *Beverini, Annal. Lucenses*, L. VII, p. 915.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 133, p. 857. — *B. Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 692.

et dispersés à la poursuite des fuyards : il les mit bientôt en pleine déroute; il recouvra tous les prisonniers, à la réserve de Visconti d'Oleggio qu'on avait déjà envoyé à l'autre corps d'armée, et il prit aux Florentins leur général Mattéo de Pontécarali, avec mille soldats (1).

Après cette déroute, l'armée florentine se hâta d'évacuer le territoire de Lucques; et la seigneurie renonçant, pour cette année, à une attaque nouvelle, chercha du moins à se fortifier par des alliances, pour recommencer la guerre avec plus de vigueur, dans la campagne suivante. Avant tout, elle s'adressa au roi Robert de Naples, qui depuis longtemps ne remplissait plus les obligations qu'il avait contractées par ses alliances; elle consentit même, pour lui complaire, à reconnaître les droits prétendus de ce monarque sur Lucques (2) : mais comme Robert ne fit pas plus d'efforts pour soutenir cette prétention que pour défendre ses alliés, les Florentins mirent en oubli leurs anciennes haines, comme on oubliait à leur égard une ancienne amitié, et ils sollicitèrent l'alliance d'un homme dont ils s'étaient jusqu'alors montrés les ennemis acharnés.

Louis de Bavière, toujours excommunié par le pape, toujours dépouillé par lui de toutes ses dignités, continuait cependant à régner, comme empereur, sur une grande partie de l'Allemagne. Il s'était uni intimement au duc d'Autriche, tandis que Jean, roi de Bohême, s'était déclaré son ennemi. La guerre que les Florentins avaient faite aux Bohémiens, était pour Louis un motif d'oublier la guerre qu'ils lui avaient faite à lui-même. D'ailleurs, après quatorze ans d'absence, l'empereur désirait revoir l'Italie; et il entama une négociation, pour conduire, moyennant un subside considérable, une armée au service des Florentins. Ses ambassadeurs arrivèrent, pour cet objet, à Florence, et ils y furent reçus avec pompe, mais tandis que la négociation, qui par elle-même présentait plusieurs difficultés, était encore retardée par de nouvelles affaires survenues en Allemagne à l'empereur, sa publi-

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 135, p. 858. — *Istoria Pistolen*, p. 482. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 100. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1007. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 918.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 130, p. 861. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 910. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1008

cité fit un tort considérable aux Florentins; on ne douta pas qu'ils ne fussent sur le point de changer de parti et d'entrer dans l'alliance des Gibelins. Les nobles napolitains qui avaient confié leur fortune aux marchands de Florence, craignirent une révolution qui mettrait leur monarque en guerre avec la république : tous redemandèrent leurs capitaux, et cette demande inattendue fit faillir un grand nombre des meilleures maisons de Florence (1).

[1342] Cependant Malatesta des Malatesti de Rimini avait été mis à la tête de l'armée florentine. Le 27 mars 1342, il entra en campagne, et vint tracer son camp à Gragnano, sur les hauteurs qui séparent le val de Niévole de la plaine de Lucques. De là, il lia des correspondances dans le camp des Pisans, afin de séduire les Allemands qui étaient à la solde de ses ennemis. Mais les Pisans avaient pour général Nolfo de Montéfeltro, parent de Malatesta, romagnol comme lui, et non moins exercé que lui aux intrigues et aux complots dont la Romagne avait toujours été l'école. Ils cherchèrent pendant un mois et demi à se tromper l'un l'autre, sans jamais en venir aux mains. Dans le même temps, les Florentins, soupçonnant les Tarlati, seigneurs de Piétra Mala, d'avoir formé un complot pour leur enlever Arezzo, firent arrêter les principaux chefs de cette famille. Les autres se réfugièrent dans leurs châteaux; ils les firent révolter contre la république, et arborèrent les drapeaux des Gibelins (2).

Sur ces entrefaites, Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, le même qui, en 1326, avait été lieutenant du duc de Calabre à Florence, passa par cette ville, pour se rendre de France à Naples. Gaultier était né en Grèce; il appartenait à cette race dégénérée qui, dans le Levant, avait succédé aux premiers croisés, et qu'on avait désignée par le nom injurieux de *Poulains*. Il était de petite taille, et d'une figure rebutante; son esprit était cauteleux et faux, son cœur perfide, ses mœurs corrompues; aucune morale, aucune religion ne mettait des bornes à son ambition; l'avarice seule l'emportait sur elle : enfin, de toutes les vertus qui avaient illustré ses ancêtres, il n'avait hérité que la valeur; mais cette qualité si

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 137, p. 863.—*Beverini, Annales Lucens*, L. VII, p. 990.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 138, p. 864. — *Istorie Pistolesi*, p. 485. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1010. — *Ser Gorello, Cronaca d'Arezzo*, c. 5, p. 832.

brillante, quoique si commune, s'allie souvent avec tous les vices, quelquefois même avec la bassesse. Le duché d'Athènes avait été enlevé à son père par les Catalans, en 1312 (1); celui de Lecce, en Pouille, lui restait pour patrimoine. Depuis 1326, la compagnie des Catalans s'était soumise au roi de Sicile, et trois fils de Frédéric avaient successivement porté le titre de ducs d'Athènes, et gouverné cette principauté (2). Gaultier cependant jouissait de la considération attachée à la faveur supposée des rois de France et de Naples : Robert, dans ses négociations avec la république florentine, avait annoncé qu'il le mettrait à la tête des secours qu'il promettait d'envoyer; et la seigneurie se flattait de vaincre enfin l'irrésolution et l'avarice de son vieux allié, en confiant quelque emploi à l'homme qui avait été le favori de son fils, et qu'il désignait à présent comme son lieutenant (3).

Gaultier de Brienne se rendit en effet à l'armée florentine, que Malatesta tenait campée à San-Piéro in Campo, proche de Lucques. Plusieurs barons de Louis de Bavière, qui venaient combattre, comme volontaires, sous les drapeaux de Florence, y arrivèrent vers le même temps. Des pluies violentes, qui tombèrent pendant tout le mois de mai, et qui gonflèrent le Serchio et rompirent ses digues, forcèrent l'armée à une inaction d'autant plus affligeante, que les Florentins avaient deux fois plus de forces que les Pisans. Cependant les barons allemands et le duc d'Athènes se distinguèrent tour à tour dans les escarmouches; et si Malatesta les avait soutenus avec toutes ses forces, à plus d'une reprise, il aurait pu mettre l'armée pisane en déroute : mais il donna au contraire à celle-ci le loisir de fortifier ses lignes; et, lorsqu'il vit qu'il n'était plus temps de les attaquer, et que les inondations du Serchio arrêtaient ses convois de vivres, il s'éloigna de Lucques le 19 mai, et reconduisit son armée dans le val d'Arno. Ceux qui commandaient à Lucques pour les Florentins, voyant que l'armée dont ils avaient attendu leur délivrance n'était point en état de faire lever le siége, capitulèrent lorsque leurs munitions furent épuisées, et livrèrent la ville aux Pisans, le 6 juillet 1342 (4).

(1) Ducange, Histoire de Constantinople, L. VI, c. 8, p. 118.
(2) *Ibid.*, L. VII, c. 21 et 22, p. 124.
(3) *Giov. Villani*, L. XI, c. 137, p. 862.
(4) *Ibid.*, c. 139, p. 867. — *Istorie Pistolesi*, p. 484. — *Cronica di Pisa*,

Le mécontentement du peuple éclata à Florence avec une violence effrayante, lorsqu'on y vit rentrer la puissante armée de Malatesta, qui avait laissé prendre Lucques presque sous ses yeux : la clameur publique accusait tour à tour l'impéritie ou la lâcheté du général, la présomption, l'ignorance ou la vénalité des seigneurs de la guerre. Le duc d'Athènes, disait-on, s'il avait commandé l'armée, n'aurait jamais souffert une inaction si déplorable, ou une retraite si honteuse; mais, tandis que la bonne fortune de Florence lui avait envoyé un général distingué, on l'avait réduit au rôle de spectateur des fautes causées par l'ignorance d'un autre. Pour satisfaire le peuple, il fallut immédiatement donner au duc d'Athènes le titre de capitaine de justice; et, au départ de Malatesta, dont l'office expirait au 1er août, il fallut confier au duc le commandement général de l'armée. En vertu de cette double fonction, le droit de haute justice fut attribué à Gaultier de Brienne, dans la ville comme dans le camp (1).

Il y avait à cette époque deux factions à Florence, qui tendaient à détruire la liberté publique. La première était celle de l'ancienne noblesse. Les grands étaient exclus du gouvernement par l'ordonnance de justice; ils se voyaient exposés aux traitements les plus arbitraires et souvent les plus injustes, si leurs noms seulement étaient prononcés dans quelque tumulte; et la jalousie du peuple leur reprochait encore la puissance dont elle les avait dépouillés : aussi étaient-ils disposés à tout entreprendre pour renverser une liberté qu'ils ne partageaient pas. Une autre faction, non moins dangereuse, se trouvait alors même en possession du gouvernement. On désignait ceux qui la composaient, par le nom de *popolani grassi*; ceux-ci avaient trouvé moyen, dans une république dont les lois étaient toutes démocratiques, de s'attribuer exclusivement une souveraineté qui devait appartenir au peuple. Leur oligarchie roturière était l'objet de la jalousie de tous; on les accusait d'imprudence et d'incapacité dans les affaires, de vénalité dans les emplois : Villani assure qu'ils s'enrichissaient d'une manière honteuse des deniers de la république, et que, dans le marché fait avec Mastino pour l'achat de Lucques, ils avaient payé de

T. XV, p. 1011. — *B. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 696. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 104. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 923.

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 1, p. 871.

cette ville cinquante mille florins de moins qu'ils n'en avaient porté en compte. Pour détourner de leur administration la censure publique, ils projetèrent de livrer le peuple aux vexations d'un juge cruel, se flattant de cacher leurs propres entreprises à l'ombre de cette tyrannie subalterne. Ils crurent qu'ils dirigeraient le duc d'Athènes, comme deux ans auparavant ils avaient dirigé Jacob Gabrielli, et que ce ne serait point eux cependant auxquels on reprocherait les cruautés du capitaine-général. Ils excitèrent donc secrètement Gaultier à abuser des pouvoirs qu'eux-mêmes lui avaient confiés. Gaultier, plus habile qu'eux dans l'art de l'intrigue, plus indifférent qu'eux à la ruine publique et aux malheurs privés, consentit à se présenter comme l'instrument de ceux dont il voulait être le maître; et il promit de servir toutes les passions de ces chefs qu'il sacrifiait déjà à son avarice et à son ambition.

Mais les premières sentences capitales que prononça le duc d'Athènes, firent assez connaître qu'il n'avait pas dessein de se contenter d'une autorité subalterne. Il fit trancher la tête à Jean de Médici, qui commandait la forteresse de Lucques lorsqu'elle s'était rendue, et à Guillaume Altoviti, gouverneur d'Arezzo, qui, par quelques injustices, avait provoqué la révolte des Tarlati : il soumit à des procès deshonorants Richard de Ricci, et Naddo Ruccellai, accusés de s'enrichir aux dépens du trésor; il les condamna à des amendes ruineuses, et ne consentit qu'avec peine à leur faire grâce de la vie (1). Ces quatre familles, que le duc d'Athènes traita si durement dès le premier mois de son administration, faisaient partie de l'oligarchie dominante à laquelle Gaultier lui-même devait son élévation. Les sentences qu'il venait de prononcer répandirent une indicible terreur parmi les bourgeois; tandis qu'elles réjouirent la noblesse et le peuple dont elles satisfaisaient la jalousie ou la haine : un vengeur des ordres opprimés paraissait tenir le glaive de la justice, le crédit ou la brigue demeuraient sans pouvoir sur lui, et les abus longtemps enracinés allaient être détruits. Gaultier ayant ainsi fait connaître quelle marche il voulait suivre et quels partis il désirait s'atta-

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 1 et 2, p. 871. — *Istorie Pistolesi*, p. 484. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 104

cher, accueillit les avances qui lui furent faites, et s'unit aux ennemis du gouvernement par des liens plus intimes. Il promit aux grands de faire révoquer l'ordonnance de justice, si, par leur moyen, il pouvait obtenir une domination plus stable : à ce prix, les plus considérables d'entre eux se dévouèrent entièrement à lui (1). Il s'adressa ensuite à quelques marchands dont le crédit était ébranlé, et qui se voyaient près du moment où ils seraient forcés de faillir; il leur promit que le trésor public leur ferait des avances, et les mettrait en état d'attendre des rentrées éloignées : par cette assurance, il se concilia la faveur de plusieurs maisons considérées de la bourgeoisie (2); enfin il ne se contenta pas de servir la haine et de satisfaire les vengeances du bas peuple contre la classe supérieure, il le flatta aussi par une prévenance et une familiarité affectées, et par la promesse de lui faire partager les honneurs publics.

Cependant l'office des vingt commissaires ou seigneurs de la guerre qui avaient été créés pour l'acquisition de Lucques, était expiré dès le commencement de septembre; et les partisans du duc, délivrés de cette surveillance, osaient manifester plus ouvertement leurs projets : ils déclaraient que la république avait besoin d'une réforme; que l'issue de la dernière guerre faisait connaître toute la corruption du gouvernement; qu'une main vigoureuse pouvait seule extirper les abus et réconcilier les partis acharnés l'un contre l'autre; que le duc d'Athènes enfin avait déjà prouvé sa capacité pour un si haut emploi, et la fermeté autant que la justice avec lesquelles il l'exercerait. Ces discours ayant été répétés dans les assemblées des corps de métier, et dans les tavernes où les soldats du duc se mêlaient au peuple pour le corrompre, quelques grands portèrent aux prieurs la proposition de décerner au duc la seigneurie de Florence.

Le gonfalonier avant de répondre, fit appeler le collége des douze bons-hommes et les seize gonfaloniers des compagnies de milice, pour délibérer avec la seigneurie : après avoir fait connaître à ces conseillers les dangers qui menaçaient la liberté pu-

(1) Les Bardi, Frescobaldi, Rosi, Cavalcanti, Bondelmonti, Adimari, Cavicciuoli, Donati, Gianfigliazzi, et Tornaquinci.

(2) Comme les Péruzzi, les Acciaiuoli, les Baroncelli, et les Antellési.

blique, il s'adressa aux gentilshommes qui avaient porté la parole pour le duc. « C'est avec une profonde douleur, leur dit-il, que » nous vous voyons oublier les vertus de vos ancêtres et les mœurs » de votre patrie; la république pour laquelle vous demandez un » remède extrême, ne connaît d'autre danger que celui que vous » lui faites courir. Allez cependant, et dites au duc d'Athènes » que, dans des temps plus calamiteux, vos ancêtres et les nôtres » ont eu plus d'une fois recours à des monarques étrangers : les » Gibelins implorèrent les secours de Frédéric et de Manfred; » les Guelfes recherchèrent l'assistance des deux Charles et de Ro- » bert; mais jamais, quelle que fût la dignité du monarque et le » danger de l'État, jamais la liberté publique n'a été sacrifiée; » jamais nos ancêtres n'ont donné à Florence un seigneur sou- » verain; jamais nos femmes et nos enfants ne nous pardonne- » raient la honte de l'esclavage; jamais nous-mêmes enfin nous » ne renoncerons au bonheur de vivre libres (1). »

Le duc d'Athènes se hâta de calmer le mouvement d'enthousiasme que le gonfalonier avait excité par ce discours, en assurant que lui-même il ne désirait point un pouvoir subversif des libertés de l'État; qu'il demandait seulement qu'on lui laissât les mains libres pour un peu de temps, afin d'opérer le bien qu'il sentait pouvoir faire; que ce qu'il prétendait n'était point inusité à Florence, et qu'un pouvoir dictatorial avait plus d'une fois, dans des temps de calamité, été accordé à des princes dont l'affection pour la république ne pouvait égaler la sienne. Pendant qu'il donnait ces assurances aux conseillers de la seigneurie, ses hérauts d'armes répandus dans la ville appelaient le peuple à s'assembler en parlement sur la place de Sainte-Croix, pour délibérer sur les besoins de la république.

L'autorité souveraine du parlement était reconnue dans toutes les républiques italiennes : le gouvernement n'agissait jamais que comme représentant de la nation; et son pouvoir cessait lorsque la nation elle-même était assemblée. On n'avait point pu faire entendre au peuple que le compte de ses suffrages n'est point l'expression de sa volonté; qu'en supposant même tous les citoyens égaux, ils ne veulent pas et ne sentent pas également, et

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 3, p. 873

que le peuple n'est souverain que lorsque l'intérêt de toutes ses classes est également sacré, non lorsque leur voix est confondue dans la clameur populaire. Cependant tous les gouvernements savaient que l'intérêt national n'était jamais sacrifié plus facilement par aucune assemblée que par celle de la nation elle-même, et que, tandis que les conseils demeuraient fidèles à leur devoir, les parlements avaient souvent consenti à la ruine de la liberté, ou à la subversion de la constitution. Les prieurs de Florence tremblèrent que le parlement ne livrât la république au duc d'Athènes. Ils ne pouvaient empêcher sa convocation, que Gaultier avait droit d'ordonner comme capitaine du peuple : ils recoururent donc immédiatement à ce duc, et ils cherchèrent du moins à l'engager à confirmer d'une manière authentique les promesses qu'il venait de leur faire. Gaultier y consentit aussitôt; il convint de laisser les prieurs ouvrir les délibérations : ceux-ci devaient demander au peuple la prorogation, pour une année, de l'autorité du duc d'Athènes, avec les mêmes priviléges accordés, seize ans auparavant, au duc de Calabre, et sous les mêmes réserves et les mêmes restrictions. Gaultier s'engagea, sur sa parole de chevalier, à ne rien demander, à ne rien accepter par delà, lors même que le peuple lui offrirait plus de puissance. Cette convention mutuelle reçut la forme d'un contrat authentique ratifié par des notaires, et confirmé par serment (1).

Le lendemain 8 septembre, jour de la fête de Notre-Dame, le peuple s'assembla sur la place du palais; le duc y arriva, entouré de cent vingt gendarmes et de trois cents fantassins qu'on lui avait accordés pour sa garde : mais tous les nobles, à la réserve de la famille de la Tosa, s'étaient armés, et avaient grossi son cortége. Les prieurs et les autres magistrats descendirent du palais, et se rangèrent auprès du duc, devant la balustrade de fer. François Rustichelli, l'un d'eux, fit, au nom de la seigneurie, la proposition, convenue la veille, de proroger pour une année le pouvoir du duc. Des gens de la lie du peuple, apostés par Gaultier, interrompirent aussitôt le prieur par des cris forcenés, et demandèrent qu'un pouvoir souverain fût accordé au duc pour toute sa vie. En même temps ils se serrèrent autour de lui ; ils le soulevèrent dans

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 3, p. 873.

leurs bras, tandis que ses gardes enfonçaient les portes du palais; et ils le portèrent sur le tribunal, dans les salles mêmes qui étaient réservées aux prieurs. La populace, enivrée du plaisir d'outrager ce qu'elle avait toujours respecté, força la seigneurie à se réfugier dans une salle basse, et bientôt après à sortir du palais; elle livra aux grands le livre des ordonnances de justice, pour qu'ils le déchirassent; elle traîna le gonfalon de l'État dans la boue, et le brûla ensuite sur la place publique. Enfin, elle abattit partout les armes de la commune de Florence; et elle leur substitua les drapeaux du duc (1).

Peu de jours après, le duc profita de l'effroi des conseils pour leur faire confirmer la seigneurie à vie qu'il s'était attribuée de force. Au lieu de considérer les différentes villes conquises par Florence, comme des possessions dépendantes d'un même État, il se fit donner aussi successivement, par le peuple de chaque ville, la seigneurie d'Arezzo, de Pistoia, de Colle de val d'Elsa, de San-Gémignano et de Volterra, pour flatter ainsi la vanité de ces villes, et l'animosité qu'elles conservaient contre les Florentins. Le duc appela en même temps, auprès de lui, tous les Français et les Bourguignons qui servaient en Italie : il réunit ainsi, sous ses ordres, huit cents gendarmes, ses compatriotes; il fit aussi venir de France plusieurs de ses parents et de ses amis, auxquels il confia des commandements militaires. Déjà il croyait avoir affermi pour toujours sa domination; mais Philippe de Valois, à qui on rapporta la grandeur nouvelle du duc d'Athènes, dont le voyage à Naples avait été annoncé comme un pèlerinage, se contenta de répondre : « Le pèlerin est hébergé, mais il a pris » mauvais hôtel (2). »

Les Florentins espéraient que leur seigneur les vengerait du moins de l'affront qu'ils avaient reçu devant Lucques. Mais le duc d'Athènes était pauvre; et il voulait, avant toutes choses, amasser de l'argent pour affermir sa domination, s'il pouvait la conserver, ou pour s'en dédommager, s'il venait à la perdre. La guerre occasionnait une trop grande dépense pour pouvoir lui plaire; d'ail-

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 3, p. 874. — *Istorie Pistolesi*, p. 486. — *Andrea Dei, Cronica Sanese*, T XV, p. 105.
(2) *Giov. Villani*, L. X, c. 3, p. 875.

leurs, elle l'aurait obligé à s'éloigner de la ville qu'il venait de soumettre, et elle faisait dépendre toute son existence du premier échec qu'il éprouverait. Il proposa donc aux Pisans, et à leurs alliés, une paix qui fut bientôt acceptée. Il leur abandonna, pour quinze ans à venir, la souveraineté de Lucques, en se réservant de nommer, pendant les mêmes quinze années, le podestat de cette ville. Au bout de ce terme, Lucques devait être remise en liberté; tous les Guelfes émigrés devaient être rappelés et mis en possession de leurs biens: mais tous les exilés de Florence devaient également rentrer dans leurs foyers; les prisonniers devaient être rendus sans rançon; Pise s'obligeait à un tribut annuel de huit mille florins, et accordait pendant cinq ans aux Florentins une franchise absolue dans ses ports (1).

Ce traité, qui fut publié le 14 octobre, dans les deux villes, n'effaçait point, pour les Florentins, la honte de leurs dernières déroutes; aussi excita-t-il le mécontentement, même des partisans du duc. En vain celui-ci flattait la populace, et n'appelait aux emplois que des hommes de la plus basse classe, des artisans des métiers inférieurs, que l'on commença dès lors à nommer *ciompi* à Florence, par corruption du nom de compères que leur donnaient les soldats français dans leurs orgies (2) : ces places ne satisfaisaient plus la vanité même du bas peuple. Le duc avait exilé les prieurs de leur palais, il les avait relégués dans celui qu'habitait auparavant le juge exécuteur; il les avait dépouillés de toute pompe et de tout pouvoir; il avait détruit l'office des gonfaloniers de compagnie, et leur avait ôté leurs gonfalons; enfin, il avait lui-même anéanti la récompense qu'il paraissait promettre à la populace. Il avait ensuite annulé toutes les ordonnances sur les arts et métiers, et mécontenté successivement toutes les classes du peuple, à la réserve des bouchers, des marchands de vin, et des cardeurs de laine, dont il s'efforçait de conserver l'affection par de basses flatteries.

Bientôt il augmenta le mécontentement général par de nouvelles entreprises; il voulait faire, du palais public qu'il habitait,

(1) *Giovani Villani*, L. XII, c. 8, p. 878.—*Istorie Pistolesi*, p. 486.—*Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1019.
(2) *Marchione de Stefani*, *Istoria Fiorent.*, L. VIII, R. 575, T. XIII.—*Delizie deg. erud. Toscani.*

une forteresse qui lui assurât l'obéissance de toute la ville; dans cette vue, il fit abattre un grand nombre de maisons dans son voisinage : il s'empara de plusieurs autres, sans donner aux propriétaires aucun dédommagement, et il y logea ses gens de guerre. Il ôta aux créanciers de l'État les gabelles qui leur avaient été assignées en payement, et il en prit le produit pour lui-même; il augmenta la contribution foncière, qu'il porta de trente mille florins à quatre-vingt mille; il soumit les citoyens les plus riches à des emprunts forcés, et il établit de nouvelles gabelles plus onéreuses que les précédentes; de telle sorte qu'en dix mois et demi, il tira de Florence plus de quatre cent mille florins, et qu'il en fit passer plus de deux cent mille dans la Pouille ou en France (1).

Le duc d'Athènes n'ignorait pas le mécontentement qu'il excitait; mais il s'assura les secours des étrangers contre ses sujets, ennemis naturels d'un tyran. Au printemps de 1343, il conclut une alliance avec les Pisans, Mastino della Scala, le marquis d'Este et le seigneur de Bologne. Les confédérés s'engageaient à maintenir mutuellement leur gouvernement, et à se défendre contre tous leurs ennemis. Une ligue parut se former entre tous les tyrans d'Italie, pour priver entièrement cette contrée de son antique liberté. Cependant, plus le duc d'Athènes se sentait affermi dans sa domination, plus il lâchait la bride à ses passions, et renonçait aux ménagements qu'il s'était d'abord imposés. Les femmes des citoyens les plus respectés étaient en butte aux séductions que leur préparait son libertinage : les hommes qui élevaient la voix pour se plaindre, ceux qui réclamaient leurs anciens priviléges, ou qui excitaient seulement les soupçons du tyran, étaient livrés à des supplices atroces (2).

Le pouvoir d'un seul s'était élevé au moyen de la discorde entre les ordres de la nation ; mais chaque classe de citoyens éprouvait à son tour l'oppression, et s'irritait du joug qu'elle portait. Les grands, qui avaient procuré au duc d'Athènes la seigneurie, s'indignaient de son ingratitude, en voyant qu'il ne leur donnait aucune part au gouvernement. La classe supérieure de la bourgeoisie qui était toute-puissante avant lui, le haïssait mortellement;

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 7, p. 881. — *Istorie Pistolesi*, p. 493.
(2) *Giov. Villani*, L. XII, c. 7, p. 881

elle avait été trompée et dépouillée par lui : les bourgeois du second ordre n'étaient guère moins irrités de l'augmentation des impôts, du renversement de toute justice, et des traités honteux conclus au nom de leur patrie. La populace, enfin, qu'il avait trompée par des promesses inexécutables, n'avait pas pu demeurer longtemps dans l'erreur : la pitié avait succédé à son irritation contre ses anciens magistrats; et les supplices ordonnés par le duc excitaient autant d'horreur qu'ils avaient d'abord causé de joie. Une disette à laquelle Gaultier n'avait peut-être aucune part, augmentait encore le mécontentement du bas peuple. Florence ne peut s'ébranler, dit un des vieux proverbes toscans, que lorsqu'elle souffre tout entière (1). Heureuses les nations qui ont cette lenteur à se mettre en mouvement, sans rien perdre de leur énergie! Florence souffrait tout entière, et tout entière elle se souleva. Chaque classe était séparément opprimée; chacune à elle seule, et sans attendre le secours d'autrui, s'efforça de pourvoir à la délivrance de la patrie. Un grand nombre de conjurations se tramèrent à l'insu l'une de l'autre ; mais on en distingua trois plus puissantes, et qui furent plus près que les autres d'exécuter leurs projets. A la tête de la première se trouvait l'évêque de Florence lui-même, qui était de la maison Acciaiuoli ; presque tous les grands y avaient pris part, mais surtout les Bardi, les Rossi, les Frescobaldi, les Scali, et quelques bourgeois puissants, comme les Altoviti, Magalotti, Strozzi et Mancini. Ces conjurés étaient entrés en traité avec les Pisans, les Siennois, les Pérousins et les comtes Guidi. Ils avaient dessein d'attaquer le duc d'Athènes dans son palais, lorsqu'il rassemblerait le conseil : mais le duc, qui devenait tous les jours plus soupçonneux, se défit d'une partie de ses gardes parmi lesquels il y avait des hommes gagnés ; il leur substitua de nouveaux soldats plus sûrs et en plus grand nombre, de manière à se mettre à l'abri d'une attaque, et il fit fermer par des grilles de fer les passages par lesquels les conjurés, déjoués dans leurs projets précédents, pensaient à s'introduire dans le palais (2).

A la tête d'une autre conjuration étaient Manno et Corso Donati, avec les Pazzi, les Cavicciuoli, et quelques Albizzi. Ceux-ci

(1) *Firenze non si muove se tutta non si duole.*

(2) *Giov Villani*, L. XII, c. 15, p. 857

avaient compté attaquer le duc d'Athènes le jour de la fête de Saint-Jean, comme il entrerait dans le palais des Albizzi pour voir une course de chevaux. Mais le duc eut quelques soupçons du danger qu'il courrait, et il ne se rendit point au palais Albizzi.

A la tête de la troisième conjuration était Antonio des Adimari, avec les Médici, les Bordoni, les Oricellai, les Aldobrandini, et un grand nombre des plus riches bourgeois. Ces derniers, avertis que le duc avait une intrigue de galanterie dans une maison des Bordoni, firent quelques préparatifs pour barricader la rue, et logèrent aux deux extrémités cinquante hommes déterminés qui devaient fermer le passage, dès que le duc serait entré dans la maison qu'il visitait : mais Gaultier, dont la défiance allait chaque jour croissant, commença vers ce temps à se faire suivre, même dans ses rendez-vous de galanterie, par cinquante cavaliers et cent fantassins bien armés, qui restaient de garde devant la maison où il entrait, et qui suffisaient pour repousser une première attaque.

Les trois conjurations, quoique sans cesse déjouées par la crainte ou la prévoyance du duc, subsistaient toujours, et méditaient de nouvelles entreprises, lorsque la troisième fut découverte par l'imprudence de l'un des gendarmes qui avaient été gagnés. Dès les premiers soupçons que conçut le duc d'Athènes, il fit arrêter, le 18 juillet, deux citoyens obscurs qui étaient au nombre des conjurés, et il les fit mettre à la torture. Leur ayant ainsi arraché l'aveu de la conspiration et le nom d'Antonio de Baldinaccio des Adimari, qui en était le chef, le duc fit arrêter celui-ci à son tour, et lui fit dire de se préparer à la mort (1).

Mais la nouvelle de l'arrestation de ce citoyen distingué, et du danger qu'il courait, répandit dans la ville un effroi universel : chacun avait trempé dans quelqu'une des conjurations, ou avait du moins assisté à quelqu'un des conciliabules où l'on en préparait de nouvelles : chacun se croyait compromis, et, en cherchant à se mettre en défense, chacun laissa voir qu'il se sentait inculpé. Le duc, à ce mouvement universel, s'aperçut que la ville entière était conjurée contre lui : il se sentit alors trop faible pour sévir sur-

(1) *Istorie Pistolesi*, p. 494.

le-champ contre ceux qu'il avait arrêtés ; il voulut, avant tout, s'assurer les secours de ses alliés, et se mettre en état d'envelopper les chefs de toutes les conjurations dans une seule vengeance. Il fit demander à Taddéo de Pépoli, seigneur de Bologne, de lui envoyer quelques renforts ; et, lorsqu'il sut que trois cents cavaliers étaient déjà entrés dans les Apennins pour venir à son aide, il envoya l'ordre à trois cents citoyens des premiers de la ville, de se rendre le lendemain 26 juillet, dans son palais, pour y délibérer avec lui sur le sort des prévenus. Pour assembler ce conseil, il fit choix d'une salle dont les fenêtres étaient fermées par des barreaux de fer ; et il donna l'ordre à ses gardes de clore les portes du palais, dès que les citoyens y seraient réunis, et de se jeter sur eux pour les massacrer tous. Le pillage de la ville leur fut promis en récompense de cette exécution (1).

Parmi ceux que le duc appelait à son conseil, se trouvaient les chefs principaux des diverses conjurations ; ils avaient lieu de croire le tyran instruit, au moins en partie, de leurs complots, et ils n'avaient garde d'aller se mettre entre ses mains. D'ailleurs un bruit confus des préparatifs qui se faisaient au palais, avait pénétré dans la ville, et il y augmentait l'effroi. Jusqu'alors chacun avait été retenu, par la crainte, dans le silence ; une crainte plus grande encore fit rompre ce silence : chacun demanda conseil ou assistance à son voisin, à son ami ; chacun fit connaître sa propre situation : pendant la nuit, tous les conciliabules différents communiquèrent ensemble, et les Florentins apprirent ainsi que trois conjurations, indépendantes l'une de l'autre, avaient été prêtes à éclater en même temps. L'occasion de surprendre le tyran ne pouvait plus se présenter ; mais les forces pour l'attaquer ouvertement étaient bien plus considérables que les conjurés eux-mêmes ne l'avaient jamais supposé. Tous ceux que le duc d'Athènes avait convoqués, convinrent, avant tout, de ne point se rendre à son conseil ; chacun se tint prêt dans sa maison avec ses armes, rassemblant auprès de soi ses clients, ses serviteurs et ses amis. Les pelotons, après s'être formés, se réunissaient cependant en silence ; mais aucun mouvement ne se faisait apercevoir dans les rues : six cents gendarmes du duc étaient distribués dans les divers quartiers,

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 15, p. 888.

pour y maintenir la tranquillité; et les secours qui lui arrivaient de Bologne et de Romagne avaient déjà passé les gorges les plus élevées des Apennins. Tout à coup, quelques plébéiens obscurs donnèrent le signal à la révolution, en criant aux armes, sur la place du Marché-Vieux et à la porte de Saint-Pierre. A ce cri, tous les palais de Florence s'ouvrirent, toutes les troupes qui s'y étaient formées en silence marchèrent rapidement à leurs places d'armes, toutes les rues furent barricadées; partout les enseignes de la commune et du peuple furent déployées, et tous les citoyens s'appelèrent et se répondirent par les cris de *vive le peuple, la commune et la liberté!*

Les gendarmes, surpris dans les divers quartiers de la ville, s'efforçaient de faire leur retraite vers le palais, pour s'y réunir au duc; mais à peine trois cents d'entre eux purent y parvenir: plusieurs furent tués; d'autres, faits prisonniers, furent dépouillés de leurs chevaux et de leurs armes. Cependant le corps principal de la cavalerie du duc occupait la place des Prieurs, devant le palais: le peuple s'y porta en foule; et, barricadant toutes les rues qui conduisent à cette place, il rendit impossible à cette cavalerie de charger les insurgés ou de parcourir la ville. Toutes les maisons qui bordent la place furent alors ouvertes aux citoyens armés pour la liberté; tous les toits furent couverts par les assaillants, qui passaient de l'un sur l'autre, et qui lançaient des pierres ou des tuiles contre les soldats; toutes les fenêtres furent garnies d'arbalétriers. La cavalerie du duc, emprisonnée sur la place publique et exposée à une grêle de traits, fut, à la fin du jour, contrainte de s'enfuir dans le palais, et d'abandonner ses chevaux au peuple, qui se rendit maître aussitôt de la place.

Le palais du podestat avait été attaqué et forcé par d'autres corps d'insurgés; les prisons des Stinche et de Volognano étaient également enfoncées, et les prisonniers mis en liberté. De l'autre côté de l'Arno, les insurgés s'étaient rendus maîtres des portes, des murs et des ponts, et ils avaient fait de leur quartier comme une forteresse, dans laquelle ils comptaient défendre leur liberté, si leurs concitoyens succombaient ailleurs: mais le soir, ils traversèrent eux-mêmes les ponts, ils abattirent les barricades, ils rétablirent la communication entre tous les quartiers de la ville, et

ils avancèrent vers la place des Prieurs, en répétant les mots qui avaient servi de signal à l'insurrection : *meure le duc, vive la commune et la liberté!* Florence eut alors sous les armes mille citoyens à cheval, et dix mille qui, quoiqu'à pied, étaient armés de cuirasses et de barbues comme les cavaliers. Ceux qui n'avaient que des armes incomplètes, ou les instruments que chacun avait transformés en moyens d'attaque, n'avaient pas été comptés.

Le duc, assiégé dans son palais par des forces si supérieures, s'efforça d'apaiser le peuple. Il arma chevalier, de sa propre main, le chef des conjurés, Antonio des Adimari, qu'il avait d'abord mis en prison; et il l'envoya vers les révoltés, pour tâcher de calmer leur colère. Déjà plusieurs agents de sa tyrannie avaient été arrêtés en différents lieux, et massacrés impitoyablement. Des secours arrivaient de toutes parts aux Florentins; et ceux-ci avaient déjà organisé un nouveau gouvernement composé de sept nobles unis à sept citoyens. Le duc, qui défendait le palais avec environ quatre cents Bourguignons, commençait à souffrir de la faim. Alors l'évêque de Florence, qui avait conjuré contre la tyrannie, s'entremit entre le peuple irrité et le tyran, pour sauver la vie de celui-ci : mais le duc n'obtint sa grâce qu'en abandonnant aux justes vengeances des Florentins, Guillaume d'Assise, le plus odieux de ses ministres, et le juge qui avait prêté son ministère à toutes ses cruautés : cet homme féroce fut taillé en pièces, avec son fils, par la populace; ce dernier était âgé à peine de quatorze ans, et sa figure intéressante était faite pour toucher le peuple; mais on l'avait vu assister à tous les supplices qu'ordonnait son père, et lorsqu'on détachait les malheureux de l'estrapade, il demandait en grâce qu'on continuât plus longtemps une torture qui était son spectacle favori, et que, pour l'amour de lui, on donnât encore un tour d'estrapade à celui que le bourreau abandonnait.

Par le traité dont l'évêque de Florence fut médiateur, le duc d'Athènes renonça solennellement à toute autorité sur Florence, et à tout droit qu'il pourrait avoir acquis par la précédente élection du peuple. Il promit de ratifier cette renonciation, aussitôt qu'il aurait été conduit sain et sauf hors du territoire florentin. D'autre part, l'évêque, les quatorze commissaires du peuple, les ambassadeurs des Siennois et le comte de Battifolle, qui étaient

venus au secours des insurgés, s'engagèrent à protéger la retraite du duc et de ses soldats, et à les mettre à couvert des insultes de la populace, jusqu'à ce qu'ils fussent hors de la ville et de son territoire. Le duc d'Athènes ouvrit, le 3 août, le palais à ces négociateurs, après y avoir soutenu un siége de huit jours; il y demeura cependant encore lui-même par leur conseil, jusqu'à la nuit du mercredi 6 août, afin de laisser au peuple le temps de se calmer. Il sortit enfin pendant cette nuit, et du château et de la ville, sous l'escorte des citoyens les plus puissants de Florence, qui s'étaient rendus garants de sa personne; et il fut conduit, par la route de Valombrosa, à Poppi, fief indépendant, situé dans les montagnes. Sur ce territoire neutre il ratifia sa renonciation à tout droit qu'il pouvait avoir sur Florence, son district ou les villes qui lui étaient assujetties, et il promit de ne jamais chercher à tirer vengeance de la rébellion. Il traversa ensuite la Romagne, et se rendit à Venise. Dans cette ville, il s'embarqua, lorsqu'on s'y attendait le moins, pour passer dans la Pouille; et il frustra ainsi de leur salaire les soldats qui l'avaient suivi, et qu'il n'avait pas payés. Le 26 juillet, jour de sainte Anne, où sa tyrannie avait été renversée, fut consacré à Florence par une fête solennelle (1).

(1) *Giov. Villani*, l. XII, c.16, p. 800. — *Istorie Pistolesi*, p. 494. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 108.

CHAPITRE VIII.

FLORENCE APRÈS L'EXPULSION DU DUC D'ATHÈNES. — GRANDE COMPAGNIE DU DUC GUARNIÉRI. — LA REINE JEANNE SUCCÈDE A ROBERT, ET FAIT MOURIR SON MARI. — CHARLES IV ÉLU EN OPPOSITION A LOUIS DE BAVIÈRE. — 1343 A 1346.

Une tyrannie de quelques mois suffit pour détruire la prospérité acquise par les conquêtes de plusieurs années, et par la sage économie de plusieurs générations. Florence qui, en richesse et en puissance, égalait Venise et surpassait toutes les autres républiques de l'Europe, perdit, durant la seigneurie du duc d'Athènes, tous les trésors qu'elle avait amassés et tous les États qu'elle avait conquis. Dans le temps de la guerre avec Mastino della Scala, la seigneurie tenait garnison dans les villes d'Arezzo, Pistoia, Volterra et Colle de val d'Elsa; elle possédait dix-neuf châteaux forts sur le territoire de Lucques, et quarante-six sur le sien propre, sans compter tous ceux qui appartenaient aux nobles, sujets de l'État. Les revenus publics montaient alors à trois cent mille florins (1). Le seul roi de France, parmi les monarques de la chrétienté, était beaucoup plus riche; ceux de Sicile et d'Aragon étaient plus pauvres; celui de Naples avait à peine un revenu égal à celui des Florentins (2).

Les dépenses de la communauté, en temps de paix, n'arrivaient pas au sixième de son revenu (3). L'état ordinaire ne mon-

(1) Poids pour poids, trois millions six cent mille livres; mais la valeur de l'argent était quadruple de ce qu'elle est aujourd'hui, et, de plus, presque tous les souverains étaient infiniment plus pauvres.

(2) *Giov. Villani*, L. XI, c. 91, p. 824.

(3) Nous avons à cette époque un état des revenus et des dépenses de la république florentine, dressé par Giov. Villani, et copié ensuite, avec quelques varia-

tait qu'à quarante mille florins d'or par an, sans compter, il est

tions, par Marchione de Stéfani. C'est un monument curieux pour l'économie politique et l'histoire des finances; le voici

Revenu de la ville et république de Florence, de 1336 à 1338, en florins d'or du poids de 72 grains, à 24 karats.

Gabelle des portes, ou droits d'entrée et de sortie sur les marchandises et les vivres, affermée par année à.	fl. 90,200
Gabelle sur la vente du vin en détail, 1/3 de la valeur.	59,300
Estimo, ou imposition foncière sur les campagnes.	30,100
Gabelle du sel, vendu 40 sols le boisseau aux bourgeois, et 20 sols aux paysans.	14,450
Revenus des biens des rebelles, exilés et condamnés.	7,000
Gabelle sur les prêteurs et usuriers.	3,000
Redevances des nobles possessionnés sur le territoire.	2,000
Gabelle des contrats (inscriptions en hypothèque).	11,000
Gabelle des boucheries pour la ville.	15,000
Gabelle des boucheries pour la campagne.	4,400
Gabelle des loyers.	4,050
Gabelle de la farine et des moulins.	4,250
Impôt sur les citoyens nommés podestats en pays étrangers.	3,500
Gabelle des accusations.	1,400
Profit sur le monnoyage des espèces d'or.	2,300
Profit sur le monnoyage des espèces de cuivre.	1,500
Rente des biens-fonds de la communauté, et péages.	1,600
Gabelle sur les marchands de bétail dans la ville.	2,150
Gabelle à la vérification des poids et mesures.	600
Immondices, et loyers des vases d'Orto San-Michele.	750
Gabelle sur les loyers dans la campagne.	550
Gabelle des marchands des campagnes.	2,000
Amendes et condamnations dont on obtient le payement.	20,000
Défauts des soldats (pour rachat du devoir des milices).	7,000
Gabelle des portes de maisons à Florence.	5,550
Gabelle sur les fruitières et revendeuses.	450
Permission du port d'armes, à 20 sols par tête.	1,300
Gabelle des sergents.	100
Gabelle des bois flottés sur l'Arno.	100
Gabelle des reviseurs des garanties données à la communauté.	200
Part de l'État aux droits perçus par les consuls des arts.	300
Gabelle sur les citoyens dont l'habitation est à la campagne.	1,000
	fl. 297,100
Gabelle sur les possessions de la campagne.	
Gabelle sur les batailles sans armes.	
Gabelle de Firenzuola	
Gabelle des moulins et pêches.	
Le total surpasse.	fl. 300,000

vrai, la solde des gens de guerre (1). Mais, comme la république, dès qu'elle faisait la paix, licenciait ses condottieri, elle se soumettait à un régime économique, qui lui donnait les moyens de payer rapidement ses dettes. Il y a, ce me semble, quelque chose de touchant dans les détails minutieux de ce compte de dépenses, lorsqu'on se souvient que c'est celui d'un des États alors les plus puissants de l'Europe, et qu'on y remarque que pas un des fonctionnaires publics n'est payé, à moins qu'il ne soit étranger. Dans

(1) *Dépenses de la république de Florence, de 1336 à 1338, en livres florentines, le florin d'or à 3 livres 2 sols.*

Salaire du podestat et de sa famille (ses archers et sbires). . .	l. 15,240
Salaire du capitaine du peuple et de sa famille.	5,880
Salaire de l'exécuteur de l'ordonnance de justice.	4,000
Salaire du conservateur, avec cinquante chevaux et cent fantassins (office extraordinaire et bientôt aboli).	20,040
Juges des appellations sur les droits de la communauté.	1,100
Officier chargé de réprimer le luxe des femmes.	1,000
Officier du marché d'Orto San-Michele.	1,300
Office de la solde des troupes.	1,000
Office des payes mortes aux soldats.	250
Trésoriers de la communauté, leurs officiers et notaires. . . .	1,400
Office des revenus fonciers de la communauté.	200
Geôliers et gardes des prisons.	800
Table des prieurs et de leur famille au palais.	3,600
Salaire des douzels de la communauté et des gardiens des tours du podestat et des prieurs.	550
Soixante archers et leur capitaine au service des prieurs. . .	5,700
Notaire des réformations, avec son aide.	450
Lions, torches, lumière et feu au palais.	2,400
Notaire au palais des prieurs.	100
Salaire des archers et huissiers.	1,500
Trompettes de la communauté.	1,000
Aumônes aux religieux et aux hôpitaux	2,000
Six cents gardes de nuit dans la ville.	10,800
Les drapeaux pour les fêtes et courses de chevaux.	510
Espions et messagers de la commune.	1,200
Ambassadeurs.	15,500
Châtelains et gardes des forteresses.	12,400
Approvisionnement annuel d'armes et de flèches.	4,650
Florins 39,119, à 3 liv. 2 s. pour 1 florin.	l. 121,270

Les travaux aux murs, aux ponts et aux églises, forment la dépense extraordinaire, avec la solde des gens de guerre. En temps de paix, la république tenait à sa solde de sept cents à mille gendarmes et autant de fantassins.

une république, l'honneur de gouverner est une récompense suffisante pour le travail du gouvernement; mais lorsque la bonne renommée est la seule rémunération des magistrats, aucun d'eux ne néglige de l'obtenir : s'ils reçoivent au contraire un salaire, leur but principal est atteint, pourvu qu'ils soient payés; et leur emploi ne leur paraît pas infructueux, quoiqu'ils n'aient mérité ni l'amour du peuple, ni le respect de la postérité.

Toutes les classes de la nation avaient prospéré sous ce gouvernement paternel; et plus la fortune publique était administrée avec épargne, plus on avait vu s'augmenter les fortunes privées. Le premier aspect de Florence annonçait l'opulence de ses citoyens. Des jardins délicieux entouraient la ville, et dans cette campagne ravissante, chaque site pittoresque était orné par quelque édifice, chaque maison paraissait un palais. L'architecture dans la ville était plus somptueuse encore : ces antiques monuments la décorent aujourd'hui; ils ont pour caractère la force et la majesté. Le luxe de nos ancêtres avait cet avantage sur le nôtre, que les travaux qu'il encourageait étaient destinés à une longue durée. L'émulation de ces hommes plus énergiques naissait du désir de la gloire, elle avait toujours en vue la postérité : la nôtre n'est que vaniteuse; c'est de nos seuls contemporains que nous cherchons à fixer les regards, et nos monuments se détruisent aussi rapidement que notre réputation s'évanouit.

L'on comptait, dans la ville de Florence, vingt-quatre mille citoyens en état de porter les armes; il est vrai qu'on étendait l'obligation d'entrer dans la milice, depuis quinze ans jusqu'à soixante-dix : la ville contenait environ cent cinquante mille habitants (1). Dans son territoire, on comptait quatre-vingt mille hommes propres au service militaire; quinze cents familles nobles étaient soumises aux ordonnances de justice; soixante-cinq gentilshommes seulement étaient armés chevaliers. Dans les écoles, huit à dix mille enfants apprenaient à lire, douze cents, sous l'inspection de six maîtres, étudiaient l'arithmétique, cinq ou six cents prenaient des leçons de logique ou de grammaire. On comp-

(1) En calculant sur cinq mille huit cents ou six mille baptêmes par année. Villani lui-même estime la population beaucoup plus bas; mais il mourut dans la peste de 1348 plus de monde à Florence que Villani ne donne d'habitants à cette ville.

tait dans la ville cent dix églises, dont cinquante-sept étaient paroissiales; cinq abbayes; deux prieurés habités par quatre-vingts religieux; vingt-quatre couvents de femmes, où se trouvaient cinq cents religieuses; sept cents moines soumis à dix règles différentes; deux cent cinquante ou trois cents prêtres chapelains, et trente hôpitaux, avec mille lits pour les malades et les pauvres. Outre les citoyens, la ville contenait habituellement au moins quinze cents étrangers.

La prospérité du commerce était proportionnée à cette population; il y avait deux cents ateliers de fabricants de laine, d'où sortaient chaque année soixante-dix à quatre-vingt mille pièces de draps, valant un million deux cent mille florins. On estimait que le tiers de cette somme servait à payer le salaire de trente mille ouvriers qui vivaient de cette manufacture. Le commerce des draps étrangers était entre les mains de vingt négociants, réunis sous le nom de compagnie de Galimala; il roulait annuellement sur dix mille pièces de drap de la valeur de trois cent mille florins. Quatre-vingts comptoirs étaient destinés au commerce de banque; et la monnaie frappait chaque année trois cent cinquante à quatre cent mille florins d'or, et vingt mille livres en billon de cuivre (1). Trente ans auparavant, la manufacture de laine avait occupé une centaine d'ateliers de plus, et produit jusqu'à cent mille pièces de drap; mais ces draps étaient beaucoup plus grossiers, et leur valeur inférieure de moitié, parce qu'on n'y employait point encore la laine d'Angleterre.

[1343] Telle était la prospérité de la république florentine avant que l'ambition et la discorde de ses citoyens, leur jalousie et leur avarice, lui eussent donné un maître. Quand ils secouèrent le joug de ce maître, et que, par un généreux effort, ils rétablirent leur république, ils se trouvèrent dépouillés de toutes leurs conquêtes. Les Arétins, avertis que le duc d'Athènes était assiégé par le peuple, avaient pris les armes de leur côté, pour recouvrer

(1) *Giov. Villani*, L. XI, c. 93, p. 836. Le collége des juges était composé de quatre-vingts à cent personnes; celui des notaires en comptait six cents. Il y avait soixante médecins ou chirurgiens, cent pharmaciens ou droguistes, cent quarante-six maîtres maçons ou charpentiers, trois cents maîtres cordonniers; le nombre des merciers n'avait pu être estimé, parce qu'ils avaient des boutiques ambulantes. *Ibid.*

leur liberté; ils avaient attaqué la forteresse bâtie dans leur ville par les Florentins, et forcé Guelfo Bondelmonti, son commandant, à la leur livrer. En même temps, les Tarlati, avec les Gibelins d'Arezzo, s'emparèrent de Castiglione Arétino (1). Les Pistoïois chassèrent la garnison florentine, et rasèrent le château qu'elle occupait; ils reprirent Serravalle, la clef de leur territoire, et rétablirent le gouvernement de leurs pères, celui du peuple et de la liberté (2). Santa-Maria-à-Monte et Montopoli, deux châteaux autrefois conquis sur les Lucquois, se révoltèrent aussi, et résolurent de se gouverner comme des États indépendants; Colle et San-Gémignano en firent autant: Volterra enfin prit également les armes à la persuasion d'Ottaviano de Belforti, qui avait été seigneur de cette ville; mais, au lieu de recouvrer sa liberté, elle échangea la domination du duc d'Athènes contre celle de ce tyran domestique.

Cependant les Florentins, après avoir chassé le duc, s'occupèrent du rétablissement de leur république, et de la réforme de leurs lois. L'évêque, les ambassadeurs de Sienne, et les quatorze citoyens élus pendant la sédition, s'efforçaient de concilier les prétentions des factions opposées. Avant tout, ils changèrent la division de la ville; et, au lieu de six, ils ne conservèrent que quatre quartiers, égaux en population et en richesse, qui devaient être également représentés dans la magistrature suprême (3).

Il était plus facile de ramener à l'égalité les divers quartiers de la ville, que les divers ordres de citoyens. Les nobles étaient exclus du gouvernement, par l'ordonnance de justice. Les riches bourgeois avaient formé plus tard une nouvelle oligarchie, qui, non moins que l'ancienne noblesse, excitait la jalousie du peuple. Comme les nobles, ils avaient des palais fortifiés, de grandes possessions à la campagne, des vassaux, des clients, une famille nombreuse; ils élevaient dans leurs maisons une jeunesse orgueilleuse, ils réunissaient enfin tous les moyens de force et de résistance qui

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 16, p. 892.

(2) *Istorie Pistolesi*, p. 496.

(3) Dans l'ancienne division, les deux sestiers d'Oltr'Arno et de San-Pier-Schéraggio comprenaient seuls la moitié de la ville. Les quatre nouveaux quartiers furent San-Spirito (Oltr'Arno), Santa-Croce, Santa-Maria-Novella, et San-Giovanni.

peuvent rendre dangereux un ordre de citoyens. L'usage qu'ils avaient fait de leur pouvoir passé en faisait craindre le renouvellement; on leur reprochait toutes les pertes que la république avait éprouvées par la mauvaise foi de Mastino della Scala, la guerre de Lucques, et la tyrannie du duc d'Athènes. La jalousie et l'envie de dominer se manifestaient aussi dans les classes inférieures; et déjà l'on distinguait, sous les noms de moyenne bourgeoisie et d'artisans, deux ordres différents de citoyens, dont les prétentions rivales seraient difficiles à concilier.

Vingt-cinq députés de chaque quartier, huit nobles et dix-sept citoyens furent appelés, par l'évêque et les commissaires du peuple, à former une *balie*, pour réunir les partis divers, et donner à la constitution une nouvelle forme. La balie décida que, puisque toutes les classes de citoyens avaient concouru à renverser la tyrannie, toutes devaient jouir en commun de la liberté. Elle ne voulut reconnaître que deux ordres dans la nation, le peuple et la noblesse; au premier, elle attribua les deux tiers des honneurs publics, au second, le tiers; et elle suspendit la rigueur de l'ordonnance de justice, afin que les délits des grands fussent punis d'après les mêmes formes et les mêmes lois qui régissaient les autres citoyens.

Mais les grands ne furent pas plus tôt affranchis de la contrainte sous laquelle ils avaient longtemps vécu, qu'ils songèrent à venger des injures jusqu'alors supportées en silence. Plusieurs de leurs ennemis furent massacrés par eux, non pas dans les campagnes seulement, mais jusque dans les rues et sur les places publiques; les lois communes n'avaient point assez de force pour réprimer ou punir tant d'audace. Une indignation générale seconda la jalousie des bourgeois; quelques transfuges de la noblesse se joignirent au peuple; et, le 22 septembre 1343, moins de deux mois après l'expulsion du duc d'Athènes, une sédition fut excitée sur la place des Prieurs, et les quatre nobles qui siégeaient dans la seigneurie furent forcés, par les menaces et la clameur publique, de sortir du palais, et de renoncer à leur magistrature (1).

Les nobles n'abandonnèrent cependant point encore le combat. L'un d'eux, André Strozzi, s'efforça d'ameuter la populace contre

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 18, p. 897.

la bourgeoisie, mais les séditieux qu'il avait assemblés ayant été dissipés, il fut obligé de s'exiler lui-même pour se dérober à une peine capitale (1). Ses confrères appelaient dans la ville leurs vassaux et leurs paysans, auxquels ils distribuaient des armes ; on assurait aussi qu'ils avaient demandé des secours à la noblesse immédiate des Apennins, aux Pisans et aux tyrans de Lombardie. Le peuple les prévint : appelé aux armes par les Médicis, dans le quartier de Saint-Jean, il attaqua les palais des Adimari-Cavicciuoli, qui étaient situés proche de la cathédrale, et après un combat long et acharné, il les contraignit à capituler : leurs barricades furent renversées, leurs clients désarmés et dispersés; mais leurs personnes et leurs propriétés furent respectées. Après cette première victoire, le peuple entreprit successivement le siége de chacun des palais fortifiés : les forces de tous étaient tournées contre un seul, et la résistance ne pouvait être longue ; les Donati et les Cavalcanti se soumirent bientôt ; les gentilshommes qui habitaient l'autre côté de l'Arno, et qui avaient fortifié les têtes des ponts, se défendirent plus longtemps : mais le pont de la Carraia ayant enfin été emporté, les Frescobaldi, les Nerli et les Rossi se rendirent, les maisons des Bardi furent prises d'assaut, et vingt-deux palais qui leur appartenaient furent pillés et réduits en cendres (2).

Après cette victoire, une nouvelle balie fut créée pour changer encore une fois la constitution. La seigneurie demeura composée d'un gonfalonier de justice, et de huit prieurs des arts et de la liberté, dont deux appartenaient à chaque quartier. De ces neuf magistrats, trois devaient être tirés de chacune des trois classes de la bourgeoisie. Douze bons-hommes et seize gonfaloniers de compagnies furent donnés à la seigneurie pour conseillers (3).

L'ordonnance de justice fut remise en vigueur contre les grands, mais avec les modifications qu'exigeait l'équité : l'obligation de répondre pour les malfaiteurs, autrefois étendue à tous les membres d'une famille noble, fut restreinte aux plus proches

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 19, p. 898
(2) *Ibid.*, c. 20, p. 900.
(3) *Ibid.*, c. 21. p. 903.

parents du coupable; et cinq cent trente familles furent effacées, par un acte de faveur, du rôle de la noblesse, pour être inscrites dans celui de la bourgeoisie. Les unes, par leur appauvrissement, ou par l'extinction de plusieurs branches collatérales, avaient cessé d'inspirer de la jalousie; les autres avaient mérité, par leur conduite, la bienveillance du peuple. Quelques maisons des plus illustres de Florence reçurent de semblables lettres de roture (1).

Pendant que le peuple florentin était ébranlé par ces révolutions intérieures, il lui importait de conserver la paix au dehors, pour que les ennemis de l'ordre nouveau ne cherchassent pas de l'appui chez les ennemis de l'État : la république confirma donc, le 16 novembre, le traité que le duc d'Athènes avait conclu avec les Pisans; et elle y ajouta seulement quelques conditions nouvelles (2).

Depuis la conquête de Lucques, la république de Pise paraissait tenir le premier rang en Toscane. Les villes de Pistoia et de Volterra s'étaient mises sous sa protection, en se détachant des Florentins (3); et l'alliance des Visconti pouvait multiplier ses ressources. Mais la dernière guerre avait coûté aux Pisans un million et demi de florins; les anciennes disputes entre la noblesse et le peuple se renouvelaient, et Luchino Visconti, au lieu d'un allié, devait bientôt paraître un ennemi redoutable.

Tandis que Betto des Sismondi avait conduit au seigneur de Milan des troupes auxiliaires que lui envoyait la république de Pise, Jean Visconti d'Oleggio conspirait à Pise, contre cette république, avec un autre Sismondi (4), et quelques chefs de l'ancienne noblesse. Ils voulaient rappeler les fils de Castruccio, et chasser le comte de la Ghérardesca, alors capitaine général. Mais ce complot fut découvert : l'un des conjurés perdit la tête sur un échafaud; les autres furent bannis et leurs maisons rasées; et Jean

(1) Comme les Spini, les Scali, les Brunelleschi, les Compiombesi, les Giandonati, les Guidi, quelques Tosinghi, et les comtes de Certaldo et de Puntormo. *Giov. Villani*, L. XII, c. 22, p. 904

(2) *Ibid.*, L. XII, c. 24, p. 906.

(3) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1014.

(4) Guelfo Buzzachérini, selon la chronique de Pise, et Barthélemy, selon celle de Pistoia.

d'Oleggio fut obligé de sortir de Pise avec ignominie. Le seigneur de Milan, à cette nouvelle, fit jeter en prison les Pisans qui servaient dans son armée; et il renvoya Oleggio avec deux mille gendarmes en Toscane, pour se venger: cette armée, qui s'avança par Piétra Santa et l'État de Lucques, étant ensuite entrée dans la Maremme, y eut à combattre un climat plus redoutable que les ennemis. Aussi, après avoir perdu beaucoup de monde sans avoir livré de bataille, Visconti rappela-t-il ses troupes, et rendit-il, en 1345, la paix aux Pisans (1).

Ainsi cette guerre, entre deux des premières puissances d'Italie, ne fut signalée par aucun événement remarquable : elle ne se serait pas terminée de la sorte, si les Pisans avaient gardé sous leurs ordres la brillante cavalerie avec laquelle ils avaient protégé le siége de Lucques; mais au moment où ils avaient signé leur traité de paix avec le duc d'Athènes, ils s'étaient hâtés de la licencier; et l'armée qui avait été à eux, était devenue indépendante: c'était une puissance nouvelle, sans État ni sujets, et qui, pour n'être composée que de soldats, n'en était que plus redoutable.

Un aventurier allemand, qui se faisait nommer le duc Guarniéri (Werner), avait proposé aux soldats que les Pisans licenciaient de rester unis, et de faire la guerre pour leur propre compte. Il s'engagea à payer une solde aux militaires qui voudraient servir sous lui, et il détermina bientôt ces hommes, pour qui combattre était un métier, jamais un devoir, à le reconnaître pour leur chef. Guarniéri ne se proposait point de faire des conquêtes en Italie, mais seulement de lever des contributions sur tous les pays qu'il lui plairait de traiter comme ennemis. En sortant de Pise, son armée, qu'il nomma la grande compagnie, était forte de deux mille chevaux : il la conduisit sur le territoire de Sienne, qu'il voulait abandonner au pillage; et déjà, dans cette courte marche, de nombreuses recrues vinrent se joindre à lui (2).

Les républiques et les petits princes d'Italie ne pouvaient op-

(1) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1012-1016. — *Istorie Pistolesi anon.*, p. 490-505. — *B. Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 697. — *Giov. Villani*, L. XII, c. 28, p. 908; et 37, p. 917.

(2) *Giov. Villani*, L. XII, c. 8, p. 883. — *Cronica di Pisa* T. XV, p. 1012

poser qu'une faible résistance à ces redoutables compagnies, qui vers cette époque, commencèrent à menacer l'existence de tous les États. Leur formation était toujours inattendue, et comme aucun souverain ne tenait sur pied, en temps de paix, un corps nombreux de troupes, aucun moyen de résistance n'était préparé contre elles. Lors même que les soldats assemblés en compagnie n'auraient pas eu la supériorité du nombre, l'habitude de la guerre leur aurait donné un immense avantage sur les milices qu'on aurait pu destiner à les combattre. Si d'autre part on leur opposait d'autres mercenaires, ceux-ci étaient toujours prêts à quitter leurs drapeaux pour s'engager dans la compagnie : ils ne la combattaient jamais que mollement ; ils n'oubliaient point qu'il pourrait leur convenir bientôt d'aller chercher un asile parmi ces frères d'armes, et de partager leurs dangers et leurs profits. Une licence effrénée régnait dans les camps de ces brigands ; leurs chefs eux-mêmes applaudissaient à leurs excès, afin de gagner l'affection des soldats, et d'attirer un plus grand nombre de recrues sous leurs drapeaux. Ils ne rougissaient d'aucun crime ou d'aucune cruauté, et le duc Guarniéri joignait au titre de seigneur de la grande compagnie, ceux d'*ennemi de Dieu, de la pitié, et de la miséricorde*. Il avait fait graver ces titres odieux sur une plaque d'argent, dont il ornait sa poitrine (1).

Les paysans siennois, qui ne s'attendaient point à voir troubler la paix profonde dont ils jouissaient, furent tout à coup assaillis par ces soldats féroces, qui, non contents de saccager leurs maisons et d'enlever leur bétail, cherchaient souvent à leur arracher de l'argent, en les soumettant à de cruelles tortures. Le gouvernement ne savait comment protéger ses sujets, qui fuyaient devant les ravisseurs, emportant avec eux les effets qu'ils avaient pu soustraire au pillage. La ville se remplissait de paysans, de femmes et de vieillards. Guarniéri, cependant, à qui la seigneurie fit demander raison de cette attaque, offrit de sortir aussitôt du territoire de Sienne, moyennant la modique somme de douze mille florins. Il voulait pouvoir se vanter que la république de Sienne s'était rachetée de ses ravages, afin que les États moins puissants redoutassent davantage son approche, et se soumissent plus tôt aux

(1) *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 480.

termes qu'il voudrait leur imposer (1). Les Siennois lui payèrent en effet la contribution qu'il demandait ; et Guarniéri, en sortant de leur territoire, se jeta sur celui de Montépulciano, de Città di Castello et de Pérouse : ces trois villes, pour éviter de plus grands désastres, furent à leur tour obligées de se racheter.

Après avoir répandu la terreur dans le patrimoine de Saint-Pierre, Guarniéri tourna tout à coup sur la gauche, et il traversa la Romagne, en la mettant à feu et à sang. Cette province était alors divisée entre un grand nombre de petits tyrans ennemis les uns des autres, et cependant trop faibles pour se faire la guerre. Chacun de ces petits seigneurs offrit de l'argent au duc Guarniéri pour l'engager à nuire à ses rivaux, et bientôt après il fut obligé d'en payer de nouveau, pour se racheter à son tour. François des Ordélaffi, seigneur de Forli, engagea le duc à attaquer Rimini, où commandait Malatestino des Malatesti : Ferrantin Malatesta profita de cette agression pour se révolter contre son parent ; et pendant un mois, le territoire de Rimini fut pillé par les brigands de la compagnie : pendant le mois suivant celui de Céséna fut le théâtre de leurs dévastations, quoique cette ville appartînt à François des Ordélaffi, celui même qui les avait appelés en Romagne (2).

Il ne convenait point à Guarniéri de séjourner dans une même province jusqu'à ce que les habitants, réduits au désespoir, eussent pris en commun des mesures pour leur défense. Il avançait toujours sans connaître la distinction d'amis ou d'ennemis ; et déjà il était parvenu sur les frontières de l'État de Bologne. De quelques crimes qu'il eût souillé son passage, un ennemi paraissait moins odieux aux républicains de Bologne, que le tyran sous lequel ils gémissaient : l'un frappait les campagnes comme une tempête passagère ; l'autre corrompait le principe de l'existence, comme les miasmes pestilentiels d'un marais empoisonnent l'air. Les Gozzadini, les Baccadelli, tous les vieux amis de la liberté, se rendirent au camp du duc Guarniéri, ils lui promirent les plus riches récompenses s'il chassait de Bologne, Taddéo de Pépoli, et s'il rendait sa liberté à cette ville antique et puissante. Mais le général allemand préférait aux promesses des exilés, les offres

(1) *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 487. — *Andr. Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 105.
(2) *Cronica Riminese*, T. XV, p. 900.

immédiates du seigneur de Bologne; il avait trouvé celui-ci à la tête de trois mille cinq cents chevaux, dans les environs de Faenza. Le combat pouvait être douteux, et la victoire ne valait pas pour lui le sang qu'elle lui aurait coûté. Il accepta soixante mille livres de Bologne, que Taddéo de Pépoli lui fit compter pour solde de ses troupes pendant deux mois; il traversa pacifiquement le territoire de ce seigneur, et il conduisit la grande compagnie dans l'État de Modène (1).

Dans cette courte campagne, Guarniéri avait déjà levé des contributions considérables; et ses troupes s'étaient enrichies par un immense butin. Le capitaine et les soldats désiraient également retourner en Allemagne, pour y jouir des richesses qu'ils avaient amassées. Mais la Lombardie, qu'ils devaient traverser, ne leur paraissait pas si facile à intimider ou à vaincre, que les petits princes qu'ils avaient dépouillés jusqu'alors. Ils ravagèrent, il est vrai, une partie du territoire de Modène, de Reggio, et de Mantoue, jusqu'au moment où les marquis d'Este et les Gonzague se présentèrent à leur rencontre avec des forces considérables; ils étaient soutenus par Mastino della Scala, les Pépoli, et même Luchino Visconti. Guarniéri ne savait pas encore tout l'avantage qu'une compagnie aurait eu sur les troupes qui lui étaient opposées : il n'avait pas encore perfectionné, par une longue pratique, cet art de déprédation qu'il devait exercer encore plusieurs années, et il consentit, moyennant une grosse somme d'argent qui lui fut payée par les princes lombards, à reconduire en Allemagne sa formidable troupe, et à la partager en détachements assez faibles, pour ne plus inspirer d'effroi aux provinces qu'il traversait (2). Jusqu'à ce que Guarniéri et ses soldats eussent dissipé, dans la débauche et les vices, l'argent amassé par le brigandage, ils ne reparurent pas en Italie.

Si les passions orageuses des républiques, si la faiblesse des petites seigneuries exposaient les premières à des révolutions fréquentes, et les secondes à des vexations cruelles, les grands États de l'Europe n'étaient, à la même époque, pas plus heureux ou plus tranquilles. Les uns étaient en proie à des guerres acharnées;

(1) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 387.

(2) *Istorie Pistolesi*, p. 490. — *Cortusiorum Histor.*, L. VIII, c. 10, p. 900. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 408.

les autres étaient ébranlés intérieurement par des révolutions violentes. L'Allemagne, troublée par les intrigues des papes, l'ambition et la jalousie des princes, ne voyait aucun terme aux guerres civiles qui la déchiraient. Jean de Bohême s'était mis à la tête des ennemis de l'empereur; et son activité avait redoublé la détresse de l'Empire et l'embarras de Louis de Bavière. La France, déchue de son ancien lustre sous le règne désastreux de Philippe de Valois, était ravagée par les Anglais; mais les victoires d'Édouard III n'étaient guère moins funestes à l'Angleterre, qu'elles épuisaient d'hommes et d'argent. L'Espagne consumait ses forces dans les guerres civiles qu'avaient excitées les entreprises tyranniques de Pierre le Cruel de Castille, et du cérémonieux Pierre d'Aragon. Enfin le royaume de Naples, en perdant le vieux roi Robert, se trouvait de nouveau exposé à l'anarchie et aux convulsions auxquelles le règne des princes d'Anjou l'avait dérobé durant soixante ans.

Robert était mort à Naples, le 19 janvier 1343, à l'âge de quatre-vingts ans, après en avoir régné plus de trente-trois (1). Son neveu Carobert, ou Charles Hubert, roi de Hongrie, auquel Robert avait soustrait le royaume de Naples, était mort six mois avant lui, le 14 juillet 1342, à Visgrade, après avoir régné quarante-deux ans (2). Le premier laissait sa succession à une fille de son fils, nommée Jeanne, mariée à André, second fils de Caribert. Louis, fils aîné du roi de Hongrie, avait succédé à son père.

Peu de souverains ont joui d'une plus haute réputation de sagesse et de vertu que Robert, roi de Naples; mais l'opinion publique, indulgente pour les princes, décore souvent du nom de grands hommes ceux qui seraient à peine médiocres comme particuliers. La protection constante que Robert accorda aux gens de lettres, et la justice de plusieurs de ses lois, lui méritèrent cependant, en partie, les éloges de son siècle. D'un autre côté, il faut reprocher à son avarice d'avoir autorisé les juges à laisser racheter tous les crimes pour de l'argent (3); il faut accuser son am-

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 9, p. 883.—*Dominici de Gravina, Chronicon de Rebus in Apulia gestis*, T. XII. p. 553.

(2) *Anton. Bonfinii Rer. Hungar., Dec. II*, L. II, p. 254.

(3) *Voyez* dans ses Lettres arbitraires la quatrième *de componendo, et commutatione pœnarum*, par laquelle il autorise les juges *in certa quantitate*

bition d'avoir entretenu la haine des Guelfes et des Gibelins, lorsqu'elle n'avait plus d'objet ; d'avoir excité presque toutes les guerres qui, pendant son règne, déchirèrent l'Italie et l'Allemagne ; et d'avoir attiré par elles, sur ses propres États, bien plus de revers que de succès. Le règne de sa petite-fille Jeanne fit oublier ses fautes, et fournit à l'Italie de puissants motifs pour regretter une administration plus ferme et plus heureuse.

La reine Jeanne n'avait que seize ans lorsqu'elle succéda au roi son grand-père; et André, son cousin et son époux, n'était son aîné que de peu de mois. De nombreux princes du sang, fils des frères de Robert (1), rendaient la cour de Jeanne brillante et voluptueuse. Chacun d'eux s'efforçait d'acquérir la faveur des deux jeunes époux, et de gouverner en leur nom. Ceux-ci étaient bien plus avides de plaisirs que de gloire ou de pouvoir; cependant ils annonçaient déjà des prétentions rivales : ils étaient jaloux l'un de l'autre ; et, incapables comme ils étaient d'administrer le royaume, ils souffraient impatiemment, elle, que son mari, lui, que sa femme, voulussent régner en leur propre nom (2). André, fils de Caribert, petit-fils de Charles Martel, et arrière-petit-fils de Charles II, prétendait être l'héritier légitime du trône. Son père, il est vrai, avait été supplanté par Robert : mais il se regardait comme rentré dans tous ses droits (3); et les Hongrois qu'il avait conduits avec lui, surtout un moine, nommé le frère Robert, son principal conseiller, cherchaient à l'entretenir dans cette opinion, afin d'attirer à eux l'autorité royale. Jeanne, au contraire, et les princes du sang, ses cousins, soutenaient que la succession de Robert avait été légitimée par l'approbation du pape Clément V, en 1309, et qu'un roi, reconnu pendant trente ans par son peuple,

pecuniæ componere pro curiæ nostræ parte. Giannone, L. XXII, c. 5, T. III, p. 251.

(1) Philippe de Tarente et Jean de Duraz, frères de Robert, avaient laissé chacun trois fils : Robert, Louis, et Philippe de Tarente ; Charles, Louis, et Robert de Duraz.

(2) *Dominici de Gravina, de Reb. in Apul. gest.*, p. 554.

(3) Le roi Louis de Hongrie, frère d'André, consentit, en 1344, à payer 44,000 marcs à la cour pontificale, pour obtenir de Clément VI qu'il couronnât André comme roi de Sicile par droit de succession. *Continuatio Chron. Hungaror. Joh. de Thwrocz. à Johanne archid. de Kikullew*, P. III, c. 4, p. 176. *Scriptores Rerum Hungaric.*, T. III.

ne pouvait plus être considéré comme un usurpateur. Robert, qui, avant de mourir, avait déjà vu éclater cette jalousie, avait pris à tâche de consolider les droits de sa petite-fille. Il avait exigé que tous les barons, ses feudataires, et tous les officiers de la couronne, prêtassent à Jeanne serment de fidélité; et par son testament, il avait ordonné que le couronnement d'André fût différé jusqu'à ce que ce prince eût atteint sa vingt-deuxième année (1).

Dans cette cour, la plus policée, comme aussi la plus corrompue de l'Europe, le prince hongrois avait conservé sa rudesse demi-sauvage. Orgueilleux et irascible, il croyait voir une rébellion dans toute résistance, un outrage dans le sourire ou le silence même des courtisans de la reine. Il méprisait les mœurs et les usages des Napolitains; et cependant il se croyait sans cesse exposé à leur dérision : il s'indignait de ne porter encore que le titre de duc de Calabre, de n'être roi que pour les courtisans, et de ne pouvoir exiger aucune obéissance (2). Souvent on l'entendit menacer ou la reine, ou les princes du sang, ou les principaux barons du royaume. De jour en jour, il attendait une bulle du pape, qui permît son couronnement, et, sur l'étendard royal destiné à cette cérémonie, il fit peindre, au-dessus de ses armoiries deux instruments de supplice, le billot et la hache, comme pour annoncer que, dès qu'il régnerait, il ferait justice de ses ennemis, auxquels il eut soin de montrer d'avance cet étendard (3).

(1) *Matteo Villani, Istor. Fiorent.*, T. XIV, L. I, c. 9, p. 10.

(2) *Oltraggio chiamo io l'alterigia, i modi*
Superbi usati a me dagli insolenti
Ministri, o amici, o consigliere, o schiavi,
Ch'io ben non so come a nomar me gli abbia
Quei ch' intorno ti stanno, e oltraggio chiamo
Quanti ogni giorno a me si fan; del nome
Appellarmi di re, mentre mi è tolto
Non che il porter, per fin la inutil pompa
Apparente di re; vedermi sempre
Più a servitù che a libertà vicino
E i miei passi e miei detti opre e pensieri
Tutto esplorsi, e riferirsi tutto.
Alfieri, in Maria Stuarda, *Att. II*, Sc. 5.

(3) *Dominici de Gravina, Chron. Rer. Apul.*, p. 550.

André soupçonnait la reine d'avoir des intrigues criminelles avec Louis de Tarente, son cousin : l'opinion publique confirmait ces soupçons, et accusait la reine d'autres galanteries encore. Catherine, mère des princes de Tarente, qui portait le titre d'impératrice de Constantinople, donnait l'exemple du dérèglement des mœurs : elle avait tout crédit sur sa petite-nièce, et elle favorisait ses intrigues avec Louis, dans l'espérance d'écarter André de la couronne, et de la faire ainsi obtenir à son fils [1344]. La reine Sancha, veuve de Robert, avait eu horreur de tant de corruption ; elle s'était retirée dans un couvent, où elle était morte un an après son mari. Aucun respect salutaire ne contenait plus les débordements de cette cour voluptueuse.

[1344] Les intrigants qui entouraient la jeune reine ne se contentèrent pas de lui avoir inspiré de l'éloignement pour André ; ils voulaient se défaire de ce jeune prince, dont ils redoutaient la vengeance et les emportements ; ils encourageaient la reine dans sa passion criminelle pour son cousin ; puis tout à coup ils l'arrêtaient et la glaçaient d'effroi, en lui rapportant les soupçons et les menaces de son mari : quelquefois même ils lui parlaient du bien de ses peuples, du tyran auquel elle allait permettre de régner sur eux, et ils lui faisaient une vertu du crime qu'ils proposaient. Au milieu de ces séductions, Jeanne, entraînée, égarée par sa passion, permit à ses courtisans de la servir, et consentit à leur complot, sans vouloir en connaître les détails.

[1345] Le comte d'Artusio, bâtard du roi Robert, et Philippine la Catanoise, confidente de la reine, se mirent à la tête de la conspiration (1). Ils engagèrent la cour à quitter Naples au mois de septembre 1345, pour s'établir dans un lieu solitaire, au couvent de Saint-Pierre de Morone ou des Célestins, proche d'Averse. La nuit du 18 septembre, comme André était au lit auprès de la reine, les camérières vinrent lui annoncer que des nouvelles de la plus haute importance étaient arrivées de Naples, et que ses conseillers l'attendaient pour suivre ses ordres. La reine parut troublée ; elle essaya de retenir son mari : mais ce remords impuissant céda à la

(1) Les autres conjurés étaient Bertrand, fils du comte d'Artusio, Thomas et Massolo de la Léonesse, camériers du roi, Caraffello Caraffa, les comtes de Tralizzo et d'Éboli, Raimond de Catane, Jacques Capanno, grand maréchal, les comtes de la Stella, Pace de Turpia, et Nicolas de Merizzano

crainte (1). André sortit, et les camérières refermèrent sur lui les portes de la chambre de la reine.

Les conjurés attendaient André dans un corridor voisin : aussitôt qu'ils le virent venir à eux, ils se jetèrent sur lui ; cependant, persuadés qu'un anneau que lui avait donné sa mère était un talisman qui le préserverait de mourir par le fer ou par le poison (2), ils s'efforcèrent de passer autour de son cou un lacet de soie : André se défendit vigoureusement, et fit couler le sang de quelques-uns de ses assaillants; il fut enfin poussé hors de la fenêtre; d'autres conjurés, qui attendaient dans le jardin, le tirèrent en bas par les pieds, et achevèrent de l'étrangler (3).

La nourrice d'André, nommée Isolda, l'avait accompagné à Naples; elle veillait sur lui avec une tendre sollicitude, et ne le perdait presque pas de vue. Éveillée en sursaut par les cris et le tumulte, elle entra dans la chambre de la reine, qu'elle vit seule, assise auprès du lit nuptial, la tête appuyée sur ses mains : elle lui demanda avec angoisse où était son maître; et plus effrayée encore de sa réponse, elle courut avec un flambeau vers une fenêtre : les conjurés s'enfuirent à sa vue, laissant le cadavre d'André étendu sur le gazon, et la malheureuse Isolda, appelant à grands cris à la vengeance la cour, le couvent et la ville même d'Averse, ne laissa aux conjurés aucun moyen de déguiser leur crime (4).

Jeanne, accablée de terreurs et de remords, revint aussitôt à Naples, conduisant avec elle le corps de son époux, qui fut enterré, avec peu de pompe, dans l'église de Saint-Louis (5). Ceux qui n'avaient pas trempé dans la conjuration ne cachaient point l'horreur que leur inspirait un si grand crime : chacun se mettait en défense, comme s'il était personnellement menacé, ou comme si ce forfait avait rompu tous les liens de la société. Robert de Tarente, frère de Louis, armait ses vassaux, et fortifiait ses palais : Charles de Duraz excitait le peuple à venger la mort de son

(1) *Chronicon Mutinense, Joh. de Bazano*, T. XV, p. 612
(2) *Domin. de Gravina, Chron. de Reb. Apul.*, p. 560.
(3) *Giov. Villani*, L. XII, c. 50, p. 931.
(4) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 421.
(5) *Tristani Caraccioli opuscula Histor.*, T. XXII, p. 12. — *Dominici de Gravina, Chronicon Apul.*, 562.

roi; et, comme il avait épousé la sœur de Jeanne, peut-être espérait-il lui succéder s'il la détrônait. La reine enfin, et son amant, Louis de Tarente, rassemblaient leurs partisans, et se préparaient à la guerre civile dont ils se voyaient menacés.

L'Europe entière parut se soulever d'indignation à la nouvelle de cet attentat. Le pape Clément VI, qui avait succédé, le 7 mai 1342, à Benoît XII, mort le 25 avril, crut être appelé par sa haute dignité et sa suzeraineté sur le royaume de Naples, à punir des coupables que les juges ordinaires ne pouvaient atteindre [1346]. Il chargea Bertrand de Baux, grand justicier du royaume, d'instruire une procédure sur le meurtre du roi André, et de poursuivre le crime sans acception de personnes ou respect pour les dignités humaines (1). La reine, qui n'osait point protéger les conjurés, pour ne pas avouer une honteuse complicité, vit soumettre à la torture Raimond de Catane, son grand maréchal: bientôt après, le grand justicier, faisant porter devant lui un drapeau sur lequel le meurtre d'André était représenté, vint, suivi de toute la populace de Naples, enlever, jusque dans le palais de la reine, ses amis, ses serviteurs les plus dévoués, et surtout la Catanoise, confidente de ses secrets les plus intimes. La reine essaya, il est vrai, quelque temps de les défendre; mais, craignant pour elle-même la fureur du peuple, elle les abandonna à leurs bourreaux (2).

Avant d'être conduits à la mort, les prévenus furent soumis à d'affreuses tortures, pour tirer d'eux la confession de leur crime; cependant une palissade, gardée par des soldats, les dérobait au peuple, et empêchait que d'autres que les juges pussent entendre leurs aveux. La Catanoise mourut dans les horreurs de la question; les autres furent livrés à un supplice révoltant, pendant lequel on leur mit un hameçon dans la bouche, pour les empêcher de parler (3).

Sans doute on redoutait que ceux qu'on envoyait au supplice n'accusassent publiquement la reine de complicité; mais les pré-

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 51, p. 932. — Notes aux Mémoires pour la vie de Pétrarque, T. II, p. 23. — *Dominici de Gravina*, p. 564.

(2) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 422. · *Istorie Pistolesi*, p. 513. — Mémoires pour la vie de Pétrarque, T. II, L. III, p. 145.

(3) *Giov. Villani*, L. XII, c. 51, p. 932.

cautions qu'on prenait pour l'empêcher, semblaient l'accuser plus ouvertement encore. Jeanne, cependant, écrivit au roi Louis de Hongrie, frère de son mari, pour se justifier du crime dont l'accusait la voix publique. Elle reçut en réponse une lettre que son laconisme a rendue célèbre. « Jeanne, lui disait Louis, les désordres » de ta vie passée, l'ambition qui t'a fait retenir le pouvoir royal, » la vengeance négligée et les excuses alléguées ensuite, prouvent » assez que tu as été complice de la mort de ton mari (1). » Des ambassadeurs du roi de Hongrie s'étaient présentés dès le mois de mars 1346, à la cour du pape, pour demander que leur maître fût mis en possession du royaume de Naples, dont il était le plus proche héritier; et que Jeanne fût déposée, comme devenue, par son crime, indigne de régner. Louis, en même temps, en appelait à un autre tribunal, celui des armes, et il invoquait la bravoure de ses sujets : il fit faire un étendard sur lequel la mort d'André était représentée, et il le déploya lui-même aux yeux d'une diète hongroise, pour engager cette vaillante noblesse à venger le frère de son roi. A la tête de trente mille chevaux, il marcha ensuite vers Zara, en Dalmatie, espérant faire lever aux Vénitiens le siége de cette ville, qui s'était révoltée contre eux, et s'y embarquer ensuite pour passer dans le royaume de Naples (2).

Les Vénitiens, à l'approche du roi de Hongrie, n'abandonnèrent point le siége de Zara : ils fortifièrent leur camp, ils dévastèrent le pays autour d'eux; et, sans hasarder une bataille, ils empêchèrent le roi de communiquer avec la ville assiégée, ou de parvenir jusqu'à la mer. Bientôt les vivres manquèrent aux Hongrois : ils ne pouvaient pas même songer à traverser l'Adriatique en présence de la flotte vénitienne; et Louis, renonçant pour cette année à son expédition, retourna en Hongrie, afin de négocier

(1) « *Johanna! inordata vita præterita, ambitiosa continuatio potestatis regiæ, neglecta vindicta, et excusatio subsequata, te viri tui necis arguunt consciam et fuisse participem.* » — *Bonfinius, de Rebus Hungaric.*, *Dec. II*, L. X, p. 261. — *Chron. Estense*, T. XV, p. 445. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 408. — *Giannone, Istoria civ. del regno di Nap.*, L. XXIII, T. III, p. 301.

(2) *Bonfinius, Rerum Hungaricar.*, *Dec. II*, L. X, p. 259. — *Petri de Reva de monarchia et S. Corona regni Hungar.*, Cent. IV. *In Script. Rer. Hung.*, T. II, P. II, p. 644 (Vienne, 6 vol. in-fol., 1726.) — *Joh. de Kikulleu. Chron. Hungaror.*, P. III, c. 8, p. 178. *Scr. Rer. Hungaror.*, T. I.

avec ses voisins et de s'assurer de leur amitié pendant qu'il s'éloignerait de ses États (1).

Tandis que le roi de Hongrie s'engageait dans une guerre lointaine, l'amitié des Polonais était de la plus haute importance pour lui : heureusement les deux nations étaient unies par une étroite alliance : Louis, par sa mère Élisabeth, était petit-fils de Loctec, roi de Pologne ; et son oncle, Casimir, n'ayant point d'enfant, l'avait désigné pour lui succéder (2). Le roi de Hongrie était aussi allié de l'empereur Louis de Bavière ; et ce monarque, maître du Tirol, pouvait ouvrir l'Italie aux Hongrois. Le nouveau pape, Clément VI, avait renouvelé contre le Bavarois les excommunications lancées par Jean XXII ; il avait rompu toutes les négociations entamées par Benoît XII ; il ne voulait accorder à aucun prix l'absolution à l'empereur ; il rejetait ses avances et ses humiliations ; il ne tenait aucun compte de sa pénitence, et il voulait le forcer à la guerre en dépit de ses scrupules (3). Louis de Bavière, poussé à bout, accepta les propositions du roi de Hongrie : il promit d'entrer en Italie l'année suivante, avec son fils le margrave de Brandebourg, et son allié le duc d'Autriche ; et il accueillit l'espérance de se venger enfin des Guelfes, de l'Église, et de cette maison d'Anjou, qui, pendant trente ans, l'avait si cruellement persécuté.

Mais le pape ne pouvait voir avec indifférence ce mouvement d'une moitié de l'Europe qui se dirigeait vers l'Italie. Il avait soumis la reine Jeanne à l'humiliation des procédures criminelles du comte Bertrand de Baux, afin de rabaisser ainsi les trônes au-dessous de la chaire de saint Pierre : il était loin cependant de vouloir permettre que cette reine, sa vassale, fût dépouillée par le roi de Hongrie, moins encore par l'empereur. Il redoubla d'activité pour susciter à celui-ci des ennemis nouveaux ; et il résolut

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 58, p. 936. *Istorie Pistolesi*, p. 515.

(2) La succession au trône de Pologne avait été assurée à Louis, dès l'an 1338, au congrès de Visgrade. *Bonfinius*, *Decad. II*, L. IX, p. 254. Cependant Louis ne recueillit cette succession qu'en 1371, à la mort de Casimir. Il maria la plus jeune de ses filles, Adjuga, au prince de Lithuanie, qui prit le nom de Ladislas Jagellon, en se convertissant au christianisme. De là l'illustre famille des Jagellon, et les prétentions de la couronne de Hongrie sur la Pologne. *Bonfinius*, *Rer. Hungar.*, *Dec. II*, L. X, p. 273-275.

(3) Schmidt, Histoire des Allemands, L. VII, c. 7, T. IV, p. 522.

enfin de lui nommer un successeur, ce que le saint-siége avait différé jusqu'alors.

Clément VI s'adressa, dans ce but, au roi Jean de Bohême, le même qui avait procuré à Louis la couronne impériale, et qui, depuis plusieurs années, se montrait le plus acharné de ses ennemis. Jean était devenu aveugle, sans rien perdre de ses talents militaires, de sa rapidité qui confondait tous les projets de ses ennemis, de son inconstance qui l'empêchait de mettre de la suite dans les siens propres. On ne pouvait songer à élever à l'empire un monarque aveugle : mais son fils, Charles, margrave de Moravie, paraissait propre à remplir les vues du pape; et c'est pour lui que le roi de Bohême commença à solliciter les suffrages des électeurs.

Charles, qui consentait à tenir sa couronne des prêtres, se rendit avant tout à Avignon, pour s'accorder avec le pape sur les conditions de son élection. Il signa une capitulation par laquelle il s'engageait à abroger tous les actes de Louis en Italie, à renoncer à toute autorité sur l'État ecclésiastique, à n'y entrer qu'avec la permission expresse du pape, et à ne demeurer qu'un seul jour à Rome à l'époque de son couronnement (1). A ce prix, Clément VI promit à Charles tout son appui; et, après avoir, par une nouvelle bulle, déclaré le Bavarois infâme, hérétique, schismatique, et incapable de régner jamais, il convoqua les électeurs à Rensé, pour lui donner un successeur.

Baudoin, frère de Henri VII, occupait toujours le siége électoral de Trèves; et son suffrage était assuré à son neveu (2). L'électeur de Cologne était également dévoué à la maison de Luxembourg : mais Henri de Virnebourg, électeur de Mayence, lui était contraire; Clément VI le déposa de sa propre autorité, et lui donna pour successeur un jeune homme âgé de vingt ans, nommé Gerlach de Nassau. Rodolphe, duc de Saxe, à qui Louis de Bavière avait enlevé le Brandebourg, se joignit à ses ennemis, pour se ven-

(1) Le diplôme *apud Olenschlager Geschichte*, § 95. — *Kayser. Karl der vierte von Frans. Martin. Pelzel. I*e. *Theil*, p. 143. (2 vol. in-8o. Prague, 1780). — Schmidt, Histoire des Allemands, L. VII, c. 7, p. 532. — La vie de Charles IV, écrite par lui-même, finit malheureusement à son couronnement. *Ap. R. Rem. Steinhemium*, P. II, p. 30 v.

(2) *Epitome Rer. Bohemicar*, L. III, 18, p. 348.

ger de lui. Le roi Jean apportait enfin à la diète de Rensé le vote de la Bohême. On ne tint aucun compte de l'absence de l'électeur-palatin de Bavière et du marquis de Brandebourg, fils de Louis ; et le 10 juillet 1346, Charles, margrave de Moravie, fut élu solennellement roi des Romains, et placé sur le trône.

Mais la majorité des suffrages dans le collége électoral ne décidait point de celle des États ou des forces de l'Allemagne. Le nouveau roi des Romains n'était généralement désigné que par le titre d'empereur des prêtres. La maison de Bavière, qui s'était approprié successivement le Tirol, le margraviat de Brandebourg, les provinces de Hollande, de Zélande et de Frise, qui s'était fortifiée par l'alliance des rois de Hongrie et de Pologne, et des ducs d'Autriche, pouvait faire repentir Charles IV de sa hardiesse, d'autant plus que, six semaines après l'élection de celui-ci, Jean de Bohême, son père, avait été tué à la bataille de Crécy, le 26 août 1346 (1). L'État de l'Église lui-même, et tout l'équilibre de l'Italie, pouvaient être renversés par la manière imprudente dont Clément VI provoquait un puissant monarque, et le collége des cardinaux l'avait senti ; car il n'avait donné son consentement à l'élection de Charles IV, qu'après une altercation violente, dans laquelle on vit les cardinaux de Périgueux et de Comminges tirer leurs couteaux pour se battre (2). Mais la bonne fortune de l'Église la sauva des dangers où son chef l'entraînait. Louis de Bavière, après avoir eu pendant une année des succès éclatants contre son rival, fut tué, quand on pouvait le moins le prévoir, par une chute de cheval, le 11 octobre 1347. En vain son parti offrit alors la couronne à Édouard III d'Angleterre, et à Frédéric, margrave de Misnie. Sur leur refus, il proclama roi des Romains, Gonthier, comte de Schwarzembourg ; mais celui-ci fut peu à peu abandonné par ses partisans : il renonça enfin lui-même à la couronne, et Charles IV fut reconnu comme monarque légitime, par l'empire aussi bien que par l'Église (3).

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 66, p. 948. — *Epitome Rer. Bohemic. Balbini*, L. III, c 18, p. 348.

(2) *Giov. Villani*, L. XII, c. 59, p. 940.

(3) Schmidt, Histoire des Allemands, L. VIII, c 8, p. 542.

CHAPITRE IX.

COLAS DE RIENZO DONNE A LA RÉPUBLIQUE ROMAINE UNE CONSTITUTION NOUVELLE. — ÉBLOUI DE SA PROPRE GRANDEUR, IL ALIÈNE LE PEUPLE, QUI L'ABANDONNE. — 1347.

Tandis que les préparatifs du roi de Hongrie, pour tirer vengeance du meurtre de son frère, tenaient toute l'Italie en suspens; que la résistance des Vénitiens, en Dalmatie, fermait à ce monarque le passage de la mer Adriatique, et que l'élection de Charles IV privait le Hongrois des secours qu'il aurait pu attendre de Louis de Bavière; tandis enfin qu'on hésitait entre la crainte d'une invasion de barbares, et le désir de voir punir un crime, une révolution inattendue attira sur l'ancienne capitale du monde les yeux de toute la chrétienté. La ville de Rome, éveillée par un démagogue éloquent et enthousiaste, réclama ses anciennes prérogatives, et voulut soumettre à sa souveraineté le pontife et l'empereur qui se partageaient les droits et les dépouilles du peuple romain.

Colas de Rienzo, l'auteur de cette révolution, était un homme de basse naissance (1). Cependant il avait été destiné aux lettres, et ses talents distingués lui avaient fait faire de rapides progrès. Il s'était adonné à l'étude des historiens et des orateurs de l'antiquité : entouré des monuments de la gloire et de la puissance de Rome, il avait cherché à se pénétrer aussi de l'ancien esprit de ses citoyens. Aucun homme de son siècle n'avait une plus haute vénération pour l'antiquité, une plus noble émulation pour faire revivre ses vertus; aucun homme n'avait fait une étude plus approfondie des mœurs et des lois de la république romaine, et ne savait mieux interpréter les inscriptions et les monuments que,

(1) Son père Rienzo (diminutif de Lorenzo, *Laurent*) était cabaretier, sa mère était blanchisseuse.

jusqu'alors, le peuple avait regardés d'un œil stupide, sans y trouver le souvenir des vertus de ses ancêtres ; aucun homme n'était animé d'un zèle plus pur pour le bien de tous, d'un patriotisme plus exalté ; aucun, enfin, ne communiquait aux autres ses pensées et ses sentiments par une éloquence plus persuasive. Ce savant distingué, ce profond antiquaire, fut élevé par ses talents à la tête du gouvernement : alors seulement on put reconnaître que, pour ses nouvelles fonctions, il n'avait ni le courage militaire nécessaire à la défense de son peuple, ni la modestie qui l'aurait préservé du tort d'être ébloui par sa grandeur inattendue, ni la connaissance des hommes, qu'on acquiert rarement dans les livres, et sans laquelle un savant n'est point un homme d'État.

Rome, pendant l'absence des papes, était livrée à l'anarchie la plus désastreuse; les barons romains avaient fortifié tous les châteaux de l'État de l'Église, et tous les palais qu'ils possédaient dans la ville : ils avaient mis des garnisons dans tous les monuments antiques qui s'étaient trouvés susceptibles d'être changés en forteresses; et, comme dans la vaste enceinte des murs d'Aurélien la moitié des quartiers étaient déserts, les barons romains se trouvaient seuls maîtres de plusieurs rues, où ils avaient établi leur repaire parmi les ruines. Ils n'étaient point assez riches pour maintenir à leur solde des troupes régulières; en sorte que c'était à des brigands et à des hommes poursuivis par les tribunaux, qu'ils confiaient la garde de leurs forteresses. Ils leur accordaient une protection intéressée; et ils leur ouvraient un asile, où ils leur permettaient de mettre en sûreté les produits de leur brigandage (1).

On voyait cependant encore à Rome les restes d'un gouvernement populaire : les treize quartiers de la ville nommaient chacun un chef, et l'assemblée de ces magistrats nommés *Caporioni*, représentait le souverain, mais l'autorité ni la force ne se trouvaient plus entre leurs mains. Le pape s'était attribué l'élection du sénateur, et il ne confiait cette haute dignité qu'à des nobles; ainsi le pouvoir judiciaire et la force armée étaient à la disposition de l'ordre contre lequel cette force et ce pouvoir auraient dû être employés.

(1) *Frammenti di Storia Romana d'anonimo contemporaneo.* L. II, c. 3, p. 411. — *Antiq. Ital.,* T. III.

Le sénateur fermait les yeux sur les désordres des gentilshommes; on ne le voyait guère s'armer pour punir leurs crimes, que lorsque le délinquant était son ennemi privé. Alors la vengeance nationale était exercée de manière à troubler davantage encore la paix publique. Les nobles s'abaissaient souvent jusqu'à des intrigues peu honorables pour obtenir de la cour d'Avignon des grâces ou des bénéfices; mais ils ne reconnaissaient point dans le pape une autorité souveraine, et les feudataires de l'Église croyaient avoir droit à plus d'indépendance encore que ceux de l'Empire. Ils en abusaient surtout dans leurs guerres civiles; la rivalité des deux maisons Colonna et Orsini divisait toute la noblesse, et renouvelait chaque jour les hostilités. Colas de Rienzo, à chaque forfait qui se commettait, à chaque rapt, chaque meurtre, chaque incendie, avait de nouvelles raisons d'accuser les nobles de l'anarchie où vivaient les Romains; il se sentait animé contre eux d'une haine qu'il confondait avec ses souvenirs historiques, d'une haine héritée des Gracques; et il avait plus de raisons que les anciens tribuns de Rome de trouver les patriciens de son temps dignes du courroux et de la vengeance du peuple.

Colas parut, pour la première fois, dans un caractère public, peu après l'élection de Clément VI. Il fut envoyé en députation à Avignon, en 1342, pour supplier le nouveau pape de ramener le saint-siége à sa résidence naturelle (1). Dans cette députation, on lui avait donné Pétrarque pour collègue; cependant Colas porta la parole. Déjà son éloquence et son enthousiasme pour Rome lui avaient gagné l'amitié du poëte. Clément VI ne soumettait pas ses décisions politiques aux conseils des orateurs populaires; mais il remarqua le talent de l'envoyé de Rome: il le nomma notaire de la chambre apostolique, avec des appointements considérables (2); et il le chargea d'annoncer à ses compatriotes, que, pour leur avantage et celui de toute la chrétienté, il publierait un second jubilé en 1350, avec les indulgences que Boniface avait accordées à la fête séculaire, et qui devaient être rendues communes à toutes les générations.

(1) *Frammenti di Storia Romana*, L. II, c. 1, p. 399.
(2) Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. III, T. II, p. 50.

Colas, de retour à Rome, s'attira le respect de ses concitoyens, par son intégrité dans l'exercice de sa nouvelle charge. Il essaya en vain de ramener ses collègues à la même pureté de conduite; bientôt il vit qu'il ne pouvait rien attendre d'eux, et que c'était au peuple même qu'il devait s'adresser, s'il voulait faire cesser l'anarchie, et rendre à Rome cette gloire et cette grandeur, cette justice et cette puissance qu'il appelait emphatiquement le BON ÉTAT.

Pour faire impression sur la multitude, il parla d'abord à ses yeux. Son emploi l'appelait au Capitole; il y fit exposer un grand tableau, du côté de la place où se tenait le marché. « On y voyait, » dit l'historien de Rome, anonyme et contemporain, une grande » mer fortement courroucée; au milieu, un vaisseau, sans timon » et sans voiles, semblait sur le point de couler à fond. Une » femme, à genoux sur le tillac, était vêtue de noir, et portait » la ceinture de tristesse; sa robe était déchirée sur la poitrine; » ses cheveux étaient épars, ses mains croisées, dans l'attitude de » prier, comme pour obtenir d'échapper au péril. Au-dessus on » voyait écrit: C'EST ICI ROME. Autour de ce vaisseau, on en » voyait quatre autres qui déjà avaient fait naufrage; leurs voiles » étaient tombées, leurs mâts rompus, leur gouvernail fracassé; » sur chacun on voyait le cadavre d'une femme avec ces mots: » *Babylone*, *Carthage*, *Troie*, et *Jérusalem*; et au-dessus: *C'est* » *l'injustice qui les mit en danger, et qui les fit enfin périr* (1). » Lorsque le peuple, attroupé autour de ce tableau, l'eut considéré quelque temps, Colas s'avança au milieu de tous; et, avec une éloquence vigoureuse, il tonna contre les forfaits des nobles qui entraînaient leur patrie dans l'abîme.

Quelques jours après, il fit placer dans le chœur de Saint-Jean-de-Latran une table d'airain, avec une belle inscription latine qu'il avait découverte. Il invita les savants et le peuple à venir la déchiffrer; et lorsque l'assemblée fut formée, il s'avança pour faire lecture de cette inscription. C'était un sénatus-consulte, par lequel le sénat conférait à Vespasien les pouvoirs divers des empereurs de Rome, acte d'asservissement dans lequel les formes de la liberté étaient encore conservées. Colas, après en avoir achevé

(1) *Frammenti di storia Romana*, l. II, c. 2, p. 401.

l'explication, se retourna vers le peuple assemblé. « Vous voyez, » seigneurs, dit-il, quelle était l'antique majesté du peuple de » Rome; c'est lui qui conférait aux empereurs, comme à ses vi- » caires, leurs droits et leur autorité. Ceux-ci recevaient l'être et » la puissance de la libre volonté de vos ancêtres: et vous, vous » avez consenti que les yeux de Rome lui fussent arrachés; que » le pape et l'empereur abandonnassent vos murs et ne dépen- » dissent plus de vous. Dès lors la paix a été bannie de cette » enceinte; le sang de vos nobles et de vos citoyens a été versé » inutilement dans des querelles privées, vos forces se sont épui- » sées dans la discorde, et la ville, autrefois reine des nations, » en est devenue la risée. Romains, je vous en conjure, songez » que vous allez être le spectacle de l'univers; le jubilé approche; » les chrétiens des extrémités de la terre viendront visiter votre » ville: voulez-vous qu'ils n'y trouvent que faiblesse et que ruine, » qu'oppression et que forfaits (1)! »

Les nobles, que Colas de Rienzo attaquait d'une manière si véhémente, écoutaient avec une curiosité moqueuse les discours d'un homme qu'ils croyaient sans conséquence; les citoyens répétaient que ce n'était pas par des tableaux et des allégories qu'un harangueur de place changerait l'état de Rome: mais le peuple commençait à s'émouvoir, et les gens susceptibles d'enthousiasme étaient ébranlés comme la multitude. Colas jugea qu'il était temps d'aller plus avant, et il afficha, le premier jour du carême à la porte de l'église de Saint-George, au Vélabre, un écriteau qui portait seulement ces mots: *Dans peu de jours les Romains rentreront dans leur antique et bon état.* Ensuite il rassembla dans un lieu secret, sur le mont Aventin, tous les hommes qui lui parurent animés de sentiments patriotiques. Des négociants, des gens de lettres, et même des nobles du second ordre, assistèrent à ce conventicule. Colas de Rienzo les voyant tous réunis, supplia cette assemblée de vrais Romains de concourir, avec lui, à sauver la patrie; il leur représenta la misère, la servitude, les dangers auxquels leur ville natale était livrée; il rappela l'ancienne étendue de la domination romaine, la soumission fidèle des villes de l'Italie, qui, toutes aujourd'hui, étaient révoltées;

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 3, p. 405.

il pleurait en parlant, et tous ses auditeurs pleuraient avec lui : mais bientôt il s'efforça de ranimer leur courage ; il les assura que Rome contenait encore les antiques éléments de sa puissance, que les impositions seules qu'ils payaient chaque année étaient suffisantes pour rendre de la force au gouvernement, et soumettre leurs sujets rebelles (1) ; que le pape approuvait les efforts qu'il faisait pour le rétablissement du bon état, et qu'ils pouvaient compter sur son assistance. Après les avoir entraînés par ces discours, Colas fit prêter à chacun de ceux qu'il avait convoqués au mont Aventin, le serment, sur l'Évangile, de concourir de toutes ses forces au rétablissement de la liberté romaine (2).

Il fallait saisir un moment favorable pour enlever aux nobles l'autorité souveraine. Colas, averti le 19 mai qu'Étienne Colonna avait conduit un grand nombre de gentilshommes à Cornéto pour escorter un convoi de blé, n'attendit pas davantage : il fit publier à son de trompe, dans la ville, que chacun eût à se rendre, sans armes, le lendemain, auprès de lui, afin de pourvoir au bon état de Rome. De minuit jusqu'à neuf heures du matin, il fit dire, en sa présence, trente messes du Saint-Esprit, dans l'église de Saint-Jean de la Piscine ; et le 20 mai, jour de l'Ascension, il sortit de l'église armé, mais la tête découverte. Des jeunes gens l'entouraient, et faisaient retentir l'air de leurs cris de joie. Raimond, évêque d'Orviéto, vicaire du pape, à Rome, marchait à côté de lui ; trois des meilleurs patriotes de Rome portaient devant lui les gonfalons, ou étendards allégoriques de la liberté, de la justice et de la paix. Cent hommes d'armes leur servaient d'escorte, et une foule innombrable de citoyens désarmés marchait après eux. Ce cortége tout pacifique s'avança de cette manière vers le Capitole.

Parvenu au bas du grand escalier, Colas s'arrêta auprès du lion de basalte ; et, se retournant vers le peuple, il lui demanda d'approuver les règlements pour le rétablissement du bon état, qu'il fit lire à haute voix. Cette première ébauche de constitution

(1) L'historien romain fait dire à Colas, qu'outre la capitation, la gabelle du sel et celle des portes, les revenus de Rome montaient à trois cent mille florins ; mais sans doute il y a dans son rapport de l'exagération, les revenus de Rome ne pouvaient égaler ceux de Florence.

(2) *Frammenti di storia Romana*, l. II, c. 4, p. 409

pourvoyait à la sûreté publique, plutôt qu'à la liberté des ordres de l'État. Une garde de vingt-cinq cavaliers et de cent fantassins était établie dans chaque quartier de la ville, des vaisseaux garde-côtes étaient stationnés dans le Tibre et près du rivage, pour la protection du commerce; le droit d'avoir des forteresses était enlevé aux nobles, tandis que le peuple et ses mandataires recouvraient la garde des ponts, des portes, et de tous les lieux forts. Des greniers devaient être établis dans tous les quartiers de la ville; des aumônes assurées aux pauvres; et la magistrature devait garantir la punition des crimes et le prompt jugement des procès (1). Ces lois furent accueillies avec enthousiasme par le peuple assemblé, qui autorisa Colas à les mettre à exécution, et l'investit, pour cet effet, de son pouvoir souverain.

Le vieux Étienne Colonne, averti à Cornéto des mouvements du peuple, revint en hâte à Rome, avec les gentilshommes qui l'avaient accompagné. Ce seigneur était en même temps le plus puissant parmi les barons romains, et celui qui jouissait le plus de la confiance du pape. Colas, dès le lendemain de son arrivée, lui envoya l'ordre de sortir de la ville; et lorsqu'il sut que le vieux baron avait déchiré cet ordre avec mépris, il fit sonner l'alarme au Capitole : tous les citoyens prirent aussitôt les armes; et Colonne eut à peine le temps de s'enfuir vers Palestrina, avec un seul valet. Les autres barons romains reçurent aussi l'ordre de sortir de la ville, et ils s'y conformèrent : tous les lieux fortifiés, toutes les portes et tous les ponts, furent consignés aux compagnies de milice. Les bandits les plus notoires, qui depuis plusieurs années bravaient la justice et les lois, furent envoyés au supplice; et le peuple assemblé en parlement conféra le titre de tribun et de libérateur de Rome à Colas de Rienzo. Les mêmes titres furent donnés à l'évêque d'Orviéto, vicaire du pape, qui, entraîné comme les autres par l'éloquence de cet homme extraordinaire, concourait de bon cœur à l'abaissement de l'ancienne oligarchie et au rétablissement du *bon état* (2).

Le tribun, après avoir fait reconnaître son autorité dans l'en-

(1) *Frammenti di storia Romana*, l. II, c. 6, p. 413.

(2) *Ibid*, c. 7, p. 415. — Le vicaire du pape à Rome représente en son absence son autorité spirituelle, non son pouvoir temporel.

ceinte de la ville, s'occupa de ramener les campagnes à l'obéissance du peuple romain. Ces campagnes étaient dans la dépendance absolue de la noblesse, qui les avait hérissées de forteresses, et qui pouvait compter sur l'obéissance des paysans, ses vassaux. Cependant Colas envoya l'ordre à tous ces gentilshommes de venir au Capitole prêter entre ses mains le serment de concourir au bon état de Rome. Un jeune Colonne se présenta en effet à lui, moins par empressement à lui obéir que pour observer ce qui se passait dans la ville : mais lorsqu'il vit le tribun entouré au Capitole d'un peuple immense, auquel il rendait la justice, et qui était prêt à exécuter ses moindres ordres, Colonne prêta, sur l'Eucharistie et l'Évangile, le serment qui lui était demandé. Bientôt on vit arriver trois Colonne, un Orsini, un Savelli, et plusieurs autres barons distingués, qui prêtèrent le même serment. Tous s'engageaient à envoyer des vivres au marché de Rome, à veiller à la sûreté des routes, à protéger les veuves et les orphelins, à comparaître au Capitole, armés ou sans armes, toutes les fois qu'ils en seraient requis. D'un autre côté, ils promettaient de ne point attaquer les tribuns et le peuple de Rome, de ne point donner refuge aux brigands et aux malfaiteurs, enfin de ne rien soustraire des revenus de la communauté. Les gentilshommes, les juges, les notaires, et enfin les marchands, furent appelés à leur tour à prêter serment de maintenir le bon état (1).

Après une anarchie violente, pendant laquelle des hommes souillés de forfaits épouvantables avaient osé marcher le front levé, et avaient fait trembler leurs concitoyens paisibles, les Romains crurent avoir recouvré leur liberté, lorsqu'ils virent que les meurtres, les rapines, les adultères, ne restaient plus impunis. Des sentences prévôtales et arbitraires, mais justes, remplissaient les criminels de terreur, et l'ordre était rétabli dans la ville. On ne distinguait point la justice d'un despote d'avec celle d'un peuple libre; et la sûreté du plus grand nombre faisait oublier le pouvoir arbitraire qui pesait sur quelques-uns.

Cependant Colas de Rienzo avait envoyé des ambassadeurs à la cour d'Avignon, pour rendre compte au pape de ce qu'il avait fait, et pour lui demander son approbation. Les protestations

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 8, p. 417.

d'obéissance et de soumission du tribun calmèrent un peu la terreur extrême occasionnée à la cour pontificale par les premiers bruits de la révolution nouvelle (1). C'était le siècle de l'érudition et de la pédanterie ; ces mêmes idées sur les droits éternels des Romains, leur ancienne puissance, l'obéissance qui leur était due par les papes, les empereurs et le monde entier ; ces idées qui remplissaient Colas de Rienzo, et qui lui faisaient trouver un défenseur et un ardent enthousiaste dans Pétrarque, étaient plus ou moins répandues par tous les lettrés dans toute l'Europe : elles procuraient à Colas des partisans, et faisaient attendre de lui de grandes actions. Ainsi que Pétrarque le disait avec orgueil, le nom seul de Rome était alors quelque chose. La sûreté rendue aux grands chemins, dans le voisinage de cette capitale, était aussi considérée dans toute l'Europe comme un bienfait public, parce que la passion des pèlerinages durait encore, et que le jubilé annoncé pour l'année 1350 devait attirer bientôt la foule des fidèles dans la capitale de la chrétienté. Les courriers de Colas portaient une baguette argentée, avec les armes du peuple de Rome, du pape et du tribun ; on les reconnaissait à cette marque distinctive qui leur assurait partout le respect. « J'ai porté cette baguette, disait l'un d'eux, » dans les rues des villes comme dans les forêts ; des milliers de » personnes se sont mises à genoux devant elle, et l'ont baisée » avec des larmes de joie, en reconnaissance de la sûreté des » grandes routes et de l'expulsion des brigands (2). »

Les courriers de Colas avaient, en effet, traversé presque toute l'Europe ; ils avaient été envoyés aux villes et aux communautés de Toscane, de Lombardie, de Campanie et de Romagne, au doge de Venise, aux seigneurs de Milan et de Ferrare, aux princes de Naples, au roi de Hongrie, au pape et aux deux empereurs élus, pour leur annoncer le rétablissement à Rome du bon état de paix et de justice. *Nicolas, sévère et clément, tribun de liberté, de paix et de justice, libérateur illustre de la sainte république romaine* (ce sont les titres qu'il prenait) (3), les invitait, par ses lettres, à envoyer

(1) *Petrarcæ Epistolæ*, editio Basileæ, fol. 1071 — Mém. pour la vie de Pétrarque, t. III, p. 328.

(2) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 11, p. 421.

(3) Il prit ensuite des titres plus pompeux et plus ridicules : *Candidatus Spiritûs Sancti, Miles Nicolaus, severus et clemens, liberator urbis, zelator*

à Rome des députés, munis d'instructions suffisantes pour délibérer avec lui, dans un conseil européen, sur le bon état de l'Europe. Tous les chemins, ajoutait-il, étaient désormais libres et assurés, et les pèlerins, aussi bien que les ambassadeurs des princes, pouvaient entreprendre sans crainte le voyage de Rome (1).

Ces messages du tribun furent bien accueillis, surtout en Toscane; les Florentins furent flattés de ce que Rienzi les appelait fils de Rome et colonie des Romains; ils lui envoyèrent cent cavaliers, et promirent de lui en faire passer un plus grand nombre dès qu'il en aurait besoin (2); les Pérousins lui envoyèrent soixante hommes d'armes; les Siennois, cinquante (3); et toute l'Italie parut disposée à le seconder, peut-être à recevoir bientôt ses ordres.

Mais la tête du tribun n'était pas assez forte pour résister au vertige que cause une élévation inattendue. Peu d'hommes sortis d'une classe subalterne demeurent vraiment grands au milieu des succès. Colas de Rienzo avait fait impression sur le peuple de Rome par des allégories; il suivait en cela le goût du siècle, et l'esprit d'une nation avide de spectacles : il continua, dans sa puissance, à vouloir frapper les yeux par de semblables moyens; ses habits, les couronnes, les étendards qu'on portait devant lui, les inscriptions sur la croix et sur le globe qu'il avait en main dans les processions, tout était symbolique et destiné à donner certaines leçons aux Romains. Cependant le tribun lui-même était plus enivré de cette pompe, que le peuple aux yeux duquel il l'étalait. Déjà il multipliait les fêtes et les cérémonies, moins dans une vue de politique, que par goût pour le plaisir et par vanité : oubliant que sa grandeur consistait à n'avoir point de pareil, et à ne pouvoir être comparé à personne, il s'efforçait d'imiter les autres souverains, et de rivaliser avec eux par les titres dont il se décorait ou la pompe dont il voulait être entouré. Il se plaisait à être servi par de grands seigneurs; et dans leur humiliation il trouvait une jouissance. Sa femme était environnée de dames de cour; ses parents étaient élevés à de hautes dignités, et,

Italiæ, amator orbis, et Tribunus Augustus — *Istorie Pistolesi*, p. 520. — *Cronica Sanese*, p. 118 — *Chronic. Estense*, p. 441.

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 436.

(2) *Giov. Villani*, L. XII, c. 89, p. 969

(3) *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 118.

lui-même, il cherchait à s'allier à l'ancienne noblesse, en mariant sa sœur à un baron romain (1).

Le succès inouï des entreprises de Colas, et l'approbation de l'univers, qui semblait attendre ses ordres, ajoutaient encore à la présomption du tribun. Jean de Vico, seigneur de Viterbe et préfet de Rome, avait été obligé de se soumettre à lui : assiégé par les Romains, dans Viterbe, il en était sorti moyennant un sauf-conduit, et il était venu au Capitole se jeter aux pieds de Colas, pour implorer sa grâce et la clémence du peuple romain, qui lui conserva son gouvernement (2). Toutes les forteresses du patrimoine de saint Pierre avaient été livrées aux lieutenants du tribun ; et il voyait arriver successivement à Rome des ambassades solennelles de Florence, Arezzo, Sienne, Todi, Terni, Spolète, Riéti, Amélia, Tivoli, Vellétri, Pistoia, Foligno et Assise. Le peuple de Gaëte lui envoya dix mille florins, les Vénitiens lui offrirent leurs personnes et leurs biens, pour la défense du bon état. Luchino Visconti de Milan lui écrivit pour rechercher son alliance. Il est vrai que les autres tyrans d'Italie, Taddéo de Pépoli, le marquis d'Este, Mastino della Scala, Filippino Gonzaga, les seigneurs de Carrare, les Ordélaffi et les Malatesti avaient répondu d'une manière injurieuse à ses lettres : mais, comme le tribun avait annoncé le projet de délivrer l'Italie de ses tyrans, leur inimitié pouvait être pour lui compensée par l'affection de leurs peuples. Louis de Bavière, qui vivait encore et qui sentait sa conscience troublée par les excommunications dont il avait été frappé, lui avait écrit pour le supplier de le réconcilier avec l'Église. Le duc de Duraz, le prince Louis de Tarente et la reine Jeanne, l'a-

(1) L'historien anonyme de Rome nous a laissé, dans son langage naïf, une description curieuse de cette cour. « *Puoi se faceva stare denanti a se, mentre sedeva, li baroni tutti in piedi, ritti, co le vraccia piecate, e co li capucci tratti. Deh! como stavano paurosi! havea quesso Cola una sia moglie moito iovene, e bella, la quale quanno iva a Santo Pietro, iva accompagnata da iuveni armati. Delle Patricie la seguitavano. La fantecche colli sottili pannicielli nanti a lo visaio li facevano viento, e innustriosamente cacciavano, che soa faccia non fosse offesa da mosche. Havea uno sio Zio, Janni Barbieri avea nome, Barbieri fò, e fatto fò granne signiore, e fò chiamato Janni Roscio, jeva a cavallo, forte accompagniato da cittatini romani. Tutti li siei parenti ievano a paro. havea una soa sorella vedova, la quale vose maritare a barone de Castello*, etc. » Frammenti di storia Rom., c. 20, p. 430.

(2) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 430

vaient appelé dans leurs lettres leur *très-cher ami* ; la dernière avait fait des présents à la *tribunesse;* enfin, le roi Louis de Hongrie lui envoyait une ambassade pour lui demander de tirer vengeance des meurtriers de son frère. Le tribun conduisit les hérauts d'armes de cette ambassade devant le peuple assemblé ; et, mettant la couronne tribunitienne sur sa tête, il leur répondit : « *Je jugerai le globe de la terre selon la justice, et les peuples selon l'équité* (1). » Bientôt, en effet, la cause de la reine Jeanne et du roi Louis fut débattue devant son tribunal, par des ambassadeurs nommés de part et d'autre (2) : mais Colas ne prononça jamais entre eux.

Cependant la vanité toujours croissante du tribun l'engagea à se faire armer chevalier, comme si cette distinction, qui le mettait dans les rangs de la noblesse, ne le ravalait pas au-dessous de ceux dont il était auparavant le maître. Cette cérémonie se fit le 1er août, dans l'église de Saint-Jean-de-Latran. Elle fut précédée par une cour plénière, où les festins les plus splendides furent donnés à tous les ambassadeurs, à tous les étrangers, et à tous les Romains de distinction, dans les trois palais du Latran. La veille de la fête de saint Pierre-aux-liens, le tribun se baigna dans la conque de porphyre, où la tradition rapportait que Constantin s'était baigné, après avoir été guéri de la lèpre par le pape saint Sylvestre. Colas dormit ensuite dans l'enceinte du temple ; le lendemain, il se présenta, revêtu d'écarlate et de vair, devant le peuple, et se fit ceindre l'épée de chevalier par messire Vico Scotto, chevalier et gentilhomme romain (3). Il entendit ensuite la messe dans la chapelle du pape Boniface, et au milieu de cette fonction il s'avança vers le peuple. « Nous vous citons, s'écria- » t-il, messire pape Clément, à venir à Rome, siége de votre » Église, avec tout le collége de vos cardinaux (4). Nous vous ci- » tons, vous, Louis de Bavière et Charles de Bohême, qui vous » dites rois et empereurs des Romains, et avec vous, tout le col- » lége des électeurs allemands, pour qu'ils aient à nous faire voir » quel droit ils ont à l'empire, et sur quels fondements ils pré-

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 22, p. 443.

(2) *Ibid.*, c. 24, p. 447

(3) *Ibid.*, c. 25, p. 449.

(4) M. de Sade met en doute que Rienzi ait cité le pape, et il allègue d'assez bons motifs pour invalider le témoignage de l'anonyme de Rome.

» tendent en disposer. Nous déclarons cependant que la ville de » Rome et toutes les villes d'Italie sont et doivent demeurer libres; » nous accordons à tous les citoyens de ces villes le droit de ci- » toyens romains, et nous prenons le monde à témoin que l'élec- » tion de l'empereur romain, la juridiction et la monarchie, » appartiennent à la ville de Rome, à son peuple et à toute l'Ita- » lie. » Puis, tirant son épée, il en frappa l'air du côté des trois parties du monde, et il répéta : *ceci est à moi, ceci est à moi, ceci est à moi.* Il envoya aussitôt des courriers porter ses citations à la cour d'Avignon et aux deux empereurs (1). Le vicaire du pape, évêque d'Orviéto, qui avait assisté à toute cette cérémonie, demeurait interdit d'une hardiesse si inattendue. Il appela cependant un notaire pour protester devant lui, et en présence du peuple, que c'était sans son consentement et sans l'aveu du pape que le tribun s'attribuait tant de pouvoir. Mais Colas fit aussitôt sonner toutes les fanfares, pour que les Romains ne pussent entendre ces protestations (2).

Le vicaire néanmoins ne refusa point, dans le festin qui suivit cette cérémonie, de manger seul avec le tribun, à la table de marbre, tandis que la femme de Colas présidait, au palais neuf, à la table des dames nobles. D'autres tables, au palais vieux, étaient servies, sans distinction, pour les hommes de tout ordre, abbés, moines, chevaliers, marchands, qui avaient été invités à la cérémonie, et nulle part on n'avait encore vu autant de luxe et de magnificence déployés dans un banquet (3).

Ce faste épuisait les revenus de Rome, et les gens sensés commençaient à le reconnaître. Dans un repas que Colas de Rienzo donna, quelques semaines après, aux principaux seigneurs de la noblesse romaine, le vieux Étienne Colonna mit en question, s'il convenait mieux à un peuple que ceux qui le gouvernaient fussent prodigues ou avares. Après quelque discussion, Étienne souleva le bord du manteau du tribun, qui était garni de franges d'or et de broderies, et lui dit, en le lui présentant : « Toi-même, tri-

(1) Des lettres envoyées à cette occasion par le tribun à toutes les villes d'Italie, sont rapportées par Joh. de Bazano, *Chron. Mutinense*, T. XV, p. 609.

(2) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 20, p. 451. — *Cortusiorum Historia*, Lib. IX, c. 12, p. 923. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 440.

(3) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 27, p. 455.

» bun, ne devrais-tu pas porter les vêtements modestes de tes » égaux, plutôt que ces ornements pompeux? » Colas se troubla en entendant un reproche qui semblait le confondre avec le vulgaire : il sortit de la salle sans répondre; et, dans un premier mouvement de colère, il donna ordre qu'on arrêtât tous les nobles qu'elle contenait. Pour justifier cette rigueur subite, il déclara bientôt après avoir découvert une conspiration qu'ils tramaient contre le peuple et contre lui (1). Il fit convoquer au Capitole le parlement ou assemblée générale, pour le lendemain 17 septembre; et il annonça que, pour délivrer à jamais le peuple du joug de l'oligarchie, il allait faire trancher la tête à tous les nobles dont il avait reconnu les trahisons. Tout parut préparé pour cette exécution terrible; la salle des jugements fut tendue d'un drap de soie blanc, avec des raies couleur de sang; un frère mineur fut envoyé à chaque baron, pour le confesser et lui porter la communion, et les cloches du Capitole sonnèrent pour rassembler le peuple. Le vieux Étienne Colonna, qui n'avait aucune envie de mourir, renvoya le prêtre et la communion, déclarant qu'il n'était point prêt, et que les affaires de son âme ou celles de sa famille n'étaient ni arrangées ni près de l'être (2).

Peut-être le tribun n'avait-il eu d'autre dessein que d'effrayer les nobles, peut-être fut-il fléchi par les supplications de leurs amis : lorsqu'il vit le peuple assemblé, il monta à la tribune aux harangues; il prit pour texte ces paroles de l'Oraison dominicale, *dimitte nobis peccata nostra*, et il intercéda auprès du peuple pour les barons prisonniers : il déclara, en leur nom, que ces gentilshommes se repentaient de leurs erreurs, et que dorénavant ils serviraient le peuple romain avec fidélité. Les prisonniers parurent l'un après l'autre devant le peuple, et reçurent leur grâce la tête baissée; ensuite, comme si leur dévouement était désormais hors de doute, Colas leur distribua des charges importantes, des préfectures et des duchés en Campanie et en Toscane (3).

(1) Dans cette salle furent arrêtés le vieux Étienne Colonna, Pierre-Agapit Colonna, seigneur de Génazzano, qui était alors sénateur, le comte Bertold Orsino, son collègue, Jean Colonna, Jourdan, Rainaud et Nicolas Orsini, et Bertold de Vicovaro. *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 28, p. 453.

(2) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 28, p. 456.

(3) *Ibid*, c. 29, p. 455

La clémence qui succède à une colère injuste ne mérite jamais de reconnaissance : les nobles ne furent pas plus tôt hors des prisons du tribun et des murs de Rome, qu'ils songèrent à se venger. Les Colonna et deux Orsini entreprirent de fortifier le château de Marino ; ils y rassemblèrent des hommes d'armes et des munitions, sans que Colas se mît en devoir d'arrêter ces préparatifs hostiles : bientôt ils levèrent l'étendard de la révolte, ils s'emparèrent de Népi, ils brûlèrent un grand nombre de châteaux, et ils étendirent leurs dévastations jusqu'aux portes de Rome (1).

Le restaurateur de la république romaine n'était rien moins qu'homme de guerre ; il ne trouvait point en lui cette valeur qu'il admirait chez les anciens, et qu'il voulait faire revivre : aussi le contraste entre le courage d'esprit qu'il avait déployé dans son entreprise, et l'absence complète du courage militaire qu'il laissa voir ensuite, peut-il paraître à l'observateur ou ridicule ou affligeant. Longtemps il essaya d'intimider ses ennemis par des citations en justice ou des menaces, avant de prendre les armes contre eux. Enfin, les clameurs du peuple, qui voyait impatiemment désoler ses campagnes, l'obligèrent à mettre la milice romaine en mouvement : huit cents chevaux et vingt mille hommes de pied, sous la conduite de Colas de Rienzo, marchèrent contre les Colonna ; ils dévastèrent le territoire de Marino, comme celui de Rome avait été dévasté. Après huit jours de bravades plutôt que de combats, le tribun ramena son armée dans la ville : il se fit revêtir au Vatican de la dalmatique, manteau jusqu'alors réservé aux empereurs, et il reçut, dans ce costume, un légat que le pape envoyait à Rome, pour y maintenir son autorité (2).

Cependant les Colonna avaient, de leur côté, fait révolter Palestrina : et plusieurs de leurs partisans les rappelaient à Rome, les assurant qu'ils étaient prêts à leur ouvrir les portes, dès qu'ils les verraient arriver avec des forces suffisantes. Les Colonna, en conséquence, rassemblèrent à Palestrina six cents hommes d'armes et quatre mille fantassins, et ils s'avancèrent jusqu'à un lieu nommé le Monument, à quatre milles des portes. Mais la valeur romaine était éteinte dans les nobles comme dans le peuple ;

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 30, p. 457
(2) *Ibid.*, c. 31, p. 459

et la lutte pour défendre ou pour renverser le bon état, la liberté et la république, se soutenait de part et d'autre avec une pusillanimité indigne de noms si glorieux. Quoique le tribun eût des forces considérables, il n'osait point sortir de la ville; mais il faisait sonner chaque matin la cloche du parlement; et pour donner du courage au peuple assemblé, il lui racontait les songes qu'il avait eus la veille, et les promesses de secours que lui avaient données le pape saint Martin, fils d'un tribun de Rome, ou Boniface VIII, ennemi des Colonna (1).

Les nobles, de leur côté, s'occupaient aussi de leurs songes; et Pierre-Agapit Colonna voulait engager ses compagnons d'armes à se retirer, parce qu'il avait vu, dans ses rêves, sa femme en habit de deuil. Malgré ce présage, le vieux Étienne Colonna se présenta devant une des portes de Rome, avec un seul domestique, et il demanda qu'on la lui ouvrît : les gardes le refusèrent et le menacèrent, sans cependant chercher à l'arrêter, ce qui leur aurait été facile. L'armée des nobles s'était avancée du côté de Monte Testacéo (2), jusque près de la porte de Saint-Paul. De là les Colonna pouvaient entendre la cloche du Capitole, qui sonnait sans cesse aux armes; ils en conclurent qu'ils étaient attendus, et ils renoncèrent à attaquer le peuple, dès qu'ils ne pouvaient plus le surprendre. Mais, sans vouloir en venir aux mains, ils résolurent, avant de se retirer, de défiler devant les portes, comme pour défier le tribun. Leur troupe était divisée en trois bataillons; les deux premiers passèrent sans être inquiétés, et la porte resta fermée; on l'ouvrit cependant comme le troisième s'avançait, afin de rendre ainsi bravade pour bravade. Le jeune Jean Colonna, lorsqu'il vit cette porte ouverte, espéra que ses partisans s'en étaient rendus maîtres; il piqua son cheval, et entra dans la ville, où il s'avança à une portée d'arc. Avec une égale lâcheté, ses compagnons d'armes le laissèrent seul, et les citoyens s'enfuirent à son approche. Lorsque Jean se vit abandonné, il voulut retourner en arrière; mais son cheval le renversa, et le peuple, revenant en foule sur lui, le tua tandis qu'il demandait grâce. Son père, le vieux Étienne Colonna, arrivé à son tour devant la porte, voulut entrer

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 32, p. 401.
(2) *Storie Pistolesi*, T. XI, p. 521.

pour secourir son fils, puis ressortir lorsqu'il reconnut la grandeur du danger : mais, blessé d'une pierre qu'on lui lança comme il fuyait, il fut arrêté et tué à la porte même, sans avoir pu seulement se servir de ses armes. Les autres gentilshommes n'essayèrent pas de soutenir le combat ; poursuivis dans leur fuite par un peuple furieux, plusieurs d'entre eux tombèrent entre ses mains ; Pierre-Agapit Colonna fut tué dans une vigne où il se cachait, ainsi que le seigneur de Belvédère ; les autres jetèrent leurs armes, et ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils furent arrivés dans leurs châteaux (1).

La joie du tribun, après cette victoire, à laquelle il avait eu si peu de part, fut d'autant plus immodérée que sa peur avait été plus grande. Il revint en triomphe au Capitole, et déposa devant l'image de la Vierge, à l'église d'Aracéli, sa baguette tribunitienne et sa couronne d'argent à feuilles d'olive. Il harangua ensuite le peuple, et se vanta d'avoir abattu des têtes que ni les empereurs, ni les papes, n'avaient jamais pu faire courber. Enfin il ne permit point que l'on rendît les honneurs funèbres aux cadavres des Colonna (2). Mais, au lieu de poursuivre sa victoire et de mettre le siége devant Marino, que les nobles auraient abandonné dans leur première terreur, il perdit un temps précieux à s'occuper de pompes et de cérémonies ridicules ; il arma son fils chevalier de la victoire, sur la place même où Étienne Colonna avait été tué ; il augmenta les impositions pour payer les soldats et il en consuma le produit par un faste insensé. Cependant les esprits étaient aliénés, et le peuple voyait Jourdan Orsini étendre ses ravages jusqu'aux portes de Rome ; il jugeait que le tribun était incapable de faire respecter son gouvernement, et il l'accusait également des fautes qu'il lui voyait commettre, et des outrages que lui faisaient ses ennemis.

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 34, p. 407. — J'ai suivi le récit de l'anonyme de Rome, qui était présent à cet événement, et qui ne paraît pas avoir dessein de rendre ses compatriotes méprisables. Il est juste cependant de dire que d'autres contemporains, plus éloignés de Rome, ont raconté qu'on avait combattu de part et d'autre avec vaillance et obstination. — *Istor. Pistolesi*, T. XI, p. 521. *Gior. Villani*, L. XII, c. 104, p. 981. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 110. — *Chron. Estense*, p. 444.

(2) *Frammenti di storia Rom.*, L. II, c. 35, p. 469.

Le légat que Clément VI avait envoyé à Rome, se nommait Bertrand de Deux : il avait des liaisons avec la noblesse romaine; et dès son arrivée en Italie, il était rempli de préjugés contre le tribun. A son passage à Sienne, il avait déclaré aux magistrats qui gouvernaient cette ville, que Colas de Rienzo était un ennemi de l'Église, que le pape allait faire instruire un procès contre lui, pour crime de rébellion, et qu'il priait la république de lui retirer les troupes auxiliaires qu'elle lui avait fournies jusqu'alors (1). Néanmoins le légat, à son entrée à Rome, avait été reçu, par Colas de Rienzo, avec les marques du respect le plus profond, pour lui-même et pour le pontife; il avait été présenté au peuple en plein parlement, et assuré de l'obéissance de la république et de son chef. Mais Bertrand de Deux ne se contenta point de ces démonstrations extérieures de soumission; il voulait enlever au peuple l'autorité, pour la rendre à la noblesse romaine, en faveur de laquelle le pape et le collége des cardinaux s'intéressaient : il conclut une alliance avec Lucas Savelli et Sciarretta Colonna; et, ouvrant contre le tribun une enquête d'hérésie, il le frappa d'une sentence d'excommunication.

Un autre ennemi plus dangereux encore et plus entreprenant, s'armait en même temps contre Colas de Rienzo : Jean Pepin, comte de Minorbino, exilé du royaume de Naples, où il avait essayé de venger, par des brigandages, le meurtre du roi André (2), s'était réfugié à Rome, avec quelques-uns de ses compagnons d'armes, qui, comme lui, étaient accoutumés à mépriser l'ordre et les lois. Le tribun, averti des désordres qu'ils commettaient et des meurtres dont ils se rendaient coupables, voulut les arrêter, ou les forcer à quitter Rome : mais le comte de Minorbino s'était fortifié par l'alliance du légat et des Colonna; il s'établit, avec cent cinquante cavaliers, dans le quartier où les Colonna avaient leurs palais, et où ils comptaient le plus de partisans; il s'y fortifia par des barricades, et il renvoya avec mépris ceux qui lui portaient les ordres du tribun.

Colas de Rienzo fit attaquer, par une compagnie de cavalerie, les barricades du comte de Minorbino; en même temps il fit son-

(1) *Cronica Sanese di Andrea Dei*, T. XV. p. 110.
(2) *Domin. de Gravina, Chronic. de Reb. in Apul. gestis.*

ner la cloche d'alarme à Saint-Ange-Pescivendolo. Mais, pendant un jour et une nuit, le peuple entendit le tocsin sans vouloir prendre les armes. Les Romains se refusaient également et à combattre le comte de Minorbino et à le défendre ; cet étranger ne leur inspirait aucun intérêt ; ils ne songeaient ni à imiter sa résistance, ni à saisir cette occasion pour se révolter : mais ils étaient devenus indifférents à ce *bon état*, si pompeusement annoncé, et qu'ils avaient trouvé si peu stable; ils étaient las des représentations théâtrales, et des déclamations du tribun : désormais ils voulaient attendre les événements au lieu de les déterminer.

La foule s'était cependant rassemblée au Capitole, mais désarmée; la curiosité, non la passion, l'attirait; le tribun la harangua, et ce fut inutilement; il fit le tableau de son administration, du bien qu'il avait fait, de celui qu'il voulait faire encore; il accusa l'envie qui mettait obstacle à ses projets bienfaisants; il pleura, il soupira, et son éloquence accoutumée sut encore trouver le chemin des cœurs; en sorte que les soupirs et les gémissements du peuple répondirent aux siens; mais aucun mouvement courageux ne se manifesta parmi ses auditeurs, aucun ne lui annonça une victoire qui n'aurait pas été bien difficile à obtenir. « Après vous » avoir gouvernés sept mois, dit-il enfin, je vais donc renoncer à » mon autorité. » Et aucune voix ne s'éleva pour lui faire une douce violence, pour l'engager à rester encore à la tête du gouvernement. Alors Colas de Rienzo fit sonner ses trompettes d'argent; et, revêtu de toutes les marques de sa dignité, accompagné par tous ceux qui s'étaient attachés à sa fortune, et par ses soldats, il descendit du Capitole, il traversa en pompe Rome, dans presque toute sa longueur, et il alla s'enfermer au château Saint-Ange. Sa femme se déguisa pour le suivre, et, trois jours après sa retraite, les barons exilés rentrèrent dans Rome. Cette ville, à leur retour, retomba dans un état d'anarchie pire que celui qui avait précédé le règne du tribun (1).

La révolution qui renversa Colas de Rienzo, s'opéra le 15 décembre 1347, moins de 7 mois après qu'il s'était mis à la tête de la république. Dans ce court espace de temps, cet homme avait donné

(1) *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 38, p. 475 — *Giov. Villani*, L. XII, c. 104, p. 981. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 446

au monde un grand exemple du pouvoir de l'éloquence, et de l'enthousiasme que le nom et les souvenirs de Rome excitaient dans toute l'Europe, comme aussi de l'enivrement et du vertige auxquels s'expose un savant qui de sa bibliothèque est porté sur le trône, et qui n'a pu que par les livres se préparer au pouvoir souverain.

CHAPITRE X.

FAMINE ET PESTE EN ITALIE. — NOUVELLES FACTIONS DE PISE. — GUERRES DU ROI DE HONGRIE ET DE LA REINE JEANNE. — SECOND JUBILÉ. — 1347 A 1350.

Le quatorzième siècle est une époque brillante pour l'Italie: dans aucun temps les lettres n'ont été cultivées avec plus d'ardeur, les savants accueillis, honorés avec plus d'enthousiasme; dans aucun temps de plus grandes lumières n'ont été acquises et généralement répandues parmi les hommes; dans aucun temps de plus nobles monuments du génie créateur, ou du travail opiniâtre de l'homme, n'ont été transmis à la postérité. Le renouvellement des lettres grecques et latines, la création de la langue italienne et de la poésie moderne, l'art d'enseigner la politique dans l'histoire, et de présenter aux hommes, par le récit des événements, une leçon non moins attrayante qu'instructive, le perfectionnement de la jurisprudence, les progrès rapides de la peinture, de la sculpture, de l'architecture et de la musique, sont dus plus particulièrement aux hommes du quatorzième siècle. Mais cette période, qui, à tant de titres, mérite une étude particulière, ne fut point heureuse pour l'humanité. Plusieurs des vertus qui relèvent le caractère des hommes, qui, en s'alliant à leurs passions, les ennoblissent, avaient presque absolument disparu : et des vices rebutants, des vices qui dégradent l'histoire que nous écrivons, avaient pris leur place. Dans les cours des princes, la bassesse rampante, la lâche flatterie, l'intrigue et le vice, étaient les moyens les plus assurés de parvenir. Les petits souverains donnaient l'exemple de tous les crimes; une débauche grossière régnait dans l'intérieur de leurs palais; le poison et l'assassinat étaient employés chaque jour par eux comme les sauvegardes de leur gouvernement : des troupes d'assassins étaient entretenues à leurs gages; et une protection en-

tière était assurée aux brigands, en retour des services qu'ils rendaient. Dans les familles des princes, la passion de régner n'était arrêtée par aucun crime; et elle excitait des révolutions fréquentes, presque toujours préparées par une noire perfidie, et accomplies par des forfaits atroces, ou prévenues par une effrayante cruauté. Dans les tribunaux, un pouvoir arbitraire et souvent injuste faisait de la punition des crimes un revenu pour le prince : soupçonneux par avarice, il acquérait des preuves par la torture, et punissait les coupables par d'horribles supplices. Dans la politique, une ambition qui employait la trahison plutôt que les armes, comme moyen de vaincre, détruisait toute confiance dans les traités, toute sûreté dans les alliances, tout lien d'amitié entre les peuples. Dans la guerre, des troupes mercenaires, perfides et cruelles, sacrifiaient leur souverain à l'ennemi qui voulait les acheter, mettaient leur honneur à l'enchère, et, épargnant les armées qu'elles avaient à combattre, ne ruinaient que les campagnes paisibles et les citoyens innocents.

Le mépris de toute loi et de toute morale qu'affichaient les princes, donnait un exemple d'autant plus pernicieux, que dans chaque ville on trouvait une petite cour, et que cette cour était pour les citoyens une école d'immoralité, de corruption et de crimes. Plus rapprochés de la vie privée, les tyrans avaient, par leur exemple, une influence plus pernicieuse sur les mœurs de leurs sujets : plus multipliés, ils corrompaient davantage la morale publique, parce que les crimes politiques devenaient fréquents, à proportion du nombre des souverains; le sentiment des lois immuables de la morale et de la religion était détruit par l'histoire de chaque jour, et par les révolutions de chaque État.

Les républiques elles-mêmes n'étaient point à l'abri de cette corruption générale. Dans leur lutte avec les princes dont elles étaient entourées, et aux piéges desquels elles étaient sans cesse exposées, elles avaient adopté plus d'une fois leur politique tortueuse; et on les avait à leur tour soupçonnées de perfidie. D'immenses richesses, accumulées par le commerce, avaient altéré la pureté des principes républicains; l'argent était un moyen trop assuré d'obtenir le respect du peuple et de parvenir au pouvoir. On faisait peu d'attention aux voies par lesquelles cet argent avait été acquis; et celui qui malversait dans une administration publi-

que, ou qui détournait les deniers de l'État, savait trop qu'il trouverait toujours assez de moyens de couvrir ses concussions, pourvu qu'elles lui procurassent une grande opulence. Des vols scandaleux furent commis à Florence, pendant la lutte de cette république avec Mastino della Scala; et les peines infligées par le duc d'Athènes au commandant d'Arezzo et à celui de Lucques, étaient peut-être méritées, quoique arbitraires. Nous ne parlerons pas de la violence des dissensions civiles, et des révolutions qui donnaient et arrachaient le gouvernement aux diverses classes de citoyens; c'est le sort nécessaire des républiques, et le prix auquel elles payent ces talents multipliés, cette énergie des caractères, et ces passions généreuses qu'on ne trouve que chez elles. Mais nous reprocherons à ces républiques d'avoir abandonné entièrement l'art et l'esprit militaire; d'avoir laissé la valeur italienne s'éteindre chez les citoyens et chez les sujets: et de s'être ainsi mises dans la dépendance, d'abord des soldats mercenaires allemands qui les trahissaient, plus tard de ces compagnies d'aventuriers qui les mettaient à contribution d'une manière si honteuse.

Tandis que l'Italie souffrait déjà de tant de désordres et de tant de maux, elle fut frappée coup sur coup des plus redoutables fléaux que le ciel ait en réserve pour châtier la terre. Elle éprouva une famine cruelle, puis la peste la plus terrible dont l'histoire ait gardé le souvenir; et ce fut encore pour elle un troisième fléau, que la découverte de l'artillerie, qui date précisément de cette époque calamiteuse. L'invention des armes à feu a eu, pour l'espèce humaine, des conséquences bien plus désastreuses encore que la peste ou que la famine · elle a soumis la force de l'homme au calcul; elle a réduit le soldat au rang d'une machine; elle a privé la valeur de ce qu'elle avait de plus noble, de ce qui tenait le plus au caractère personnel; elle a augmenté la puissance des despotes, et diminué celle des nations; elle a ôté aux villes leur sûreté, et aux remparts la confiance qu'ils inspiraient. Mais les effets impérissables de cette funeste découverte tardèrent encore longtemps à se manifester. Les bombardes, dont les historiens font mention, pour la première fois, lorsqu'elles furent employées, le 26 août 1346, à la bataille de Crécy, entre les Anglais et les Français, ne parurent d'abord que des machines propres à lancer des traits, dont tout l'avantage était d'effrayer les chevaux par

leur explosion, et par le feu qui la produisait. Le roi d'Angleterre, qui seul avait des bombardiers dans son armée, les avait placés avec ses archers sur les chars dont il avait entouré son camp. « Leurs bombardes, dit Jean Villani, lançaient de petites balles » de fer, avec du feu, pour épouvanter et confondre les che- » vaux (1). Les archers anglais, dit-il plus loin, tiraient trois » flèches, tandis que les arbalétriers génois, au service de France, » en tiraient une. A cet avantage, se joignaient les coups de bom- » bardes, qui causaient tant de bruit et de tremblement, qu'on » aurait dit que Dieu tonnait; le tout, en tuant beaucoup de » monde et mettant les chevaux en désordre (2). » Villani mourut deux ans après la bataille de Crécy, en sorte qu'on ne peut le soupçonner d'anachronisme; et les bombardes dont il parle sont bien évidemment une arme à feu de la nature des nôtres (3); mais il n'a point cru leur invention assez importante pour nous donner sur elle de plus grands détails; et en effet les changements que l'artillerie devait apporter dans l'art de la guerre ne se firent sentir d'une manière bien marquée qu'un siècle et demi plus tard.

La même année, l'intempérie des saisons fut la cause première de la famine. Dès l'automne de 1345, des pluies excessives, dans les mois d'octobre et de novembre, empêchèrent les semailles ou firent pourrir en terre le blé qui commençait à germer. Au printemps suivant, les pluies recommencèrent avec une égale obstination; et, pendant les trois mois d'avril, mai et juin, la terre fut sans cesse ou inondée, ou tellement détrempée, que les semailles des grains de printemps et des millets (4) ne réussirent pas mieux que celles de l'automne. Cette calamité ne s'arrêta pas à une seule province; elle fut générale dans toute l'Italie, dans toute la France,

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 65, p. 947.

(2) *Ibid.*, c. 66, p. 948.

(3) L'historien de Pistoia, qui mourut aussi en 1348, parle de bombardes à la même époque, T. XI, p. 516, et l'anonyme romain dit qu'au siége de Calais, l'année suivante, « *Odoardo getta fuoco ne la terra, bombarde spingarde e altre hor-* » *ribili cose.* » *Antiq. Ital.*, T. III, p. 380.

(4) Les historiens florentins emploient le mot de *brado* pour désigner tous les grains semés au printemps, pour la nourriture de l'homme, qui ne sont pas des céréales; aujourd'hui ils entendent surtout par ce mot le blé de Turquie; mais les botanistes assurent que ce grain n'était pas connu avant la découverte de l'Amérique.

et dans plusieurs autres pays encore : aussi n'avait-on jamais vu une plus mauvaise récolte que celle de 1346. Le vin, l'huile et tous les produits de la terre manquèrent également. On fut bientôt forcé de détruire presque tous les oiseaux de basse-cour, parce qu'on n'avait plus de nourriture à leur donner (1). La viande de boucherie renchérit aussi considérablement : mais le blé, plus que tout le reste, manqua d'une manière vraiment effrayante ; car les terres ne rendirent que le quart, ou même le sixième de ce qu'elles avaient coutume de produire. Dès la récolte, le boisseau de blé valut, à Florence, trente sols, et il augmenta chaque jour, de manière qu'au 1er de mai 1347, il avait déjà plus que doublé : l'orge et les fèves augmentaient aussi de prix ; et le son lui-même était d'une cherté effrayante, ce qui indiquait combien de malheureux cherchaient à se repaître de cet aliment grossier et insalubre (2).

Cependant le gouvernement de Florence fit des efforts inouis pour se procurer un approvisionnement suffisant ; il fit acheter des blés en Calabre, en Sicile, en Sardaigne, à Tunis, et dans toute la Barbarie : il donna des arrhes d'avance, sans se laisser rebuter par la cherté des denrées ; et il crut être assuré de quarante mille muids de froment, et de quatre mille muids d'orge (3). Mais les marchands pisans et génois, avec lesquels il était obligé de contracter, pour faire débarquer le blé à Pise ou à Gênes, ne purent tenir leurs engagements, parce que, dans ces deux villes, comme l'on éprouvait une disette non moins cruelle, les magistrats commencèrent par se pourvoir eux-mêmes, avant de laisser sortir du blé, en sorte qu'il n'en arriva pas à Florence plus de la moitié de ce que

(1) La paire de chapons se vendit d'un florin d'or à 4 livres, ou 12 à 16 livres tournois ; les poulets et les pigeons, 10 à 12 florins la paire, 40 à 48 sols de France ; la viande inférieure, 7 à 8 sols de notre monnaie, et la meilleure 12 sols. Ces prix sont poids pour poids, mais l'argent valait, à cette époque, quatre fois plus qu'aujourd'hui.

(2) Le boisseau de blé ou stajo de Florence pèse 36 livres poids de marc ; le florin d'or, valant 12 liv tournois, s'estimait alors 3 liv. 2 s. Le quintal de blé vint donc à valoir 36 livres poids pour poids, et 144 francs, eu égard au changement que les mines d'Amérique ont occasionné dans la valeur des espèces

(3) Le muid ou moggio de Florence équivaut à vingt-quatre boisseaux, et doit peser 864 livres poids de marc.

le gouvernement avait acheté. Les Florentins tirèrent aussi quelques provisions de la Maremme et de la Romagne, quoique dans ces provinces, de même qu'à Bologne, les vivres fussent aussi rares et aussi chers qu'à Florence (1).

[1347] La seigneurie envoyait chaque jour au marché, de soixante à quatre-vingts muids de blé, qu'elle faisait vendre au prix courant, d'abord quarante sols, et ensuite cinquante sols le boisseau. Mais, comme cette quantité ne se trouvait point suffisante, parce qu'un nombre prodigieux de paysans, accoutumés, dans les autres années, à vendre leur blé au marché, venaient au contraire en acheter, la seigneurie fit faire des fours, où l'on employait chaque jour quatre-vingt-cinq à cent muids de blé, pour faire des pains du poids de six onces, où le son n'était point séparé de la farine; on en distribuait ensuite chez les boulangers deux par tête, à raison de quatre deniers florentins la pièce. Lorsqu'on vit ensuite se former, à la porte des boulangers, des attroupements qui augmentaient le sentiment de la misère publique, et répandaient l'effroi parmi le peuple, le gouvernement se détermina à envoyer, de maison en maison, porter à chaque famille les deux pains par tête qui étaient assignés à tous les individus qui la composaient. Au mois d'avril 1347, il se trouva, d'après les registres, que quatre-vingt-quatorze mille personnes, à Florence, recevaient ainsi leur pain de l'État; et cependant tous les bourgeois un peu aisés n'étaient pas compris dans ce rôle, parce qu'ils avaient fait leurs provisions, ou qu'à un prix plus élevé ils se procuraient de meilleur pain chez les boulangers. Tous les pauvres et tous les religieux mendiants qui vivaient d'aumônes, n'y étaient pas compris non plus, quoique leur foule fût innombrable; car on les avait congédiés de toutes les terres et les villes voisines, et la misère ou la faim les avaient tous réunis à Florence. Telle fut cependant la générosité et la charité chrétienne des Florentins, que, pendant la durée de cette famine, aucun pauvre, aucun étranger, aucun paysan ne fut renvoyé de la ville, aucun ne fut laissé sans secours, tous furent entretenus par les aumônes publiques ou particulières. « Aussi, dit Villani, de» vons-nous espérer en Dieu, qu'il ne regardera point les péchés

(1) *Cronica Miscella di Bologna*, T. XVIII, p. 404.

» énormes de nos concitoyens; hélas! nous l'avons dit, notre
» ville n'en est que trop souillée; mais si c'est son bon plaisir
» et sa miséricorde, il compensera nos fautes par les aumônes de
» nos bons et vertueux citoyens, comme il le fit à Ninive : car il
» l'a dit lui-même, l'aumône efface le péché (1). »

Cette famine avait été générale en Italie, et toutes les villes n'y avaient pas pourvu par des règlements aussi sages ou aussi généreux que les Florentins : aussi laissa-t-elle après elle un affaiblissement dans la constitution de la masse du peuple, et une disposition aux maladies épidémiques, qui ne tarda pas à se manifester. Cependant, pour que le pauvre ne fût pas tourmenté à la fois par la famine, par la maladie et par ses créanciers, la seigneurie florentine suspendit les poursuites juridiques pour les petites dettes; et elle délivra, le jour de Pâques, comme une offrande à Dieu, tous les prisonniers débiteurs de la communauté, et tous ceux qui étaient arrêtés pour des fautes peu graves. En même temps, elle offrit à ceux qui étaient poursuivis pour des amendes, la faculté de se racheter, avec quinze pour cent de la somme portée par leur sentence. Mais la misère était si grande que bien peu de gens purent profiter de cette faveur (2).

Pendant l'été de 1347, la mortalité fut assez grande à Florence, surtout parmi les pauvres, les femmes et les enfants; et l'on estima que l'épidémie avait enlevé environ quatre mille personnes. Mais, pendant le même temps, un fléau plus terrible se préparait en Orient. Dans les relations des phénomènes qui accompagnèrent la peste, il n'est pas facile de distinguer les bruits populaires, qu'une superstition éveillée par la crainte faisait accueillir avidement, d'avec les calamités plus réelles qui occasionnèrent sans doute l'épidémie. Dans le royaume de Casau, à ce que raconte Jean Villani, la terre fut ébranlée par de violentes secousses; plusieurs villes et plusieurs villages s'abîmèrent : les gouffres qui s'entr'ouvrirent vomissaient des flammes, qui, s'attachant aux herbes sèches, s'étendirent à plusieurs journées à la ronde. Ceux qui échappèrent à ces bouleversements, portèrent avec eux une maladie contagieuse, qu'ils répandirent sur les

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 72, p. 954
(2) *Ibid.*, c. 82, p. 963.

bords du Tanaïs et à Trébisonde, et qui, dans cette contrée, sur cinq personnes, en emportait quatre. A Sébastia, les pluies furent accompagnées de la chute d'une énorme quantité d'insectes noirs, à huit pattes, avec une queue, les uns morts, les autres vivants; la piqûre des derniers était venimeuse, la corruption des premiers infectait l'air. La peste, née dans ces deux pays, se répandit dans tout le Levant; elle parcourut la Syrie, la Chaldée, la Mésopotamie, l'Égypte, les îles de l'Archipel, la Turquie, la Grèce (1), l'Arménie et la Russie (2). Les marchands italiens qui étaient établis dans différents ports du Levant, voulurent s'enfuir avec leurs marchandises : huit galères génoises, entre autres, partirent de la mer Noire dans l'espérance d'échapper à la contagion; mais elles la portaient avec elles. Lorsqu'elles arrivèrent en Sicile, elles avaient déjà perdu tant de matelots, que quatre de ces galères furent abandonnées. Les malades qui descendirent à terre communiquèrent l'infection aux habitants de la ville où ils avaient débarqué; de là elle se répandit rapidement dans toute la Sicile, la Corse, la Sardaigne et les côtes de la Méditerranée. Les marchands, qui continuaient à fuir, débarquèrent, les uns à Pise, les autres à Gênes; et, comme aucune précaution n'avait encore été prise pour arrêter les maladies contagieuses, partout où ils se présentèrent, ils apportèrent la mort avec eux. En 1348, la peste infecta toute l'Italie, à la réserve de Milan et de quelques cantons au pied des Alpes, où elle fut à peine sentie. La même année, elle passa les montagnes, et s'étendit en Provence, en Savoie, en Dauphiné, en Bourgogne; et, par Aigues-Mortes, elle pénétra en Catalogne. L'année suivante, elle parcourut tout le reste de l'Occident, jusqu'aux rives de la mer Atlantique, la Barbarie, l'Espagne, l'Angleterre et la France. Le Brabant seul parut épargné, et ressentit à peine la contagion. En 1350, elle s'avança vers le nord, et se répandit chez les Frisons, les Allemands, les Hongrois, les Danois et les Suédois (3). Ce fut alors, et par cette calamité, que la république d'Islande fut détruite. La mortalité fut si grande dans cette île glacée, que ses habitants épars cessèrent dès lors de former un corps de nation.

(1) *Nicephorus Gregoras, Hist. Byzant.*, L. XVI, c. 1, p. 405.
(2) *Giov. Villani*, L. XII, c. 85, p. 965.
(3) *Matteo Villani*, L. 1, c. 2, p. 12, T. XIV, *Rer. Ital.*

Les symptômes de cette peste ne furent pas partout les mêmes. En Orient, un saignement de nez annonçait l'invasion de la maladie; en même temps il était le présage assuré de la mort. A Florence, au commencement de la maladie, on voyait se manifester, ou à l'aine, ou sous les aisselles, un gonflement qui égalait ou surpassait même la grosseur d'un œuf. Plus tard, ce gonflement, qu'on nomma *gavocciolo*, parut indifféremment dans toutes les parties du corps; plus tard encore, la maladie changea de nouveau de symptôme, et se manifesta le plus souvent par des taches noires ou livides, qui, chez les uns, étaient larges et rares, chez les autres, petites et fréquentes. On les voyait d'abord sur les bras ou les cuisses, et ensuite sur le reste du corps (1). De même que le *gavocciolo*, ces taches étaient l'indice d'une mort prochaine. L'art d'aucun médecin ne pouvait arrêter le mal, quoiqu'au commencement de l'épidémie, outre les docteurs reconnus, un nombre prodigieux de charlatans et de bonnes femmes se mêlassent de donner des remèdes qui ne sauvèrent aucun malade. La plupart mouraient dans le troisième jour, et presque toujours sans fièvre ou aucun accident nouveau.

Bientôt tous les lieux infectés furent frappés d'un effroi extrême, quand on remarqua avec quelle inexprimable rapidité la contagion se répandait; il suffisait non-seulement de converser avec les malades, ou de s'approcher d'eux, mais de toucher aux choses qu'ils avaient touchées, ou qui leur avaient appartenu, pour être frappé sur-le-champ de la maladie. L'on vit des animaux tomber morts en touchant à des habits qu'ils avaient trouvés dans les rues. On ne rougit plus alors de manifester sa lâcheté et son égoïsme. Non-seulement les citoyens s'évitaient l'un l'autre, mais les voisins négligeaient leurs voisins, et les parents, s'ils se visitaient quelquefois, s'arrêtaient à une distance du malade, qui indiquait leur effroi: l'on vit bientôt le frère abandonner son frère; l'oncle, son neveu; l'épouse, son mari; et même quelques pères et mères s'éloigner de leurs enfants. Aussi ne resta-t-il d'autres ressources à la multitude innombrable des malades, que le dévouement héroïque d'un bien petit nombre d'amis, ou l'avarice

(1) J'emprunte de la fameuse introduction au *Decamerone* de Boccace, presque toute cette description de la peste.

des domestiques, qui, pour un immense salaire, se décidaient à braver le danger. Encore ces derniers étaient-ils, pour la plupart, des campagnards grossiers et peu accoutumés à servir les malades; tous leurs soins se bornaient d'ordinaire à exécuter quelques ordres que leur donnaient les pestiférés, et à porter à leurs familles la nouvelle de leur mort. De cet abandon et de la terreur qui frappait les esprits, naquit un usage bien opposé aux mœurs antiques; c'est qu'une femme, jeune, belle et modeste, ne refusait plus de se faire servir dans sa maladie, par un homme, même un jeune homme, et de se dépouiller devant lui de tout vêtement, toutes les fois que la maladie l'exigeait, aussi bien qu'elle l'aurait fait devant une femme.

L'ancienne coutume à Florence voulait que les parentes et les voisines d'un mort se rassemblassent dans sa maison, pour le pleurer en commun avec les femmes qui lui appartenaient de plus près, tandis que les proches, les voisins et les amis se réunissaient devant la maison avec les prêtres. Le mort était ensuite porté, par des hommes de même état que lui, à l'église que lui-même avait choisie; des prêtres, qui chantaient et portaient des flambeaux, précédaient le cortége; les citoyens qui s'étaient rassemblés devant la porte, marchaient ensuite et terminaient la pompe funèbre. Mais ces usages cessèrent pendant la violence de la peste; et des usages contraires leur furent substitués. Non-seulement les malades mouraient sans être entourés de beaucoup de femmes, plusieurs n'avaient pas même un assistant dans les derniers moments de leur existence. On était persuadé que la tristesse préparait à la maladie : on croyait avoir éprouvé que la joie et les plaisirs étaient le remède le plus assuré contre la peste; et les femmes mêmes cherchaient à s'étourdir sur le lugubre appareil des funérailles, par le rire, les jeux et les plaisanteries. Bien peu de corps étaient portés à la sépulture par plus de dix ou douze voisins; encore les porteurs n'étaient-ils plus des citoyens considérés, du rang du défunt, mais des fossoyeurs de la dernière classe, qui se faisaient nommer *Becchini*. Pour un gros salaire, ils transportaient la bière avec précipitation, non point à l'église désignée par le mort, mais à la plus prochaine. Souvent quatre ou six prêtres les précédaient, avec un petit nombre de cierges; quelquefois aussi il n'y en avait aucun. Ces prêtres, sans se fa-

tiguer par un office trop long ou trop solennel, plaçaient le cadavre, à l'aide des *Becchini*, dans la première fosse qu'ils trouvaient ouverte.

Le sort des pauvres, et même des gens d'un état médiocre, était bien plus misérable : retenus, par la pauvreté, dans des maisons malsaines, et rapprochés les uns des autres, ils tombaient malades par milliers; et, comme ils n'étaient ni soignés, ni servis, ils mouraient presque tous. Il y en avait beaucoup, et de jour et de nuit, qui finissaient dans les rues leur misérable existence; beaucoup qui, abandonnés dans leurs maisons, apprenaient leur mort à leurs voisins par l'odeur fétide qu'exhalait leur cadavre. La peur de la corruption de l'air, bien plus que la charité, engageait les voisins à visiter les appartements, à sortir des maisons les cadavres, et à les placer devant les portes. Chaque matin on en pouvait voir un grand nombre déposés ainsi dans les rues; on faisait ensuite venir des bières, ou, à leur défaut, une planche sur laquelle on emportait le cadavre. Plus d'une bière contint en même temps le mari et la femme, ou le père et le fils, ou deux ou trois frères. Lorsque deux prêtres, avec une croix, précédaient un convoi funèbre, et disaient l'office des morts, de chaque porte on voyait sortir d'autres bières qui se joignaient au cortége; et les prêtres, qui ne s'étaient engagés que pour un seul mort, en avaient sept et huit à ensevelir.

La terre consacrée ne suffisant plus aux sépultures, on commença à faire, dans les cimetières, des fosses immenses, dans lesquelles on rangeait les cadavres par lits, à mesure qu'ils arrivaient, et on les recouvrait ensuite d'un peu de terre. Cependant les survivants, persuadés que les divertissements, les jeux, les chants, la gaieté, pouvaient seuls les préserver de la peste, ne songeaient plus qu'à chercher des jouissances, non-seulement chez eux, mais dans les maisons étrangères; toutes les fois qu'ils croyaient y trouver quelque chose qui fût à leur gré. Tout était à leur discrétion : car chacun, comme ne devant plus vivre, avait abandonné le soin de soi-même et de ses biens. La plupart des maisons étaient devenues communes; et l'étranger qui y entrait, en faisait usage comme aurait fait le propriétaire. Le respect pour les lois divines et humaines était détruit; leurs ministres et ceux qui devaient veiller à leur exécution, étaient ou morts, ou malades, ou

tellement dépourvus de gardes et de subalternes, qu'ils ne pouvaient imprimer aucune crainte : aussi chacun se regardait-il comme libre de faire tout ce que sa fantaisie lui suggérait.

Les campagnes n'étaient pas plus épargnées que les villes ; les châteaux et les villages, dans leur petitesse, étaient une image de la capitale. Les malheureux laboureurs qui habitaient les maisons éparses dans les champs, qui ne pouvaient espérer ni conseils de médecins, ni soins de domestiques, mouraient sur les chemins, dans leurs champs, ou dans leurs maisons, non point comme des hommes, mais comme des bêtes. Aussi, devenus négligents de toutes les choses de ce monde, comme si le jour était venu où ils ne pouvaient plus échapper à la mort, ils ne s'occupaient plus à demander à la terre ses fruits ou le prix de leurs fatigues ; mais ils s'efforçaient de consommer ceux qu'ils avaient déjà recueillis. Le bétail, chassé des maisons, errait dans les champs abandonnés, au milieu des récoltes qu'on n'avait point moissonnées ; et le plus souvent il rentrait de lui-même, le soir, dans ses étables, quoiqu'il ne restât plus de maîtres ou de bergers pour le surveiller.

Aucune peste, dans aucun temps, n'avait encore frappé tant de victimes. Sur cinq personnes, il en mourut trois à Florence et dans tout son territoire (1). Boccace estime que la ville seule perdit plus de cent mille individus. A Pise, sur dix personnes il en mourut sept ; mais, quoique dans cette ville on eût reconnu, comme ailleurs, que quiconque touchait un mort, ou ses effets, ou même son argent, était frappé de la contagion, et quoiqu'il n'y eût plus personne qui voulût, pour un salaire, rendre aux morts les derniers devoirs, cependant aucun cadavre ne demeura dans les maisons, sans sépulture. Les citoyens s'appelaient les uns les autres, au nom de la charité chrétienne, et se disaient : « Aidons-» nous à porter ce mort à la fosse, afin que nous y soyons portés » à notre tour (2) ». A Sienne, l'historien Agnolo de Tura raconte que, dans les quatre mois de mai, juin, juillet et août, la peste enleva quatre-vingt mille personnes ; et que lui-même ensevelit

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 2, p. 14.

(2) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1021. — *Voyez* aussi, sur la peste à Padoue, *Cortusiorum Historia*, L. IX, c. 14, T. XII, p. 926.

de ses propres mains ses cinq fils dans la même fosse (1). La ville de Trapani, en Sicile, resta complétement déserte. Tous les habitants moururent, jusqu'au dernier (2). Gênes perdit quarante mille habitans ; Naples, soixante mille, et la Sicile, sans doute avec la Pouille, cinq cent trente mille (3). En général, on calcula que, dans l'Europe entière, qui fut soumise, d'une extrémité à l'autre, à cet épouvantable fléau, les trois cinquièmes de la population furent détruits.

La perte de l'Europe ne doit pas se calculer seulement sur le nombre des morts, mais aussi sur la foule de gens distingués qui périrent, tandis que, comme le remarque un historien de Rimini, la peste épargna tous ceux dont la mort eût été désirable (4). Celui qui mérite le plus nos regrets, c'est Giovanni Villani, l'historien le plus exact, le plus véridique, le plus élégant et le plus animé qu'eût encore produit l'Italie. Nous avons fait un usage habituel de son histoire, pendant plus d'un demi-siècle, avec la confiance que l'on doit à un auteur contemporain, judicieux, et qui lui-même a pris part aux affaires. Villani, comme il nous l'apprend dans ses écrits, avait été à Rome au jubilé de l'an 1300 ; et c'est là que, comparant la décadence de cette vieille capitale du monde avec la grandeur croissante de sa patrie, il avait formé le projet d'écrire l'histoire de Florence (5). Villani, qui était associé dans une maison de commerce, avait aussi voyagé en France et dans les Pays-Bas, sans doute pour les affaires de cette maison. Il fut membre, plus d'une fois, de la magistrature suprême ; il exerça aussi divers emplois publics, tels que ceux de directeur de la monnaie, des fortifications, de l'office d'abondance pour les blés. En 1323, il avait servi dans l'armée contre Castruccio ; en 1341, il fut au nombre des otages donnés à Mastino della Scala, pour l'accomplissement du traité fait avec lui. C'est ainsi qu'il se montra capable de suivre, à la fois, toutes les carrières publiques et privées. Vers la fin de sa vie, il fut ruiné par la faillite des Bonaccorsi, auxquels

(1) *Cronica Sanese*, T. XV, p. 123.

(2) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 448.

(3) *Ibid.*, et *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 409.

(4) *E morì di tre persone le due .. .. fuorchè tiranni e grandi signori, non morì nessuno.* Cronaca Riminese, T. XV, p. 901.

(5) *Giov. Villani*, L. VIII, c. 36, p. 367.

il était associé; on a même écrit qu'il fut traîné en prison pour dettes. Les derniers livres de son histoire paraissent se ressentir de ses malheurs privés, et indiquer que l'auteur était devenu morose et défiant. Lorsqu'il mourut de la peste, en 1348, il devait être déjà parvenu à un âge assez avancé (1).

D'autres chroniques italiennes finissent à la même époque. Ce qui donne lieu de croire que leurs auteurs furent emportés par la même épidémie (2). Giovanni d'Andréa, le plus illustre des jurisconsultes d'Italie, à Bologne, et la célèbre Laure à Avignon, furent aussi victimes de ce fléau.

Pendant la durée de la famine et ensuite de la peste, les peuples d'Italie, accablés sous le poids de ces calamités, demeurèrent pour la plupart dans une inaction forcée. L'ambition et toutes les passions politiques ne pouvaient plus agir sur des hommes que la mort menaçait chaque jour, et qui ne connaissaient plus d'avenir. Cependant quelques révolutions éclatantes signalèrent cette époque même; ce fut au moment où la famine finissait à Pise, et où la peste allait y commencer, que cette ville se divisa en deux factions nouvelles, les Bergolini et les Raspanti, factions qui succédèrent à celles des comtes et des Visconti, dont on commençait à oublier les noms, et à celles des nobles et du peuple qu'on avait vues éclater depuis.

Le jeune comte Rénier, héritier de la famille de la Ghérardesca, et du crédit que cette maison exerçait depuis longtemps sur le parti populaire, était parvenu à sa dix-huitième année. Presque dès son enfance il avait été revêtu, comme par droit héréditaire, de la charge de capitaine-général de Pise; et la république avait été administrée, en son nom, par Dino de la Rocca, son parent, et par les principaux chefs du parti populaire. Mais, lorsque Rénier eut enfin des goûts et des volontés personnelles, des hommes qui avaient longtemps appartenu à un parti opposé à sa famille, réussirent à s'emparer de son esprit. Le plus distingué de ces nouveaux conseillers, qu'on appela *Bergolini*, à cause d'un surnom donné au jeune comte, était André Gambacorta, chef d'une famille qui devint bientôt la plus puissante de Pise, lorsque les anciennes

(1) *Tiraboschi, Storia della Letteratura italiana*, T. V, L. II. c. 6, § 14, p. 380.
(2) *Andrea Dei*, auteur de la Chronique de Sienne, et l'anonyme de Pistoie

maisons affaiblies par la peste eurent perdu presque tout leur crédit. Dino de la Rocca, qui était issu de la famille Ghérardesca, cherchait à tenir rassemblés les anciens partisans des comtes et les chefs du parti populaire : plusieurs maisons illustres de Pise étaient associées à sa cause (1), et occupaient encore avec lui les principales charges de l'État. Mais on les accusait d'avoir malversé dans l'administration des deniers publics, d'où leur vint le nom de *Raspanti*; et cette accusation qui prévenait contre eux le peuple, jointe à leur brouillerie avec le capitaine-général, pouvait, d'un moment à l'autre, les faire exclure de toutes les places (2).

Tandis que l'inconstance du comte de la Ghérardesca paraissait menacer Pise d'une révolution, ce jeune homme mourut, non sans qu'on accusât les Raspanti de l'avoir fait empoisonner. L'irritation des partis s'accrut encore par le soupçon de ce crime : en vain les magistrats faisaient punir de la manière la plus rigoureuse ceux qui, par des propos piquants ou des chansons populaires, entretenaient l'animosité des deux factions; en vain ils forcèrent les chefs à unir leurs familles par des mariages, à promettre d'observer la paix, à le jurer même sur l'autel ; une défiance mutuelle tenait chaque parti armé dans ses maisons, et prêt à combattre; chaque nuit un incendie allumé, pour exciter une sédition, éclatait dans quelque quartier : l'irritation allait croissant ; elle ne put plus être contenue ; et le 24 décembre, après un combat autour de la maison de Dino della Rocca, les Bergolini demeurèrent victorieux : les Raspanti furent chassés de la ville, et André Gambacorta fut mis à la tête de la république (3).

Mais cette révolution de Pise était peu de chose auprès de celles auxquelles la mort du roi André à Naples avait donné lieu dans l'Italie méridionale. Le roi Louis de Hongrie était déterminé à tirer vengeance du meurtre de son frère ; et ce fut au milieu des cala-

(1) Les Rau, Scacchieri, Benetti, Pandolfini, Rosselmini, Lei-Vernagalli, Scarsi, Botticella, et Lambertucci. — *Cronica di Pisa,* T. XV, p. 1018. — Avec Gambacorti, on voyait d'autre part Cecco d'Agliata, les Gualandi, Sismondi, Lanfranchi, et Baccaromi

(2) *Raspare* veut dire enlever en grattant; et figurément, faire sa main, voler dans une administration.

(3) *Cronica di Pisa,* T. XV, p. 1017-1020. — *B. Marangoni di Pisa,* p. 705. — *Giovanni Villani,* L. XII, c. 118, p. 990.

mités de la famine et de la peste qu'il accomplit ses projets. La résistance vigoureuse que les Vénitiens lui avaient opposée, en 1346, devant les murs de Zara, l'avait empêché de réunir cette ville à son royaume, d'établir par son port la communication de la Hongrie avec les provinces d'Apulie, au travers de l'Adriatique. Zara, que Louis n'avait pu délivrer, et qui avait soutenu avec obstination un siége de dix-huit mois, se rendit enfin aux Vénitiens, au mois de décembre 1326. Les Jadriotes parurent la corde au cou devant le sénat de Venise, pour demander pardon de leur rébellion (1) ; et le roi Louis, qui leur avait promis de les protéger, ajourna sa vengeance contre Venise, après celle qu'il voulait tirer de la reine Jeanne.

Ni l'élection de Charles IV, et la guerre qu'il excita en Allemagne, ni la mort de Louis de Bavière, ne firent renoncer le roi de Hongrie à l'expédition qu'il méditait. Il envoya devant lui son frère naturel, l'évêque des Cinq Églises, pour préparer les peuples en sa faveur. La ville d'Aquila ouvrit ses portes à ce prélat hongrois; presque toutes les Abruzzes aussi bien que le comte de Fondi, se déclarèrent pour lui (2). Le roi, qui avait communiqué à tous ses sujets le désir de vengeance dont il était lui-même animé, se mit en route plus tard. Il partit de Bude le 3 novembre 1347, avec une armée peu nombreuse, et un trésor considérable, aimant mieux solder des troupes en Italie que de les conduire de si loin (3).

L'armée hongroise prit la route de terre, et fit le tour du golfe Adriatique par Udine, Padoue, Vérone, Bologne et les villes de la Romagne. Le roi se présentait partout comme l'ami des petits seigneurs dont il traversait les États : il n'annonçait d'autre ambition que celle de venger son frère, et de punir un crime atroce; et, loin d'être arrêté dans sa route, il grossit son armée d'une foule de volontaires qui se mirent à sa solde (4)

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 433. *Chronicon Mutinense*, T. XV, p. 607.

(2) *Giov Villani*, L. XII, c. 88, p. 967.

(3) Giov. Villani dit qu'il n'avait que mille chevaliers. Bonfinius parle de dix-huit légions; mais il n'indique point de combien d'hommes elles étaient composées. *Rerum Hungaric. D. II*, L. X, p. 262.

(4) *Giov. Villani*, L. XII, c. 106, p. 983. — *M. Joh. de Thwrocz Chron. Hungaror.*, P. III, c 10, p. 180. — *Script Hung*, T. I.

L'Église parut, il est vrai, entreprendre la défense d'un royaume pour lequel aucun prince séculier ne voulait s'armer. Un légat du pape arrêta le roi de Hongrie à Fuligno; il lui défendit de nourrir davantage des projets de vengeance, puisque le juge député par le saint-siége avait déjà puni tous les vrais coupables : il lui déclara que la souveraineté de Naples appartenait à l'Église, et que c'était au successeur de saint Pierre qu'un chrétien devait recourir, non au sort des armes, pour faire valoir ses droits sur ce royaume feudataire. « Allez dire à notre saint-père, » répondit Louis, que plus de deux cents coupables demeurent encore impunis dans ce royaume, qui m'appartient par droit de » succession. Avec l'aide de Dieu, je compte bientôt y faire meilleure justice. Lorsque j'aurai mis la couronne de Naples sur » ma tête, je ne refuserai point à l'Église l'hommage et le tribut » que je lui dois. Si vous m'excommuniez, cependant, j'en appellerai à Dieu de votre sentence : il est plus grand que le » pape, et il connaît la justice de ma cause (1). »

Louis continua ensuite sa route; et, dans les premiers jours de décembre, il parvint sur les frontières du royaume. La reine Jeanne, le 20 août 1347, avait épousé Louis de Tarente, son cousin : par cette union avec l'un des meurtriers de son mari, elle ne laissait plus de doute sur sa participation au crime dont le roi de Hongrie l'accusait; les peuples invoquaient eux-mêmes un vengeur de cet attentat. Aquila, Sulmone et Sanguinetto ouvraient leurs portes aux Hongrois; les princes du sang, jaloux de l'élévation d'un de leurs égaux, se détachaient de Jeanne; le duc de Duraz se préparait à lui faire la guerre (2), et Louis de Tarente, qui s'était placé à Capoue pour disputer aux Hongrois le passage du Vulturne, voyait son armée diminuer chaque jour (3).

Mais Louis de Tarente n'eut pas même l'occasion de mettre à l'épreuve le courage de ses troupes, dont il se défiait. Le roi de Hongrie ne tenta point le passage du Vulturne : il prit la route du comté d'Alife, et, le 11 janvier, il arriva à Bénévent, avec une armée forte de six mille hommes de cavalerie pesante. Le trouble et l'effroi régnaient à Naples : le grand sénéchal, Nicolas des Ac-

(1) *Gior. Villani*, L. c. XII, 85, p. 106.
(2) *Ibid.*, c. 98, p. 976.
(3) *Dominici de Gravina, Chron. de Reb. in Apulia gestis*, T. XII, p. 576.

ciaiuoli, républicain florentin, qui, au milieu d'une cour corrompue, était demeuré fidèle aux principes d'une morale sévère, et qui s'efforçait désormais de sauver une reine dont il avait vainement voulu prévenir les fautes et les dérèglements, ne trouvait personne parmi les courtisans ou la noblesse, qui voulût le seconder. La ville ne songeait pas même à repousser les Hongrois; et Jeanne prit enfin le parti d'abandonner son royaume, sans avoir livré un seul combat pour le défendre: elle s'embarqua, le 15 janvier, à Naples, avec ses confidents les plus chers; elle fit porter sur sa galère le peu d'argent qui lui restait encore des trésors amassés par le roi Robert, et elle fit voile vers la Provence, où ses barons devaient lui faire éprouver à leur tour leur arrogance et leur mécontentement. Louis de Tarente et Nicolas des Acciaiuoli s'embarquèrent peu de jours après pour la suivre; et toutes les villes du royaume s'empressèrent d'envoyer à Louis de Hongrie des députations pour se soumettre à lui (1).

Les princes du sang qui n'avaient point suivi Jeanne dans sa fuite, hésitaient cependant encore à se mettre entre les mains du roi de Hongrie. Charles, duc de Duraz, surmonta le premier cette défiance, et dédaigna les conseils plus timides de ses amis. Il se rendit auprès du roi, son cousin; il lui fit hommage comme à son nouveau souverain, et il reçut de lui l'accueil le plus flatteur. Sur ses invitations, plusieurs fois répétées, ses frères et ses cousins se rendirent aussi auprès du roi, et ils furent reçus en grâce (2).

L'armée hongroise était parvenue à Averse; et Louis, avant de quitter cette ville, voulut voir le lieu où son frère avait péri. Il se rendit le 24 janvier, avec tous les princes du sang, au balcon même où le malheureux André avait été étranglé. Peut-être toutes les circonstances de ce crime, retracées si fortement à ses yeux et à sa mémoire, excitèrent-elles en lui un accès inattendu de fureur, qu'on prit pour la suite d'un plan perfide conçu d'avance; mais il se retourna avec emportement contre Charles de Duraz, qu'il appela un mauvais traître; il lui reprocha d'avoir, par ses intrigues, occasionné le meurtre d'André, auquel il espé-

(1) *Giov Villani*, L. XII, c. 110, p. 990. — *Gravina, Chr. de Reb. in Apul. gestis*, p. 578.

(2) *Dominici de Gravina, Chron Apul.*, p. 579.

rait succéder. « Il faut que tu meures, dit-il enfin, là où tu l'as » fait mourir. » Au même instant un Hongrois frappa le duc de Duraz à la poitrine; d'autres le saisirent par les cheveux, le jetèrent en bas du balcon d'où André avait été jeté, et le firent périr sur la même place (1). Les autres princes du sang furent arrêtés, et envoyés en Esclavonie. Un fils d'André et de Jeanne, déjà nommé duc de Calabre, avait été laissé par sa mère au château de l'Œuf; il fut aussi envoyé par Louis dans ses États héréditaires (2). Après ce jeune enfant le duc de Duraz était le plus proche héritier des deux trônes de Hongrie et de Naples; et, comme il avait épousé Marie, sœur de Jeanne, il avait réuni les droits de la famille de Robert aux siens propres. Des lettres de lui, que les Hongrois avaient surprises, indiquaient qu'en effet il avait nui à André à la cour du pape, peut-être dans l'espérance de le supplanter : mais il n'avait point trempé dans la conjuration de Louis de Tarente; il avait pris des premiers les armes pour le combattre : il avait été appelé auprès de Louis de Hongrie par les assurances les plus positives d'amitié et de bienveillance, il avait été invité à sa table, et il fut victime d'une perfidie qui souille seule le caractère chevaleresque du monarque hongrois.

Ce dernier prit ensuite pacifiquement possession de Naples et du royaume; et comme il ne rencontrait plus de résistance nulle part, il congédia les troupes mercenaires qu'il avait à sa solde, pour délivrer de leur oppression les provinces qu'il avait conquises. Parmi ces soldats se trouvait le même duc Guarniéri, qui, peu d'années auparavant, avait formé la grande compagnie et ravagé la Toscane et la Romagne. Guarniéri s'empressa de réunir les gens de guerre licenciés par le roi, pour en former une compagnie nouvelle, avec laquelle il entra, par Terracine, dans les États du pape. Cette troupe de brigands, plus régulièrement organisée que la première, devait plus longtemps aussi répandre la terreur dans toute l'Italie (3).

Cependant la peste avait commencé à se manifester dans le

(1) *Giov. Villani*, L. XII, c. 111, p. 991. — *Dominici de Gravina, Chron. Apul.*, p. 581.

(2) Tous ces princes furent enfermés au château de Wisgrade. *J. de Thwrocz*, *Chr. Hungar.*, T. III, p. 180, c. 11.

(3) *Giov. Villani*, L. XII, c. 112, p. 994.

royaume de Naples, et elle avait déjà frappé plusieurs serviteurs du roi de Hongrie. Les Napolitains, toujours plus disposés à la révolte qu'à la résistance, commençaient à montrer quelque mécontentement. Les Hongrois étaient impatients de quitter un pays où une prompte mort les menaçait tous. Louis confia le commandement des châteaux de Naples à Conrad Wolfart, surnommé Lupo, baron allemand, auquel il laissa douze cents hommes d'armes (1); il nomma son frère, Ulric Wolfart, gouverneur de la Pouille. A ces deux généraux il joignit Étienne, fils de Ladislas Laczk, vayvode de Transylvanie; et, sous prétexte de visiter lui-même les provinces conquises, il se rendit à Barlette, à la fin de mai 1348; il s'y embarqua sur un vaisseau léger, et passa, par l'Esclavonie, en Hongrie, avant que les Napolitains soupçonnassent seulement qu'il voulait quitter leur royaume (2).

Pendant que la peste durait encore dans toute sa violence, la reine de Naples, que ses barons mécontents avaient retenue quelque temps prisonnière en Provence, fut avertie que les Napolitains, déjà lassés du joug des Hongrois, soupiraient après son retour, et promettaient de la rétablir sur le trône : mais ses finances étaient complétement épuisées, son crédit était anéanti; et elle s'estima heureuse que le pape voulût bien acheter d'elle, au prix de trente mille florins, sa souveraineté sur Avignon. Clément VI, qui n'avait point voulu reconnaître Louis de Tarente comme roi de Naples, lui donna, à cette occasion, le titre de roi de Jérusalem (3). Les deux époux partirent ensuite avec dix galères génoises qu'ils avaient prises à leur solde, et, à la fin d'août 1348, ils arrivèrent à Sainte-Marie-del-Carmine, proche de Naples, où les barons napolitains s'étaient rendus pour leur faire hommage. Le duc Guarniéri, avec la grande compagnie, s'était mis à la solde de Jeanne; et la reine rentra en triomphe dans sa capitale, mais non

(1) *Dominici de Gravina, Chron.*, p. 586. — Bonfinius nomme ce général *Wolfart*, le surnom de *Lupo* ne sera sans doute qu'une traduction de son nom ; les Italiens en ont fait Guilforte. *Dec. II*, L. X, p. 263.

(2) *Matteo Villani*, L. I, c. 13 et 14, p. 22. Nous commençons ici à faire usage de cet historien, qui a continué la narration de son frère Giovanni avec plus de détails encore, puisqu'en onze Livres il comprend à peine l'histoire de seize ans. Il est imprimé, T. XIV, *Rer. Ital.*

(3) *Matteo Villani*, L. I, c. 10, p. 24.

dans son palais, qui était fortifié et occupé par les Hongrois (1).

Louis de Tarente entreprit avec assez d'activité de recouvrer, de concert avec le duc Guarniéri, le royaume qui appartenait à sa femme. Il se rendit maître en peu de temps de trois des forteresses qui commandent Naples; et il s'avança ensuite dans la Pouille, à la rencontre de Conrad Wolfart, qui, avec de l'argent reçu de Hongrie, avait levé une armée nombreuse (2). Mais, en combattant contre ces mercenaires avec des troupes également étrangères, Louis de Tarente fut obligé d'abandonner les provinces à leur discrétion, pour se concilier l'amour de ses soldats; car le général le plus impitoyable était sûr d'être le mieux obéi. Wolfart, qui ne gardait aucun ménagement avec les malheureux Apuliens, débauchait facilement les troupes de son adversaire. Il avait abandonné la ville de Foggia au pillage; et les habitants, dépouillés de tous leurs biens, avaient été soumis à d'horribles tortures par les Allemands, qui voulaient forcer ces malheureux à révéler de nouvelles richesses (3). Le duc Guarniéri, qui désirait avoir part à ce pillage, se laissa surprendre par Wolfart, à Cornéto, avec son armée; et, après avoir été fait prisonnier, il passa au service du roi de Hongrie (4). Louis de Tarente ne pouvant plus alors opposer aucune résistance, les provinces du royaume furent abandonnées à l'avidité de soldats étrangers, sans foi, sans honneur et sans pitié.

L'armée des mercenaires, après plusieurs mois de dévastations, avait enfin épuisé les ressources de cette riche contrée, lorsqu'un légat du pape vint trouver les capitaines allemands, au nom de la reine et de la ville de Naples, afin d'acheter d'eux, par une énorme contribution, une trêve de quelques mois. Les mercenaires se rassemblèrent alors à Averse, pour partager entre eux le butin qu'ils avaient accumulé dans cette ville. Ils avaient forcé, par des tourments prolongés, leurs prisonniers à faire passer dans leurs mains

(1) *Dominici de Gravina, Chron.*, p. 587.

(2) *Ibid.*, p. 594.

(3) *Ibid.*, p. 595. — Il faut voir dans Gravina le détail de ces cruautés, qui glacent l'âme d'effroi. Le récit de cet historien ne comprend que quatre ou cinq ans, mais il parle d'événements passés sous ses yeux, et auxquels il a souvent eu une grande part.

(4) La surprise de Guarniéri est attribuée, par M. Villani, à sa trahison, L. I, c. 35-40, p. 39, par Gravina, à son imprudence. *Chron. Apul.*, p. 590.

toute leur fortune, et tous les secours qu'ils pouvaient arracher à la pitié de leurs parents ou de leurs amis. Ils avaient levé de pesantes contributions sur toutes les villes auxquelles ils avaient fait grâce du pillage; et, indépendamment de tout ce qu'ils avaient consommé pendant la guerre, de tous les chevaux, de toutes les armes, de tous les joyaux qu'ils s'étaient appropriés, il leur restait à partager entre eux une somme de cinq cent mille florins. Après la division du butin, le duc Guarniéri avec le comte Lando et Gianni d'Ornich s'acheminèrent vers l'Italie septentrionale. Mais Conrad Wolfart demeura en Pouille, au service du roi de Hongrie, avec un autre aventurier, le frère de Montréal, chevalier de Jérusalem, que sa bravoure et sa cruauté rendirent bientôt également célèbre (1).

[1349] Au nord de l'Italie les républiques toscanes et les tyrans de Lombardie demeurèrent quelque temps dans un repos forcé, après la cessation de la peste, qui ne durait guère plus de cinq mois dans chaque pays. Occupés à réparer les pertes qu'ils avaient éprouvées, ou à rendre de la force au gouvernement, ils ne cherchaient pas de nouvelles querelles au dehors; et ils étaient trop faibles pour soutenir même les anciennes. L'extinction d'un nombre prodigieux de familles avait occasionné une foule de procès, pour régler la transmission des héritages demeurés vacants : la mortalité, bien plus grande parmi les pauvres que parmi les riches, avait privé de bras l'agriculture, les métiers et les fabriques. Les salaires s'étaient élevés à un prix inouï, et les ouvriers se livraient au plaisir et à la bonne chère; en sorte qu'ils faisaient moins d'ouvrage qu'on en aurait pu attendre d'eux. A Florence, la seigneurie, pour forcer le peuple à la sobriété, augmenta les gabelles sur les consommations; mais les ouvriers vivaient dans une telle aisance, qu'ils se plaignirent à peine des impôts les plus onéreux (2). Cependant ceux en qui le fléau qui venait de frapper l'espèce humaine avait éveillé un sentiment religieux, se préparèrent à profiter de l'indulgence plénière accordée par le pape Clément VI, pour l'année 1350, comme pour un jubilé cen-

(1) *Dominici de Gravina, Chron. de Reb. in Apul. gest.*, p. 679. — *Matteo Villani*, L. I, c. 30, p. 30.

(2) *Matteo Villani*, L. I, c. 57, p. 58. — La chronique de Sienne parle aussi de l'abondance après la peste, et du dérèglement du peuple, T. XV, p. 124.

tenaire. Dès le commencement de cette année, des fidèles, pleins de ferveur et d'humilité, se mirent en route de toutes les parties de l'Europe; ils supportèrent avec patience l'intempérie d'une saison qui fut très-rigoureuse, les glaces, les neiges, les pluies violentes qui avaient rompu presque tous les chemins. Comme les pèlerins remplissaient toutes les auberges, toutes les maisons qui bordaient les grandes routes, d'autres, et surtout des Hongrois et des Allemands, campaient par troupes nombreuses le long des chemins; ils allumaient des feux en plein air, ou ils se serraient les uns contre les autres pour résister au froid. Ces voyageurs religieux donnaient l'exemple de la charité chrétienne. Jamais on ne les entendit ou disputer entre eux, ou murmurer des incommodités qu'ils éprouvaient. Dans les hôtelleries, l'hôte ne pouvait suffire à régler les comptes des voyageurs; et cependant jamais on ne les vit partir sans laisser sur la table l'argent qu'ils devaient pour leur nourriture. Les petits princes, les villes et les particuliers, prirent à tâche de pourvoir à la sûreté de voyageurs si extraordinaires, et de maintenir l'ordre sur les grandes routes; en sorte que le voyage de Rome fut accompli par plusieurs millions de chrétiens, sans qu'un grand désordre fût la conséquence d'un si prodigieux concours (1).

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 50, p. 56.

CHAPITRE XI.

CLÉMENT VI ENTREPREND DE SOUMETTRE LA ROMAGNE. — LES PÉPOLI VENDENT BOLOGNE AUX VISCONTI. — INVASION DE LA TOSCANE PAR L'ARCHEVÊQUE DE MILAN; SON ARMÉE EST REPOUSSÉE. — PAIX ENTRE LE ROI DE HONGRIE ET LA REINE JEANNE DE NAPLES. — 1350 A 1351.

L'Église romaine, en publiant un jubilé au milieu du quatorzième siècle, avait donné pour motif de ce rapprochement d'une fête séculaire, l'injustice qu'éprouvaient les générations auxquelles ce moyen d'obtenir une indulgence plénière n'était pas accordé; elle avait voulu qu'une grâce si singulière fût à la portée de chaque homme, une fois dans sa vie. Mais des vues plus intéressées motivaient en secret cette décision. L'affluence des pèlerins à Rome y apportait d'immenses richesses : chacun d'eux faisait une offrande à chaque église; et le pape partageait ces offrandes, comme il partageait aussi, par les impôts, le bénéfice que les Romains retiraient du logement de tant d'étrangers. La même année [1350], la cour d'Avignon voulut faire servir à ses vues ambitieuses le trésor qu'elle avait amassé par la publication du jubilé.

L'État de l'Église, qui n'avait point encore été réduit sous l'obéissance des papes, quoique les empereurs leur en eussent abandonné la souveraineté, était alors partagé entre plusieurs petits tyrans, dont chacun avait soumis une ou deux villes à sa domination. Mais ces villes étaient les plus petites de l'Italie : le courage de leurs habitants s'était éteint dans la servitude; et les seigneurs ne pouvaient compter, pour leur défense, ni sur le nombre et la richesse des citoyens, ni sur leur énergie. Clément VI crut qu'il lui serait facile de faire reconnaître son autorité à tous ces petits souverains, au moment où la peste les avait réduits au dernier degré de faiblesse : il donna commission à Hector de

Durfort, son parent, qu'il avait créé comte de Romagne, de ramener, par la force ou la ruse, toutes les villes de son comté sous l'autorité de l'Église; il lui laissa pour cet objet la disposition d'une grosse somme d'argent; il lui donna quatre cents gendarmes provençaux; il obtint les secours des seigneurs de Lombardie, et il le mit enfin à la tête d'une armée de dix-huit cents chevaux (1).

La commission secrète d'Hector de Durfort était de dépouiller tous les tyrans de Romagne; mais le but avoué de son armement était d'attaquer et de punir Jean de Manfrédi, seigneur de Faenza, qu'une querelle privée avait détaché du parti des Guelfes et de l'Église (2). Durfort fit demander des troupes auxiliaires à la famille guelfe des Alidosi, qui gouvernait Imola, et aux seigneurs de Bologne Jean et Jacques de Pépoli, fils de Taddéo, mort deux ans auparavant. D'autre part, François des Ordélaffi, seigneur de Forli, Malatesta des Malatesti, seigneur de Rimini, et Bernardino de Pollenta, seigneur de Ravenne et de Cervia, jugèrent mieux de l'orage qui les menaçait : ils se réunirent au seigneur de Faenza, et ils prirent à leur solde le duc Guarniéri, auquel il ne restait plus que cinq cents chevaux de sa grande compagnie, les autres s'étant dispersés, pour dissiper dans les plaisirs le butin acquis pendant la campagne de Naples (3).

Le comte de Romagne attaqua, le 13 mai 1350, le pont de Saint-Procolo, qui lui ouvrait l'État de Faenza, et il l'emporta de vive force : mais il perdit ensuite près de deux mois au siége du château de Saléruolo, tandis qu'il aurait pu, en moins de temps, peut-être, soumettre la ville même de Faenza (4). Ses alliés, inquiets sur les conquêtes qu'il méditait, cherchaient à le retarder par d'inutiles négociations : mais le comte, de son côté, avait plus de talents pour les trahisons que pour la guerre. Au milieu des Romagnols, dont la perfidie avait passé en proverbe parmi les Italiens, un courtisan des papes d'Avignon avait encore l'avantage dans l'art de dissimuler. Le comte montrait aux Pépoli une confiance absolue : en même temps il complotait avec

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 58, p. 50.
(2) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 415. *Matteo Villani*, L. I, c. 55, p. 53.
(3) *Chronicon Estense*, T. XX, p. 456.
(4) *Matteo Villani*, L. I, c. 58, p. 50.

les citoyens de Bologne, pour faire assassiner ces deux seigneurs; et, lorsque ses intrigues furent découvertes, il sut si bien dissiper les soupçons des deux frères, qu'il engagea l'un d'eux à venir dans son camp, pour y être le médiateur d'un traité avec le seigneur de Faenza (1).

Jean de Pépoli avait, dans l'armée de l'Église, deux cents chevaux qu'il avait fournis au comte; il avait eu soin d'entretenir avec la plupart des officiers de cette même armée des relations d'amitié et d'hospitalité : lorsqu'il y arriva, le 6 juillet, accompagné par les premiers citoyens de Bologne, et par une garde de trois cents chevaux, il pouvait se croire dans son propre camp, entouré de ses partisans et de ses soldats; mais le comte, qui l'accueillait avec les démonstrations de la plus tendre affection et de la plus entière confiance, avait donné ordre à son maréchal de faire armer les capitaines qui lui étaient le plus dévoués, et de promettre à toute l'armée paye double et mois accompli (2), pourvu qu'elle ne mît pas d'obstacle à la surprise qu'il méditait.

Des rafraîchissements avaient été servis à Pépoli dans la tente du général; les gentilshommes bolonais, et les cavaliers venus de la ville, avaient été invités par les officiers et les soldats de l'armée à s'asseoir aux tables qui avaient été dressées pour eux dans différentes parties du camp : le seigneur de Bologne était demeuré presque seul avec le comte de Romagne, et il attendait avec impatience l'arrivée des officiers généraux qu'on avait appelés à un conseil de guerre. Le maréchal de l'armée se présenta enfin devant le pavillon du comte : à l'instant, les soldats dont il était entouré se jetèrent sur Jean de Pépoli, le saisirent et le renversèrent. Après l'avoir chargé de fers, ils le transportèrent à Imola, et l'enfermèrent dans la forteresse, sans que ce malheureux eût le temps d'appeler ses gardes à son secours. Un de ses pages, ayant élevé la voix pour le plaindre, fut tué à l'instant à ses pieds (3).

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 457. — *Cronica di Bologna*, p. 417.

(2) C'étaient les récompenses promises aux soldats après les plus grandes victoires. La solde était comptée par mois et non par jour, et le mois commencé était payé comme achevé.

(3) *Matteo Villani*, L. I, c. 61, p. 61 — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 418.

Mastino della Scala, qui avait contracté avec Durfort une secrète alliance, fit avancer ses troupes contre Bologne, aussitôt qu'il apprit l'arrestation de Jean de Pépoli. De son côté, le comte de Romagne abandonna la guerre qu'il faisait à ses ennemis, pour conduire son armée contre ses alliés; et, prodiguant les récompenses militaires pour des trahisons ou des conquêtes sans gloire, il promit une seconde fois à ses soldats une paye double, et de compter le mois commencé pour achevé, s'il prenait avec leur aide le château de Saint-Pierre, que les Bolonais ne songeaient point à défendre (1).

Jacques de Pépoli, qui était resté à Bologne, fut frappé comme d'un coup de foudre de l'arrestation de son frère, de la désertion de cinq cents gendarmes restés dans l'armée du comte, et de la guerre que lui faisaient les alliés qu'il avait secourus. Il écrivit de toutes parts pour se plaindre de cette insigne trahison, et demander assistance. Malatesta de Rimini et Ugolino Gonzague de Mantoue se rendirent en effet à Bologne, et lui offrirent leur alliance (2). Mais il importait davantage à Pépoli d'intéresser à sa cause les Florentins et le seigneur de Milan, qu'on regardait alors comme les deux premières puissances de l'Italie.

La république florentine n'avait pas lieu de se louer des Pépoli, qui avaient manqué à tous les engagements contractés par les Bolonais envers elle. Aussi la seigneurie répondit-elle aux ambassadeurs de Jacques de Pépoli que son honneur et ses principes ne lui permettaient point de prendre les armes contre l'Église en faveur d'un usurpateur, et que tout ce qu'elle pouvait faire pour lui et son frère, c'était de chercher par ses bons offices à les réconcilier avec le comte de Romagne : mais elle ajouta en même temps que si elle avait eu à défendre ses anciens alliés, les citoyens et la république de Bologne, elle n'aurait épargné ni les trésors, ni le sang florentin, pour assurer leur liberté. Cette déclaration, faite aux ambassadeurs dans une audience publique, fut bientôt rapportée à Bologne; le moment propice était enfin venu de secouer un joug odieux. « Mais, dit Mathieu Villani, les Bolonais, déjà

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 62, p. 62

(2) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 459

» avilis par des habitudes serviles, n'étaient plus dignes de la li-
» berté; leurs péchés la leur avaient fait perdre; leur pauvreté
» d'âme les empêcha de la recouvrer (1). »

La famille Bentivoglio mit beaucoup de zèle à calmer l'effervescence que le rapport des ambassadeurs avait excitée parmi le peuple de Bologne : ses chefs représentèrent avec chaleur les dangers d'une rébellion, le bouleversement des fortunes, les violences des soldats, la crainte d'une invasion étrangère. Mais la soumission des Bolonais ne leur épargna aucune des calamités qu'on leur représentait comme devant être les conséquences d'un effort généreux pour briser le joug. Jacques de Pépoli avait pris à sa solde le duc Guarniéri avec cinq cents chevaux; et le seigneur de Milan lui en avait envoyé cinq cents autres. Guarniéri demanda qu'on abandonnât une rue entière à ses soldats : il les mit en possession des maisons et de tous les biens qu'elles contenaient, et il en usa comme si la ville avait été prise d'assaut, ou livrée à sa discrétion. D'autre part, l'armée du comte de Romagne pillait les campagnes jusqu'aux portes et au pied des murs : en sorte que les Bolonais étaient également dépouillés par leurs propres soldats et par leurs ennemis.

On pouvait croire que Bologne ne tiendrait pas longtemps dans une situation si critique, lorsque les espérances des opprimés furent tout à coup réveillées d'une manière inopinée. Hector de Durfort avait promis deux fois à son armée des payes doubles et des récompenses militaires; mais, loin d'être en état de tenir parole, il était arriéré de plusieurs mois de solde courante, et il n'avait point d'argent pour satisfaire ses soldats. Une révolte dans son camp, où il fut menacé d'être gardé comme otage, rabaissa tout à coup son ambition et son orgueil; il se vit obligé à rendre la liberté à Jean de Pépoli, pour satisfaire, avec sa rançon, à l'avidité de ses troupes (2). Ce contre-temps lui fit prêter l'oreille à des conditions d'accommodement; et les Florentins, pour les faire admettre, s'empressèrent d'envoyer une ambassade solennelle à Bologne. Ils demandèrent que cette ville rentrât sous la protection

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 68, p. 65. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 410.

(2) Pépoli promit quatre-vingt mille florins pour sa rançon, il en donna vingt mille comptant, et livra ses trois fils en otage pour le reste. *Cronica Miscella di Bologna*, p. 410. — *Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, L. XXII, p. 198.

de l'Église; qu'elle fût remise en liberté, et gouvernée par le peuple comme elle l'était anciennement; qu'elle payât à saint Pierre le tribut accoutumé, et qu'en signe de soumission, elle admît dans ses murs le comte de Romagne avec une suite peu nombreuse; que les tyrans renonçassent à toute part au gouvernement; et que la réforme de l'administration s'accomplît sous la direction de commissaires florentins. Le comte et les Pépoli, également déchus de leurs prétentions, paraissaient se prêter à cet arrangement : cependant, lorsqu'ils prirent conseil des tyrans de Lombardie leurs alliés, Mastino della Scala, qui espérait s'emparer lui-même de Bologne, s'efforça de détourner le comte d'un pareil traité; et Visconti, par des motifs non moins personnels, y fit renoncer les Pépoli (1).

Les seigneurs de Bologne avaient fait choix des citoyens les plus distingués par leur patriotisme, de ceux que leurs talents, leurs richesses ou leur naissance désignaient comme les chefs naturels du peuple; et ils les avaient envoyés à Florence, pour traiter, de concert avec cette république, des moyens de rétablir la liberté bolonaise. Ricard Salicetti, chef de cette députation illustre, adressa à la seigneurie florentine, en présence du peuple assemblé, de touchantes actions de grâces pour l'affranchissement de sa patrie; il lui appliqua ces mots de son texte : *Ad Dominum cum tribularer clamavi*, et il promit, au nom des Bolonais, une reconnaissance éternelle pour le plus grand des bienfaits. Mais le lendemain de cette audience, on apprit à Florence que la députation bolonaise n'avait été qu'un stratagème des Pépoli, pour éloigner des citoyens qu'ils redoutaient; que, pendant leur absence, Bologne avait été vendue aux Visconti, et que cette ville était déjà en leur pouvoir (2).

Depuis l'année 1339 jusqu'en 1349, Luchino Visconti avait régné sur Milan et sur presque toute la Lombardie. De grands talents pour la guerre, une politique perfide, une dissimulation impénétrable, une jalousie féroce du pouvoir, une défiance à laquelle il sacrifia ses plus proches parents, paraissent être les traits principaux de son caractère. On loua beaucoup son amour pour la jus-

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 67, p. 68.
(2) *Ibid.*, c. 67, p. 68.

tice, ou plutôt la vigilance avec laquelle il maintint la police dans ses États, et la sévérité avec laquelle il punit les malfaiteurs; mais on ne devrait pas confondre sous le même nom l'amour d'un homme honnête et juste pour des règles immuables, et l'inflexibilité d'un despote jaloux de son autorité, qui conserve ou qui venge l'ordre qu'il a établi. Luchino aimait la louange, et il rechercha l'amitié de Pétrarque : les hommes puissants l'obtenaient aisément en flattant l'amour-propre du poëte vaniteux. Pétrarque envoya en effet une épître pompeuse à Luchino, pour célébrer ses vertus et sa gloire (1); mais à peine le tyran eut-il le temps de recevoir ces vers; il mourut le 23 janvier 1349, empoisonné par sa femme Isabelle de Fiesque, qui fut avertie à temps que, dans un transport de jalousie, son mari avait manifesté l'intention de lui donner la mort.

Jean Visconti, archevêque de Milan, succéda à son frère Luchino, et se trouva seigneur de seize des plus grandes villes de Lombardie (2). Ce fut lui qui entra en traité avec Jean de Pépoli, pour acheter Bologne : il promit aux deux frères deux cent mille florins pour la possession de cette ville, et il s'engagea à leur laisser la propriété des trois châteaux de San-Giovanni, Nonantola, et Crevalcuore (3). A ce prix, les Pépoli, qui avaient dû leur grandeur à la confiance des Guelfes leurs concitoyens, vendirent leur patrie à un tyran étranger, à un Gibelin dont les ancêtres avaient de tout temps été ennemis des leurs. Le mépris de toute l'Italie punit les Pépoli d'un marché si honteux (4). A Bologne, il excita l'indignation la plus violente; on criait avec rage dans les rues, *nous ne voulons point être vendus* (5). Mais les citoyens, découragés et privés de leurs chefs, n'osèrent pas prendre les armes : ils n'osèrent pas implorer l'aide des Florentins, qui partageaient leur ressentiment; et l'un des neveux de l'archevêque fut admis

(1) *Franc. Petrarcæ Familiares*, L. VII, epist. 15. — De Sade, Mémoires, T. II, L. III, p. 428.

(2) Milan, Lodi, Plaisance, Borgo San-Donnino, Parme, Crême, Brescia, Bergame, Novare, Como, Verceil, Albe, Alexandrie, Tortone, Pontrémoli et Asti.

(3) Le contrat de vente est rapporté dans Ghirardacci, en date du 16 octobre 1350. *Storia di Bologna*, L. XXII, T. II, p. 190.

(4) *Matteo Villani*, L. I, c. 68, p. 67.

(5) *Petri Azarii Novariens, Chronic.*, T. XVI, p. 326. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 420.

sans résistance dans la ville, avec quinze cents chevaux (1).

Le duc Guarniéri, ennemi personnel des Visconti, passa dans le camp du comte de Romagne, avec ses soldats, le jour où les troupes milanaises entrèrent dans Bologne; des renforts, envoyés par Mastino della Scala, arrivèrent en même temps à l'armée de l'Église, qui se trouva tout à coup plus nombreuse et plus formidable que jamais. Mais la cour d'Avignon faisait échouer tous les projets de ses généraux, par son avarice. Après avoir entrepris une guerre avec vigueur, et avoir promis des subsides considérables à ses alliés, elle manquait sans pudeur à ses engagements; elle refusait son argent au moment où il était le plus nécessaire, et elle abandonnait ses propres créatures, parce que tous ses revenus avaient été saisis par d'autres favoris. On n'envoya point au comte de Romagne la solde des troupes qu'il commandait. En vain celui-ci représenta au pape, son parent, à quel affront le nom de l'Église allait être exposé, et quel danger menaçait tout son patrimoine. Durfort ne put obtenir d'Avignon aucun subside; et il fut enfin obligé de consentir à ce que ses soldats traitassent avec son ennemi [1351]. Bernabos Visconti, qui commandait à Bologne, paya, avec l'argent destiné aux Pépoli, la solde des troupes qui l'assiégeaient; il prit quinze cents chevaliers de l'Église à son service; il obligea le reste à se retirer: il recouvra tous les châteaux que ses troupes avaient occupés, et il laissa le comte de Romagne retourner couvert de honte à Imola (2).

Cette déroute réveilla pour quelques moments l'orgueil et la colère de la cour d'Avignon. Clément VI renouvela, contre les Visconti, les procès commencés par Jean XXII, pour cause de schisme et d'hérésie. Il cita l'archevêque et ses trois neveux (3) à comparaître, le 8 avril 1351, devant le consistoire des cardinaux, pour se justifier de leur rébellion contre l'Église; et il envoya en Italie, avec le titre de légat, l'évêque de Ferrare, pour former une ligue contre les seigneurs de Milan (4).

(1) *Petri Azarii Chronicon*, T. XVI, c. 11, p. 325. — *Chron. Estense*, p. 402. — *Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXII, T. II, p. 204.

(2) *Matteo Villani*, L. I, c. 70, p. 69. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 403 — *Cronica Miscella di Bologna*, p. 423.

(3) Galéaz, Bernabos et Mattéo étaient fils de Stéfano, frère de l'archevêque, et le cinquième des fils du grand Mattéo Visconti.

(4) *Matteo Villani*, L. I, c. 70, p. 73.

Le légat se présenta d'abord devant l'archevêque Visconti, il le somma de restituer Bologne à l'Église, et de choisir ensuite entre l'état de prêtre et celui de prince, entre la puissance spirituelle et la temporelle. Visconti demanda au legat de répéter cette même sommation, le dimanche suivant, à l'église cathédrale, puisque ce n'était qu'en présence du peuple et du clergé, qu'un archevêque et un prince pouvait répondre à un tel message. Lorsque ce jour fut venu, et que Visconti eut célébré la messe avec beaucoup de solennité, le légat exposa, devant tout le peuple, l'ambassade dont il était chargé · l'archevêque, pour toute réponse, saisit d'une main la croix, et de l'autre il tira une épée de son fourreau. « Voici, dit-il, mes armes spirituelles et temporelles; » avec les unes, je défendrai les autres (1). »

L'archevêque promit néanmoins, ensuite, d'obéir à la citation du pape, et de se présenter en personne à Avignon. Il voulait effrayer la cour par une singulière fanfaronnade. Un de ses secrétaires se rendit à Avignon pour lui préparer des logements; il loua toutes les maisons qui étaient vacantes dans la ville et à plusieurs lieues à la ronde; il fit en même temps des approvisionnements immenses pour la nourriture et l'ameublement de son maître et de sa suite. Le pape, étonné de tant de mouvements, fit demander au secrétaire quelle suite l'archevêque comptait donc amener avec lui. Le secrétaire répondit qu'il avait ordre de préparer des quartiers et des vivres pour douze mille cavaliers et six mille fantassins, sans compter les gentilshommes milanais qui devaient suivre leur archevêque. Ses approvisionnements, ajouta-t-il, lui avaient déjà coûté quarante mille florins. Le pape, effrayé d'une pareille visite, fit prier Visconti de ne point se donner la peine de venir : il lui envoya même des députés pour entrer de loin en négociation avec lui; et avant la fin de l'année, il lui accorda, pour le prix de cent mille florins, l'investiture de Bologne, objet principal de la contestation (2).

L'évêque de Ferrare avait bien cherché, selon la commission

(1) *Corio Istorie Milanesi*, P. III, p. 224. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, T II, p. 210. — Jean Visconti se fit peindre lui-même dans la chapelle de l'archevêché qu'il avait bâtie, tenant à la fois la croix et l'épée. Le portrait est gravé dans Grævius, T. III, p. 306.

(2) *Corio Istorie Milanesi*, P. III, p. 224.

qui lui était donnée, à susciter des ennemis aux Visconti, et à former une ligue contre eux, mais les seigneurs de Lombardie qui avaient le plus à craindre de l'ambition de l'archevêque, étaient sans force pour lui résister. Jacques de Carrare l'ancien avait été assassiné par un bâtard de sa famille; en sorte que la seigneurie de Padoue avait été transférée à des jeunes gens sans expérience (1). Mastino della Scala mourut subitement le 3 juin 1351, à l'âge de quarante-deux ans, après en avoir régné vingt-trois. Son frère Albert, ne prenant aucune part au gouvernement, Mastino eut pour successeur, ses trois fils, Can Grande II, Can Signore, et Paul Alboin, dont aucun n'héritait des talents de son père (2). Les républiques de Florence, Sienne et Pérouse, avaient envoyé des députés à Arezzo, d'après la demande du légat, pour se concerter avec les seigneurs de Vérone et de Ferrare, sur les moyens de maintenir l'équilibre de l'Italie : mais Sienne et Pérouse, d'après leur éloignement de Milan, croyaient ne courir aucun danger, et ne voulaient faire aucun sacrifice à la cause commune, et la mort de Mastino fit abandonner à tous les députés une diète qui ne savait prendre aucune détermination. Can Grande, qui avait épousé une nièce de l'archevêque de Milan, saisit cette occasion pour contracter avec lui une étroite alliance (3).

Ainsi, la république de Florence était la seule qui eût assez de courage pour vouloir s'opposer aux progrès de la maison Visconti. La désertion de toutes les autres puissances, la laissait exposée en première ligne aux attaques de ce voisin dangereux. Tous les tyrans de Romagne, tous les gentilshommes gibelins de Toscane, s'alliaient au seigneur de Milan ; et une armée que ce dernier avait envoyée pour former le siége d'Imola, menaçait en même temps les frontières florentines, car la république ne pouvait pas se reposer sur les traités de paix qui subsistaient entre elle et le tyran (4).

Il fallait au moins s'assurer que les passages des montagnes ne seraient pas ouverts aux Milanais par les villes toscanes, qui se gouvernaient en liberté sous la protection de la république. Prato et Pistoia, deux cités situées dans la même plaine que Florence,

(1) *Cortusiorum Historia*, L. X, c. 4 et 5, p. 933.
(2) *Chron. Estense*, T. XV, p. 464. — *Chronicon Veronense*, T. VIII, p. 658.
(3) *Matteo Villani*, L. I, c. 76, p. 75.
(4) *Ibid.*, c. 77, p. 76. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 425.

étendaient leur juridiction sur les montagnes qui séparent la Toscane du Bolonais; et le gouvernement de ces deux villes, qui pouvaient devenir des places d'armes dangereuses, entre les mains des ennemis, n'inspirait aucune sécurité au parti guelfe. A Prato, la famille des Guazzalotti, élevée par la faveur des Florentins, était parvenue à un pouvoir presque tyrannique. Les anciens chefs de cette famille avaient été remplacés, à leur mort, par des jeunes gens vains de leur importance dans leur petite ville. Ils affectaient de s'y conduire en maîtres, et de braver les Florentins, leurs anciens protecteurs. Ils poussèrent leur arrogance jusqu'à condamner à mort deux citoyens innocents, sur un soupçon de conjuration, et à les faire exécuter, malgré les instantes prières de la seigneurie florentine. Celle-ci fit alors avancer ses milices jusqu'aux portes de Prato, et se fit confier la garde de la ville. En même temps elle traita avec la reine Jeanne, qui avait hérité du duc de Calabre, des droits ou plutôt des prétentions à la souveraineté de Prato; elle acheta ces droits pour dix-sept mille cinq cents florins, et elle réunit définitivement ce petit État au territoire florentin (1).

Les prieurs de Florence avaient aussi projeté de s'emparer par surprise, de Pistoia; et sans y être autorisés par le peuple ou les conseils de la république, ils avaient fait tenter une escalade dans la nuit du 26 mars 1351. Mais les Pistoiois, indignés de cette trahison, avaient repoussé avec fureur les assaillants, et paraissaient déterminés à renoncer au parti guelfe, et à leurs anciennes alliances, pour se venger d'une injuste agression. Les Florentins, d'autre part, quoiqu'ils blâmassent hautement la conduite de leurs prieurs, se trouvaient obligés à former le siége d'une ville qu'ils voyaient sur le point de se livrer aux Visconti. Cependant leurs milices évitaient de causer du dommage à d'anciens alliés qu'elles se reprochaient d'attaquer : les prieurs demandaient avec instance qu'on ouvrît une négociation; et ils réussirent enfin, par l'entremise de quelques gentilshommes guelfes, à conclure un accord entre les deux républiques. La liberté de la plus faible fut réservée en son entier; mais les Florentins furent autorisés à mettre garnison dans la citadelle de Pistoia, et dans les deux for-

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 71, 72, 73, p. 70. — *Jannotii Manetti, Histor. Pistoriens.*, L. III, T. XIX, p. 1061.

teresses de Serravalle et de la Sambuca (1). Quelques-unes des avenues de la Toscane parurent ainsi fermées au tyran de Lombardie; mais, d'autre part, des révolutions excitées par ses intrigues dans le voisinage de cette province, lui ouvraient de nouveaux chemins pour y pénétrer. Partout où un usurpateur s'élevait à la tyrannie, Visconti acquérait un allié, et la république trouvait un ennemi. A Orviéto, Bénédetto Monaldeschi, qui voulait s'emparer du pouvoir suprême, s'assura d'avance les secours de l'archevêque de Milan; il réunit dans sa maison ses satellites, et leur distribua des armes; il les avertit du signal auquel ils devaient paraître sur la place; ensuite il se rendit au conseil, pour y rencontrer deux de ses parents, les Monaldi des Monaldeschi, dont il connaissait trop l'intégrité pour espérer qu'ils consentissent à son usurpation. Il les prit à part dès que le conseil fut terminé; et, les conduisant devant sa maison, il les fit poignarder sous ses yeux. C'était le signal qu'attendaient les brigands rassemblés chez lui : ils remplirent aussitôt la place; ils prirent d'assaut le palais du gouvernement; ils pillèrent les maisons et les magasins des marchands; ils massacrèrent tous ceux qui firent résistance, et ils proclamèrent que Bénédetto de Bonconte Monaldeschi, était seigneur d'Orviéto. L'alliance de ce nouveau seigneur avec l'archevêque Visconti fut publiée peu de jours après (2).

Presque dans le même temps, Jean Cantuccio des Gabrielli s'empara de la seigneurie d'Agobbio, sa patrie, tandis que la plupart des citoyens de cette ville étaient absents, et gouvernaient, comme podestats, les autres cités d'Italie; car tous les gentilshommes d'Agobbio suivaient la carrière de la judicature, et aucune autre ville n'a fourni tant de recteurs aux républiques d'Italie. Une armée d'émigrés vint bientôt attaquer le nouveau tyran, et former, de concert avec les Pérousins, le siége d'Agobbio : mais Jean de Gabrielli, quoique guelfe d'origine, appela les Gibelins à son aide; les troupes de l'archevêque Visconti vinrent le défendre, et les assiégeants furent contraints à se retirer (3).

Les Ubaldini, les Ubertini, les Tarlati et les Pazzi s'étaient

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 95, 96 et 97, p. 91. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 426 — *Chron. Estense*, p. 464. — Cet accord fut conclu le 24 avril 1351

(2) *Cronica d'Orvieto*, T. XV, p. 657. — *Matteo Villani*, L. I, c. 80, p. 78.

(3) *Matteo Villani*, L. I, c. 81 et 82, p. 79

rendus à une diète que les Gibelins avaient tenue à Milan, au mois de juillet; on avait vu à cette même assemblée les ambassadeurs des Pisans, les Castracani, émigrés de Lucques, les comtes de Santafiora et de Spadalonga dont les fiefs impériaux s'étendaient dans les montagnes de Sienne, et les députés des seigneurs de Forli, de Rimini et d'Urbino. Tout annonçait l'orage prêt à fondre sur la république florentine : mais comme l'archevêque de Milan lui donnait chaque jour de nouvelles assurances de son désir de maintenir la paix et la bonne intelligence, les prieurs de Florence s'aveuglaient sur le danger dont ils étaient menacés, et ne prenaient aucune mesure pour s'en garantir (1).

Une prétendue conjuration avait été découverte à Bologne, par l'archevêque de Milan; il avait fait battre de verges, et enfermer dans un prison perpétuelle, l'un des Pépoli, avec ses enfants, afin de lui reprendre l'argent qu'il lui avait donné en achetant sa souveraineté (2). Tandis qu'on était occupé à Florence de cette nouvelle, on apprit tout à coup qu'un émigré de Pistoia avait surpris le château de la Sambuca, qui commandait les passages de l'Apennin, et bientôt après que Jean d'Oleggio, général du seigneur de Milan, était arrivé à quatre milles de Pistoia, avec une partie de l'armée, qui, auparavant, formait le siége d'Imola (3).

Heureusement Jean d'Oleggio s'arrêta deux jours au pied de l'Apennin, pour attendre le reste de ses troupes. Cinq cents cavaliers et six cents fantassins de Florence eurent le temps de se jeter dans Pistoia, le 28 juillet, avant que la ville fût assiégée; et ils réparèrent ainsi par leur zèle, la négligence des magistrats (4). Mais la conjuration formée contre Florence dans la diète des Gibelins, à Milan, éclata de toutes parts. Les troupes rassemblées dans les diverses places de Lombardie, marchaient toutes vers la Toscane, les seigneurs de la Vénétie et de la Romagne fournissaient leurs contingents à l'armée milanaise; les Ubaldini mettaient sous les armes tous leurs vassaux des Apennins; avec ces montagnards, ils brûlèrent Fiorenzuola, dont les fortifications n'é-

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 77, p. 76; L. II, c. 2, p. 97.

(2) *Chronic. Estense*, T. XV, p. 465 — *Matteo Villani*, L. II, c. 3, p. 98 — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 423

(3) *Matteo Villani*, L. II, c. 4, p. 99. — *Petri Azarii Chron.*, c. 11, p. 397. — *Cronica di Bologna*, p. 424

(4) *Ibid.*, L. II, c. 5, p. 100.

taient pas encore relevées, et ils prirent Montécolorélo (1). Pierre Saccone des Tarlati, le plus redoutable partisan qu'eût produit l'Italie, ravageait, avec les Ubertini et les Pazzi, tous les environs de Bibbiéna (2). On tremblait à Florence que les Pisans ne se joignissent à tant d'ennemis; car on savait qu'aussi bien que les autres Gibelins, ils avaient envoyé des députés à la diète de Milan : néanmoins la crainte de favoriser l'agrandissement d'un tyran l'emporta, dans les conseils de Pise, sur la fureur de l'esprit de parti; et la république refusa de prendre les armes contre un peuple, rival il est vrai, mais qui soutenait seul en Italie la cause de la liberté (3).

Les Florentins envoyèrent des députés à Jean Visconti d'Oleggio, pour lui demander raison d'une agression qui n'avait point été précédée par une déclaration de guerre, tandis qu'ils savaient n'avoir pas donné un seul sujet de plainte à l'archevêque de Milan, son maître, et qu'ils n'avaient aucun démêlé avec lui. Oleggio les reçut en présence de son conseil de guerre, et il leur répondit en ces termes :

« Messire l'archevêque de Milan est un seigneur puissant, bien- » faisant et gracieux ; ce n'est pas volontiers qu'il fait souffrir » personne. Partout où s'étend sa puissance, il apporte la paix et » la concorde, et plus qu'aucun seigneur il aime et maintient la » justice. Ce n'est point dans de mauvais desseins qu'il nous a en- » voyés ici ; au contraire, c'est pour y rétablir l'union et la paix ; » c'est pour détruire les dissensions et les haines secrètes qui divi- » sent les peuples de Toscane. Il connaît la discorde, la rancune, » les factions qui troublent Florence et ruinent les autres commu- » nautés de cette contrée; il nous a envoyés pour les éteindre » et vous ramener à un gouvernement plus sage, par ses con- » seils et sa protection. Il a pris la résolution invariable de réfor- » mer les abus dans toutes les villes de Toscane : s'il ne peut » y parvenir par la douceur et la persuasion, il y réussira par » sa puissance. Il nous a ordonné de conduire son armée aux » portes de votre ville, de vous combattre par le fer et le feu, » et de livrer vos biens au pillage, jusqu'à ce que, pour votre

(1) *Cronico di Bologna*, L. II, c. 7, p. 101.
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.*, c. 4, p. 100.

» propre avantage, vous vous soyez pliés à faire sa volonté (1). »

Les gouvernements souillés par l'injustice et la trahison ont invoqué souvent les noms de la vertu et de l'honneur, et ont prêté à une ambition effrénée le langage de la modération et de la justice : ils peuvent bien, sous leur empire, faire taire toute autre voix que la leur ; mais ils n'en imposent pas plus à la postérité, qu'ils ne trompent ceux à qui ils adressent leurs proclamations. Les manifestes dans lesquels ils consignent leurs mensonges, ne seront point conservés comme des monuments historiques qui puissent faire connaître les faits ou les intentions de ceux qui les ont publiés, mais comme des témoignages irrécusables de leur bassesse et de leur fausseté. Les ambassadeurs florentins, auxquels Visconti d'Oleggio refusa des passe-ports pour se rendre à Milan auprès de l'archevêque, revinrent exposer à la seigneurie la réponse à la fois hypocrite et altière qu'on leur avait donnée : elle fut communiquée au peuple, et consignée dans les chroniques ; et par l'indignation qu'elle excita, elle fournit à la république de nouvelles forces.

Les Florentins envoyèrent tout ce qu'ils avaient de troupes soldées dans les deux villes de Prato et de Pistoia ; la défense des autres lieux forts fut confiée à leurs habitants, et les milices bourgeoises entreprirent elles-mêmes la garde des murs de la capitale. La seigneurie, surprise au milieu de la paix, n'avait point à sa solde de capitaine de guerre, ou d'armée en état de tenir la campagne ; tandis que Visconti d'Oleggio commandait, dans la plaine de Pistoia, cinq mille cuirassiers à cheval ; deux mille hommes de cavalerie légère, et six mille fantassins. Avec ces forces redoutables, le général milanais vint établir son quartier dans les villages ouverts de Campi, Brozzi et Pérétola, et il étendit ses dévastations jusqu'aux portes de Florence (2).

Mais les paysans, à l'arrivée de l'armée ennemie, s'étaient hâtés de mettre en sûreté tout ce qu'ils avaient de précieux ; ils s'étaient enfermés dans les lieux forts, avec leur bétail et leurs provisions de bouche. Les Milanais commencèrent bientôt à souffrir du manque de vivres, aussi bien que de la chaleur, qui était extrême. Pour se procurer des munitions, même pour parler à un paysan,

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 8, p. 102.

(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 9, p. 103. — *Chronicon Estense*, p. 468. — *Chronicon Mutinense, Joh. de Bazano*, p. 617.

ou entrer dans une maison, il fallait commencer par faire un siége; car la campagne n'était point habitée, et tous les cultivateurs vivaient dans des châteaux fortifiés. Oleggio, ne pouvant subsister plus longtemps dans la plaine florentine, en sortit par le val de Marina, qui conduit dans le Mugello; et, après s'être reposé quelques jours, il entreprit le siége de Scarpéria (1).

La bourgade de Scarpéria était mal fortifiée; elle n'avait de mur que d'un seul côté, tandis que de l'autre elle avait pour toute défense un fossé avec une palissade; et derrière ce fossé, les murs des premières maisons. La garnison était composée de deux cents cuirassiers et trois cents fantassins, tandis qu'Oleggio avait joint à son armée, déjà considérable, tous les Gibelins des Apennins, en sorte que ses troupes paraissaient couvrir toute la campagne. Cependant les commandants de Scarpéria, sommés de se rendre, répondirent qu'ils se sentaient les moyens de défendre pendant trois ans la forteresse qui leur était confiée, et ils repoussèrent avec vigueur un premier assaut qui leur fut livré le 20 août (2).

Pendant que l'armée de Visconti était retenue devant Scarpéria, les Florentins rassemblaient des hommes d'armes à leur solde; mais aucun capitaine ne voulait entrer à leur service, pour ne pas s'attirer l'inimitié du seigneur de Milan. Il fallut donc renoncer à tenir la campagne, et donner à des citoyens florentins le commandement des compagnies que levait la république, pour fortifier les châteaux du Mugello et les passages des montagnes. Les paysans venaient se ranger sous les drapeaux de ces commandants divers; des escarmouches journalières les accoutumaient aux armes; les convois de Lombardie qui alimentaient l'armée des Visconti étaient fréquemment enlevés, les Siennois avaient envoyé aux Florentins un corps de troupes auxiliaires (3). Les Pisans avaient refusé obstinément de faire cause commune avec l'archevêque, et de violer leur traité de paix (4). A Florence, l'ordre public et la tranquillité se maintenaient malgré la guerre : les citoyens désarmés s'occu-

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 11 et 12, p. 105.

(2) *Ibid.*, c. 15, p. 108. — *Petri Azarii Notar. Novariensis Chron.*, p. 328.

(3) *Agnolo di Tura Cronica di Siena*, T. XV, p. 126.

(4) *Matteo Villani*, L. II, c. 20, p. 112. — *Cronica di Pisa*, L. XV, p. 1025. Mais il y a erreur dans les dates. Elle place ces événements à l'année 1354 pisane, ou 1353 vulgaire. — *Bern. Marangoni, Chron. di Pisa*, p. 709.

paient de leur commerce, et la banque ou le *monte* continuait ses payements sans témoigner de défiance. Les soldats milanais souffraient presque seuls des hostilités qu'ils avaient commencées.

Cependant le château de Scarpéria était attaqué avec obstination; les machines des assiégeants ne cessaient, ni le jour ni la nuit, d'y lancer d'énormes quartiers de rocher; la garnison, affaiblie par une suite de combats, commençait à prévoir qu'elle ne pourrait pas tenir longtemps encore contre des forces tellement supérieures, et elle demandait du secours : la cavalerie auxiliaire que les Florentins attendaient de Pérouse n'avait pu leur parvenir; elle était tombée dans une embuscade dressée par Pierre Saccone des Tarlati, et elle avait été dévalisée (1). La seigneurie, n'ayant pas à la tête de ses troupes un général expérimenté, n'osait point hasarder la bataille pour délivrer Scarpéria. Elle essaya plutôt de faire passer des renforts dans ce château. Deux citoyens courageux, un Giovanni Visdomini et un Médici, qui tous deux suivaient le métier des armes, entreprirent de conduire, l'un trente cuirassiers, l'autre quatre-vingts fantassins d'élite, au travers du camp des assiégeants, jusque dans les murs de Scarpéria. Tous les soldats dont ils firent choix étaient allemands; l'armée des Visconti était surtout composée de mercenaires de cette nation, la communauté de langage facilita la marche des aventuriers qui voulaient pénétrer dans le château : la nuit les favorisait; la connaissance parfaite des lieux et la surprise de leurs ennemis servirent leur hardiesse, et ils parvinrent à Scarpéria, où cette poignée de braves gens fut reçue avec des transports de joie (2).

Lorsque Visconti d'Oleggio vit que la perte occasionnée aux assiégés par ses balistes et la grêle de traits lancés sur eux ne les déterminait point à se rendre, il résolut d'emporter les murs de la place à la pointe de l'épée. Il avait fait préparer toutes les machines de guerre alors en usage pour l'attaque des villes; des tours mouvantes de bois, des beliers armés d'un crochet, des échelles, et il avait fait remplir les fossés de fagots. Le premier dimanche d'octobre, il donna un assaut général; mais les assiégés, inébran-

(1) *Matteo Villani*, c. 22, p. 115. — *Cronaca d'Arezzo, in terza rima di Ser Gorello*, T. XV, c. 6, p. 838.
(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 25, p. 115.

lables à leur poste, renversaient avec des pieux ceux qui montaient les échelles, ou qui s'avançaient sur les ponts des tours mouvantes; ils faisaient pleuvoir sur les autres la poix bouillante, les pierres et les traits : ils ne laissaient pas un instant dégarni le plus étroit espace de mur; ils faisaient rouler les uns sur les autres, les assaillants qui s'élevaient successivement jusqu'aux créneaux de la muraille et qui retombaient dans le fossé, couverts de blessures. Oleggio avait compté vaincre les défenseurs de Scarpéria par l'épuisement de la fatigue; et il amenait successivement à l'assaut ses divers corps d'armée, opposant chaque demi-heure des troupes fraîches à des soldats harassés par le combat. Mais les assiégés, animés par leur succès, semblaient ne pas ressentir leur fatigue : les assaillants, au contraire, perdaient courage en apprenant les pertes éprouvées par leurs devanciers. Après que l'attaque eut duré six heures, Oleggio fit retirer ses troupes, et abandonna devant les murs soixante-quatre échelles qui furent prises par les assiégés (1).

Le général milanais essaya ensuite de pénétrer dans Scarpéria, par une mine : la galerie qu'il avait creusée fut éventée, et ses mineurs en furent chassés avec perte (2). Après quatre jours de repos, il donna un second assaut général, qui ne fut ni moins long, ni moins acharné que le premier; mais ses troupes furent repoussées avec plus de honte encore. Toutes les machines qu'elles avaient approchées des murs, et les tours mouvantes elles-mêmes, qu'on ne pouvait reconstruire sans de longs travaux, furent brûlées dans une sortie (3). La nuit même qui suivit ce combat, les habitants de Scarpéria furent attaqués par surprise : Oleggio avait promis à ses connétables allemands, pour la prise de ce petit château, outre la paye double et le mois accompli, un présent de dix mille florins. A minuit, comme les assiégés pansaient leurs blessés, ou réparaient leurs forces par le sommeil, le signal fut donné dans le camp milanais de courir aux armes. Les rayons de la lune tombaient obliquement sur le château, ils éclairaient le camp et l'intervalle qui le séparait des murs, tandis que les bâtiments de Scarpéria jetaient sur le côté opposé une ombre obscure et prolongée.

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 29, p. 120.
(2) *Ibid.*, c. 30, p. 121.
(3) *Ibid.*, c. 31, p. 121.

Dans cet espace sombre, Oleggio avait placé trois cents sergents d'armes avec des échelles. Tout le reste de l'armée s'avançait au bruit des fanfares, et en poussant de grands cris, du côté que la lune éclairait. Le général milanais ne doutait pas que, dans la première surprise d'une attaque nocturne, tous les habitans de Scarpéria ne se portassent vers le mur qu'ils verraient menacé. Mais une meilleure discipline était établie dans le château. Dès que l'alarme avait été donnée, chacun s'était rendu en silence à son poste; les assiégés garnissaient le mur, et cachaient leurs lumières et leurs armes : ils permirent aux assaillants d'avancer jusqu'au pied de la forteresse ; ils laissèrent les trois cents sergents passer avec leurs échelles, les deux fossés, et commencer à escalader le mur dans l'obscurité. Tout à coup les assiégés se firent voir, et, poussant de grands cris, ils accablèrent les assaillants des pierres qu'ils avaient préparées ; ils renversèrent leurs échelles, et les culbutèrent eux-mêmes dans le fossé. Du côté que la lune éclairait, le combat se prolongea davantage : mais, au point du jour, Oleggio fit sonner la retraite ; et il renonça à soumettre un petit château devant lequel toute la puissance des Visconti était venue se briser (1).

En effet, les vivres commençaient à manquer aux soldats, et le fourrage aux chevaux; la saison devenait mauvaise, et le camp milanais se remplissait de malades et de blessés. Oleggio, après avoir séjourné quatre-vingt-deux jours sur le territoire florentin, et avoir assiégé inutilement un faible château pendant soixante et un jours, leva son camp le 16 octobre, et retourna dans l'État de Bologne, par des chemins dont les gentilshommes gibelins ses alliés étaient maîtres (2).

Après la retraite de l'armée milanaise, les Florentins s'occupèrent des moyens de se garantir à l'avenir d'invasions semblables. Ils fortifièrent tous les passages des Apennins; ils prirent à leur solde un grand nombre de gens de guerre ; ils augmentèrent les impôts, de manière à se procurer un revenu annuel de trois cent soixante mille florins; enfin, ils conclurent, au mois de décembre, une alliance défensive avec les trois communautés de

(1) *Matteo Villani*, L. II. c. 32, p. 122. -*Annal. Caesenates*, T. XV, p. 1181.
(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 33, p. 124.

Pérouse, Sienne et Arezzo. Les quatre républiques s'engagèrent à tenir constamment sur pied une armée de trois mille gendarmes, pour la défense de leur liberté. Mais Florence seule en avait déjà plus que ce nombre sous les armes (1).

La puissance des Gibelins de Lombardie avait jusqu'alors trouvé son contre-poids dans celle de la maison guelfe qui régnait à Naples : mais depuis que Jeanne avait succédé au sage Robert, toutes les forces des souverains et du peuple, consumées dans une affreuse guerre civile, semblaient comme anéanties; et les Florentins, pressés par l'archevêque de Milan, tournaient avec anxiété leurs regards vers l'héritière de cette maison d'Anjou, qui, loin de pouvoir les défendre, avait elle-même besoin de leur protection.

Le roi de Hongrie avait repassé l'Adriatique, en 1350, pour conduire dans le royaume de Naples dix mille hommes de cavalerie, qui l'avaient suivi dans des bateaux ouverts (2). Il n'avait point de galères pour protéger sa navigation; de sorte que, si Jeanne n'avait pas laissé dépérir sa marine, elle aurait pu bien aisément arrêter les Hongrois, ou couler à fond les barques dans lesquelles ils se hasardaient. Les troupes que, par une impardonnable négligence, elle avait laissé débarquer dans le royaume, le traversèrent avec facilité; elles soumirent presque toutes les villes des deux provinces nommées principautés, et formèrent ensuite le siége d'Averse, la seule place qui essayât de se défendre. Mais les Hongrois servaient leur roi en vertu de leur allégeance féodale; ils ne recevaient point de solde de lui, et, au bout d'un terme assez court, ils avaient le droit de rentrer dans leurs foyers. Averse ne fut prise qu'à l'époque où finissait leur engagement, en sorte qu'ils demandèrent à retourner en Hongrie. Le roi lui-même, fatigué de ses guerres d'Italie, perdait l'espérance de conquérir des États où il ne lui convenait pas de resider; et il languissait de reprendre le chemin de son royaume. La reine Jeanne, de son côté, était réduite au dernier degré de faiblesse : elle demandait la paix avec instance, des conférences s'ouvrirent, et, au mois d'octobre 1350, une trêve fut conclue, qui devait durer jusqu'au 1er avril 1351. On convint que, jusqu'à cette époque,

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 46. p. 135.
(2) *Joh. de Thwrocz Chron. Hungarør*, P. III, c. 17, p. 182

chacun garderait ses possessions; que les deux rois et la reine sortiraient du royaume; et que le pape, dans son consistoire, demeurerait seul juge de l'attentat commis contre le roi André. Si la cour d'Avignon prononçait que la reine s'en était rendue coupable, elle devait perdre son royaume, qui passerait au roi de Hongrie. Si la cour la déclarait innocente, le roi devait renoncer à toutes ses conquêtes, moyennant le payement de trois cent mille florins, pour les frais de la guerre. A ces conditions, Louis de Hongrie retourna dans ses États, après avoir choisi pour ses lieutenants, le chevalier de Montréal, dans la terre de Labour, et Conrad Wolfart, en Pouille (1).

En conséquence de cette trêve, le roi de Hongrie et la reine Jeanne envoyèrent des ambassadeurs à la cour d'Avignon, pour instruire de nouveau le procès sur la mort du roi André. Mais les Hongrois, qui croyaient désormais avoir suffisamment vengé ce meurtre, mettaient peu de chaleur à poursuivre leur accusation; le pape et les cardinaux étaient entièrement dévoués à la maison de Provence : cependant le crime de Jeanne était si évident, qu'ils ne savaient comment s'y prendre pour la disculper sans se déshonorer eux-mêmes. Après avoir longtemps différé de juger ce procès, ils adoptèrent enfin un expédient qui fait voir combien peu la reine se confiait en la justice de sa cause. Les commissaires de Jeanne déclarèrent que, si l'on pouvait en effet prouver que cette princesse eût commis le crime dont on l'accusait, on ne devait attribuer sa faute, ni à son intention, ni à sa mauvaise volonté, mais reconnaître qu'elle avait cédé à la force des sortiléges, et que la faiblesse d'une femme n'avait pu résister à la puissance des esprits infernaux. Ces commissaires confirmèrent leur étrange justification par les dépositions de plusieurs témoins assermentés; et, comme les juges auxquels ils s'adressaient ne demandaient qu'un prétexte pour prononcer en leur faveur, ces juges déclarèrent Jeanne innocente du crime commis contre André, et abolirent l'accusation qui avait longtemps pesé sur elle (2).

La paix du royaume de Naples ne fut cependant point une conséquence immédiate de cette sentence, parce que la cour d'Avi-

(1) *Matteo Villani*, L. I, c. 95, p. 88. — *Chron. Estense*, p. 462. — *Vita Nicolai Acciainoli à Matth. Palmerio*, T. XIII, p. 1214.

(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 24, p. 116.

gnon trouvait son avantage à prolonger l'anarchie. Clément VI n'avait voulu donner à Louis de Tarente, l'époux de Jeanne, aucun autre titre que celui de roi de Jérusalem; il n'avait point voulu ratifier le traité de paix entre lui et le roi de Hongrie. Les Hongrois, il est vrai, s'étaient retirés du royaume; mais Louis de Tarente avait à combattre ses propres barons, et nulle part il ne trouvait d'obéissance. L'argent lui manquait, non-seulement pour maintenir une armée, mais même pour parer à ses plus pressants besoins. Il s'était avancé jusqu'à Sulmone, dans l'intention de réduire les rebelles de Pouille; et là, il se voyait abandonné de ses soldats, et en dérision à sa noblesse, tandis que les principales villes de son royaume refusaient de lui ouvrir leurs portes. Dans cette situation presque désespérée, il reçut la nouvelle, au mois de décembre 1351, que le pape venait de le reconnaître, en plein consistoire, pour roi de Naples et de Sicile. La conscience du pontife s'était réveillée tout à coup, lorsqu'une grave maladie l'avait mis aux portes du tombeau, et il montrait dès lors l'impatience la plus vive de rendre la paix à l'Italie (1).

Dans un second consistoire, auquel assistèrent, le mois suivant, l'évêque de Cinq-Églises et Conrad Wolfart, comme plénipotentiaires du roi de Hongrie, Clément VI confirma la trêve qui existait entre les deux monarques, et la changea en une paix perpétuelle. Il reconnut Louis de Tarente et Jeanne de Provence comme roi et reine de Naples. Il consentit, en qualité de seigneur suzerain, que le royaume fût grevé par eux, à certains termes, du payement de trois cent mille florins, qui avaient été promis pour frais de la guerre. Les ambassadeurs de Hongrie prirent alors la parole, et, contre l'attente de tout le monde, ils déclarèrent que le roi leur maître, n'ayant point fait la guerre en Italie pour amasser de l'argent, mais pour venger le sang de son frère, tenait quitte volontairement le roi, la reine et le royaume, des trois cent mille florins qui lui étaient promis, et remettait Jeanne, sans conditions, dans l'entière jouissance de l'héritage de ses pères (2).

(1) *Matteo Villani*, c. 61, p. 131.

(2) *Ibid.*, l. II, c. 65, p. 150. — *Bonfinius Rer. Hungaric. Dec. II*, L. X, p. 207. — Le roi relâcha en même temps les princes du sang détenus à Wisgrade, et il les renvoya jusqu'à Venise. — *Joh. de Thwrocz, Chron. Hungar.*, P. III, c. 25, p. 186.

CHAPITRE XII.

COMMERCE ET COLONIES DES ITALIENS DANS LE LEVANT. — GUERRE DES GÉNOIS AVEC LES GRECS, AVEC LES VÉNITIENS. — BATAILLE DU BOSPHORE. — 1348 A 1352.

L'Italie défendait avec peine son indépendance contre les Visconti. Cette race de tyrans était généralement désignée par le nom du serpent qu'elle portait dans ses armes. Elle employait alternativement contre ses voisins la ruse ou la violence, la perfidie ou la surprise, pour détruire leur liberté; et les écrivains du temps avaient coutume de dire que la *couleuvre* (1) des Visconti engloutissait les États les plus faibles, ou répandait son poison sur les autres, pour les faire tomber à leur tour. Mais la mer était demeurée le sanctuaire de la liberté; deux républiques italiennes s'en partageaient l'empire, et elles ne souffraient sur l'Océan la rivalité d'aucun souverain despotique. Il n'est pas facile d'asservir des hommes dont la vaste mer est la patrie, et qui rejettent, en quittant le rivage, le joug qu'on voudrait leur imposer; des hommes que la force ou l'intérêt n'attachent point à la terre, et qui ne tiennent au sol qui les a vus naître que par des liens d'amour. La liberté de Gênes était plus orageuse, celle de Venise plus calme et plus forte; mais les citoyens de ces deux villes avaient également cette énergie, ces passions généreuses qui conservent aux peuples leur indépendance et leur gloire, qui assurent aux individus des succès dans toutes les carrières, et qui les rendent propres à briller par les armes, à s'immortaliser par les lettres, ou à s'enrichir par le commerce et la navigation.

(1) Les Visconti, dans le langage consacré au blason, *portent d'argent, au serpent d'azur, couronné d'or, péri en pal, de trois tours, engloutissant un enfant de gueules*. D'où vient que tous les écrivains italiens ont désigné les Visconti par le nom de *Biscia* ou *Biscione*, une couleuvre.

Les Aragonais, ou plutôt les Catalans, avaient aussi une marine; et on les considérait alors comme la troisième puissance maritime de l'Europe. A cette époque, ils n'étaient guère moins libres que les Vénitiens ou les Génois. Dans leur union de 1347, contre le roi Pierre IV, dit le Cérémonieux, ils avaient soutenu leurs droits avec la plus courageuse fermeté (1). Ce prince, après avoir vaincu ses sujets dans une suite de combats, se fit apporter le livre des lois, et se blessant à la main, il fit couler son sang sur le privilége de l'Union, afin, dit-il, d'abolir et d'effacer par le sang d'un roi une loi qui avait coûté tant de sang au peuple. Mais il n'osa point porter d'autre atteinte aux libertés de ses sujets; il connaissait leur fierté indomptable et leur attachement à leurs priviléges : il augmenta plutôt les prérogatives du justicier, le grand représentant des droits du peuple, et il laissa Barcelonne jouir, sous la protection d'un roi, de tous les avantages d'une république (2).

Cinquante ans auparavant, les Siciliens et les Napolitains tenaient encore une place distinguée parmi les puissances maritimes; leur marine s'était formée au temps où Amalfi, Naples et Gaëte étaient des républiques, où Messine et Palerme jouissaient d'une liberté presque entière sous la protection bien plutôt que sous l'autorité de la couronne. Mais, malgré les talents et l'activité de Frédéric, roi de Sicile; malgré la richesse et la persévérance de Robert, roi de Naples, la marine militaire de ces deux pays s'était anéantie, parce que la marine marchande n'avait pu se soutenir sans l'énergie de la liberté. La reine Jeanne, souveraine de la Provence et du royaume de Naples, n'avait point de vaisseaux de guerre dans les ports de l'un ou de l'autre de ces États : ils ne pouvaient communiquer entre eux que par la mer; et la reine, pour faire passer l'argent provenant des impôts, ses soldats, ou même

(1) Dans les royaumes d'Aragon, de Majorque, de Valence, et le comté de Catalogne, soumis à la couronne d'Aragon, la nation s'était réservé le droit de repousser par une *Union* toute usurpation injuste de ses priviléges. L'Union d'Aragon, comme les confédérations de Pologne, n'était autre chose qu'une insurrection légalement organisée : les ordres unis avaient une diète ou des *cortès*, un trésor, une armée; ils imposaient à tous les citoyens le serment de fidélité à la liberté, et ils faisaient la guerre au monarque jusqu'à ce qu'ils l'eussent contraint à reconnaître les droits de son peuple.

(2) *Hieron. Blancas, Rerum Aragonens. Comment.*, p. 668-672. — *Fueros y observancias del Reyno de Aragon.*, L. IX, p. 178.

ses ordres, de l'une de ses souverainetés à l'autre, demeurait à la merci des étrangers. Jeanne elle-même fut obligée, à plusieurs reprises, de traverser la mer ; et chaque fois elle prit à son service, pour ce trajet, des galères génoises. Menacée par les Hongrois qui se hasardaient sur l'Adriatique pour envahir ses États, elle ne réussit point à former une marine, d'où aurait dépendu sa sûreté; et elle ne put pas même empêcher le passage de la cavalerie hongroise dans des bateaux plats. Oubliant la rivalité de ses ancêtres avec la maison de Sicile, elle demanda quinze galères à don Louis d'Aragon, ou plutôt à la régence de Palerme, qui gouvernait la Sicile au nom du roi mineur; et, à ce prix, elle renonça à toutes les prétentions que la maison d'Anjou faisait valoir depuis soixante et dix ans sur l'île dont elle était séparée par le Phare. Mais les galères siciliennes qu'on lui avait promises ne purent jamais mettre en mer.

Les Grecs, que le grand nombre de leurs îles et le besoin absolu de fermer aux Turcs le passage des mers appelaient si impérieusement à maintenir une marine, avaient aussi laissé la leur se détruire Celle des Pisans ne s'était pas relevée de l'échec qu'elle avait reçu à la Méloria, dans la fatale bataille contre les Génois. Les Français, enfin, dans les longues guerres de Philippe de Valois avec l'Angleterre, prenaient à leur solde des galères de Gênes; et les Anglais n'avaient point encore su entourer leur île de ces forteresses mouvantes, qui défendent son bonheur et sa gloire. Dans le Nord, il est vrai, les villes de la grande Hanse avaient déjà une marine florissante; mais on la voyait rarement visiter les ports du Midi.

La Méditerranée seule était sans cesse sillonnée par des vaisseaux ou guerriers ou marchands : l'Amérique n'existait pas encore pour les Européens, et la route des Indes autour de l'Afrique était inconnue. L'Océan demeurait désert, et les royaumes de l'Occident communiquaient par terre plutôt que par mer avec des pays plus fertiles et plus industrieux. Mais les deux plus vastes et plus riches commerces du monde, ceux qui, de tout temps, ont fait prospérer tous les autres, le commerce du nord-est et celui des Indes, se faisaient par la Méditerranée, l'un dans les ports de la mer Noire et à l'embouchure des fleuves de la Russie; l'autre, par l'entremise des Arméniens, ou par celle des

Arabes, dans les ports de la Grèce, de la Syrie ou de l'Égypte.

Les progrès mêmes de la civilisation rendent tous les jours plus nécessaires aux peuples les produits d'une terre riche, mais encore sauvage. Comme la culture augmente, les forêts sont détruites, et les animaux farouches qui les habitaient disparaissent. Il faut bien alors demander à d'autres pays demeurés à moitié déserts, les produits de ces mêmes forêts qui servent de matière première aux arts, et dont la civilisation même nous fait un besoin. La Russie, depuis bien des siècles, est le magasin des bois de construction de l'Europe, du chanvre dont on fait les voiles et les cordages, de la poix, du goudron, de la cire, du suif, du feutre, des fourrures et des pelleteries. Une partie de ces marchandises, si nécessaires à la navigation et aux arts, peut aujourd'hui nous être fournie par l'Amérique septentrionale; nous tirons le reste des ports de la mer Baltique, et plus anciennement de celui d'Archangel. Dans le quatorzième siècle, ce commerce tout entier se faisait par la mer Noire; les marchandises du Nord descendaient les fleuves qui se jettent dans cette mer; surtout le Don ou Tanaïs : tout ce que nous allons chercher aujourd'hui dans la Baltique, dans la mer Blanche et à l'embouchure du Saint-Laurent, se trouvait réuni dans la petite Tartarie; et les républiques de Venise et de Gênes, empressées de donner de la stabilité à leurs comptoirs de la mer Noire, conclurent différents traités de commerce avec les successeurs d'Ochtai Kan et de Zengis, qui, vers le milieu du treizième siècle, avaient conquis ou parcouru la Russie, la Pologne, la Hongrie et la Moldavie (1).

Les villes de Caffa et de la Tana furent choisies de préférence à toutes les autres, pour être l'entrepôt des riches exportations de Russie, et des produits de l'industrie italienne, destinés à la consommation des Tartares et des peuples du Nord. Caffa en Crimée était une colonie des Génois, et dépendait d'eux en toute souveraineté. Ils avaient acheté d'un chef tartare, au commencement du quatorzième siècle, le droit de bâtir quelques boutiques et quelques maisons sur ce rivage; bientôt les avantages du

(1) *Ricerche sul commercio Veneto del conte Marsigli*, p. 54.—*Storia civile e politica del commercio de' Veneziani, di Carlo Antonio Marin*, Vinegia, 1800, T. IV, L. II, c. 2-6, p. 114-149.

commerce y attirèrent une population nombreuse; l'enceinte élevée contre les voleurs devint une fortification régulière: les Génois qui s'y établissaient, construisaient au-dessus de leurs magasins des palais somptueux, et la colonie, qu'on cherchait à rendre semblable à la superbe Gênes, sa métropole, prit bientôt l'aspect le plus florissant (1).

La Tana, sur les bords du Tanaïs, et près d'Azow, dépendait des souverains tartares; mais les Génois et les Vénitiens avaient des établissements très-considérables dans cette ville; les Florentins et d'autres peuples d'Italie y avaient aussi ouvert des comptoirs: des richesses immenses y étaient accumulées; et lorsque les avanies des Tartares, des tremblements de terre ou des incendies ruinaient les marchands de la Tana, la perte qu'ils éprouvaient était ressentie dans tout l'Occident.

Tandis qu'un des rivages de la mer Noire offrait aux Italiens le commerce que nous faisons aujourd'hui avec l'Amérique, l'autre leur ouvrait la route la plus fréquentée des Indes orientales. Toutes les villes de la côte opposée à la Tartarie étaient animées par un commerce très-avantageux et très-actif. Synope et Trébisonde surtout étaient habitées par des colonies nombreuses de marchands italiens, et visitées chaque jour par leurs vaisseaux. Synope était un point important de communication avec les Turcs de l'Asie Mineure; Trébisonde, siége d'un petit empire grec, né des débris de celui de Constantinople, et gouverné par un Comnène (2), ouvrait une communication plus importante encore avec l'Arménie, et facilitait le commerce de ce riche royaume.

Les Arméniens avaient recouvré leur indépendance dans le douzième siècle; et ce peuple montagnard, le plus industrieux, le plus sobre et le plus actif de l'Asie, avait recherché l'alliance des Latins, qui professaient la même religion que lui (3). Les Vénitiens, avant tous les autres, avaient obtenu en Arménie les plus grands priviléges; seuls ils pouvaient trafiquer sur les *camelots*, et tirer du pays la laine ou *camel* des chèvres d'Angora, dont l'exportation était prohibée pour tous les autres marchands.

(1) *Nicephorus Gregoras, Hist. Byz.*, L. XIII, c. 12, p. 346.
(2) *Ibid.*, c. 11, p. 344.
(3) L'Église d'Arménie avait été réunie à l'Église catholique en 1145, 1190 et 1247.

Ils étaient exempts de gabelles, ils pouvaient posséder des maisons, des églises et des hôtelleries; ils avaient même le droit de battre monnaie, et celui d'être jugés par leurs propres magistrats; enfin, ils jouissaient d'une franchisse absolue pour traverser tous les États arméniens, avec les marchandises qu'ils tiraient de Tauris et de la Perse (1).

Cette communication au travers de l'Arménie avait fait de Trébisonde l'un des marchés du commerce des Indes. Les riches productions de ces heureux climats, et surtout les aromates, ont été de tout temps l'objet du commerce le plus lucratif de l'univers. Tous les pays demandent et consomment ces produits si rares et si précieux d'une seule contrée. Les frais et la difficulté du transport d'une extrémité du globe à l'autre, ont donné successivement à divers peuples les moyens d'établir un monopole sur les épiceries; alors seulement on a pu dire avec vérité, ce qui a été répété si souvent et si faussement des autres commerces de consommation : toutes les nations sont tributaires de celle qui est en possession de fournir les épices et les aromates de l'Inde.

Dans le quatorzième siècle, ce riche commerce se faisait au travers de l'Asie, par plusieurs routes à la fois. Mais toutes ces routes étaient dangereuses; de fréquentes révolutions dans les pays que les marchands devaient traverser, interrompaient leurs voyages et arrêtaient leurs spéculations. Parmi les caravanes qui rapportaient des Indes, avec les épiceries, les produits des manufactures de l'Indostan et de la Chine, quelques-unes traversaient la Bactriane ou grande Bucharie; les transports de marchandises descendaient ensuite l'Oxus, naviguaient au travers de la mer Caspienne, remontaient le Cyrus, et descendaient enfin le Phase, qui les conduisait dans la mer Noire. D'autres marchands abordaient dans le golfe Persique, et, par l'Euphrate, ils pénétraient dans l'Assyrie; de là ils se dirigeaient sur les différents ports de la terre sainte ou de l'Asie Mineure. Quelques-uns enfin, par la mer Rouge, se rendaient à Alexandrie d'Égypte. Ainsi, depuis les bouches du Tanaïs jusqu'à celles du Nil, les différentes villes maritimes possédées par les Tartares et les Turcs, les Grecs et

(1) *Ricerche sul commercio Veneto*, p. 49.

les Arabes, furent tour à tour enrichies par le commerce de l'Inde. Les Vénitiens et les Génois qui avaient donné à ces villes le nom d'échelles, établirent dans toutes des factoreries pour y recueillir les aromates : eux seuls en approvisionnaient ensuite toute l'Europe.

Constantinople se trouvait au centre du commerce de la mer Noire, de l'Asie Mineure et de l'Égypte. Les habitants de cette ville, énervés par un long esclavage, n'avaient point assez d'énergie pour suivre eux-mêmes les entreprises commerciales auxquelles leur situation les appelait (1). Mais Constantinople était toujours le grand marché de l'Orient; et, au défaut des Grecs, les Italiens venaient chez eux faire leurs propres affaires.

Les Vénitiens possédaient dans la ville de Constantinople un quartier entouré de murs et fermé de portes, comme ceux qu'habitent aujourd'hui les juifs dans presque toutes les villes d'Italie. Ils avaient aussi dans le port un ancrage séparé et entouré de palissades. La colonie était gouvernée comme une petite république, par un baile qui tenait la place du doge, par des juges, des conseillers et des sages. Les petits établissements des Vénitiens dans la Romanie, dépendaient de celui de Constantinople; les plus grands avaient des gouvernements séparés.

La colonie byzantine des Génois était bien autrement importante. Michel Paléologue, en reconnaissance des secours qu'il avait reçus d'eux pour recouvrer sa capitale, leur avait abandonné la souveraineté du faubourg de Péra ou Galata, vis-à-vis de Constantinople, et de l'autre côté du port. Tous les Génois y avaient transporté leurs comptoirs, et sous le règne d'Andronic l'Ancien, ils avaient entouré leur ville naissante, d'abord d'une double, ensuite d'une triple enceinte de murs. Péra, qui s'étendait entre les collines et le golfe, sur une longueur quatre fois plus grande que sa largeur, avait déjà quatre mille quatre cents pas de tour (2).

(1) La pitié méprisante qu'inspiraient aux Grecs la fatigue et la misère d'une vie consacrée au commerce, est exprimée par leurs historiens, lorsqu'ils parlent des Latins · [illegible] *Nicephor. Gregoras, Hist. Byz.*, L. XIII, c. 12, p. 346

(2) *Petri Gyllii de Topographia Constant.*, L. IV, c. 11, p. 329 *In Banduri Imp. Orient.*

Les maisons, élevées en terrasse les unes au-dessus des autres, avaient toutes la vue de la mer et de Constantinople. Chaque année on voyait s'accroître leur nombre et leur magnificence; et si l'empire grec n'avait pas enfin succombé sous les calamités qui le frappaient coup sur coup, en moins d'un siècle la ville génoise aurait égalé en splendeur et en population la capitale de l'Orient (1).

Il y a longtemps que nous ne nous sommes occupés des révolutions de Constantinople. En même temps que l'empire d'Orient s'affaiblissait, son influence sur la politique européenne diminuait aussi : les Paléologue étaient loin de pouvoir, comme les Comnène, troubler l'Italie par leurs intrigues, et former sur cette contrée des projets de conquête; ils ne demandaient qu'à être oubliés, et ils étaient oubliés en effet. Les princes de Tarente, héritiers des prétentions des empereurs latins de Constantinople, étaient de leur côté trop faibles pour faire valoir les titres dont ils se décoraient toujours. Réduits au rang de nobles factieux dans la monarchie languissante de Naples, ils ne songeaient plus à armer l'Europe pour reconquérir l'empire grec. Ils n'attaquaient plus, et n'étaient plus attaqués. De part et d'autre on vivait dans le repos de l'impuissance. Les négociants et les hommes de lettres liaient seuls désormais la Grèce à l'Italie.

Des guerres civiles désolèrent l'empire grec, pendant la première moitié du quatorzième siècle. Andronic l'Ancien, et son petit-fils, de même nom que lui, renouvelèrent trois fois les hostilités l'un contre l'autre, de l'année 1321 à 1328. Le vieillard pusillanime, inconstant et superstitieux, céda enfin le trône à Andronic le Jeune, qui, non moins que lui, était incapable de gouverner. Sous le règne du dernier, de nouveaux désordres affligèrent, pendant douze ans, l'empire d'Orient. Andronic mourut en 1341, et laissa son fils, encore enfant, sous la tutelle de l'ambitieux Cantacuzène, alors grand domestique (2). Sa veuve, l'impératrice Anne de Savoie, prétendait gouverner aussi : elle attaqua le grand domestique, pour le dépouiller de l'administration; et

(1) *Petri Gyllii de Topographia Constant.*, L. IV, c. 11, p. 510. *In Banduri Imp. Orient.*

(2) Plus exactement *Cadacouzène*, comme l'appellent les Italiens; car le ντ des Grecs représentait alors un *d*

celui-ci se fit forcer, par ses partisans, à prendre la pourpre, sous prétexte qu'il pourrait ainsi mieux défendre son pupille (1). Pendant ce temps, les Turcs, conduits par Othman, et par son successeur, Orchan, avaient achevé de soumettre toutes les provinces grecques d'Asie : ils avaient ensuite passé en Europe, comme auxiliaires de Cantacuzène; et leurs conquêtes, dans ces provinces jusqu'alors épargnées, menaçaient déjà de sa dernière ruine le faible empire des Grecs.

Dans les guerres civiles entre Cantacuzène et l'impératrice Anne de Savoie, les Génois avaient embrassé le parti de cette dernière; et à plusieurs reprises, ils lui avaient fourni des secours (2). Au milieu de la misère universelle, ils avaient seuls conservé leurs richesses. L'épuisement força enfin les princes rivaux à faire la paix. Ils convinrent de régner de concert; les deux empereurs et les trois impératrices furent couronnés en un même jour; mais ils étaient réduits à un tel degré de pauvreté, que, dans cette cérémonie, ils furent forcés de se présenter au peuple comme des rois de théâtre ornés de diadèmes de cuir doré converts de diamants de verre, et servis, à table, dans de la vaisselle d'étain (3). Dans le même temps, les Génois avaient étendu leur commerce : ils avaient fourni de l'argent aux empereurs, qui leur donnaient en payement la perception des revenus royaux; et, au moment de la paix, plus souverains que les Paléologue, ils prélevaient sur les impôts deux cent mille byzants d'or par année, tandis qu'il n'en restait pas trente mille à l'empereur (4).

Des gentilshommes génois avaient, sur ces entrefaites, conquis, pour la seconde fois, l'île de Chio; et ils s'étaient établis dans cette colonie, où ils régnaient, tandis que, dans leur patrie, ils étaient en butte aux persécutions du parti démocratique (5). D'autres Génois avaient conquis la ville de Phocée; toutes les provinces

(1) *Nicephorus Gregoras, Histor. Byzant.*, Lib. XII, c. 11, p. 306.

(2) *Ibid.*, L. XIV, c. 10, p. 375, et L. XV, c. 8, p. 393.

(3) Le 8 janvier 1347. *Nicephorus Gregoras*, L. XV, c. 11, p. 401.

(4) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 1, p. 428. Le byzant paraît être l'auréus des successeurs de Constantin, la soixante-douzième partie d'une livre d'or. La livre d'or romaine valait environ 960 francs, et la livre d'argent 66 fr. 13 s. 4 d. L'auréus ou byzant valait enfin 13 liv. 6 s. 8 d. tournois. (*Voyez* Gibbon, *Decline and fall*, c. 17, note 180.)

(5) En 1346. *Nicephorus Gregoras*, L. XV, c. 6, p. 388.

avaient à se plaindre de l'arrogance et des vexations de ces hôtes, devenus trop riches et trop puissants.

La paix de 1347 rendit à Cantacuzène le loisir de s'occuper des désordres causés par les guerres civiles, et de leur réforme. Mais cet empereur était faible et temporiseur par caractère; il était entouré d'ennemis et de mécontents, engagé dans des querelles religieuses dont la violence pouvait lui devenir funeste, et tour à tour menacé par les incursions des Turcs et des Serviens. Il n'aurait point osé de lui-même joindre encore les Génois à tant d'ennemis, et il aurait dissimulé le ressentiment que lui causaient leurs usurpations; mais ces marchands ambitieux et arrogants le forcèrent les premiers à prendre les armes. Ils voyaient avec inquiétude que Cantacuzène travaillait à rétablir sa marine, pour arrêter les Turcs au passage du Bosphore, et mettre la Thrace à l'abri de leurs ravages. Les Génois avaient d'ailleurs un sujet de contestation avec l'empereur; ils voulaient enfermer dans les fortifications de Péra la partie supérieure de la colline sur le penchant de laquelle cette ville est bâtie; ils offraient d'acheter cet emplacement, d'où un ennemi pouvait les dominer : l'empereur, charmé de les tenir de quelque manière dans sa dépendance, refusait de vendre un terrain que ses hôtes cherchaient à fortifier contre lui (1). Tandis que Cantacuzène était retenu par une maladie, à Démotica, les Génois, impatientés de cette négociation, s'emparèrent de force du terrain contesté; ils l'entourèrent d'une palissade, et commencèrent aussitôt à y construire des murs flanqués de tours.

Cette première insulte fut suivie immédiatement de quelques hostilités; les Génois arrêtèrent des bateaux de pêcheurs, et forcèrent les Byzantins à fermer leurs portes. Le sénat et les marchands de Péra offraient cependant la paix, pourvu qu'on leur cédât le terrain qu'ils avaient occupé; les matelots et l'assemblée du peuple exigeaient de plus que Cantacuzène désarmât sa flotte. Cette prétention injurieuse fit rompre les négociations; et le sénat des Grecs, qui, en l'absence de l'empereur, gouvernait Constantinople, déclara la guerre aux Génois (2).

(1) *Nicephorus Gregoras, Hist Byz.*, L. XVII, c. 1, p. 428. — *Cantacuzeni Imperat Histor.*, L. IV, c. 11, p. 593

(2) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 1, p. 430.

En quatre jours, les habitants de Péra mirent en mer huit galères et un grand nombre de barques armées; ils parcoururent les deux rives du Chrysochéras, et brûlèrent presque tous les magasins des Grecs, leurs vaisseaux marchands, et les galères que l'empereur faisait construire ou radouber. Trois de ces dernières furent cependant soustraites à l'incendie; les Grecs les remorquèrent de nuit dans le fleuve Pissa ou Barbyssés, jusqu'à une grande distance de la mer (1). Les habitants de Péra travaillaient, d'autre part, à augmenter les fortifications de leur ville et de la redoute qu'ils avaient construite sur la montagne. La nuit aussi bien que le jour, les hommes et les femmes transportaient de la terre, creusaient de nouveaux fossés, et plantaient de plus fortes palissades.

Les Génois s'étaient flattés de réduire, en moins de quinze jours, les Grecs à demander la paix. Comme leurs galères tenaient seules la mer, elles empêchaient l'arrivée à Constantinople d'aucun vaisseau, soit du Pont-Euxin, soit de la Propontide; et, dès les premiers jours des hostilités, elles faisaient ressentir à la ville les approches de la famine. Mais en dépit des privations qui leur étaient imposées, les Byzantins se préparèrent, sans murmurer, à une longue défense. Leur orgueil était irrité de ce que quelques étrangers, cantonnés dans un de leurs faubourgs, prétendaient leur faire la loi; et leur haine pour les mœurs et la religion des Latins leur faisait déployer une énergie inaccoutumée.

Déjà l'automne avait commencé, lorsque les Génois, après avoir obtenu des secours de Chio et de leurs autres colonies du Levant, essayèrent de donner un assaut aux murs de la ville, du côté du port. Ils s'avancèrent, avec neuf galères et trois gros vaisseaux chargés de machines de guerre : mais ils trouvèrent les remparts garnis par de nombreux défenseurs; la haine nationale l'avait emporté sur la timidité habituelle : les citadins et les artisans de Constantinople s'étaient unis aux soldats, pour combattre les Latins; et ces derniers, après d'inutiles efforts, se retirèrent avec perte (2).

Cantacuzène, de retour à Constantinople au milieu de l'automne,

(1) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 2, p. 341. — *Cantacuzenus Imper.*, L. IV, c. 11, p. 394.
(2) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 3, p. 433.

entreprit à son tour le blocus de Péra du côté de terre, tandis que les Génois bloquaient toujours sa capitale du côté de la mer. En même temps il fit construire de nouvelles galères dans le chantier fortifié de l'hippodrome; il avait pris à sa solde des troupes étrangères, et paraissait déterminé à venger sa dignité offensée [1349]. Les chevaliers de Rhodes, après avoir vainement essayé de rétablir la paix, reçurent dans leur île les femmes et les enfants de Péra, et les effets les plus précieux des Génois, pour les soustraire aux périls de la guerre (1).

Ainsi se passa l'hiver : au commencement du printemps, les Grecs lancèrent à la mer neuf grands vaisseaux et plusieurs navires à un ou deux rangs de rames, qu'ils avaient construits dans l'hippodrome : mais comme ils n'avaient pas assez de matelots, ils enrôlèrent pour la manœuvre un grand nombre de laboureurs et d'artisans. Lorsque cette escadre sortit du port, l'amiral génois remarqua que les rameurs frappaient inégalement la mer de leurs rames; il reconnut aisément à ce signe à quels ennemis il aurait à faire, et il en conçut les meilleures espérances pour la bataille qu'il se préparait à livrer. Il laissa les Grecs s'avancer vers l'île au Prince, et y capturer un vaisseau génois qui arrivait de l'Hellespont; et il se plaça avec neuf galères et plusieurs moindres bâtiments à l'entrée du port pour attendre leur retour (2).

Le jour était nébuleux et le vent contraire, lorsque les Grecs revinrent de l'île au Prince. Pour rentrer dans le port ils devaient tourner la pointe nord de Constantinople, on assurait qu'un gouffre était caché devant le temple de Saint-Démétrius, et les galères grecques passaient lentement et timidement tout autour : leur longue file se serrait contre le rivage, et semblait craindre plus encore les Génois de l'autre côté du golfe, que le gouffre ou les écueils. Un léger mouvement de la flotte ennemie glaça d'effroi les paysans qui devaient faire l'office de matelots; plusieurs d'entre eux s'élancèrent sur le rivage, dès qu'ils s'en virent assez près pour espérer de l'atteindre; d'autres se jetèrent à la mer pour gagner le bord à la nage. Bientôt la terreur devint contagieuse; avant que les Génois fussent à la portée du trait, plus de deux cents

(1) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 4, p. 435. — *Cantacuzenus*, L. IV, c. 11, p. 595.

(2) *Ibid.*, c. 5, p. 437. — *Cantacuzenus, Hist. Byz.*, B. IV, c. 11, p. 596.

Grecs s'étaient noyés en s'efforçant de s'enfuir; le reste de la chiourme s'était mis en sûreté sur la côte, et les galères, demeurées désertes, furent prises sans combat par les Génois, et remorquées à Péra (1).

Pendant le même temps, les trois galères qu'on avait mises en sûreté l'année précédente dans le canal du Barbyssés, descendaient au travers du golfe, avec beaucoup d'autres vaisseaux, pour se joindre à la grande flotte. Lorsque ceux qui les montaient virent la première escadre entre les mains des Génois, ils furent à leur tour frappés de terreur : commandants, soldats et matelots, tous se précipitèrent à la mer, pour gagner la côte; et ces galères, comme les autres, tombèrent au pouvoir de l'amiral génois. Enfin, la foule qui s'était assemblée sur les murs de Constantinople, moins pour les défendre que pour jouir du spectacle du combat, éprouvant la même terreur panique, se précipita du haut des remparts pour s'enfuir dans la ville; plusieurs se tuèrent dans leur chute, tandis que les Génois attribuaient cette déroute à quelque châtiment de Dieu. D'anciens amis, d'anciens voisins qu'ils avaient eu si peu de peine à vaincre, ne leur inspiraient plus que de la compassion; ils leur criaient de fuir sans se presser, et de ménager leurs vies, puisque leurs ennemis n'avaient pas même l'idée de les poursuivre (2).

Dès cet instant, les Génois manifestèrent la plus noble et la plus généreuse modération. Des ambassadeurs, arrivés de Gênes, quatre jours après la déroute de la flotte grecque, portèrent à Cantacuzène des propositions honorables, et qui furent bientôt acceptées. Les habitans de Péra payèrent une grosse somme d'argent pour réparer le dommage qu'ils avaient causé à l'empereur : ils lui rendirent le terrain au-dessus de leur ville dont ils s'étaient emparés; et ils promirent par serment de ne jamais abuser à l'avenir de l'hospitalité qu'on leur avait accordée (3). Cantacuzène ne voulut pas de son côté paraître inférieur en générosité; il déclara qu'il possédait d'assez vastes États pour ne pas envier aux Génois un petit coin de terre qui leur était si précieux, et il les remit lui-

(1) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 6, p. 438. — *Cantacuzenus Imper. Hist.*, L. IV, c. 11, p. 597.
(2) *Nicephorus Gregoras*, L. XVII, c. 6, § 7, p. 440.
(3) *Ibid.*, c. 7, p. 441.

même en possession du haut de la colline de Péra, et des lieux où ils avaient élevé une redoute (1).

La modération des Génois était, il est vrai, causée en partie par la crainte d'être engagés dans une nouvelle guerre avec les Vénitiens, pour protéger leur commerce de la mer Noire. Un Scythe avait été tué par un Latin à la Tana, à la suite d'une querelle; et ce meurtre avait excité une guerre dans la petite Tartarie. Gianis-Beg, le kan des Tartares, avait résolu de venger la mort de son compatriote sur tous les Italiens qui négociaient sur la mer Noire. Il les avait chassés de la Tana, et les poursuivait à Caffa, où les Génois leur avaient ouvert un asile (2). Mais cette dernière ville craignait peu les attaques d'une armée indisciplinée. Les Tartares, après un siége de deux ans, n'avaient pas fait une brèche aux murs de Caffa, tandis que les Génois avaient brûlé la Tana, dévasté les rives de la mer Noire, détruit le commerce du peuple, et réduit l'armée qui les assiégeait à manquer de vivres (3).

Les Génois avaient espéré que tous les Latins feraient cause commune avec eux; tous avaient éprouvé les mêmes injures, tous avaient le même intérêt à obtenir du kan tartare la permission de fortifier la Tana à l'égal de Caffa, pour se mettre à l'abri des attaques imprévues d'un peuple barbare. La cessation absolue du commerce devait forcer bientôt les Tartares à faire leur paix avec les peuples de l'Occident. Ils regorgeaient de marchandises dont ils désiraient se défaire; ils manquaient de toutes celles qu'ils étaient accoutumés à consommer, et les revenus des plus riches propriétaires étaient en quelque sorte anéantis par l'impossibilité de vendre leurs denrées (4). Les Génois, par la supériorité de leur marine, empêchèrent les Grecs et les Asiatiques de communiquer avec la Tana. Ils invitèrent tous les Occidentaux à s'établir à Caffa; et ils leur promirent dans cette ville tous les avantages que pouvait leur offrir le kan des Tartares. Mais les Vénitiens, qui s'étaient

(1) *Cantacuzenus*, L. IV, c. 11, p. 508. — Nous avons suivi dans tout ce récit les seuls écrivains grecs, les Génois gardent un silence absolu sur cette guerre, quelque honorable qu'elle ait été pour eux.

(2) *Matteo Villani*, L. 1, c. 83, p. 61.

(3) *Nicephorus Gregoras*, L. XIII, c. 12, p. 347. — *Cantacuzenus*, L. IV, c. 26, p. 648.

(4) *Nicephorus Gregoras*, L. XIII, c. 12, § 6, p. 347.

d'abord réfugiés dans cette colonie génoise, ne résistèrent pas longtemps à l'attrait des bénéfices offerts par le commerce des Scythes. Ils visitèrent de nouveau les ports des Palus-Méotides, où ils obtenaient des profits d'autant plus grands qu'ils n'y rencontraient plus de rivaux (1). Les Génois, d'autre part, pour maintenir leur droit de blocus, attaquèrent et déclarèrent de bonne prise quelques vaisseaux vénitiens, qui faisaient voile vers les bouches du Tanaïs (2).

La république de Venise, déterminée à ne pas se priver plus longtemps du commerce de la mer Noire, arma trente-trois galères [1350], chargées en même temps de marchandises et de soldats; et elle les expédia à la Tana, sous le commandement de Marco Ruzzini (3). Cet amiral rencontra, devant l'île de Négrepont, onze galères génoises qui se rendaient à Caffa; il les attaqua; et, après un long combat, il en prit neuf qu'il conduisit à Candie; les deux autres se réfugièrent à Péra. Mais Filippino Doria, l'amiral des Génois, qui avait échappé à leur défaite, sollicitait ses compatriotes de Péra de l'aider à se venger; il les détermina à le suivre avec sept galères et plusieurs moindres vaisseaux; et, attaquant à l'improviste la ville de Candie, il força son entrée dans le port, il brûla quelques maisons, délivra tous les prisonniers qu'on lui avait faits dans le combat précédent, reprit toutes ses marchandises ainsi que ses galères, et les renvoya à Gênes (4), tandis que lui-même il revint couvert de gloire à Péra.

Pendant le même temps, Marco Ruzzini avait protégé le commerce vénitien dans la mer Noire et les Palus-Méotides. Au milieu de l'automne, il traversa de nouveau le Bosphore (5); et, averti que les Génois de Péra avaient enlevé dans le port de Candie les

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 465.

(2) *Nicephorus Gregoras*, L. XVIII, c. 2, p. 446.

(3) Matteo Villani ne lui donne que quatorze galères; les autres historiens sont à peu près d'accord sur le nombre que j'ai adopté. — *Nicephorus Gregoras*, L. XVIII, c. 2, p. 446. — *Marin. Sanuto, Vite de' duchi di Venezia*, p. 621. — *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1054. — *Cortusiorum Historia*, L. X, c. 7, p. 935.

(4) *Matteo Villani*, L. I, c. 84 et 85, p. 89. — *Ubertus Folieta, Hist. Genuens.*, L. VII, p. 448.

(5) Il me paraît probable que Ruzzini n'attaqua Péra qu'à son retour de la Mer Noire, cela n'est cependant expliqué clairement par aucun historien.

prises qu'il y avait laissées, il résolut d'en tirer vengeance. Avant qu'on pût être averti de son approche, quatorze de ses vaisseaux entrèrent de nuit dans le port de Constantinople : et comme les Génois, par une espèce de bravade, laissaient les portes de Péra constamment ouvertes, les Vénitiens débarquèrent en silence et entrèrent dans cette ville. Aux cris des gardes cependant, les bourgeois s'armèrent avec précipitation ; ils attaquèrent avec fureur les Vénitiens qui avaient déjà brûlé quelques vaisseaux marchands sur le rivage, et ils les forcèrent à se rembarquer en hâte, et à s'éloigner (1).

Le même jour, un ambassadeur vénitien obtint audience de l'empereur grec, et lui proposa une alliance offensive avec sa république, pour chasser les Génois de Péra et de la Romanie. Cantacuzène, quelque ressentiment qu'il nourrît contre les derniers, ne voulut point prendre parti entre deux rivaux également redoutables, persuadé que l'alliance de l'un de ces peuples ne lui serait jamais aussi avantageuse que l'inimitié de l'autre lui ferait de mal. Il se borna donc à offrir de renouveler la trève qui avait été conclue entre ses prédécesseurs et le sénat de Venise, et qui était sur le point d'expirer. Les Vénitiens parurent fort mécontents de ce refus ; mais, comme la saison était déjà avancée, ils remirent à la voile pour rentrer dans les ports de leur patrie (2).

Gênes n'avait été de longtemps si puissante qu'à cette époque ; car tous les partis de cette république étaient réunis et vivaient en paix sous le gouvernement du doge Jean de Valente. Le sénat profita de cette concorde intérieure pour mettre en mer, l'année suivante, le plus formidable armement, sous les ordres de Paganino Doria. Cet amiral mit à la voile au mois de juillet 1351, avec soixante-quatre galères, sur lesquelles on voyait la moitié des matelots de la Ligurie. Il parcourut l'Adriatique et ravagea plusieurs colonies vénitiennes sur ses bords. Ensuite il se dirigea vers l'Archipel, pour chercher Nicolo Pisani, l'amiral vénitien, qui y commandait vingt galères (3).

[1351] Pisani était devant l'île de Chio, lorsqu'il fut averti de

(1) *Cantacuzenus Imperat. Hist.*, L. IV, c. 25, p. 946.
(2) *Ibid.*, p. 647. — *Nicephorus Gregoras*, L. XVIII, c. 2, p. 446.
(3) *Matteo Villani*, L. II, c. 25, p. 117.

l'approche de forces si supérieures. Il dispersa sa flotte pour les éviter. Il se rendit à Constantinople avec trois vaisseaux : son vice-amiral alla chercher, avec les autres, un refuge dans le port de Chalcis de l'île d'Eubée, déjà connue alors sous le nom de Négrepont. Il tira ses dix-sept galères sur le rivage ; et à l'aide des habitants de Négrepont, sujets des Vénitiens, il se mit en état de défense. Paganino Doria, n'ayant pu réussir à forcer l'entrée du port, en entreprit le blocus. En même temps il débarqua une partie de ses troupes, et forma, du côté de terre, le siége de Négrepont, à l'aide de machines de guerre qu'il fit venir de Péra (1).

Un grand nombre de matelots vénitiens avaient été emportés par la peste ; et le sénat de Venise, averti du danger que courait sa flotte dans l'île d'Eubée, se voyait hors d'état d'en armer une nouvelle qui fût assez forte pour délivrer la première. Il chercha donc des alliés au dehors ; et, avant tout, il envoya solliciter la république de Pise de s'unir à lui pour venger sur ses anciens ennemis la défaite de la Méloria. Mais Pise était alors gouvernée par les Gambacorti, hommes nouveaux qui n'avaient ni vieilles haines à satisfaire, ni vieilles vengeances à exercer. C'étaient de plus des marchands ; et l'intérêt du commerce leur faisait désirer la continuation de la paix (2). Sur le refus des Pisans, les ambassadeurs vénitiens se rendirent en Aragon pour offrir leur alliance au roi Pierre IV, déjà mécontent des Génois, et pour réveiller l'animosité des Catalans, ses sujets, contre les habitants de la Ligurie.

Quelques familles de Pise et de Gênes avaient conservé leurs fiefs en Sardaigne depuis la conquête des Aragonais. Pierre VI ayant tenté de dépouiller celle des Doria, la république de Gênes avait pris leur défense, et forcé le roi à leur rendre leurs propriétés (3). C'était le motif de la haine du roi d'Aragon contre les Génois ; il saisit avec avidité la proposition qui lui fut faite par les Vénitiens,

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 26, p. 118. — *Ubertus Folieta*, *Genuens. Histor.*, L. VII, p. 449. — *Marin. Sanuto*, *Vite de' duchi di Venez.*, p. 625. — Je dois avertir que, dans le récit de cette guerre, non-seulement les historiens divers sont peu d'accord entre eux sur l'ordre des événements et la chronologie, mais que, de plus, chacun rapporte plusieurs versions opposées, et paraît embarrassé pour choisir entre elles.

(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 27, p. 118.

(3) *Zurita*, *Indices Rerum ab Arag. Regib. gestar.*, L. III, p. 197.

de se venger d'eux. Il promit d'armer de matelots catalans et de soldats aragonais, les vaisseaux que Venise s'offrait à lui fournir (1); et le 3 août 1351, ses hérauts d'armes vinrent déclarer la guerre au doge, au sénat et au peuple de Gênes (2).

La nouvelle de l'alliance des Catalans avec les Vénitiens, détermina l'empereur grec à embrasser un parti qu'il croyait désormais le plus fort (3). Les Génois parurent d'ailleurs vouloir provoquer son courroux, plutôt que l'éviter. Au milieu du jour, ils lancèrent, avec une baliste, un quartier de rocher de Péra sur le palais, comme pour faire l'essai de la portée de leur machine; et, malgré les plaintes qu'on leur adressa à ce sujet, le lendemain ils en lancèrent un second (4). Les Grecs irrités appelèrent Nicolo Pisani, l'amiral vénitien, et l'encouragèrent à entreprendre le siége de Péra. Déjà Pisani avait rassemblé une nouvelle flotte de trente-deux galères, en réunissant sous son pavillon tous les vaisseaux vénitiens, épars dans la Romanie, la mer Noire ou la mer de Syrie. Les Grecs, qui lui avaient aussi fourni quelques vaisseaux, tracèrent leur camp pour le seconder au pied des murs de Péra (5).

Dans le même temps Paganino Doria, l'amiral génois, pressait le siége de Chalcis, où une flotte vénitienne était enfermée. De là il avait entamé une négociation avec l'impératrice Anne de Savoie, à laquelle il offrait des secours, pour rétablir son fils, Jean Paléologue, sur le trône que Cantacuzène avait usurpé. sur ces entrefaites, il surprit un vaisseau léger qui s'efforçait d'entrer à Chalcis pour porter aux assiégés l'assurance d'un prompt secours. Cinquante galères avaient été armées, moitié à Venise, moitié à Barcelonne, les premières sous les ordres de Pancrazio Giustiniani, les secondes sous ceux de Ponzio de Santa-Paz, et elles s'étaient rencontrées, au mois de novembre, dans les mers de Messine; de là elles se dirigeaient vers la Grèce. Doria ne les attendit pas; il fit voile vers Thessalonique, pour presser l'impératrice Anne d'accepter son alliance; et, n'ayant pu l'y déterminer, il surprit l'île

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 27, p. 118.
(2) *Zurita, Indices Rer.*, L. IV, p. 204.
(3) *Nicephorus Gregoras*, L. XVIII, c. 2, p. 448.
(4) *Cantacuzenus Imperat. Histor.*, L. IV, c. 26, p. 648.
(5) *Ibid.*, c. 20, p. 650.

de Ténédos, où il mit ses troupes en quartier d'hiver, et répara ses galères (1).

Pisani, laissant les Grecs poursuivre le siége de Péra, se rendit à Négrepont, avec les vaisseaux qu'il avait assemblés à Constantinople; il prit sous son commandement suprême les galères qui avaient été assiégées dans le port de Chalcis, et les deux flottes arrivées de Catalogne et de Venise. Les tempêtes de la saison orageuse pendant laquelle il naviguait, lui avaient fait perdre sept vaisseaux, et deux aux Catalans; quelques autres avaient été détachés pour des destinations particulières: cependant Pisani se trouvait encore à la tête d'une flotte de soixante et dix galères. Il la partagea entre les ports de Coron et de Modon, en Morée, pour y passer les deux plus mauvais mois de l'hiver (2).

[1352] Mais les Vénitiens et les Génois, également impatients de se battre, attendirent à peine la fin de janvier pour se remettre en mer. Les Génois, les premiers, firent voile vers le Bosphore. En chemin, ils prirent d'assaut Héraclée, pour venger deux de leurs soldats qu'on leur avait tués (3). Ils s'emparèrent aussi de Sozopolis; et Paganino Doria eut peine à les retenir, lorsqu'ils voulurent attaquer Constantinople de la même manière (4). Cependant deux galères que cet amiral avait envoyées à Gallipoli, revinrent, le 7 février, lui donner avis que l'armée vénitienne et catalane, forte de soixante-sept galères, entrait ce jour même à Pregkonésos, ou l'Ile-au-Prince, à l'ouverture de la Propontide, du côté de l'Hellespont.

Les orages, fréquents sur ces mers étroites, retinrent quelque temps les deux flottes comme prisonnières; la vénitienne, dans le port de l'Ile-au-Prince; la génoise, dans celui de Chalcédoine. Enfin le vent du midi qui régnait depuis longtemps parut se calmer le lundi 13 février; et Paganino Doria forma sa ligne avec soixante-quatre galères, à l'ouverture du Bosphore de Thrace, pour disputer aux Vénitiens l'entrée de Constantinople. Ceux-ci, le même jour, étaient partis de l'Ile-au-Prince, et s'approchaient à

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 34, p. 126. — *Cantacuzenus Imp.*, L. IV, c. 27, p. 652

(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 34, p. 126.

(3) *Cantacuzenus Imperat.*, L. IV, c. 28, p. 656.

(4) *Ibid.*, c. 28, p. 658.

pleines voiles; le vent du midi s'était levé de nouveau, et, comme il soufflait depuis plusieurs jours, les courants portaient avec force contre Constantinople. Doria reconnut qu'il ne pourrait résister au choc des vaisseaux vénitiens, secondés par le vent et le courant; il se serra contre le rivage d'Asie, et laissa passer la flotte de Pisani, qui entra en triomphe dans le port de Constantinople (1).

Constantin Tarchaniota, l'amiral des Grecs, se joignit aux Vénitiens, dans le port, avec huit galères et un grand nombre de vaisseaux; et il engagea Pisani à profiter de la grande supériorité de ses forces, pour retourner immédiatement contre la flotte ennemie, et lui livrer bataille. Les vaisseaux génois avaient beaucoup souffert dans leur manœuvre, pour se maintenir à l'entrée du Bosphore, malgré le vent et la grosse mer. Paganino Doria n'avait pas encore pu rassembler sa flotte, et rentrer dans le port de Chalcédoine, lorsqu'il vit revenir sur lui celle des Vénitiens qui venait de passer. Il profita du moins de sa connaissance parfaite de ces mers étroites, pour se placer, avec sept vaisseaux, hors des courants et des grosses vagues, dans un bassin entouré d'écueils et de bas-fonds. En même temps il ordonna, par des signaux, au reste de sa flotte, de se rapprocher de lui en combattant.

Nicolo Pisani et Ponzio de Santa-Paz, au lieu d'attaquer Doria, firent force de rames pour couper les autres galères qu'il avait rappelées. Cependant le vent soufflait avec une impétuosité toujours croissante, des nuages noirs s'abaissaient et semblaient reposer sur les mâts des vaisseaux; l'horizon se rétrécissait, et n'était plus marqué que par les écueils contre lesquels des vagues énormes venaient se briser; des débris de navire étaient portés çà et là autour des combattants, et annonçaient des désastres dont on ne connaissait point les circonstances. Déjà les signaux n'étaient plus aperçus d'un bout à l'autre d'une même flotte. Quelques galères génoises, ne pouvant se rapprocher de leur amiral, jetèrent l'ancre et s'embossèrent entre des écueils dont leurs pilotes connaissaient toutes les directions. Les Catalans, étrangers à la navigation de Constantinople, lorsqu'ils voulurent attaquer leurs

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 30, p. 143.- *Cantacuzenus Imper. Hist.*, L. IV, c. 30, p. 660.

ennemis, au milieu des brisants et des bas-fonds, perdirent beaucoup d'hommes et de vaisseaux (1).

Trois galères vénitiennes avaient attaqué l'amiral génois, deux de proue et une de bande. C'est là que se livra le combat le plus acharné, parce que tout le reste des deux flottes cherchait à se diriger sur ce point. Grâce aux manœuvres habiles des Génois, les trois vaisseaux vénitiens furent enfin pris. D'autre part, dix galères génoises, poussées vers Saint-Angelo, ne purent s'y défendre; leurs matelots les firent échouer contre terre, et s'enfuirent à Péra, les abandonnant aux Vénitiens qui les brûlèrent. Trois autres galères éprouvèrent le même sort, dans un autre petit golfe; il y en eut six qui, poursuivies au travers du Bosphore, s'enfuirent dans la mer Noire. Mais aucun succès ou aucun revers n'était décisif; car les deux flottes, partagées par la violence du vent, par les brisants, et les promontoires de l'entrée du Bosphore, se livraient sept ou huit combats à la fois (2).

Enfin, la nuit survint, elle fut obscure comme après un jour d'hiver orageux : les coups de vent furieux, le mugissement des flots, les cris de la manœuvre, et ceux des blessés, retentissaient autour des rochers de Scutari et de Byzance. Les lumières tremblantes des vaisseaux perçaient à peine une brume épaisse. On les voyait tour à tour se montrer et disparaître, selon que les grosses vagues soulevaient ou laissaient enfoncer le navire. Malgré cette effrayante obscurité, les intrépides Génois de Péra parcoururent, dans de légères chaloupes, toutes les sinuosités des deux côtes d'Europe et d'Asie, pour recueillir leurs blessés, porter des secours aux vaisseaux en détresse, et surprendre leurs ennemis dispersés. Comme ils avançaient avec leurs flambeaux, plusieurs navires catalans ou vénitiens, voulant suivre cette lumière trompeuse, s'échouèrent sur des bas-fonds; d'autres entrèrent d'eux-mêmes dans le port de Péra, où ils furent faits prisonniers; d'autres se rendirent sans combat à des ennemis moins redoutables que la tempête et les écueils. Les deux amiraux, avec le gros des flottes ennemies, étaient cependant réunis dans la baie de Saint-Phocas. Ils s'entendaient sans se voir : au milieu de la tempête, ils

(1) *Cantacuzenus Imp. Hist.*, L. IV, c. 30, p. 661.
(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 59, p. 140

se menaçaient encore; et lorsqu'un coup de vent les rapprochait, ils en profitaient pour combattre. Ainsi se passa la nuit du 13 au 14 février 1352. Avant le point du jour, Nicolo Pisani, qui se sentit le plus faible, quitta la baie de Saint-Phocas, pour se réfugier dans le port de Théropéa ou Trapenon, que les Grecs défendaient. Lorsque le soleil se leva, la mer, qui commençait à se calmer, était couverte de morts et de débris de naufrages. Les Génois reconnurent alors qu'ils avaient perdu treize galères, outre les six qui s'étaient réfugiées dans la mer Noire. D'autre part, ils en avaient pris quatorze aux Vénitiens, dix aux Catalans, et deux aux Grecs. Ils avaient fait dix-huit cents prisonniers, et tué deux mille hommes à l'ennemi. Leur perte à eux-mêmes était si considérable qu'ils pouvaient peu se réjouir de leur victoire. Ils renvoyèrent à Constantinople quatre cents prisonniers blessés, qu'ils ne pouvaient soigner eux-mêmes (1).

Tandis que les deux flottes, retirées l'une à Péra, l'autre à Thérapée, réparaient les dommages qu'elles avaient éprouvés, Cantacuzène pressait Pisani d'attaquer les Génois, et de profiter de leur affaiblissement. Ponzio de Santa-Paz appuyait ses sollicitations; cet amiral aragonais était malade du chagrin que lui avait causé sa défaite. Lorsqu'il vit que Pisani ne voulait point renouveler le combat, il s'abandonna au découragement, et mourut de douleur et de regrets (2). Les Vénitiens perdirent Stéfano, Contarini et Pancrazio Giustiniani, procurateurs de Saint-Marc, Giovanni Sténo, et Bénatino Bembo, contre-amiraux; les uns avaient été tués à la bataille; d'autres moururent de leurs blessures peu de jours après (3).

Les Génois se remirent les premiers en mer, avec l'intention de

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 60, p. 147. — *Mariana, Historia de las Españas*, L. XVI, c. 19. — Cantacuzène, dans sa relation, dissimule la victoire des Génois et la perte des Grecs; il accuse Pisani d'avoir manqué de courage, et il attribue à cet amiral le manque de succès. Cantacuzène a écrit son propre panégyrique plutôt qu'une histoire, et il ne doit point être cru sans un sévère examen. Nicéphore Grégoras mériterait plus de confiance; mais la fin de son ouvrage n'est pas imprimée, et elle est, à ce qu'assure Gibbon, encore en manuscrit à la bibliothèque de Paris.

(2) *Cantacuzenus*, L. IV, c. 31, p. 663.

(3) *Marin Sanuto, Storia de' duchi di Venezia*, p. 624 — *Andrea Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1035, T. XXIII.

bloquer le port de Thérapée; mais Pisani, profitant d'un vent frais, passa au milieu de leurs vaisseaux, et quitta les mers de Romanie, avec trente-huit galères seulement. Il vint se rafraichir à Candie, où il déposa ses malades et ses blessés; il en avait un si grand nombre qu'une épidémie se manifesta bientôt dans les hôpitaux, et se communiqua aux Candiotes.

Après le départ des Vénitiens, Doria tourna toutes ses forces contre les Grecs. Avec l'assistance d'Orchan, fils d'Othman, fondateur de l'empire turc, il forma le siége de Constantinople, et contraignit Cantacuzène à renoncer à l'alliance des Vénitiens, et à signer, le 6 mai 1352, une paix séparée avec la république de Gênes (1). Les ports de la Grèce furent fermés aux Vénitiens et aux Catalans; et une franchise absolue fut accordée au commerce génois (2). Doria se dirigea ensuite vers la Crète, espérant trouver encore les Vénitiens à Candie : mais l'épidémie qui régnait dans cette île se communiqua aux équipages de ses vaisseaux; et dans le trajet de Candie à Gênes, où Paganino Doria arriva au mois d'août, avec trente-deux galères, il fut obligé de jeter dans les flots les cadavres de quinze cents de ses compagnons d'armes. Ainsi se termina une campagne où les deux républiques maritimes avaient signalé leur bravoure et l'habileté de leurs matelots, mais où elles s'étaient mutuellement épuisées d'hommes et d'argent, sans en recueillir aucun avantage (3).

(1) *Cantacuzenus*, L. IV, c. 31, p. 807.
(2) *Matteo Villani*, L. II, c. 75, p. 157.
(3) *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.*, L. VII, p. 450

CHAPITRE XIII.

DÉFAITE DES GÉNOIS A LA LOIÉRA ; ILS SE DONNENT A L'ARCHEVÊQUE DE MILAN. — DÉFAITE DES VÉNITIENS A PORTO-LONGO. — PAIX DE VENISE. — PRISE DE TRIPOLI PAR LES GÉNOIS. — CONJURATION DU DOGE MARIN FALIÉRI. — INTRODUCTION DES LETTRES GRECQUES EN ITALIE. — 1352 A 1355.

L'Église et les nations de l'Occident voyaient avec douleur les forces de l'Italie et celles de la chrétienté se consumer dans la guerre inutile des républiques maritimes, tandis que le farouche Orchan profitait de leurs combats et de l'épuisement où elles avaient réduit la Grèce, pour soumettre ses plus belles provinces à l'empire des Turcs. Le pape Clément VI fit de vains efforts pour rétablir la paix entre les deux républiques ; il convoqua leurs ambassadeurs à sa cour avec ceux du roi d'Aragon : mais ni son crédit comme chef de l'Église, ni son habileté comme négociateur, ne réussirent à concilier leurs prétentions opposées (1). Clément VI mourut le 5 décembre 1352; et son successeur, Innocent VI, qui comme lui était une créature du roi de France, entreprit de nouveau de rassembler un congrès à Avignon. Les Génois, au lieu d'y envoyer des ambassadeurs, ne songeaient qu'à susciter de nouveaux ennemis à leurs rivaux. Ils s'adressèrent au roi Louis de Hongrie, qui n'avait point oublié comment l'armée vénitienne l'avait arrêté, en 1246, devant Zara ; comment elle avait pris sous ses yeux cette place qu'il venait défendre; et comment elle avait retardé la vengeance qu'il voulait tirer du meurtre du roi André. La possession de la côte de Dalmatie lui paraissait essentielle à la prospérité de la Hongrie. Les Esclavons désiraient leur réunion à ce royaume : ils avaient été traités avec

(1) *Zurita, Indices Rerum ab Aragon. Reg. gestarum*, L. III, p. 205.

dureté par la république de Venise; et ils s'étaient révoltés contre elle, toutes les fois qu'ils en avaient trouvé l'occasion. Louis, plus puissant qu'aucun de ses devanciers, fit demander au sénat de Venise la restitution de toutes les villes de Dalmatie, qu'il prétendit avoir appartenu à ses prédécesseurs; et, sur le refus de la seigneurie, il lui déclara la guerre, et accepta l'alliance des Génois (1).

Un autre négociateur fameux avait échoué dans la tentative de réconcilier les deux républiques; c'était Pétrarque qui avait cru pouvoir faire servir à des vues politiques les liaisons littéraires qu'il entretenait avec André Dandolo, alors doge de Venise. Il écrivit à ce magistrat pour l'inviter à la paix; il employa les figures les plus hardies de la rhétorique à orner les lieux communs les plus rebattus sur l'avantage de la concorde; il fit entrer dans sa lettre toutes les citations des auteurs sacrés et profanes, des poëtes et des orateurs, qui pouvaient y être amenées (2): mais son épître n'eut d'autre effet que de lui attirer une réponse moins brillante et plus judicieuse de Dandolo. Ces épîtres de Pétrarque, où il déployait hors de propos tant d'érudition et un esprit si recherché, passaient alors pour des modèles d'élégance et de goût; on se les transmettait de main en main, et souvent elles n'arrivaient à leur adresse qu'après avoir été lues de tout le public.

Tandis que le roi de Hongrie menaçait les villes vénitiennes de Dalmatie, les Génois, au printemps de 1353, armaient une flotte de soixante galères, sous le commandement d'Antonio Grimaldi (3), et ils envoyaient une petite escadre insulter les Vénitiens dans le golfe Adriatique (4). Ceux-ci néanmoins réussirent à détourner, par leurs négociations, l'attaque du roi de Hongrie; en même temps ils armèrent, de concert avec les Catalans, une flotte de soixante et dix galères. Les Vénitiens, conduits par Pisani, avaient donné rendez-vous dans les mers de Sardaigne aux vaisseaux de

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 54, p. 192. — *Joh. de Thwrocz, Chron. Hungar.*, P. III, c. 26, p. 187.

(2) *Variarum I. Patavii* 15 *cal. aprilis*. Ed. Basil, p. 1070. — De Sade, Mémoires, L. IV, T. III, p. 114.

(3) *Georgio Stella, Annales Genuenses*, p. 1092.

(4) *Matteo Villani*, L. III, c. 67, p. 200.

Barcelonne, conduits par Bernardo Chiabréra (1). Grimaldi, averti du projet de ses ennemis, espéra qu'il pourrait atteindre, ou les Vénitiens, ou les Catalans avant leur réunion, et les battre en détail. Comme ses soixante galères n'étaient pas encore complétement armées, il en laissa huit à Porto-Vénéré, tandis qu'il distribua leur chiourme sur les cinquante-deux autres, et il se mit à la recherche de l'ennemi.

Lorsque les Génois arrivèrent à la Loiéra, dans la partie septentrionale de la Sardaigne, ils apprirent que les deux flottes qu'ils espéraient trouver séparées avaient déjà opéré leur jonction, et les attendaient à peu de distance. Après avoir passé un promontoire, ils les découvrirent en effet; mais les Vénitiens, qui craignaient que les Génois n'évitassent le combat, avaient cherché à déguiser la supériorité de leurs forces en cachant leurs petits vaisseaux derrière les plus grands : en même temps ils affectaient une immobilité, qui fut considérée comme un indice de leur crainte. Grimaldi, trompé par ces apparences, rappela à ses matelots la victoire qu'ils avaient tout dernièrement remportée en Romagne, sur un nombre de vaisseaux supérieur au leur; il les avertit de se préparer au combat, et les invita à faire vaillamment leur devoir. En même temps il doubla un second promontoire qui s'avançait entre les Vénitiens et lui.

[1353] Les deux flottes se trouvèrent alors trop près pour que l'une ou l'autre pût éviter la bataille; mais les Génois, qui découvraient enfin la ligne entière de leurs ennemis, ne virent pas sans inquiétude soixante et dix galères, opposées aux cinquante-deux de leur flotte, sans compter trois grands vaisseaux ronds, nommés cocques, plus forts et plus élevés que les galères, et montés chacun par quatre cents Catalans. Les navires vénitiens portaient aussi plus que leur complet de soldats, parce qu'ils étaient destinés à laisser en Sardaigne des troupes de débarquement.

Les Génois néanmoins se disposèrent courageusement à la bataille. Ils se flattèrent que les trois cocques ne pourraient combattre, parce qu'elles n'allaient point à rames, et qu'il régnait un calme plat. Pour présenter à l'ennemi un front impénétrable, ils

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 68, p. 201.— *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.*, L. VII, p. 450. — *Georgio Stella, Annales Genuens.*, T. XVII, p. 1092.

lièrent, avec de longues chaînes, leurs galères les unes aux autres, et par le corps et par les mâts; ils en réservèrent seulement quatre sur chaque aile, qu'ils laissèrent libres pour engager la bataille, ou porter du secours partout où ils en auraient besoin. Les Vénitiens et les Catalans, lorsqu'ils virent cette ordonnance, lièrent ensemble, de leur côté, cinquante-quatre de leurs galères, et ils en laissèrent seize de libres, huit sur chaque aile, qu'ils envoyèrent en avant pour engager celles des Génois (1).

Tandis que ces galères escarmouchaient ensemble, les deux lignes enchaînées s'avançaient lentement et majestueusement l'une contre l'autre. Elles formaient deux masses énormes qui allaient se choquer et se briser. Dans ce moment, pour le malheur des Génois, un vent du midi se leva tout à coup, et enfla les voiles des trois cocques qui étaient à l'ancre à quelque distance. Les Catalans coupèrent aussitôt leurs câbles, et s'abandonnèrent au vent. Ils vinrent frapper à la fois contre trois galères de l'extrémité de la ligne génoise, et les coulèrent à fond; ils se serrèrent ensuite contre les autres, et firent pleuvoir sur elles une grêle de pierres et de traits.

Grimaldi vit alors que, malgré la courageuse résistance de ses soldats et de ses matelots, il risquait de perdre toute sa flotte. Il fit délier aussi promptement qu'il put les galères de l'aile qui n'était point encore attaquée; il en dégagea onze qu'il joignit aux huit laissées sur les ailes, et, annonçant qu'il allait tourner les ennemis, il gagna la haute mer. L'amiral vénitien conçut quelque inquiétude de ce mouvement, et resta en suspens jusqu'à ce qu'il eût reconnu quel parti prendrait son adversaire. Mais soit que Grimaldi manquât de résolution pour retourner à l'attaque, soit que ses soldats une fois éloignés du danger ne voulussent plus s'y engager, soit enfin qu'il ne lui restât d'autre espoir que celui de sauver ses dix-neuf vaisseaux, il profita de la nuit qui s'approchait pour faire voile vers Gênes; et les trente galères qu'il avait laissées liées ensemble, se voyant abandonnées et attaquées par une force plus que double de la leur, se rendirent sans résister davantage. Trois mille cinq cents prisonniers, la fleur de la noblesse et de la bourgeoisie de Gênes, tombèrent au pouvoir du vainqueur avec

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 79, p. 208.

ces trente galères ; deux mille Génois périrent dans le combat, ou furent noyés dans les vaisseaux coulés à fond (1).

Les Catalans, qui débarquèrent en Sardaigne après cette victoire, en recueillirent peu de fruits. Le juge d'Arborée, révolté contre eux, les battit à Oristagni, leur vendit chèrement, à Cagliari, une victoire qui acheva de les épuiser, et les força enfin à abandonner toutes leurs forteresses, et l'île même de Sardaigne (2). Les Vénitiens retournèrent dans leur patrie comblés de gloire et de richesses (3), tandis que Grimaldi, à son arrivée à Gênes, y répandit l'épouvante et la consternation. Vainement des ambassadeurs florentins exhortèrent la seigneurie à prendre courage, et lui offrirent toutes les ressources de leur république pour la défense du peuple génois ; ce peuple, qui paraissait dominer sur les mers de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et de la Scythie, et qui passait pour le plus libre et le plus fier des peuples de la terre, se laissa tellement abattre par un grand revers, et par les dissensions civiles que des reproches mutuels firent naître, qu'il ne crut plus pouvoir trouver de salut ailleurs que dans la servitude. Il chercha dans l'Italie quel était le protecteur le plus puissant auquel il pourrait recourir ; quel était le prince qui pourrait le mieux le venger d'un ennemi victorieux. Il s'adressa à l'archevêque Visconti, qui, maître déjà de la Lombardie, de l'Émilie, et d'une partie du Piémont, paraissait ne devoir pas tarder à soumettre aussi la Toscane. Le peuple génois demanda lui-même des fers à ce tyran ambitieux. Le 10 octobre 1353, le doge Jean de Valente fut déposé ; et le comte Palavicino, nommé par Visconti gouverneur de Gênes, fut reçu dans la ville avec une garnison de sept cents chevaux et de quinze cents fantassins. Le nouveau seigneur fit ouvrir des routes de communication avec la Lombardie ; et il envoya au peuple des vivres, au sénat de l'argent pour rétablir la flotte, comme si à ce prix il pouvait payer la liberté génoise (4).

(1) Le 29 août 1353. — *Matteo Villani*, L. III, c. 79, p. 209. — *Georgii Stellæ Annales Genuenses*, p. 1092. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1024.

(2) *Matteo Villani*, L. III, c. 80, p. 210. — *Zurita*, *Indices Aragon*, L. III, p. 200. — *Mariana*, *Historia de las Espanas*, L. XVI, c. 19.

(3) *Marin Sanuto*, *Vite de' Dogi*, p. 630. — *Naugerio*, *Storia Veneziana*, p. 1037.

(4) *Matteo Villani*, L. III, c. 86, p. 214.

Il est vrai que l'archevêque de Milan avait été choisi pour être l'arbitre et le pacificateur, plutôt que le maître de Gênes ; et, s'il avait observé les conditions qui lui étaient imposées, la république serait demeurée libre sous sa protection. Un de ses premiers soins fut de rétablir la paix entre les factions qui se combattaient (1). Il chercha aussi à mettre fin à la guerre maritime. Il chargea d'une ambassade à Venise Pétrarque qu'il avait attiré à sa cour. Il lui donna la commission de déclarer au doge Dandolo qu'il ne partageait point les haines nationales de ses nouveaux sujets ; qu'il désirait les réconcilier aux Vénitiens ; et que, dût-il n'y pas réussir, il espérait du moins que lui-même et ses anciens États demeureraient en paix avec la république (2). Mais les Vénitiens, non moins acharnés que les Génois dans leurs ressentiments, déclarèrent la guerre à l'archevêque, et les deux peuples maritimes redoublèrent d'efforts pour se préparer à de nouveaux combats (3).

[1354] Les Génois choisirent pour leur amiral, Paganino Doria, le grand homme de mer auquel, deux ans auparavant, ils avaient dû la victoire du Bosphore ; ils lui confièrent trente-trois galères. Les Vénitiens, de leur côté, en armèrent trente-cinq, toujours sous la conduite de Nicolo Pisani (4). Tandis que ce dernier secondait les opérations des Aragonais, sur la Sardaigne, où Pierre le Cérémonieux avait envoyé une armée considérable (5), Doria était entré dans le golfe Adriatique : il avait pris plusieurs vaisseaux marchands et quelques galères revenant de Candie ; il avait ravagé les côtes de l'Istrie ; et, le 11 août, il s'empara de la ville de Parenzo, qu'il brûla (6). Les Vénitiens, effrayés de l'approche des Génois, envoyèrent à Nicolo Pisani l'ordre de revenir défendre sa patrie. Ils fermèrent d'une chaîne l'entrée de leur port ; ils garnirent de leurs milices l'*aggéré* qui sert de boulevart aux lagunes, et ils se préparèrent à une vigoureuse résistance, s'ils étaient attaqués dans leurs foyers. Le doge, André Dandolo, auteur de la plus ancienne histoire de Venise qui nous soit parvenue, éprouva tant de cha-

(1) *Uberti Folietæ Genuens. Hist.*, L. VII, p. 451.
(2) De Sade, Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. V, T. III, p. 345.
(3) *Matteo Villani*, L. III, c. 93, p. 218.
(4) *Ibid.*, L. IV, c. 22, p. 250.
(5) *Ibid.*, c. 21, p. 249.
(6) *Marin Sanuto, Vite de' duchi di Venezia*, p. 627.

grin et d'inquiétude de la perte de Parenzo, et de l'approche des Génois, qu'il en mourut, le 7 septembre 1354. On lui donna pour successeur Marin Falièri, au nom duquel est attachée une triste célébrité (1).

Doria, au lieu d'attendre dans le golfe le retour de la flotte vénitienne, fit voile vers la Grèce; et Pisani, averti de la route qu'il avait prise, se dirigea vers les mêmes mers. Les deux amiraux se cherchèrent dans l'Archipel, sans se rencontrer. Pisani entra enfin dans le port de Sapienza, ou Porto-Longo, proche de Modon, pour reposer ses équipages et réparer ses vaisseaux. Il partagea cependant sa flotte en deux parties, pour que l'une fît la garde, tandis que l'autre se ravitaillerait. Il se plaça à l'entrée du port, avec six grands vaisseaux, et vingt galères qu'il enchaîna les unes aux autres. Pendant ce temps, Morosini, son contre-amiral, avec quinze galères et vingt spéronates ou barques armées, avait mis la proue en terre, au fond du port, qui est fort éloigné de son ouverture (2).

Lorsque Paganino Doria apprit où étaient les ennemis, il vint leur offrir la bataille, le 3 novembre 1354, devant l'entrée du canal de Porto-Longo; et ses équipages cherchèrent vainement, par mille provocations, à engager Pisani à l'accepter. Celui-ci, avec ses galères embossées, demeurait immobile, dédaignant les insultes des Génois, et attendant sa propre commodité pour combattre. Enfin, Jean Doria, neveu de l'amiral, avec une méprisante hardiesse, passa entre la flotte vénitienne et le rivage, et entra dans le port. Pisani le laissa faire, persuadé que ce jeune homme, placé entre sa ligne et celle de Morosini, ne pourrait plus lui échapper. Il laissa passer de même douze galères qui suivirent l'une après l'autre le jeune Doria. Ces treize vaisseaux, s'avançant vers l'autre extrémité du port, attaquèrent impétueusement la division de Morosini. Les navires, appuyés au rivage, n'en étaient que plus faciles à défendre; mais les Vénitiens, surpris d'être attaqués dans un lieu où ils croyaient n'avoir rien à craindre, ne firent qu'une faible résistance. Beaucoup de matelots, dans le premier effroi, se jetèrent à la mer pour gagner le rivage, plusieurs se noyèrent, et toute

(1) *Naugerio, Storia Veneziana*, p. 1038.
(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 32, p. 257.

cette division de la flotte tomba au pouvoir des Génois. Le jeune Doria revint alors attaquer par derrière la ligne qui défendait l'entrée du port, tandis que son oncle l'attaquait par devant : il poussa sur elle deux des vaisseaux qu'il venait de prendre, auxquels il avait mis le feu, pour incendier toute la flotte; et il causa aux Vénitiens un si grand effroi, qu'ils se rendirent tous sans combattre davantage. Ils avaient déjà perdu quatre mille hommes dans le port, ou sur le rivage. Doria revint en triomphe à Gênes, conduisant avec lui l'amiral vénitien, avec toute sa flotte et cinq mille huit cent soixante-dix prisonniers. Ainsi fut pleinement lavée la honte de la défaite de Grimaldi, à la Loiéra (1).

Une révolution qui éclata au mois de janvier de l'année suivante, à Constantinople, fut, pour les Génois, un nouveau sujet de réjouissances. Dans les guerres civiles de l'empire d'Orient, ils étaient toujours demeurés attachés au parti du jeune empereur Jean Paléologue. Ce prince, non moins corrompu et non moins faible qu'aucun de ses prédécesseurs, était alors retenu dans une espèce d'exil, à Thessalonique, par Cantacuzène, qui, de grand domestique et de tuteur d'un empereur enfant, s'était fait son maître [1355]. Un Génois, nommé François Cataluzzo, principal ministre et confident de Paléologue, entreprit de rétablir sur le trône ce monarque peu fait pour régner. Il réunit la faction formée, dix ans auparavant, par Apocaucus et l'impératrice Anne de Savoie; il introduisit secrètement Paléologue dans Constantinople; il surprit Cantacuzène, et le força à embrasser la vie monastique; enfin, il réunit tout ce qui restait de l'empire grec sous son souverain légitime (2). Cataluzzo épousa la sœur de Paléologue, et reçut en fief, de ce monarque qu'il avait remis sur le trône, l'île de Lesbos ou Mételin, qu'il transmit à ses descendants (3).

Les Vénitiens, qui avaient espéré engager Cantacuzène à se dé-

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 32, p. 258. — *Naugerio, Storia Veneziana*, T. XIII, p. 1039.— *Ubertus Folieta, Genuens. Histor.*, L. VII, p. 452.— *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, p. 1093.

(2) *Ducas Michaelis Nepos, Historia Byzantina*, T. XIX, c. 11, p. 16.— *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, p. 1094.

(3) *Ducas Michaelis Nepos*, c. 12, p. 18. — *Matteo Villani*, L. IV, c. 46, p. 268.

clarer de nouveau pour eux, perdirent courage à la nouvelle de cette révolution. Leur défaite à Sapienza avait presque détruit leur marine; le roi de Hongrie menaçait l'Esclavonie; le roi d'Aragon, leur allié, était occupé en Sardaigne, par la guerre que lui faisaient les Doria, les Malaspina et les Ghérardesca (1); enfin, la conjuration la plus dangereuse avait éclaté dans Venise même, et avait menacé l'existence de la république. Le sénat consentit alors à traiter de la paix : il promit de payer deux cent mille florins aux Génois, pour les frais de la guerre; d'établir pour trois ans un comptoir à Caffa, et d'interdire pendant le même temps aux négociants vénitiens tout commerce avec la Tana. Tous les prisonniers furent relâchés de part et d'autre sans rançon. Le traité de paix fut signé à la fin de mai, en réservant au roi d'Aragon le droit d'y prendre part, s'il le voulait, avant le 28 septembre (2).

Afin de presser la décision de ce monarque, la seigneurie de Gênes avait envoyé quinze galères dans les mers de Sardaigne, sous les ordres de Philippe Doria. Cet amiral, ayant échoué dans une tentative sur la Loiéra, se rendit avec sa flotte à Trapani, en Sicile. Là, il forma le projet d'une tentative hardie sur la Barbarie, à laquelle il fut encouragé par les révolutions survenues dans ce pays.

Les fils du roi de Tunis avaient conjuré contre leur père, et l'avaient fait mourir. Après ce parricide, le royaume fut désolé par des guerres civiles, dont la violence était proportionnée à l'atrocité du crime qui les avait excitées (3). La ville de Tripoli, auparavant assujettie aux rois de Tunis, avait été soutraite à leur obéissance; et le fils d'un maréchal sarrasin avait trouvé moyen de s'y élever à la tyrannie.

Les côtes de la Barbarie n'étaient point alors désolées comme elles le sont aujourd'hui : les Maures avaient conservé ou regagné leur indépendance; et le honteux gouvernement des brigands étrangers qui règnent sur ces belles contrées, après avoir été enrôlés dans la lie du peuple à Constantinople, n'avait pas commencé. Aussi les Africains ne songeaient point encore à la piraterie; ils suivaient avec ardeur le commerce, l'industrie manufacturière

(1) *Zurita, Indices Rer. ab. Aragon.*, L. III, p. 210.

(2) *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 650. — *Matteo Villani*, L. V, c. 45, p. 332.

(3) *Matteo Villani*, L. V, c. 11, p. 308.

et l'agriculture; ils possédaient toujours plusieurs écoles célèbres, et ils avaient conservé le goût des études, encouragées sous les règnes glorieux des premiers Miramolins Jamais les Musulmans ne s'étaient élevés jusqu'à la liberté; mais parmi les descendants des Arabes, il s'était conservé quelque chose de l'ancienne indépendance du désert; et dans sa décadence, l'Afrique était encore bien loin de l'état d'oppression où elle gémit aujourd'hui. Philippe Doria, instruit des révolutions qui venaient d'y éclater, et assuré qu'un peuple énervé par le despotisme n'était plus en état de défendre les richesses qu'il possédait encore, ne se fit point scrupule d'user de trahison envers des infidèles avec lesquels il était en paix. Après avoir fait préparer à Trapani des échelles murales et des machines de guerre, il entra dans la rade de Tripoli, l'une des villes les plus riches et les plus commerçantes de cette côte. Sous prétexte d'acheter des vivres, il envoya quelques matelots à terre, avec ordre d'observer la hauteur des murailles, et de s'informer de la manière dont on y faisait la garde. Il refusa cependant les présents que lui envoya le seigneur de Tripoli, et remit à la voile comme s'il retournait en Italie (1).

Lorsque l'amiral fut en haute mer, il communiqua aux capitaines de ses galères et à leur chiourme le projet qu'il avait formé. Il les assura qu'il les enrichirait tous, s'ils voulaient se conduire en braves soldats, et, au milieu de la nuit, il revint avec eux prendre terre dans le port de Tripoli. La ville reposait dans une pleine sécurité; et déjà les Génois s'étaient emparés des murs et d'une des portes, avant que les citoyens éveillés pussent courir aux armes. Cependant, le seigneur de Tripoli, entouré de quelques-uns de ses sujets, s'avança dans les rues pour combattre : mais après une courte escarmouche, il fut obligé de s'enfuir hors de la ville. Les Sarrasins qui se défendaient encore furent tués; les autres se soumirent en tremblant au sort qui les attendait (2).

Les Génois commencèrent ensuite le pillage de la ville, mais sous la direction de leurs chefs, et avec une régularité qui rendit cette calamité plus terrible encore pour les Africains. Ils apportèrent au dépôt commun toutes les richesses du seigneur, toutes

(1) *Matteo Villani*. L. V, c. 47, p 354.
(2) *Ibid.*, c. 48, p. 354.

celles des mosquées, toutes celles de tous les bourgeois; ils amassèrent de cette manière, en argent, en joyaux et en marchandises de prix, une somme d'un million huit cent mille florins d'or. Ils considérèrent comme faisant partie de leur butin sept mille captifs, hommes, femmes et enfants, qu'ils firent monter sur leurs galères. Ils envoyèrent alors à Gênes, pour rendre compte à la seigneurie de la conquête qu'ils avaient faite, et pour demander ses ordres; mais les Génois, indignés de ce que leur amiral avait attaqué, en trahison, un peuple avec lequel ils étaient en paix, craignirent aussi pour les marchands qui se trouvaient alors exposés aux représailles des Sarrasins, à Alexandrie et dans les Échelles: en sorte que, pour toute réponse, ils condamnèrent à un bannissement perpétuel leur amiral et tous ceux qui l'avaient secondé dans sa coupable entreprise (1).

Philippe Doria, voyant que sa république ne voulait point prendre possession de la conquête qu'il avait faite, vendit Tripoli à un Sarrasin, seigneur de l'île de Gerbi, pour le prix de cinquante mille doubles; et il députa de nouveau à Gênes, pour tâcher d'apaiser le courroux de son gouvernement. Dans cette ville, on avait appris que les princes Sarrasins, ennemis du seigneur de Tripoli, loin de songer à user de représailles, s'étaient réjouis de ses calamités. Alors la seigneurie se radoucit, et commua la sentence portée contre l'amiral et sa flotte. En expiation de leur faute, Philippe Doria et ses compagnons furent condamnés à faire, pendant trois mois, la guerre sans solde, au roi d'Aragon, qui n'avait pas voulu accepter le traité de Venise. Après trois mois passés sur les rivages de Catalogne, l'amiral, avec ses quinze galères, encore chargées de richesses et de captifs, fut reçu dans le port de Gênes. L'or fit oublier le brigandage et la perfidie par lesquels cet or même avait été acquis; et les prêtres s'empressèrent d'étouffer les remords des hommes d'État (2).

Nous avons dit que la république de Venise s'était décidée à ac-

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 49, p. 335.

(2) *Ibid.*, c. 60, p. 341. — Georgio Stella passe cette expédition sous silence. Oberto Foliéta la représente sous un jour avantageux, comme une punition des pirateries des Africains. L. VII, p. 453. Mais Foliéta était contemporain des deux Barberousse, et il reporte aux siècles antérieurs les ressentiments éveillés de son temps.

cepter une paix peu honorable, parce que la découverte d'une conspiration dangereuse avait répandu l'effroi dans sa capitale. Quatre jours après la mort du doge André Dandolo, le 11 septembre 1354, les quarante-un électeurs avaient proclamé, pour lui succéder, Marin Faliéri, comte de Val de Marina, vieillard âgé de soixante et seize ans, que ses grandes richesses et les emplois qu'il avait exercés signalaient parmi les premiers citoyens de Venise (1). Faliéri avait une femme jeune et belle, dont il était jaloux avec fureur. Il se défiait surtout de Michel Sténo, un des trois chefs de la quarantie, ou tribunal criminel; quoique les assiduités de celui-ci eussent pour objet, non l'épouse du doge, mais une des femmes de sa maison. Dans une fête publique, le dernier jour du carnaval, Faliéri, ayant remarqué les manières familières et peu décentes de cette femme avec Sténo, fit sortir celui-ci de l'assemblée. Ce gentilhomme, dans un premier mouvement de colère, écrivit, sur le trône ducal, dans une salle voisine, deux lignes injurieuses à l'honneur du doge et à la fidélité de son épouse (2).

C'était, pour le jaloux Faliéri, l'offense la plus mortelle : il reconnut Sténo, et le dénonça aux avogadors, auxquels il porta sa plainte. Il s'attendait à voir son injure vengée par le conseil des dix, avec une sévérité exemplaire; mais la cause, au lieu d'être déférée à ce conseil, fut renvoyée par les avogadors, à la quarantie même, dont Sténo était président. Le ressentiment, l'agitation d'une fête, la licence qu'autorisait le masque dont le coupable était couvert, furent considérés comme atténuant sa faute; et Sténo fut condamné seulement à un mois de détention. Le doge, plus irrité de cette indulgence que de la première injure, étendit sa haine et son désir de vengeance à toute la quarantie qui avait si mal puni le coupable, et à toute la noblesse, qui n'avait point pris à cœur l'offense qu'on lui avait faite.

Cependant il régnait toujours parmi le peuple de Venise une haine secrète contre cette noblesse qui s'était emparée exclusivement de la souveraineté, et qui avait privé la nation de ses droits.

(1) *Andrea Naugerio, Storia Venez.*, p. 1034. — *Vettor Sandi, Storia civile Venez.*, P. II, L. V, c. 5, p. 126.

(2) *Marin Falieri dalla bella moglie, altri la gode ed egli la mantiene.* — *Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 631.

L'insolence de quelques jeunes patriciens redoublait l'animosité du peuple. On les voyait profiter de l'impunité que leur assuraient des amis puissants, pour s'introduire dans les familles des bourgeois, séduire leurs femmes ou leurs filles, et maltraiter ensuite les pères ou les maris qu'ils déshonoraient (1). Israël Bertuccio, plébéien, chef de l'arsenal, avait été insulté de cette manière. Il vint porter au doge ses plaintes contre un gentilhomme de la maison Barbaro. Faliéri, en exprimant sa compassion impuissante, l'assura qu'il n'obtiendrait jamais justice. « N'ai-je pas été » insulté comme vous? lui dit-il; et la punition prétendue du cou- » pable n'a-t-elle pas été pour moi, pour la couronne ducale elle- » même, une nouvelle offense? » Des projets de vengeance succédèrent alors aux accusations juridiques. Israël Bertuccio fit connaître au doge les principaux mécontents; les conciliabules des conspirateurs s'assemblèrent plusieurs nuits de suite, en présence du chef de la république, et dans son palais. Quinze plébéiens s'engagèrent enfin avec le doge à renverser le gouvernement.

Les conjurés convinrent que chacun d'eux s'assurerait de quarante amis qu'il tiendrait prêts pour agir la nuit du 15 avril 1355. Mais, afin de ne pas éventer leur secret, ils résolurent de se borner à dire à ces associés qu'on voulait les employer à surprendre et punir, par ordre de la seigneurie, les jeunes gentilshommes dont les désordres avaient excité la haine du peuple. Le signal pour agir devait être la cloche d'alarme du palais de Saint-Marc, qu'on ne pouvait sonner sans l'ordre du doge. Les conjurés ne devaient cependant s'associer que des bourgeois connus par leur haine pour la noblesse, afin qu'ils gardassent fidèlement le secret dont on leur confiait une partie. Au moment où la cloche d'alarme aurait sonné, les conjurés devaient répandre le bruit que la flotte génoise était devant la ville; ils devaient marcher en même temps de tous les quartiers vers la place de Saint-Marc, en occuper les avenues, et massacrer les gentilshommes, à mesure qu'ils arriveraient sur cette place pour secourir la seigneurie (2).

Tous les préparatifs étaient achevés, et le secret de la conjuration avait été fidèlement gardé jusqu'à la veille de son exécution,

(1) *Matteo Villani*, l. V, c. 13, p. 311.

(2) *Marin Sanuto, Vite de' Dogi*, p. 632. — *Andrea Naugerio, Storia Venez.*, p. 1040.

lorsqu'un nommé Bertrand, bergamasque, pelletier, qui avait été choisi par un des conjurés pour conduire ses quarante associés, apprit plusieurs détails sur ce qu'il devait exécuter le lendemain, détails qui ne paraissaient point s'accorder avec les ordres supposés de la seigneurie, que jusqu'alors il avait cru remplir. Il alla le soir même révéler à Nicolo Lioni, un des membres du conseil des dix, le complot dans lequel il se trouvait innocemment engagé. Ni l'un ni l'autre ne soupçonnaient le doge d'être à la tête de cette entreprise; ils se rendirent ensemble auprès de lui, pour la lui dénoncer. Faliéri n'eut pas la résolution ou l'adresse de supprimer cette découverte : tour à tour il révoquait en doute les circonstances qui lui étaient indiquées, ou il déclarait être déjà instruit et avoir pourvu à tout (1). Cette inconséquence excita les soupçons de Nicolo Lioni; il quitta le doge pour se rendre au conseil des dix, et lui porter la note des conjurés que Bertrand avait fournie. Tous furent arrêtés dans leurs maisons par ordre de ce conseil. Des gardes furent distribuées dans la ville, aux clochers, et à la tour de Saint-Marc, pour empêcher qu'on ne sonnât l'alarme; plusieurs conjurés furent mis à la torture, et par leurs aveux on apprit que le doge lui-même était à la tête de la conspiration.

La tranquillité de la ville était assurée, les coupables étaient arrêtés, le doge enfin était gardé à vue dans son palais : mais le conseil des dix n'était pas sûr d'être autorisé, par la constitution, à juger le chef de l'État. Il appela vingt gentilshommes du premier rang à partager ses délibérations dans cette occasion importante. C'est ainsi que commença un corps puissant et permanent qu'on nomma la *Giunta* ou *Zonta* (2). Le doge fut traduit devant le conseil des dix, uni à la *Giunta*. Il fut confronté avec les principaux conjurés, qui furent ensuite envoyés au supplice : il avoua la part qu'il avait eue à la conspiration; et le second jour de la procédure il fut condamné à mort. Il eut la tête tranchée le 17 avril 1355, sur le grand escalier du palais ducal, au lieu même où les doges, à leur entrée en fonctions, prêtaient serment de fidélité à la république (3). Pendant son supplice les portes demeurèrent fermées;

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 13, p. 512.
(2) *Sandi, Storia civile*, L. V, c. 5, p. 150.
(3) *Marin Sanuto, Storia de' Duchi*, p. 634. — *Naugerio, Storia Venez.*, p. 1041.

mais, immédiatement après, un membre du conseil des dix parut sur le balcon, tenant à la main l'épée encore sanglante : *Justice a été faite d'un grand coupable,* dit-il au peuple ; et en même temps les portes du palais furent ouvertes, et la foule qui s'y précipita vit la tête de Marin Faliéri rouler dans son sang.

Nous avons vu, dans ce chapitre et le précédent, quelles relations le commerce et la guerre maritime avaient établies entre les Italiens et les Grecs. Avant de détourner nos yeux des affaires de l'Orient, il convient de parler aussi des liaisons d'un autre genre, des liaisons, soit littéraires, soit religieuses, qui se formèrent à la même époque entre les deux peuples.

Malgré leur orgueil, les Grecs ne pouvaient plus considérer les Occidentaux, et surtout les Italiens, comme des peuples barbares dont il leur fût permis de mépriser les arts, la littérature ou la richesse. Leurs marchands, leurs artistes leurs meilleurs soldats, souvent leurs confidents et leurs ministres, étaient Italiens ; et tandis que le génois Cataluzzo était l'homme de confiance de Jean Paléologue, Cantacuzène rappelle souvent l'amitié qui l'unissait au grand amiral Paganino Doria (1), amitié qui ne se démentit point au milieu de la guerre que ce héros génois fut forcé de lui faire avec les flottes de sa patrie. Le même empereur vante la fidélité que lui témoigna jusqu'au dernier moment sa garde italienne, commandée par Jean de Péralta. Il raconte que, sur le point de perdre le trône, il adressa à cette garde un discours en langue italienne (2), qu'il se vante d'avoir très-bien su parler. En effet, Cantacuzène est parmi les historiens grecs celui qui défigure le moins les noms occidentaux (3).

Mais tandis que les Grecs, malgré leur fierté et le mépris qu'ils

(1) *Cantacuzenus, Historiar.*, L. IV, c. 27, p. 656, 657.

(2) Πρῶτα μὲν ἤρξατο τῇ Λατίνων διαλέκτῳ, ἠπίστατο γὰρ αὐτὴν καλῶς. *Cantacuzenus, Histor*, L. IV, c. 41, p. 697.

(3) Avec des caractères différents, le changement de l'orthographe est plus excusable, parce qu'il n'y a quelquefois dans une langue point de lettre qui corresponde à celle qu'on emploie dans l'autre. Ainsi les Grecs n'ont plus de *b*, car leur β est devenu un υ. Ils représentent le *b* des Latins par μπ. Ils n'ont plus de *d*, car leur δ est devenu semblable au *th* doux des Anglais, et ils rendent notre *d* par ντ. Le *g* italien devant l'i, qui n'existe ni dans leur langue ni en français, devient pour eux τζ, et ils écrivent *Giovan* Τζιβάν. Ces lettres doubles donnent cependant quelque chose de barbare aux noms qu'ils ont rendus le plus fidèlement.

avaient affecté de tout temps pour les langues étrangères, apprenaient les lettres latines, les Italiens faisaient de plus grands progrès encore dans la langue grecque : ils commençaient à transporter en Italie la littérature d'Athènes; et ils s'appropriaient ces monuments du génie et du goût qui, dans tous les siècles, devront servir de modèles à la poésie et à l'éloquence.

Jamais l'étude de la langue grecque n'avait été complétement abandonnée en Italie. La domination des Grecs dans la Calabre et la Pouille dura jusqu'au temps où les Italiens commencèrent à faire des conquêtes en Grèce. Des relations de gouvernement, des alliances, des mariages, lièrent toujours assez intimement les deux peuples, lors même que les Grecs étaient sans communication avec le reste de l'Europe. Plus tard, le commerce et la navigation les mirent dans un contact presque continuel; en sorte qu'un nombre prodigieux de marchands, de matelots, de soldats, savaient le grec dans le treizième et le quatorzième siècle, comme une partie du peuple vénitien le sait encore aujourd'hui, sans que cette connaissance de la langue eût aucune influence sur la littérature italienne. Cependant ces communications fréquentes avaient fait entreprendre, dès le douzième et le treizième siècle, plusieurs traductions en latin des ouvrages que la philosophie, alors dominante, faisait le plus rechercher. On avait traduit entre autres les écrits d'Aristote, ceux de Galien, et ceux de quelques Pères de l'Église (1).

Mais le grec n'était encore qu'une langue utile qu'on apprenait dans un certain but, lorsque Pétrarque et Boccace, au milieu du quatorzième siècle, réveillant le goût de la belle littérature, et l'admiration pour les anciens, communiquèrent à la plupart des savants le désir de connaître les chefs-d'œuvre de l'ancienne Grèce dans leur langue originale, et étendirent leur activité sur cette partie des trésors de l'antiquité, qui jusqu'alors avait été laissée en partage aux savants de Byzance.

L'admiration pour les anciens, l'étude de leurs écrits, de leur poésie, de leur histoire, de leur religion et de leurs mœurs, s'étaient ranimées presque en même temps en Grèce et en Italie. Constantinople ne produisait plus d'orateurs ou de poëtes; mais

(1) *Tiraboschi, Storia della Letteratura italiana*, L. III, c. 1, T. V, p. 42.

on y trouvait des hommes qui, par leur enthousiasme pour les poëtes et les orateurs de l'antiquité, paraissaient dignes de marcher sur leurs traces. L'arrivée de quelques-uns de ces hommes en Italie, et leur liaison avec les chefs de la littérature latine, contribuèrent à réunir en un seul corps les beaux restes de l'antiquité; à les expliquer les uns par les autres; à les faire connaître à des peuples divers, et à faire sentir universellement toute la perfection de ces chefs-d'œuvre. C'est ainsi que les deux nations sauvèrent d'un commun accord les plus précieux monuments de l'antiquité littéraire, lorsqu'ils étaient sur le point de se détruire.

Le moine Barlaam eut peut-être la principale part à la restauration des lettres grecques en Italie. Barlaam était originaire de Séminara, en Calabre; pays, à cette époque, encore peuplé de Grecs. Ayant pris l'habit de moine de Saint-Basile, il passa en Étolie, de là à Thessalonique, et enfin à Constantinople, où il arriva en 1327. Il s'y fit remarquer par son savoir en astronomie, en philosophie, en mathématiques et en littérature. Il obtint la protection d'Andronic le Jeune, et de Cantacuzène, alors favori de cet empereur. Barlaam fut admis dans la maison de Cantacuzène, où il donna des leçons de théologie et de belles-lettres : il fut fait abbé d'un monastère, et il occupa l'Église grecque par des disputes; tantôt avec Nicéphore Grégoras, l'écrivain dont nous avons plusieurs fois fait usage dans le chapitre précédent; tantôt avec Palamas et les moines du mont Athos, sur la lumière du Thabor; tantôt enfin avec les députés de Jean XXII, sur les différends entre les Églises grecque et latine (1).

Ces dernières disputes n'empêchèrent pas Andronic le Jeune d'envoyer Barlaam à Avignon, auprès de Benoit XII, sous prétexte de travailler à la réunion des deux Églises, mais, dans le fait, pour obtenir des secours contre les Turcs. Barlaam revint de l'Occident, sans avoir eu de succès : ses controverses avec les moines du mont Athos se renouvelèrent; et elles lui causèrent tant de chagrin, qu'en 1341 il abandonna la Grèce, et vint chercher un re-

(1) *Tiraboschi*, L. V, c. 1, § 4, p. 424. Les moines du mont Athos prétendaient que la lumière qui avait été vue sur le Thabor, pendant la transfiguration de Notre-Seigneur, était divine et incréée, et qu'ils pouvaient eux-mêmes voir cette lumière, émanation de la Divinité, en demeurant plongés dans la contemplation, les yeux fixés sur le creux de leur estomac.

fuge à Naples, où il fut bien accueilli par le roi Robert. L'année suivante il fit un voyage à Avignon; c'est là qu'il connut Pétrarque, et qu'il lui donna des leçons de langue grecque. Il lut avec lui les œuvres de Platon (1). Mais il ne put pas continuer cet enseignement assez longtemps pour que le poëte italien apprît jamais complétement le grec. Quelques années après, un Byzantin distingué, nommé Nicolas Sigéros, ayant fait présent d'un Homère grec à Pétrarque, celui-ci répondit à ce seigneur, qu'il ne pouvait comprendre le prince des poëtes sans un interprète. « La mort » m'a enlevé, lui dit-il, notre Barlaam, ou plutôt je me l'étais » enlevé à moi-même, lorsque j'avais obtenu pour lui la dignité » épiscopale, sans réfléchir à la privation qu'il en résulterait pour » moi. » (Barlaam, en effet, après avoir renoncé aux opinions de l'Église grecque, fut élevé par le pape Clément VI à l'évêché de Girace, uni à celui de Locres). « Dans ses leçons journalières, » continue Pétrarque, il m'avait instruit de bien des choses; mais » il avouait qu'il en apprenait bien davantage encore de moi. En » effet, autant il était éloquent dans la langue grecque, autant il » était étranger à la latine, et, son esprit étant très-vif, on voyait » combien il éprouvait de peine à exprimer ses sentiments (2). »

Un ami de Pétrarque, plus jeune que lui, et non moins justement célèbre, Jean Boccace, parvint à une connaissance bien plus parfaite de la langue grecque; et il eut une part bien plus immédiate à l'introduction de cette littérature en Italie. Jean Boccace était né en 1313; il était citoyen florentin, mais originaire de Certaldo, château du val d'Elsa, à vingt milles de Florence. Son père, qui était marchand, le destina au commerce, et le fit voyager longtemps pour le former à cet état; mais Boccace, passionné pour la poésie, ne réussit point dans la carrière où il était entré. A vingt-huit ans il abandonna le commerce, du consentement de son père; et il entreprit l'étude du droit canon, qui pouvait le mener à des emplois lucratifs (3).

Toutefois Boccace ne se prêtait qu'avec peine à des études qui avaient pour but de gagner de l'argent. Il négligeait le droit,

(1) *F. Petrarcæ dialogus II, de Contemptu mundi*, T. II, p. 101.

(2) *Franc. Petrarcæ variar., Epistol.* 21, editio Basileæ, p. 1102.

(3) *Vita di Boccaccio di Filippo Villani*, en tête du Décaméron. *Tiraboschi*, L. III, c. 2, p. 315

comme il avait négligé son négoce; et il ne s'appliquait avec ardeur qu'à la poésie et aux sciences, qui ne promettent pour récompense que les plaisirs de l'esprit. Il étudia successivement l'astronomie, la philosophie sacrée, la mythologie, la géographie, l'histoire; et surtout il s'efforça d'acquérir une pleine intelligence des anciens écrivains grecs et latins; il rechercha leurs manuscrits avec diligence, et les copia de sa main. C'est ainsi qu'il parvint à être non-seulement un des plus élégants écrivains, mais aussi un des plus profonds érudits, et des meilleurs critiques de son siècle (1).

Boccace, qui n'avait point pris le chemin des honneurs et de la fortune, parvint cependant à un rang distingué; ses talents avaient établi sa réputation, et on le chercha pour lui donner des emplois de confiance. En 1347, il fut ambassadeur de la république florentine auprès des seigneurs de Romagne, et, entre autres, d'Ostasio de Polenta. En 1351, il fut chargé d'une mission non moins honorable auprès de Pétrarque. La république venait de prendre la résolution d'établir à Florence une université nouvelle : elle voulut y donner une chaire à Pétrarque ; et, après avoir racheté tous les biens de son père, qui avaient été vendus lors de l'expulsion des Blancs de Florence, elle lui députa à Padoue, où il était alors, Boccace, son ami, pour l'engager à rentrer dans sa patrie. La seigneurie lui écrivit en même temps une lettre dont voici quelques fragments.

« Il n'y a pas longtemps que nous avons pris la résolution de » faire fleurir parmi nous les bonnes études, trop négligées dans » notre cite. Nous voulons qu'on y puisse acquérir une instruction » complète et dans tous les genres, afin que notre république s'é» lève glorieusement, comme Rome fit autrefois, au-dessus des » autres cités d'Italie, et que sa renommée s'accroisse aussi bien » que sa prospérité. C'est par toi seul que notre patrie peut obtenir » ce qu'elle s'est proposé; aussi elle te supplie (et cette distinction » fut rare, même chez les anciens), de prendre en ta pensée son » université, et de faire que, par ton moyen, elle fleurisse. Choisis » toi-même le livre qu'il te plaira d'y expliquer; choisis la science » qui s'accordera le mieux avec ta réputation ou avec ton repos.

(1) *Tiraboschi*, L. III, c. 2, § 40, p. 515

» Peut-être se trouvera-t-il ici quelques hommes d'un génie élevé, » qui, excités par ton exemple, prendront courage pour publier » leurs vers dans notre ville..... Prépare-toi de ton côté, s'il nous » est permis de t'adresser des exhortations, prépare-toi à terminer » ton poëme immortel de l'Afrique, afin que les Muses, négligées » depuis tant de siècles, reviennent habiter parmi nous. Tu as » assez longtemps voyagé jusqu'ici; assez longtemps tu as examiné » les coutumes et le caractère des nations. Aujourd'hui tes magis- » trats et tes concitoyens, les nobles et le peuple, la maison » antique et le patrimoine de tes pères que nous te rendons, t'ap- » pellent et t'attendent. Reviens donc, reviens après de si longs » retards, et que ton éloquence seconde nos projets (1). »

Pétrarque parut touché d'une lettre aussi flatteuse, et qui donne une si haute idée de la manière dont les Florentins estimaient et récompensaient le mérite. Sa réponse exprime une vive reconnaissance; mais, avec sa pédanterie ordinaire, il y passe en revue, l'un après l'autre, tous les anciens qui avaient été rappelés dans leur patrie, et il se compare à eux tous (2). Il chargea Boccace de faire connaître quels projets il avait formés pour son retour à Florence; mais il ne les effectua jamais, et ne vint point s'établir dans sa ville natale.

Boccace fut de nouveau chargé par sa république de quelques ambassades. En 1351, il fut envoyé au marquis de Brandebourg, fils de Louis de Bavière, pour l'engager à attaquer les Visconti. Deux ou trois ans plus tard, il fut envoyé au pape Innocent VI, pour se concerter avec lui sur la conduite de la république, à l'égard de l'empereur Charles IV. Au milieu de ces emplois honorables, Boccace composa plusieurs livres qui contribuèrent à faire avancer les sciences, et à répandre les connaissances de l'antiquité: on estima surtout son traité sur la Généalogie des Dieux, et celui sur la Géographie ancienne. Ces ouvrages n'ont plus d'utilité aujourd'hui, parce que des recherches plus étendues nous ont fait connaître l'antiquité avec plus d'exactitude : mais ils montrèrent comment on peut unir une grande érudition à une saine critique,

(1) *Ab Mehus vitæ Ambr. Camaldul.*, p. 223. — De Sade, Mémoires, L. IV, T. III, p. 125. — *Tiraboschi*, T. V. L. I, c. 3, § 20, p. 75.
(2) *Variarum Epistol.* 5, p. 1078.

et distribuer dans un ordre judicieux un amas incohérent de faits et d'observations.

Il faut convenir que la prose latine de Boccace manque d'élégance; que ses poésies latines ne brillent ni par l'invention ni par le style; qu'enfin ses poésies italiennes n'auraient pu lui assurer seules le rang qu'il occupe dans la littérature : mais la réputation de Boccace repose aujourd'hui sur ses romans d'amour et ses nouvelles. Dans ce genre, il n'a eu aucun égal pour l'élégance du style, la grâce et la naïveté. Sa gaieté, quelquefois trop libre, est contenue par le goût, si elle ne l'est pas toujours par la modestie; et sa manière de raconter servira encore de modèle, lors même qu'on cesserait de chercher dans ses récits la peinture des mœurs de son temps.

Mais quoique les œuvres plus sérieuses de Boccace n'excitent plus aujourd'hui notre intérêt, nous ne devons pas oublier que c'est à lui, plus qu'à personne, que tout l'Occident doit le rétablissement des lettres grecques. Il y contribua par les progrès qu'il fit lui-même dans cette langue, par le goût qu'il s'efforça d'inspirer aux autres pour les mêmes études, et par les établissements publics qu'il fit consacrer par sa patrie à l'avantage des hellénistes. Ce fut lui qui attira en Italie Léonce Pilate, philosophe grec, originaire de Calabre, comme Barlaam, et non moins savant que lui. La figure de cet homme, dit Boccace, était repoussante, ses traits difformes, sa barbe longue, ses cheveux noirs, ses manières rudes et sauvages. Toujours on le voyait plongé dans une profonde méditation; mais on trouvait en lui comme une archive inépuisable, où toute l'histoire et la fable grecques étaient déposées (1). En 1360, Léonce Pilate, venant de Grèce, débarqua à Venise, d'où il avait l'intention de se rendre à Avignon. Boccace l'y rencontra; il rechercha son amitié, et l'engagea à venir s'établir à Florence : puis il détermina le gouvernement de cette république à fonder, en faveur du philosophe grec, une chaire de langue et de littérature grecques. Lui-même, quoiqu'âgé de quarante-sept ans, il se rangea le premier parmi les écoliers du nouveau professeur; il étudia trois ans sous lui les œuvres d'Homère. En 1364, Léonce Pilate désira revoir sa patrie; il quitta Florence, malgré les solli-

(1) *Boccaccio, de Genealogia Deorum*, L. XV, c. 6.

citations de ses écoliers, et retourna en Grèce. Il trouva ce pays désolé par les Turcs, et accablé par des calamités sans nombre : il se reprocha de n'avoir pas connu le prix du repos de l'Italie, et il se mit en route pour y revenir; mais son vaisseau fut surpris par un orage terrible. Le malheureux philosophe embrassait un des mâts au milieu de la tempête, lorsque ce mât fut frappé par la foudre; et Léonce périt consumé par le feu céleste (1).

Pendant le séjour à Florence du professeur grec, il avait traduit en latin, de concert avec Boccace, l'Iliade et l'Odyssée. L'Occident dut à ces deux hommes, et seulement alors, la connaissance d'Homère, dont on n'avait auparavant qu'une mauvaise traduction en vers. D'autres livres grecs furent répandus dans le même temps, par les soins de Boccace, dans toute la Toscane; aussi écrivit-il avec un juste orgueil, dans son Traité de la Généalogie des Dieux : « C'est moi qui, par mes conseils, détournai Léonce Pilate du des- » sein de se rendre à la Babylone d'Occident; c'est moi qui l'ai » conduit à Florence; je l'y ai reçu dans ma maison, et pendant » longtemps je lui ai donné l'hospitalité. J'ai travaillé avec zèle à » le faire admettre parmi les docteurs de l'université florentine; je » lui ai fait assigner une paye par le trésor public. Le premier » parmi les Italiens, j'ai pris de lui des leçons particulières, pour » l'entendre expliquer l'Iliade; le premier j'ai obtenu ensuite que » les livres d'Homère fussent enseignés publiquement (2). »

N'oublions pas nous-mêmes ces obligations; et rendons grâce à Boccace, à l'université, à la république florentine, de ce que les livres d'Homère sont parvenus jusqu'à nous, de ce que la langue du père des poëtes est devenue familière dans notre Europe; de ce qu'enfin les vertus et les monuments de l'antiquité, le patriotisme de Sparte et les arts d'Athènes, l'éloquence, la poésie, la philosophie, le souvenir de la liberté et de la grandeur d'âme des Grecs, sont restés à notre portée, et peuvent encore élever notre âme, former notre génie, ou échauffer notre cœur.

(1) *Petrarcæ seniles epistolæ,* Lib. VI, epist. 1, de janvier 1365.
(2) *De Genealogia Deorum,* L. XV, c. 7.

CHAPITRE XIV.

L'ITALIE IMAGE DE LA GRÈCE. — SES TYRANS. — ENTREPRISES DE JEAN VISCONTI, ARCHEVÊQUE DE MILAN. — GRANDE COMPAGNIE DU CHEVALIER DE MONTRÉAL. — LE CARDINAL ALBORNOZ ENTREPREND LA CONQUÊTE DU PATRIMOINE DE L'ÉGLISE. — MORT DE COLAS DE RIENZO. — 1351 A 1354.

L'Italie, où la littérature grecque venait d'être transportée par les soins de Boccace et de la république florentine, était le pays de l'Europe le plus propre à faire revivre l'ancienne Grèce. La nature elle-même s'est plu à doter ces deux magnifiques contrées de dons à peu près semblables. Elle a multiplié, dans l'une et dans l'autre, les sites pittoresques; elle y a entassé des rochers majestueux, creusé des vallons riants, et ménagé des cascades rafraîchissantes; elle a orné, comme pour un jour de fête, leurs campagnes de la plus riche végétation; et, tandis qu'elle a enrichi à l'envi l'Italie et la Grèce par les prodiges de sa puissance, elle a aussi donné aux hommes qui les habitent des qualités semblables, si du moins l'on peut reconnaître le caractère primitif d'un peuple, lorsqu'il a déjà été altéré par les gouvernements divers. Les qualités communes aux peuples de l'Italie et de la Grèce, les qualités permanentes, dont le germe s'est maintenu sous tous les gouvernements et se retrouve encore, sont une imagination vive et brillante, une sensibilité rapidement excitée et rapidement étouffée, enfin, le goût inné de tous les arts, avec des organes propres à apprécier ce qui est beau dans tous les genres, et à le reproduire. Dans les fêtes du peuple des campagnes, on démêlerait aujourd'hui des hommes en tout semblables à ceux qui, par leurs applaudissements, animèrent le génie de Phidias, de Michel-Ange ou de Raphaël. Ils ornent leurs chapeaux de fleurs odoriférantes; leur manteau est drapé d'une manière pittoresque, comme celui des

statues antiques; leur langage est figuré et plein de feu; leurs traits expriment toutes les passions, et en effet ils sont susceptibles de l'amour le plus impétueux, de la colère la plus bouillante. Aucune fête ne leur paraît complète si les facultés morales de l'homme n'y ont eu quelque part, si l'église où ils se réunissent n'est ornée avec goût et d'une manière piquante, si une musique harmonieuse n'élève leur âme vers les cieux. L'esprit lui-même ne reste pas étranger à leurs divertissements : lorsque, sur leur salaire, ils ont dérobé à leurs besoins une pénible épargne, ils ne la consacrent point à se procurer des boissons enivrantes ou des plaisirs crapuleux, mais ils la portent comme un tribut aux théâtres, aux poëtes improvisateurs, aux conteurs d'histoires qui éveillent leur imagination et qui nourrissent leur esprit. L'Italie est aujourd'hui le seul pays où le bouvier et le vigneron, le laboureur et le berger, remplissent avec leurs femmes et leurs enfants les salles de spectacle; c'est le seul où ils puissent comprendre les tragédies qui leur représentent les héros des temps passés, et des fables poétiques dont le souvenir ne leur est point absolument étranger.

A l'époque où l'étude des lettres grecques fut transportée en Italie, et lorsque des modèles, qui approchent de la perfection, furent offerts à l'imitation des orateurs, des poëtes, des philosophes et des artistes, la ressemblance entre la Grèce et l'Italie était bien plus complète encore qu'elle ne l'est de nos jours. Une parité presque absolue dans le gouvernement, dans les mœurs, dans les habitudes, semblait désigner d'avance l'un des peuples pour marcher sur les traces de l'autre. Cependant les lettres et les arts de la Grèce languirent quelque temps encore après leur introduction en Italie. L'imitation des meilleurs modèles parut refroidir le génie plutôt que l'animer. Il n'y a point d'impulsion pour ceux qui ne prétendent qu'à faire des copies; la pédanterie de l'érudition, l'étude des langues mortes qu'on s'efforçait en vain de faire revivre, et l'enseignement servile des écoles, donnèrent, pendant longtemps, une fausse direction à l'esprit national.

La fin du quatorzième siècle et le commencement du quinzième n'ont produit que des écrivains latins. Plusieurs d'entre eux sans doute sont arrivés à un rare degré d'élégance; mais tous avaient renoncé volontairement à un avantage inappréciable, à l'encouragement que leurs compatriotes seuls pouvaient leur donner. Lors-

que la nation entière est douée d'imagination et de sensibilité, elle prend à sa propre littérature un intérêt qu'elle ne peut attacher à une langue étrangère : elle lui communique son caractère; et elle concourt à la perfectionner, par ses critiques, plus encore que les auteurs par leurs travaux. Les défauts qu'on reproche jusqu'à ce jour à la littérature italienne peuvent tous s'expliquer par ce premier tort des lettrés, d'avoir abandonné la langue nationale dans le siècle qui devait le plus éminemment réunir le goût au génie. Ce siècle, qui suivit le Dante et Pétrarque, fut perdu pour les lettres : la pédanterie lui ôta toute sa vigueur; et tous ses monuments sont demeurés ensevelis dans une langue étrangère. Ce fut plus de cent ans après la mort de Pétrarque qu'on vit enfin paraître, en italien, deux poëmes regardés encore aujourd'hui comme classiques (1); mais tous deux sont à demi burlesques, car l'on croyait que la langue dans laquelle ils sont écrits était indigne d'un sujet sérieux. Lorsque, plus tard encore, cette langue fut employée de nouveau par des poëtes d'un talent supérieur, la nation qui devait les encourager avait perdu sa fierté, sa valeur, et surtout ces sentiments profonds qui mettent la poésie en harmonie avec l'âme aussi bien qu'avec l'imagination, qui font concevoir le dévouement, qui communiquent l'enthousiasme, et qui conservent une teinte mélancolique aux tableaux les plus animés.

Les arts ne furent point arrêtés dans leurs progrès, comme les lettres, par l'esprit d'imitation. On n'a retrouvé des tableaux antiques, encore en bien petit nombre, que lorsque la peinture moderne était déjà arrivée à sa plus brillante période. La marche de l'art fut lente, mais régulière; les peintres découvrirent à mesure qu'ils les mettaient en œuvre, et par leurs propres forces, les règles de la peinture et les moyens de l'exécution. Le génie ne perd rien de son noble enthousiasme, lorsqu'il ne se soumet aux lois qu'après les avoir dictées lui-même; aussi le feu primitif de la création brille-t-il toujours dans les ouvrages les plus corrects de l'école italienne. La sculpture, il est vrai, doit plus à l'antique; soit que le génie ait une moindre part à cet art, soit que ce génie n'ait jamais animé les modernes. Les statues antiques sont pour

(1) Le *Morgante maggiore* de Pulci, et l'*Orlando inamorato* de Bolardo, tous deux composés vers 1480.

nous le type de la perfection; et une copie parfaite serait à nos yeux un assez grand chef-d'œuvre. Cependant, même dans la sculpture, les Italiens créèrent avant de copier; et c'est parce qu'ils inventèrent eux-mêmes l'art qu'ils pratiquèrent dans le treizième et le quatorzième siècles, que, dans le quinzième, ils furent en état d'imiter de plus grands modèles.

Mais si cet esprit d'imitation, inconnu aux Grecs, établissait une extrême différence entre eux et les Italiens qui prétendaient les imiter, la ressemblance, d'autre part, était devenue plus exacte que jamais, dans une chose qui ne s'imite point, dans la situation politique des deux pays. L'Italie était devenue ce qu'avait été la Grèce; Athènes revivait dans Florence, Sparte dans Venise; Lucques et son Castruccio rappelaient, avec bien moins de vertus, Thèbes et son Épaminondas; Pise et Sienne pouvaient se comparer à Mégare et à Corinthe; Gênes, à Syracuse; tandis que la fertile Lombardie, comme autrefois les riches colonies de l'Asie-Mineure, n'avait pas su maintenir sa liberté. Les tyrans italiens ressemblaient aussi aux tyrans des Grecs. Ni les talents, ni même les vertus d'un *seigneur*, ne pouvaient légitimer son pouvoir usurpé; il demeurait toujours odieux au peuple, et en proie à ses propres soupçons : des révolutions fréquentes le précipitaient du trône, où il ne pouvait se maintenir que par des crimes; tandis que ceux que les Italiens appelaient les *seigneurs naturels*, le roi de Naples, comme autrefois celui de Macédoine, l'empereur, comme le grand roi de Perse, étaient respectés de génération en génération, et pouvaient sommeiller sur le trône, sans que leurs sujets tentassent de les renverser.

Parmi les races de tyrans qui s'étaient élevées sur la ruine des droits des peuples, celle des Visconti attirait surtout les regards de toute l'Italie. Son ambition avouée était d'envahir cette contrée tout entière; et les talents qui distinguèrent successivement plusieurs chefs de cette famille, tandis que des tyrans imbéciles ou corrompus régnaient à Vérone et à Padoue, à Mantoue et à Ferrare, ses immenses richesses, et le pouvoir qu'elle possédait déjà, semblaient lui assurer le succès dans ses projets d'agrandissement. Elle savait mettre à profit toutes les révolutions de l'Italie, pour étendre chaque jour sa domination. Tantôt elle réduisait les États voisins à se soumettre à elle sans réserve : tantôt elle leur offrait

seulement son alliance; mais la protection qu'elle accordait à ses alliés les asservissait. Elle continuait à favoriser de toutes ses forces le parti gibelin, auquel elle se faisait gloire d'être fidèle; mais c'était seulement dans les États où, à l'aide de ce nom encore puissant, elle espérait exciter les mouvements séditieux. Elle ne prenait point conseil de cet esprit de parti, dans sa politique intérieure; et c'était chez ses seuls rivaux qu'elle voulait l'entretenir. Selon ses convenances passagères, elle recherchait indifféremment l'alliance ou des papes ou des empereurs; elle les flattait tous deux, et n'était fidèle à aucun, parce que la corruption et la perfidie servaient mieux son ambition que n'auraient pu faire la franchise et la droiture. Dans les villes qui lui étaient soumises, elle laissait éteindre les factions à l'aide desquelles souvent elle les avait asservies; et les Lombards, corrompus par la fertilité de leurs campagnes, oubliaient volontiers, dans le luxe et la mollesse, non-seulement leurs anciennes haines, mais la patrie et la liberté, pour lesquelles, deux siècles auparavant, ils avaient fait de si grandes choses. Parmi tant de cités soumises aux Visconti, la seule ville d'Asti osait se plaindre encore de capitulations violées, et s'agitait toujours pour les vieilles querelles des Inardi et des Gottuari (1).

Les États de l'archevêque Jean Visconti étaient bornés, au couchant, par ceux de Jean Paléologue, marquis de Montferrat, d'Amé VI de Savoie, dit le Comte Verd, et des vassaux de celui-ci, Jacques, prince d'Achaïe et comte de Piémont, et Thomas, marquis de Saluces (2). Toutes les villes du Piémont, autrefois libres, dépendaient de quelqu'un de ces seigneurs. Ceux de la maison de Savoie étaient alors mineurs; et, par un compromis avec le marquis de Montferrat, ils avaient pris l'archevêque Visconti pour arbitre de leurs querelles, ce qui, pendant que ce dernier vécut, maintint la paix sur cette frontière.

Au levant, les États de quatre seigneurs séparaient le territoire des Visconti de ceux de l'Église et de la république de Venise. Les Gonzague dominaient à Mantoue et à Reggio; les marquis d'Este, à Ferrare et Modène; les della Scala, à Vérone et Vicence; et les

(1) *Benvenuto di San. Giorgio, Hist. Montisferrati*. T. XXIII, p. 516.
(2) Guichenon, Histoire généalogique, T. I, p. 328 et 402.

Carrare, à Padoue. La puissance de la maison d'Este et celle della Scala étaient de plus ancienne origine que celle des Visconti, et tous ces seigneurs avaient des titres égaux; cependant il s'en fallait bien que le pouvoir de ces quatre familles fût stable à l'égal de celui des Visconti. On voyait alors, à la tête de chacune, des jeunes gens perdus de débauche. Ces princes croyaient que le pouvoir souverain n'était autre chose que le droit de satisfaire leurs passions les plus honteuses. C'était pour jouir à leur tour de cette prérogative, et non pour se livrer à une ambition plus noble, que les cadets de chaque famille cherchaient sans cesse, par des complots perfides, à supplanter leurs aînés; les neveux, leurs oncles; les bâtards, leurs frères légitimes. Dans l'espace de peu d'années, on vit ces quatre maisons ébranlées et affaiblies par de semblables conjurations.

La guerre civile, qui éclata dans la maison d'Este, n'était cependant pas sans motif plausible. Le marquis Obizzo, avait, en mourant, légitimé, au mois de mars 1352, les fils qu'il avait eus d'une maîtresse; et il avait laissé à l'aîné, Aldobrandin, la succession à sa souveraineté. Son neveu, François, réclama contre un acte qui le dépouillait de ses droits; et, lorsqu'il vit un bâtard en possession de l'héritage de sa maison, il se retira à la cour des Visconti. De là il chercha, tantôt par des intrigues, et tantôt par les armes, à recouvrer des droits qu'il croyait légitimes (1).

Les divisions dans la famille della Scala n'étaient point aussi excusables. Can Grande, qui régnait alors, avait deux frères légitimes, et un bâtard nommé Frégnano. Au mois de février 1354, il s'était rendu à Bolzano, pour y avoir une conference avec le marquis de Brandebourg, son beau-frère. Frégnano essaya de profiter de l'absence de son frère, pour s'emparer de la souveraineté. Il se rendit maître, par un stratagème, de la personne du plus jeune de ses frères, qui était resté à Vérone, et de celle d'Azzo de Correggio, gouverneur de la ville. Alors il publia différentes lettres qu'il prétendit avoir été adressées à ce gouverneur, ou à lui-même. Sous prétexte que des troupes de Visconti menaçaient le Véronais, il fit sortir toute la garnison pour marcher à leur rencontre. Pendant la nuit du 17 février, il annonça la mort subite

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 480

du seigneur Can Grande; et, le matin du jour suivant, il parcourut les rues, à cheval, avec son plus jeune frère Alboin, et il reçut l'hommage des magistrats et du peuple. Feltrino, l'un des seigneurs de Gonzague, qui avait pris part à son complot, arriva bientôt à son aide avec des troupes; peu de jours après, Bernabos Visconti, neveu de l'archevêque, lui amena aussi un corps de cavalerie, que Frégnano n'osa point introduire dans la ville. Ces auxiliaires, qu'il n'avait pas demandés, et qui semblaient accourir par un amour désintéressé pour les trahisons, excitaient avec raison sa défiance.

Mais la nuit même que Bernabos s'éloignait de Vérone, où l'on n'avait pas voulu l'admettre, Can Grande, averti de la révolution survenue dans sa capitale, arriva devant la porte du champ de Mars : elle lui fut ouverte en silence par le capitaine, qui lui était dévoué; et Can, appelant aux armes le peuple, auquel il faisait répéter son nom, s'empara du quartier au delà de l'Adige. Le matin suivant, 25 février, il passa le pont, et attaqua Frégnano, qui défendait l'autre partie de la ville. Après un combat acharné, le bâtard della Scala fut tué, ainsi que Paul Pic de la Mirandole, qu'il avait nommé son podestat, et plusieurs de ses complices. Feltrino Gonzague fut fait prisonnier, et ne put ensuite racheter sa liberté qu'au prix de trente mille florins. Le cadavre de Frégnano fut ignominieusement attaché à la potence; un grand nombre de ses partisans furent envoyés au supplice, et Can Grande se trouva de nouveau maître de Vérone; mais la rébellion qu'il avait si rapidement étouffée lui avait fait connaître tout ce qu'il avait à craindre des seigneurs de Mantoue et de Milan (1).

Les conjurations qui furent tramées dans les familles de Carrare et de Gonzague ne firent point éclater de guerre civile. Elles s'accomplirent l'une et l'autre dans l'enceinte des palais des princes. A Padoue, un oncle et un neveu, Jacopino et Francesco de Carrare, régnaient ensemble. Ce dernier, que nous verrons ensuite gouverner et défendre ses États avec assez de gloire, fit tout à coup saisir son oncle à table, tandis qu'il soupait avec lui (2); il

(1) *Gazata Chronicon Regiense*, T. XVIII, p. 75. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 478. *Libro del Polistore*, c. 41, T. XXIV, p. 835. — *Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*, p. 618 — *Matteo Villani*, L. III, c. 99 à 102, p. 221.

(2) Le 18 juillet 1355.

l'accusa d'avoir ourdi un complot pour le faire assassiner, et il le fit jeter dans une prison, où le malheureux Jacopino vécut encore dix-sept ans. Sa femme, Marguerite de Gonzague, fut envoyée à Mantoue, avec son fils, âgé d'un an. Une secrète jalousie entre cette femme et celle de Francesco avait été la cause première de cette catastrophe (1).

La conspiration de Mantoue éclata la dernière. Guido de Gonzague, seigneur de cette ville, avait trois fils, dont il avait associé l'aîné, Ugolino, à son pouvoir; et, comme celui-ci montrait autant de valeur que de prudence, Guido, devenu vieux, lui abandonnait peu à peu toute son autorité. Les deux plus jeunes frères, Louis et François, en conçurent la plus violente jalousie. En 1362, ils complotèrent contre lui; et le 2, ou, selon d'autres, le 13 octobre, ils le massacrèrent. Le vieux Guido de Gonzague, qui, par sa conjuration contre Passérino des Bonacossi, avait, en 1328, élevé sa famille au rang des maisons souveraines, vit massacrer, par ses propres enfants, celui de ses fils sur lequel reposait toutes ses espérances : lui-même il fut dépouillé par eux du pouvoir souverain, et il finit ses jours dans la douleur (2).

Tels étaient les princes indépendants qui gouvernaient le nord de l'Italie. On y trouvait aussi, il est vrai, une autre famille de seigneurs, les Beccaria, qui dominaient à Pavie. Mais ceux-ci étaient vicaires tour à tour ou des Visconti ou seigneurs de Montferrat. Plusieurs petits princes régnaient encore dans les villes de la Romagne et de l'État de l'Église; cependant le nombre des maisons souveraines de l'Italie avait beaucoup diminué, et la géographie de cette contrée s'était fort simplifiée. Le nombre des républiques était plus réduit encore. Gênes et Bologne étaient, momentanément du moins, soumises aux Visconti; Lucques obéissait aux Pisans; en sorte qu'il ne restait plus que Venise, Pise, et les trois communes guelfes de Toscane, Florence, Sienne et Pérouse : les autres villes, jadis libres, de cette province, étaient plutôt sujettes qu'alliées de ces trois républiques.

Les communes guelfes de Toscane étaient plus particulièrement

(1) *Cortusiorum Historia de novit. Paduæ*, T. XII. — *Galari Cronica di Padova*, T. XVIII, p. 41.

(2) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 466. — *Platina, Historia Mantuana urbis*, L. III, p. 747

en butte aux projets hostiles et à l'ambition de l'archevêque de Milan; mais elles étaient aussi prévenues contre lui par leur double haine pour le parti gibelin et pour la tyrannie. Nous avons vu comment les Florentins avaient repoussé la guerre qu'en 1351 Visconti avait portée en Toscane, comment ils avaient forcé le général du seigneur de Milan à lever le siége de Scarpéria; mais la force ouverte était bien moins à redouter que les intrigues secrètes : Visconti cherchait dans chaque ville, dans chaque château, à s'assurer des partisans, ou à séduire des traîtres; et, pendant l'hiver qui suivit cette campagne glorieuse, peu s'en fallut que la ville d'Arezzo ne lui fût vendue. Le seigneur de Milan avait encouragé la famille guelfe des Brandagli d'Arezzo à s'emparer de la tyrannie; il avait ménagé pour elle une alliance avec les petits tyrans gibelins d'Agobbio et de Città-di-Castello. Déjà les Brandagli avaient surpris une porte : et ils avaient appelé à leur aide, par des signaux, les troupes des Visconti, lorsque les habitants d'Arezzo prirent les armes, et chassèrent les rebelles de la ville, avant qu'ils pussent exécuter leurs coupables projets (1).

Les républiques guelfes de Toscane, ralliées par le danger qu'elles couraient en commun, ayant conclu une ligue entre elles pour leur défense mutuelle (2), envoyèrent une députation au pape, afin de l'engager à se mettre à la tête d'un parti formé originairement pour la défense de l'Église, et à venger l'affront que ses armes avaient reçu devant Bologne.

Mais Visconti était dès longtemps entré en négociations avec la cour d'Avignon, pour chercher à l'apaiser. Il achetait au poids de l'or des partisans, jusque dans le sacré collége : ses présents avaient été acceptés par la vicomtesse de Turenne, maîtresse de Clément VI, qui avait tout pouvoir sur lui; en sorte que la cour faiblissait chaque jour dans sa colère, et chancelait dans ses résolutions (3). Les cardinaux, qui paraissaient animés du plus vif ressentiment, et qui parlaient avec le plus de force pour l'honneur de l'Église, n'avaient pas de honte, au consistoire suivant, de se

(1) *Matteo Villani*, L. II. c. 38, p. 126.
(2) *Ibid.*, c. 46, p. 135.
(3) *Ibid.*, c. 52, p. 140. — *Raynaldus, Annales eccles.*, 1352, § 7, T. XVI, p. 329.

déclarer pour ce même Visconti dont ils s'étaient montrés les antagonistes (1).

[1352] Enfin, le pape céda aux sollicitations de sa maîtresse et de ses courtisans : le 5 mai 1352, il déclara au consistoire des cardinaux, qu'en considération de la soumission de l'archevêque de Milan et de sa sainte obéissance, il annulait tous les procès intentés contre lui, et il retirait les excommunications et les interdits dont il l'avait frappé. Les ambassadeurs du seigneur de Milan présentèrent à Clément VI les clefs de Bologne, comme pour lui restituer cette ville; mais le pape les leur rendit. Il céda en même temps, pour le terme de douze ans, la souveraineté de Bologne à Visconti, à titre de fief de l'Église, moyennant une redevance de douze mille florins par année (2). Cent mille florins furent payés par le seigneur de Milan à la chambre apostolique, pour les frais de la précédente guerre en Romagne. Plus de deux cent mille florins avaient été dépensés pour séduire les personnages les plus importants de la cour d'Avignon, et obtenir d'elle un traité aussi avantageux (3).

Pendant ce temps, les républiques de Toscane, obligées à renoncer aux secours de leur allié naturel, s'étaient adressées à l'héritier d'une famille dont elles avaient combattu les ancêtres; au petit-fils de Henri VII, au fils de Jean de Bohême, Charles IV, qui était alors roi des Romains : elles lui représentèrent que le peu de pouvoir que les empereurs conservaient encore sur l'Italie serait bientôt envahi par les Visconti, si le monarque n'arretait pas enfin leur ambition; elles offrirent de le seconder de toutes leurs forces, pour abaisser l'orgueil du seigneur de Milan; de lever pour Charles une armée, et de lui payer des subsides, lorsqu'il viendrait en Italie prendre les deux couronnes du royaume des Lombards et de l'empire romain (4). Un chancelier de Charles IV vint à Florence pour suivre cette négociation. Le subside à payer à l'empereur fut fixé à deux cent mille florins : l'ar-

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 66, p. 151.

(2) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 427. — *Josephi Ripamontii Hist. Mediol.*, L. II, p. 539, *ap. Græviium Thesaurus*, T. II. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, T. II, p. 213.

(3) *Matteo Villani*, L. III, c. 4, p. 165.

(4) *Ibid.*, L. II, c. 76, p. 157.

mée qu'il devait commander devait être de six mille gendarmes, dont un tiers seulement à sa solde; et les magistrats des républiques devaient prendre le titre de vicaires impériaux. Ce traité fut publié à Florence, au commencement de mai 1352; mais Charles IV, ne pouvant encore s'éloigner de son royaume de Bohême, refusa de le ratifier (1).

L'archevêque de Milan n'avait point entrepris, pendant la campagne de 1352, de faire envahir la Toscane par une armée considérable; mais il avait distribué ses forces sur plusieurs points, et il avait donné des secours à tous les ennemis des républiques. Il suscita contre Pérouse et Sienne le comte d'Urbino, de la maison de Montéfeltro, le seigneur de Cortone, et le préfet de Vico, qui gouvernait Viterbe et plusieurs autres villes des États de l'Église. Dans les Apennins, le vieux Pierre Saccone des Tarlati était encore, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, l'ennemi le plus actif des Guelfes; il surprenait et dévastait, par des incursions inattendues, tantôt les campagnes du Mugello, tantôt celles d'Arezzo. Il s'était emparé du bourg Saint-Sépulcre, forteresse importante des Pérousins, et bientôt après d'Anghiari, et de deux autres châteaux (2). Enfin, dans la Garfagnane, François Castracani entreprenait le siége de Barga, avec des forces considérables que lui fournissait l'archevêque. Mais la ligue guelfe sortit glorieusement de cette lutte; elle reprit après un long siége, et rasa jusqu'aux fondements, le fort château de Bettona, à huit milles de Pérouse, qui avait été pris par les Gibelins (3) : Castracani fut forcé à lever le siége de Barga, après avoir été défait dans la Garfagnane (4); et Pierre Saccone, vaincu près de Bibbiéna, ne dut son salut qu'à la bonté de son cheval (5).

La guerre n'avait point été soutenue de part ou d'autre avec des forces proportionnées à la puissance de l'archevêque de Milan, ou des Florentins. Cependant l'un et l'autre partis désiraient la paix : Visconti redoutait la négociation déjà entamée par les Guelfes avec Charles IV; de plus, il craignait un changement dans les dispositions

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 6 et 7, p. 164; et c. 13, p. 170.
(2) *Ibid*, L. II, c. 49, p. 151
(3) *Ibid*, L. III, c. 25, 26, 27, p. 176.
(4) *Ibid.*, c 35, p. 181.
(5) *Ibid*, L. III, c. 11, p 168.

de la cour d'Avignon. Clément VI était mort le 5 décembre 1352, après avoir vécu dans la pompe et dans les plaisirs, non comme un chef de l'Église, mais comme un souverain voluptueux et magnifique, entouré de femmes et de chevaliers (1). L'évêque de Clermont, cardinal d'Ostie, qui lui fut donné pour successeur, le 28 décembre, sous le nom d'Innocent VI, pouvait avoir l'intention de rompre un traité surpris à son prédécesseur par la vénalité de ses courtisans. L'archevêque de Milan crut devoir faire la paix avec les Guelfes, pour n'avoir rien à craindre de l'Église. Il proposa aux républiques de Toscane d'ouvrir un congrès à Sarzana : les ambassadeurs s'y rendirent d'une et d'autre part, et commencèrent leurs conférences le 1er janvier 1353 (2). On accepta la médiation des Gambacorti et de la république de Pise, qui étaient demeurés neutres entre l'archevêque et les Florentins; et, par leur entremise, un traité de paix fut conclu entre Visconti et les républiques de Florence, Pérouse, Sienne, Arezzo et Pistoia. Quelques châteaux pris de part et d'autre furent restitués; et la république de Pise se rendit garante de l'exécution du traité (3).

Mais la paix de Sarzane procura à peine quelque mois de tranquillité aux Florentins. Bientôt une armée plus redoutable que celle de l'archevêque ravagea la marche d'Ancône et la Romagne, et une guerre plus désastreuse menaça les frontières de la Toscane. Un gentilhomme provençal, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, le frère Montréal d'Albarno, que les Italiens ont nommé Fra Moriale (4), s'était distingué au service du roi de Hongrie, dans les guerres du royaume de Naples. Dans ces provinces malheureuses, abandonnées à toutes les vexations des gens de guerre, il avait appris à donner une certaine régularité au brigandage, et à maintenir une certaine discipline parmi les soldats auxquels tous les crimes étaient permis. Par cette association de la règle à la licence, il avait rassemblé une compagnie d'aventure, avec laquelle il était

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 43, p. 186.

(2) *Ibid*, c. 47, p. 189.

(3) Il fut publié à Florence, le 1er avril 1353. — *Matteo Villani*, L. III. c. 50, p. 195.

(4) Sur son vrai nom, voyez *Raynaldus*, *Annales ecclesiast.*, 1353, § 5, p. 340. —*Cherubino Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, L. XXIII, T. II, p. 220. —De Sade, Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. V, p. 354

resté dans le royaume de Naples, après le départ de Louis de Hongrie. La reine Jeanne, pour s'en délivrer, avait pris à sa solde Malatesta, seigneur de Rimini, avec une forte armée : assiégé par lui en 1352 dans Averse, Montréal avait été forcé à capituler et à sortir du royaume, après avoir restitué tout le butin qu'il y avait amassé (1). Montréal, avec le petit nombre de soldats qui lui étaient demeurés fidèles, s'était mis à la solde du préfet de Vico, seigneur de Viterbe, d'Orviète, et de quelques autres villes du patrimoine de saint Pierre; mais dans cet abaissement même, il nourrissait de plus vastes projets : il avait écrit à tous les connétables qui commandaient des gens de guerre en Italie, pour leur offrir une solde et du service, comme dans les troupes réglées, leur annonçant en même temps qu'ils jouiraient auprès de lui de toute la licence que se permettaient les soldats des compagnies d'aventure. Par ces promesses, il attira sous ses drapeaux quinze cents gendarmes et deux mille fantassins; et il conduisit aussitôt cette troupe sur le territoire du seigneur de Rimini, dont il voulait se venger. Il entra dans ce petit État au mois de novembre 1353; et avant la fin de l'hiver, il avait déjà conquis quarante-quatre châteaux (2).

Pendant que Montréal mettait la Romagne à feu et à sang, il donnait à sa compagnie un gouvernement régulier. Il avait nommé un trésorier, des conseillers, des secrétaires avec lesquels il délibérait sur les intérêts communs. Des juges maintenaient la paix dans son camp, et faisaient observer, entre ses soldats, une rigoureuse justice, tandis qu'il leur laissait exercer toute espèce de brigandages contre les habitants des pays où il faisait la guerre. Le butin était partagé d'une manière régulière entre les officiers et les soldats : il était vendu ensuite à des marchands qui suivaient l'armée pour racheter les effets pillés; et Montréal faisait respecter les personnes et les propriétés de cette classe d'hommes. Par cette discipline, il faisait régner l'abondance dans son camp; les gens de guerre ne parlaient, en Italie, que des richesses qu'on acquérait à son service. Ceux qui étaient à la solde des princes ou des républiques, attendaient avec impatience le terme de leurs enga-

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 40, p. 184.
(2) *Ibid.*, L. III, c. 89, p. 216.

gements, pour quitter leurs drapeaux, et se rendre auprès de Montréal : plusieurs même commettaient des fautes volontaires pour se faire congédier avant l'expiration du temps pour lequel ils étaient engagés (1).

Malatesta, accablé par cette compagnie, vint implorer les secours des trois communes guelfes de Toscane. Il leur représenta que ces brigands, ennemis de toutes les nations et de tous les gouvernements, quitteraient bientôt sa principauté déjà épuisée, pour attaquer la Toscane, où ils espéraient trouver de plus grandes richesses; que si on ne se hâtait de les punir, leur exemple pernicieux séduirait tous les soldats d'Italie, et ferait tourner toutes les forces de la société contre elle-même. Malgré des motifs aussi puissants, Pérouse et Sienne refusèrent de provoquer un ennemi qui ne les avait point attaquées. Florence fit passer quelques secours à Malatesta, mais ils n'étaient pas suffisants; en sorte que le seigneur de Rimini les renvoya, et traita avec la compagnie. Il lui promit quarante mille florins, pour l'éloigner de ses terres, et lui donna un de ses fils pour otage (2). Il ne put cependant payer une si grosse somme qu'en licenciant toutes ses troupes, et les soldats qu'il renvoya passèrent au service de Montréal. Vers le même temps, plusieurs des premiers barons de l'Allemagne entrèrent dans la grande compagnie, qui devint plus redoutable que jamais (3).

Les républiques toscanes, qui n'avaient pas su attaquer la grande compagnie dans le moment convenable, avaient du moins formé une ligue pour se défendre contre elle : elles étaient convenues de mettre trois mille chevaux sur pied; et le contingent des Florentins était déjà arrivé à Pérouse. Mais Montréal réussit avec facilité à dissoudre cette ligue; il rechercha l'amitié des Pérousins, dont il déclara qu'il respecterait scrupuleusement la neutralité; il demanda de pouvoir traverser leur territoire sans s'y arrêter, et en payant comptant tout ce dont il aurait besoin. Séduits par l'espérance d'échapper au danger sans combat et sans dépenses, les Pérousins abandonnèrent lâchement leurs alliés, et firent leur paix

(1) *Matteo Villani*, c. 108, p. 229. — *Leonardo Aretino, Storia Fiorent.*, L. VIII.

(2) *Cronica Riminense*, T. XV, p. 902

(3) *Matteo Villani*, L. III, c. 110, p. 250. *Polistore*, c. 40, T. XXIV, p. 852.

particulière avec Montréal (1). Alors la compagnie entra, par Asciano et Montépulciano, sur le territoire de Sienne; et les Siennois, effrayés de l'abandon où leurs voisins les laissaient, traitèrent à leur tour avec Montréal, et lui donnèrent seize mille florins, pour qu'il continuât sa route sans s'arrêter chez eux (2).

[1354] Les Florentins avaient, à cette époque, des prieurs faibles et malhabiles, qui ne surent point mettre la république en état de se défendre. Ils échouèrent dans la tentative de contracter alliance avec les Pisans, pour repousser en commun l'ennemi; et ils ne réussirent pas à mettre une armée en campagne. La compagnie, au mois de juillet 1354, ravagea pendant huit jours le val d'Elsa et les environs de Staggia et de San-Casciano, sans rencontrer de résistance. Elle était alors composée de sept mille gendarmes, dont deux mille, il est vrai, avaient perdu leurs chevaux, et servaient à pied, sous l'armure de cuirassiers; de quinze cents hommes d'infanterie d'élite, qu'on appelait alors *masnadieri*, et d'une troupe de valets, de vivandières, et de gens de mauvaise vie, qu'on estimait à vingt mille personnes. Montréal savait employer avec avantage cette foule qui suivait son camp, pour piller les campagnes et procurer des vivres aux soldats (3). Les Florentins se résolurent enfin à payer vingt-cinq mille florins au trésor de la compagnie, et les Pisans seize mille (4), outre des présents considérables à ses différents chefs; et Montréal promit aux deux républiques qu'il ne rentrerait pas de deux ans sur leur territoire. Il recueillit ensuite le reste des contributions qui lui étaient dues en Romagne; après quoi il conduisit sa troupe en Lombardie, où une ligue s'était formée, à l'instigation des Vénitiens, contre l'archevêque de Milan. Montréal mit son armée à la solde de cette ligue, qui, pour quatre mois de service, lui promit cent cinquante mille florins (5).

Après avoir assuré par ce traité la subsistance de la grande compagnie pendant l'hiver, le chevalier de Montréal en confia le commandement à un Allemand, que les Italiens nomment le comte

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 14, p. 243.
(2) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, T. XV, p. 141
(3) *Matteo Villani*, L. IV, c. 15, p. 244.
(4) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1022.
(5) *Matteo Villani*, L. IV, c. 16, p. 245.

Lando ou de Landau. Lui-même il s'en sépara, et vint avec une suite peu nombreuse à Pérouse et à Rome, sous prétexte d'y régler des intérêts domestiques; mais, dans le fait, pour se ménager des intelligences dans le midi de l'Italie, où il comptait ramener au printemps sa terrible troupe. Les Pérousins, encore effrayés de sa puissance, le reçurent avec respect, et lui donnèrent le droit de cité dans leur ville; Montréal passa ensuite à Rome. Il croyait avoir droit à la protection du gouvernement de cette ville; car ses deux frères, qu'il avait laissés à Pérouse, venaient d'avancer à Colas de Rienzo l'argent que cet homme célèbre avait employé à lever quelques soldats, avec lesquels il était revenu à Rome en triomphe.

Mais le tribun, en rentrant au Capitole, s'était de nouveau considéré comme le représentant de l'ancienne république romaine, le protecteur de l'univers, et le vengeur des crimes commis dans toute l'Italie. Il fit saisir le chevalier de Montréal, et le fit traîner devant son tribunal : un acte d'accusation fut dressé contre lui, pour avoir attaqué sans provocation les villes de la Marche et de la Romagne; pour avoir porté le fer et le feu dans les campagnes de Florence, de Sienne et d'Arezzo; pour avoir commandé une troupe de brigands, souillés de rapines et de meurtres : et comme Montréal n'opposait à des faits aussi notoires que le droit prétendu de la guerre, le tribun déclara que le titre de général n'atténuait point des crimes qu'on punit chez les autres malfaiteurs; il condamna Montréal à la peine de mort, et lui fit trancher la tête à Rome, le 29 août 1354, sur la place des exécutions (1).

C'était par un changement de fortune bien étrange que Colas de Rienzo, qui en décembre 1347 s'était enfui du Capitole, et un mois plus tard avait été obligé de s'échapper en cachette du château Saint-Ange, qui avait été condamné comme hérétique et comme rebelle, et avait langui tour à tour dans les prisons de l'empereur à Prague, et dans celles du pape à Avignon, se trouvait de nouveau revêtu d'une autorité souveraine dans la ville d'où il avait été chassé.

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 23, p. 250. — *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 22. — *Ant. Ital.*, T. III, p. 531. — Lettre du pape Innocent VI, *ap. Raynald.*, *Ann. eccl.*, 1354, § 4, p. 352. — Le pape redemande par cette lettre, aux banquiers de Padoue, les biens de Montréal, pour les appliquer au soulagement des malheureux qu'il avait faits.

Le premier asile de Colas, après sa fuite de Rome, avait été la cour du roi Louis de Hongrie. Mais, lorsque ce prince avait quitté inopinément l'Italie, le tribun, resté sans défense, avait passé en Allemagne, pour implorer la protection de Charles IV (1), espérant qu'il communiquerait au roi des Romains son enthousiasme pour Rome, et qu'il rendrait ce monarque digne des titres qu'il portait. Dans le même esprit, Pétrarque avait écrit à plusieurs reprises au même Charles, pour lui rappeler les devoirs des empereurs (2). Mais le descendant de la maison de Luxembourg n'avait point hérité de la générosité, de la franchise, ou d'aucune des vertus chevaleresques de Henri VII, ou de Jean de Bohême. Il livra honteusement Colas au pape; et en 1352 le tribun arriva dans Avignon, conduit par deux archers (3). La mort de Clément VI, le respect qu'inspirèrent une éloquence et des talents distingués, et sans doute aussi les recommandations de Pétrarque, qui écrivit au peuple romain une épître en faveur de son magistrat, et qui la fit ensuite circuler à la cour d'Avignon, et parmi tous ceux qui se piquaient de littérature, pour décider l'opinion publique en faveur de son ami (4), sauvèrent Colas du supplice dont il était menacé. Quelque temps après, Innocent VI, ayant résolu de délivrer toutes les villes de ses États des tyrans qui les gouvernaient, et de les ramener sous l'autorité de l'Église, envoya Rienzi au cardinal Giles Albornoz, chargé de cette mission, pour que ce prélat tirât parti des talents et de l'éloquence du tribun, ainsi que du crédit qui lui restait encore (5).

Giles ou Égidio Albornoz se disait descendu des maisons royales de Léon et d'Aragon : il avait été nommé fort jeune archevêque de Tolède, ce qui ne l'avait pas empêché de porter les armes contre les Maures, et de se distinguer en combattant les infidèles. Après la bataille de Tariffa, il avait, de sa main, armé chevalier Alphonse XI de Castille; et, en 1343, il avait dirigé le siége d'Algésiras.

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 400.

(2) *Voyez* ces lettres dans les Mémoires de De Sade, T. III, p. 68 et 340

(3) De Sade, Mémoires, L. IV, p. 227.

(4) *Petrarcæ Epistolæ sine titulo*, epist. 4, p. 789. *Editio Basileæ*, fol. 1554.

(5) *Raynaldi Annales eccles.*, 1353, § 5, p. 540. — *Vita Innocentii VI, ex additamentis ad Ptolomæum Lucensem, e Cod. msto. Palatino*, T. III, P. II, *Rer. It.*, p. 608

Lorsqu'Alphonse XI mourut, Albornoz vint s'établir à la cour d'Avignon, où Clément VI lui donna le chapeau de cardinal. Innocent VI, en 1353, ayant à choisir un général, dans le sacré collége, jugea le cardinal espagnol plus propre qu'aucun autre à reconquérir les États de l'Église (1).

Albornoz entra en Italie, au mois d'août 1353, avec fort peu de troupes, et plus de promesses de subsides que d'argent comptant. Quoique son arrivée excitât la défiance de l'archevêque Visconti, celui-ci le reçut honorablement (2). Le cardinal passa ensuite à Florence, où il arriva au mois d'octobre; et il obtint de la république une petite troupe auxiliaire de cent cinquante cavaliers. Jusqu'alors les forces d'Albornoz n'étaient nullement proportionnées à ses vastes projets; mais il comptait moins sur son armée que sur les dispositions des peuples; car sa mission était toute bienfaisante. Il était chargé de rendre aux villes la liberté et le gouvernement républicain dont elles avaient joui longtemps sous la seule protection de l'Église; et il arrivait pour combattre de petits tyrans, ennemis des peuples autant que des papes, des tyrans dont l'autorité était odieuse, et dont les passions étaient cause de tous les malheurs publics. Clément VI, avant sa mort, avait déjà lancé une bulle d'excommunication contre tous ces usurpateurs, et plus particulièrement contre Jean de Vico, tyran de Viterbe et d'Orviète, François des Ordélaffi, tyran de Forli, et Jean et Guillaume des Manfrédi, tyrans de Faenza (3).

Les Romains furent les premiers à se réconcilier avec l'Église, par l'entremise du cardinal Albornoz; mais ils firent alliance avec elle, plutôt qu'ils ne se soumirent à son autorité (4). Depuis la fuite de Colas de Rienzo, ils n'avaient éprouvé que des révolutions désastreuses; les nobles rentrés à Rome avaient recommencé leurs brigandages : le peuple, sous la conduite de Jean Cerroni, démagogue qui, avec le titre de recteur, fut installé au Capitole,

(1) Mémoires de De Sade, T. III, L. V, p. 315. — *Raynaldi Annal. eccles.*, § 1, p. 338.

(2) *Polistore*, c. 40, T. XXIV, p. 833. — *Cherubino Ghirardacci*, *Stor. di Bolog.*, L. XXIII, p. 317.

(3) En date du 7 des ides de juillet 1352. — *Raynaldi Annal.*, 1352, § 11, p. 331. — *Matteo Villani*, L. III, c. 84, p. 215.

(4) *Matteo Villani*. L. III, c. 91, p. 217

avait chassé de nouveau la noblesse de la ville (1) ; il l'avait ensuite rappelée pour défendre Rome contre le préfet de Vico. Les nobles, que l'adversité n'instruisait jamais, avaient renouvelé leurs anciennes querelles ; les Orsini et les Savelli s'étaient battus dans les rues ; et le recteur Jean Cerroni, ayant vainement appelé le peuple aux armes pour maintenir l'ordre, abdiqua sa dignité, et s'éloigna d'une ville où aucun gouvernement ne pouvait se soutenir (2).

Lorsqu'Innocent VI succéda à Clément, il chargea, de concert avec le peuple, deux sénateurs, Bertoldo Orsini et Stéfano Colonna, de l'administration de Rome : mais peu de semaines après leur installation, la cherté des vivres ayant excité les plaintes de la populace, le Capitole fut assiégé ; Orsini fut lapidé, et Colonna, s'échappant par une fenêtre, ne se déroba à la mort qu'à l'aide d'un vil déguisement (3).

La guerre recommença ensuite avec fureur entre les différents partis de la noblesse ; et elle se continua jusqu'au mois d'août 1353. A cette époque les Romains, las de se battre pour leurs princes, se choisirent de nouveau un chef plébéien ; c'était un scribe ou notaire du sénat, nommé François Baroncelli. A l'imitation de Colas de Rienzo, il prit le titre de tribun ; et, comme lui, il envoya au supplice les nobles les plus séditieux, et força les autres au repos (4). Baroncelli gouvernait Rome lorsque le cardinal Albornoz, accompagné par Colas de Rienzo, entra dans l'État de l'Église. Ce fut lui qui conclut, avec le légat, le premier accord au nom du peuple romain. En même temps, Montéfeltro, Aqua-Pendente et Bolzéna, ouvrirent leurs portes au représentant du souverain pontife : mais Jean de Vico, qui portait le titre de préfet de Rome, mit en défense les sept villes (5) dont

(1) *Matteo Villani*, L. II, c. 47, p. 136.

(2) *Ibid.*, L. III, c. 18, p. 175, et c. 33, p. 181.

(3) Le 15 février 1353. — *Matteo Villani*, L. III, c. 57, p. 194. — *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 4, p. 491, *Ant. Ital.* — *Raynald.*, *Annal. eccles.*, 1353, § 4, p. 330.

(4) *Matteo Villani*, L. III, c. 78, p. 207. — *Cherubino Ghirardacci*, *Stor. di Bolog.*, L. XXIII, p. 224.

(5) Viterbe, Orviéto, Trani, Amélia, Narni, Marta et Canino. — Jean était seigneur d'un château bâti sur les rives pittoresques du lac de Vico, à la descente de la montagne de Viterbe. Aujourd'hui le château est détruit, les collines sont couver-

il s'était emparé, et fit ses préparatifs pour soutenir la guerre (1).

L'approche de Colas de Rienzo rappela aux Romains, non ses dernières extravagances, mais les beaux temps de son gouvernement et les espérances qu'il leur avait fait concevoir. Ils se rendirent en foule au-devant de lui à Montéfiascone. « Reviens à Rome, » lui disaient-ils, reviens dans ta ville ; c'est à toi qu'il appartient » de la délivrer de ses maux ; sois-en le seigneur, et nous te sou» tiendrons de toutes nos forces, n'en doute point ; jamais tu n'y » as été désiré, jamais tu n'y as été chéri comme tu l'es aujour» d'hui (2). » Mais Colas n'était plus indépendant : toutes ses démarches étaient subordonnées à la politique du cardinal ; et celui-ci songeait beaucoup moins à rendre maître de Rome un homme entreprenant et ambitieux, qu'à profiter de l'empire de cet homme sur les Romains, afin de faire réussir d'autres entreprises. Loin de vouloir prêter à Colas de Rienzo quelques gendarmes pour le conduire au Capitole, il demanda aux députés qui étaient venus auprès de lui, d'armer le peuple romain contre le préfet de Vico, s'ils voulaient que Colas rétablit ensuite chez eux le *bon état*.

Sur ces entrefaites, le préfet, qui avait pu reconnaître combien il était détesté par les citoyens de Viterbe et d'Orviète, voulut donner aux plus hardis l'occasion de manifester leurs sentiments, afin de pouvoir les en punir. Après avoir augmenté secrètement le nombre de ses satellites, il les distribua dans tous les lieux forts de ces deux villes, et les avertit de se tenir prêts. Il chargea ensuite quelques hommes affidés de crier *aux armes, vive le peuple !* Tous ceux qui supportaient impatiemment la tyrannie accoururent à cet appel, et s'attroupèrent dans les rues. Jean de Vico, à Viterbe, et son fils, à Orviète, n'attendaient que ce signal ; ils sortirent de leurs retraites avec leurs soldats, et, tombant sur les séditieux, ils en firent un massacre général (3).

Par cette exécution, le préfet croyait avoir assuré sa souverai-

tes de vastes forêts, les plaines sont changées en marécages, et il ne reste pas un habitant dans les fiefs où le préfet de Vico levait des armées, avec lesquelles il s'était rendu maître de sept républiques.

(1) *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 5, p. 495. — *Raynald., Annal. eccles.*, 1353, § 3, p. 559.

(2) *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 14, p. 513.

(3) *Matteo Villani*, L. III, c. 98, p. 220. — *Cronica d'Orvieto*, p. 680.

neté ; il ne fit qu'augmenter l'embarras de sa situation : le peuple, indigné, refusa désormais de le défendre contre le légat [1354]. Au mois de mars celui-ci lui prit Tascanella ; et au mois de mai il vint mettre le siége en même temps devant Viterbe et Orviète, avec treize cents chevaux et dix mille fantassins. Les Romains étaient venus en grand nombre au camp d'Albornoz, et d'autres renforts lui arrivaient encore. Jean de Vico n'osa point s'exposer au ressentiment du peuple, qui pouvait enfin éclater sans danger. Il se rendit à discrétion au légat ; il lui livra toutes les villes qu'il avait occupées, et qui furent remises en liberté, comme elles l'étaient auparavant, sous la protection de l'Église. Albornoz, cependant, en récompense de la prompte soumission du préfet, lui abandonna le gouvernement de Corneto, Civita-Vecchia et Respampano (1). Il tourna ensuite ses armes, au mois de juin, contre Jean de Gabrielli, tyran d'Agobbio, et il le força également de rendre la liberté à sa patrie (2).

La soumission du préfet ne laissait point de prétexte à Albornoz pour retenir plus longtemps Colas de Rienzo auprès de lui. Il lui conféra donc la dignité de sénateur de Rome, selon l'ordre qu'il en avait reçu du pape (3) ; et il le laissa partir, mais sans lui donner ni soldats, ni argent, pour achever son entreprise. Colas, néanmoins, s'était fait trop d'ennemis parmi la noblesse, pour pouvoir traverser la campagne de Rome et le patrimoine, s'il n'avait pas quelques compagnies de gendarmes pour escorte. Dans ce temps, les deux frères de Montréal, enrichis par les brigandages de cet aventurier, se trouvaient à Pérouse. Colas alla les voir ; il leur exposa ses projets pour la prospérité de l'Italie, il les sollicita de s'associer à sa gloire et au pouvoir qu'il allait recouvrer ; et, avec cette éloquence persuasive qu'aucun homme ne possédait au même degré que lui, il les engagea enfin à lui prêter une somme considérable pour le rétablissement du *bon état*. Lorsque Colas, peu de semaines après, fit saisir le chevalier de Montréal, qui, moins facile à séduire par des illusions que ses frères, venait

(1) *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 25, p. 405. — *Matteo Villani*, L. IV, c. 10, p. 240. — *Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 218. — *Rayn.*, *Annal. eccles.* 1354, § 1, p. 551. — *Cronica d'Orvieto*, T. XV, p. 682.

(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 13, p. 243.

(3) *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 16, p. 519.

à Rome pour veiller sur le tribun, et le forcer à tenir ses promesses; l'ingratitude de Colas, qui envoyait ce redoutable aventurier au supplice, fut bien plus remarquée que la justice de la sentence qu'il prononçait (1).

A son arrivée à Rome, Colas de Rienzo y fut reçu avec enthousiasme : son exil avait effacé le souvenir de sa vanité. L'autorité que lui confiait le peuple était consolidée par les décorations dont le pape l'avait revêtu. Non-seulement Innocent VI l'avait nommé sénateur, il l'avait reconnu pour noble et pour chevalier, et il avait ainsi ratifié la bizarre cérémonie de la conque de saint Sylvestre, en vertu de laquelle Colas avait pris le titre de chevalier du Saint-Esprit (2). Mais le sénateur-tribun, loin de se corriger de ses défauts, avait perdu, dans son exil, cet enthousiasme pour la vertu et la patrie, qui rachetait ses torts. Sa position était devenue plus difficile depuis qu'il devait concilier les volontés du pape avec celles du peuple. Le supplice de Montréal, et celui de Pandolfe Pandolfucci, citoyen romain universellement estimé, lui furent reprochés comme des actes d'iniquité : la guerre qu'il était obligé de soutenir contre les Colonna redoublait son embarras. Étienne Colonna le jeune, demeuré chef de cette maison, s'était fortifié dans Palestrina; et Colas, après avoir vainement entrepris le siége de cette place, avait été obligé de ramener ses soldats à Rome, sans argent pour les payer (3). Il essaya, dans cette situation pénible, d'établir une imposition nouvelle : le peuple ne s'y soumit pas longtemps.

Le 8 octobre, une sédition éclata dans deux quartiers de Rome à la fois, à Ripa-Grande, et à la place Colonne. Des forcenés se rassemblaient aux cris de *vive le peuple, meure le traître Colas de Rienzo!* Ils s'approchèrent du Capitole; et le tribun s'y vit bientôt abandonné par ses gardes, par ses ministres et ses serviteurs : il ne resta que trois personnes auprès de lui. Cependant il avait fait fermer les portes de ce palais; le peuple y mit feu : mais l'incendie, en gagnant l'escalier, ferma le passage aux assaillants. Colas se

(1) *Frammenti di Storia Rom.*, L. III, c. 21, p. 529.

(2) Il lui écrivit, en date du 5 des cal. de septembre, avec cette adresse. *Dilecto filio nobili viro, Nicolao Laurentii* MILITI, *senatori urbis*, Annal. ecclesiast., § 5, p. 552.

(3) *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 19, p. 535.

revêtit de son armure de chevalier, et prenant dans ses mains l'étendard du peuple, il s'avança sur le balcon d'une salle supérieure, et demanda, par signes, qu'on fît silence pour l'entendre. Tel était le pouvoir prodigieux de son éloquence, que, s'il avait pu obtenir qu'on le laissât parler, il aurait infailliblement apaisé la multitude. Mais le peuple se refusait obstinément à l'entendre, et lançait des pierres contre lui, pour le forcer à quitter le balcon : après de vains efforts pour apaiser ces forcenés, Colas ayant été blessé au bras, se retira dans le palais (1).

Il ne renonça point cependant encore à l'espérance de calmer le peuple en le haranguant. Il se fit descendre dans des draps liés aux fenêtres, pour parvenir sur la terrasse de la chancellerie qui était également à découvert, mais où il pouvait plus difficilement être atteint. De là il essaya encore de parler, et ses efforts pour se faire entendre furent encore inutiles. Alors on le vit, indécis entre une mort glorieuse en combattant, et l'espérance de la fuite, ôter ses armes, puis les remettre pour les ôter encore (2). Il s'arrêta enfin à ce dernier parti. Le palais était forcé, et la populace occupée au pillage dans des salles dont il était séparé par l'incendie. Il essaya de se dépouiller de tout ce qui, dans ses habits, pouvait faire reconnaître sa dignité; il s'enveloppa du manteau du portier : il prit sur sa tête des couvertures de lit, comme s'il revenait du pillage; et, traversant hardiment le feu, il indiqua aux pillards, en langue *romanesca* (3), l'endroit d'où il venait comme plein de butin, et il les enhardit à s'y aventurer à leur tour. Il passa ainsi, sans être reconnu, les deux premières portes et le premier escalier : s'il avait pu franchir aussi heureusement le se-

(1) *Frammenti di Storia Romana*, L. III, c. 24, p. 537

(2) *Ibid.*, p. 541.

(3) C'est le langage du peuple à Rome. Dans ce patois est écrit le fragment d'histoire romaine qui est souvent désigné sous le nom de *Vie de Colas de Rienzo*. Nous citerons ce passage intéressant, pour faire en même temps connaître ce langage :
« *L'arme puse ioso in tutto, dolore ene da recordarese. Forficaose la varva,*
« *e tenzese la faccia de tenta nera. Era là da priesso una caselluccia, dove*
« *dormea lo Portanaro. Entrato là, tolle uno vecchio tabarro de vile panno,*
« *fatto a lo muodo pastorale campanino. Quello vile tabarro vestio; puoi se*
« *mese in capo una coltra de lietto, e così divisato ne veo ioso. Passa la porta*
« *la quale flariava; passa le scale, e lo terrore de lo solaro che cascava. Passa*
« *la intima porta liberamente; fuoco non lo toccao, e misticaose co li altri,*
« *desformato desformava la favella, etc.* »

cond, il était sauvé; mais, devant la dernière porte, un Romain l'arrêta, et, le saisissant par le bras, lui dit : *Où vas-tu?*

Colas, arrêté, ne chercha plus à se cacher. Il jeta les couvertures qu'il portait sur sa tête, et déclara qu'il était le tribun. Il fut alors conduit jusqu'au bas de l'escalier du Capitole, devant le lion de porphyre égyptien. C'était là que lui-même avait coutume de faire lire les condamnations. Parmi les forcenés qui l'entouraient, personne n'osait le toucher; un profond silence succéda aux clameurs furieuses : lui-même attendait, les bras croisés sur la poitrine, la décision de son sort. Bientôt il leva les yeux; et, parcourant de ses regards la foule, il allait profiter du silence du peuple pour parler, lorsque Cecco del-Vecchio, artisan qui était près de lui, redoutant l'effet que pourrait faire encore son éloquence, lui enfonça son estoc dans le ventre. Aussitôt, tous ceux qui l'entouraient s'empressèrent de le frapper; sa tête fut séparée de son corps, qui, percé de mille blessures, fut traîné par la ville, et suspendu près de San-Marcello, à l'étal d'un boucher (1).

Ainsi mourut un homme qui deux fois releva la gloire du nom romain, et qui deux fois fut sacrifié par le peuple, auquel il avait consacré son existence.

(1) *Frammenti di Storia Rom.*, L. III, p. 545. — *Matteo Villani*, L. IV, c. 26, p. 252.

CHAPITRE XV.

MORT DE L'ARCHEVÊQUE VISCONTI. — CHARLES IV EN ITALIE. — IL TRAITE AVEC FLORENCE; IL RENVERSE A SIENNE LE GOUVERNEMENT DES NEUF, ET A PISE CELUI DE BERGOLINI. — IL SE RETIRE AVEC HONTE. — ANARCHIE DE LA SICILE ET DE NAPLES. — CONQUÊTES D'ALBORNOZ; DISCORDE ENTRE LES VISCONTI. — 1354 A 1355.

L'archevêque de Milan avait accepté la paix avec les républiques de Toscane, pour avoir le temps de se mettre en garde contre les projets ambitieux qu'il supposait à Innocent VI : en effet, ce pontife était à peine monté sur le trône, qu'il avait entrepris de réduire sous son obéissance tous les pays qui relevaient du saint-siége. Mais les conquêtes d'Albornoz, dans les États de l'Église, devenaient pour Visconti un motif de sécurité; le pape n'était pas assez puissant ou assez riche pour faire en même temps la guerre en Lombardie et autour de Rome. S'il voulait soumettre les tyrans qui s'étaient partagé le patrimoine de saint Pierre, il devait maintenir la paix avec les seigneurs de Milan, et renoncer à la haine que ses prédécesseurs leur avaient témoignée pendant cinquante ans. Jean Visconti crut donc pouvoir de nouveau se livrer à ses projets d'agrandissement. Peu de mois après la paix de Sarzana, il acquit la seigneurie de Gênes, comme nous l'avons vu dans un autre chapitre; et il se trouva bientôt engagé, malgré lui, dans la guerre de cette ville avec la république de Venise.

Visconti avait déjà donné plusieurs sujets de plainte aux quatre seigneurs de la Marche Véronaise qui séparaient ses États de ceux de Venise; il avait cherché à profiter de toutes les intrigues de chacune de ces petits cours, pour s'y faire un parti, ou même pour tenter de soumettre des villes qui paraissaient à sa bienséance. Mais les seigneurs de Mantoue, de Vérone, de Ferrare et de Padoue, faibles par eux-mêmes, et de plus divisés entre eux, osaient

à peine témoigner leur mécontentement, de peur que leurs plaintes ne servissent de prétexte à Visconti pour attaquer et conquérir leurs États. La seigneurie de Venise, qui ne possédait encore sur le continent que la seule ville de Trévise, avait besoin de se procurer des alliés en terre ferme, pour combattre le seigneur de Milan. Elle se donna beaucoup de peine pour réconcilier les petits princes de la Marche Véronaise, et les armer contre leur ennemi naturel. Les ambassadeurs vénitiens parcoururent à plusieurs reprises cette province : ils invitèrent les princes à divers congrès (1); et ils les déterminèrent enfin, au mois de décembre 1353, à signer une alliance en vertu de laquelle ils devaient mettre quatre mille chevaux sur pied, au commencement de la campagne suivante, pour attaquer l'archevêque de Milan. Les maisons d'Este, de Gonzague, de Carrare et della Scala se joignirent aux Vénitiens pour solliciter les Florentins d'entrer dans la même alliance. Mais leurs ambassadeurs ne purent déterminer cette république à renoncer à la paix qu'elle venait de conclure. La ligue formée par les Vénitiens s'adressa ensuite à Charles de Bohême, roi des Romains; elle reprit avec lui la négociation déjà ouverte par les Florentins, et elle lui offrit son secours pour lui procurer la couronne de l'empire, pourvu que, de son côté, le roi de Bohême attaquât le seigneur de Milan (2).

Charles IV était un prince intrigant et avide, mais de peu de courage; il sacrifiait sans cesse l'avantage de l'empire à celui de son royaume de Bohême, et son honneur à sa cupidité. Toutes ses négociations avec les Italiens n'avaient pour but que de les tromper : il ne songeait nullement à embrasser leurs querelles; et tandis qu'il traitait avec tous les ennemis de Visconti, il avait aussi accueilli les ambassadeurs du seigneur de Milan, et discuté les conditions d'une alliance avec lui. Ces négociations contradictoires lui parurent enfin avoir écarté de son expédition en Italie tous les dangers et toutes les difficultés qui avaient arrêté ses prédécesseurs (3). Les communes de Toscane, de tout temps ennemies des

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 470-482.

(2) *Matteo Villani*, L. III, c. 94, p. 218.

(3) En traçant le caractère de Charles IV, il faut choisir entre deux traditions tout à fait opposées. Les historiens de Bohême et ceux de Lucques en parlent toujours avec tout l'enthousiasme de la reconnaissance, ceux de tout le reste de l'Alle-

empereurs, l'avaient appelé les premières. Venise, Vérone, Padoue, Ferrare et Mantoue recherchaient son alliance; le seigneur de Milan et du reste de la Lombardie lui offrait son amitié; enfin, la cour d'Avignon l'avait créé roi des Romains, aussi ses ennemis l'avaient-ils longtemps appelé le roi des prêtres. Charles IV, qui désirait se décorer de la couronne de l'empire, envoya des députés à Innocent VI, pour ratifier les promesses qu'il avait faites à son prédécesseur, et demander que le pape lui permît d'entrer en Italie, et nommât les légats qui devaient le couronner. Une délibération du consistoire, en février 1354, satisfit pleinement ses désirs (1).

La guerre cependant avait éclaté entre l'archevêque de Milan et la ligue de la Vénétie; le 18 mai, François Castracani, général de Visconti, était venu mettre le siége devant Modène, qui obéissait au marquis d'Este. La famille des Pii, et tous les gibelins de Modène, avaient passé dans le camp milanais, et livré aux troupes de l'archevêque plusieurs châteaux forts (2). D'un autre côté, les Guelfes de Bologne et le parti républicain avaient voulu secouer l'autorité de Visconti d'Oleggio, qui commandait dans cette ville pour le seigneur de Milan. La révolte avait éclaté le 10 juin; on avait combattu avec fureur dans les rues : mais les républicains avaient succombé, et douze citoyens les plus distingués de Bologne avaient péri sur l'échafaud (3).

Il avait fallu quelques mois, de part et d'autre, pour que les puissances en guerre se missent en état de pousser avec vigueur les hostilités; mais la ligue de Vénétie venait de prendre à sa solde la grande compagnie formée par le chevalier de Montréal, et commandée par le comte Lando. On pouvait s'attendre à de brillantes opérations militaires, lorsqu'elles furent suspendues d'une manière imprévue. Jean Visconti, archevêque et seigneur

magne et de l'Italie lui attribuent le caractère que nous lui donnons ici. Charles fut sans doute un très-bon roi pour la Bohême; mais les historiens bohémiens ne peuvent pas se flatter que les monuments de sa magnificence, ou même ses bonnes lois, suffisent pour détruire le jugement que tous ses contemporains ont porté de lui. *Voyez* cependant le panégyriste de Charles, *Franz Martin Pelzel Vorrede Zur Kaiser Karl der Vierte*, T. I

(1) *Matteo Villani*, L. III, c. 103, p. 226.

(2) *Joh. de Bazano, Chronicon Mutinense*, p. 619.

(3) *Ibid.*, p. 620. — *Matteo Villani*, L. IV, c. 11, et 12, p. 241

de Milan, mourut inopinément, le 5 octobre 1354, à l'extraction d'un charbon, qui, deux jours auparavant, s'était manifesté à son front, et qu'on avait cru peu dangereux (1).

Il laissait, pour lui succéder, trois neveux, fils de son frère, Étienne Visconti : c'est entre eux que se partagea son héritage. Comme ils étaient entourés des soldats que l'archevêque avait rassemblés pour combattre la ligue, ils n'eurent pas de peine à se faire proclamer seigneurs, par toutes les villes de leur domination. Cette cérémonie, qui rappelait encore des droits que le peuple n'exerçait plus, se fit à Milan, le 12 octobre 1354. Les trois frères partagèrent ensuite et leurs États et leurs pouvoirs, de manière que chacun d'eux eût un apanage en propre, et que la souveraineté ne fût cependant pas divisée. La ville de Milan, centre du gouvernement, resta commune aux frères Visconti, de même que celle de Gênes. Matthieu, l'aîné des trois, prit pour sa part, Plaisance, Parme, Bologne, Lodi et Bobbio : voluptueux et corrompu par la mollesse, il ne demanda d'autre part à l'administration générale, que la prérogative d'être nommé le premier dans tous les actes. Bernabos, le second, eut en partage Crémone, Crème, Brescia et Bergame; en même temps il se chargea du département militaire. Galéaz, le troisième, prit sur lui l'administration intérieure, et il eut pour apanage Côme, Novare, Verceil, Asti, Tortone et Alexandrie (2).

Peu de jours après, on apprit que Charles IV, roi de Bohême et des Romains, était arrivé à Udine, le 14 octobre, et y avait été reçu par son frère naturel le patriarche d'Aquilée. Chaque État et chaque faction d'Italie avait négocié avec l'empereur élu; tous s'étaient flattés de diriger sa puissance contre leurs ennemis : mais ils apprirent avec étonnement que le monarque de l'Occident avait, pour toute suite, trois cents cavaliers désarmés. Charles, avec cette faible escorte, fit successivement son entrée à Padoue et à Mantoue. Il fut reçu, dans ces deux villes, avec un respect égal, par les Carrare et les Gonzague (3).

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 25, p. 252. — *Petri Azarii Chronicon*, T. XVI, p. 354. — *Bernard. Corio, Storia di Milano*, P. III, p. 229.

(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 26, p. 253. — *Petri Azarii Chronicon*, T. XVI, p. 357.

(3) *Matteo Villani*, L. IV, c. 27, p. 254. *Boluslaus Balbinus*, *Epitome Re*...

Pendant son séjour à Mantoue, Charles IV s'offrit à être médiateur de la paix entre la ligue de Vénétie et les Visconti. Il engagea la première à congédier la grande compagnie, qui se jeta dans l'État de Ravenne, pour le ravager. Mais la nouvelle de la défaite des Vénitiens par les Génois, à Porto-Longo, le 3 novembre 1354, ayant été apportée à Milan, les Visconti augmentèrent leurs prétentions; et l'empereur élu se réduisit à conclure une trêve entre les puissances belligérantes, jusqu'au mois de mai suivant. Aussitôt que cette trêve fut signée, Charles IV se rendit à Milan, pour y recevoir la couronne de fer de Lombardie (1).

Les Visconti ne virent pas sans étonnement le monarque, dont le nom seul avait été longtemps pour eux un épouvantail, se mettre entre leurs mains, avec son escorte désarmée (2). Ils voulurent du moins lui donner la plus haute idée de leur puissance; ils l'entourèrent, dans leur palais, de tout le tumulte d'un camp; six mille cavaliers et dix mille fantassins, à leurs ordres, remplissaient Milan. Les mêmes soldats passaient, dans le jour, plusieurs fois de suite sous les fenêtres de Charles IV, pour lui faire croire que l'armée des Visconti était beaucoup plus nombreuse encore. La couronne de fer fut apportée de Monza à Milan; et la cérémonie du couronnement se fit le 6 janvier 1355, dans la basilique de Saint-Ambroise.

Charles ne témoignait aucune défiance de l'appareil militaire dont il se voyait entouré; il sortit cependant avec joie de cette espèce de captivité, aussitôt qu'il eut reçu la couronne de fer, et il partit pour la Toscane. Il trouva les gardes doublées sur sa route, dans toutes les villes qu'il traversait; les Visconti le suivirent avec un gros corps de troupes, tandis que le monarque, entouré de chevaliers désarmés et montés sur des chevaux de course, paraissait, dit Villani, être un marchand qui se hâte d'arriver à la foire,

Bohemicarum, L. III, c. 21, p. 364. — *Franz Martin Pelzel, Karl der Vierte*, P. I, p. 410. Mais les deux historiens bohémiens, qui ne peuvent guère s'appuyer sur d'autre autorité que sur celle de Villani, se plaignent sans cesse de sa partialité.

(1) *Joh. de Bazano, Chronic. Mutinense*, T. XV, p. 622. — *Bernard. Corio, Storia di Milano*, P. III, p. 227, v.

(2) Fr. M. Pelzel porte à huit cents le nombre des cavaliers de l'empereur, P. I, p. 429.

bien plutôt qu'un empereur (1). C'est ainsi qu'il parvint à Pise, longtemps avant l'époque où il y était attendu.

[1355] Les Florentins, étonnés d'apprendre que l'empereur était si près d'eux, songèrent à se défendre contre lui, comme s'il leur apportait la guerre. Ils enfermèrent dans les lieux forts tout le bétail et tous les vivres épars sur leur territoire : en même temps, néanmoins, ils envoyèrent six ambassadeurs à Charles pour lui offrir de traiter avec lui à des conditions honorables (2).

Quoique l'empereur n'eût point conduit de troupes en Toscane, sa présence rendit bientôt très-critique la situation des républiques italiennes. Nous avons vu, dès le temps de l'expédition de Henri VII, combien l'opinion publique et celle des gens de lettres favorisaient les prétentions impériales. Pétrarque et Colas de Rienzo avaient soutenu que la souveraineté de l'univers appartenait toujours à Rome et à l'empire romain. Le premier, par ses lettres, le second, dans ses discours, avaient souvent sommé Charles IV de faire usage de ses droits, comme s'ils étaient toujours reconnus par tous les peuples. Il est vrai que les plus zélés républicains de Florence, et parmi eux notre historien Matthieu Villani, s'imaginaient trouver dans les lois et dans les monuments de l'antiquité une garantie de la liberté de Rome et de la Toscane. Ils croyaient, sur la foi des premières déclarations d'Auguste et de Tibère, que les anciens empereurs, maîtres du monde romain, avaient toujours été soumis au sénat et au peuple de Rome : ils prétendaient que les Césars obéissaient aux citoyens, tandis que toutes les nations étaient tributaires des Césars ; et comme les villes de Toscane avaient été admises de bonne heure à donner à leurs habitants le droit de citoyens romains, ils croyaient être encore ce même peuple auquel les empereurs étaient tenus d'obéir (3). La constitution de Rome, telle qu'elle existait au temps d'Auguste ou de Trajan, leur paraissait encore la seule origine du droit public ; et s'ils l'avaient mieux connue, ils auraient cru illégitimes toutes leurs prétentions à la liberté.

La présence de l'empereur en Italie, et dans le sein d'une ré-

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 30, p. 265. — *B. Marangoni*, *Cronica di Pisa*, p. 715.—*Neri di Donato*, *Cronica Sanese*, p. 145.
(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 41, p. 265.
(3) *Ibid.*, c. 77 et 78, p. 291.

publique, rassemblait bientôt autour de lui tous les partisans de son autorité. C'était lui qu'ils choisissaient pour juge des haines entre les factions, des guerres entre les États voisins. Ils affirmaient que le gouvernement municipal n'avait été institué que pour remplacer le souverain légitime durant son absence; qu'à l'arrivée du monarque, toute autre juridiction était suspendue; que la seigneurie devait lui être immédiatement déférée, et que les conditions qu'on prétendait lui imposer étaient essentiellement nulles.

Charles IV séjourna à Pise, du 18 janvier au 22 mars, pour négocier avec les communes de Toscane, tandis que l'impératrice et les principaux barons de l'Allemagne arrivaient successivement auprès de lui. Les grands feudataires étaient obligés, par les constitutions de l'empire, de suivre l'empereur en Italie, et d'assister à son couronnement. La curiosité et l'amour de la magnificence leur faisaient remplir ce devoir féodal plus régulièrement que les autres; et Charles IV, au printemps, se trouva à la tête de quatre mille hommes de cavalerie, choisis parmi la fleur de la noblesse allemande (1).

C'était la seconde fois que ce monarque visitait l'Italie; il y était déjà venu comme prince royal de Bohême, avec son père, le roi Jean : il avait alors gouverné Lucques pendant quelque temps; et il avait complétement gagné l'affection des Lucquois; il était sans doute supérieur à Spinola, qui l'avait précédé, et à Mastino della Scala, qui l'avait suivi dans l'administration de la même ville. D'ailleurs, Charles avait une affabilité, un esprit de justice et des vertus qui le rendirent cher à ses sujets immédiats, tandis que tout le reste de l'Italie et de l'Allemagne ne pouvait lui pardonner les défauts de son caractère. Les Lucquois considéraient comme un monument de l'affection de Charles IV, le château fort de Monté-Carlo, qu'il avait bâti en 1332, proche du Cerruglio, pour fermer leur territoire aux incursions des Florentins, du côté du val de Niévole (2). Le gouvernement oppressif des Pisans faisait

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c 30, p 270.—*Neri di Donato, Cron Sanese*, p. 140

(2) *Becarini, Annales Lucenses, mss.* L. VII, p. 038. — *Vita Caroli IV ab ipso scripta, ap RR. Steinhemium*, P. II, p. 20, verso. Monté-Carlo est peut-être le château de Toscane le plus admirablement situé pour le paysage; rien n'égale la magnificence de l'amphithéâtre que forment devant lui les Apennins.

regretter toujours plus aux Lucquois les espérances que Charles leur avait fait concevoir pendant son court séjour au milieu d'eux. Lorsqu'il fut élevé à l'empire, ils ne doutèrent pas que ce monarque ne s'intéressât à eux, de même qu'eux songeaient sans cesse à lui. Déjà, ils lui avaient écrit en Allemagne, pour lui demander sa protection; ils l'invitèrent à Lucques, et ils lui prodiguèrent les marques de leur affection (1). Le roi des Romains ne fut pas insensible à ces démonstrations d'attachement; et il admit quelques citoyens de Lucques à des conférences sur les moyens de rendre la liberté à leur patrie.

Mais Charles était déjà lié avec les Pisans, et ne voulait pas s'attirer leur inimitié pour favoriser Lucques. Il avait trouvé à Mantoue les ambassadeurs des premiers, et il avait conclu avec eux un traité ratifié par des serments. Il avait promis de respecter la liberté de Pise, de conserver à cette ville sa domination sur Lucques, et de maintenir, à la tête du gouvernement, la faction des Bergolini, et la famille Gambacorti. D'autre part, la république s'était engagée à lui payer soixante mille florins pour les frais de son couronnement (2).

La ville de Pise était divisée en deux partis qui portaient les noms de Bergolini et de Raspanti. Le premier avait une fois été celui de la noblesse; il avait pour chef François Gambacorta, riche marchand, qui, avec le titre de conservateur du bon état, était à la tête de la république. Quelques bourgeois puissants lui étaient attachés; aussi bien que les trois familles des Gualandi, Sismondi et Lanfranchi; mais la peste avait enlevé à ces familles leurs chefs et leurs plus braves combattants. Le parti opposé des Raspanti, qu'on nommait aussi Maltraversi, était demeuré attaché à la famille des comtes de la Ghérardesca. Paffetta, comte de Montescudaio, issu de cette même famille, avait été exilé de sa patrie; il était entré au service de l'empereur, et il jouissait de

(1) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 930-941

(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 36, p. 260. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1027. — *Tronci Annali Pisani*, édition in 4° originale de Livourne, 1682, p. 375. Nous citons aussi ce dernier, parce que nous commençons à nous rapprocher des temps où il a écrit. cependant il est confus et obscur sur toute cette période, et il paraît à peine avoir profité de Villani, qu'il avait sous les yeux. — *Neri di Donato, Cronica Sanese*, p. 143.

quelque crédit auprès de lui, lorsqu'il revint à Pise, à sa suite. Dès le lendemain de son retour, le 19 janvier, comme Charles se rendait à la cathédrale, pour y recevoir, en plein parlement, l'hommage de la ville, les amis de Paffetta, et tous les Raspanti, excités par lui, prirent les armes; les rues retentirent des cris de *vive l'empereur et la liberté! meure le conservateur!* Charles arrêta cependant le désordre, et fit poser les armes aux séditieux (1). Mais Gambacorta, effrayé du danger qu'il avait couru, voulut, par son dévouement à l'empereur, contrebalancer le crédit de Paffetta. Il fit déférer au monarque la seigneurie de la ville, avec la garde des portes et l'administration du trésor (2).

Les citoyens des deux partis se repentirent bientôt d'avoir sacrifié la liberté à leurs passions haineuses. Les magistrats appelèrent à eux les chefs des Bergolini et des Raspanti, et ils travaillèrent à leur réconciliation. Douze députés furent nommés de part et d'autre, pour fixer les conditions de la paix. Après quoi, Gambacorta et Paffetta, d'un commun accord, demandèrent à l'empereur de rendre à leurs concitoyens des priviléges auxquels ils avaient renoncé dans un moment d'égarement. Charles n'était alors entouré que de la faible escorte de chevaliers qui avait traversé avec lui la Lombardie; il n'avait pas encore reçu les renforts qui lui arrivèrent plus tard d'Allemagne. Il se prêta de bonne grâce aux désirs des Pisans, qui pouvaient lui faire la loi, et il rétablit les magistratures républicaines dans toute leur autorité (3).

Les Pisans avaient de tout temps été Gibelins; aussi considéraient-ils l'empereur comme le chef de leur parti et le protecteur de leur ville : les Guelfes, au contraire, s'attendaient à trouver un ennemi dans l'héritier de leurs anciens oppresseurs. Florence, Sienne et Pérouse, unies, moins encore par une ancienne alliance que par des intérêts communs, avaient résolu de se conduire, vis-à-vis de Charles IV, d'une manière uniforme; leurs ambassadeurs devaient se présenter ensemble au monarque, et agir de concert : mais bientôt les Pérousins se prévalurent de ce qu'ils relevaient

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 45, p. 267.

(2) *Ibid.*, c. 47 et 48, p. 269. — *B. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 714. — *Tronci Annali Pisani*, p. 377.

(3) *Matteo Villani*, L. IV, c. 51, p. 271.

de l'Église, et non de l'empire, pour refuser de s'associer aux Florentins et aux Siennois.

A Sienne, le gouvernement n'était plus dans les mains du peuple; une oligarchie roturière, formée depuis soixante et dix ans, sous le nom d'ordre des Neuf, s'en était emparée. Quelques ambitieux avaient profité avec artifice du mode d'élection aux magistratures, pour concentrer, en dépit des lois et de la constitution, l'autorité entre les mains de quatre-vingt-dix citoyens. Dans l'intérieur, ils se maintenaient contre la haine des nobles et du peuple, par la corruption et la brigue (1). Au dehors, ils espéraient s'agrandir par la perfidie. Ils donnèrent ordre à leurs ambassadeurs de se joindre aux Florentins, et de leur promettre qu'ils agiraient de concert avec eux, afin de les engager ainsi dans une conduite plus hardie; mais ils voulurent se faire ensuite un mérite auprès de l'empereur, en se séparant d'eux.

Les ambassadeurs des deux républiques furent introduits, le 30 janvier, à l'audience de Charles. Les Florentins parlèrent les premiers; ils demandèrent à l'empereur d'accorder à leur commune sa protection et son amitié, et de maintenir leur peuple dans sa liberté accoutumée. Leur discours fut respectueux, mais sans mélange de soumission, sans promesse d'obéissance. Les Florentins évitèrent même de donner à Charles aucun titre qu'il pût interpréter comme une reconnaissance de son autorité (2). Les Siennois parlèrent ensuite; et contre la promesse qu'ils avaient faite à leurs alliés, non-seulement ils appelèrent Charles leur empereur et leur seigneur, ils lui offrirent encore spontanément la seigneurie de leur commune, sans faire au préalable aucune condition avec lui (3). Le monarque, auquel on parlait à genoux, avait coutume de tenir des baguettes de saule, dont il découpait l'écorce avec un canif, tandis que ses yeux distraits erraient sur toute l'audience. Cependant il répondit aux deux ambassades avec autant de justesse et de noblesse que de modération : il témoigna

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 61, p. 278

(2) Ils l'appelèrent *Santa Corona*, et dans la suite du discours, *Serenissimo principe*, sans prononcer le mot d'empereur. *Matteo Villani*, L. IV, c. 53 et 54, p. 273. — *Frans Martin Pelzel*, *Karl der Vierte*, P. 1, p. 485.

(3) *Neri di Donato*, *Cronica Sanese*, p. 140. — *Orlando Malavolti*, *Istoria di Siena*, P. II, L. VI, p. 111.

plus de bienveillance aux Siennois; mais il promit aux Florentins de faire pour eux tout ce qui serait compatible avec l'honneur de sa couronne (1).

Lorsque les ambassadeurs siennois, de retour dans leur patrie, rendirent compte de leur mission, le peuple, assemblé en parlement, confirma, non sans quelque hésitation, l'offre de la seigneurie faite à l'empereur (2). Les villes de Volterra et de San-Miniato, qui, en raison de leur faiblesse, étaient plus jalouses des Florentins que soigneuses de leur propre liberté, se donnèrent à leur tour, sans condition, à Charles IV (3). La ville d'Arezzo ne fut retenue que par la crainte des Gibelins, qu'elle voyait en faveur à la cour; et celle de Pistoia, qui était sous la garde de Florence, fit quelques efforts pour suivre ces dangereux exemples. En même temps, tous les chefs des familles gibelines des montagnes, le vieux Pierre Saccone des Tarlati, Ubertini, évêque d'Arezzo, Néri de Faggiuola, fils d'Uguccione, et les Pazzi de val d'Arno, se rendaient à Pise, avec des armes et des chevaux, et grossissaient la cour de l'empereur. Ils faisaient valoir auprès de lui leurs services et ceux de leurs ancêtres, de tout temps dévoués au parti gibelin; et ils excitaient Charles à venger sur les Florentins les offenses que son père et son aïeul avaient reçues d'eux (4).

Mais Charles, lorsqu'il excitait l'animosité des Gibelins, qu'il approuvait leurs projets de vengeance, et qu'il publiait leurs offres, n'avait d'autre but que d'effrayer la république, et de tirer d'elle plus d'argent. Il demandait qu'elle se rachetât des condamnations prononcées contre elle, par Henri VII son aïeul; et, à ce prix, il consentait à confirmer en partie sa liberté et ses priviléges. Les Florentins offraient cinquante mille florins pour être remis en grâce; l'empereur en demandait davantage, et contestait sur quelques articles de la convention : enfin les conditions du traité furent arrêtées de la manière suivante. L'empereur annula toute

(1) *Orlando Malavolti, Istoria di Siena,* P. II, L. VI, p. 111; et L. IV, c. 74, p. 288.

(2) *Matteo Villani,* L. IV, c. 61, p. 279. — *Cronica d'Orvieto anonima,* T. XV, p. 684.

(3) *Matteo Villani,* L. IV, c. 63 et 64, p. 281.

(4) *Ibid.*, c. 62, p. 280. — *Leonardo Aretino*, *Istor. Fiorent.*, L. VIII.

condamnation prononcée contre Florence, contre ses citoyens, ou contre les comtes de Battifolle, Doadola, Mangone, et Vernia (1); il les rétablit dans la plénitude de leurs honneurs et de leurs droits : il autorisa le peuple à se régir par ses statuts et ses lois municipales; et il confirma par son autorité impériale, toutes ces lois, tant celles qui existaient déjà, que celles qui seraient portées à l'avenir par l'autorité législative dans la république, pourvu qu'elles ne fussent pas expressément contraires au droit public. Il donna irrévocablement le titre de vicaires impériaux à tous les gonfaloniers de justice et prieurs des arts, que le peuple mettrait à la tête de la république. Enfin, pour ne point troubler la tranquillité de Florence, il promit de n'entrer ni dans la ville, ni dans aucun château de son territoire. En retour de ces concessions, et pour solde de tout ce qui pouvait être dû par les Florentins à l'empire, il accepta la somme de cent mille florins, payable en trois termes, avant le mois d'août suivant (2).

Ce traité, qui remettait Florence au rang des villes impériales, lui conservait tous les droits et tous les priviléges de la république la plus libre. De nouveau, cette ville était reconnue comme membre de l'empire romain; et ce titre, loin de lui ravir aucune de ses prérogatives, lui donnait droit, au contraire, à une puissante protection. Cependant il ne fut guère moins difficile de faire accepter ces conditions par la bourgeoisie, que de les faire agréer par l'empereur. Le conseil du peuple fut rassemblé, le 12 mars, pour en entendre la lecture; mais Pierre de Grifo, notaire des réformations, l'ayant commencée, sa voix demeura étouffée par ses sanglots; sa douleur se communiqua aussitôt à ses auditeurs, et tout le conseil ne retentit plus que de pleurs et de gémissements, en sorte que la lecture fut renvoyée au lendemain. Dans cet intervalle, les chefs de la magistrature s'efforcèrent de faire comprendre aux citoyens, que le traité avec l'empereur qu'on leur offrait à sanctionner, ne dérogeait point à l'honneur de la république, et

(1) De la branche guelfe des comtes Guidi.

(2) Il est curieux de lire Pelzel sur ces mêmes transactions : il ne cite que Villani; mais il voit partout le triomphe de son héros : il conclut ainsi : So brachte Karl die stolze Stadt Florenz wieder unter die Botmässigkeit des Reichs. Und die Bürgerschaft beweinte den Verlust ihrer mit Recht verlornen Freyheit, T. I, p. 443. — *Matteo Villani*, L. IV, c. 76, p. 200.

n'était point contraire à son indépendance. Le 13, le conseil fut assemblé de nouveau, la proposition d'approuver le traité fut mise aux voix, et sept fois de suite elle fut rejetée par la majorité des suffrages. Cependant tous les citoyens qui jouissaient de quelque crédit ou de quelque autorité parlèrent à leur tour pour ramener le conseil du peuple à une conduite plus prudente, et la proposition de la seigneurie fut enfin sanctionnée : le lendemain, elle fut confirmée par le conseil commun, avec moins de répugnance (1). Le 21 de mars, le traité fut publié par l'empereur dans le parlement de Pise, et le 23, par la seigneurie dans celui de Florence; mais peu de citoyens assistèrent à ce dernier, et on ne les vit donner aucune démonstration de joie, quoique les cloches de la ville sonnassent en signe d'allégresse (2).

Dès que l'empereur eut terminé sa négociation avec la république florentine, il partit pour Sienne, et il fit, le 23 mars, son entrée dans cette ville. Depuis l'année 1283, elle était gouvernée par une faction qu'on appelait le *Mont des Neuf*. Dans son origine, cette faction était composée de chefs du parti populaire, qui, pour exclure la noblesse du gouvernement, et assurer la supériorité des Guelfes, avaient établi une seigneurie, telle à peu près que celle des prieurs à Florence. Ils l'avaient composée de neuf magistrats, dont trois étaient pris dans chacune des trois divisions de la ville. Les neuf seigneurs devaient être plébéiens, et choisis par le conseil du peuple; l'élection, faite en une seule fois, devait comprendre tous ceux qui siégeraient successivement dans l'année. Leurs noms étaient ensuite distribués, comme à Florence, dans des bourses d'où on les tirait au sort, pour gouverner pendant deux mois.

Mais, les premières élections n'ayant désigné qu'un petit nombre de citoyens, ceux-ci eurent l'art de maintenir, de resserrer même leur oligarchie dans toutes les élections nouvelles. Ils entraient de droit au conseil du peuple, chargé de faire un nouveau scrutin. Dans ce conseil, il suffisait d'un nombre peu considérable de voix contraires, pour empêcher un citoyen nouveau de siéger dans la seigneurie ; il fallait, d'autre part, une grande majorité

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 70, p. 285.
(2) *Ibid.*, c. 75, p. 289.

pour faire sortir des bourses le nom d'un citoyen qui y avait été déjà admis. Les chefs de l'oligarchie, après avoir arrêté entre eux l'élection prochaine, écartaient dans le conseil du peuple, par leur opposition unanime, tous ceux dont ils ne voulaient pas permettre l'élection. De cette manière, ils avaient resserré l'autorité souveraine entre les mains de moins de quatre-vingt-dix citoyens (1). Toutefois cette usurpation même les avait rendus singulièrement odieux, soit à la noblesse, que les lois excluaient de toute part à l'administration ; soit au peuple, qui se voyait dépouillé, par la fraude, des droits que la constitution lui attribuait.

La haine de leurs concitoyens engagea les neuf seigneurs de Sienne dans une conduite constamment ou faible ou perfide. Tandis que les trois républiques guelfes de Toscane auraient dû défendre en commun leur liberté, les Neuf ne manquèrent jamais de trahir la cause de leurs alliés, dans leurs relations, tantôt avec les Visconti, tantôt avec la grande compagnie, tantôt avec l'empereur. Ils avaient soumis leur patrie à ce dernier, pour s'assurer de sa protection ; mais Charles recherchait des amis qui lui prêtassent des forces, et non qui en empruntassent de lui. Au moment où il entra dans Sienne, il y fut accueilli par les cris de *vive l'empereur, meure l'ordre des Neuf !* Il vit à la tête des mécontents les chefs de la noblesse, les Toloméi, Malavolti, Piccolomini, Saracini, et même une partie des Salimbéni, quoique d'autres fussent attachés au gouvernement. Il vit encore dans l'opposition une foule de riches bourgeois, et tout le peuple : ce parti était évidemment le plus fort, c'est aussi celui qu'il crut plus prudent d'embrasser (2).

L'empereur n'essaya donc point, ce premier jour ou le lendemain, d'apaiser les mouvements tumultueux du peuple. Le troisième jour, la sédition prit un caractère plus sérieux ; les rues furent barricadées, et les Neuf, assiégés dans le palais de la seigneurie, supplièrent eux-mêmes Charles de s'y rendre pour les délivrer. En effet, l'empereur se présenta devant les portes du palais ; elles lui furent ouvertes, et il y entra à cheval. Il ordonna aux Neuf de déposer à ses pieds la baguette du commandement : il exigea d'eux qu'ils le déliassent de l'engagement qu'il avait pris

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 61, p. 278.
(2) *Ibid.*, L. IV, c. 81, p. 304 — *Neri di Donato*, *Cronica Sanese*, p. 147.

de maintenir leur autorité ; il se fit rendre les chartes qu'il leur avait accordées, et il les fit brûler sous ses yeux. Pendant ce temps, le peuple forçait les prisons, les archives des Neuf, et l'église où l'on conservait les bourses de la seigneurie. Ces bourses, avec les bannières de l'ordre, furent traînées dans la boue, en présence de l'empereur. Toute la ville retentissait du cri de *meurent les Neuf !* leurs maisons étaient attaquées et pillées, leurs personnes insultées ; plusieurs de ceux qui ne réussirent pas à se cacher ou à s'enfuir, furent taillés en pièces. L'empereur, il est vrai, sauva la vie des seigneurs qui étaient avec lui dans le palais ; et il refusa de les livrer au peuple irrité (1). Cependant il semblait partager lui-même la fureur populaire, et il la sanctionnait par les décrets qu'il rendait contre tout l'ordre des Neuf. Mais en même temps il se hâta de faire confirmer par toutes les classes de la nation l'autorité sur la république que la seigneurie détruite lui avait déférée. Il nomma ensuite trente commissaires, douze nobles et dix-huit plébéiens, pour réformer le gouvernement, sous la présidence de son frère naturel, l'archevêque de Prague, patriarche d'Aquilée. Il laissa aussi à Sienne les Tarlati, le seigneur de Cortone et les comtes de Santa-Fiora, pour y maintenir son autorité ; et trois jours après, le 28 mars, il se remit en route pour Rome (2).

Le couronnement de l'empereur élu avait été fixé au dimanche de Pâques, 5 avril ; et Charles avait promis au pape qu'il ne passerait qu'un jour à Rome, et qu'il repartirait immédiatement après la cérémonie. Il arriva cependant dès le jeudi, 2 avril, devant les portes de la ville ; mais, pour ne pas manquer à sa promesse, s'il y entra, ce fut en habit de pèlerin, confondu parmi ses barons, et sans être connu des Romains. Pendant deux jours il visita les églises, pour y faire ses dévotions ; le dimanche il ressortit de la ville, avant le lever du soleil, avec toute sa suite, pour y rentrer en pompe quelques heures plus tard (3).

Charles fut sacré dans la basilique du Vatican, par le cardinal évêque d'Ostie. Jean de Vico, préfet de Rome, et ci-devant sei-

(1) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, T. XV, p. 146.

(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 80, p. 290. — *Neri di Donato, Cronica Sanese*, p. 149. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. VI, p. 112.

(3) *Matteo Villani*, L. IV, c. 92, p. 302. — *Raynaldi, Annal. ecclesiast.*, 1355, §§ 6 et 7, p. 365. — *Cronica d'Orvieto*, p. 684.

gneur de Viterbe et d'Orviète, lui mit sur la tête la couronne d'or; et Charles, de sà propre main, couronna l'impératrice. Ensuite il se remit en marche avec tout son cortége; et revêtu des ornements impériaux, il traversa la ville de Rome dans presque toute sa longueur, pour se rendre au palais de Saint-Jean-de-Latran, où un festin lui était préparé. Le soir même cependant, il sortit de la ville pour aller coucher à Saint-Laurent des Vignes. Cinq mille cavaliers allemands et dix mille italiens avaient formé sa suite jusqu'au moment de la cérémonie; dès ce jour, ils commencèrent à se disperser, et la plupart reprirent la route de leur pays (1).

Dès le 19 avril, l'empereur fut de retour à Sienne. Il y rencontra le cardinal Égidio Albornoz, qui, comme légat du saint-siége, avait, au printemps, recommencé la guerre contre les tyrans de la Marche et de la Romagne (2). Charles lui avait prêté cinq cents hommes d'armes pour attaquer les Malatesti, seigneurs de Rimini; ce fut sa seule action militaire en Italie (3). Étranger à tous les partis, indifférent à tout ce qui ne concernait pas son royaume de Bohême, insensible à l'honneur de la couronne impériale, il ne demandait aux Italiens que de l'argent, et ne pouvait avoir de motif pour faire la guerre à personne.

L'empereur trouva Sienne, à son retour, encore dans l'effervescence de la révolution que la chute de l'ordre des Neuf y avait occasionnée. Le peuple avait exclu à perpétuité cet ordre de l'administration; il avait fait effacer le nom des Neuf de tous les lieux publics, de toutes les lois, et de tous les livres de l'État. Il avait voulu que la nouvelle seigneurie fût composée de douze gouverneurs ou administrateurs, au lieu de neuf; il les avait choisis dans la bourgeoisie, et il avait fait distribuer leurs noms dans des bourses, pour renouveler au sort la seigneurie de deux mois en deux mois. Ainsi, la révolution avait changé les personnes qui gouvernaient, elle avait conservé tous les mêmes principes; et sur

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 2, p. 303. *Raynaldus, Annales eccles*., 1355, § 17, p. 309. — *Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*, p. 622. *Annales Cæsenates*, T. XIV, p. 1182.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 14 et 15, p. 313. — *Neri di Donato, Cronica Sanese*, p. 152.

(3) *Matteo Villani*, L. IV, c. 67, p. 283.

les ruines d'une oligarchie roturière, elle en avait élevé une autre plus roturière encore (1).

Les Siennois avaient cependant admis la noblesse à une certaine part dans leur nouveau gouvernement; ils avaient adjoint à la seigneurie un collége de six nobles, et ils avaient appelé cent cinquante gentilshommes au conseil général des quatre cents.

Charles leur proposa, pour compléter la constitution, de donner à l'État un chef, qui fût l'arbitre des partis et le modérateur des querelles; et il réussit à leur faire reconnaître en cette qualité, son frère naturel, le patriarche d'Aquilée (2), que, de son autorité impériale, il investit de la seigneurie de Sienne (3).

Mais l'empereur partit le 5 mai, de Sienne, pour se rendre à Pise (4); et son frère ne conserva qu'un petit nombre de cavaliers. Le peuple voyait avec jalousie le patriarche occuper le palais public, et reléguer la seigneurie dans une maison privée : il prit les armes le 18 mai; il rétablit au coin de chaque rue les chaînes de fer destinées à arrêter la cavalerie; et il força le patriarche à rappeler les douze seigneurs dans leur palais (5). Quatre jours après, une nouvelle émeute éclata dans Sienne, à l'occasion d'une querelle entre de riches bourgeois et des artisans. Charles, que ses barons allemands avaient déjà abandonné, et qui se trouvait à Pise, entouré de mécontents autant que son frère l'était à Sienne, écrivit aux Siennois, lorsqu'il apprit leur insurrection, pour les prier de lui envoyer sain et sauf le patriarche d'Aquilée, en leur promettant que désormais il ne prendrait plus aucune part à leur gouvernement (6). Les douze seigneurs firent alors venir le patriarche au conseil général; ils lui firent déposer la baguette du commande-

(1) *Malavolti, Storia di Siena,* P. II, L. VI, p. 112.—*Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 149.

(2) Nicolas, fils de Jean, roi de Bohême, fut nommé patriarche d'Aquilée, le 18 mai 1351 *Vitæ Patriarchar. Aquileiensium,* T. XVI, p. 81.

(3) *Matteo Villani,* L. V, c. 20, p. 316 — *Cronica Sanese di Neri di Donato,* p. 149.

(4) *Matteo Villani,* L. V, c. 22, p. 318.

(5) *Ibid.*, c. 29, p. 322. *Orlando Malavolti,* L. VI. p. 112, verso.

(6) *Matteo Villani,* L. V, c 35, p. 327. — *Neri di Donato, Cronica Sanese,* p. 152.

ment, et renoncer, par un acte notarié, à la seigneurie qui lui avait été accordée : ils l'obligèrent à rendre aux officiers de la république tous les châteaux où il avait mis garnison ; et ils le renvoyèrent enfin, le 27 mai, à son frère (1).

Pendant ce temps, l'empereur séjournait à Pise, et il donnait aux habitants de cette ville un spectacle pompeux. Il assembla le peuple en parlement, sur la place du Dôme ; et, prenant par la main Zanobi de Strata, Florentin, chef d'une école de rhétorique et de belles-lettres, il lui donna le titre de poëte, et le couronna de lauriers. Zanobi était alors attaché à la suite de Nicolas des Acciaiuoli, grand sénéchal du royaume de Naples ; il jouissait d'une haute réputation, et il était l'ami de Pétrarque. Celui-ci cependant, qui, dix ans auparavant, avait été couronné au Capitole, ne vit pas sans une envie mal dissimulée le triomphe d'un poëte nouveau. Zanobi parcourut les rues de Pise, à cheval, entouré des premiers seigneurs de l'empire, et couvert d'applaudissements par le peuple. Mais sa gloire fut de courte durée ; aucun de ses ouvrages n'est parvenu jusqu'à nous (2).

Pendant que Charles était à Pise, tous les Lucquois qui l'avaient connu en 1332, se portaient en foule chez lui, et le sollicitaient d'avoir pitié de leur patrie (3). Les marchands émigrés de Lucques paraissaient disposés à faire les plus grands sacrifices pour rentrer dans leurs foyers ; et leurs offres pécuniaires avaient plus d'influence sur l'esprit de l'avide monarque que les prières ou la compassion. On assure que les seuls Lucquois établis en France, offrirent à l'empereur cent vingt mille florins pour racheter la liberté de leur patrie (4). Ces négociations commençaient à être connues à Pise, lorsque le feu prit au palais de la commune qu'habitait l'empereur, et en consuma la plus grande partie. Pendant cet incendie tout le peuple fut sous les armes. Les Raspanti et les Bergolini, réunis sur les mêmes places d'armes, se promirent d'oublier leurs anciennes divisions, et de s'entr'aider mutuellement

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 36, p. 327.

(2) *Tiraboschi, Storia della Letterat. Ital*, t. III, c. 3, § 11, p. 537 — *Matteo Villani*, L. V, c. 26, p. 320. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1032 — *Neri di Donato, Cron. Sanese*, p. 153.

(3) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 943.

(4) *Matteo Villani*, L. V. c. 19, p. 316.

pour maintenir l'autorité de la république sur la ville de Lucques qu'elle avait conquise (1).

Sur ces entrefaites, l'empereur ayant fait occuper la forteresse de la Gosta, que Castruccio avait bâtie à Lucques, on vit rentrer à Pise les soldats qui y avaient été de garde. L'indignation fut générale; mais les Raspanti furent les premiers à prendre les armes contre les Allemands : ils en tuèrent cent cinquante, et ils formèrent le siége de la cathédrale, où Charles IV habitait depuis l'incendie du palais public. Paffetta, comte de Monte-Scudaio, voyait avec peine ses partisans se joindre aux Bergolini, et attendre les ordres des Gambacorti; il les retira, autant qu'il lui fut possible, du milieu des séditieux, et il vint à leur tête trouver l'empereur, auquel il offrit son appui, assurant que les Bergolini avaient seuls excité la révolte. Les Gambacorti étaient alors même les uns chez l'empereur, d'autres chez le cardinal d'Ostie; ils furent tous arrêtés, les insurgés, abandonnés par les Raspanti, et attaqués par le comte Paffetta et les Allemands, se dissipèrent (2) · les maisons des Gambacorti furent attaquées par les troupes impériales, prises d'assaut et brûlées; celles des Sismondi et des Gualandi, après une opiniâtre résistance, éprouvèrent le même sort; les Lanfranchi abandonnèrent lâchement le combat (3). Cinq Gambacorti, Pierre Gualandi, Guelfo Lanfranchi, Rosso Sismondi, et huit autres citoyens distingués, furent arrêtés et jetés dans les prisons de l'empereur (4).

Cette sédition avait éclaté le 21 mai, et la nouvelle en fut portée à Lucques en deux ou trois heures. Les Lucquois se crurent arrivés au moment de leur délivrance. Charles IV avait déjà paru leur être favorable; la sédition de Pise devait le confirmer dans cette disposition, tandis que les Pisans étaient affaiblis par leurs querelles domestiques, et par la défiance que leur causait l'empereur.

Les Lucquois se pourvurent d'armes : pendant la nuit ils firent

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 30, p. 323. — *Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 718. — *Cronica Sanese*, p. 150.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 32, p. 324. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1030 — *Paolo Tronci, Annali Pisani*, p. 381.

(3) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1031. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*. T. XV, p. 151.

(4) *Matteo Villani*, L. V, c. 33, p. 320.

avancer jusqu'au pied des murs tous les paysans des campagnes, qui n'étaient pas moins zélés qu'eux pour la liberté; et le lendemain, Lucques aurait rompu ses chaînes, si ses anciens citoyens avaient seuls été admis au secret des conjurés. Mais quand Mastino della Scala avait cédé les châteaux du val de Niévole aux Florentins, quelques Gibelins zélés de cette province avaient quitté leur patrie pour se retirer à Lucques. Ceux-là redoutaient plus le triomphe des Guelfes que la servitude; ils craignaient que Lucques, en s'affranchissant, ne s'alliât aux Florentins : ils révélèrent donc aux Pisans les menées des Lucquois. Les Garzoni et les Bardini, dont les familles avaient passé de Pescia à Lucques, élevèrent sur la tour gibeline des signaux, qui, observés et repetés par les gardes établies sur le mont Saint-Julien, firent connaître à Pise le danger que courait la garnison de Lucques (1); car les paysans armés qui occupaient toutes les avenues de la ville, ne laissaient point de passage aux courriers.

Aussitôt qu'on fut averti à Pise de l'insurrection des Lucquois, les deux partis qui s'étaient combattus la veille, mirent en oubli leur haine pour sauver les droits de leur patrie (2). Le quartier de Chinzica partit le jour même pour Lucques; les nobles formaient la cavalerie, tandis que le peuple devait combattre à pied. Mais cette première troupe ne se trouva point assez forte pour enfoncer un corps de six mille paysans qui lui fermaient le passage, et arriver jusqu'à la ville. Le lendemain, la milice du quartier du Pont vint joindre l'armée, et les paysans furent mis en fuite. La garnison pisane de Lucques, avertie par les Garzoni, des projets des insurgés, s'était maintenue en possession des portes et des murs; elle ouvrit la ville aux milices qui arrivaient de Pise. Les Allemands avaient prétendu demeurer neutres dans la forteresse de la Gosta: ils furent attaqués les premiers et obligés de restituer cette forteresse aux Pisans. Le feu fut mis ensuite aux maisons qui entourent Saint-Michel; et les Lucquois, resserrés entre l'incendie et leurs ennemis, furent obligés de poser les armes (3). Tous ceux que

(1) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 946, 948.—*Ser Cambi, Cronica di Lucca, mss. in archivio Lucense.*

(2) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, T. XV, p. 151.

(3) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1051.—*Beverini, Annales Lucens.*, L. VII, p. 948.

leur naissance, leur richesse ou leur crédit distinguaient de la foule, furent contraints de s'exiler : les autres furent désarmés avec rigueur, et le gouvernement des Pisans, qui dès longtemps était dur et sévère, devint plus tyrannique encore depuis cette sédition (1).

Charles IV, humilié de n'avoir réussi dans aucun de ses projets sur Sienne, sur Pise ou sur Lucques, cherchait à se venger de tant d'échecs, et de l'abaissement où il se trouvait. Il nomma un juge pour examiner la conduite des Gambacorti, qu'il retenait dans ses prisons, et il lui donna l'ordre de les trouver coupables. Il était cependant si évident que ces citoyens illustres n'avaient eu aucune part à l'insurrection du 21 mai, qu'on ne les examina pas même sur ce sujet : mais on les accusa d'avoir tramé une conjuration contre l'empereur pour le faire mourir ; et on les soumit à une affreuse torture pour la leur faire révéler. Lorsqu'ils virent que leur mort était résolue, pour n'être pas tourmentés plus longtemps, ils se déterminèrent à avouer tout ce qu'on leur demandait ; et le 26 mai, sept des prisonniers (2) furent condamnés comme traîtres à l'empereur, et eurent la tête tranchée sur la place des Anziani, dont toutes les avenues étaient occupées par des gardes allemandes (3).

Après avoir répondu avec tant d'ingratitude à la fidélité d'une famille qui, la première en Toscane, s'était dévouée à son service (4), Charles n'eut rien de plus pressé que de s'éloigner d'une contrée où il était détesté. Le 27 mai, il partit de Pise ; et il alla s'enfermer au fort château de Piétra-Santa, qu'il s'était fait livrer par les Pisans (5). Il y resta jusqu'au 11 de juin, pour attendre le solde du payement que lui avaient promis les Florentins, aussi bien qu'une contribution qu'il avait exigée des Pisans, en compensation

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 35, p. 326. *Marangoni*, *Cronica di Pisa*, p. 719.

(2) Savoir, trois frères, Francesco, Lotto, et Bartolomméo Gambacorti, Cecco Cinquini, Nieri Papa, Ugo de Guitto, et Giovanni delle Brache.

(3) *Matteo Villani*, L. V, c. 37, p. 328. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1032. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 153. *Frans Martin Pelzel*, *Karl der Vierte*, T. II, p. 405.

(4) *Matteo Villani*, L. V, c. 38, p. 329.

(5) *Ibid.*, c. 40, p. 330. *Cronica di Pisa*, p. 1033. *Neri di Donato*, *Cronica Sanese*, p. 154.

des dommages que la dernière émeute lui avait occasionnés (1). Lorsqu'il eut reçu ces deux sommes, il partit pour l'Allemagne. Les Visconti, dont il traversa le territoire, loin de lui donner à son retour aucune marque de respect, le traitèrent avec une extrême défiance ; ils lui firent refuser l'entrée de toutes leurs villes. Ils lui accordèrent seulement, comme par grâce, la permission de passer une nuit à Crémone : mais ce fut après l'avoir séparé de toute sa suite, qu'ils obligèrent à poser les armes (2).

Toute l'autorité que Charles IV avait recouvrée sur l'Italie, s'évanouit aussitôt qu'il en fut sorti. Pendant son expédition, il s'était montré fort avide d'argent, et il en avait amassé beaucoup ; mais il avait paru indifférent à l'opinion publique, et il avait avili la dignité impériale, que les Italiens étaient encore disposés à respecter (3).

Au départ de l'empereur, l'Italie demeura déchirée par plusieurs guerres qui ruinaient simultanément ses différents États. La condition du royaume de Sicile avait toujours empiré depuis la mort de Frédéric d'Aragon, son fondateur. Deux factions s'y étaient formées, l'une dite des Catalans, l'autre des Italiens, ou *Chiaramontési*; elles n'avaient pas cessé de se faire la guerre, tandis que des rois, presque toujours mineurs, s'étaient rapidement succédé l'un à l'autre. Loin de pouvoir réduire leurs barons à l'obéissance, les souverains étaient, au contraire, dans la dépendance de ces factions ; et on les voyait souvent ballottés de l'une à l'autre. La Sicile, autrefois grenier de l'Italie, était ruinée par ces guerres civiles ; l'agriculture était abandonnée, et la famine s'était, à plusieurs reprises, fait sentir dans l'île. Le parti italien, à cette époque en opposition avec la cour, avait fait alliance avec le roi Louis et la reine Jeanne de Naples ; il leur avait ouvert les portes de Palerme, Trapani, Girgenti, Mazzara, avec cent douze villes ou châteaux-forts ; en sorte que le roi de Naples, malgré l'épuisement de son trésor, la faiblesse de ses armées, l'anarchie de ses États, et la lâcheté de son propre caractère, se trouvait plus près d'achever la conquête de la Sicile, que ne l'avaient été les deux Charles, ou

(1) *Paolo Tronci*, *Annali di Pisa*, p. 384.
(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 54, p. 338
(3) Pétrarque exhala, dans des lettres rendues publiques, toute son indignation contre Charles IV. *Mémoires de Sade*, L. V, p. 402

Robert d'Anjou, dans le temps de leur plus grande puissance (1). Le roi de Sicile, de la maison d'Aragon, qui s'appelait aussi Louis, s'était retiré à Catane. Dans la campagne de 1355, il reconquit une partie des villes qu'il avait perdues (2) ; mais il mourut cette année même, ainsi que son second frère, don Pierre ; la couronne passa au plus jeune, don Frédéric, et le royaume éprouva les désordres d'une minorité plus orageuse encore que les précédentes (3).

Dans cet abaissement de la maison d'Aragon, celle d'Anjou aurait aisément pu venger l'ancien affront des Vêpres siciliennes, si Louis de Naples n'était pas tombé lui-même dans l'état de dégradation et de faiblesse le plus honteux pour la couronne, le plus désastreux pour ses sujets. Les dérèglements de la reine Jeanne, sa femme, attiraient sur lui le mépris universel. Les princes du sang, que le roi de Hongrie avait relâchés en 1353 (4), avaient manifesté, dès leur retour dans le royaume, les prétentions les plus inquiétantes. Le duc de Duraz et le comte Palantin de Minerbino tenaient leurs fiefs en rébellion ouverte contre la couronne (5). Un simple bourgeois des Abruzzes, messire Lallo, s'était emparé de la ville d'Aquila ; il avait gagné l'affection de ses concitoyens, et il les gouvernait comme prince absolu. Louis, qui voulait recouvrer cette ville, ne trouva d'autre expédient pour s'en rendre maître, que de charger son frère aîné, qui portait le titre d'empereur de Constantinople, d'assassiner messire Lallo ; et l'empereur titulaire exécuta lâchement cette commission (6).

Pour comble de maux, la grande compagnie, qui ravageait alors l'État de Ravenne, se préparait à entrer dans le royaume de Naples. Une injure privée qu'elle s'était engagée à venger, l'avait retenue longtemps dans les États de Bernardino de Pollenta. Ce seigneur, lorsque la foule des pèlerins traversait Ravenne, en 1350, pour se rendre à Rome au jubilé, avait remarqué une comtesse

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 2 et 3, p. 235. *Giannone, Istoria civile*, L. XXIII, c. 2, p. 310.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 05, p. 348.

(3) *Ibid.*, c. 87, p. 354.

(4) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 420.

(5) *Matteo Villani*, L. IV, c. 31, p. 250

(6) *Ibid.*, c. 17, p. 240.

allemande d'une rare beauté, qui s'arrêtait dans une hôtellerie; le tyran ne lui permit point de continuer son pieux voyage : il voulut lui inspirer de l'amour; et après avoir employé inutilement, pour lui plaire, toutes les ressources de la galanterie et de la magnificence, après avoir longtemps flatté, supplié, servi, il eut recours à une coupable violence. La belle pèlerine préserva sa chasteté par une mort volontaire. Son écuyer rapporta en Allemagne la nouvelle de cette catastrophe. Deux chevaliers, frères de cette dame, pauvres et sans autre appui que leur épée, passèrent aussitôt en Italie, pour venger leur sœur. Ils trouvèrent la grande compagnie près de Mantoue. Depuis la mort du chevalier de Montréal, elle était commandée par le comte Lando, leur compatriote : ils communiquèrent leur ressentiment aux soldats, aux officiers, au général lui-même, et ils firent mettre, par eux, l'État de Ravenne à feu et à sang (1).

La grande compagnie pénétra ensuite dans l'Abruzze, au commencement de l'année 1355. Aucun préparatif n'était fait pour lui résister; cependant tous les alliés du roi l'avaient averti qu'elle se dirigeait vers ses États : mais on était entré dans le carnaval, et Louis ne permettait pas qu'on troublât les fêtes et les bals de la cour, par de tristes nouvelles, ou par le souci des affaires (2).

Après avoir pillé les Abruzzes, la grande compagnie s'avança vers la Pouille. La ville de Guasto lui ouvrit ses portes, en vertu d'une capitulation : mais les brigands que conduisait le comte Lando, respectaient peu leurs serments; la ville fut pillée, et ses habitants inhumainement massacrés (3). Toutes les autres villes de la Pouille, effrayées par cet exemple, relevèrent leurs murs, et résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; toutefois elles furent réduites aux seules forces de leurs bourgeois, car le roi ne leur envoya aucun secours : il ne fit dans son royaume aucune levée de troupes, et il se contenta d'envoyer en Toscane son grand sénéchal, Nicolas Acciaiuoli, pour réclamer l'assistance de ses alliés; tandis que lui-même il continuait à vivre dans les fêtes,

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 40, p. 205 *Annales Cæsenates*, T. XIV, p. 1182.

(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 58, p. 277

(3) *Ibid*, c. 70, p. 293

sans paraître se soucier des progrès de la grande compagnie, ni de la ruine de ses sujets (1).

Après avoir dévasté la Pouille, le comte Lando conduisit la grande compagnie dans la Terre de Labour (2), et il étendit ses ravages jusqu'aux portes mêmes de Naples. Pour que rien ne lui échappât, il partagea son armée en petits corps, qui battaient tout le pays. Nulle part on ne lui opposait de résistance, en sorte que ses cavaliers ne portaient souvent pas même leurs armes; ils s'établissaient dans les maisons de plaisance des seigneurs napolitains; ils chassaient, ils se donnaient mutuellement des fêtes, et ils chargeaient leurs valets d'enlever de force pour eux, chez les paysans, tout ce dont ils avaient besoin (3).

Enfin, le grand sénéchal arriva de Toscane au mois de juillet, avec mille *barbues* (c'est ainsi qu'on nommait alors un cavalier suivi d'un sergent à cheval comme lui). Mais le roi, qui avait sollicité avec instance la venue de ces troupes, n'avait point d'argent pour les payer; en sorte qu'elles désertèrent bientôt, et allèrent grossir l'armée du comte Lando (4). Ce ne fut qu'au mois de septembre, que Louis parvint à rassembler, par des contributions extraordinaires, trente-cinq mille florins, qu'il refusa cette fois à ses honteux plaisirs, ou à l'avidité de ses courtisans. Il livra cette somme à la compagnie, sous la condition qu'elle s'éloignerait de Naples, pour retourner dans la Pouille. Il promit de lui donner encore soixante et dix mille florins en deux payements, pour qu'elle évacuât le royaume; mais jusqu'à ce qu'il eût effectué ces payements, il consentit à ce que la compagnie continuât de vivre à discrétion, dans les provinces éloignées de la capitale (5).

Pendant que le royaume de Naples était si honteusement abandonné, par la lâcheté de son roi, aux dévastations d'une troupe de brigands, le cardinal Égidio Albornoz continuait avec succès, dans les États de l'Église, la guerre qu'il avait commencée pour chasser ou soumettre les tyrans qui s'y étaient établis. Son plus grand art était d'attirer à son parti quelques-uns de ces petits sei-

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 90, p. 300.
(2) *Ibid.*, L. V, c. 10, p. 308.
(3) *Ibid.*, c. 56, p. 339.
(4) *Ibid.*, c. 63, p. 342.
(5) *Ibid.*, c. 70, p. 348.

gneurs, en leur accordant des conditions avantageuses : il suppléait ainsi à la modicité des subsides que lui envoyait la cour d'Avignon ; et il profitait avec habileté des rivalités entre les familles, et des vengeances des princes, pour tourner les armes des uns contre les autres.

La Marche d'Ancône et la Romagne, où le cardinal faisait la guerre, étaient presque les seules provinces d'Italie dont les habitants fussent demeurés belliqueux. Les petits princes de cette contrée ne confiaient point, comme ceux de Lombardie, la défense de leurs États à des mercenaires allemands : ils commandaient eux-mêmes leurs armées; et ils les composaient des gentilshommes de leurs petites souverainetés, et des paysans de leurs montagnes. Ils les tenaient sans cesse en haleine; et, quand ils n'avaient pas de guerre pour leur propre compte, ils prenaient du service chez quelque prince ou quelque république plus puissante, plutôt que de rentrer dans le repos.

Le premier seigneur que le cardinal Albornoz attira dans son parti, fut Gentile de Mogliano, tyran de Fermo. Le légat, au commencement de l'hiver, avait nommé Gentile gonfalonier de l'armée de l'Église, et il lui avait conféré la seigneurie de Fermo et de son territoire, comme un fief du saint-siége (1). Albornoz accordait volontiers des conditions avantageuses aux plus petits seigneurs, bien sûr que, si, par leur aide, il soumettait les plus puissants, les premiers se rangeraient sans effort sous sa dépendance. Il avait besoin de toutes ses forces pour attaquer Malatesta, seigneur de Rimini, dont les États s'étendaient depuis Récanati jusqu'aux confins du territoire de Forli : la politique et les talents militaires de ce seigneur le rendaient redoutable, et ses alliances lui assuraient l'appui des républiques guelfes. Albornoz pénétra dans ses États par la Marche de Fermo; et, au mois de janvier, il surprit la ville de Récanati, qu'il remit en liberté, sous la protection de l'Église (2).

Mais Malatesta représenta aux seigneurs de l'État ecclésiastique, que le moment était venu d'oublier leurs anciennes inimitiés, et

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 38, p. 259. — *Raynald., Annal. eccles.*, 1354, § 2. p. 331.
(2) *Matteo Villani*, L. IV, c. 42, p. 266. — *Cronica d'Orvieto*, p. 682. — *Cronaca Riminese*, p. 903.

de s'unir pour se défendre. La politique du légat était facile à pénétrer. L'Église n'avait pas plus de motif de haine contre les Malatesti que contre tous les autres seigneurs; chacun devait s'attendre à être attaqué à son tour. Le vaillant François des Ordélaffi, capitaine ou seigneur de Forli, oublia le premier d'anciens ressentiments; et il conclut avec Malatesti une alliance sincère, à laquelle Renier de Manfrédi, seigneur de Faenza, s'associa bientôt. Gentile de Mogliano entra, de son côté, dans la même ligue; il surprit, et il chassa de Fermo les troupes de l'Église qu'il y avait lui-même introduites : il renvoya au légat le gonfalon qu'il avait reçu de lui, et il publia l'alliance qu'il venait de conclure avec les seigneurs de Romagne (1).

Il était déjà trop tard : le légat, après avoir soumis plus de la moitié de l'État de l'Église, était assez puissant pour défier cette ligue; d'ailleurs, d'autres princes moins clairvoyants recherchaient encore son amitié, et Ridolfe de Varano, seigneur de Camérino, sollicita le commandement de l'armée que Gentile de Mogliano venait d'abandonner. Ridolfe, au commencement de la campagne, fut surpris par François des Ordélaffi, et son armée fut mise en déroute (2); mais il se releva de cet échec, et, bientôt après, il battit et fit prisonnier Galéotto Malatesti, frère du seigneur de Rimini; et l'un des meilleurs capitaines d'Italie (3). Cette défaite fit perdre courage à Malatesta : le premier, il abandonna la ligue que lui-même il avait formée, il demanda la paix au légat; et, comme il était Guelfe d'origine, les villes guelfes le recommandèrent à la générosité du cardinal Albornoz. Celui-ci lui fit prêter serment d'obéissance et de fidélité à l'Église : il lui accorda, pour douze ans, moyennant un modique tribut, le gouvernement de Rimini, de Pesaro, de Fano et de Fossombrone; mais il remit en liberté et sous la protection de l'Église les deux villes de Sinigaglia et d'Ancône (4).

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 50, p. 272.—*Raynald.*, *Annal. ecclesias.*, 1355, § 10, p. 360 — *Cronaca Riminese*, T. XV, p. 902.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 6, p 306. — *Annales Caesenates*, T. XIV, p 1183

(3) *Matteo Villani*, L. V, c. 18, p. 315. — *Raynald.*, *Annal. eccles.*, 1355, § 20, p. 370. — *Cronica d'Orvieto*, p. 682. — *Cronaca Riminese*, p. 903.

(4) *Matteo Villani*, L. V, c. 40, p. 333.—*Cronaca Riminese*, T. XV, p. 903. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 437.

La soumission de Malatesta causa, bientôt après, la ruine de Gentile de Mogliano. La ville de Fermo se révolta contre lui, et ouvrit ses portes au cardinal (1). Renier de Manfrédi, seigneur de Faenza, dont la petite principauté était presque enclavée dans l'État de Bologne, n'était pas encore exposé aux attaques du légat : mais François des Ordélaffi, capitaine de Forli, resté seul en guerre avec l'Église, devait s'attendre à voir l'orage fondre sur lui ; il s'y prépara avec courage (2). Il s'enferma dans sa capitale ; il confia la défense de Césène à sa femme, qui ne lui cédait point en résolution : il ne tint aucun compte de la croisade et de la sentence d'excommunication publiées contre lui ; et sans alliés, il brava seul, dans ces deux petites villes, toute la puissance du saint-siége (3).

Avant que le cardinal-légat pût conduire son armée devant Forli, une révolution dans la plus puissante des villes qui relevaient de l'Église, présenta un nouvel appât à son ambition, et lui offrit l'espérance d'une nouvelle conquête. Le saint-siége avait sur Bologne des droits tout semblables à ceux qu'Albornoz avait fait valoir sur les villes de Romagne : mais Bologne obéissait aux Visconti ; et ces puissants seigneurs ne pouvaient être dépouillés avec la même facilité que les petits princes d'Agobbio, de Viterbe et de Fermo. Le cardinal ne laissait entrevoir aucun projet hostile contre Bologne ; cependant il vit avec joie cette ville enlevée au seigneur de Milan, par un tyran plus faible, qu'il espérait dépouiller à son tour.

Les Bolonais supportaient impatiemment la domination des Visconti, et, dès le mois de juin 1354, ils avaient fait une tentative pour secouer leur joug ; mais Jean Visconti d'Oleggio, auquel l'archevêque de Milan avait confié le gouvernement de cette ville, découvrit la conspiration tramée contre lui : il envoya au supplice trente-deux des principaux citoyens, il désarma tous les autres, et

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 57, p. 339. — *Cronaca Riminese*, p. 903.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 77, p. 348. Son fils Louis, qui auparavant avait commandé à Césèna, mourut de maladie le 1er janvier 1356. *Annales Cæsenates*, p. 1183.

(3) *Matteo Villani*, L. VI, c. 14, p. 363. — *Raynald., Annal. eccles.*, § 21, p. 370. — *Cronica d'Orvieto*, p. 685.

il réduisit les Bolonais à une telle servitude (1) que, dans la guerre des alliés contre les Visconti, Oleggio conduisit sur le territoire de Modène les milices bourgeoises sans armes avec un bâton seulement à la main. Arrivé au camp, il leur distribua des armes pour combattre; et après une victoire sur les troupes du marquis d'Este, il leur ôta ces armes victorieuses, pour les ramener dans la ville avec leur bâton.

A la mort de l'archevêque de Milan, Bologne était échue en partage à Mathieu, l'aîné de ses neveux; et celui-ci avait confirmé Oleggio dans son gouvernement. Mais les nouveaux seigneurs se défiaient de ce commandant; ils savaient que sa politique et sa dissimulation égalaient sa valeur, et que la faveur de l'archevêque, dont on croyait qu'il était fils, avait accoutumé son esprit aux projets les plus ambitieux. Une jalousie d'amour se joignit encore à celle du pouvoir, dans le cœur de Galéaz, l'un des frères Visconti (2). Ils résolurent d'ôter à Oleggio sa place; et celui-ci, qui devinait leurs projets, prit ses mesures pour la conserver malgré eux.

Les seigneurs de Milan attaquèrent d'abord les officiers subalternes qu'Oleggio avait avancés; ils retirèrent de Bologne plusieurs corps de troupes, et ils citèrent plusieurs capitaines par-devant un tribunal extraordinaire, pour y rendre compte des voleries dont ils les accusèrent. Un jugement infamant paraissait déjà suspendu sur leur tête (3), lorsqu'au mois d'avril 1355, un lieutenant de Mathieu Visconti vint demander à Jean d'Oleggio, au nom du seigneur de Milan, de lui consigner Bologne avec toutes ses forteresses, et de s'en éloigner ensuite immédiatement.

Oleggio parut disposé à l'obéissance : il remit à celui qui était désigné pour lui succéder les clefs des principaux châteaux, et il lui conseilla de s'en mettre en possession avant de faire connaître aux Bolonais l'ordre dont il était porteur. Lorsque le nouveau

(1) *Matteo Villani*, L. IV, c. 11 et 12, p. 241. — *Matth. de Griffonibus Memoriale historic.*, p. 169. — *Chronic. Mutinense, Johan. de Bazano*, T. XV, p. 620. — *Petri Azarii Chronicon*, T. XVI, p. 334. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 221.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 5, p. 306.

(3) *Petri Azarii Chronicon*, T. XVI, p. 358. L'auteur de cette chronique fut lui-même chargé de vérifier les comptes des troupes à Bologne.

gouverneur fut sorti de la ville pour suivre ce conseil, Oleggio retint dans le palais, le 17 avril au soir, les recteurs et les officiers de justice; il y fit assembler tous les citoyens, et il leur annonça que les Visconti avaient résolu de lui ôter le gouvernement, après l'avoir contraint, disait-il, à traiter les Bolonais avec une dureté bien contraire à son cœur. Ces seigneurs seuls, ajoutait-il, étaient coupables de sa précédente conduite tyrannique : ils lui avaient demandé plus de sang encore, et aujourd'hui ils ne lui ôtaient sa place, que pour le punir de sa trop grande douceur. « J'ai résolu, dit-il enfin, de vous soustraire au caprice de ces ty» rans; j'abjure leurs ordres cruels; je renonce à toute obéis» sance. Consolez vos familles par l'assurance que vous n'aurez » plus d'autre seigneur que moi, ou plutôt dites-leur que vous » gouvernerez avec moi : car, à dater de ce jour, les citoyens de » Bologne partageront avec leur prince les honneurs comme les » fatigues de l'administration. »

Les Bolonais écoutèrent ce discours avec un morne découragement; ils connaissaient Oleggio depuis longtemps, et ils l'accusaient seul des violences qu'ils lui avaient vu commettre. Lors même qu'ils auraient pu désirer de recouvrer leur indépendance sous un pareil maître, ils soupçonnaient que ses paroles cachaient quelque piége, et ils craignaient d'être sacrifiés par lui au seigneur de Milan. Longtemps ils s'excusèrent de prendre aucun parti, sous prétexte qu'ils étaient désarmés. Enfin les Maltraversi et les Gibelins, plus attachés à Oleggio, décidèrent leurs concitoyens à choisir entre les tyrans auxquels ils étaient vendus (1). L'assemblée proclama Jean Visconti d'Oleggio seigneur perpétuel de Bologne; et cette nuit même, on rendit aux citoyens leurs armes.

Oleggio appela ensuite l'un après l'autre les capitaines des gens de guerre auprès de lui; il leur communiqua les procédures déjà intentées contre eux; et il leur montra que la révolte était le seul moyen de dérober leur tête à l'échafaud (2). Plusieurs d'entre eux, attachés dès longtemps à sa fortune, abjurèrent le parti des

(1) *Matthæi de Griffonibus, Memor. Hist.*, p. 170. — *Cronica di Bologna*, p. 440. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 225.
(2) *Petri Azarii Chronicon*, p. 330.

Visconti, et lui prêtèrent serment de fidélité; un tiers tout au plus des soldats refusa de le reconnaître pour seigneur de Bologne. Oleggio les fit sortir de la ville, après les avoir désarmés; il nomma d'autres recteurs ou officiers de justice, à la place de ceux qu'il avait retenus au palais; il envoya en diligence des contr'ordres à tous ses châtelains, pour les empêcher d'ouvrir leurs forteresses au nouveau gouverneur; toutes furent sauvées, à la réserve de celle de Lugo. Les alliés de Vénétie, en guerre avec les frères Visconti, s'empressèrent de le reconnaître et de lui promettre des secours. Le marquis d'Este lui fit passer immédiatement deux cent cinquante chevaux; enfin, le 20 avril au matin, Oleggio se trouva seigneur absolu de Bologne, et la révolution fut accomplie (1).

Les Visconti, instruits de la révolte de leur lieutenant, envoyèrent une armée contre lui (2). Mais ils ne purent réussir à s'emparer de Bologne par surprise, et ils ne se trouvèrent pas assez forts pour entreprendre un siége régulier : leurs troupes se retirèrent donc après avoir ravagé le territoire bolonais (3); et des événements plus rapprochés d'eux détournèrent pour quelque temps ces princes de tout projet de tenter de nouvelles entreprises.

L'aîné des frères Visconti, Mathieu, ne donnait presque aucune attention au gouvernement : perdu de débauches, il n'était entouré que de femmes qu'il enlevait à leurs maris, ou de filles qu'il ravissait à leurs pères. Un jour, il fit appeler un citoyen respecté de Milan, dont l'épouse était jeune et belle; et il lui ordonna, sous peine de mort, d'amener lui-même cette femme dans le sérail qu'il s'était formé. Ce citoyen vint, en pleurant, raconter à Bernabos Visconti l'ordre honteux qu'il avait reçu, et implorer sa protection. Bernabos alla trouver Galéaz, son autre frère; tous deux reconnurent que le peuple, poussé à bout par la tyrannie de Mathieu, pourrait les punir tous également de ses dérèglements. L'amour fraternel avait peu d'influence sur le cœur de ces princes,

(1) *Matteo Villani*, L. V, c. 12, p. 309 — *Petri Azarii Chronicon*, p. 341.

(2) *Matteo Villani*, L. V, c. 67, p. 344. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 226

(3) *Matteo Villani*, L. V, c. 78, p. 349. — *Joh. de Bazano, Chronic. Mutinense*, p. 624

il cédait aisément à l'intérêt et à l'ambition : le même jour, on servit sur la table de Mathieu des cailles empoisonnées ; et le lendemain, l'aîné des trois seigneurs de Milan fut trouvé mort dans son lit (1).

(1) Les Visconti répandirent, et Azario répéta, d'après eux, que Mattéo était mort d'épuisement à la suite de ses débauches. *Chronicon Petri Azarii*, p. 342. — *Matteo Villani*, L. V, c. 81, p. 350. — *Bernard. Corio, Storia di Milano*, P. III, p. 230 v. — *Ripamontius, Histor. Mediolan.*, L. II, p. 553. — *Pauli Jovii Matthaeus. Graevii*, T. III, p. 310.

CHAPITRE XVI.

LA DALMATIE ENLEVÉE AUX VÉNITIENS, PAR LES HONGROIS. — GUERRE DES PRINCES LOMBARDS CONTRE LES VISCONTI. — FRÈRE JACOB DES BUSSOLARI, A PAVIE. — 1356 A 1359.

Nous avons vu déjà le roi Louis de Hongrie conduire successivement deux armées dans le royaume de Naples, pour venger la mort de son frère. Nous avons vu ce monarque, avec un caractère chevaleresque, mais inconstant, mettre en mouvement tout le levant de l'Europe, pour tirer vengeance de son injure; couvrir la Pouille et la Calabre de ses soldats, étendre ses ravages d'une mer jusqu'à l'autre, confondre, dans sa colère, les innocents avec les coupables, et souiller sa gloire par le meurtre de Charles de Duraz, et l'arrestation des princes du sang, qui se reposaient sur sa bonne foi; puis nous l'avons vu oublier tout à coup son ressentiment, reconnaître l'innocence de Jeanne, sans avoir de motif pour changer d'opinion, relâcher les princes du sang, pardonner à Louis de Tarente, et remettre généreusement au royaume de Naples les dédommagements auxquels une sentence pontificale lui donnait des droits. Il nous reste, à le voir après dix ans de repos, menacer l'Italie d'une invasion nouvelle, inonder de ses escadrons demi-barbares les plaines de la Vénétie, et introduire un nouveau système de guerre parmi les peuples policés, en leur faisant sentir les avantages d'une bonne cavalerie légère.

Le long règne de Louis forme la période la plus brillante de l'histoire de Hongrie. Avant lui, ce royaume était encore barbare, après lui, il fut épuisé par des guerres civiles, ou affaibli par les vices de sa constitution : mais pendant que Louis vécut, la Hongrie prit place parmi les premières puissances de l'Europe, elle domina sur les peuples esclavons qui l'entouraient; elle se fit redouter de l'Allemagne, et elle tint l'Italie dans la crainte et pres-

que dans la dépendance. Les constitutions féodales ont toutes une période de très-grande puissance ; c'est celle où les grands ont acquis toute l'énergie que développe en eux leur situation, sans l'avoir encore employée à établir leur indépendance. Le roi dirige alors des forces immenses qui ne tarderont pas à se tourner contre lui. Il fait la guerre sans trésors et sans soldats, obéi par ses vassaux, seulement à cause des fiefs qu'il leur a donnés. Mais l'obéissance des feudataires n'est pas de longue durée : ils sentent bientôt que leurs fiefs ne peuvent leur être repris par celui qui les a donnés ; et dès qu'ils ont la pensée de rejeter le joug, le pouvoir du monarque cesse. Louis dut tout l'éclat de son règne, bien moins à son propre caractère qu'aux circonstances où se trouvait sa nation, au moment où elle sortait de la barbarie. C'était, nous dit un de ses contemporains qui connaissait et jugeait bien les hommes, « c'était un prince de grand cœur, vaillant et hardi de sa per- » sonne; ses entreprises étaient grandes, et, dans la prospérité, » il les suivait avec vivacité, avec courage, et même avec un peu » de dureté ; il savait se faire craindre de ses barons, et il ne leur » permettait pas d'apporter du retard dans l'accomplissement des » services qui lui étaient dus. Mais souvent il embrassait de » grandes choses sans être suffisamment préparé à les accomplir ; » il s'abandonnait à sa fortune, se confiant dans le courage de ses » soldats, comme eux se confiaient dans le sien, d'autant plus que sa » courtoisie et sa prévenance lui assuraient l'affection de ses sujets. » Plus d'une fois il donna des preuves de promptitude et de légè- » reté, dans de grandes déterminations ; et il sut mieux se tirer de » l'adversité, en abandonnant ses entreprises, qu'en opposant aux » calamités son courage et sa vertu (1). »

Les relations du roi Louis, avec l'Italie, avaient commencé en 1346, par ses démêlés avec les Vénitiens. La mort de son frère André, et la guerre qu'il avait portée dans le royaume de Naples, avaient suspendu la vengeance qu'il voulait tirer de cette puissante république : mais les Génois avaient eu soin d'éveiller de nouveau son ressentiment; il avait déclaré la guerre à la seigneurie de Venise, en 1355, et chaque année il avait menacé l'Italie d'une invasion formidable.

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 67, p. 391.

La ville de Zara, en Dalmatie, supportait impatiemment le joug des Vénitiens; à plusieurs reprises, elle s'était révoltée contre eux, et autant de fois, elle avait appelé à son aide le roi de Hongrie. Les Zadriotes, ou habitants de Zara, et tous les sujets des Vénitiens, en Dalmatie et en Croatie, se sentaient alliés aux Esclavons et aux autres sujets du roi de Hongrie, par des rapports de langue, de mœurs, de nom et d'honneur national. Situés sur les côtes d'un pays dont ils paraissaient détachés violemment, et auquel ils tenaient par les affections, ils avaient autant de haine pour les Vénitiens, que d'amour pour les Hongrois. Tandis que les premiers, afin d'établir leur domination sur la mer Adriatique, avaient détruit presque absolument le commerce et la navigation des Dalmates, les seconds auraient pu enrichir leurs ports, qui furent destinés par la nature à servir de marché aux fertiles campagnes de la Hongrie. Sept fois déjà, à ce qu'assurent les historiens hongrois (1), la ville de Zara s'était révoltée pour se donner à la couronne de Hongrie; et quoique les prédécesseurs de Louis n'eussent jamais été en paisible possession de cette ville ou des autres places maritimes de la Dalmatie et de la Croatie, Louis regardait toutes ces forteresses comme une dépendance de sa couronne; il les redemanda aux Vénitiens [1356] : il refusa obstinément de transiger sur les droits auxquels il prétendait, et il rejeta, comme un outrage, la proposition de la seigneurie, qui voulait l'apaiser par l'offre d'un tribut ou d'une somme d'argent. Après avoir renvoyé avec hauteur Marco Cornaro et Marin Grimani, ambassadeurs des Vénitiens, il se prépara à attaquer en même temps, d'une part, Zara, Spalatro, Traù, et Nona en Dalmatie; d'autre part, Trévise, seule ville que la république possédât alors sur le continent italien (2).

Louis de Hongrie avait donné rendez-vous à ses barons à Sagabria, sur les confins de l'Esclavonie; il y arriva lui-même au mois de mai, et bientôt il y fut entouré d'une cavalerie si nombreuse,

(1) *Bonfinius, Rerum Hungaricarum*, Dec. II, L. X, p. 259. — *Petri de Reva de Monarchia et S. Corona Regni Hungar., Centur. IV, In Script. Rer. Hung.*, T. II, P. II, p. 644.

(2) *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, T. XXII, p. 640. — *Naugerio, Storia Veneziana*, T. XXIII, p. 1043.

que la Lombardie entière commença à considérer avec effroi l'invasion dont elle était menacée (1).

Les Italiens qui, dans leurs guerres les plus importantes, rassemblaient rarement plus de trois mille cuirassiers, pouvaient à peine concevoir l'existence d'une armée de quarante ou de cinquante mille chevaux, telle que celle que le roi de Hongrie mena plusieurs fois au combat. On avait cru jusqu'alors impossible de rassembler une pareille multitude; et, lorsqu'on la voyait réunie, chaque État désespérait de lui tenir tête. Mais les troupes soldées des Allemands, des Italiens, ou des Français, ne ressemblaient nullement aux armées féodales des Hongrois : ces dernières n'avaient encore fait la guerre qu'à des peuples tartares; leur armure et leur discipline ne les préparaient pas à d'autres combats.

Toutes les terres de Hongrie étaient à cette époque des fiefs mouvants de la couronne, et, comme les starosties de Pologne, ces fiefs n'étaient point transmis des pères aux enfants. Le roi les donnait et les reprenait à sa volonté; ou tout au plus il les garantissait au feudataire pour la durée de sa vie. En retour le baron s'engageait à mettre en campagne un certain nombre de cavaliers, lorsqu'il en serait requis par le monarque. Tous les Hongrois faisaient la guerre à cheval; mais ces cavaliers n'avaient, pour toutes armes, qu'un arc, des flèches et une longue épée. Ils ne portaient ni cuirasses, ni cottes de mailles, et leurs seuls habits leur tenaient lieu d'armes défensives; c'étaient des pourpoints de cordouan, qu'ils recouvraient d'un nouveau pourpoint, puis d'un troisième et d'un quatrième cousus ensemble, lorsque le premier, dont ils ne se défaisaient jamais, venait à s'user. L'étoffe, ainsi doublée et fortifiée par la poussière même dont elle était imprégnée, formait une espèce de cuirasse qu'il n'était pas facile de percer d'une flèche ou d'une épée.

Les Hongrois, accoutumés à porter la guerre dans les déserts, contre les Bulgares, les Russes, les Tartares ou les Serviens, dressaient leurs chevaux à chercher leur vie dans les pâturages, sans s'écarter les uns des autres. Leurs selles étaient faites de manière à servir au cavalier, pendant la nuit, de lit ou de couverture.

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 36 et 37, p. 375.

Chacun d'eux portait, sur son cheval, un sac plein d'une poudre préparée avec de la viande séchée, et telle peut-être, à peu près, que nos tablettes de bouillon. Il suffisait de faire bouillir une très-petite quantité de cette poudre avec beaucoup d'eau, pour faire de grandes masses de gelée très-nourrissante. Au milieu des déserts, les Hongrois se contentaient de cet aliment : mais, lorsque les mêmes hommes portèrent la guerre dans les pays civilisés, où ils trouvaient du pain, du vin et des viandes fraîches, ils se dégoûtèrent bientôt de leurs gelées insipides, et cessèrent de s'en nourrir. Les champs n'offraient point à leurs chevaux d'aussi bons pâturages que les déserts de la Bulgarie et de la Valachie; les vivres étaient enfermés dans des châteaux fortifiés qui résistaient longtemps à leur attaque; et plus le nombre des Hongrois qui passaient en Italie était grand, plus tôt ils se trouvaient vaincus par le manque de munitions et de fourrages (1).

Le roi de Hongrie envoya devant lui quatre mille chevaux, sous les ordres de Conrad de Wolfard, capitaine allemand, que les Italiens nommaient Lupo, et qui avait déjà porté les armes dans le royaume de Naples. Le ban de Bosnie et le comte d'Aquilizia l'accompagnaient. Cette avant-garde d'une armée bien plus considérable arriva devant Trévise le 28 juin 1356 (2). Fantino Morosini était alors podestat de cette ville pour la république; mais on lui envoya trois provéditeurs pour le seconder dans ses fonctions (3). Ces magistrats firent brûler les faubourgs de Trévise, la bourgade de Mestre et tous les villages qu'ils ne crurent pas susceptibles de défense. Cependant, le roi s'avançait avec quarante mille hommes de cavalerie, et François de Carrare, seigneur de Padoue, quoique allié de la république, s'empressa d'accepter la neutralité que lui offrirent les Hongrois, sous la condition qu'il fournirait des vivres à leur armée (4).

L'avant-garde hongroise avait laissé derrière elle le château de Conigliano, destiné à fermer l'entrée du Trévisan. Le roi entre-

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 54, p. 375.
(2) *Ibid.*, c. 50, p. 383.
(3) Marco Giustiniani, Giovanni Delfino, et Paolo Loredano.—*Marin Sanuto, Vite de' Duchi di Ven.*, p. 640.
(4) *Matteo Villani*, L. VI, c. 51, p. 384.—*Andrea Gataro, Storia Padovana*, T. XVII, p. 52.

prit de l'assiéger, et s'en rendit maître le 12 juillet (1). Il prit bientôt après Asolo et Cénéda, et il conduisit alors toute son armée devant Trévise. Les murailles de cette ville étaient très-fortes et entourées de grands fossés pleins d'eau. Les mineurs ne pouvaient être d'aucun secours aux assiégeants ; car toute cette plaine est tellement abondante en sources souterraines, qu'on ne pouvait creuser à quatre pieds de profondeur sans faire jaillir les eaux dans le fossé. L'armée hongroise n'avait d'autre moyen de réduire Trévise que par la famine et un long blocus. Mais le roi éprouva le besoin de vivres bien avant les assiégés, parce que ses Hongrois, incapables de se soumettre à aucune discipline, ne respectèrent point le territoire de Padoue, et pillèrent les marchands qui leur apportaient des vivres dans le camp. Aucun fournisseur n'osa plus continuer un commerce si dangereux ; et les assiégeants se trouvèrent tout à coup exposés à une extrême disette (2).

Dans le même temps, les Vénitiens faisaient au roi les propositions les plus avantageuses pour obtenir de lui la paix. Ils offraient de rendre à la ville de Zara son ancienne liberté, pourvu que son indépendance fût reconnue par la couronne de Hongrie comme par la république. Ils proposaient de céder au roi quelques villes de Dalmatie, d'en retenir quelques autres, mais comme un fief de sa couronne, et moyennant un tribut. Louis ne voulut écouter aucune condition ; il déclara qu'il n'accorderait la paix aux Vénitiens que lorsque ceux-ci lui restitueraient toute la côte d'Illyrie (3). A peine, cependant, son refus avait-il été communiqué au sénat, qu'un nouveau courrier annonça la retraite du roi et la levée du siége de Trévise. Louis, dégoûté de son entreprise par quelque sédition qui avait éclaté dans son camp, et par la difficulté de se procurer des vivres, avait pris, le 25 août, la résolution de se retirer ; il avait repassé la Piave, et il retournait en Hongrie avec son armée, forte de cinquante mille combattants. Deux mille cavaliers, qu'il laissait après lui, demeurèrent à la garde de Conigliano (4).

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 52, p. 384. — *Ant. Bonfinii Rerum Hungar.*, Dec. II, L. X, p. 208. *Joh. de Thwrocz, Chron Hungar.*, P. III, c. 27, p. 187.
(2) *Matteo Villani*, L. VI, c. 55, p. 387.
(3) *Ibid.*, L. VI, c. 65, p. 392.
(4) *Ibid.*, c. 66, p. 394.

Bientôt, il est vrai, on vit que le roi n'avait point renoncé à la guerre en quittant le territoire vénitien. Ses armées lui avaient paru trop nombreuses pour trouver des vivres et des fourrages; d'ailleurs, le temps du service féodal était trop court pour qu'il pût accomplir aucune conquête importante avant que ses barons lui demandassent de retourner chez eux. Il avait donc changé tout le système de son attaque; il avait désigné plusieurs grands seigneurs de la Hongrie, qui devaient se succéder l'un à l'autre et continuer la guerre, chacun à la tête de cinq mille cavaliers. Comme le service féodal était de trois mois, chaque corps d'armée en devait passer deux seulement sur le territoire vénitien; et le troisième lui était accordé pour l'allée et le retour. Le premier des généraux de Louis arriva le 15 octobre à Conigliano, et il traversa le territoire de Trévise, sans que les Vénitiens, qui avaient à peine assez de monde pour garder toutes leurs forteresses, osassent entreprendre de défendre la campagne, ni se présenter pour combattre (1).

Avant la retraite du roi de Hongrie, le doge Jean Gradénigo était mort le 8 août 1356; et le 13 août, les quarante et un électeurs lui avaient donné pour successeur Jean Dolfino, qui était alors provéditeur à Trévise. La seigneurie fit demander au roi de Hongrie s'il permettrait au nouveau doge de sortir de la ville assiégée, pour venir prendre les rênes du gouvernement; et le roi, qui ne trompait jamais ceux qui avaient compté sur sa générosité, y consentit aussitôt (2).

La nomination du nouveau doge fut pour la seigneurie une occasion de faire de nouvelles propositions de paix : ses ambassadeurs furent chargés d'offrir au roi toutes les places de Dalmatie, à la réserve seulement de Zara; mais ces offres furent encore rejetées. Lorsque la nouvelle en fut portée aux habitants des villes dalmates, ceux de Traù et de Spalatro résolurent, puisque la sei-

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 28, p. 433. — *Joh. de Thurocz, Chron. Hungaror.*, P. III, c. 38, p. 188.

(2) *Andrea Gataro, Historia Padovana*, T. XVII, p. 54. Cependant Marin Sanuto dit, au contraire, que le roi refusa cette permission, et que le doge, à la tête de six cents chevaux, se fit jour au travers des ennemis. *Vite de' Duchi* p. 652; et Naugiéri assure que Dolfino quitta Trévise seulement après que le roi en eut levé le siége. *Storia Veneziana*, p. 1044. L'historien plus ancien que je suis, est, je crois, mieux informé et plus impartial.

gneurie était déterminée à les livrer, de devancer le traité de paix, et de captiver la faveur du roi par une prompte soumission, au lieu d'attendre qu'on disposât d'eux : ils attaquèrent à l'improviste les garnisons que la république avait placées dans leurs villes; ils les désarmèrent, et ouvrirent leurs portes aux Hongrois (1).

[1357] Pendant l'année 1357, le roi Louis poursuivit avec acharnement la guerre contre les Vénitiens; il maintint constamment, sur le territoire de Trévise, une armée destinée à bloquer cette ville, et à ravager ses campagnes : pendant le même temps, le ban de Bosnie avait conduit une autre armée dans la Dalmatie vénitienne, et il avait entrepris le siége de Zara, ville extrêmement forte, que les prédécesseurs de Louis avaient plusieurs fois assiégée inutilement. Le ban de Bosnie demeura une année entière devant ses murs; et il désespérait de réussir à force ouverte, lorsque la trahison lui procura un succès vainement cherché par les armes (2). Deux officiers allemands de son armée s'entendirent avec le prieur du monastère de Saint-Chrysogone, qui est contigu aux murs de Zara (3). Ce prieur, qui était allemand, fournit à ses compatriotes des échelles; il introduisit les assaillants dans son église : les gardes de la porte voisine furent surprises et massacrées, et l'armée hongroise entra dans la ville par cette porte. La garnison vénitienne, après une vigoureuse résistance, fut forcée de se réfugier dans le château (4).

Les Vénitiens, abattus par tant de calamités, et effrayés de la persévérance de leur ennemi, résolurent enfin de demander, à tout prix, la paix au roi de Hongrie, et de s'en remettre, pour les conditions, à sa générosité. Ils choisirent leurs ambassadeurs parmi les gentilshommes les plus considérés de la république; et, par eux, ils firent prier le roi de dresser lui-même un traité qu'ils promirent de signer sans hésiter. Louis, touché de cette confiance, répondit qu'il n'avait fait la guerre que pour recouvrer des villes qui appartenaient à sa couronne. Il demandait ces villes

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 82, p. 453. — *Naugerio*, *Storia Veneziana*, p. 1044.

(2) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 10, p. 477.

(3) *Marin Sanuto*, *Vite de' Duchi di Venezia*, p. 648.

(4) Le 25 décembre 1357 *Joh. de Bazano*, *Chron. Mutinense*, T. XV, p. 672. — *Gataro*, *Storia Padovana*, p. 55.

seules, et la renonciation du doge et de la seigneurie à tout titre et à tout droit sur elles. Il n'avait pas besoin d'argent, ajouta-t-il, et ne voulait point de tribut; il était prêt à rendre les châteaux qu'il avait conquis sur le territoire de Trévise; car il ne songeait point à s'agrandir par d'injustes conquêtes; mais il demandait seulement que, s'il lui arrivait d'avoir une guerre maritime, la seigneurie lui fournît vingt-quatre galères, dont il payerait tous les frais (1).

Ces conditions furent sur-le-champ acceptées par la république de Venise; et la paix entre les deux États fut publiée au mois de février 1358 (2). Le doge, qui, depuis la conquête de Constantinople, portait le titre de duc de Venise, de Dalmatie, de Croatie, et de seigneur d'un quart et demi de l'empire romain, fut obligé, après ce traité, et jusqu'à l'année 1387, où la seigneurie reconquit la Dalmatie, de se contenter du titre plus modeste de duc de Venise (3).

[1355] Plusieurs guerres, à cette époque, dévastaient en même temps l'Italie, et, comme elles avaient été allumées par des motifs différents, comme elles se poursuivaient indépendamment l'une de l'autre, il est nécessaire, d'en séparer aussi tout à fait l'histoire. Tandis que les Hongrois ravageaient l'État de Trévise, la principauté limitrophe de Padoue était engagée dans une guerre avec les frères Visconti, qui n'avait aucun rapport avec celle des Vénitiens et du roi Louis. Les quatre principautés de Padoue, Vérone, Mantoue et Ferrare, s'étaient liguées, comme nous l'avons vu ailleurs, pour se défendre contre les seigneurs de Milan; et, au moment où Visconti d'Oleggio avait fait révolter Bologne, il était aussi entré dans cette alliance que nous avons quelquefois désignée par le nom de ligue de Vénétie. La guerre, il est vrai, entre ces petits seigneurs et les Visconti, se poursuivait avec mollesse; quelques excursions de cavalerie, quelques tentatives pour

(1) Cette condition, rapportée par Villani, est passée sous silence par les historiens de la république. *Marin Sanuto, Vite*, p. 640.—*Naugerio, Stor. Venez.*, p. 1045.

(2) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 50, p. 485. — *Antonii Bonfinii Rerum Hungar.*, Dec. II, L. X, p. 269.

(3) *Gataro, Storia Padovana*, p. 60. — *Libro del Polistore*, T. XXIV, c. 42, p. 840. — *Marin Sanuto, Vite de' Duchi*, p. 645. — *Naugerio, Stor. Venez.*, p. 1045.

piller les campagnes, ruinaient les paysans et soumettaient les villages ouverts aux calamités de la guerre, sans qu'aucune action décisive donnât à l'un ou l'autre parti aucune supériorité. Mais bientôt l'ambition et l'orgueil des seigneurs de Milan leur suscitèrent de nouveaux ennemis, et augmentèrent le danger de leur situation.

Jean Paléologue, marquis de Montferrat, avait été longtemps l'ami et l'allié des Visconti; il abandonna leur parti à l'occasion d'une offense que ses gens avaient reçue dans leur palais, et qui était demeurée impunie. Il crut y voir la preuve du peu d'estime que ces seigneurs trop orgueilleux faisaient de lui (1). Le marquis de Montferrat avait accompagné Charles IV à Rome; et ce monarque, par reconnaissance, l'avait nommé vicaire impérial en Piémont; il avait ainsi légitimé ses titres à la seigneurie de Turin, Suze, Alexandrie, Ivrée, Trino, et plus de cent châteaux énumérés dans le diplôme impérial (2). Le marquis, à son retour de Rome, resserra l'alliance qui existait depuis longtemps entre sa famille et celle de Beccaria : cette dernière gouvernait Pavie depuis quarante-trois ans. Elle devait à la protection des Visconti d'avoir conservé si longtemps la seigneurie de cette ville; car les Beccaria étaient, à bien des égards, plutôt les lieutenants que les alliés des seigneurs de Milan. Dans une longue paix, ils avaient accumulé de grandes richesses; et ils avaient fait jouir d'une constante prospérité la ville soumise à leur domination (3). Placés entre les Visconti et le marquis de Montferrat, ils s'étaient maintenus par la jalousie mutuelle de ces voisins plus puissants qu'eux.

Après s'être assuré de l'alliance des Beccaria, le marquis de Montferrat se prépara ouvertement à faire la guerre aux seigneurs de Milan. Dès que ses intentions furent connues, toutes les villes du Piémont qui dépendaient de Galéaz Visconti, Chiéri, Chiérasco, Asti, Alba, Valence et Tortone, prirent les armes pour secouer le joug odieux de ce tyran. Galéaz accablait ses sujets d'impôts, il payait mal ses employés : il vendait la justice, et tourmentait par son avarice les provinces qui lui étaient échues en

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 2, p. 355.
(2) *Benvenuti de S. Georgio, Histor. Montisferrati*, p. 597.
(3) *Petri Azarii Novariensis Chronic.*, p. 340

partage (1): tandis que le marquis de Montferrat, connu et estimé des Piémontais, était le souverain sous lequel ils désiraient le plus vivre. Dans le cours de l'hiver de 1355 à 1356, toutes les villes du Piémont passèrent sous sa domination (2).

[1356] Les Visconti, pour se venger, au lieu d'attaquer le Montferrat, tournèrent leurs armes contre les Beccaria, qu'ils croyaient plus faibles que le marquis. Au mois de mai, ils envoyèrent une nombreuse armée pour former le siége de Pavie (3). Cette armée éleva de trois côtés de la ville trois redoutes en bois, qu'on nommait alors *basties;* une forte garnison fut établie dans chacune, en sorte que l'armée des Visconti, en se retirant, laissa la ville bloquée, et que les vivres ne purent plus y être introduits sans de grandes difficultés (4).

Il y avait tout lieu de croire que Pavie ne pourrait se défendre longtemps; la maison de Beccaria, qui commandait dans cette ville, avait plusieurs chefs mal d'accord entre eux : chacun avait des châteaux-forts et des alliances particulières; et l'un d'eux, nommé Milano, s'était séparé des Gibelins, anciens partisans de sa maison, pour s'associer aux comtes de Langusco, chefs des Guelfes de Pavie (5). Une cause de ruine plus immédiate encore que la discorde entre les Beccaria, c'était la corruption effrayante des princes et du peuple, l'immoralité et la débauche que les chefs du gouvernement affichaient jusque dans les fêtes publiques (6).

Mais, pour repousser les attaques des Visconti, une vigueur inattendue fut tout à coup communiquée aux Pavésans par les prédications d'un moine républicain. Cet homme, nommé frère Jacob des Bussolari, était jeune encore lorsqu'il abandonna le monde, pour se consacrer à la pénitence, sous la règle de saint Augustin. Après avoir vécu quelque temps en ermite, dans les déserts, il avait été renvoyé par les supérieurs de son ordre, à Pavie, sa patrie. Il avait eu commission de prêcher, le mercredi des cendres, dans la salle de l'évêché; et il l'avait fait avec tant de piété,

(1) *Petri Azarii Chronic.*, p. 403.
(2) *Matteo Villani*, L. VI, c. 5, p. 356. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 344.
(3) *Matteo Villani*, L. VI, c. 23, p. 368.
(4) *Ibid.*, c. 29, p. 371.
(5) *Petri Azarii Chronicon*, p. 372.
(6) *Ibid.*, p. 374.

tant de ferveur et tant d'éloquence, que le peuple l'avait supplié de continuer à prêcher chaque jour, pendant tout le carême, et que l'évêque lui en avait donné l'ordre. L'impudence du vice et la corruption dont les jeunes gens de la maison Beccaria donnaient le scandaleux exemple, révoltaient son âme pure et élevée. Il avait prêché contre l'incontinence, contre l'effronterie des femmes, contre l'usure; et sa pieuse éloquence avait opéré une réforme visible dans les mœurs de ses concitoyens (1). Les jeunes Beccaria étaient les seuls qui ne songeassent point à se corriger; tandis que les chefs de leur maison, Castellino et Fiorello, qui redoutaient les conséquences des vices et des divisions de leurs neveux, excitaient le moine à prêcher avec courage, et à ne ménager personne. Castellino Beccaria, qui était malade, se faisait constamment porter en litière à ses sermons (2).

Frère Jacob, en effet, ne se contenta plus d'attaquer les vices privés : il tonna, de la chaire, contre ceux de la nation, et contre ceux de ses princes; contre la lâcheté des citoyens, leur égoïsme, leur résignation dans l'esclavage; contre la corruption des tyrans, leur injustice, leur cruauté. Il réveilla, par ses discours, l'amour de la patrie, dans des cœurs où cet amour paraissait éteint depuis longtemps; et il dirigea son premier essor contre les tyrans de Milan, qui cherchaient alors à ravir aux Pavésans l'indépendance nationale, tandis que des tyrans domestiques leur avaient ravi la liberté. Il excita le peuple à reprendre, pour sa défense, des armes que depuis longtemps il abandonnait à des soldats mercenaires; il demanda et obtint des secours du marquis de Montferrat : il fit préparer des échelles; et, le 27 mai, au point du jour, il sortit lui-même à la tête du troupeau de fidèles qu'il avait rassemblé dans l'église, et dont il avait fait une armée; il le conduisit contre la première redoute des Milanais, sur le Tésin, et il dirigea l'attaque en vaillant capitaine. Les Allemands à la solde des Visconti, qui étaient en garnison dans cette redoute, déconcertés par l'ardeur inusitée avec laquelle les Pavésans combattaient, firent très-peu de résistance : la bastie fut prise et brûlée, et ceux qui l'occupaient furent tués, faits prisonniers ou dispersés

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 1 et 2, p. 467.
(2) *Petri Azarii Chronicon*, p. 374.

dans leur fuite. Le frère Jacob, sans laisser refroidir l'ardeur enthousiaste de ses concitoyens, les conduisit immédiatement à l'attaque de la seconde redoute, de l'autre côté du Tésin. Les Allemands, effrayés de la défaite de leurs compagnons d'armes, ne firent pas plus de résistance ; la troisième fut attaquée à son tour, emportée et brûlée comme les deux autres. Enfin des barques ennemies qui étaient rassemblées sur le Pô, du côté de Plaisance, tombèrent également au pouvoir des vainqueurs. Ainsi le blocus de Pavie fut levé au moment où toute l'Italie s'attendait à la reddition de cette ville ; et les troupes qui l'assiégeaient furent dissipées en un seul jour (1).

Les Visconti ne retournèrent point tout de suite à l'attaque de Pavie ; ils étaient à cette époque occupés de plusieurs côtés. Tandis qu'ils faisaient la guerre dans le Montferrat, et qu'avec une autre armée ils pressaient les Gonzague dans l'État de Mantoue (2), ils cherchaient à détacher de ses alliés, et à tromper, par des négociations de paix, Jean d'Oleggio, tyran de Bologne, et, en même temps, ils entretenaient des complots parmi ses sujets et ses soldats, pour lui enlever le pouvoir et la vie (3). D'un autre côté, l'approche de la grande compagnie leur causait une vive inquiétude. Celle-ci, sous la conduite du comte Lando, avait quitté le royaume de Naples : en vertu d'un traité conclu avec le cardinal Albornoz, elle avait traversé la Marche d'Ancône, sans y faire de dommage (4), et de là elle était entrée sur les terres de Bernardino de Pollenta, seigneur de Ravenne (5). Après avoir ravagé quelque temps cette province, et avoir menacé tour à tour tous les États de l'Italie, elle s'était enfin engagée, le 10 septembre, à la solde de la ligue formée contre les Visconti, par les seigneurs de Mantoue, de Vérone, de Ferrare et de Bologne (6).

Les alliés, pour donner plus de réputation à leurs armes, s'a-

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 30, p. 376.

(2) *Ibid.*, c. 68, p. 394. — *Joh. de Bazano, Chronicon Mutinense*, T. XV, p. 625.

(3) *Matteo Villani*, L. VI, c. 62, 64, p. 391. — *Math. de Griffonibus, Memoriale Histor.*, T. XVIII, p. 172.

(4) *Matteo Villani*, L. VI, c. 56, p. 388.

(5) *Ibid.*, c. 70, p. 395.

(6) *Ibid.*, c. 75, p. 398. — *Benvenutus de S. Georgio, Historia Montisferrati*, p. 553.

dressèrent à l'empereur, et lui demandèrent quelques secours. Charles avait eu lieu de se plaindre des Visconti, qui, à son retour de Rome, lui avaient témoigné autant de défiance que de mépris; et il était flatté de trouver une occasion de se venger d'eux, pourvu qu'il pût le faire sans péril et sans dépenses. A son départ de Pise, il avait laissé dans cette ville Marcovald, évêque d'Auguste, avec le titre de vicaire impérial; mais ce vicaire était fatigué de son séjour dans une ville où il ne jouissait d'aucun pouvoir. Charles lui permit de se rendre à l'armée de la ligue; il lui recommanda seulement de n'y faire usage de son nom, et de n'y déployer l'autorité impériale, qu'autant que l'armée des alliés serait assez forte pour lui assurer des succès (1). L'évêque d'Auguste, qui était plein de courage, et qui cherchait l'occasion de se distinguer, se rendit aussitôt à cette armée, déjà grossie par la jonction de la grande compagnie; il y fit arborer le drapeau impérial, et, comme vicaire de l'empire, il cita les deux frères Visconti à son tribunal, les accusant de rébellion contre leur souverain, de tyrannie et de trahison (2).

Les Visconti repoussèrent avec mépris cette sommation : ils étaient eux-mêmes vicaires perpétuels de l'empire, répondirent-ils dans leurs manifestes, et, comme tels, ils entendaient punir l'évêque d'Auguste, d'une peine capitale, pour s'être mis à la tête d'une bande de brigands (3). Mais les effets ne répondirent point à leurs menaces. Tandis que l'évêque d'Auguste, après avoir passé devant Parme, le 10 octobre, sans rencontrer aucune résistance, traçait son camp à cinq milles de Plaisance, l'armée des Visconti, composée de quatre mille chevaux allemands et brabançons, refusait de sortir des villes, sous prétexte que des soldats de l'empire ne pouvaient porter les armes contre les drapeaux de l'empereur, leur seigneur. Dans la vérité, ils ne voulaient pas combattre la compagnie : tous les soldats étrangers qui servaient en Italie étaient associés à ses profits et à ses gages, et ils voulaient toujours se ménager un refuge dans ses rangs, s'ils étaient licenciés ailleurs. Les Visconti dissimulèrent avec leurs soldats, et ne les con-

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 76, p. 399.
(2) *Ibid.*, L. VII, c. 23, p. 419.
(3) *Ibid.*, c. 24, p. 420.

gédièrent point, bien sûrs qu'ils auraient tous passé immédiatement au service de leurs ennemis. Ils se contentèrent donc de pourvoir à la garde des villes, et ils abandonnèrent les campagnes au pillage (1).

Mais la grande compagnie ne faisait pas la guerre de meilleure foi que les soldats des Visconti. En vain le marquis de Montferrat, qui s'était rendu à l'armée, pressait le comte Lando de marcher contre Milan, et d'attaquer cette ville, pour abattre d'un seul coup toute la puissance des Visconti : la compagnie, cantonnée dans le voisinage de Maggenta, ruinait le pays, pillait les campagnes, déshonorait les femmes et les filles, et se refusait à marcher. Le marquis de Montferrat reconnut alors que les soldats des deux armées étaient d'accord entre eux, et que, dans leur guerre simulée, ils n'étaient ennemis que des habitants qu'ils ruinaient. Il craignit que ces mercenaires ne le livrassent un jour aux Visconti, qui avaient mis sa tête à prix ; et il quitta l'armée avec cinq cents cavaliers, avec lesquels il trouva le moyen de s'emparer de Novare par surprise (2). Azzo de Coreggio, qui servait sous les mêmes drapeaux, s'éloigna peu de jours après, avec sept cents chevaux, pour faire sur Verceil une tentative, qui n'eut point de succès (3).

Les seigneurs de Milan avaient mis à la tête de leurs troupes le vieux Lodrisio Visconti, leur parent; le même qui, en 1322, avait rétabli la république milanaise, qui, en 1327, avait livré Galéaz à Louis de Bavière, et qui, en 1339, avait conduit la redoutable compagnie de Saint-George à Parabiago, contre le seigneur de Milan. Au milieu des grands événements auxquels Lodrisio Visconti prit part, son caractère demeurait équivoque; mais sa valeur n'était pas douteuse, et aucun Italien n'avait su mieux que lui se concilier l'affection et le respect des soldats allemands.

Lorsque ce vieux général vint se mettre à la tête de l'armée, les mercenaires n'osèrent point refuser de lui obéir ; ils promirent de le suivre partout, et de combattre contre la grande compagnie, quoiqu'elle portât les bannières impériales. D'ailleurs, Lodrisio Visconti avait amené avec lui un renfort de trois mille cavaliers

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 26, p. 421

(2) *Petri Azarii Chronicon*, p. 347.

(3) *Matteo Villani*, L. VII, c. 36, p. 425

italiens, tandis que l'armée ennemie était affaiblie par l'absence du marquis de Montferrat, d'Azzo de Coreggio, et des douze cents chevaux qu'ils avaient emmenés avec eux. L'évêque d'Auguste, pour se mettre à l'abri d'une surprise, avait commencé, le 13 novembre, à faire repasser le Tésin à son armée, lorsqu'il fut brusquement attaqué par Lodrisio, et mis en déroute, malgré la plus vigoureuse résistance. Lui-même il fut fait prisonnier avec six cents de ses gendarmes; les vainqueurs avaient arrêté un bien plus grand nombre de cavaliers, et parmi eux, presque tous les chefs de la compagnie, le comte Lando, messire Dondaccio de Parme, et Ramondino Lupo : mais ceux qui avaient fait ces prisonniers étaient des Allemands, tous secrètement associés à la compagnie; ils les dérobèrent à leurs généraux, et trouvèrent ensuite moyen de les faire évader (1).

La joie que cette victoire aurait pu occasionner aux Visconti, fut troublée par la nouvelle qu'ils reçurent peu de jours après, de la révolte d'une des plus importantes villes de leur domination. Les Génois, dans l'embarras où les avait jetés leur guerre avec les Vénitiens, s'étaient soumis volontairement à l'archevêque de Milan; mais ils étaient trop attachés à leur liberté, pour demeurer longtemps sous le joug, d'autant plus que les nouveaux seigneurs de Milan avaient déjà cherché à l'appesantir. Ils résolurent de profiter, pour s'affranchir, de l'embarras où se trouvaient les Visconti; et n'étant point encore avertis de la victoire que ceux-ci avaient remportée le 13, sur le Tésin, ils prirent les armes le 15 novembre, se ralliant au cri de *vive la liberté! à mort les tyrans!* Ils attaquèrent le palais public, où le vicaire des Visconti ne put pas se défendre longtemps. Celui-ci fut forcé de sortir de la ville, avec ses soldats. Alors les Génois envoyèrent chercher à Pise, Simone Boccanégra, celui qui, le premier, avait été décoré du titre de doge; ils l'installèrent de nouveau dans cette dignité, avec les mêmes prérogatives qu'ils lui avaient accordées une première fois. Les Pisans envoyèrent un corps de cavalerie avec Boccanégra, pour l'aider à remettre sa patrie en liberté (2). Les deux

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c 37, p. 436. — *Chronic. Placentinum, Joh. de Mussis.*, T. XVI, p. 502.
(2) *Matteo Villani*, L. VII, c. 40, p. 438. — *Georgii Stellæ Annales Genuen.*

rivières se rangèrent immédiatement sous l'obéissance du nouveau doge, à la réserve de Savone, Ventimiglia et Monaco, qu'il réduisit successivement par les armes (1).

[1357] Cependant, le prédicateur de Pavie, frère Jacob des Bussolari, après avoir délivré sa patrie de l'armée des Visconti, qui en formait le siége, avait continué à prêcher contre la corruption des mœurs et les vices des tyrans. Les seigneurs de Beccaria, qui avaient applaudi à ses prédications aussi longtemps qu'ils les avaient crues dirigées contre les seuls Visconti, leurs ennemis, commencèrent à prendre de l'inquiétude lorsqu'ils virent que le moine attaquait la tyrannie d'une manière plus générale. Tout l'avantage qu'ils pouvaient attendre de lui, ils l'avaient déjà obtenu, lorsque les Pavésans, enhardis par ses discours, s'étaient emparés, l'épée à la main, des redoutes qui les resserraient. Les efforts de Jacob des Bussolari, pour communiquer une nouvelle énergie à des sujets, ne pouvaient être que préjudiciables à leurs maîtres. Les seigneurs de Pavie résolurent donc sa mort; Castellino et Milano de Beccaria se chargèrent de le faire assassiner : mais toutes leurs tentatives furent découvertes et déjouées par le moine. Les citoyens, effrayés pour la vie de leur apôtre, formèrent une garde volontaire, qui accompagnait Bussolari en tous lieux; et celui-ci n'en prit que plus de hardiesse pour reprocher aux Beccaria, du haut de la chaire, leurs cruautés et leurs précédents homicides (2).

Avant de tenter une révolution dans le gouvernement, frère Jacob des Bussolari s'assura de l'assentiment du marquis de Montferrat. Ce seigneur avait été nommé, par Charles IV, vicaire impérial à Pavie; il avait donc un titre légitime pour gouverner cette ville, tandis que tout le pouvoir que s'arrogeaient les Beccaria était usurpé. Le moine, fort de l'autorité du marquis, fit, dans son premier sermon, un tableau des mœurs dépravées des tyrans, de la corruption de toute justice, et de l'avilissement du peuple dans toutes les villes qui étaient tombées sous la domination d'un usurpateur; il montra ensuite par combien de crimes Pavie avait

sium, p. 1004. — *Chronic. Placentinum*, p. 502. — *Ubertus Folieta*, *Genuens. Histor.*, L. VII, p. 453.

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 49, p. 434; c. 86, p. 455; et c. 95, p. 459.

(2) *Ibid.*, c. 9, p. 408.

été souillée, depuis que les Beccaria s'y étaient emparés du pouvoir souverain : il raconta comment lui-même avait failli, à plusieurs reprises, d'être assassiné par l'ordre des tyrans ; il exhorta les Pavésans à ne pas supporter plus longtemps un joug si honteux, et il désigna, de la chaire, vingt citoyens présents à l'assemblée, qu'il nomma capitaines et tribuns du peuple. Il leur ordonna de former chacun une compagnie de cent hommes dans leur quartier : il désigna de même quatre chefs de cette milice ; et sitôt qu'il eut fini son sermon, le peuple confirma, par ses suffrages, l'élection du prédicateur. Tous les élus acceptèrent l'emploi qui leur était confié, pour le rétablissement de la religion et de la liberté (1).

Les Beccaria qui se voyaient dépouillés de leur autorité, par le seul empire de la parole, sans combat, sans violence, et seulement parce que le peuple avait cessé de leur obéir, ne savaient trouver d'autre moyen de recouvrer leur pouvoir, que la mort de ce moine séditieux. Tour à tour ils eurent recours à la surprise et à la force ouverte : mais les gardes bourgeoises que le peuple avait données au prédicateur repoussèrent constamment leurs satellites. Ils s'adressèrent enfin aux Visconti, dont ils avaient été longtemps les partisans et les créatures ; ils se réconcilièrent avec eux, et ils cherchèrent les moyens de leur ouvrir les portes de Pavie. Mais le moine, qui surveillait les Beccaria, après avoir rendu, en chaire, compte au peuple de leurs complots, envoya un centurion à Milano de Beccaria, pour lui porter l'ordre de sortir immédiatement de la ville et de son territoire. Milano obéit en tremblant ; et il se retira dans un de ses châteaux, avec sa famille : bientôt son frère vint l'y joindre. Alors ils mirent les Visconti en possession de tous les lieux forts qu'ils possédaient dans le Pavésan ; en même temps ils levèrent des troupes, et ils renouvelèrent leurs intrigues dans la ville, pour que leurs partisans en ouvrissent les portes aux Visconti. Ce complot fut encore découvert ; douze des conjurés furent condamnés à perdre la tête, et tous les Beccaria furent chassés de la ville (2).

Après cette révolution, les Visconti s'étant réconciliés avec tous les Beccaria, se crurent assurés de pouvoir s'emparer de Pa-

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 3, p. 409.

(2) *Ibid.*, c. 4, p. 460. — *Benvenuti de S. Georgio, Histor. Montisferr.*, p. 530.

vie; ils essayèrent s'ils ne pourraient pas engager le moine lui-même à renoncer à la défense de ses concitoyens. Pétrarque avait des liaisons d'amitié avec Jacob des Bussolari; il rendait justice à ses talents, et il aurait dû aimer en lui l'ennemi de la tyrannie : mais Pétrarque, séduit par la prévenance des Visconti, vivait alors à leur cour, et recevait d'eux des emplois, quoiqu'ils fussent ennemis de sa patrie, ennemis de la liberté, de l'Église et de l'empire, quoiqu'ils fussent souillés par tous les vices et tous les crimes. A leur sollicitation, le poète florentin écrivit au frère des Bussolari une longue lettre, pour l'exhorter à prêcher la paix et non la guerre, la soumission et non la révolte (1). Cette lettre, qui n'est qu'un tissu de lieux communs, ne changea point les principes ou la conduite du prédicateur de Pavie.

Le frère des Bussolari n'accorda pas plus de déférence aux ordres que les Visconti lui firent donner par quelques supérieurs de sa religion, qui étaient dans leur dépendance. Il ne se contenta pas de diriger de la chaire les conseils de la nouvelle république, il suivit son troupeau dans les camps; et, protégé par le marquis de Montferrat, il fit recouvrer aux Pavésans, sur le territoire milanais, la récolte qu'ils avaient perdue sur le leur propre (2).

Les Visconti, pendant toute l'année 1357, n'opposèrent pas de grandes forces aux citoyens de Pavie; ils avaient divisé leur armée en plusieurs corps, pour combattre sur toutes leurs frontières des ennemis plus redoutables. Dans l'État de Modène, les avantages furent balancés; et après plusieurs batailles, les troupes des seigneurs de Milan se retirèrent sans avoir effectué leurs projets (3). D'autres corps d'armée étaient opposés au marquis de Montferrat, d'autres encore aux Génois; et la principale armée des Visconti fermait à la grande compagnie l'entrée du Milanès du côté de Mantoue. Mais tous les mercenaires allemands étaient secrètement associés à cette grande compagnie; jamais ils ne la combattaient de bonne foi; ils refusaient de hasarder des batailles contre elle, et ils faisaient échouer les projets des seigneurs qu'ils servaient. Souvent mille ou deux mille cavaliers de la compagnie avaient tra-

(1) *Franc. Petrarcæ Familiares Epist.*, L. X, epist. 17. — De Sade, Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. V, p. 465.

(2) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 5, p. 470.

(3) *Joh. de Bazano, Chronic. Mutinense*, p. 696.

versé toute l'armée des Visconti, et avaient étendu leurs ravages jusqu'aux portes de Milan, sans que les forces infiniment supérieures qui gardaient le Milanès, les arrêtassent, ou coupassent leur retraite, lorsqu'ils revenaient chargés de butin (1).

Les Visconti, las d'être servis par des troupes sans foi, et découragés par la perte de toutes leurs villes du Piémont, de Novare, de Como, de Pavie et de Gênes, résolurent enfin de rechercher la paix. Les alliés n'étaient guère moins las de la guerre; pendant trois ans et demi leurs campagnes avaient constamment été ravagées par leurs ennemis ou par leurs propres soldats. Feltrino Gonzaga, l'un des seigneurs de Mantoue, offrit sa médiation aux puissances belligérantes; et la paix fut enfin conclue au mois de mai 1358 : elle fut publiée dans les premiers jours du mois suivant (2).

[1358] En vertu de ce traité, le marquis de Montferrat devait rendre Asti aux seigneurs de Milan, et Pavie devait continuer à se gouverner en république : mais la ligue des alliés lombards étant dissoute, chacun d'eux prit peu d'intérêt au sort de ses anciens associés, et négligea de faire exécuter des conditions qui ne le concernaient pas. Les Visconti ne renoncèrent point à leurs prétentions sur Pavie; le marquis de Montferrat ne rendit point Asti, et la guerre se continua en Piémont et en Lombardie : seulement, au lieu d'être soutenue en commun par toute la ligue, le marquis de Montferrat et la ville de Pavie restèrent seuls exposés à la vengeance des Visconti (3).

Les seigneurs de Milan envoyèrent alors une nouvelle armée pour recommencer le siége de Pavie : à son approche, le frère des Bussolari, craignant que les palais des Beccaria ne servissent de forteresses à quelques-uns de leurs partisans, excita le peuple à les abattre, et à former une place publique du lieu qui avait été une fois la demeure des tyrans. La foule courut vers ces palais en sortant du sermon; et elle travailla avec tant d'ardeur à les démolir, qu'en peu de temps il n'y resta pas pierre sur pierre. Chaque citoyen emporta chez lui quelque partie des matériaux pour les

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 37, p. 501

(2) *Joh. de Bazano, Chron. Mutinense*, p. 628. — *Cronica di Bologna*, p. 448.

(3) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 92, p. 523.

garder comme un monument de la chute de la tyrannie (1).

Pour soutenir la guerre il fallait de l'argent : il en fallait pour payer des subsides au marquis de Montferrat, qui était seul en état de faire lever le siége de Pavie. Le frère des Bussolari exhorta les citoyens à sacrifier toutes leurs richesses à la défense de la patrie. Il les sollicita de renoncer au luxe des habits et des pierres précieuses, et leur recommanda de se contenter, pour leurs vêtements, d'étoffes grossières et de couleur noire. Des officiers furent nommés par la république pour réprimer le luxe des femmes : on leur ordonna de mettre en pièces les vêtements de celles qui paraîtraient en public avec des habits brodés ou des étoffes de soie. Dès lors on ne les vit plus que revêtues d'une mante noire et la tête voilée : tous leurs joyaux furent envoyés au moine, qui les fit vendre à Venise, afin d'en employer la valeur à la défense de l'État (2).

[1359] Les Visconti, cependant, avaient formé le blocus de Pavie, et avaient élevé devant les portes de nouvelles basties, pour couper aux assiégés toute communication avec le dehors. Au mois de juillet 1359, le marquis de Montferrat surprit ces basties, et fit entrer des convois dans la ville assiégée (3) Mais les forces des seigneurs de Milan étaient tellement supérieures à celles des Pavésans, que, malgré ce petit succès, ces derniers furent bientôt plus resserrés que jamais. Les comtes de Langusco, et tous les Guelfes, autrefois exilés, avaient été rappelés à Pavie ; tandis que les Beccaria, en vivant dans leurs châteaux, avaient recouvré leur ancienne influence sur les Gibelins des campagnes, dont ils avaient été longtemps les chefs. Les habitants de la campagne, ayant peu de part à l'administration de la république, prenaient toujours moins d'intérêt à l'indépendance de leur patrie qu'au triomphe de leur parti; et tous ceux qui n'assistaient point aux prédications du frère des Bussolari, se rangeaient volontiers sous les étendards d'une famille qui les avait gouvernés pendant de longues années. Tout le district d'au delà du Pô se soumit aux Beccaria, à la réserve des châteaux de Saint-Paul, Stradella et Cicognola : toute

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 58, p. 502. — *Petri Azarii Chron.*, p. 376.
(2) *Petri Azarii Chronic.*, p. 377.
(3) *Matteo Villani*, L. IX, c. 85, p. 564

la Lomelline se rendit ensuite aux seigneurs de Milan, à la réserve des châteaux de Brencida et Durno; enfin, le troisième district au nord du Tésin, nommé Campanie, fut conquis par les Gibelins, à la réserve du château de Scurbisto (1). Le marquis de Montferrat ne pouvait plus apporter de secours aux Pavésans; il était trahi indignement par la grande compagnie qu'il avait reprise à son service, après une expédition de celle-ci dans la Romagne et la Toscane, dont nous rendrons compte plus tard. Le comte Lando l'avait abandonné pour passer, avec quinze cents gendarmes, dans le camp des Visconti; et peu après, il lui avait débauché tout le reste de la compagnie, qu'Anichino Baumgarten commandait après sa désertion (2).

Le frère des Bussolari reconnut alors la nécessité de rendre Pavie aux Visconti, d'autant plus qu'une cruelle épidémie s'était manifestée dans la ville, et abattait le courage des citoyens. Il dressa lui-même les articles de la capitulation. Il assura aux Guelfes qu'il avait rappelés à Pavie le droit d'y résider; il obtint aussi la confirmation du gouvernement municipal qu'il avait établi, et qui devait être conservé sous la souveraineté des Visconti; mais il dédaigna d'insérer dans le traité aucune condition pour lui-même; et, tandis qu'il stipulait pour la liberté de la ville, pour la sûreté des citoyens et celle des propriétés, il ne demanda pas seulement une sauve-garde pour sa personne. Galéaz Visconti accepta ces conditions sans hésiter; mais, lorsqu'il fut maître de la ville et des forteresses, il déclara que, comme vicaire impérial en Lombardie, il n'était point lié par des pactes contraires aux droits de l'empire ou aux intérêts du fisc. Il cita les lois romaines et les jurisconsultes qui le déliaient de ses engagements; car en tout temps, il s'est trouvé des savants assez lâches pour soutenir les maximes les plus odieuses du despotisme. Il renvoya, en conséquence, au lieu de leur exil, les comtes de Langusco et les principaux Guelfes de Pavie : il abrogea toutes les constitutions municipales de cette ville, et il la soumit à son pouvoir absolu (3).

Au milieu de leurs calamités, les citoyens de Pavie avaient con-

(1) *Petri Azarii Chronic.*, p. 377.
(2) Au mois d'octobre 1359. *Matteo Villani*, L. IV, c. 54, p. 378
(3) *Petri Azarii Chronic.*, p. 378.

servé toute leur vénération pour le frère des Bussolari ; ils le suivaient avec empressement, et lui donnaient des preuves touchantes de leur respect et de leur amour. Mais, lorsque Galéaz Visconti retourna de Pavie à Milan, il emmena ce moine avec lui, pour l'éloigner de ses partisans ; et, lorsqu'il le tint dans une dépendance absolue, il fit instruire contre lui un procès par les supérieurs de son ordre, pour désobéissance ecclésiastique, et il le fit jeter dans la prison de son couvent, à Verceil, où cet homme, digne d'un meilleur sort et de plus de gloire, finit misérablement ses jours (1).

Les Visconti construisirent à Pavie une forteresse, et y placèrent une nombreuse garnison, pour s'assurer à jamais la possession de cette conquête. En même temps, ils cherchèrent à épouvanter leurs ennemis par les tourments atroces auxquels ils livrèrent ceux qui tombaient entre leurs mains. Bernabos Visconti, le plus cruel des deux frères, ordonna par un édit public, à tous les tribunaux, de prolonger durant quarante jours le supplice des criminels d'État. Les tourments ne devaient recommencer que de deux jours l'un ; et, dans les jours pairs, les suppliciés étaient laissés à un affreux repos. Le premier, le troisième, le cinquième et le septième jour, ils devaient recevoir cinq tours d'estrapade ; deux jours, on leur faisait boire de l'eau mêlée de chaux et de vinaigre ; deux jours, après leur avoir arraché la peau de la plante des pieds, on les faisait marcher sur des pois chiches ; puis on arrachait successivement un œil, après l'autre ; on coupait le nez, les deux mains, les deux pieds du supplicié ; et le quarante et unième jour, ce malheureux était tenaillé, et finissait ses souffrances sur la roue. Un grand nombre de victimes, en 1362 et 1363, furent soumises à cet épouvantable supplice ; et le tyran osa publier son infernale ordonnance, qui aurait dû armer contre lui l'Église et l'empire, et tous les peuples, et ses lâches ministres eux-mêmes (2).

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 55, p. 578. – *Benvenuti di S. Georgio, Histor Montisferr.*, p. 540. – *Corio, Histor Milanese*, P. III, p. 233.

(2) Cette ordonnance nous a été conservée textuellement par Pierre Azario, sujet de Bernabos et notaire de Novare. *Chronic.*, T. XVI, p. 410.

CHAPITRE XVII.

AFFAIRES DE TOSCANE. — RIVALITÉ DE FLORENCE ET DE PISE; GUERRE DE SIENNE ET DE PÉROUSE. — LES FLORENTINS REPOUSSENT LA GRANDE COMPAGNIE. — SOUMISSION DE LA ROMAGNE A L'ÉGLISE. — 1356 A 1359.

Il ne s'était encore écoulé que peu de mois depuis que l'empereur Charles IV s'était éloigné de la Toscane, après y avoir causé tant de révolutions, lorsque le chef des Gibelins, dans cette contrée, le vieux Pierre Saccone des Tarlati, termina sa longue carrière. Exilé d'Arezzo, où longtemps il avait été seigneur, Saccone résidait au château de Piétra Mala, ancienne forteresse de sa famille, dans les Apennins. De là, il dirigeait les entreprises de tous les Gibelins des montagnes; il excitait tous les mouvements qu'on voyait éclater dans les communes moins puissantes de Toscane, dans Arezzo, Cortone, Città di Castello, Borgo San-Sépolcro et Chiusi : il étendait aussi ses intrigues dans le Mugello et le Casentin, provinces voisines, qui appartenaient à Florence. Quoique sa bravoure fût éprouvée dans les combats, il était plus renommé encore pour les coups de main, la petite guerre et l'art de surprendre les places. Parvenu à l'âge de quatre-vingt-seize ans, il sentit, au commencement de l'année 1356, les approches de la mort; et, comme il remarquait déja la consternation de ceux qui le servaient, il fit approcher de son lit Marco des Tarlati, son fils. « Tu vois, lui dit-il, qu'on ne doute plus que je ne touche au terme » de ma vie : assurément le bruit s'en est déjà répandu chez nos » ennemis; et, au moment où le vieux Saccone prend congé de ce » monde, ils ne croient plus devoir se tenir en garde contre lui. » Le château de Gressa, de l'évêque d'Arezzo, serait pour notre » famille une acquisition importante; voici quelle est la hauteur » de ses murs que j'ai fait mesurer : attaque-le cette nuit même

» par escalade, et fais qu'avant de mourir j'aie la joie de le savoir » entre tes mains. » Marco Tarlati s'éloigna du lit du mourant, et sortit de Piétra Mala avec un petit nombre de soldats affidés. D'après les indications que son père lui avait données, il entra dans Gressa par surprise; mais les habitants de ce château étaient fort dévoués à leur seigneur : ils prirent les armes, et forcèrent les Tarlati à ressortir de leurs murs avec perte. Le vieux Saccone vécut assez pour apprendre le mauvais succès de l'attaque qu'il avait ordonnée, et pour que cet échec rendît ses derniers moments plus pénibles (1). Les Arétins, pendant sa vie, n'avaient jamais osé prendre des mesures vigoureuses pour lui résister; mais, dès qu'ils reçurent la nouvelle de sa mort, ils fortifièrent l'entrée de leur territoire, ils enrégimentèrent leurs milices, et ils se mirent en état de ne plus craindre ses successeurs (2).

Tandis que la mort de Saccone mettait la république florentine et ses alliés à l'abri de nouvelles attaques de la part des Gibelins des montagnes, le parti de ces derniers acquérait une influence plus décidée sur les conseils de Pise, et il troublait la bonne harmonie qui subsistait depuis quelques années entre les deux plus puissantes communes de Toscane. Les Pisans avaient arrêté Paffetta, comte de Monte Scudaio, l'auteur de la ruine et de la mort des Gambacorti; ils le retenaient en prison, dans la forteresse de Lucques, et ils avaient exilé quelques-uns de ses associés : mais en même temps, ils avaient confirmé l'exil du reste de la famille Gambacorti, qui s'était établie à Florence; et ils ne laissaient échapper aucune occasion de témoigner combien la faction dominante, ou des Raspanti, était attachée au parti gibelin. Tous les habitants des châteaux situés aux frontières de l'État florentin, qui, dans un autre temps, avaient fait preuve de zèle contre les Guelfes, étaient assurés d'être accueillis avec faveur par le gouvernement de Pise. Souvent ils étaient excités secrètement à se signaler par quelque tentative hardie pour l'avantage de leur parti. Quelques Gibelins de Sorana, château du val de Niévole, à quatre milles au-dessus de Pescia, cédant à ces sollicitations, livrèrent leur forteresse à des soldats pisans : ceux-ci, il est vrai, avaient été

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 11, p. 362.
(2) *Ibid.*, c. 16, p. 365.

licenciés, peu de jours auparavant, par la seigneurie de Pise, pour que les Florentins ne pussent pas l'accuser de cet acte d'hostilité. Les soldats avaient pris possession de Sorana, en leur propre nom; de là, ces bandits infestaient, par leurs ravages, tout le val de Niévole, et cherchaient à soulever cette province (1).

Le gouvernement de Pise déclara à celui de Florence qu'il n'avait eu aucune part à la prise de Sorana, et qu'il ne protégerait point les bandits qui occupaient ce château; mais en même temps, il offensa les Florentins d'une manière plus directe, quoique moins grave. Par le traité conclu entre les deux peuples, en 1342, les Florentins devaient être à Pise francs de toute gabelle. Cependant les Pisans, sous prétexte d'armer contre les corsaires des galères pour la sûreté des mers, ordonnèrent, au mois de juin 1356, que toutes les marchandises qui entreraient dans leur port payassent un impôt de deux deniers par livre de leur valeur (2). Les Florentins demandèrent vainement qu'on ne portât pas atteinte à leur franchise; ils ne purent obtenir d'exception à la loi générale. Ils refusèrent de se soumettre à cette petite vexation, de peur qu'un impôt d'abord léger ne fût suivi de taxes plus onéreuses. D'ailleurs, ils étaient décidés à ne point déclarer la guerre les premiers, d'autant plus que les magistrats de Pise la désiraient en secret, pour faire oublier les dissensions civiles. Tous les marchands et tous les sujets florentins reçurent alors de leur patrie l'ordre de terminer, avant le 1er novembre, toutes les affaires de commerce qu'ils pouvaient avoir à Pise, afin de sortir tous à cette époque sans dommages de cette ville (3).

D'autre part, la république de Sienne, honteuse d'avoir manqué de foi aux Florentins, l'année précédente, en traitant avec l'empereur, leur fit proposer une étroite alliance (4). Dix magistrats nouveaux, nommés les dix seigneurs de la mer, avaient été chargés de protéger le commerce maritime des Florentins. Ils acceptèrent les propositions des Siennois, et formèrent le projet de substituer, pour l'arrivée des marchandises à Florence, le port de Télamone,

(1) *Matteo Villani*, L. VI, c. 19, p. 366.
(2) *Ibid.*, c. 47, p. 381. — *Bernardo Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 721. — *Paolo Tronci Annali Pisani*, p. 386.
(3) *Matteo Villani*, L. VI, c. 48, p. 382.
(4) *Ibid.*, c. 40, p. 377.

dans la Maremme siennoise, au port de Pise. La seigneurie de Sienne prit l'engagement de fortifier le port de Télamone, de réparer les chemins, d'ouvrir aux marchands florentins des entrepôts à Sienne, et d'interrompre toute communication commerciale avec les Pisans. Une composition de sept mille florins d'or par année fut agréée au lieu de toute gabelle; et les Florentins s'engagèrent à transporter à Télamone tous les comptoirs qu'ils avaient à Pise, et à persister, pendant dix ans, dans ce nouvel établissement (1).

Lorsque les marchands florentins quittèrent Pise, le 1er novembre, pour se retirer à Télamone, le commerce de la première de ces deux villes fut frappé d'une langueur mortelle. Tous les négociants du reste de l'Italie, qui étaient établis à Pise, furent forcés de transporter aussi leurs comptoirs à Télamone, pour suivre, avec les Florentins, les affaires qu'ils avaient commencées. Les artisans de Pise et tous ceux que le commerce faisait vivre se trouvèrent tout à coup sans ressources (2) : leurs clameurs déterminèrent la seigneurie à se relâcher de toutes ses prétentions, et à faire aux Florentins, pour les rappeler, les offres les plus avantageuses; elles ne furent point acceptées. On voulut faire voir aux Pisans qu'on pouvait se passer d'eux, et que, pour les punir de leur arrogance, on n'avait pas besoin de recourir aux armes (3).

Les Raspanti, qui gouvernaient Pise, auraient préféré une rupture ouverte : l'ancienne haine de leurs compatriotes, contre les Florentins, se serait ranimée dans les combats; et l'enthousiasme militaire aurait fait oublier les reproches qu'on adressait à l'administration [1357]. Après avoir échoué dans leurs tentatives pour réconcilier les deux États, ils cherchèrent au contraire à provoquer la seigneurie de Florence, pour qu'elle déclarât la guerre la première. Ils tentèrent de surprendre le château d'Uzzano, dans le

(1) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1034. — Cette chronique est contemporaine; mais elle est extrêmement incomplète. Les deux historiens postérieurs de Pise, Marangoni et Tronci, sont habituellement inexacts et mal instruits. Marangoni surtout devient, comme nous avançons, un guide plus infidèle; en sorte que je croirais volontiers que la première partie de cette histoire, qui va jusqu'à la fin du treizième siècle, est écrite par une autre main.

(2) *Matteo Villani*, L. VII, c. 32, p. 423.

(3) *Ibid.*, L. VI, c. 61, p. 390. — *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. VI, p. 116.

val de Niévole, au moyen d'intelligences qu'ils s'y étaient ménagées. Les Florentins découvrirent leurs intrigues, doublèrent la garde du château, et ne se plaignirent point (1). Les Pisans, de concert avec les Génois, armèrent ensuite quelques galères, pour forcer les vaisseaux marchands faisant voile pour la Toscane à relâcher dans leur port. Après les y avoir conduits de force, ils leur accordaient, dans leur ville, toutes les franchises réservées aux peuples les plus favorisés, et ne levaient pas le plus léger droit sur les marchandises qu'on débarquait pour les réexpédier en transit. D'autres marchands se seraient laissé forcer de faire ce qui leur était réellement avantageux. Les Florentins, plutôt que de profiter de la franchise qu'on leur offrait à Pise, firent venir, à grands frais, leurs marchandises, par terre, de Venise, d'Avignon, et même de Flandre; tandis que leur gouvernement s'occupait à faire armer des vaisseaux, en Provence, pour protéger leur commerce (2).

Dans le temps où l'animosité croissante entre les deux républiques faisait redouter une prochaine rupture, une guerre inattendue éclata, à l'autre extrémité de la Toscane, entre la république de Pérouse et le seigneur de Cortone. Les Pérousins ne s'étaient élevés que dans ce siècle à un rang distingué, parmi les peuples d'Italie; le séjour de la cour de Rome, au delà des monts, avait laissé acquérir plus d'indépendance aux villes qui relevaient de l'Église : la plupart, il est vrai, étaient tombées sous le joug des tyrans; mais comme les Pérousins s'étaient toujours maintenus libres, ils avaient prospéré au milieu des calamités de leurs voisins, et ils avaient succédé au commerce et à la richesse de Bologne, depuis que cette dernière ville avait perdu sa puissance avec sa liberté. La suzeraineté des papes, sur la république de Pérouse, loin de nuire à son indépendance, l'avait au contraire mise à l'abri des prétentions formées par les empereurs sur les autres villes libres. Autour de cette puissante cité étaient situées des communes plus faibles, dont plusieurs avaient subi le joug de petits tyrans, et se trouvaient par là d'autant moins en état d'opposer une longue résistance, si elles étaient attaquées. Cortone, Città de la Piévé,

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 62, p. 441.
(2) *Ibid.*, c. 63, p. 441, et L. VIII, c. 11, p. 473.

Todi, Ciusi, Assise, Foligno et Borgo San-Sépolcro devaient successivement tomber au pouvoir des Pérousins, comme Prato, Pistoia, Volterra, San-Miniato et Colle étaient tombés au pouvoir des Florentins (1). Pour mettre en exécution ces projets de conquête, les Pérousins attaquèrent à l'improviste le seigneur de Cortone, au mois de décembre 1357, quoiqu'ils fussent liés à lui par un traité de paix conclu sous la garantie de la république florentine (2).

Les Pérousins, en prenant les armes, commencèrent les premiers à se plaindre, pour justifier leur manque de foi. Leurs ambassadeurs à Florence prétendirent que le seigneur de Cortone avait voulu surprendre quelques-uns de leurs châteaux. Les Florentins, sans s'arrêter à ces vains prétextes, sommèrent la république, pour son honneur, et pour celui du parti guelfe, de renoncer à une guerre injuste (3).

Les assaillants avaient compté sur des intelligences dont ils ne purent tirer aucun parti; ils avaient espéré que des troubles éclateraient bientôt à Cortone, où le seigneur n'était pas aimé : mais les Cortonais haïssaient les Pérousins plus encore que le tyran, et ils se défendirent avec courage (4). Au mois de février 1358, ils reçurent un renfort de cent cinquante cavaliers avec quelque infanterie de Sienne; et cette république promit en même temps de ne pas tarder à leur envoyer des secours plus considérables.

Barthélemi de Casale, seigneur de Cortone, s'était mis sous la protection de la république de Sienne, et il avait obtenu d'elle le droit de cité (5). Il avait appelé les Siennois en garantie du traité qu'il avait conclu précédemment avec les Pérousins; et les Siennois, déjà irrités de ce que Pérouse avait suscité contre eux une révolte à Montépulciano, ne songèrent plus qu'à défendre de toutes leurs forces leur allié. Ils appelèrent à leur solde Anichino Baumgarten, gentilhomme allemand, qui avait formé une compagnie de douze cents aventuriers (6) : ils joignirent à cette troupe six cents gendarmes qu'ils avaient précédemment à leur service;

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 55, p. 457
(2) *Ibid.*, L. VIII, c. 14, p. 475.
(3) *Ibid.*, c. 17, p. 476
(4) *Ibid.*, c. 22, p. 479.
(5) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, T. XV, p. 158.
(6) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 27 et 28, p. 483

et, lui faisant traverser le marais de Chianes, ils forcèrent les Pérousins à lever le siége de Cortone, pour venir défendre leur propre pays (1).

De leur côté les Pérousins rassemblèrent une armée de forces à peu près égales, sous la conduite de Smoduccio de San-Sévérino. L'un et l'autre peuple désirait éviter une bataille, et les deux capitaines avaient reçu l'ordre de chercher, s'il était possible, à acquérir de la gloire sans danger, par des bravades et non par des combats. Le hasard voulut cependant qu'ils se rencontrassent, le 10 avril, près de Torrita, et que les avant-postes engageassent un combat qui devint bientôt général. Les Siennois furent battus; et leur capitaine, Anichino de Baumgarten fut fait prisonnier (2). Les Pérousins entrèrent alors à leur tour sur le territoire de Sienne, et le 29 avril, ils parurent devant les murs de la capitale. Cependant, comme ils désiraient la paix, ils traitèrent avec ménagement les campagnes qu'ils parcoururent (3).

Les Florentins voyaient avec douleur deux républiques guelfes épuiser leurs forces l'une contre l'autre; ils les pressèrent d'accepter leur médiation, et ils s'efforcèrent d'ouvrir des négociations : mais les Siennois, qui passaient pour le peuple le plus orgueilleux de Toscane, avant de traiter, voulaient avoir lavé la honte de leur défaite à Torrita. Ce désir ardent de vengeance leur fit oublier les intérêts de leur parti, ceux de la liberté et leurs anciennes alliances; ils demandèrent des secours aux Visconti de Milan : ils appelèrent le préfet de Vico pour être leur capitaine de guerre; et ils offrirent enfin une solde à la grande compagnie du comte Lando, pour l'attirer en Toscane, sous condition qu'elle passât un mois sur le territoire de Pérouse, pour le ravager (4).

La grande compagnie était alors dans la Romagne, sur les confins du Bolonais. Pendant l'absence du comte Lando, qui avait fait un voyage en Allemagne, elle était commandée par le comte Broccardo, et Amérigo de Cavalletto : elle était alors composée de trois mille cinq cents cavaliers, et d'une nombreuse infanterie. Au mois de juillet, la compagnie fit demander passage aux Florentins,

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 33 et 34, p. 489. — *Cronica Sanese*, p. 159.
(2) *Ibid.*, c. 40, 41, 42, p. 495. — *Ibid.*
(3) *Ibid.*, c. 48, p. 498. — *Ibid.*, p. 160.
(4) *Ibid.*, c. 62, p. 505. — *Ibid.*, p. 161.

pour se rendre sur le territoire de Pérouse. Les récoltes n'étaient point encore mises en sûreté ; et la république n'avait pas de forces à opposer à cette bande formidable. Cependant elle résolut de ne point la laisser pénétrer en Toscane : elle fit fortifier les passages des Apennins, de concert avec les comtes Guidi et les Ubaldini ; en même temps elle envoya des ambassadeurs à la compagnie, pour faire valoir un traité conclu avec le comte Lando, d'après lequel la compagnie ne devait point rentrer en Toscane de deux ans (1).

Le comte Lando, qui, sur ces entrefaites, arriva d'Allemagne, engagea les ambassadeurs florentins à tracer à la compagnie une route autour des frontières, qui traversât les terres des feudataires, au milieu des Apennins, sans jamais descendre dans la plaine florentine (2). Les Condottieri, pour leur sûreté au milieu de ces montagnes, retinrent comme otages les ambassadeurs florentins, qui avaient été choisis parmi les citoyens les plus puissants de la république, et qui avaient conclu cette convention, sans y être autorisés par la seigneurie (3).

Mais des otages ne suffisaient point à la sûreté de la compagnie, si celle-ci, dans son passage au travers des montagnes, provoquait leurs habitants par ses rapines, et les soldats aventuriers étaient tellement incapables de discipline, que, pour leur propre intérêt, ils ne surent point s'abstenir du pillage. Le 24 juillet, étant campés entre Castiglione et Biforco, ils saccagèrent ces deux villages, dont les paysans étaient vassaux, les premiers, du comte Guido de Battifolle, les seconds, du comte Alberghettino des Ubaldini. Ces montagnards, accoutumés à affronter le danger, se concertèrent pour punir les brigands qui les dépouillaient. La compagnie devait le lendemain entrer dans une gorge étroite et resserrée, au fond de laquelle un torrent roule et se précipite entre des rochers. Cette gorge, située entre les plus hautes cimes des Apen-

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 72, p. 508.

(2) Cette route passait du val de Lamone à Marradi, puis entre Castiglione et Biforco, à Belforte, Dicomano, Vicorata et Bibbiéna.

(3) Ces ambassadeurs étaient Manno Donati, Giovanni Médici, Amérigo Cavalcanti, Simone Péruzzi, et Filippo Macchiavelli, ancêtre de celui qui a illustré ce nom. *Matteo Villani*, L. VIII, c. 73, p. 509. — *Cherubino Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, L. XXIII, T. II, p. 250.

nins, a deux milles de longueur; on en sort par un passage nommé Scalella, où un sentier tournoyant monte vers une vallée supérieure, au travers de prairies dont la pente est fort rapide.

L'armée du comte Lando était divisée en trois corps, lorsqu'elle parvint à ce passage. Les ambassadeurs florentins étaient à l'avant-garde, que commandait Amérigo de Cavalletto. Celle-ci traversa la Scalella sans rencontrer d'obstacle, et continua sa route. Le comte Lando, qui commandait le corps de bataille, étant arrivé au même lieu, trouva le haut de la Scalella occupé par quatre-vingts paysans. Cette poignée d'hommes arrêta le premier escadron qui voulut passer, en faisant rouler sur lui des rochers. A ce signal, on vit paraître, sur la crête de toutes les montagnes, des paysans armés, qui, dominant les cavaliers, enfermés dans la vallée étroite comme dans une prison, les écrasaient sous les pierres énormes qu'ils faisaient rouler sur eux. En vain le comte Lando envoya des Hongrois à pied, pour tâcher de déloger les montagnards, les Hongrois ne purent gravir ces précipices, et ils furent repoussés dans le fond de la vallée. Sur ces entrefaites, le comte Broccardo entrait avec l'arrière-garde, dans cette périlleuse enceinte, lorsqu'un rocher, détaché du haut des montagnes, l'entraina avec son cheval dans le torrent, où il périt. Le désordre universel, l'effroi des chevaux qui se cabraient sur un sentier étroit, et l'inutilité de tous les moyens de défense, avaient déjà fait perdre courage aux soldats, lorsque les paysans descendirent de toutes parts des montagnes, et, sans perdre entièrement l'avantage du terrain, cherchèrent, avec de longs pieux ou des lances, à pousser dans le précipice les soldats au-dessus desquels ils se trouvaient. Douze montagnards firent prisonnier le comte Lando, déjà blessé à la tête; mais, séduits par une grosse rançon, ils le laissèrent ensuite s'enfuir à Bologne. Trois cents cavaliers furent tués; un plus grand nombre fut pris, ainsi que mille chevaux de guerre, trois cents palefrois, et un riche butin. Le reste des soldats jetèrent en fuyant leurs armes et leur bagage, afin de s'échapper plus aisément (1).

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 74, p. 510. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 101. — *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 448. — *Cherubino Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 237.

L'avant-garde de la grande compagnie, commandée par Amérigo de Cavalletto, avait seule échappé à la déroute. Elle était arrivée près de Belforte, quand on vint lui apporter la nouvelle de la destruction de l'armée qui la suivait. Les soldats qui avaient échappé au fer ou à la prison, étaient dispersés, et ne pouvaient plus opposer nulle part de résistance. Cette terrible bande de brigands pouvait être détruite sans retour. Les déprédations qu'elle avait commises à Castiglione et à Biforco, annulaient les traités faits avec elle; les comtes Guidi et leurs vassaux brûlaient d'envie de l'attaquer, et les Florentins avaient dans les montagnes près de douze mille hommes sous les armes. Amérigo, qui sentait le danger de sa situation, conduisit sa troupe à Dicomano, où il se fortifia : en même temps il menaça les ambassadeurs florentins, qu'il tenait soigneusement gardés, de les faire mourir, s'ils ne pourvoyaient pas à sa sûreté. La seigneurie donna bien l'ordre d'attaquer à Dicomano les restes de la compagnie, mais les ambassadeurs, pour sauver leur vie, donnèrent des ordres contraires; ils firent poser les armes aux paysans : ils engagèrent Amérigo à faire quarante-deux milles au travers des montagnes, en un seul jour, ils le firent sortir ainsi des Apennins par le passage du Stale, et le conduisirent sur le territoire d'Imola. C'est là que les restes de la compagnie se rassemblèrent, ne respirant que vengeance contre les Florentins. Ceux-ci, par une dangereuse indulgence, ne punirent point les ambassadeurs qui avaient révoqué de leur propre autorité les ordres de la seigneurie; et qui, pour sauver leur vie, avaient exposé tout l'État (1).

La compagnie, cantonnée en Romagne, reçut bientôt un renfort de deux mille chevaux, que lui conduisit Anichino de Baumgarten. C'étaient tous les hommes d'armes allemands qui, d'un commun accord, avaient quitté, au mois d'août, les deux armées des Siennois et des Pérousins, pour se réunir à leurs compatriotes, et venger ensemble, sur les Florentins, l'affront que la milice allemande avait reçu dans les Apennins (2). Mais les Florentins avaient fortifié soigneusement tous les passages des montagnes,

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 75-79, p. 512. — *Marchione di Coppo Stefani, Istor. Fiorent.*, L. IX, Rub. 677. — *Delis. Erudit.*, T. XIV, p. 20.

(2) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 85, p. 519, et 93, p. 524. — *Cronica Riminese*, T. XV, p. 906.

et les avaient garnis de leurs milices, en sorte que la compagnie fut retenue en Romagne le reste de l'année, sans pouvoir effectuer ses menaces (1).

Pendant ce temps-là les Florentins avaient profité de l'affaiblissement où les Siennois et les Pérousins étaient restés après le départ de leurs gens de guerre, pour engager ces deux peuples à faire la paix. La seigneurie de Florence, ayant été reconnue par eux pour arbitre, dicta, le dernier jour d'octobre, les conditions de cette paix, par forme de sentence. Elle accorda pour quatre ans, aux Pérousins, le droit de nommer un podestat à Cortone : elle suspendit pendant cinq ans le droit dont les Siennois avaient joui précédemment de nommer un podestat à Montépulciano; et elle garantit, à tout autre égard, l'indépendance des deux communes les plus faibles contre les deux plus puissantes. Cette sentence arbitrale ne fut pas admise sans réclamations; elle fut cependant observée, et la paix fut rétablie en Toscane (2).

Mais à Florence, comme dans l'ancienne Rome, les dissensions civiles succédaient sans interruption aux guerres étrangères. A peine les inquiétudes occasionnées par l'approche de la grande compagnie et la guerre de Cortone s'étaient-elles calmées, que des troubles intérieurs commencèrent à agiter l'État.

Tous les citoyens non nobles pouvaient, d'après les lois de Florence, parvenir indifféremment aux offices publics. Cependant, plus une famille était ancienne et nombreuse, plus il devenait difficile à ses membres de siéger dans la seigneurie, parce qu'en vertu de la loi du *diviéto*, deux hommes de même nom ne pouvaient se trouver ensemble parmi les prieurs, les bons-hommes ou les gonfaloniers : ainsi, dès qu'un membre d'une famille était placé, il excluait tous ses agnats; et ces derniers, si le sort les avait appelés à un emploi, perdaient leur tour à l'extraction de leur bulletin. Or, les familles anciennes étaient prodigieusement nombreuses; les familles nouvelles, au contraire, ne connaissaient pas même leurs parents, et ne portaient point le même nom qu'eux. Les premières étaient sans cesse repoussées par le *diviéto*; les secondes

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 90, p. 527.

(2) *Ibid*, c. 102, p. 530. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 162. Cette dernière est l'ouvrage d'un marchand de vieux habits, ou *rigattiere*, aussi est-elle mêlée de fables et de bruits populaires.

ne l'étaient jamais, en sorte que le gouvernement tombait peu à peu entre les mains d'hommes nouveaux, presque tous ignorants et incapables. Les anciennes familles qui avaient fondé la liberté, et qui, de tout temps, étaient demeurées attachées au parti guelfe, se plaignirent avec quelque justice d'être supplantées par des hommes qui, pour la plupart, étaient peut-être Gibelins d'origine.

Au commencement, les partis guelfe et gibelin avaient été également favorables à la liberté : plusieurs républiques s'étaient déclarées pour les Gibelins, plusieurs tyrans s'étaient élevés parmi les Guelfes; mais depuis que la maison Visconti avait acquis une grande supériorité en Italie, elle avait pris à tâche de favoriser en même temps les Gibelins et les usurpateurs, et de confondre son propre parti avec celui de l'autorité monarchique. Lorsqu'un Guelfe s'élevait à la tyrannie, il embrassait le parti gibelin, pour s'assurer la protection des seigneurs de Milan : lorsqu'une ville gibeline secouait le joug de son prince, elle arborait les étendards des Guelfes, pour entrer dans l'alliance des Florentins. Aussi, lorsqu'on annonça au peuple de Florence que plusieurs anciens Gibelins étaient rentrés dans l'administration, tous les amis de la liberté en furent-ils consternés.

Il y avait à Florence, depuis près d'un siècle, des chefs naturels et constitutionnels du parti guelfe; c'étaient les consuls de chevalerie, ou capitaines de parti, institués, en 1267, pour administrer les biens confisqués sur les Gibelins. Deux de ces capitaines étaient nobles, deux autres plébéiens; tous les deux mois ils étaient renouvelés par le sort, comme les prieurs de la république. Ceux qui étaient entrés en charge au mois de janvier 1358 étaient des hommes ambitieux et avides, qui surent profiter de l'inquiétude qu'eux-mêmes avaient inspirée, pour se faire attribuer l'autorité la plus dangereuse. Ils firent porter une loi en vertu de laquelle tout Gibelin qui accepterait les emplois publics devait être condamné par le podestat à une peine arbitraire, depuis une amende de cinq cents livres jusqu'à la perte de la vie. La denonciation devait être regardée comme prouvée, si elle était appuyée par six témoins : le droit d'examiner ces témoins et de juger de leur crédibilité, était attribué exclusivement aux capitaines de parti et aux consuls des arts; enfin, le citoyen, une fois condamné

à l'amende, demeurait pour jamais exclu des offices publics (1).

Peu après que cette loi eut été portée, le bruit se répandit à Florence, que les capitaines de parti avaient fait une liste de soixante et dix citoyens qu'ils se proposaient d'accuser. Les premiers qu'ils traduisirent en justice étaient bien réellement gibelins; mais la ville entière fut alarmée des formes que suivait le tribunal nouveau qui faisait leur procès, et qui menaçait ainsi les droits et l'existence de tous (2). Les guelfes les plus zélés prétendaient vouloir sauver par cette rigueur la liberté menacée; le reste des citoyens insistait pour que la loi fût modifiée. Après de vives altercations, l'on convint enfin de changer, non la loi, mais la magistrature du parti guelfe, de manière à la rendre plus populaire. Deux nouveaux citoyens y furent introduits; les deux places réservées auparavant à deux chevaliers, furent rendues accessibles à tous les nobles; enfin il fut enjoint aux capitaines de parti, lorsqu'ils auraient, aux deux tiers des suffrages, déclaré Gibelin un citoyen, de l'*admonester* ou avertir de ne point accepter d'emploi, sous peine d'être poursuivi. De cette manière, les hommes suspects furent écartés des places, sans être soumis à une peine (3); mais une classe de mécontents, qu'on appela les *ammoniti* ou *admonestés*, fut exclue, en quelque sorte, des droits de cité. Ainsi, tandis que la constitution avait voulu rendre tous les citoyens égaux, deux partis opposés cherchaient mutuellement à se priver de leurs droits, en employant le *divieto* contre les anciennes familles, et l'*admonition* contre les nouvelles (4).

Cette même année 1358 fut signalée par le grand nombre de traités de paix qui furent conclus, presqu'en même temps, dans toute l'Europe. L'Angleterre fit la paix avec l'Écosse, et le roi David Bruce fut relâché de sa prison; le roi Jean, de France, prisonnier à Londres, conclut aussi avec Édouard III, d'Angleterre, un traité qui ne fut pas ensuite accepté par son royaume : Pierre le Cruel, de Castille, fit la paix avec Pierre le Cérémonieux, d'Aragon; la république de Venise, avec le roi de Hongrie;

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 24, p. 481.

(2) *Ibid.*, c. 31, p. 486

(3) *Istoria Fiorentina di Marchione di Coppo Stefani*, L. IX, Rub. 674, T. XIV, p. 15. *Deliz. deg. Erudit.*

(4) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 32, p. 488.

les Visconti, avec la ligue des seigneurs de Vénétie; le roi Louis, de Naples, avec son cousin le duc de Duraz, qui s'était révolté contre lui; enfin les Pérousins, avec les Siennois. Les démêlés de Pise et de Florence n'avaient point fait éclater d'hostilité; mais les Florentins avaient armé quatorze galères provençales ou napolitaines, sous leur pavillon; et, sans avoir ni port, ni marine, ils avaient fait respecter la liberté des mers (1). Les Pisans avaient renoncé à inquiéter leur commerce; ils avaient reconnu la franchise du port de Télamone, et ils venaient de permettre à leurs sujets d'y porter leurs marchandises et d'y acheter ce dont ils auraient besoin (2).

La Romagne seule ne fut point comprise dans cette pacification presque universelle de l'Europe : l'Église poursuivait avec ardeur, dans cette province, le projet qu'elle avait formé de dépouiller tous les tyrans du pouvoir qu'ils avaient usurpé, et de ramener toutes les villes de l'État ecclésiastique à la dépendance du pape. Dès le 10 novembre 1356, Jean de Manfrédi, seigneur de Faenza, s'était soumis au légat Égidio Albornoz; il lui avait ouvert les portes de sa capitale et de tous ses châteaux forts, et il s'était retiré à Bagnacavallo, le seul fief que l'Église voulût bien lui conserver (3). François des Ordélaffi, seigneur ou capitaine de Forli, était alors demeuré seul contre toutes les forces du légat, n'ayant pour ressource que son courage, celui de sa femme, et l'amitié intéressée des chefs de la grande compagnie.

Les habitants de Forli, entourés d'ennemis si supérieurs en forces, se présentèrent devant François des Ordélaffi. « Nous avons » toujours, pour ta maison, lui dirent-ils, la même fidélité, le » même amour que nous avons manifesté dans les occasions pré» cédentes. Lorsque tes ancêtres éprouvèrent, comme toi, les vi» cissitudes humaines, et furent exilés de leur patrie, nous les » aidâmes de nos biens et de notre sang, pour les rétablir dans » leurs maisons, et leur rendre la souveraineté. Nous sommes » prêts à en agir de même à ton égard, dès qu'il se présentera une » occasion favorable; mais nous te prions de considérer que, de» meuré seul contre le légat et l'Église, tu ne peux espérer de leur

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 37, p. 491.
(2) *Ibid.*, c. 63, p. 504.
(3) *Ibid.*, L. VII, c. 84, p. 424. — *Cronica Riminese*, T. XV, p. 904.

» résister longtemps, en sorte que ce serait vainement, et sans te » sauver, que, dans ce moment, nous sacrifierions pour toi nos » biens et nos personnes. » Ordélaffi, à ces mots, s'avança au milieu d'eux et leur dit : « Je veux que vous connaissiez clairement » quelles sont mes intentions. Je ne traiterai avec l'Église qu'autant que Forli, Césène, et toutes les places que je possède, me » seront conservées ; je compte les tenir et les défendre jusqu'à la » mort. Je soutiendrai d'abord un siége dans Forlimpopoli, dans » Césène, et dans chacun de mes châteaux : quand je les aurai » perdus, je défendrai les murs de Forli, et ensuite ses rues, ses » places, mon palais, et la dernière tour de mon palais, plutôt » que de donner mon consentement à ce qu'on m'enlève rien de ce » qui est à moi (1). »

Ordélaffi confia la défense de Césène à sa femme Cia, ou Marzia des Ubaldini, fille de Vanni, seigneur de Susinana (2). Il partagea avec elle la petite troupe qu'il avait à sa solde ; il lui donna pour conseiller un homme dont il croyait la fidélité éprouvée, Sgariglino de Pétragudula, et il lui enjoignit de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Marzia s'enferma dans Césène au commencement de l'année 1357, avec sa fille déjà nubile, un fils et deux neveux en bas âge, les deux filles de Gentile de Mogliano, seigneur dépouillé de Fermo, et cinq demoiselles. Elle avait pour se défendre deux cents cavaliers et autant de fantassins, et bientôt elle fut attaquée par une armée dix fois supérieure en forces. Césène est divisée en deux parties, la ville haute qu'on nomme la *Murata*, entourée d'une enceinte particulière ; et la ville basse, qui, malgré quelque progrès qu'on avait fait dans l'art des siéges, était à peine susceptible de défense. A la fin d'avril, les bourgeois ouvrirent cette dernière aux ennemis ; mais Marzia se retira dans la ville haute, avec tous ceux qui partageaient son courage (3). Bientôt elle découvrit que son unique conseiller, et le confident de son mari, entretenait avec les ennemis des intelligences coupables : elle lui fit trancher la tête sur les murs. Dès-lors elle se chargea seule de toutes les fonctions de gouverneur et de capitaine ; elle ne

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 58, p. 427.
(2) *Cronica di Bologna*, p. 445.
(3) *Matteo Villani*, L. VII, c. 58 et 59, p. 430. — *Annales Cæsenates*, T. XIV, p. 1184.

quitta plus la cuirasse, ni le jour ni la nuit, et les ennemis la virent sans cesse à la tête des soldats (1).

Mais le monticule sur lequel la Murata est bâtie n'est point d'un roc solide, que les mineurs ne puissent entr'ouvrir. Les assiégeants poussèrent de plusieurs côtés leurs galeries sous les murs : et malgré la vaillante résistance de Marzia, ils les firent crouler, et s'ouvrirent ainsi de larges brèches. Marzia parut la première derrière ces ouvertures ; elle en défendit longtemps le passage, et fit planter des palissades pour suppléer au mur abattu : mais forcée enfin de céder au nombre, elle se retira dans la citadelle, avec quatre cents hommes, soldats ou citoyens, déterminés à lui obéir jusqu'à la mort (2).

Les assiégeants avaient construit huit machines propres à jeter des pierres ; ils les approchèrent de la citadelle, et firent pleuvoir sur ses tours d'énormes fragments de rocher. En même temps, les mineurs avaient recommencé leurs travaux dans cette terre facile à creuser ; et déjà ils avaient poussé leurs galeries sous les murailles. Marzia le savait ; elle ne pouvait attendre de secours d'aucune part : elle ne pouvait avoir de nouvelles de son mari, assiégé comme elle dans Forli. Elle était dans cette situation désespérée, lorsqu'elle vit arriver auprès d'elle Vanni de Susinana, son père, à qui le légat avait accordé un passage, pour qu'il déterminât sa fille à éviter les dernières calamités. « Fille chérie, lui dit Vanni, » tu sais que ton honneur m'est aussi précieux que ta vie ; j'ai applaudi à ta généreuse défense, et je n'ai point voulu te soustraire » à ses dangers. Mais il est un terme à la vaillance humaine ; ni » l'honneur ni le devoir ne commandent une résistance inutile, » lorsque tout espoir est perdu. Tu peux en croire mon expérience » militaire ; j'ai vu tous les travaux des assiégeants, j'ai vu l'abîme » sur lequel tu es suspendue ; il ne te reste plus de ressources. Le » moment est venu de se rendre, et d'accepter les conditions ho» norables que le légat me charge encore de t'offrir. »

« Mon père, répondit Marzia, quand vous me donnâtes à mon » seigneur, vous me commandâtes, avant toute chose, de lui obéir » toujours ; c'est ce que j'ai fait jusqu'aujourd'hui, c'est ce que je

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 64, p. 442.
(2) *Ibid.*, c. 68, p. 444.

» ferai jusqu'à la mort. Il m'a confié cette forteresse, et m'a dé» fendu de l'abandonner, ou d'en disposer pour quelque raison que » ce fût, sans avoir reçu de nouveaux ordres de lui. Tel est mon de» voir : que m'importent la mort ou les dangers! j'obéis, et ne juge » pas. » Rien n'ayant pu l'ébranler, son père se retira, et elle prit de nouvelles mesures pour se défendre (1).

Mais bientôt les dangers qu'avait prévus Vanni de Susinana se réalisèrent; les mineurs firent crouler l'une des deux tours latérales avec un grand pan de muraille : leurs galeries étaient poussées jusque sous la principale tour; et ce dernier reste de la forteresse ne pouvait tarder que de peu de jours à ensevelir sous ses ruines tous ses défenseurs. Les soldats de Marzia lui déclarèrent alors qu'ils étaient déterminés à se rendre. Ils lui avaient suffisamment prouvé, disaient-ils, leur fidélité et leur courage : désormais ils seraient insensés s'ils se faisaient écraser sous les débris d'une muraille qu'ils n'avaient aucune possibilité de défendre. Marzia, forcée de céder, ouvrit elle-même la négociation avec le légat. Elle obtint de lui que les soldats qui l'avaient si bravement servie pussent se retirer en liberté avec leurs bagages : pour elle-même elle ne demanda aucune condition; et, le 21 juin 1357, elle ouvrit les portes de sa forteresse. Le légat lui assigna pour prison une galère dans le port d'Ancône. Elle y fut conduite avec son fils, sa fille, ses deux neveux, les deux filles de Gentile de Mogliano et ses cinq demoiselles (2).

Le passage de la grande compagnie, qui, à cette époque, traversa la Romagne, en venant de Lombardie, opéra une diversion en faveur de François des Ordélaffi (3). Elle n'aurait pu cependant le préserver de sa ruine, si dans le même temps une intrigue à la cour d'Avignon n'avait fait rappeler le cardinal Albornoz. On lui donna pour successeur, dans la légation de Romagne, un abbé de Clugny, sans vigueur de caractère et sans talents. Ce nouveau légat éprouva bientôt que les vertus d'un moine ne suffisaient point pour remplacer les talents d'un général et d'un homme d'État. A la fin de la campagne de 1357, il fut obligé de lever le siége de

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 69, p. 445.

(2) *Cronica Riminese*, T. XV, p. 905.—*Matteo Villani*, L. VII, c. 77, p. 450. — *Annales Cæsenates*, T. XIV, p. 1185.

(3) *Matteo Villani*, L. VII, c. 75 et 80, p. 449, 452.

Forli. Il le recommença, il est vrai, au mois d'avril 1358, mais avec tout aussi peu de succès (1). Ordélaffi, qui connaissait par leur nom tous ses concitoyens et tous ses soldats, qui leur distribuait de sa main des récompenses et des marques d'honneur (2), trouvait dans leur affection des forces inattendues. Il soutint le siége de Forli pendant tout l'été; et lorsque sa situation commençait à devenir dangereuse, il fut délivré de nouveau par la grande compagnie, qui revenait de son expédition désastreuse dans les Apennins (3).

Cependant la grande compagnie ne pouvait pas subsister longtemps dans l'État de Forli, déjà ruiné par une longue guerre. L'Église l'avait excommuniée, et avait publié une croisade contre elle. Le comte Lando, après s'être guéri de ses blessures à Bologne, où le seigneur Jean d'Oleggio lui avait donné beaucoup de preuves d'affection, était revenu prendre le commandement de son armée. Il la conduisit sur les terres des différents vassaux de l'Église, qu'il livra successivement au pillage, depuis Faenza à Rimini, Pésaro, Fano et Montéfeltro (4). [1358] Le légat ne s'était pas mis en état d'opposer de résistance; aussi la grande compagnie eut-elle plus à souffrir de la saison que du fer ennemi. L'hiver qui commençait fut un des plus âpres qu'on eût encore éprouvés en Italie; les neiges s'élevèrent à une hauteur inusitée; et lorsqu'on les rejeta des toits dans les rues, quelques villes s'en trouvèrent encombrées de manière à bloquer les habitants dans leurs maisons (5). Le manque de fourrages, résultat de la longueur de l'hiver, fit périr la moitié des chevaux de la grande compagnie.

La cour d'Avignon s'était cependant aperçue de l'incapacité de son nouveau légat; et elle venait de rendre au cardinal Albornoz l'autorité qu'elle avait imprudemment suspendue. Albornoz arriva en Italie au mois de décembre 1358, et demanda des secours à la république florentine, non moins ennemie que lui de la grande

(1) *Matteo Villani*, L. VIII, c. 49, p. 498.
(2) *Ibid.*, c. 52, p. 499.
(3) *Ibid.*, c. 83 et 84, p. 518. — *Cronica d'Orvieto*, T. XV, p. 685.
(4) *Ibid.*, L. IX, c. 4, p. 539. — *Cronica Riminese*, p. 907.
(5) *Chronicon Mutinense*, *Joh. de Bazano*, T. XV, p. 630. On vit les neiges, à Bologne, s'élever à 18 pieds de hauteur, et à Modène, atteindre le bas des toits.

compagnie. Déjà, lorsqu'il avait précédemment fait prêcher la croisade contre cette bande de brigands, il avait tiré plus de cent mille florins des citoyens de la république (1). Ses prédicateurs recevaient de toutes mains, des femmes, des pauvres, des enfants; non-seulement ils prenaient de l'argent pour la guerre sacrée, mais aussi des hardes, des meubles, des denrées, enfin tout ce qu'on leur apportait (2). Albornoz, à son retour en Italie, obtint de Florence sept cents chevaux qu'il joignit à son armée. Il ne s'en servit pas pour combattre, mais pour donner plus de poids aux négociations qu'il avait entamées avec le comte Lando : car il traitait avec cet aventurier, pour s'en délivrer à prix d'argent; et, sans y être autorisé par la république florentine, il signa avec lui, au mois de février 1359, un traité par lequel la grande compagnie s'engageait à n'attaquer de quatre ans ni l'Église, ni les Florentins, moyennant quarante-cinq mille florins qui lui seraient payés par le légat, et quatre-vingt mille par la république (3).

Lorsque ce traité fut communiqué aux Florentins, il excita chez eux la plus violente indignation. Ils avaient, à plusieurs reprises, déclaré au cardinal qu'ils voulaient abolir le honteux tribut levé sur l'Italie par les soldats mercenaires. Les tyrans, alliés naturels des gens de guerre, favorisaient leur licence et leurs excès : c'était aux républiques à briser ce joug odieux, et les Florentins s'étaient dévoués pour le faire. Le légat n'avait pu croire sérieusement qu'il les engagerait dans un traité si contraire à leurs intentions; il avait donc profité de leurs offres et de leurs secours, pour effrayer la compagnie, et se racheter à meilleur marché. Depuis sa première entrée en Italie, il avait toujours eu dans son armée quatre ou cinq cents cavaliers et sept ou huit cents arbalétriers que la république lui avait fournis pour faire la guerre aux tyrans de Romagne; et en retour il allait abandonner cette fidèle alliée aux ennemis qu'il avait irrités contre elle (4). En effet, les Florentins déclarèrent qu'ils ne ratifieraient point le traité signé en leur nom; alors Albornoz conclut, le 21 mars, une paix séparée avec

(1) *Matteo Villani*, L. IX. c. 7, p. 543

(2) *Ibid.*, L. VI, c. 14, p. 365.

(3) *Ibid.*, L. IX, c. 6. p. 541.

(4) *Ibid.*, c. 7, p. 543.

la compagnie, et il lui promit cinquante mille florins pour la faire sortir des terres de l'Église (1).

La république de Florence, demeurée seule en guerre avec la grande compagnie, donna le commandement de ses troupes à Pandolfe Malatesti, l'un des seigneurs de Rimini : elle avait alors à sa solde deux mille cavaliers, cinq cents Hongrois, et deux mille cinq cents arbalétriers, armés de cuirasses. Mais bientôt elle reçut des secours des seigneurs de Lombardie, qui, outragés et vendus tour à tour par la compagnie, désiraient tous se venger d'elle. Bernabos Visconti envoya mille gendarmes et mille fantassins aux Florentins; François de Carrare, seigneur de Padoue, leur envoya deux cents chevaux; les marquis d'Este, trois cents; et l'on vit avec étonnement les tyrans assister une république qui, par-dessus toutes les autres, s'était montrée ennemie de la tyrannie, tandis que les communautés libres que les Florentins avaient constamment secourues, adoptèrent toutes, par faiblesse ou par envie, la conduite qui pouvait être le plus nuisible à leurs anciens alliés. Pérouse traita avec la compagnie pour cinq ans; elle lui promit un subside annuel de quatre mille florins, un libre passage sur ses terres, et des vivres pour de l'argent (2). Sienne et Pise s'accordèrent bientôt avec les aventuriers, à des conditions à peu près semblables.

Le comte Conrad de Lando ayant reçu du légat, au commencement de mai 1359, l'argent qui lui était promis, passa, avec sa compagnie, de la Romagne, dans l'État de Pérouse. Il traversa Citta di Castello et Borgo San-Sépolcro, qui dépendaient de cette république; et il ne put contraindre ses soldats à s'abstenir du pillage, dans un pays qu'ils avaient promis de traiter en amis. Tous les gens de guerre licenciés par le légat et par diverses communes de Toscane s'étaient enrôlés dans la compagnie, en sorte qu'elle avait alors sous ses étendards cinq mille cavaliers, mille Hongrois, deux mille Masnadiers, et plus de douze mille valets, vivandiers, et gens de mauvaise vie. Les Pérousins, en traitant avec elle, lui avaient ouvert les passages des Apennins; et pour arriver à Flo-

(1) *Cronica anonima d'Orvieto*, T. XV, p. 685. — *Cronaca Riminese*, T. XV, p. 907

(2) *Matteo Villani*, L. IX, c. 90, p. 552.

rence, elle n'avait plus aucune fortification naturelle à surmonter. Le comte Lando supposa que la seigneurie, effrayée de sa situation, lui ferait des conditions avantageuses, et il offrit de traiter. Plusieurs gentilshommes qui se disaient amis de la république, plusieurs connétables de la compagnie qui avaient servi autrefois les Florentins, se présentèrent comme médiateurs : mais la seigneurie refusa d'entrer en négociation. Des ambassadeurs du marquis de Montferrat arrivèrent enfin à Florence; ils étaient chargés de prendre la compagnie à la solde de leur maître, et ils demandaient seulement que la république lui accordât un passage sur son territoire. Loin d'exiger pour elle quelque contribution, comme les plus puissants souverains en avaient payé jusqu'alors, ils offraient douze mille florins de dédommagement pour le dégât qu'elle pourrait faire. Les gentilshommes et les propriétaires de terre, qui craignaient pour leurs biens, insistaient pour qu'on acceptât ces conditions. Mais aucune nation ne posséda jamais, au même degré que les Florentins, le courage des résolutions, le courage civil, bien supérieur à la valeur militaire. Tous les citoyens s'accordèrent à placer l'honneur et la liberté de la république au-dessus des motifs personnels et de la crainte du danger ou de la ruine; l'arrogance des compagnies d'aventuriers était un joug qu'ils ne voulaient pas supporter davantage : ils voulaient qu'elles éprouvassent enfin quelle résistance ils étaient capables d'opposer; et ils déclarèrent que, sous aucune condition, il ne permettraient à la compagnie d'entrer sur leur territoire (1).

Cependant toute l'Italie ressentait une même indignation contre cette association formée pour le brigandage, qui depuis treize ans pillait les provinces, trahissait les souverains, et couvrait de honte la milice italienne. Ce sentiment fit accourir à l'aide des Florentins un grand nombre de braves qui recherchaient l'occasion de combattre les Allemands. Le comte de Nola, de la maison Orsini, amena à Florence trois cents gendarmes envoyés par le roi de Naples : bientôt il fut suivi par douze chevaliers napolitains, qui avaient formé à leurs frais une compagnie de cinquante hommes (2).

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 26, p. 556
(2) *Ibid.*, c. 27, p. 557.

Après avoir séjourné quelque temps à Bettona et à Todi, la grande compagnie entra sur le territoire de Sienne; et le 25 juin elle s'avança jusqu'à Bonconvento et Bagno à Vignone. Le 29 juin, les Florentins mirent leur armée en campagne, et lui donnèrent les drapeaux en grande cérémonie. Le capitaine général, Pandolfe Malatesti, ayant reçu l'étendard royal des mains du gonfalonier de justice, le remit à Nicolas des Toloméi de Sienne, qui était alors au service de la république : il confia l'enseigne des enfants perdus à un Allemand nommé Roland, qui servait depuis longtemps les Florentins; et il montra ainsi qu'en faisant la guerre aux aventuriers allemands, la république ne retirait point sa confiance à ceux qu'elle avait longtemps éprouvés. L'armée était forte de quatre mille cavaliers et d'autant de gens de pied, tous soldats choisis et commandés par de bons officiers. Pandolfe, muni de pleins-pouvoirs, partit sans qu'on lui donnât ni conseillers, ni surveillants, et alla camper sur la Pésa, pour faire face aux ennemis (1).

La compagnie, qui, tout en menaçant les Florentins, se tenait toujours à une distance respectueuse de leur territoire, passa derrière Sienne, et entra, par les Maremmes, dans l'État de Pise. L'armée florentine changea pour lors de position, et vint se placer à Montopoli. Ensuite la compagnie s'avança jusqu'à Pontadéra, sur l'extrême frontière pisane; et l'armée florentine venant à sa rencontre, les deux camps se trouvèrent à deux milles de distance l'un de l'autre. Mais les Florentins, qui étaient en paix avec les Pisans, étaient déterminés à ne point violer leur territoire, et le comte Lando, quoique le terrain ne présentât aucun avantage de part et d'autre, n'osa point attaquer l'armée de Pandolfe. Après être resté cinq jours en présence des ennemis, qu'il avait si longtemps menacés, il transporta son camp, le 18 juillet, à San-Piéro in Campo, dans l'État de Lucques, tournant ainsi les frontières florentines, sur lesquelles il ne mit pas le pied. Pandolfe, le lendemain, vint camper à la Piève à Niévole, dans la même plaine, mais sur le territoire de Florence. Le pays entre les deux armées était ouvert et propre à livrer bataille (2).

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 28, p. 538.
(2) *Ibid.*, c. 29, p. 539.

Le 12 juillet, on vit arriver au camp florentin des trompettes du comte Lando, qui portaient, sur des branches d'épines, un gant déchiré et ensanglanté. Un d'entre eux remit au général une lettre, par laquelle le capitaine de la compagnie invitait celui qui aurait le courage de combattre, à relever sur la branche épineuse le gant teint de sang que les Allemands envoyaient aux Florentins. Pandolfe, en présence de toute l'armée, releva le gant en riant; et il déclara qu'il était prêt à défendre, sur le champ de bataille, le nom, la justice et l'honneur de la république florentine. Il fit boire les trompettes, et leur donna de l'argent; puis il les fit accompagner par ses fanfares jusqu'aux frontières. Tandis qu'on s'attendait à la bataille, Biordo et Farinata des Ubertini, qui étaient exilés comme rebelles, arrivèrent au camp florentin, avec trente cavaliers, et demandèrent qu'on leur fît l'honneur de les recevoir parmi les défenseurs de la république. Ils furent accueillis avec reconnaissance, et Biordo, étant mort peu après, fut enterré pompeusement à Florence, aux frais de l'État.

Le 26 juillet, Conrad Lando se mit enfin en mouvement, comme pour attaquer l'armée florentine; et Pandolfe, en étant averti, s'avança de son côté pour le rencontrer. Mais lorsque Lando fut parvenu à un plateau entouré de torrents et de rives escarpées, qu'on nommait *Campo alle mosche!* il s'y arrêta; et, au lieu d'attaquer ceux qu'il avait envoyé défier, il se fortifia par des fossés et des palissades.

Les Florentins s'approchèrent alors jusqu'à moins d'un mille des ennemis: toutefois ils voulaient les attirer dans la plaine, non les forcer dans leurs retranchements; en sorte qu'ils envoyèrent des troupes légères engager des escarmouches jusqu'au pied des palissades. D'autre part, la compagnie était déjà restée sur le territoire des Pisans vingt jours de plus qu'elle n'avait promis de faire, et elle commençait à manquer de vivres Le comte Lando était averti que les Florentins envoyaient de l'infanterie dans les montagnes, pour lui couper la retraite. Il se détermina donc subitement à brûler son camp, le 23 juillet, avant le jour, et à se retirer précipitamment au *Colle alle donne*, sur le territoire de Lucques, abandonnant honteusement l'attaque commencée, et laissant aux Florentins toute la gloire de la campagne.

Ce fut après une épreuve plus sanglante de leur valeur, que les

Suisses, près d'un siècle plus tard, repoussèrent une compagnie de même nature, et qu'à la bataille de Saint-Jacob, sur la Birs, ils enseignèrent aux Armagnacs à respecter les frontières d'un peuple libre (1). Mais quoique les Florentins, dans cette occasion, fissent preuve de fermeté plutôt que de valeur militaire, le courage avec lequel ils firent face à la compagnie équivalut pour eux à une victoire. Il abattit pour jamais l'orgueil des mercenaires ; il mit un terme à leurs forfanteries, et délivra la république du tribut honteux qu'elle avait été forcée de leur payer. Les autres États d'Italie apprirent aussi, dans cette occasion, que la sûreté se trouvait dans la résistance plutôt que dans la soumission ; parce que des brigands qui ne combattent que pour le butin, poursuivent ceux qui fuient, tandis qu'ils s'éloignent de ceux qui se mettent en défense (2). La compagnie, découragée et couverte de honte, se dispersa en grande partie, après sa fuite du *Campo alle mosche*. Le reste, sous la conduite du comte Lando et d'Anichino de Baumgarten, passa au service du marquis de Montferrat (3).

Pandolfe Malatesti fut reçu en triomphe à Florence, lorsqu'il y vint déposer le bâton du commandement. Il retourna ensuite à Rimini, comblé des présents de la seigneurie. Les Florentins cependant ne regardèrent point la guerre comme entièrement terminée par la fuite de la compagnie. Lorsqu'ils surent qu'elle s'était engagée au service du marquis de Montferrat, et qu'elle entrait hostilement sur le territoire de Bernabos Visconti, ils envoyèrent à celui-ci mille cavaliers, sous leur enseigne, pour l'aider à se défendre contre cette bande de brigands, dont ils voulaient à tout prix purger l'Italie (4). Ils ne purent pas, il est vrai, les combattre longtemps ; car le comte Lando, avec son infidélité ordinaire, quitta le marquis de Montferrat, au service duquel il s'était engagé, et passa, au mois d'octobre, avec quinze cents gendarmes, dans le camp même de Bernabos Visconti, où servaient les Florentins (5). Bientôt après, il débaucha le reste de la compagnie, qui,

(1) Le 20 août 1444. — *Voyez* l'admirable récit de cette bataille, dans *Muller, Geschichte der Schweitz IV*, Buch. I, cap. IV, p. 78.

(2) *Matteo Villani*, L. IX, c. 31, p. 561.

(3) *Ibid.*, c. 42, p. 568. — *Chronicon Placentinum*, T. XVI, p. 504.

(4) *Matteo Villani*, L. IX, c. 45, p. 571.

(5) *Ibid.*, c. 54, p. 578.

sous les ordres d'Anichino Baumgarten, était resté au service du marquis. Cette double désertion, en rendant prépondérante la puissance des Visconti, nécessita la soumission de Pavie, dont nous avons déjà rendu compte, et l'entrée, en Italie, des Anglais, comme auxiliaires du marquis de Montferrat, dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

Après que la compagnie fut sortie de Romagne, François des Ordélaffi continua, pendant deux mois encore, à se défendre dans Forli contre le légat. Mais, lorsqu'il perdit l'espérance de voir revenir la compagnie à son secours, il fit pressentir Albornoz, par le seigneur de Bologne, et, après avoir été assuré qu'il serait traité avec générosité, il se rendit, le 4 juillet 1359, sans faire aucune condition. Il se présenta, en pénitent, dans un parlement que le légat avait assemblé à Faenza : il reconnut tous ses torts envers l'Église romaine ; il se soumit à les expier par les cérémonies qui lui furent prescrites, en visitant certaines églises de Faenza, pendant un certain nombre de jours, et il continua ces actes de pénitence, jusqu'au 17 juillet. Dans ce jour, le cardinal Albornoz lui rendit la communion, à Imola, et abolit en même temps toutes les sentences prononcées contre lui par les tribunaux ecclésiastiques. Sa femme Marzia, ses enfants, et les prisonniers faits à Césène, furent relâchés ; et les seigneuries de Forlimpopoli et de Castrocaro lui furent accordées pour dix années (1). Ainsi se termina la guerre de Romagne ; et cette province tout entière rentra sous l'obéissance de l'Église romaine (2).

(1) François des Ordélaffi, en voulant ensuite recouvrer la souveraineté, perdit aussi ces deux seigneuries. Il mourut à Venise, en 1374, dans une grande pauvreté, laissant quatre fils et un neveu. *Cronica Riminese*, T. XV, p. 908.

(2) *Matteo Villani*, L. IX, c. 36, p. 565. — *Cronica d'Orvieto*, p. 685.

CHAPITRE XVIII.

BOLOGNE SOUMISE A L'ÉGLISE; GUERRE DES VISCONTI AVEC LE PAPE. — CONQUÊTES DES RÉPUBLIQUES SUR LA NOBLESSE IMMÉDIATE. — CONJURATIONS A FLORENCE, A PISE ET A PÉROUSE. — 1359 A 1361.

Pendant tout le treizième siècle et les premières années du quatorzième, la ville de Bologne avait été comptée parmi les plus puissantes républiques de l'Italie. Sa richesse, son commerce, sa nombreuse population, et l'état florissant de son université, la faisaient respecter de ses voisins et redouter de ses ennemis. Mais, lorsqu'en 1337 Bologne fut soumise à la maison de Pépoli, elle tomba dans un état de langueur, de faiblesse et de misère, qui s'augmenta avec chaque révolution nouvelle. La domination des Visconti avait été plus oppressive que celle des Pépoli; et la tyrannie de Jean d'Oleggio fut plus pesante que celle des Visconti. Oleggio passait cependant pour un des plus grands politiques de son siècle. On le regardait comme l'homme qui réunissait le mieux toutes les qualités propres à faire prospérer un tyran. Il s'était proposé de se faire redouter des citoyens et chérir des soldats; il avait sacrifié les premiers aux derniers, et les faibles aux puissants. Sa vigilance n'avait jamais été trompée, quoiqu'il eût à se défendre contre les Visconti, les plus perfides seigneurs d'Italie. Ceux-ci, prodiguant l'or pour acheter des traîtres, faisaient naître chaque jour de nouvelles conspirations contre lui; mais Oleggio avait découvert tous leurs complots; et, tandis qu'il avait puni les Bolonais, ses sujets, par les supplices les plus effrayants, il avait quelquefois pardonné aux soldats engagés dans les mêmes intrigues, avec une générosité chevaleresque. C'est ainsi qu'il s'était montré miséricordieux envers un fils de Castruccio qui l'avait trahi; et cette clémence affectée lui avait gagné l'affection des gens de guerre. Quant au peuple, le tyran redoutait peu sa haine; il le

tenait désarmé, et il se consolait de ses malédictions, en le voyant empressé à lui obéir.

Oleggio avait dirigé avec non moins d'habileté sa politique extérieure. Lorsque le soin de sa défense, d'accord avec son ambition, lui avait fait usurper la seigneurie de Bologne, il s'était engagé dans la ligue formée par les princes lombards contre les Visconti dont il venait de secouer le joug : il avait pris une part active à la guerre; et, par son zèle pour les intérêts communs, il avait mérité l'estime des seigneurs ligués avec lui. La paix avait été conclue, en 1358, entre cette ligue et les seigneurs de Milan; Oleggio avait alors été reconnu par ces derniers comme souverain indépendant : aussitôt il avait cherché à se rapprocher d'une famille à laquelle il appartenait. Non-seulement il avait fidèlement observé ses traités avec les Visconti; il venait de leur envoyer une troupe auxiliaire de six cents gendarmes, que les seigneurs de Milan employaient contre le marquis de Montferrat. Oleggio avait secondé le légat Égidio Albornoz dans son expédition en Romagne; il lui avait fourni des soldats, et il s'était ensuite fait médiateur de son traité avec les seigneurs de Faenza et de Forli. Enfin il avait rendu les plus importants services au comte Lando, qui, comme chef de la grande compagnie, n'était pas le moins puissant de ses alliés. Il avait tiré ce capitaine des mains des montagnards, après sa déroute de Scalella; il l'avait fait guérir de ses blessures, et l'avait aidé à rassembler de nouveau sa troupe. Oleggio était sous la garantie de la paix ou de l'alliance avec tous ses voisins; mais aucune foi promise, aucune reconnaissance ne lie les tyrans, et lorsque le seigneur de Bologne fut inopinément attaqué, aucun de ceux qu'il avait obligés ne vint à son secours.

Les Visconti avaient réussi, au mois d'octobre 1359, à débaucher le comte Lando, et ensuite Anichino Baumgarten, qui, avec toute la compagnie d'aventuriers, abandonnèrent le service du marquis de Montferrat pour s'engager sous les drapeaux des seigneurs de Milan. L'armée presque entière de leur ennemi avait passé sous leurs étendards. Outre leurs propres troupes, ils commandaient à deux corps de mille et de six cents hommes d'armes, que les Florentins et le seigneur de Bologne avaient envoyés à leur aide. Ils n'avaient plus rien à craindre d'aucun de leurs ennemis; le moment leur parut favorable pour écraser un allié par

un acte de perfidie. Ils engagèrent les six cents cavaliers qu'Oleggio leur avait envoyés, à abandonner leur maître pour se lier à eux par un serment de fidélité. Cette désertion, qui affaiblissait le seigneur de Bologne en même temps qu'elle les fortifiait, fut achetée à prix d'argent. Aussitôt qu'ils l'eurent obtenue, ils déclarèrent la guerre à Jean d'Oleggio; et ils firent entrer, au mois de décembre, sur son territoire, François d'Este, parent rebelle du marquis de Ferrare (1). L'armée que commandait ce général était composée de trois mille gendarmes, quinze cents Hongrois, quatre mille fantassins et mille arbalétriers. Oleggio demanda vainement des secours à tous ses alliés; le légat seul lui envoya quatre cents gendarmes, moins par intérêt pour lui, que pour avoir occasion de poursuivre les projets qu'il formait déjà sur Bologne. Cette troupe étant insuffisante pour tenir la campagne, Oleggio se fortifia dans sa capitale, et se prépara pour y soutenir un siége (2). En même temps il retira de chaque château les hommes dont il croyait devoir se défier, et il demanda des otages aux habitants, pour s'assurer qu'ils feraient une défense vigoureuse.

François d'Este entreprit en effet le siége de quelques-unes des forteresses du Bolonais. Crévalcuore se rendit à lui le 20 décembre; et à la fin de février 1360, Castiglione se rendit aussi. Oleggio voyait clairement que tous ses châteaux lui seraient enlevés l'un après l'autre, s'il n'obtenait point de secours étrangers. Il s'efforçait vainement d'intéresser les Florentins à sa défense; ceux-ci, quoiqu'ils redoutassent d'avoir les Visconti pour voisins, voulaient observer scrupuleusement le traité de paix qui subsistait entre eux. Le légat seul secourait le seigneur de Bologne, assez pour l'empêcher de succomber, non pour le délivrer; et en même temps il le pressait de céder à l'Église une seigneurie qu'Oleggio ne pouvoit plus espérer de défendre (3).

Pour terminer les conquêtes dont le cardinal Albornoz avait formé le plan, Bologne seule manquait aux États de l'Église. Tant que le seigneur de cette ville n'avait pas d'autre possession, le légat pouvait se flatter que le moment viendrait où il la ramènerait à

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 56, p. 570.
(2) *Ibid.*, c. 57, p. 580.
(3) *Ibid.*, c. 65, p. 586. *Cronica d'Orvieto*, T. XV, p. 686.

l'obéissance du saint-siége; mais il devait renoncer à cette espérance si les Visconti se rendaient maîtres de la ville. Le légat voulait profiter du danger où se trouvait Oleggio pour déterminer ce seigneur à lui vendre sa souveraineté; mais en même temps il avait besoin de l'assentiment du pape et de la cour d'Avignon, pour tenter une entreprise qui pouvait être hasardeuse. Albornoz écrivit donc à Innocent VI, pour l'engager à faire valoir les droits de l'Église sur une ville comprise, comme celles de Romagne, dans les donations des empereurs. Cette double négociation avec Oleggio et avec le pape ne put demeurer secrète; et Bernabos Visconti, qui en fut averti, s'efforça de la faire échouer. Il entreprit de se concilier, par de riches présents, les suffrages des cardinaux; en sorte que ceux-ci, partagés entre leur ambition et leur avarice, donnaient et révoquaient tour à tour le consentement que leur demandait Albornoz. Mais le légat, qui était d'un caractère entreprenant et intrépide, se regarda comme suffisamment autorisé par cette irrésolution même (1). Il se hâta d'autant plus qu'Oleggio traitait en même temps avec Bernabos; et, au milieu de mars, il conclut avec le premier un traité en vertu duquel Bologne devait être rendue à l'Église, et Oleggio devait recevoir d'elle, en compensation, la ville de Fermo et son territoire, avec le titre de marquis.

Lorsque ce traité fut publié à Bologne, il y causa une vive joie. Les citoyens se flattaient de recouvrer, au moins en partie, leur antique liberté, sous le gouvernement de l'Église. Ils ne désiraient pas seulement de secouer le joug d'Oleggio, ils languissaient dans l'attente de se venger sur lui de ses cruautés précédentes; et comme ses gens de guerre avaient tous passé à la solde du légat, ils avaient déjà forcé Oleggio à se réfugier dans la forteresse, et ils cherchaient l'occasion de se saisir de sa personne. Mais le tyran rusé trouva moyen de s'échapper le 31 mars, au milieu de la nuit (2); et après avoir gouverné Bologne pendant cinq ans, avec une cruauté excessive; après avoir fait couler sur l'échafaud le sang de cinquante citoyens les plus respectés, et d'une foule

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 73, p. 590. — *Raynald., Ann. ecclesiast.*, T. XVI, p. 407, *a.* 1360, § 6.
(2) *Matteo Villani*, L. IX, c. 75, p. 592

d'hommes obscurs; après avoir enfin dépouillé la ville de toutes ses richesses, il échangea une domination qu'il était sur le point de perdre, contre une seigneurie nouvelle, où il n'avait à redouter aucun ennemi : il y transporta tous ses trésors, et il laissa au légat et aux Bolonais le soin de continuer seuls une guerre qui avait été commencée à son occasion (1). Oleggio mourut à Fermo, le 8 octobre 1366; et ce fut alors seulement que cette ville retourna sous la domination de l'Église (2).

Le légat confia le gouvernement de Bologne à son neveu Vélasco Fernandez (3), et à Nicolas Farnèse, capitaine des gens de guerre de l'Église. En même temps il eut soin de diminuer les contributions établies par Oleggio (4), et de rétablir dans Bologne un gouvernement municipal, semblable à celui qu'avait eu la république. Les exilés furent rappelés, et entre autres les Pépoli, Bentivogli, et Vizzani, qui quittèrent le camp de Bernabos Visconti pour rentrer dans leur patrie. Le légat fit ensuite avertir le seigneur de Milan que Bologne était retournée au pouvoir de l'Église, sa légitime souveraine; et il le somma, en conséquence, de retirer son armée du domaine pontifical avec lequel le seigneur de Milan était en paix. Mais Bernabos, loin de rappeler son général, lui envoya de nouveaux renforts : les troupes de Visconti étendirent leurs dévastations sur tout le territoire bolonais (5); elles portèrent leurs ravages jusque près de Faenza, tentèrent une surprise sur Forli; elles occupèrent Budrio et assiégèrent Cento, tandis qu'une guerre dans les Apennins, entre deux branches de la famille des Ubaldini, fermait la route de Toscane aux Bolonais et au légat, et les empêchait de communiquer avec le seul pays d'où ils pussent attendre des secours et des vivres (6).

En même temps que Bernabos Visconti poussait la guerre avec activité sur le territoire de Bologne, il agitait la cour d'Avignon par ses intrigues, et il faisait valoir ses prétentions par-devant un tribunal ecclésiastique. Le pape avait inféodé, pour douze ans,

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 76, p. 593
(2) *Libro del Polistore*, c. 44, p. 846.
(3) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 452.
(4) *Cherubino Ghirardacci, Stor. di Bologna*, L. XXIII, p. 244.
(5) *Matteo Villani*, L. IX, c. 77, p. 594.
(6) *Ibid.*, c. 79. 80, 81, p. 595.

Bologne à l'archevêque Visconti. C'était sur ce fondement que Bernabos réclamait la possession d'un fief accordé à sa famille. Mais on lui opposait qu'il n'avait jamais payé le tribut stipulé dans cette inféodation; qu'il avait reconnu, deux ans auparavant, les droits d'Oleggio, et que celui-ci avait cédé tous les siens à l'Église. Bernabos fut enfin condamné, avec beaucoup de peine, par des cardinaux dont plusieurs lui étaient vendus. La cour d'Avignon, il est vrai, après avoir prononcé cette sentence, ne se disposa point à la faire exécuter. Au lieu de tirer de son trésor quelques subsides pour les envoyer au cardinal, elle sollicita l'empereur, les princes d'Allemagne, le roi de Hongrie, les seigneurs de Lombardie, les communes de Toscane, de s'armer en sa faveur. Ses propres revenus étaient dissipés par les courtisans. Le légat n'avait pu obtenir de la chambre apostolique, pour les frais de la guerre, qu'une somme de cent vingt mille florins, qui fut payée en trois termes, à des époques éloignées. Au moment où ce subside lui arrivait, il était déjà dépensé (1).

Le général des chartreux fut l'ambassadeur que le pape envoya aux Florentins, pour les déterminer à embrasser sa défense. Ce religieux chercha vainement à persuader à la seigneurie qu'aucun traité n'était obligatoire envers un tyran, un usurpateur, ou un ennemi de l'Église; il essaya vainement d'alarmer les Florentins sur l'agrandissement de Bernabos, et les dangers dont il menaçait la Toscane. La république était déterminée à observer religieusement ses engagements, et sa politique s'accordait avec sa bonne foi; car il était facile de prévoir que l'Église abandonnerait bientôt quiconque prendrait sa défense, et laisserait seul pour soutenir le fardeau celui qui aurait consenti à le partager (2).

Pendant l'été de 1360, les châteaux du Bolonais tombèrent presque tous au pouvoir des Visconti; les habitants de la ville commençaient eux-mêmes à éprouver les plus dures privations. Deux des seigneurs de Rimini, Galéotto Malatesti, et Malatesta Unghéro, s'étaient chargés de la défense de Bologne, et commandaient les sorties des citoyens. Ceux-ci, pour maintenir la liberté qu'on leur avait rendue, se soumettaient à la discipline militaire,

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 90, 91, p. 603.
(2) *Ibid.*, c. 109, p. 615.

et rapprenaient avec joie à manier les armes. Mais ce n'était que l'épée à la main qu'ils pouvaient partager avec leurs ennemis leurs propres récoltes, et faire entrer quelques munitions dans leur ville (1).

Tout à coup le général de Bernabos leva son camp le 15 septembre, et quitta, en grand désordre, le territoire cédé à l'Église (2). Il fuyait devant une armée barbare, à qui la délivrance de Bologne avait été prêchée comme l'objet d'une croisade. Albornoz avait promis aux Hongrois les plus amples indulgences, pour les attirer en Italie; il en avait ainsi déterminé sept mille à passer en Romagne, avec sept cents gendarmes envoyés par le duc d'Autriche. Mais ces nouveaux croisés, sortis de la classe la plus ignorante d'une nation à peine civilisée, étaient des hommes sans foi et sans pitié, avides uniquement de pillage, et qui, dès qu'ils arrivaient dans le pays où ils se rendaient en pèlerinage, oubliaient leurs projets de sanctification, et se conduisaient en voleurs de grand chemin, plutôt qu'en soldats (3).

Les Hongrois, arrivés dans le Bolonais, après que l'armée des Visconti en était déjà sortie, achevèrent le ravage que les ennemis avaient commencé. Ils pillaient les récoltes, ils brûlaient les maisons, et ils massacraient souvent les paysans, jusque sous les portes de la ville. A l'occasion de tant de cruautés, le légat feignit de se brouiller avec le comte Simone de la Morta, chef de cette armée barbare. Bernabos Visconti, sur la nouvelle des divisions qui régnaient parmi ses ennemis, licencia une partie de ses troupes, pour diminuer, pendant l'hiver, les dépenses de son état militaire. Le légat s'y était attendu; il parut aussitôt réconcilié avec les Hongrois : il recueillit tous les soldats licenciés par Visconti, et il poussa tout à coup, au milieu de novembre, son armée sur le territoire de Parme. Galéotto Malatesti, qui la commandait, n'y rencontra aucune résistance, et il fit, sur les terres ennemies, un immense butin (4).

(1) *Cronica di Bologna*, p. 455.

(2) *Ibid.*, p. 456.

(3) *Cherubino Ghirardacci*, *Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 246. — *Chronicon Placentinum*, T. XVI, p. 505 — *Joh. de Thwrocz Chron. Hungar.*, P. III, c. 31, p. 189.

(4) *Matteo Villani*, L. X, c. 10 et 15, p. 650.

Mais ce léger succès ne suffisait pas pour rétablir les affaires du légat ; la cour d'Avignon ne lui faisait point passer les subsides qu'elle lui avait promis, et le manque d'argent le forçait à licencier ses troupes, après une courte campagne : Bernabos, au contraire, était assez riche pour employer jusqu'à six cent mille florins à l'entreprise de Bologne ; et, avec de l'argent, il rétablissait une armée mercenaire, au moment où il venait d'être battu. Albornoz, abandonné de sa cour, dont les revenus étaient dissipés pour satisfaire la débauche ou nourrir l'intrigue, recourut de nouveau à l'assistance des étrangers. Au printemps de 1361, il fit un second voyage en Hongrie. Le roi Louis, par considération pour lui, donna des lettres patentes qui interdisaient à tous les Hongrois, servant en Italie, de porter les armes contre l'Église (1). En effet, depuis la première expédition du roi Louis, les Italiens avaient appris à connaître les avantages de la cavalerie légère. Ils n'en avaient point encore formé une nationale ; mais aucune armée n'était réputée complète, si un corps hongrois, tel à peu près que les hussards, sortis également quatre siècles plus tard de la Hongrie, n'était joint aux gendarmes, pour les couvrir et les éclairer. Albornoz ne recueillit aucun autre fruit de son voyage. Ses députés n'eurent pas plus de succès à Florence : la république persista dans la résolution de maintenir ses traités avec Bernabos ; seulement, elle accorda aux Bolonais quelques facilités pour tirer leurs approvisionnements de Toscane (2).

Une nouvelle armée des Visconti, commandée par Jean de Bileggio, chevalier milanais, ravagea, pendant le commencement de l'été, le Bolonais et la plus grande partie de la Romagne. Elle détermina à la révolte François des Ordélaffi, auquel Bernabos promit de rendre la seigneurie de Forli (3). Mais, lorsque les affaires du légat semblaient presque désespérées, Bologne fut sauvée ; et l'armée des Visconti fut mise en déroute par une intrigue du vieux Malatesta de Rimini, qui, comme tyran, et comme Romagnol, devait être réputé maître en perfidie ; car, à cette époque, la mau-

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 46 et 48, p. 652. — *Raynaldi Annales ecclesiast.* 1361, § 1, p. 411

(2) *Matteo Villani*, L. IX, c. 57, p. 657.

(3) *Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 243.

vaise foi des habitants de la Romagne avait passé en proverbe dans toute l'Italie (1).

Le vieux seigneur de Rimini envoya un homme affidé au général milanais, pour lui proposer une alliance secrète. Ce négociateur devait dire à Bileggio que Malatesti n'avait point oublié la guerre que le légat lui avait faite à son entrée en Italie, ni la conquête d'Ancône et de Sinigaglia. Il prévoyait aussi que l'Église lui enlèverait le reste de ses villes, lorsque la guerre de Bologne serait terminée. Il attendait le moment favorable pour secouer le joug; mais le fort château d'Arcangélo, qui commandait Rimini, et qui était occupé par les troupes de l'Église, rendait sa révolte dangereuse. Cependant il avait, disait-il, gagné des intelligences dans Arcangélo, et si quinze cents gendarmes gibelins s'avançaient vers Rimini, pour le protéger, il n'hésiterait plus à lever l'étendard. Son frère et son fils, qui commandaient à Bologne les troupes de l'Église, les en retireraient sous prétexte de secourir leur pays. Les assiégeants devaient saisir ce moment pour couper aux Bolonais toute communication avec la Toscane, en élevant une redoute sur la route de Pianoro. Bologne, privée en même temps de sa garnison débauchée par les Malatesti, et de ses vivres, qui ne pourraient plus arriver de Toscane, tomberait alors nécessairement au pouvoir des Visconti.

Les motifs de Malatesti étaient si plausibles, le plan qu'il présentait paraissait si bien combiné, que Jean de Bileggio lui donna une entière croyance. Il détacha quinze cents chevaux, pour s'approcher de Rimini, sous la conduite de François des Ordélaffi, le même qui avait été seigneur de Forli; et, avec l'autre moitié de son armée, il s'avança sur la route de Pianoro jusqu'au pont de San-Ruffolo. Là, il jeta, dans le lit même de la Savenne, les fondements d'une redoute, qui, s'il avait pu la terminer, aurait fermé entièrement la route de Toscane.

Galéotto Malatesti, frère du vieux seigneur de Rimini, sortit de Bologne avec cinq cents gendarmes et trois cents Hongrois, comme s'il voulait poursuivre Ordélaffi; mais lorsqu'il fut arrivé à Faenza, il appela à lui les cuirassiers qui y étaient en garnison, et tourna bride tout à coup : il traversa de nouveau en diligence le

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 43, p. 651.

territoire d'Imola, et il rentra dans Bologne le 19 juillet au soir, ramenant avec lui plusieurs corps de troupes qu'il avait rassemblés sur sa route. Son neveu, Malatesta Unghéro, qui commandait dans la ville, donna à entendre aux citoyens que les soldats qui rentraient étaient une garde avancée qu'il rappelait dans les murs. Cependant il fit fermer soigneusement les barrières, pour qu'aucun espion ne pût porter à ses ennemis la nouvelle du renfort qu'il avait reçu.

Le lendemain, dimanche 20 juillet, les Bolonais furent appelés aux armes par le son de la grosse cloche. Ils sortirent de la ville au nombre de quatre mille, sous la conduite de leur podestat et des deux Malatesti ; ils occupèrent en silence les deux rives de la Savenne, avant que l'armée des Visconti eût aucun soupçon de leur approche. Tout à coup ils se montrèrent de tous les côtés, avec les gendarmes et les Hongrois que Jean de Bileggio croyait au fond de la Romagne, l'avantage du terrain était pour eux, et ils attaquèrent avec fureur les Milanais resserrés dans le lit de la rivière. Ceux-ci se défendirent cependant avec bravoure ; mais près de cinq cents d'entre eux furent tués sur la place même où la redoute était tracée ; plus de cinq cents autres périrent, comme ils cherchaient à forcer un passage : treize cents gendarmes furent faits prisonniers, et dans ce nombre se trouvèrent le général Jean de Bileggio et plusieurs seigneurs des Ubaldini ; enfin presque aucun soldat de cette armée ne put échapper, à la réserve de trois cents cuirassiers qui avaient été détachés pour escorter un convoi de vivres, et qui prirent la fuite à temps, avant d'être enveloppés. Le projet de Malatesti avait été de surprendre en même temps l'autre moitié de l'armée gibeline, que François des Ordélaffi avait conduite en Romagne : mais celui-ci, averti de la déroute de ses alliés, se réfugia en toute hâte à Lugo, où il se mit en sûreté. Lorsque la nouvelle de cette défaite fut portée à Bernabos Visconti, il s'habilla de noir en signe de son affliction ; ses courtisans redoutaient tellement la rage qu'il en avait conçue, qu'aucun d'eux, pendant plusieurs jours, n'osa s'approcher de lui (1).

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 59 et 60, p. 658 — *Bernardino Corio, Storie Milanesi*, P. III, fol. 235. — *Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIII, p. 243. Ce dernier raconte cependant cette bataille avec des circonstances différentes.

Les deux frères Visconti, dans leur colère contre l'Église, cherchèrent à se venger d'elle par des contributions extraordinaires qu'ils levèrent sur le clergé de leurs États. Au reste, ils avaient besoin d'employer toutes leurs ressources pour rassembler de l'argent; car leurs dépenses surpassaient toujours leurs immenses revenus. Ils entretenaient sans cesse la guerre dans quelque partie de l'Italie : ils achetaient à grand prix les trahisons des généraux ou des ministres de leurs ennemis; et en même temps, comme ils attachaient leur vanité à s'allier aux maisons royales d'Europe, ils payaient ces alliances au poids de l'or. Galéaz Visconti, le plus vain des deux frères, avait profité de l'état de misère où une longue guerre avait réduit Jean, roi de France, pour acheter de lui sa fille Isabelle de Valois, par un présent de six cent mille florins. Il l'avait donnée pour femme, au mois d'octobre 1360, à son fils Jean Galéaz, alors âgé seulement de onze ans (1). Les seigneurs de Milan, malgré toute leur puissance, n'avaient encore aucun titre légitime sur les États qui leur étaient soumis. Ils étaient désignés de plus souvent en Italie par le nom de tyrans : en France, quoique nobles d'origine, ils étaient méprisés comme des parvenus; et le roi de France, pour que sa fille eût du moins un titre, investit son gendre du petit comté de Vertus, à six lieues de Châlons, en Champagne. C'est en effet par le titre de comte de Vertus, que Jean Galéaz, premier duc de Milan, fut désigné pendant trente-quatre ans.

Ce mariage, qui fit rougir les Français pour leur famille royale, et qui ne causa guère moins de mortifications aux Visconti, par le prix même qu'ils furent obligés d'y mettre, fut célébré avec une pompe qui épuisa les finances de l'État. Toute la noblesse d'Italie fut invitée aux fêtes données à cette occasion, ainsi que tous les ambassadeurs de tous les princes et de toutes les villes. On compta dans les festins jusqu'à six cents dames et mille chevaliers de la première distinction : de riches présents furent offerts à tous les conviés; et la cour de Milan s'efforça d'entourer la nouvelle épouse d'un luxe et d'une pompe qui pussent lui faire oublier les honneurs royaux qu'elle avait perdus (2).

(1) *Bernard. Corio, Storie Milanesi*, P. III, p. 234

(2) *Matteo Villani*, L. IX, c. 103, p. 617. — *Petri Azarii Cronicon*, T. XVI, p. 405. — *Cronicon Placentinum*, p. 505.

La France, qui vendait ainsi le sang de ses princes, était alors dans l'état le plus déplorable où cette monarchie se fût jamais trouvée. D'une extrémité jusqu'à l'autre, le royaume avait été ruiné par les incursions des Anglais; par les impôts excessifs établis pour défendre l'État, ou payer la rançon du roi; par les trahisons du mauvais roi de Navarre, et les guerres civiles qu'il avait excitées; par la révolte des paysans, connue sous le nom de Jacquerie; enfin, pour achever de l'accabler, il était, à cette époque, livré au pillage des grandes compagnies, et ravagé par la peste. Les premières s'étaient formées des soldats de France et d'Angleterre, au moment où la paix de Bretigny avait fait licencier les deux armées. Plusieurs de ces compagnies passèrent en Provence, parce que cette partie du royaume, plus éloignée du théâtre de la guerre, en avait moins souffert, et que les vassaux de Jeanne de Naples, ainsi que ceux du pape, étaient encore en état de payer de riches contributions. Une compagnie s'empara du Pont Saint-Esprit, à huit lieues au-dessus d'Avignon (1); une autre, nommée la compagnie blanche ou anglaise, s'avança jusqu'à dix lieues de la même ville, sous prétexte de chasser la première, mais dans le fait pour tirer de l'argent des prélats; une troisième, formée des soldats qui avaient servi dans la guerre entre les comtes de Foix et d'Armagnac, arriva des frontières d'Espagne (2). Tous les habitants d'Avignon furent forcés de monter la garde, et toute la ville fut dans l'effroi. Le pape paya cent mille florins à la seconde de ces compagnies, qui était forte de six mille chevaux, pour la déterminer à passer en Piémont, au service du marquis de Montferrat; mais, lorsque celle-ci s'éloigna, au mois de mai 1361, il resta dans le voisinage d'Avignon deux autres troupes non moins formidables, l'une sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Rhône, et les Provençaux ne ressentirent presque aucun soulagement (3).

La compagnie anglaise se flattait de fuir devant la peste, en passant en Italie; mais elle l'apporta avec elle. Ce terrible fléau se manifesta en Flandre, en 1360, avec les mêmes symptômes qui

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 27, p. 642. — *Raynald.*, *Annal. eccles*, 1361, § 5, p. 415.

(2) *Matteo Villani*, L. X, c. 34, p. 647.

(3) *Ibid.*, c. 45, p. 651.

l'avaient annoncé en 1348. De là il s'étendit sur l'évêché de Liége, la basse Allemagne, la Pologne et la Hongrie (1). Au commencement de l'été de 1361, la peste se déclara aussi à Londres, où l'on vit mourir jusqu'à douze cents personnes dans un jour; elle se répandit en même temps dans toute la France. A Avignon, il mourut neuf cardinaux, soixante et dix prélats, et un nombre infini d'habitants. La compagnie anglaise introduisit la peste en Lombardie; Milan, Pavie, Como et Venise en souffrirent le plus : la Romagne et la Marche furent frappées à leur tour; et même les Alpes, et les châteaux des Ubaldini, dans les Apennins, n'échappèrent pas à la contagion (2).

Les frères Visconti n'opposèrent point d'armée à la compagnie anglaise que le marquis de Montferrat envoyait contre eux; ils se contentèrent de pourvoir à la garde des villes fortifiées, et ils ne songèrent ensuite qu'à se préserver eux-mêmes de la contagion. Galéaz s'enferma dans le château de Monica, et Bernabos dans celui de Marignano. Ce prince, ne voulant admettre personne auprès de lui, donna ordre au marguillier qui était de garde au haut du clocher, de sonner autant de coups de cloche qu'il verrait d'hommes approcher du château. Un jour, Bernabos, sans avoir été averti par le son de la cloche, vit arriver quelques gentilshommes milanais, qui venaient lui faire leur cour. Aussitôt il donna ordre de punir le marguillier de sa négligence, en le précipitant du haut du clocher : mais ceux qui montaient pour le tuer, le trouvèrent mort de la peste au pied de sa cloche. L'effroi de Bernabos fut extrême lorsqu'il en fut averti; il s'enfuit aussitôt dans une maison de chasse, au milieu de ses forêts les plus sauvages. A deux milles à la ronde il fit planter des piliers et des potences; et il menaça, par des écriteaux placés tout autour, de faire pendre sans rémission quiconque serait assez hardi pour franchir cette enceinte (3). Il demeura dans cette solitude, sans conserver aucune communication avec le reste du monde, jusqu'à ce que la peste fût passée; et sa réclusion absolue accrédita bientôt le bruit de sa mort, qu'il ne chercha point à détruire.

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 107, p. 622.
(2) *Ibid.*, L. X, c. 46, p. 633. — *Chronic. Placentinum*, t. XVI, p. 506.
(3) *Matteo Villani*, L. X, c. 64, p. 665.

La peste qui désolait le reste de l'Italie ne pénétra en Toscane qu'une année plus tard; et les républiques de cette contrée prospéraient, tandis que la guerre des Visconti avec l'Église et le marquis de Montferrat désolait les provinces limitrophes. Pendant ce même temps les républiques toscanes agrandirent leur territoire, en achetant les fiefs des gentilshommes du voisinage, ou quelquefois en les forçant à la soumission.

Les Florentins furent ceux qui, par les armes ou à prix d'argent, firent sur la noblesse feudataire les conquêtes les plus considérables. Au mois d'août 1359, ils mirent le siége devant Bibbiéna, riche bourgade que Pierre Saccone avait enlevée autrefois à l'évêque et à la ville d'Arezzo, et que les Tarlati, ses fils, possédaient alors (1). Les Florentins, qui connaissaient l'importance de Bibbiéna, pour la défense du val d'Arno supérieur, ne se laissèrent point rebuter par la longue résistance des assiégés. Ils achetèrent les droits de l'évêque et de la ville d'Arezzo sur ce château (2); et, le 6 janvier 1360, ils s'en rendirent maîtres par capitulation. Trois des Tarlati, et une quarantaine de leurs soldats, y furent faits prisonniers (3).

Marc, fils de Galéotto, seigneur de Saint-Nicolas et de Soci, prit cette occasion pour offrir sans condition ces deux châteaux à la république. C'était le plus sûr moyen pour les vendre à un prix élevé; ils lui furent payés généreusement (4). Vers le même temps les Arétins enlevèrent aux Tarlati la Piéve à San-Stéfano, Montecchio et Chiusi (5) : le château de la Serra se donna volontairement aux Florentins; et tandis que Pierre Saccone, pendant sa vie, avait dominé sur la moitié des Apennins, et s'était rendu redoutable à tout le parti guelfe, sa famille, quatre ans après sa mort, se trouva réduite au dernier abaissement (6).

Auprès des fiefs des Tarlati, et sur la route de Florence à Piétra Mala, le comte Tano de la famille Alberti possédait les deux châ-

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 47, p. 572.
(2) *Ibid.*, L. IX, c. 49, p. 573.
(3) *Ibid.*, c. 61 et 62, p. 585.
(4) *Ibid.*, c. 48, p. 573.
(5) *Ibid.*, c. 66, p. 587.
(6) *Ibid.*, c. 70, p. 589. Villani, comme tous les Italiens, désigne par le nom d'Alpes les hautes cimes des Apennins qui appartenaient à ces feudataires immédiats de l'empire.

teaux de Monte Carelli et Monte Vivagni, dont il avait fait un asile de brigands. Tano s'était allié à l'archevêque Visconti, lorsque celui-ci avait fait la guerre aux Florentins ; et dès lors, il était demeuré dévoué aux seigneurs de Milan, malgré l'avertissement que son bouffon lui donna un jour. Celui-ci s'étant jeté dans un fossé qui séparait les terres du comte de celles de la république, se prit à crier aux armes de toutes ses forces. Les paysans florentins, que les fréquentes vexations du comte avaient accoutumés à courir aux armes au moindre signal, se rassemblèrent au nombre de plus de cinq cents. Le comte accourut de son côté, et réprimanda son bouffon d'avoir jeté l'alarme dans tout le pays. « Regarde, comte, » lui répondit le bouffon, comment à mes cris seulement, cinq » cents hommes du territoire florentin se sont assemblés, sans » qu'il soit venu à mon aide un seul serviteur des seigneurs de » Milan : ne vois-tu pas, en bonne foi, que tu sonnerais du cor » de Roland toute une année, sans pouvoir faire venir de Milan » cinq cents hommes pour les secourir (1) ? » La prédiction du bouffon fut vérifiée : la république florentine, lasse de souffrir les brigandages du comte Tano, dans le Mugello, après avoir demandé et obtenu l'agrément des Visconti, fit assiéger les deux châteaux de Monte Carelli et Monte Vivagni : ils furent pris et réunis au territoire florentin, tandis que le comte Tano, traité comme chef de voleurs, eut la tête tranchée.

La famille des Ubaldini, non moins puissante que celle des Tarlati, possédait de vastes fiefs dans les Apennins, mais elle s'affaiblissait à cette époque, par une guerre domestique. Elle était divisée en deux branches, nommées de Maghinardo, et de Susinana, qui se combattaient avec acharnement. La république florentine, vers la fin de l'année 1360, acheta toutes les juridictions de la branche de Maghinardo, et les deux châteaux de Monte-Gemmoli et Monte-Coloréto, pour le prix de six mille florins. En même temps elle accorda à l'illustre famille des Ubaldini le privilége de renoncer à sa noblesse, pour entrer dans la classe des citoyens de Florence, et de concourir aux emplois publics (2). Une année auparavant, un privilége semblable avait été accordé aux

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 108, p. 623.
(2) *Ibid.*, L. X, c. 26, p. 641.

Ubertini, à l'occasion des services qu'ils avaient rendus contre la grande compagnie (1) : en sorte que presque dans le même temps, les trois grandes familles qui régnaient sur les Apennins furent réduites sous l'obéissance de la république.

Dans la même année, les Siennois soumirent à leur domination les comtes de Santa-Fiora, les plus grands feudataires gibelins de leur voisinage (2). Les Pistoïois s'emparèrent du château de la Sambuca (3); les Pérousins, de plusieurs châteaux des Tarlati, qui se mirent sous leur protection. Mais, tandis que les républiques toscanes s'agrandissaient aux dépens de la noblesse immédiate, toutes furent agitées à leur tour par des conspirations, et toutes eurent le bonheur de découvrir à temps les complots qui les menaçaient.

La première conjuration qu'on vit éclater, fut celle de Pise. Les commerçants et les artisans de cette ville étaient ruinés par l'absence des Florentins : ceux-ci avaient entraîné après eux, à Télamone, les plus riches marchands étrangers; le port de Pise était désert et ses marchés abandonnés. Les Raspanti, qui gouvernaient la république, étaient accusés de tout le dommage qu'éprouvait le commerce; ils s'étaient efforcés, disait-on, par haine pour les Guelfes, de susciter une guerre entre Florence et leur patrie, tandis que les Bergolini, qui gouvernaient auparavant, avaient réconcilié les deux républiques. Les Gambacorti, chefs de la précédente administration, étaient eux-mêmes engagés dans le commerce; et ils s'étaient gardés de sacrifier l'intérêt général aux préjugés du parti gibelin, dont ils commençaient à se détacher. Un agent de change, nommé Fédérigo del Mugniaio, assuré que

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 43, p. 569.

(2) *Ibid.*, L. X, c. 51, p. 655. — Ces comtes exerçaient leur souveraineté sur un groupe de montagnes sauvages, qui s'étend vers les frontières du patrimoine de saint Pierre, et jusqu'à Pitigliano, au midi de Sienne et de Montalcino. La neige couvre leurs sommets pendant une grande partie de l'année, leurs flancs sont sillonnés par des ravins hideux, et des eaux noires coulent à leur pied. Plusieurs des vallées de cette chaîne semblent devoir se disputer le nom donné à la plus considérable d'entre elles, de vallée d'Enfer. Mais le comté de Santa-Fiora nourrissait des hommes intrépides, tour à tour formés à la vie pastorale, au brigandage et à la contrebande, et le gouvernement ne put jamais les soumettre entièrement à ses lois.

(3) *Ibid.*, L. IX, c. 64, p. 585.

tous les négociants de Pise étaient mécontents, entreprit de les réunir pour chasser les Raspanti, et rappeler les Bergolini. Sa profession le mettait en relation avec tous les marchands, et lui donnait occasion d'entendre leurs plaintes sur la stagnation du commerce. Il encourageait ces plaintes; il mettait en opposition l'animosité imprudente des Raspanti, et la sage modération des Gambacorti. Quand il voyait ceux qui l'écoutaient assez irrités pour qu'il pût espérer de les engager à seconder ses vues, il leur exposait son projet. Les conjurés devaient s'emparer de la place, le vendredi saint, 3 avril 1360 : ils devaient tuer les principaux chefs des Raspanti, rappeler les Bergolini de leur exil, et rendre aux Florentins leur ancienne franchise. Ce complot fut révélé à la seigneurie, la veille de son exécution : dix-huit des principaux conjurés furent arrêtés : huit furent envoyés au supplice, dix furent exilés; et les Raspanti, s'apercevant qu'un très-grand nombre de citoyens se regardaient comme compromis, n'osèrent pas pousser plus loin leurs enquêtes (1).

Il n'y avait guère moins de mécontents à Florence qu'à Pise; mais c'était pour une cause différente. Les Pisans accusaient l'imprévoyance de leur gouvernement : les Florentins étaient forcés de reconnaître la prudence du leur, en même temps qu'ils se plaignaient de ce qu'il était devenu la propriété d'une seule classe de citoyens. Les lois qui avaient été portées pour rendre les magistratures accessibles à tous, avaient toutes produit l'effet contraire. Le *diviéto* éloignait des emplois les familles les plus illustres, et l'*admonition* servait à l'oligarchie régnante pour écarter tous ceux qui lui faisaient ombrage. En vertu du dernier statut, la magistrature du parti guelfe *admonestait* ou avertissait ceux qu'elle voulait exclure des emplois qu'elle les tenait pour suspects de gibelinisme, et elle les privait ainsi de leurs droits honorifiques. L'oligarchie inconstitutionnelle qui maintenait ainsi son pouvoir, n'était composée ni de familles nobles, ou seulement anciennes, qui gouvernassent par une espèce de prescription, ni de citoyens élus volontairement par la nation; c'était une association ambitieuse, une faction qui, à l'aide de lois toutes démocratiques, avait

(1) *Matteo Villani*, L. IX, c. 76. p. 593. — *Cronicha di Pisa*, T. XV, p. 1035 — *Cronica Sanese*, p. 169. *Tronci*, *Annali Pisani*, p. 390.

réussi à entrer tout entière dans le gouvernement, et à s'y maintenir. Mais cette faction avait manifesté, dans l'administration de la république, beaucoup de talent, de courage et de vertu. Sans déclarer la guerre aux Pisans, elle les avait fait repentir de leur manque de foi; elle avait fait respecter, sur les mers, le pavillon d'une puissance qui, par aucun point, ne confinait avec la mer; elle avait donné à tous les souverains de l'Europe l'exemple de repousser les grandes compagnies par les armes, au lieu de leur payer de honteuses rançons; elle avait enfin maintenu fidèlement ses traités avec les Visconti, quelque intérêt qu'elle pût avoir à les rompre, lorsque le légat et l'Église l'en suppliaient. Mais tant de gloire ne mettait point la faction régnante à l'abri de la jalousie de ceux qu'elle avait écartés du même pouvoir par une injustice.

A la tête des mécontents, se mirent Barthélemi, fils d'Alamanno des Médici, Niccolo del Buono, et Doménico Bandini; les deux derniers avaient été exclus des emplois par l'admonition. Ils s'associèrent avec un intrigant, nommé Uberto des Infangati, qu'ils soupçonnaient d'avoir déjà tramé quelque complot contre l'État: c'est lui qu'ils chargèrent de leur procurer des secours au dehors. Les trois premiers conjurés étaient de l'ordre des citoyens; mais ils se lièrent avec quelques chefs des familles nobles, qui n'étaient pas moins irrités qu'eux contre la faction dominante. Un Rossi, un Frescobaldi, un Ghérardini, un Pazzi, un Donati, un Adimari, entrèrent dans la conspiration. Les conjurés se croyaient assurés de la faveur du peuple; et ils supposaient que, pour accomplir la révolution, il leur suffirait de se saisir du palais public, puisque ce palais était la forteresse du gouvernement et de la faction dominante. Ils choisirent, pour exécuter leur complot, le 1er décembre 1360, jour où de nouveaux prieurs devant succéder aux anciens, toutes les gardes du palais seraient appelées à la parade. Quatre hommes choisis par les conjurés devaient être introduits dans la tour du palais; et quatre-vingts de leurs soldats devaient être cachés dans une des chambres, d'où ils sortiraient tout à coup pour se rendre maîtres de toutes les issues.

Uberto des Infangati, qui s'était chargé d'assurer aux mécontents un appui étranger, avait déjà traité, avant d'être engagé dans cette conspiration, avec un Milanais, nommé Bernarduolo Rozzo, au service de Jean d'Oleggio, alors seigneur de Bologne. Infangati,

à cette époque, avait dessein d'assurer à Oleggio la seigneurie de Florence. Mais l'agression imprévue des Visconti, et la nécessité où Oleggio s'était trouvé de vendre Bologne à l'Église, avaient suspendu ce complot. Infangati, pour procurer aux nouveaux conjurés une protection étrangère, s'adressa au même Bernarduolo, qui, avec toutes les troupes du seigneur de Bologne, avait passé au service de l'Église. Bernarduolo essaya d'intéresser le légat Albornoz dans cette conspiration, comme il avait intéressé dans l'autre son précédent maître; mais le légat, qui mettait toute son espérance dans l'amitié des Florentins, rejeta les propositions qui lui furent faites, et fit même avertir la seigneurie de se tenir sur ses gardes, parce qu'il savait qu'on tramait quelque chose contre elle.

Dès que Bernarduolo vit qu'il était devenu inutile, il écrivit lui-même à la seigneurie de Florence, pour offrir, moyennant une récompense de vingt-cinq mille florins, de révéler tout le secret de la conjuration dénoncée par le légat. Cette offre fut connue de Salvestro de Médici, qui était alors membre d'un des offices supérieurs, et celui-ci en informa son frère Barthélemi. Quand ce dernier vit que la seigneurie tenait en main un fil au moyen duquel elle ne manquerait pas de tout découvrir, il confessa à son frère qu'une ambition effrénée l'avait engagé dans ce complot, et il lui promit d'en découvrir le secret, moyennant qu'on lui assurât sa grâce. Nicolò del Buono et Doménico Bandini furent arrêtés et condamnés à la mort; quelques autres, parmi les plus coupables, s'échappèrent et furent également condamnés par contumace. Mais la seigneurie arrêta les poursuites : elle considéra la liste des conjurés qu'Infangati avait écrite de sa main comme calomnieuse; elle la fit brûler sans l'examiner, et, par cette douceur et cette prudence, elle réconcilia, en partie, à son gouvernement, ceux qui avaient paru lui être le plus contraires (1).

L'on prétendait, en Italie, que les quatre républiques principales de la Toscane se distinguaient par les caractères les plus opposés. L'on disait généralement que les Siennois étaient d'un

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 22-25, p 655. — *Marchione di Coppo Stefani, Stor Fiorent.*, L. IX, Rub. 685. *Deliz. degl. Erud.*, T. XIV, p. 52. *Cronica di Pisa*, T XV, p 1035.

naturel léger et inconstant; les Pisans, rusés et malicieux; les Pérousins, féroces et emportés; et les Florentins, graves, lents et opiniâtres (1). Ces peuples divers se conduisaient cependant d'une manière assez uniforme : leur gouvernement était semblable, les passions qui les agitaient paraissaient être les mêmes; et tous, vers le même temps, se trouvèrent exposés à des conspirations à peu près du même genre. Il est vrai que celle qui éclata en 1361, à Pérouse, parut porter l'empreinte du caractère qu'on attribuait au peuple de cette ville.

La seigneurie de Pérouse était entre les mains du second ordre de la bourgeoisie et du peuple : l'homme le plus considéré de cette république était Leggiéri, fils d'Andréotto des Michélotti; la faction dominante, dont il était le chef, portait, comme à Pise, le nom de Raspante; on désignait ses adversaires par le nom de Mécontents. A la tête de ceux-ci, l'on distinguait Tribaldino des Manfrédini, auquel ses complots féroces ont mérité, chez les Pérousins, le nom de nouveau Catilina. Tribaldino avait pris à tâche d'aigrir le ressentiment des nobles et des premiers citoyens que le peuple tenait éloignés des emplois; il s'était associé successivement quarante-cinq gentilshommes de Pérouse, parmi lesquels on remarquait surtout plusieurs chevaliers des deux illustres familles delle Mecche et de Monte Mellino : quatre-vingt-quatorze citoyens de bonne maison étaient aussi entrés dans le complot, de même que plus de quatre cents hommes d'un ordre inférieur. Mais avant de confier son secret à un si grand nombre de conjurés, avant même d'avoir aucun complice, Tribaldino avait eu soin de faire parvenir à la seigneurie, successivement et à plusieurs reprises, de faux indices, pour lui faire rechercher un complot qui n'existait point encore. Cette suite de fausses alarmes avait préparé les prieurs de Pérouse à ne tenir aucun compte des avis qu'on pourrait leur donner sur sa conspiration, si elle venait à leur être révélée.

Tribaldino convint avec les conjurés qu'à un jour fixé, au commencement d'octobre 1361, les uns mettraient le feu aux divers quartiers de la ville, d'autres s'empareraient du palais, et massacreraient les prieurs et les camarlinghi, qui composaient le gouver-

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 42, p. 651.

nement; d'autres ouvriraient les portes aux paysans, les introduiraient dans la ville, et se rendraient ainsi maîtres des bourgeois. En même temps, des hommes affiliés aux conjurés devaient faire révolter tous les châteaux du territoire de Pérouse. Tout le plan de la conspiration paraissait tracé par une vengeance infernale, plutôt que par l'ambition d'un citoyen. Après une horrible boucherie des citoyens de Pérouse, la république serait probablement tombée au pouvoir de quelque tyran : heureusement pour elle, Tiniéri de Monte Mellino, l'un des conjurés, fut épouvanté de tant d'horreurs, et arrêté par ses remords, il révéla aux prieurs le secret de la conjuration. Nicolò delle Mecche, et Cocchérello des Boccoli, furent à l'instant arrêtés, avec quatre de leurs satellites : tous les autres s'enfuirent aussitôt. On crut devoir déférer au peuple le jugement d'une cause si importante; et, dès le lendemain, le parlement condamna à mort, par contumace, comme traîtres et rebelles, quarante-cinq gentilshommes ou anciens citoyens : quatre-vingt-dix autres furent soumis à l'amende; mais les deux conjurés et leurs satellites, qui avaient été arrêtés sur la révélation du complot, furent seuls envoyés au supplice (1).

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 75, p. 670.—*Pompeo Pellini*, *Historia di Perugia*, T. II, in-4º., Venezia, 1664, P. I, L. VIII, p. 997.

CHAPITRE XIX.

VOLTERRA SOUMISE AUX FLORENTINS ; GUERRE DE PISE ET DE FLORENCE ; SECONDE PESTE EN TOSCANE, COMPLOTS DE MALATESTI CONTRE LA RÉPUBLIQUE FLORENTINE. — GIOVANNI AGNELLO S'EMPARE DE LA SEIGNEURIE DE PISE, ET PREND LE TITRE DE DOGE. — 1361 A 1364.

Au sommet d'une montagne d'où la Toscane presque entière se découvre aux regards, est située la ville de Volterra. La mer Thyrrhénienne se déploie au loin devant cette cité; les plaines de Pise, les collines de Florence et les forêts de Sienne, se découvrent également de ses terrasses élevées : d'énormes quartiers de rochers, posés, sans ciment, les uns au-dessus des autres, et que leurs poids seul a rendus stationnaires depuis plus de deux mille ans, forment ses murailles. Un gouffre s'est ouvert à ses côtés; et chaque jour il engloutit une partie de la montagne, moins durable que l'ouvrage gigantesque des Étrusques. Mais Volterra, au quatorzième siècle, n'était déjà plus que l'ombre de ce qu'elle avait été dans les premiers siècles de Rome : placée entre les trois plus puissantes républiques de Toscane, cette ville n'avait pas su conserver sa liberté; elle était tombée sous le gouvernement tyrannique de messire Bocchino des Belfrédotti [1361]. Ce seigneur trouva un dangereux ennemi dans un de ses parents, qui possédait, tout proche de Volterra, la forteresse de Montéfeltrano; leurs divisions occasionnèrent la ruine de tous deux, et firent perdre à leur patrie son indépendance. Chacune des républiques voisines voulut intervenir dans ces querelles de famille; Florence, comme garante d'un traité conclu entre Bocchino et son parent; Pise, comme alliée de Bocchino, et Sienne, comme son ennemie. Les sujets du tyran, déjà aliénés par ses cruautés, furent avertis qu'il était en négociations pour vendre Volterra aux Pisans, et que ceux-ci étaient en marche pour prendre possession de la ville. A

cette nouvelle, les Volterrans coururent aux armes, et firent leur seigneur prisonnier : en même temps ils envoyèrent vers les Florentins et les Siennois, pour obtenir que ces deux peuples s'engageassent à respecter leur liberté. Les soldats pisans qui s'étaient approchés furent surpris et désarmés sans combat. Mais la seigneurie de Florence ne voulut pas s'exposer aux suites de l'inconstance d'un peuple qui sortait à peine d'une révolution, et qui hésitait entre des partis opposés; elle fit approcher ses troupes de Volterra, et couper le chemin aux Siennois qui s'avançaient aussi; elle fit occuper différents châteaux, et enfin la citadelle elle-même. Alors elle déclara qu'elle tiendrait garnison pendant dix ans dans cette forteresse, mais qu'à tout autre égard elle maintiendrait la liberté et l'indépendance des Volterrans. Le premier usage que firent ceux-ci des droits qu'on leur conservait, fut de faire trancher la tête à leur tyran, le 10 octobre 1361 (1).

La soumission de Volterra aux Florentins augmenta le ressentiment des Pisans contre eux. Au moment où ils s'étaient crus assurés d'une conquête importante, ils la voyaient passer entre les mains de leurs rivaux. D'ailleurs le ressentiment des deux peuples s'aigrissait chaque jour par de nouvelles injures. Pierre Gambacorti, à qui les Pisans avaient assigné Venise comme lieu d'exil, avait quitté cette ville pour venir à Florence; et, au commencement de janvier 1362, il s'était avancé en armes, à la tête de ses partisans, sur le territoire de Pise. Les Florentins, il est vrai, avaient défendu sévèrement à leurs sujets de se joindre à sa troupe; mais il n'eût tenu qu'à eux d'empêcher Gambacorti de troubler la paix par une agression qui aussi bien n'eut aucun succès (2). D'autre part, Jean de Sasso, fameux partisan, qui avait été à la solde des Florentins, s'était emparé, par leur connivence, du château lucquois de Piétrabona, à trois milles au-dessus de Pescia : cette forteresse était la clef de la vallée supérieure de la Pescia, et de la partie montueuse de l'État lucquois. Les Pisans ne furent point dupes du décret de la seigneurie florentine, qui, à cette occasion, exila Jean de Sasso de Florence; ils reconnurent d'où le coup était parti, et

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 67, p. 664. — *Cronica Sanese*, p. 160. — *Paolo Tronci*. *Annali Pisani*, p. 392.

(2) *Matteo Villani*, L. X, c. 85, p. 670.

ils firent avancer des forces considérables, pour former le siége de Piétrabona (1).

Le moment était enfin venu où la longue inimitié des deux peuples ne pouvait plus se déguiser, où ils ne pouvaient conserver plus longtemps leurs rapports pacifiques. Les troupes des Pisans et des Florentins, rapprochées les unes des autres, sur les frontières du territoire de Lucques, s'insultèrent à la Romita, au-dessus de Piétrabona, à la Cerbaia et à Montécarlo (2). Le peuple et le gouvernement voulaient également la guerre; et les prieurs de Florence convoquèrent, le 18 mai, un parlement pour la faire dépendre de sa décision. Ils annoncèrent à la nation assemblée, que les bandits qui occupaient Piétrabona avaient offert de donner cette forteresse à la république de Florence; ils ajoutèrent qu'ils avaient cru devoir l'accepter, afin de s'en servir pour se procurer en échange la restitution de Coriglia ou de Sorana, que de prétendus exilés de Pise leur avaient enlevés. Ils récapitulèrent les offenses qu'ils avaient reçues des Pisans; et ils demandèrent au peuple s'il approuvait le parti qu'avait pris la seigneurie, et s'il voulait prendre la défense de Piétrabona. D'une commune voix, le peuple s'écria qu'il défendrait ce château, et la guerre fut ainsi résolue. Cependant cette détermination fut trop tardive pour sauver la place assiégée. Quelques jours s'écoulèrent avant que Bonifazio Lupo de Parme, que les Florentins faisaient venir pour commander leurs troupes, pût se rendre au camp, devant Piétrabona (3). Il n'y fut pas plus tôt arrivé, qu'il revint à Florence, le 4 juin, déclarer à la seigneurie qu'on l'avait appelé trop tard, et qu'ayant visité les positions des assiégeants, il ne connaissait plus aucun moyen de sauver la place; en effet, le lendemain elle fut emportée d'assaut. Les Pisans célébrèrent ce petit avantage par des fêtes bruyantes; ils les entremêlèrent d'insultes et de menaces contre les Florentins, et rendirent ainsi la guerre inévitable, quoique les hostilités n'eussent pas encore commencé, et que le château pour lequel ils allaient se battre fût déjà en leur pouvoir (4).

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 83, p. 674.

(2) *Ibid.*, c. 91, p. 679. — *Cronica di Pisa*, p. 1037. — *Cronica Sanese*, p. 171.

(3) *Poggio Bracciolini*, *Istoria Fiorentina*, T. XX, L. I, p. 210.

(4) *Matteo Villani*, L. X, c. 101, p. 686.

Dans l'armée que les Florentins rassemblèrent sous le commandement de Bonifazio Lupo de Parme, on comptait seize cents cuirassiers, quinze cents arbalétriers et trois mille cinq cents fantassins (1). La seigneurie donna les drapeaux, le 20 juin, à l'heure qui avait été fixée par les astrologues; car le renouvellement des sciences avait donné plus de crédit encore à l'astrologie judiciaire, même parmi les gens qui se croyaient philosophes (2). L'armée florentine, après avoir traversé le val de Niévole, tourna brusquement par Fucecchio; elle passa l'Arno, pilla le val d'Éra, et s'empara du château de Ghiazzano (3).

Bonifazio Lupo, qui commandait cette armée, n'avait pas encore acquis une grande réputation : de plus, il n'était pas d'un rang assez distingué pour qu'on pût soumettre à ses ordres un grand nombre de seigneurs et d'officiers, qui, comme alliés ou comme soldats, suivaient les étendards de la république. La seigneurie, pour satisfaire la vanité de ces derniers, fit venir, le 6 juillet, Ridolfo de Varano, seigneur de Camérino, auquel elle confia le commandement (4). Mais celui-ci fit bientôt voir qu'il n'égalait son prédécesseur ni en talents ni en activité (5). Cependant il s'avança à son tour sur le territoire ennemi; il pilla Cascina, il établit son camp à San-Savino; et il célébra des jeux devant les portes mêmes de Pise, où il distribua trois fois le prix de la course (6). Il forma plus tard le siége du château de Pecciole, et s'en rendit maître le 11 août (7); Montecchio, Aiatico et Toiano capitulèrent ensuite: la Maremme fut livrée au pillage; et les Pisans, qui, pendant le même temps, étaient cruellement tourmentés par la peste, n'opposèrent à ces ravages presque aucune résistance (8).

Mais l'indiscipline des troupes soldées, auxquelles Ridolfo de Varano inspirait peu de respect, arrêta les succès de l'armée florentine. Le comte Nicolas d'Urbino, avec quelques officiers ita-

(1) *Matteo Villani*, L. XI, c. 2, p. 692. — *Cronica di Pisa*, p. 1038.

(2) *Ibid.*, L. XI, c. 3, p. 693.

(3) *Ibid.*, c. 6, p. 695.

(4) *Poggio Bracciolini*, *Istoria Fiorentina*, L. I, p. 210.

(5) *Matteo Villani*, L. XI, c. 15, p. 701.

(6) *Ibid.*, c. 17, p. 712. — *Tronci*, *Annali Pisani*, p. 305.

(7) *Matteo Villani*, L. XI, c. 18 et 19, p. 703. — *Cronica di Pisa*, p. 1038. — *Cronica Sanese*, p. 171.

(8) *Cronica di Pisa*, p. 1039.

liens et les principaux connétables allemands, demandèrent qu'à l'occasion de la prise de Pecciole, l'armée reçût double paye pour tout le mois commencé. La seigneurie refusa de donner, pour une si mince conquête, une récompense réservée aux plus grands succès. Les connétables placèrent alors un chapeau sur la pointe d'une lance, et ils firent publier dans le camp une invitation à tous ceux qui voulaient obtenir la double paye, de se ranger autour de cet étendard. Ils rassemblèrent ainsi mille cavaliers. Le général ramena cette armée séditieuse à San-Miniato, pour ne pas donner aux ennemis le spectacle de son indiscipline; et la seigneurie congédia tous les soldats qui avaient pris part au tumulte. Mais ceux-ci ne se séparèrent point; ils formèrent une compagnie d'aventuriers sous le nom de *Capelletto*, en mémoire du chapeau qui leur avait servi d'étendard, et ils passèrent sur le territoire d'Arezzo, où ils commencèrent à vivre de pillage (1).

En même temps que la république florentine avait combattu avec succès les Pisans par terre, on l'avait vue avec étonnement entreprendre de les combattre aussi sur les mers. Il est vrai que les Pisans, depuis la grande défaite qu'ils avaient éprouvée à la Méloria, dans leur guerre contre les Génois, avaient cessé d'être une puissance maritime. Pendant longtemps il leur avait été interdit, par leur traité avec Gênes, de tenir en mer des galères armées. Durant cet intervalle ils avaient perdu leurs anciennes habitudes; les jeunes gens avaient choisi une autre carrière, les conseils suivaient une autre ambition : les pêcheurs des Maremmes, ceux de Lérici et de la Spézia, avaient quitté leur service, pour passer à celui des Génois; les colonies de Sardaigne et de Corse, qui avaient été pour eux des pépinières de matelots, leur avaient été enlevées. Dès lors les Pisans s'étaient adonnés aux manufactures et à l'agriculture : ils avaient accompli la conquête de l'État lucquois, et doublé ainsi l'étendue de leur territoire; mais ils avaient renoncé à la navigation et à la gloire maritime. Cette même république, qui avait souvent armé en peu de mois soixante ou quatre-vingts vaisseaux, ne fut pas en état de se défendre lorsque les Florentins prirent à leur solde Périno Grimaldi de Gênes, avec quatre galères et un grand navire; peu après deux vaisseaux napolitains vinrent join-

(1) *Matteo Villani*, L. XI, c. 25, p. 707. — *Cronica Sanese*, p. 172.

dre Grimaldi, qui, avec cette petite escadre, mit à contribution toutes les côtes de l'État pisan (1).

Au commencement d'octobre, Périno Grimaldi attaqua l'île de Giglio; et, soit lâcheté de la garnison, soit découragement inspiré par la peste, le château que commande cette île, et que les Génois, les Catalans et les Napolitains n'avaient jamais pu soumettre, se rendit à la république florentine, et reçut d'elle un gouverneur (2). La flotte, se dirigeant ensuite sur le port pisan, ne trouva point de vaisseau de guerre à sa garde. Périno Grimaldi, après un combat opiniâtre, se rendit maître des deux tours qui défendaient le port; il enleva la chaîne qui en fermait l'entrée, et la fit transporter à Florence, où l'on en voit encore quelques fragments attachés aux colonnes de porphyre qui sont devant la porte du baptistère (3).

Aussi longtemps que la peste avait régné dans Pise, les Pisans étaient demeurés exposés à la guerre sans combattre eux-mêmes. A la fin de cette année si désastreuse pour eux, le fléau s'arrêta; et, dès le commencement de la suivante [1363], ils formèrent des plans de conquête. Riniéri de Baschi, seigneur du château de ce nom, près d'Orviéto, leur capitaine, attaqua successivement Altopascio et Sainte-Marie à Monte; il forma aussi le siége de Barga, tandis qu'un de ses officiers surprit le château de Gello, dans le Volterran (4).

Les Pisans avaient besoin de secours étrangers pour se défendre, et pour se venger des échecs qu'ils avaient reçus dans la précédente campagne. Ils s'adressèrent à Bernabos Visconti, le chef des Gibelins d'Italie, et l'allié héréditaire de leur république. Bernabos, engagé lui-même dans une guerre dangereuse, craignait de provoquer les Florentins: toutefois il ne voulait pas non plus laisser écraser leurs adversaires, par l'entremise desquels il espérait dominer un jour sur la Toscane. Ce prince, après avoir laissé répandre le bruit de sa mort pendant la peste de Lombardie, était sorti tout à coup, au mois d'août 1361, de la forêt où il s'était retiré: il s'était avancé, à la tête de deux mille chevaux, vers Bo-

(1) *Matteo Villani*, L. XI, c. 7, p. 696; c. 24, p. 708.
(2) *Ibid.*, c. 26, p. 710. — *Poggio Bracciolini, Ist. Fior.*, L. I, p. 210.
(3) *Matteo Villani*, L. XI, c. 30, p. 712.
(4) *Ibid.*, c. 37, p. 715, c. 45 et 47, p. 720. — *Cronica di Pisa*, p. 1041.

logne, qu'il espérait surprendre ; mais les intelligences qu'il avait dans la ville ayant été découvertes, il s'était retiré sans combat (1). Ainsi s'était ranimée la guerre de Lombardie, qui bientôt était devenue plus dangereuse pour les Visconti. Le légat Albornoz avait déterminé les seigneurs de la Vénétie à s'allier avec l'Église pour la défense de Bologne. Les della Scala, les Carrara et les marquis d'Este avaient promis de mettre chacun cinq cents chevaux sur pied, et de les joindre aux quinze cents chevaux qu'Albornoz s'engageait à entretenir. L'alliance fut signée au mois d'avril 1362 (2) ; et le pape donna le signal des hostilités en excommuniant de nouveau Bernabos Visconti, qu'il déclara hérétique ainsi que tous ses adhérents (3).

Tandis que l'armée de la nouvelle ligue pénétrait en même temps dans les États de Bernabos, par Modène et par Brescia, et qu'elle y remportait divers avantages, le marquis de Montferrat pressait la maison Visconti du côté de Novare et de Tortone (4). Dès le mois de mai 1361 il avait pris à sa solde la compagnie blanche des Anglais ; et, avec son aide, il avait dévasté une partie du Piémont. Mais les Anglais n'avaient guère moins ruiné le marquis que les Visconti : le premier était impatient de se débarrasser d'eux ; et Bernabos, sollicité par les Pisans de leur envoyer du secours, réussit à faire passer à leur solde cette même compagnie qui lui faisait la guerre : il se délivrait ainsi d'un ennemi, il secourait un allié, et il évitait en même temps de rompre avec les Florentins qu'il voulait ménager (5). Les Pisans promirent quarante mille florins de solde aux Anglais pour quatre mois, à dater du jour où leur engagement avec le marquis serait terminé (6).

[1363] Pierre Farnèse, qui, depuis le 27 mars, commandait les Florentins, et Riniéri de Baschi, capitaine des Pisans, dési-

(1) *Matteo Villani*, L. X, c. 74, p. 669.

(2) *Ibid.*, c. 90, p. 682. — *Cronica di Bologna*, p. 464. — *Math. de Griffonibus, Memor. Histor. de Reb. Bonon.*, p. 178. — *Cherubino Ghirardacci, Stor. di Bologna*, L. XXIV, p. 261.

(3) *Matteo Villani*, L. X, c. 99, p. 684. — *Cronica di Bologna*, p. 467.

(4) *Matteo Villani*, L. XI, c. 4, p. 694, c. 9, p. 697, et c. 14, p. 700. — *Cronica di Bologna*, p. 465.

(5) *Bernardino Corio, Storie Milanesi*, P. III, p. 237.

(6) *Matteo Villani*, L. XI, c. 48, p. 722. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 415.

raient tous deux livrer bataille avant l'arrivée des Anglais : l'un craignait leur supériorité; l'autre ne voulait pas se voir enlever par eux l'honneur de la victoire. Les deux armées se rencontrèrent, le 7 mai, à San-Piéro, près de Bagno alla Véna. Les Florentins avaient seize cents chevaux : les Pisans, enorgueillis d'un avantage qu'ils venaient de remporter en Garfagnane, et comptant sur la supériorité de leur infanterie, osèrent les attaquer avec six cents cuirassiers; ils furent défaits après le combat le plus acharné, et Pierre Farnèse rentra le 11 mai en triomphe à Florence, conduisant avec lui Riniéri de Baschi, le général ennemi, qu'il avait fait prisonnier avec cent cinquante de ses meilleurs soldats (1).

Après quelques jours de repos, Farnèse marcha de nouveau contre Pise, et il fit battre des monnaies d'or et d'argent devant les portes de cette ville (2). Il entreprit ensuite le siége de Montécalvoli, et il se serait rendu maître de ce château, si les Pisans n'avaient pas jeté l'alarme dans le camp florentin par une ruse assez adroite. Chaque nuit ils faisaient sortir leurs gendarmes de la ville, et ils les faisaient revenir de grand jour, couverts de sueur et de poussière; alors ils les accueillaient comme s'ils faisaient partie de la compagnie anglaise. Les espions florentins avertirent bientôt les prieurs de l'arrivée de ces nouvelles troupes; et comme en effet on savait d'autre part que la compagnie était déjà en route, la seigneurie, pour éviter une surprise, donna ordre à Farnèse de se retirer (3).

La terrible contagion qui, l'année précédente, avait ravagé Pise, s'était manifestée dans le camp florentin. Le 19 juin, le général Pierre Farnèse en fut atteint, et il mourut le même jour (4). Ce fléau frappait aussi Florence, et il lui enleva un homme dont la perte fut plus lamentable, l'historien auquel nous devons la peinture si vraie et si animée des mœurs et des événements au milieu du quatorzième siècle. Mattéo Villani mourut de la peste, comme son frère Giovanni en était mort quinze ans auparavant. Il fut at-

(1) *Matteo Villani*, L. XI, c. 50 et 51, p. 723. — *Cronica di Pisa*, p. 1041.

(2) *Scipione Ammirato*, *Storie Fiorentine*, L. XII, p. 625.

(3) *Matteo Villani*, L. XI, c. 54 et 55, p. 725.

(4) *Ibid.*, L. XI, c. 59, p. 728. — *Poggio Bracciolini*, L. I, p. 211. — *Scipione Ammirato*, L. XII, p. 624.

teint par la maladie le 8 juillet, et seulement le 12 il rendit dévotement son âme à Dieu (1). On attribuait à la vie sobre et tempérée qu'il avait menée, sa lutte de cinq jours contre la violence du mal. En mourant, il chargea son fils, Philippe Villani, de continuer son histoire jusqu'au moment où la paix serait rétablie entre Florence et Pise (2).

Aucun historien n'inspire plus de respect, d'estime et d'affection que Mattéo Villani. Religieux sans superstition, il respecte l'Église; et néanmoins il osa peindre des plus vives couleurs la corruption ou les crimes de quelques-uns de ses chefs. Il entend assez la politique, et connait assez le cœur humain pour démêler toutes les fautes des gouvernements, et assigner aux événements leur véritable cause : mais il est trop homme de bien pour approuver jamais le manque de foi, ou supposer qu'aucun avantage puisse résulter de la perfidie. Il s'élève au-dessus des préjugés de l'astrologie judiciaire, dont son frère n'était pas exempt : il embrasse tout le monde connu dans son histoire; et, avec un coup d'œil philosophique et perçant, il assigne à chaque peuple son véritable caractère. Il s'anime pour peindre la vertu; il s'indigne contre le vice, il s'enflamme pour la liberté. Aucun historien d'Italie n'a jamais rendu à cette dernière un plus noble et plus constant hommage. Le parti qui gouvernait à Florence ne supporta pas toujours patiemment ses censures; il le fit *admonester* comme Gibelin, le 29 avril 1363, et lui interdit ainsi les emplois publics pendant la dernière année de sa vie (3).

La compagnie blanche des Anglais était arrivée le 18 juillet à Pise; elle était forte de deux mille cinq cents chevaux, et deux mille fantassins. Les Pisans la réunirent, sous le commandement de Ghisello des Ubaldini, aux troupes qu'ils avaient déjà, savoir : huit cents gendarmes soldés, huit mille fantassins, et un grand nombre de gentilshommes et de chevaliers qui servaient sans paye.

(1) Mattéo Villani rapporte, dans le dernier chapitre de son histoire, qu'une armée de sauterelles fut poussée par le vent, le 1er juillet, sur Ancône, Fano et Pésaro. Il ne put en être instruit à Florence que le 3 ou le 4; en sorte qu'il a continué à écrire les événements de la veille presque jusqu'au jour de sa mort.

(2) *Filippo Villani in Proemio*, T. XIV, p. 729.

(3) *Marchione di Coppo Stefani, Stor. Flor.*, L. IX, Rub. 699, T. XIV, p. 45 — *Scipione Ammirato, Storia Fiorentina*, L. XII, p. 621

Les Florentins avaient nommé pour capitaine Ranuccio Farnèse, frère de Pierre, qui était mort à leur service : mais l'armée qu'ils lui avaient donnée à commander était très-faible, et la peste qui régnait dans leur ville, leurs châteaux et leur camp, rendait toute défense plus difficile. C'était le tour des Pisans de pénétrer sans résistance sur le territoire florentin. Ils se rendirent d'abord à Lucques, d'où ils passèrent devant Pistoia, par la route de la montagne; mais, au lieu d'entreprendre le siége de cette ville, qui n'était pas en état de faire une longue résistance, ils ne songèrent qu'à rendre aux Florentins, sous leurs propres murs, les affronts qu'ils avaient reçus d'eux. Ils assirent leur camp entre Campi et Pérétola; ils firent battre monnaie aux portes de Florence; ils y donnèrent des prix pour une course de chevaux; et ils attachèrent trois ânes à une potence, avec des écriteaux qui leur donnaient les noms de trois magistrats florentins. Ils employèrent à ces bravades ridicules une force et un temps qui leur auraient suffi pour s'assurer des conquêtes importantes (1). Ils ravagèrent ensuite la campagne entre Prato et Florence, les Lastres, le val de Pésa, et une partie du val d'Arno; enfin, ils retournèrent à Pise, par la plaine d'Empoli (2).

Lorsque la peste eut suspendu ses ravages, les Florentins songèrent à leur tour à rassembler une armée. Ils traitèrent avec la compagnie de l'Étoile, qui était en Provence, et avec divers capitaines allemands : mais Bernabos Visconti trouva moyen de faire échouer toutes leurs négociations, et de les réduire à deux mille cavaliers mal armés et mal commandés, qu'ils enrôlèrent faute d'autres (3). A leur tête, les Florentins mirent Pandolfe Malatesti, l'un des seigneurs de Rimini; qui, peu d'années auparavant, avait défendu la Toscane avec autant de prudence que de valeur contre le comte Lando et la grande compagnie.

Mais Malatesti était de cette race romagnole si renommée en Italie pour sa perfidie et ses trahisons. Il savait dans quel état d'épuisement la peste avait jeté Florence, il savait que quelques intrigues domestiques, suite de la dernière conjuration, affaiblis-

(1) *Filippo Villani*, c. 63, p. 730.—*Cronica Sanese*, p. 177.—*Paolo Tronci, Annali di Pisa*, p. 401.

(2) *Croniche di Pisa*, p. 1042.

(3) *Filippo Villani*, c. 65, p. 731.

saient le gouvernement ; il voyait que la puissance momentanée des Pisans et la force de la compagnie anglaise causaient de grandes inquiétudes dans la ville ; et il se flatta, s'il augmentait la terreur du peuple, de lui vendre chèrement ses secours, et d'obtenir enfin la seigneurie de Florence, comme, dans des circonstances presque semblables, le duc de Calabre et le duc d'Athènes l'avaient obtenue avant lui.

Cette espérance engagea Malatesti dans la conduite la plus perfide et la plus criminelle. L'Omo Santa-Maria, seigneur de Jési, nouveau capitaine des Pisans, était entré avec les Anglais dans le val d'Arno supérieur ; et le 17 septembre il s'était emparé de Figline, sans éprouver presque de résistance (1). Malatesti, comme pour lui couper le chemin, établit son camp à l'Ancise; mais il donna à ce camp une si grande étendue, qu'il devenait presque impossible de le défendre : il en éloigna les meilleurs soldats, sous prétexte de faire une excursion sur le territoire pisan, et lui-même il le quitta pour revenir à Florence. En son absence, le camp fut surpris le 3 octobre ; et les Florentins y perdirent plus de quatre cents hommes (2). Le fort château de l'Ancise restait du moins pour couvrir Florence; le lendemain, le lieutenant de Pandolfe l'abandonna aux ennemis. On vit arriver vers la ville les fuyards qui revenaient de l'armée ; et Pandolfe, qui avait été à leur rencontre, tourna bride et redoubla la terreur universelle. Il alla déclarer aux huit seigneurs de la guerre, qu'il ne connaissait d'autre moyen de sauver Florence, que de joindre au pouvoir militaire dont il était revêtu, un pouvoir judiciaire sur les citoyens, afin de maintenir l'un par l'autre, et de punir à temps les complots qu'il découvrirait dans la ville. Les seigneurs de la guerre assemblèrent sur cette demande un conseil extraordinaire, où ils invitèrent tous les citoyens qui jouissaient de quelque crédit ou de quelque réputation (3). Lorsque les huit de la guerre eurent fait connaître à cette assemblée la demande de Malatesti, Simon, fils de Riniéri Péruzzi, se leva. « Gardez-vous, s'écria-t-il, d'accorder à Mala-

(1) *Filippo Villani*, c. 68, p. 734. — *Scipione Ammirato*, L. XII, p. 627.

(2) *Filippo Villani*, c. 69, p. 735. — *Cronica di Pisa*, p. 1043. — *Poggio Bracciolini*, L. I, p. 211.

(3) On appelait une telle assemblée *il Consiglio de' Richiesti*, et on avait recours à elle dans toutes les circonstances difficiles.

» testi aucune prérogative nouvelle ; ses projets ne tendaient à » rien moins qu'à établir la tyrannie : souvenez-vous du duc d'A- » thènes, de ses commencements, et de la manière dont il osa » vous traiter ensuite ; connaissez la douceur de la liberté, et vi- » vez ou mourez en la conservant ! » A ces mots, tout le conseil oublia le danger de l'approche des Anglais, le crédit dont jouissait Malatesti, la confiance que ses services passés avaient inspirée. Les prieurs firent répéter aux gens de guerre le serment de fidélité à la seigneurie de Florence : ils nommèrent un nouveau juge, absolument indépendant de Malatesti ; et ils déclarèrent que le pouvoir du général ne s'étendait que sur les troupes et les milices (1).

Pandolfe Malatesti ne témoigna aucun mécontentement de cette décision du conseil ; mais il en conclut que les Florentins n'étaient pas encore suffisamment humiliés. Il laissa donc à dessein piller la plaine de Ripoli, sans opposer aucune résistance aux Pisans, auxquels il était supérieur en forces (2) ; et, lorsque l'Omo de Jési voulut descendre le val d'Arno, pour ramener ses troupes à Pise, Malatesti conduisit les milices florentines à sa rencontre, comme pour lui couper le chemin : cependant, au lieu de les faire soutenir, il retint sa gendarmerie dans la ville, et fit fermer les portes ; ensorte que si les Anglais avaient attaqué la milice florentine, celle-ci aurait été infailliblement taillée en pièces. Cette dernière trahison fit connaître à la seigneurie tout ce qu'elle avait à craindre de Pandolfe. Par égard pour ses anciens services et pour le nom qu'il portait, elle voulut bien lui pardonner ses machinations ; mais elle le réprimanda sévèrement à sa barre, l'avertissant que si elle usait d'indulgence, c'était en mémoire de cette vieille amitié que lui-même avait voulu trahir. Pandolfe demeura, jusqu'au terme de son engagement, capitaine des gens de guerre ; mais il fut privé de toute autorité sur la ville et sur les milices (3).

La compagnie anglaise, de retour à Pise, s'y reposa pendant quelque temps ; après quoi elle s'engagea de nouveau pour six mois au service de cette république, moyennant une solde de cent

(1) *Filippo Villani*, c. 60, p. 736. *Scipione Ammirato*, L. XII, p. 628.
(2) *Filippo Villani*, c. 70, p. 737.
(3) *Ibid.*, c. 73, p. 740

cinquante mille florins : elle était alors forte de mille lances, et deux mille gens de pied. Les Anglais avaient les premiers introduit en Italie l'usage de compter les cavaliers par lances. Ce nom désignait alors trois cavaliers, qui avaient contracté ensemble une espèce d'association. Leurs chevaux ne servaient qu'à les transporter avec leur pesante armure sur le champ de bataille ; et là, ils combattaient le plus souvent à pied. Ils étaient revêtus de cottes de mailles, fortifiées sur la poitrine par une plaque d'acier ; leurs brassards, leurs cuissards et leurs bottines, étaient de fer ; à leur côté, ils portaient une forte épée et une dague ; deux hommes tenaient la même lance, ils l'abaissaient, et s'avançaient lentement, serrés en phalanges, en poussant de grands cris. Chaque cuirassier était suivi par un ou deux pages, occupés presque uniquement à nettoyer leurs armes, en sorte qu'elles brillaient comme des miroirs.

C'était la première fois qu'on voyait des gendarmes descendre de cheval pour combattre à pied. Ils réunissaient ainsi l'armure impénétrable des chevaliers à la fermeté de l'infanterie, et leur phalange était presque impossible à rompre. Les Anglais méprisaient les froids les plus rigoureux d'un hiver d'Italie ; et aucune saison ne leur faisait suspendre leurs opérations. Ils ne montraient pas moins d'habileté dans les surprises et les coups de main, que de valeur dans les batailles. Ils portaient avec eux des échelles composées de plusieurs morceaux qui s'emboîtaient les uns dans les autres, et qui chacun n'avaient pas plus de trois échelons ; de sorte qu'ils pouvaient atteindre aisément au sommet des tours les plus élevées, et que l'échelle, ne dépassant jamais le mur, ne donnait pas de prise aux assiégés pour la renverser (1).

Les Pisans devaient aux Visconti l'arrivée de cette première compagnie : ils s'adressèrent de nouveau à ces seigneurs, au commencement de la campagne suivante, pour faire venir, par leur moyen, de nouvelles troupes de Lombardie. Ils voulaient profiter de leurs succès pour en obtenir d'autres encore, et conquérir ainsi une paix glorieuse. Les Visconti, de leur côté, se

(1) *Filippo Villani*, c. 79, p. 746. Ces mêmes échelles, dont le duc de Savoie fit usage en 1602 pour escalader Genève, ont servi depuis de modèle à celles qu'on y emploie pour les incendies.

trouvaient mieux que jamais en situation de secourir les Pisans. La campagne de 1363 s'était ouverte en Lombardie d'une manière brillante pour l'Église et ses alliés. Une armée de deux mille cinq cents cuirassiers, commandée par Ambroise, fils naturel de Bernabos, avait été mise en déroute le 16 avril, près de Modène; Ambroise avait été fait prisonnier avec un grand nombre d'officiers distingués (1). Mais la guerre ne s'était point ensuite poursuivie avec vigueur. Bernabos, découragé par la défaite de son fils, avait cherché à se réconcilier avec le pape; et, dès le mois de septembre, il avait conclu un armistice qui avait été suivi de longues négociations. Le 3 mars 1364, la paix de Lombardie fut enfin conclue. Visconti renonça à toutes ses prétentions sur Bologne, et rendit au pape tous les châteaux du Bolonais qu'il avait conquis. Ce fut néanmoins sous la condition que le cardinal Albornoz, dont Bernabos redoutait le voisinage, n'administrerait point cette légation. Un autre cardinal, nommé Androin de la Roche, fut député par le pape au gouvernement de Bologne (2). Les seigneurs lombards et les Visconti se rendirent mutuellement les châteaux qu'ils s'étaient enlevés. Le marquis de Montferrat fit, de son côté, la paix avec Galéaz Visconti, et les deux princes échangèrent quelques parties de leurs territoires, pour arrondir mutuellement leurs États. Ainsi la paix étant rendue à la Lombardie, les seigneurs et les peuples ressentirent un égal empressement pour renvoyer les compagnies d'aventure qui les avaient si cruellement opprimés (3).

Galéaz Visconti offrit donc avec joie aux Pisans la compagnie d'Anichino Baumgarten; elle était forte de trois mille cuirassiers ou *barbues* (4), et elle se mit en route au commencement de mars pour la Toscane. Les Pisans se trouvèrent alors avoir six mille gendarmes sous leurs ordres; aucun souverain n'avait en-

(1) *Matteo Villani*, L. XI, c. 44, p. 719 — *Cronica di Bologna*, p. 467 — *Chronic. Placentinum*, p 507

(2) *Cronica d'Orvieto*, T XV, p 680. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXIV, p. 274.

(3) *Cronica di Bologna*, p. 471. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 414. — *Bernard. Corio Storie Milanesi*. P. III, p 237.

(4) On donnait ce nom aux gendarmes allemands, à cause de la crinière dont leur casque était orné.

core mis sur pied, en Italie, une armée aussi considérable. Les Anglais à leur solde avaient ravagé, au mois de février, le val de Niévole, et les campagnes de Vinci et de Lamporecchio (1). Le moment paraissait favorable aux Pisans pour conclure une paix glorieuse. Ils supplièrent le pape de s'en faire le médiateur; et celui-ci envoya dans ce but, à Florence, frère Marc de Viterbe, général des Franciscains.

La seigneurie florentine ne voulait pas compromettre l'honneur de la république par un traité désavantageux : d'autre part, elle craignait, en refusant la paix, de demeurer responsable des événements ; elle assembla donc un conseil extraordinaire, ou de *Richiesti*. Avant de donner audience au nonce du pape, l'un des huit de la guerre annonça aux citoyens assemblés, que la compagnie de l'Étoile, de quatre mille cuirassiers, qui était alors en Provence, venait d'entrer au service de la république; que deux mille gendarmes avaient été soldés en Allemagne, et que les uns et les autres seraient rendus en Toscane avant la fin du mois. Indépendamment de ces deux compagnies, la république avait déjà trois mille cuirassiers à sa solde. Le trésorier prit la parole à son tour. Il assura que Florence, après avoir payé ses troupes jusqu'à la fin d'octobre, ne serait endettée que de 166,000 florins; et il montra quelles étaient encore les ressources de l'État. La seigneurie, après avoir ainsi fait connaître au peuple ses moyens pour soutenir glorieusement la guerre, fit entrer dans le conseil le général des franciscains. Celui-ci exposa les demandes des Pisans, qui parurent si arrogantes, que le conseil, d'une commune voix, résolut de poursuivre la guerre, et d'attendre, pour traiter, que Florence eût remporté quelque victoire (2).

Mais Galéaz Visconti, ayant corrompu par des présents les chefs de la compagnie de l'Étoile, les empêcha de se rendre à Florence au temps convenu : les Pisans en profitèrent pour ravager le territoire florentin. Ils avaient mis à leur tête un aventurier, qui devint ensuite fameux dans les guerres d'Italie, et qui avait déjà servi avec distinction dans les guerres des Anglais en France. C'était Jean Hawkwood, que les Italiens appellent *Acuto*, ou *Auguto* (3).

(1) *Filippo Villani*, c. 81, p. 747.
(2) *Ibid.*, c. 82, p. 749.
(3) *Ibid.*, c. 79, p. 746. Le nom d'Hawkwood a été défiguré de mille manières,

Celui-ci traversa le val de Niévole, au milieu d'avril; il entra dans le territoire de Pistoia et de Prato, sans rencontrer de résistance; il passa devant les portes de Florence, et s'avança jusque dans le Mugello, enlevant un butin très-considérable dans ces riches campagnes (1).

A leur retour de cette expédition, les Anglais s'approchèrent de nouveau de Florence le dernier jour d'avril. On avait fait, en avant des portes de la ville, quelques retranchements pour les défendre: les Anglais les attaquèrent et les emportèrent d'assaut, après avoir tué assez de monde aux Florentins. Anichino Baumgarten prit cette occasion pour se faire armer chevalier au milieu du combat, et en face de la porte de la ville. A son tour, il conféra le même ordre à plusieurs connétables anglais et allemands qui servaient sous lui. Pendant la nuit, son armée célébra la fête de leur chevalerie, sur la colline de Fiésole, qui s'élève tout proche de Florence. Des murs de cette ville, on voyait les soldats ennemis danser en rond avec des flambeaux à la main; et on les entendait répéter dans leurs orgies les mots consacrés que les prieurs employaient au palais dans les délibérations publiques (2). Après avoir, pendant deux jours encore, pillé les campagnes de Florence, Hawkwood conduisit son armée dans le val d'Arno supérieur; de là il traversa le territoire d'Arezzo, celui de Cortone et de Sienne, et il revint à Pise par le val d'Elsa, après avoir porté la désolation dans presque toutes les provinces du territoire florentin (3).

Le comte Henri de Montfort, capitaine des Florentins, tira, il est vrai, quelque vengeance de tant d'outrages, par une incursion rapide sur le territoire ennemi, où il brûla Livourne et le port Pisan (4). Cependant, la compagnie de l'Étoile n'arrivait point; et les Florentins se virent forcés à recourir à d'autres ar-

mais sa traduction, qu'on trouve dans un écrivain du temps, *Falcone in bosco*, le fait reconnaître.

(1) *Filippo Villani*, c. 84, p. 751.

(2) *Guardia, Studia i Collegi; manda per Richiesti*, etc. — *Filippo Villani*, c. 89, p. 755. — *Scipione Ammirato*, L. XII, p. 649.

(3) *Filippo Villani*, c. 89, p. 756.

(4) *Filippo Villani*, c. 90, p. 757. — *Cronica di Pisa*, p. 1044. — *Cronica Sanese*, p. 185. L'auteur de cette dernière ayant copié sans doute des mémoires pisans, a confondu l'année pisane avec la vulgaire, et embrouillé toute sa chronologie.

mes pour se défendre contre leurs adversaires. Les Anglais et la compagnie de Baumgarten étaient près d'arriver au terme de leur engagement avec les Pisans. Ces troupes mercenaires, indifférentes à la cause pour laquelle elles combattaient, ne songeaient qu'à vendre leurs services au prix le plus élevé. Les Florentins traitèrent secrètement avec leurs chefs (1); ils les engagèrent, moyennant une grosse somme d'argent, à ne point accepter une nouvelle solde des Pisans, et à s'éloigner de la Toscane: Hawkwood seul demeura au service de cette république, avec mille gendarmes anglais environ.

Les Florentins choisirent ensuite un nouveau capitaine de guerre; et, se souvenant plutôt d'anciens services que d'une injure récente, ils eurent encore une fois recours à la famille des Malatesti : leur choix était nécessairement borné à un très-petit nombre de capitaines; car, d'un côté, les soldats d'aventure ne voulaient pas obéir à un chef qui ne fût pas de naissance noble et seigneur souverain; de l'autre, les Florentins n'osaient pas confier leur armée à un général qui ne fût pas d'origine guelfe : c'était le principal mérite des Malatesti de Rimini. Galéotto, frère du vieux seigneur de cette ville, et oncle de Pandolfe, était un des généraux les plus accrédités d'Italie; ce fut lui que la république mit à la tête de ses gens de guerre (2). Galéotto prit le commandement de l'armée florentine à la fin de juillet, et il la conduisit à Cascina, à six milles de Pise. Mais, dès son arrivée, il se proposa de poursuivre les projets formés par son neveu; et il ne songea qu'à affaiblir l'État qui lui avait confié sa défense, afin de le soumettre plus facilement ensuite à sa domination. De dessein prémédité, il exposa son camp à une surprise; il ne l'avait point fortifié; il ne l'entoura point de vedettes, et il permit aux soldats de se disperser, comme s'ils étaient hors de l'atteinte des ennemis. Hawkwood, qui en fut averti, se mit en marche avec mille gendarmes, et toute l'infanterie pisane pour l'attaquer. Heureusement quelques anciens connétables, attachés de cœur au service des Florentins, soupçonnèrent la trahison de leur général. Manno Donati de Florence,

(1) *Cronica di Pisa*, p. 1045. — *Sozomeni Pistoriensis historia*, T. XVI, p. 1078.

(2) *Poggio Bracciolini*, L. I, p. 214. — *Scipione Ammirato Storia Fiorent.*, L. XII, p. 645.

et Bonifazio Lupo de Parme, rassemblèrent les soldats, les firent armer, et les préparèrent au combat. Ils reçurent vigoureusement les Pisans dès que ceux-ci parurent. Hawkwood, qui avait compté sur une surprise, se retira précipitamment avec ses gendarmes, lorsqu'il vit qu'il était attendu. L'infanterie pisane perdit mille morts et deux mille prisonniers ; le reste se sauva avec peine, et n'aurait point échappé, si Galéotto avait voulu poursuivre sa victoire. Mais ce général ne songea, au contraire, qu'à exciter le mécontentement de son armée, et à l'engager à prétendre aux récompenses de paye double et de mois accompli, pour avoir défendu son camp, où elle s'était laissé surprendre (1).

Les intrigues et la mauvaise foi de Malatesti, et la discorde qui se manifestait entre différents corps de l'armée florentine, déterminèrent enfin la seigneurie à songer sérieusement à la paix. L'honneur de la république avait été mis à couvert par la victoire de Cascina ; les Pisans étaient humiliés et affaiblis, et Florence avait désormais plus à craindre de son propre général que de ses ennemis. La seigneurie renouvela donc les négociations que le pape avait fait entamer par le général des franciscains. Urbain V avait donné l'archevêque de Ravenne pour adjoint à ce moine. Par leur médiation, les ambassadeurs des deux peuples se rassemblèrent à Pescia, dans l'église de Saint-François ; et le congrès s'ouvrit avec un désir égal des deux partis, de mettre fin aux hostilités (2).

Mais, quoique la négociation fût bientôt terminée, une révolution étrange survenue à Pise renversa le gouvernement de cette république, et fut sur le point de renouveler la guerre, avant que le traité de Pescia fût publié. Les Visconti, sans vouloir se déclarer ouvertement contre les Florentins, avaient cependant cherché à former par leurs intrigues, et à conserver ensuite un parti en Toscane, à l'aide duquel ils pussent un jour étendre leur domination sur toute cette province. Ils avaient fourni aux Pisans des secours d'argent ; ils avaient engagé et fait passer à leur service deux compagnies d'aventuriers ; ils avaient arrêté celle que les Florentins avaient prise à leur solde, et ils se flattaient que la continuation

(1) *Filippo Villani*, c. 97, p. 760. — *Cronica di Pisa*, p. 1044.
(2) *Filippo Villani*, c. 100, p. 765. — *Cronica di Pisa*, p. 1046. — *Cronica Sanese*, p. 187.

de la guerre déterminerait enfin les Pisans à se mettre volontairement sous leur dépendance. Seulement il leur paraissait nécessaire de plier auparavant, une première fois, l'esprit et le caractère altier des citoyens, et de les accoutumer à reconnaître un maître. L'ambassadeur que les Pisans avaient envoyé aux seigneurs de Milan, parut à ceux-ci propre à remplir leurs vues. Cet ambassadeur, nommé Giovanni dell' Agnello, était un marchand, d'une famille bourgeoise, attachée au parti dominant des Raspanti, et qui, jusqu'alors, n'avait eu aucune illustration (1). Bernabos Visconti, après avoir découvert dans Agnello l'ambition, l'esprit d'intrigue et la fausseté propres à en faire un tyran, lui offrit de l'aider de toutes ses forces et de toutes ses richesses, pour le rendre seigneur de Pise; et Agnello promit en retour au Milanais, que s'il commandait une fois à Pise, il tiendrait cette ville dans la dépendance de la maison Visconti, comme s'il était son lieutenant et non son allié.

Agnello, de retour à Pise, osa proposer, dans un des conseils qui précédèrent le traité de paix, de nommer un seigneur annuel, afin d'inspirer plus de confiance à Bernabos, leur fidèle allié, ainsi qu'aux gens de guerre, et afin de tenir plus secrètes les délibérations de l'État. Il désigna en même temps, pour ce commandement, Pierre d'Albizzo de Vico, un des plus vertueux citoyens de Pise, qui venait d'être nommé ambassadeur, pour traiter la paix avec les Florentins. Pierre rejeta cette proposition avec horreur, déclarant que c'était par la paix qu'il allait négocier, non par le sacrifice de la liberté, qu'il fallait sauver la patrie. Mais après le départ de Pierre de Vico pour le congrès de Pescia, Agnello renouvela sa proposition dans le prochain conseil: et un certain Vanni Botticella, petit-fils d'un boucher, eut l'effronterie de postuler la seigneurie qu'Agnello proposait d'établir. Ce dernier loua le zèle de Botticella, mais il lui demanda s'il avait en argent comptant trente mille florins, qui étaient nécessaires à celui qui se chargerait du gouvernement, pour payer leur solde aux gens de guerre; et comme Botticella déclara son impuissance, Agnello demanda encore qu'on désignât quelque autre homme assez riche et assez habile en même temps, pour sauver la république.

(1) *Bernardo Marangoni Chronic. di Pisa*, p. 736

Cette bizarre proposition, répétée avec tant d'assurance, excita enfin les soupçons des meilleurs citoyens de Pise. En même temps, le bruit se répandit qu'Agnello rassemblait des soldats et des gens dangereux dans sa maison. Un soir, plusieurs citoyens respectés s'armèrent, et se rendirent au palais des Anziani; ils demandèrent à ces magistrats d'ordonner une visite dans la maison d'Agnello, et ils obtinrent en effet qu'on y procédât sur-le-champ. Mais Agnello s'était attendu à cette recherche : il ne tenait point dans sa maison les soldats et les bandits qu'il avait rassemblés; il les avait logés chez quelques-uns de ses complices. Lorsqu'il fut averti de l'approche des Anziani, il se mit au lit, revêtu comme il l'était de sa cuirasse : il fit coucher sa femme à côté de lui; et il prescrivit ce qu'elle avait à faire, à la petite servante qui habitait seule avec eux cette maison. Il feignit ensuite de dormir profondément.

Les citoyens armés, conduits par l'un des magistrats, se présentèrent sur ces entrefaites à la porte d'Agnello; elle leur fut ouverte à l'instant : ils s'avancèrent jusqu'à la chambre où le maître de la maison était couché, et ils l'entendirent ronfler. Sa femme, à peine couverte d'un déshabillé de nuit, se leva aussitôt sur son séant. « Mon mari dort, leur dit-elle, il est excessive- » ment fatigué; mais si sa patrie ou ses magistrats ont besoin » de lui, je vais le réveiller. » Les citoyens qui avaient conçu les premiers de la défiance, rougirent de leurs soupçons; ils eurent honte d'avoir surpris ainsi une femme respectable, et ils se retirèrent sans permettre qu'on réveillât Agnello. Retournés auprès des Anziani, ils leur déclarèrent que leur inquiétude était sans fondement, et ils se désarmèrent. Mais à peine s'étaient-ils retirés, qu'Agnello sortit tout armé de ce lit où il paraissait dormir, pour se mettre à la tête des bandits qu'il avait rassemblés. Il marcha avec eux au palais; et il surprit les gardes de la seigneurie. Jean Hawkwood, gagné par l'argent des Visconti, favorisait son usurpation, et avait fait monter à cheval ses cuirassiers pour le soutenir. Agnello s'assit dans la salle de la seigneurie, sur le fauteuil du président; il fit réveiller l'un après l'autre les Anziani, et les fit amener devant lui. « La vierge Marie, leur dit-il, m'a » révélé cette nuit même que, pour le bien et le repos de Pise, » je dois prendre, au moins pendant une année, le titre et les

» fonctions de doge. C'est par obéissance à cet ordre céleste » que je viens de distribuer, de mon propre argent, trente mille » florins aux troupes, pour acquitter leurs soldes arriérées. Je » vous ai fait appeler pour que vous confirmiez à présent par » vos suffrages cette nomination divine. » Les Anziani, surpris et effrayés de se voir entourés par les satellites d'Agnello, ne firent pas de résistance. Ils jurèrent obéissance, l'un après l'autre, entre les mains du nouveau doge. Celui-ci envoya ensuite chercher chez eux les citoyens les plus considérés, et tous ceux dont il se défiait, pour leur faire prêter le même serment. En même temps qu'il faisait briller des épées autour de leurs têtes, il n'épargnait pas les promesses pour les séduire. A l'un, il offrait le vicariat de Lucques; à l'autre, celui de Piombino; à un troisième, le choix entre les diverses châtellenies de l'État. Pendant toute la nuit, les magistrats et les citoyens lui furent amenés successivement, pour lui jurer fidélité. Le matin, il parcourut la ville avec une pompe ducale; les Anziani l'accompagnaient, et les soldats forçaient le peuple à le saluer du nom de doge.

Agnello, pour consolider son pouvoir, réunit seize familles de citoyens en une seule, dont il se déclara le chef. Tous les membres de cette corporation nouvelle devaient porter le titre de comtes, et les mêmes armoiries. Agnello donna à entendre qu'il déposerait sa dignité au bout d'une année, et qu'il ferait place à celui des comtes que le peuple élirait pour lui succéder. Mais personne ne suivit mieux le conseil du comte de Montéfeltro au pape Boniface (1). Il promit pour se faire des partisans; et il n'accomplit pas ses promesses pour demeurer leur maître. Bientôt il abandonna le titre de doge usité déjà dans deux républiques maritimes, pour s'attribuer celui de seigneur : il s'entoura de la pompe la plus ridicule; il ne se montra plus au peuple qu'avec le sceptre d'or à la main, et le drap d'or suspendu sur sa tête; il exigea enfin qu'on lui présentât à genoux les suppliques qu'on voulait lui remettre, quoiqu'on n'eût encore donné cette marque de soumission à d'autres qu'aux papes et aux empereurs (2).

(1) *Lunghe promesse coll' attender corto.*
DANTE, Inferno.

(2) *Filippo Villani*, c. 101, p. 765. — *Cronica di Pisa*, p. 1046. — *Tronci*

Pendant ce temps, Pierre d'Albizzo de Vico, l'ambassadeur des Pisans au congrès de Pescia, s'empressait de terminer les différends de sa patrie avec les Florentins. La paix fut signée le 17 août 1364. Les anciennes franchises accordées aux marchands de Florence, dans le port de Pise, furent toutes renouvelées; le château de Piétrabona, qui avait été la première cause de la guerre, fut cédé aux Florentins par les Pisans : les autres châteaux, pris de part et d'autre, furent rendus mutuellement; et les Pisans s'engagèrent à payer en dix ans, aux Florentins, cent mille florins d'or, pour les frais de la guerre, savoir : dix mille chaque année, la veille de la fête de saint Jean, protecteur de Florence (1).

Annali di Pisa, p. 412. Mais ce dernier, comme de coutume, est court et peu satisfaisant.

(1) *Filippo Villani*, c. 102, p. 707. — *Scipione Ammirato*, L. XII, p. 648.

CHAPITRE XX.

PONTIFES D'AVIGNON. — URBAIN V VEUT RAMENER LE SAINT-SIÉGE A ROME. — SECONDE EXPÉDITION DE CHARLES IV EN ITALIE; IL CAUSE, A PISE, LA RUINE DE GIOVANNI AGNELLO, ET, A SIENNE, CELLE DES DOUZE. — IL EST CHASSÉ DE CETTE DERNIÈRE VILLE. — IL REND A LUCQUES SA LIBERTÉ. — 1363 A 1369.

Le pape Innocent VI était mort à Avignon, le 12 septembre 1362: et le conclave lui avait donné pour successeur Guillaume Grimoard, abbé de Saint-Victor de Marseille, qui n'était point cardinal. Ce pontife, qui prit le nom d'Urbain V, était déjà le sixième parmi ceux qui siégèrent à Avignon. Clément V avait le premier transporté le saint-siége en France, en l'année 1305. Après lui, Jean XXII, Benoit XII, Clément VI et Innocent VI, avaient continué à vivre dans l'exil, loin de leur capitale et de leur troupeau. Pendant une résidence de soixante ans, les pontifes et leur cour s'étaient établis dans Avignon, comme s'ils ne devaient jamais quitter cette ville; ils en avaient acheté la souveraineté de Jeanne de Naples, comtesse de Provence: ils y avaient bâti des palais magnifiques, pour l'habitation du pape et de ses prélats; et ils avaient de l'affection pour un séjour où aucun désir de liberté parmi le peuple, aucune disposition turbulente parmi les nobles ne troublait leur tranquillité, et n'inquiétait leur mollesse. Le collége des cardinaux n'était presque plus composé que de Français; Urbain V était de la même nation, et passait pour être attaché à son pays natal, autant qu'aucun de ses compatriotes; le roi de France désirait vivement retenir la cour pontificale dans ses États; en sorte qu'il était difficile de prévoir comment les papes pourraient jamais retourner à leur ancien siége.

Cependant le séjour des pontifes à Avignon avait eu l'influence

la plus pernicieuse sur les mœurs de l'Église, sur sa politique, sur son repos et sur sa foi. La corruption des prélats, la vie déshonnête et scandaleuse des jeunes cardinaux, élevés à la pourpre par la faveur ou l'intrigue, la licence universelle dans la ville, étaient tellement notoires, qu'on ne désignait plus Avignon que par le nom de Babylone occidentale. Cette épithète ne se trouve pas seulement dans les amères invectives de Pétrarque, mais dans les lettres et les écrits des hommes les plus modérés et les plus religieux du quatorzième siècle. Avignon contenait l'écume des Italiens et des Français; les intrigants de chaque nation venaient y chercher fortune; ils avaient apporté avec eux les défauts les plus odieux de leurs compatriotes; le peuple et la cour d'Avignon s'étaient fait des mœurs de ce qu'on regardait comme des vices chez les autres nations. Dans les siècles précédents, on avait déjà reproché à la cour de Rome son ambition démesurée, sa dissimulation, son avarice et son ingratitude; mais pendant le séjour des papes en France, on la vit encore devenir vénale et perfide dans l'administration des peuples, servile dans ses rapports avec la cour de France, licencieuse et intempérante dans la vie privée de ses prélats. Parmi les papes eux-mêmes, Clément VI ne fut pas à l'abri du reproche de mauvaises mœurs (1).

Les Italiens, que leurs gouvernements se sont efforcés de rendre superstitieux, sont les moins enclins de tous les peuples à la crédulité. Le mysticisme, de même que l'imagination rêveuse, appartiennent aux climats où l'homme souffre, sous une température ou brûlante ou glacée. Dans les déserts de la Thébaïde, ou sur les sables du Gange, aux bords de la Baltique, ou parmi les rochers d'Écosse, on peut trembler devant le principe du mal, qui ne laisse jamais oublier son pouvoir; on peut offrir, en hommage à la Divinité, des douleurs qui semblent le partage de l'espèce humaine; mais devant qui tremblerait-on en Italie, où tout sourit à l'homme? Comment toutes les pensées se tourneraient-elles vers une autre vie, quand celle dont on jouit est si douce?

Dans le quatorzième siècle, les Italiens joignaient un esprit d'observation très-exercé à une grande habitude de se mêler avec des peuples d'autre croyance. Le mépris qu'ils avaient conçu pour

(1) *Franc. Petrarcæ Epistolæ sine titulo*, p. 795, 800, etc.

la cour d'Avignon leur avait fait secouer presque absolument le joug de l'Église romaine; tandis que, dans le même temps, les esprits étaient restés bien plus soumis en France, et que le fanatisme persécuteur y reparaissait souvent avec des forces nouvelles. A Paris, en Dauphiné, et dans diverses provinces de France, on brûla, en 1373, un grand nombre d'hérétiques; leurs sectes différentes, toutes punies par des supplices également atroces, étaient désignées par les noms de Turlupins, de Béguins, de Lollards et de Vaudois (1). Mais en Italie, l'enthousiasme qui faisait naître les hérésies, et le fanatisme qui les punissait, étaient également éteints : l'indifférence avait pris leur place.

Les Visconti, pendant les longues guerres qu'ils avaient soutenues contre l'Église, s'étaient vengés des excommunications des papes sur les prêtres de leurs États; plus ils étaient frappés de censures ou d'interdits, plus ils redoublaient les impositions extraordinaires qu'ils levaient sur le clergé. Les tyrans de Romagne n'avaient pas tenu plus de compte des foudres de l'Église, ou des croisades prêchées contre eux; leur élévation ou leur chute étaient la conséquence de la lutte entre l'ambition et la liberté, ou bien des sentiments d'amour, de haine ou de vengeance, qui paraissaient héréditaires dans quelques familles : jamais la religion n'y avait de part. Les Siciliens, depuis leurs fameuses Vêpres, ne furent jamais en paix avec l'Église, pendant un espace de quatre-vingts ans. Leurs princes de la maison d'Aragon ne se montrèrent pas moins indifférents qu'eux aux excommunications des papes. D'un bout à l'autre de l'Italie, les peuples et les gouvernements avaient cessé de craindre les censures et les punitions ecclésiastiques.

Dans les écoles, la philosophie d'Aristote avait été universellement adoptée; elle y avait été introduite, unie aux commentaires d'Averroès. Le philosophe grec, en supposant une âme unique qui anime tous les hommes, détruit la croyance en une Providence et la moralité des actions. Mais le commentateur arabe avait attaqué la religion plus directement encore : il avait opposé sa triste doctrine à l'islamisme où il était né, au christianisme et au judaïsme qu'il avait étudiés; et il avait dirigé, contre les catholiques, ses

(1) *Raynaldi, Annal. eccles.*, *an.* 1373, § 19, p. 520.

sarcasmes aussi bien que ses raisonnements. Pétrarque cherchait presque seul à résister au torrent des incrédules; mais la secte qu'il combattait dans ses écrits philosophiques et ses lettres (1) jouissait d'une pleine liberté, et montrait chaque jour plus de hardiesse. A peine croyait-on les anciennes doctrines bonnes encore pour le peuple; et la religion, presque incompatible avec une semblable philosophie, perdait toute influence sur la conduite des hommes.

Les prélats, plongés dans une débauche dont des lettres de Pétrarque font la peinture le plus révoltante (2), avaient autant perdu leur esprit de domination que les peuples l'habitude de leur obéir. Servilement soumis à la cour de France, ils ne sentaient pas même combien leur dépendance était honteuse. On ne retrouvait plus en eux ce sentiment de leur supériorité sur un monde dont ils s'écartent, ni cette abnégation qui maintient une religion vraie, et qui, lorsqu'elle se trouve dans une religion fausse, la rend encore respectable et utile aux hommes. Au lieu de ne considérer la terre que dans ses rapports avec Dieu, les prêtres ne songeaient à Dieu qu'en raison de leurs intérêts sur la terre. La religion était devenue un moyen tout humain de gouvernement, un instrument que les despotes tenaient dans leurs mains, et qu'ils tournaient contre le peuple.

Une religion court toujours un grand risque, lorsqu'elle se donne un chef sur la terre; elle fait dépendre le respect qu'elle réclame d'une chance hasardeuse, de la vertu d'un seul homme; et l'Église se rend responsable de la conduite du pontife qui la représente. Dans les temps de persécution, il est vrai, elle a plus lieu d'espérer que de craindre de la conduite de son chef; car alors il s'anime du zèle même de son troupeau, et il ne se sent distingué des autres, que pour donner aux autres un plus bel exemple. Les premiers évêques de Rome, s'il faut en croire leur légende, avaient presque tous été des saints et des martyrs; mais depuis que l'Église avait triomphé, la légende elle-même n'avait plus accordé tant d'honneurs et de vertus à leurs successeurs. Le chef du

(1) *Epistolæ sine titulo*. Ep. ultima, p. 810.—Mémoires pour la vie de Pétrarque, de Sade, T. III, L. VI, p. 757.

(2) Dans presque toutes les lettres du livre *Epistolarum sine titulo*.

clergé, dépositaire de son pouvoir, ne put éviter d'être entraîné par les intérêts temporels de son administration, et de faire servir la religion à la politique. C'est la plus grande dégradation à laquelle une autorité divine puisse être exposée. Le plus noble et le plus désintéressé des sentiments du cœur humain, un sentiment de dévouement et de sacrifices, est ainsi changé en un lâche calcul d'égoïsme et de fraude.

[1360] Cependant si une religion, devenue dominante, doit avoir un chef; si elle doit confier une autorité, presque sans bornes, sur les consciences, à un homme seul, il faut au moins que cet homme soit indépendant. C'est une espèce d'indépendance que celle qu'assure l'enthousiasme au milieu des persécutions : le martyr est au-dessus des rois, puisqu'il méprise leurs ordres, et qu'il ne craint pas leurs bourreaux. Mais lorsque l'enthousiasme a cessé, le chef d'une religion ne sera qu'un sujet, s'il n'est pas souverain. Il est vrai que l'administration d'un État convient mal à un prêtre, qu'elle l'éloigne des pensées qui devraient l'occuper, des mœurs mêmes qu'il devrait avoir; mais la servitude lui convient moins encore. Le pontife souverain sera indépendant des rois; et il rachètera souvent, par sa hardiesse à blâmer leur conduite, les torts de la sienne propre : il réprimera, comme firent toujours les papes, les mauvaises mœurs dont l'exemple est si pernicieux lorsqu'il est donné sur le trône; il citera quelquefois au tribunal de Dieu tel roi, pour être un faussaire; tel prince, pour être un impudique ou un assassin (1). Au travers de leurs passions injustes et de leurs haines implacables, les Innocent et les

(1) Cette indépendance que la souveraineté donne aux papes ne peut pas, il est vrai, appartenir à toutes les périodes de la civilisation. Elle fut entière durant une partie du moyen âge, lorsque aucun souverain n'avait de grands trésors ou de grandes armées, et qu'un potentat pouvait être arrêté une année au siége d'un misérable château; cet équilibre une fois rompu, le pape ne fut plus qu'un petit prince entre des rivaux puissants, et les provinces qui dépendaient de lui ajoutèrent encore à sa servitude. On n'est pas sûr de faire fléchir un religieux en le persécutant, mais bien un petit prince en lui faisant la guerre. Dès lors la puissance temporelle des pontifes, au lieu de défendre la spirituelle, a servi au contraire à l'enchaîner; et lorsqu'on a condamné des provinces autrefois florissantes à languir sous la fatale administration des prêtres, on n'a pas seulement sacrifié leurs habitants à un prétendu avantage européen, on a soumis encore le gardien de la foi à toute armée qui peut envahir ses frontières, à toute flotte qui peut menacer ses rivages.

Alexandre, lorsqu'ils frappèrent des armes de l'Église les rois de France et d'Espagne, d'Allemagne et d'Angleterre, rappelèrent du moins aux peuples que les souverains, non moins que les sujets, sont punissables pour leurs forfaits.

Lorsque la cour de Rome, transportée au delà des monts, fut devenue française, elle cessa d'exprimer ainsi le vœu des peuples ou des générations à venir. Elle couvrit de ses voiles les scélératesses de Philippe le Bel; et elle lui fournit d'infâmes prétextes pour le massacre des Templiers. Elle fit avec ses successeurs de honteux marchés sur les biens de l'Église, sous le prétexte d'une croisade qu'elle n'avait point intention de mettre jamais en mouvement. Elle trahit les chrétiens orientaux par de fausses espérances; elle les invita à prendre les armes, et les abandonna ensuite, sans secours, au fer des Musulmans (1).

Le pape Clément VI, au lieu d'ouvrir à Philippe de Valois tous les trésors de l'Église, au nom d'une guerre sacrée à laquelle il ne songeait pas, aurait dû être animé du courage que le frère André d'Antioche, religieux italien qui revenait de la terre sainte, manifesta dans cette occasion. Il arrêta par la bride le cheval du roi. « Es-tu, lui dit-il, ce Philippe de France qui a promis à Dieu et à » la sainte Église de marcher avec ses forces à la délivrance de la » terre où le Christ, notre Sauveur, a répandu son sang divin pour » notre rédemption? » Philippe, frappé de la physionomie imposante du religieux, répondit que c'était lui-même. « Si tu l'as pro- » mis de bonne foi et avec une intention pure, reprit le frère » André, je prie ce Sauveur béni de diriger tes pas à une pleine » victoire, de te faire prospérer toi et ton armée, et de te réserver » la gloire de purger le lieu vénérable des abominations des infi- » dèles. Mais si, après avoir commencé et publié cette entreprise, » à l'occasion de laquelle une foule de chrétiens orientaux ont » déjà subi la mort dans d'affreux tourments, tu n'as point inten- » tion de la poursuivre; si tu as trompé la sainte Église de Dieu, » que la colère et l'indignation divine descendent sur toi, sur ta » maison, sur ta postérité et ton royaume; que le fléau de la justice » céleste s'appesantisse sur toi et tes successeurs, aux yeux de tous » les chrétiens, et que le sang des innocents, déjà répandu à l'oc-

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 1 et seq., p. 403.

» casion du bruit que tu as faussement fait courir, crie vengeance » à Dieu contre toi (1)! »

Ce n'est pas que les papes français ne traduisissent aussi en jugement les princes avec lesquels ils étaient en guerre. On les vit reprocher aux Visconti leurs crimes, non point avec le langage élevé qui convient aux ministres de Dieu sur la terre, mais avec l'emportement d'un ennemi acharné. Urbain V, dans une bulle qu'il publia contre Bernabos, le désignait par le nom de *fils de perdition, animé d'un esprit diabolique* (2); et il dévoilait toute la turpitude de ce tyran odieux. Mais ce n'étaient pas les crimes, c'étaient les conquêtes de Bernabos que le pape voulait punir : aussi, dès qu'il eut obtenu de lui la restitution de quelques châteaux dans le Bolonais, il le reçut de nouveau en grâce et le releva de toutes les censures prononcées contre lui.

L'asservissement des papes d'Avignon à la cour de France excitait les réclamations de tout le reste de l'Europe. On accusait les tribunaux ecclésiastiques de partialité, les légats et les gouverneurs nommés par le pape, de vénalité; l'Église entière, de corruption. Tous les évêques étaient tenus de résider auprès de leur troupeau; et cette obligation était sans cesse rappelée par les hommes religieux au grand évêque, qui aurait dû donner aux autres l'exemple de la discipline. Le blâme de toute la chrétienté retombait sur son chef. Cependant les abus s'affermissant par le laps du temps, l'Église n'aurait peut-être jamais été ramenée d'Avignon à Rome, si la première de ces villes avait continué d'offrir aux papes un asile impénétrable, que les gens de guerre ne pouvaient violer, et que les révolutions du reste de l'Europe ne pouvaient ébranler. Mais les Valois, pendant leur règne désastreux, ne garantirent plus à la cour pontificale la paix dont elle avait joui en Provence, en échange de sa liberté.

La guerre avec les Anglais désolait depuis longtemps le royaume de France; les perfidies de Charles le Mauvais, roi de Navarre, la Jaquerie, ou la révolte des paysans contre les nobles, et surtout les compagnies d'aventure, avaient achevé de ruiner les provinces. Avignon avait été menacé à la fois par trois de ces trou-

(1) *Matteo Villani*, L. VII, c. 3, p. 407

(2) *Raynaldus, Annal. eccles.*, ann.1362, § 12, p. 418

pes associées pour le brigandage. Les bourgeois de la ville et les courtisans du pape avaient été forcés, à plusieurs reprises, sous le pontificat d'Innocent IV, de prendre les armes pour défendre leurs murailles : plus souvent encore la cour s'était rachetée du pillage par de grosses contributions. L'Europe entière, au lieu de plaindre les prélats dans cette conjoncture, se réunissait pour blâmer le pape de son séjour dans une terre d'exil. Pétrarque, dont le nom seul était devenu une puissance, ne laissait pas échapper une occasion de rappeler les évêques de Rome au troupeau particulièrement confié à leurs soins; les lettres quelquefois éloquentes, et toujours hardies, qu'il leur adressait dans ce but, circulaient dans toute l'Europe. Urbain V, déterminé par de si pressants motifs, déclara, au moment de son élection, qu'il serait content d'avoir rétabli le saint-siége à Rome, dût-il mourir le lendemain (1); et, en effet, il ne tarda pas à s'occuper de l'exécution de ce projet.

[1365] Ce fut avec l'empereur Charles IV qu'Urbain concerta son retour dans la capitale de la chrétienté. Ce monarque vint à Avignon au mois de mai 1365, sous prétexte de prendre avec le pape des mesures pour mettre en mouvement une nouvelle croisade. Les progrès des Turcs en Europe commençaient alors à faire désirer que tous les princes catholiques se réunissent pour défendre la Grèce et le Levant contre les ennemis de la foi. La politique aurait approuvé cette guerre sacrée autant que la religion (2). Mais tous les efforts des souverains et des prêtres, toutes les sollicitations de Pierre de Lusignan, roi de Chypre, qui était venu visiter les cours de l'Occident pour obtenir quelques secours, ne purent ranimer un enthousiasme éteint depuis plus d'un siècle. Le roi de Chypre repartit pour le Levant avec une poignée de croisés. A leur tête, il surprit Alexandrie d'Égypte, le 3 octobre 1365. Cependant il ne se sentit pas assez fort pour essayer de garder cette place, et il l'évacua aussitôt (3).

Le pape désirait bien plus l'abaissement de ses ennemis en Italie que la défaite des infidèles. L'empereur saisissait avec plaisir

(1) *Matteo Villani*, L. XI, c. 26, p. 709.
(2) *Rayn.*, *Ann. eccles.*, 1365, § 1, p. 441
(3) Fleury, Histoire ecclésiast., L. XCVI, c. 51.

l'occasion de retourner dans un pays où il avait déjà amassé des sommes d'argent considérables. L'un et l'autre annonçaient l'intention de chasser de l'Italie les bandes de brigands qui la désolaient. La compagnie allemande d'Anichino Baumgarten, et la compagnie anglaise de Jean Hawkwood, dévastaient tour à tour la Toscane et l'État de l'Église. La jalousie qui régnait entre elles avait permis de les opposer l'une à l'autre, mais les peuples souffraient autant de la part de celle dont ils recherchaient l'alliance, que de celle qu'ils voulaient combattre (1). La compagnie de l'Étoile, que les Florentins avaient appelée de Provence, pour faire la guerre aux Pisans, et celle de Saint-Georges, qu'Ambroise, fils naturel de Bernabos Visconti, avait formée (2), entrèrent à leur tour dans l'État de Sienne et de Pérouse, pour y lever des contributions. Un tel brigandage ne pouvait être souffert plus longtemps; et l'Italie apprit avec joie que le pape et l'empereur s'étaient engagés à y mettre un terme.

[1366] Le cardinal Albornoz, sur la demande d'Urbain V, fit préparer un palais à Viterbe, pour la demeure du pontife, pendant l'été (3). Il fit aussi relever les édifices de Rome, qui tombaient en ruine; et il accepta, pour reconduire la cour des bouches du Rhône à celle du Tibre, les galères de Venise, de Gênes, de Pise, et de la reine de Naples.

Les deux chefs de la chrétienté s'étaient donné rendez-vous en Italie, pour le mois de mai 1367; mais Charles IV fut obligé, par les affaires d'Allemagne, de différer son expédition d'une année. Urbain V partit d'Avignon le dernier jour d'avril, avec plusieurs de ses cardinaux, qui, bien qu'à regret, avaient consenti à le suivre; d'autres prirent la route de Turin, mais il y en eut cinq qui refusèrent de quitter la Provence (4).

Urbain relâcha le 23 mai à Gênes; et les deux partis qui divisaient cette république parurent se disputer à qui l'honorerait davantage (5). Simon Boccanégra, le premier doge de Gênes, était mort en 1363, empoisonné, à ce qu'on assurait, dans un repas

(1) *Cronica d'Orvieto*, T. XV, p. 688.
(2) *Cronica Sanese*, p. 187.
(3) *Raynaldi*, *Ann. ecclesiast.*, 1366, § 20, p. 402.
(4) *Petrarcæ Rerum Senilium*, L. IX, ep. 2, p. 947.
(5) *Vita Urbani V, ex Bosqueto*, T. III, P. II, *Rer. Ital.*, p. 617.

donné au roi de Chypre. Tandis que ce magistrat luttait entre la vie et la mort, le peuple avait pris les armes; il avait arrêté les parents de Boccanégra, et élu Gabriel Adorno pour doge. Ce dernier était un marchand, de famille plébéienne, mais gibeline; il déploya des talents et un caractère propres à lui assurer, pendant le reste de sa vie, la direction du parti gibelin (1).

La faction opposée, ou des Guelfes, avait pour chef Léonard de Montalto, qui prétendait aussi à la place de doge. En 1365, il avait été forcé de sortir de la ville, avec ses adhérents, et il faisait la guerre à sa patrie (2), lorsque le passage du pape à Gênes réconcilia pour un peu de temps les deux partis.

Le cardinal Égidio Albornoz vint attendre Urbain V sur la plage de Cornéto, où le pontife débarqua le 4 juin. Les députés du sénat et du peuple romain s'y trouvaient aussi; et ils offrirent au pape la *seigneurie* de Rome et les clefs du château Saint-Ange (3). La joie qu'occasionnait le retour du chef de la religion en Italie pouvait seule porter les Romains à reconnaître un maître. Avec beaucoup moins de constance, de valeur et de vertu, que les habitants des villes de Toscane, ils étaient cependant agités par les mêmes passions. Leur ressentiment se dirigeait tour à tour contre la noblesse, et contre le pouvoir arbitraire d'un seul. En 1363, ils avaient créé un nouveau tribun, nommé Lello Pocadotta; c'était un homme de la lie du peuple, un cordonnier, qui avait profité de son pouvoir éphémère pour chasser tous les nobles de la ville. Mais l'approche de la compagnie du *Capelletto* avait jeté, peu après, les Romains dans un effroi inexprimable; ils avaient chassé leur tribun du Capitole, et ils s'étaient donnés à Innocent VI, à condition que celui-ci ne conférait aucune autorité dans leur ville au cardinal Albornoz (4). Sous le règne d'Urbain V, ils avaient déjà été agités par d'autres révolutions moins dignes encore d'être connues.

L'homme sur lequel Urbain comptait le plus pour administrer

(1) *Georgii Stellæ, Annales Genuens.*, T. XVII, p. 1096.

(2) *Ibid.*, p. 1100.

(3) *Vita Urbani V, ex Bosqueto*, p. 618. — *Cronica d'Orvieto*, T. XV, p. 601.

(4) *Matteo Villani*, L. XI, c. 25, p. 700. *Tu che leggi*, s'écrie Villani, *ed hai letto le altre maravigliose cose che feciono i buoni Romani antichi, e tocchi queste in comparazione, non ti fia senza stupore d'animo.*

les États de l'Église, était ce même cardinal Albornoz, qui, dans une légation de quatorze ans, avait reconquis et soumis au saint-siége la totalité du domaine ecclésiastique. Albornoz, à son arrivée en Italie, n'avait trouvé que les deux châteaux de Montéfiascone et Montéfalco, qui fussent demeurés fidèles au pape (1); tandis qu'à l'arrivée d'Urbain, toutes les villes de la Romagne, de la Marche, de l'Ombrie et du Patrimoine, obéissaient au saint-siége. Le pape ayant demandé compte au cardinal de l'argent qu'il avait dépensé durant sa longue administration, celui-ci lui envoya, en réponse, un chariot complétement chargé des seules clefs des villes et châteaux qu'il lui avait soumis (2). Mais à peine Urbain était-il de retour en Italie, qu'Albornoz mourut à Viterbe, le 24 août 1367. Il emporta les regrets de la cour de Rome, et ceux des peuples qui avaient pardonné à ses rares talents l'union assez étrange des fonctions de général d'armée à celles de prélat (3).

Avant de mourir, ce grand politique avait rendu un dernier service au pape, en concluant pour lui une alliance avec tous les ennemis des Visconti. La ligue qui fut signée à Viterbe, le dernier juillet, et publiée le 5 août, comprenait l'empereur, le pape, le roi de Hongrie, et les seigneurs de Padoue, Ferrare et Mantoue (4). Bientôt la reine de Naples y entra aussi. Cette princesse avait perdu son mari, Louis de Tarente, le 26 mai 1362, et la même année, elle s'était remariée en troisièmes noces, au fils du roi de Majorque, Jacques d'Aragon, à qui elle n'avait point accordé le titre de roi.

Les frères Visconti se préparaient, de leur côté, à combattre cette coalition formidable. Ils étaient secrètement alliés à toutes les compagnies d'aventuriers qui ravageaient le pays. Le bâtard Visconti, fils de Bernabos, qui lui-même en avait formé une, rassembla toutes les autres à sa solde, et réunit ainsi la plus belle armée qu'on eût encore vue sur pied en Italie (5). Galéaz, le second

(1) *Vita Urbani V, ex Bosquelo*, p. 618.

(2) *Pompeo Pellini, Storia di Perugia*, 2 vol. in-4°, P. I, L. VIII, p. 1205.

(3) *Raynaldi, Annales eccles.*, 1367, § 15, p. 460. La ville d'Orviéto avait reconnu Albornoz pour son seigneur direct à la mort du légat, elle se donna au pape, par délibération du conseil général, sans stipuler la réserve de ses libertés. *Cronica d'Orvieto*, p. 692.

(4) *Raynaldi, Annales eccles.*, 1367, § 17, p. 460.

(5) *Bernardino Corio, Hist. Milan.*, P. III, p. 238.

frère Visconti, qui, depuis quelque temps, avait fixé sa résidence à Pavie, se préparait aussi, à sa manière, à combattre ses ennemis. Le faste et les vanités occupaient toutes ses pensées. Pétrarque, qui vivait à sa cour, applaudissait à sa magnificence et à la protection qu'il accordait aux arts et aux lettres : mais ses sujets gémissaient sous les impôts dont ils étaient accablés; ses ministres et ses soldats, qu'il laissait sans paye, le détestaient, et les villes qui dépendaient de lui n'étaient retenues sous son joug que par la terreur qu'inspiraient ses cruautés (1).

[1368] Galéaz attachait sa vanité à s'allier, par des mariages, aux plus grands rois de la chrétienté. Il fit épouser, au mois de mai, sa fille Violante, à Lionel, duc de Clarence, fils du roi d'Angleterre : pour déterminer ce prince à faire un tel mariage, il lui avait offert, avec sa fille, deux cent mille florins de dot, et la souveraineté de cinq villes du Piémont (2). Galéaz prétendait avoir pour but d'attacher plus fermement par ce mariage la compagnie anglaise à ses intérêts. En effet, Jean Hawkwood, à la tête de cette troupe formidable, entra sur le territoire de Mantoue, qu'il mit à feu et à sang. Mais bientôt le nœud de cette alliance avec les compagnies d'aventuriers fut rompu d'une manière inattendue : Lionel, duc de Clarence, mourut au bout de peu de mois, des suites de son intempérance.

Sur ces entrefaites, Charles IV arriva le 5 mai à Conigliano, avec une armée très-considérable : les alliés d'Italie allèrent l'y joindre, et il se trouva à la tête de forces bien supérieures à celles des Visconti (3). Mais Hawkwood arrêta quelque temps cette armée dans l'État de Mantoue, en rompant les digues de l'Adige, qui inonda le camp de l'empereur (4). De son côté, Bernabos, qui connaissait l'avarice de Charles IV, profita de ce retard pour lui faire accepter des présents considérables; il l'engagea ainsi à entrer en

(1) *Petri Azarii Chronicon*, c. 14, p. 402.

(2) Alba, Cunéo, Cérastro, Mondovi et Braida. Les noces furent célébrées avec une magnificence sans exemple. La cour était distribuée à plusieurs tables, selon le rang des personnages; mais Pétrarque fut admis à celle des princes souverains. *Bernardino Corio, Stor. Milanesi*, P. III, p. 239.

(3) La Chronique de Plaisance (T. XVI, p. 509) prétend qu'il commandait à cinquante mille chevaux; ce qui peut être vrai, s'il avait dans son armée beaucoup de troupes légères et de Hongrois.

(4) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 491.

négociations pour la paix, et à licencier son armée. Les troupes impériales, pendant trois mois qu'elles séjournèrent en Italie, ne purent pas réduire le plus petit château des Visconti, ou de Can Signore della Scala, leur allié : elles avaient ruiné les seigneurs de Mantoue et de Ferrare, amis de Charles IV; et elles furent renvoyées honteusement, sous la seule condition que les Visconti rendissent aux Gonzague le château de Borgoforte qu'ils leur avaient enlevé (1).

La surprise et l'indignation de l'Italie entière furent extrêmes à la nouvelle de ce honteux traité. Cinquante mille hommes avaient été rassemblés des extrémités de la Bohême au royaume de Naples, et de la Hongrie à la Provence, pour délivrer l'Italie de la tyrannie des Visconti et des brigandages des compagnies; et cette formidable coalition était dissoute par son chef, comme si elle avait atteint son but par la restitution d'un misérable château. Cependant Charles IV, indifférent au blâme, lorsqu'à ce prix il pouvait amasser de l'argent, s'avançait vers la Toscane, avec les faibles restes de son armée.

L'empereur était appelé dans cette province par les sollicitations des Lucquois. Ce peuple, opprimé par les Pisans, qu'il détestait, avait consacré à Charles IV son affection et son respect, dès le temps où ce monarque, alors prince de Bohême, gouvernait Lucques au nom de son père le roi Jean (2). Plusieurs Guelfes de cette ville, forcés à émigrer, avaient acquis de grandes richesses dans le commerce de France, et ils offraient à l'empereur de payer au plus haut prix la liberté que ce monarque pouvait leur rendre.

Giovanni Agnello, seigneur de Pise, traitait de son côté avec Charles IV; il désirait l'engager à confirmer le titre de doge qu'il avait usurpé; il le voyait avec inquiétude s'approcher à la tête de douze cents gendarmes, et il s'apercevait déjà que l'attente d'une révolution donnait de la hardiesse aux mécontents, et lui faisait rencontrer de l'opposition jusque dans son propre conseil. Il exigea la promesse que Charles le constituerait vicaire impérial à Pise, et qu'il confirmerait ainsi son autorité; à ce prix, il consentit à re-

(1) *Bernard. Corio, Storia di Milano*, P. III, p. 241 — *Chron. Estense*, T. XV, p. 491.

(2) *Beverini, Annal. Lucenses, Mss. ex archivio Lucense*, L. VII, p. 958.

noncer à la conquête la plus importante qu'eût faite la république de Pise, à celle pour la défense de laquelle des factions ennemies s'étaient plus d'une fois réconciliées. Le 23 août 1368, il consigna Lucques à Marcovald, évêque d'Auguste, qui en prit possession au nom de l'empereur. Cette ville était demeurée soumise aux Pisans depuis le 6 juillet 1342 (1).

Charles IV fit son entrée à Lucques le 5 septembre. A quelque distance de cette ville, il avait rencontré Giovanni Agnello, et il l'avait armé chevalier; honneur que le seigneur de Pise avait rendu aussitôt à deux de ses neveux et à plusieurs de ses compatriotes. Le monarque, le doge et les nouveaux chevaliers, en rentrant à Lucques, montèrent sur des échafauds qu'on avait élevés autour de la place de Saint-Michel; c'est là qu'Agnello devait être déclaré vicaire impérial, en présence du peuple : mais tout à coup l'échafaud sur lequel il était monté croula sous le poids de ceux qu'il portait; plusieurs furent tués par leur chute, et Agnello eut la cuisse cassée. Le tyran, retenu dans son lit, ne pouvait plus inspirer de crainte. Les amis de la liberté à Pise prirent aussitôt les armes, sous la conduite de Pierre d'Albizzo de Vico; les cris de *vive l'empereur et meure le doge!* retentirent dans toutes les rues; la garde ducale fut forcée; le palais du conservateur pillé, et de nouveaux Anziani furent élus pour gouverner la république selon ses anciennes lois. A la nouvelle de cette révolution, tous les exilés rentrèrent dans Pise, à la réserve de Pierre Gambacorti; tandis qu'Agnello, retenu dans son lit à Lucques, se détermina le surlendemain à se dépouiller de tous les droits qu'il pouvait avoir à la seigneurie, après l'avoir conservée un peu plus de quatre ans (2).

Charles IV ne se hâtait point de rendre à Lucques sa liberté; il regardait cette ville comme une résidence sûre et commode, d'où il pouvait étendre ses intrigues dans les républiques de Toscane, y acquérir de nouveaux droits, ou tout au moins en retirer de l'argent. Bientôt une révolution, que son approche avait fait éclater à

(1) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1048. — *Paolo Tronci, Ann. di Pisa*, p. 417. — *Beverini, Annales Lucensium*, L. VII, p. 959.
(2) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1050. — *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 960.

Sienne, lui fournit l'occasion qu'il cherchait de vendre sa protection.

Lorsque l'empereur avait passé à Sienne, treize ans auparavant, un mouvement populaire qu'il avait favorisé avait exclu du gouvernement l'oligarchie dominante. Dès lors les riches marchands qui avaient composé cette oligarchie avaient été déclarés incapables autant que la noblesse d'avoir part au gouvernement populaire. On avait fait dans l'État, d'eux et de leurs familles, un ordre séparé qu'on appelait le Mont des Neuf, à cause de la magistrature suprême qu'il avait occupée, et qu'on avait abolie en le dépouillant. Mais les bourgeois d'un état un peu inférieur, qui, après les Neuf, étaient parvenus à la nouvelle magistrature des Douze, avaient marché si exactement sur les traces de leurs devanciers, qu'ils s'étaient, comme eux, emparés sans partage du pouvoir suprême, et que le Mont des Douze, qu'ils avaient formé, n'était guère moins odieux au peuple que celui des Neuf.

Les Douze redoutaient surtout la haine de la noblesse; ils cherchèrent à faire renaître ses anciennes querelles pour l'affaiblir. Les deux illustres familles des Toloméi et des Salimbéni avaient été de tout temps à la tête des deux partis guelfe et gibelin à Sienne. Les Douze feignirent d'être divisés par les mêmes partis; et ils excitèrent ces deux familles à prendre les armes l'une contre l'autre, promettant à chacune de la seconder. Mais les nobles, dont la haine héréditaire était refroidie par les persécutions qu'ils éprouvaient en commun, s'avouèrent mutuellement les offres de secours que les magistrats leur avaient faites. Honteux d'avoir versé leur sang pour satisfaire la secrète jalousie des plébéiens, ils se concertèrent, pour se venger, par les mêmes artifices dont on usait envers eux. Ils affectèrent un redoublement de haine les uns contre les autres; ils firent venir de leurs terres leurs vassaux, et ils rassemblèrent dans leurs maisons des soldats, sans que les Douze missent aucune opposition à ces préparatifs qu'ils leur voyaient faire pour s'entre-détruire. Les nobles, cependant, avaient attiré à eux tous les chefs du Mont des Neuf, et plusieurs plébéiens mécontents; ils avaient rassemblé dans la ville huit mille hommes sous les étendards des deux armées guelfes et gibeline. Tout à coup ces deux armées se réunirent, le 2 septembre 1368; et leurs chefs demandèrent à la seigneurie la possession du palais et de tous les

lieux forts. Les Douze, surpris, ne purent pas même tirer l'épée pour leur défense : ils se retirèrent dans leurs maisons, et renoncèrent au gouvernement qu'ils avaient conservé pendant treize ans (1).

Les nobles, maîtres de la république, déclarèrent qu'ils voulaient rétablir à Sienne le gouvernement consulaire, sous lequel cette ville avait fleuri pendant le douzième siècle. Dans l'ordre de la noblesse, on distinguait cinq familles d'une haute antiquité, les Toloméi, Salimbéni, Piccolomini, Saracini et Malavolti. Cinq consuls furent pris dans ces cinq familles illustres, cinq autres dans le reste de la noblesse, et trois dans l'ordre des Neuf, qui fut de nouveau admis au gouvernement (2).

Mais le peuple, qui avait été longtemps en possession des magistratures, ne pouvait souffrir patiemment d'en être exclu; et, dans l'agitation d'une révolution récente, chaque parti recourut à l'empereur et le choisit pour arbitre. Charles accepta le rôle de médiateur avec empressement; il promit sa protection à tous les partis : mais il s'assura surtout des Salimbéni, déjà disposés à séparer leur cause de celle de leur ordre; et il fit partir en hâte, avec huit cents gendarmes, Malatesta Unghéro, l'un des seigneurs de Rimini, qu'il nomma vicaire impérial à Sienne.

Les nobles ne voulaient point ouvrir leurs portes à cette petite armée, avant d'avoir assuré leurs droits par un traité; mais le Mont des Douze et le peuple étaient plus empressés à se confier à l'empereur, parce qu'ils avaient moins à perdre. Nicolas Salimbéni, l'un des consuls, trahit ses collègues pour se réunir au peuple, et fit entrer, le 24 septembre, Malatesta Unghéro par la porte qui lui était confiée. La noblesse, quoique surprise, se défendit dans les rues, et ce ne fut qu'après avoir été vaincue dans plus de dix combats, soutenus de poste en poste, qu'elle sortit enfin de la ville et se retira dans ses châteaux (3).

Le peuple victorieux était appelé à donner une nouvelle forme au gouvernement, et à régler la distribution des droits politiques entre les divers ordres de l'État. Il ne crut point pouvoir abolir le

(1) *Cronica Sanese*, T. XV, p. 196.—*Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. VII, p. 129

(2) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 197.

(3) *Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. VII, p. 130.

passé, ou faire renoncer les citoyens à des affections et des passions qu'ils tenaient de leurs ancêtres, et auxquelles ils devaient leur force et leur importance. Les nouveaux législateurs reconnurent donc l'existence des deux Monts des Neuf et des Douze; ils en formèrent un troisième, où ils rangèrent les citoyens étrangers aux deux oligarchies précédentes. Cet ordre nouveau, plus nombreux que les deux autres, reçut, de la réforme qui lui donnait naissance, le nom de Mont des Réformateurs. La seigneurie fut composée de douze magistrats, dont trois furent pris de la première classe, quatre de la seconde et cinq de la troisième. La même proportion fut suivie dans la formation des deux conseils qui devaient seconder la seigneurie et compléter avec elle le gouvernement (1).

L'empereur, qui séjournait encore à Lucques, voyait avec plaisir les révolutions de Pise et de Sienne affaiblir ces deux républiques, et les préparer à se mettre sous sa dépendance. Il aurait bien voulu exciter aussi quelques troubles à Florence, pour intervenir à leur occasion dans le gouvernement de cette riche république et tirer d'elle quelque argent. Il avait fait aux ambassadeurs florentins des reproches amers de ce que la seigneurie avait occupé San-Miniato, Prato et Volterra, qu'il réclamait comme terres de l'empire; et, dès son arrivée à Lucques, il avait envoyé ses gendarmes occuper San-Miniato, et faire des courses sur le territoire florentin. Mais aussitôt que la république, résolue à défendre ses droits par les armes, eut soldé des gens de guerre, Charles se radoucit (2). Il se trouvait alors dans un besoin d'argent si pressant, qu'il avait mis en gage sa couronne à Florence même, pour seize cent vingt florins, et qu'il ne put la retirer qu'en empruntant cette somme des Siennois (3). Il abandonna donc ses prétentions, et partit pour Sienne, où il ne resta que peu de jours; de là il continua sa route vers Rome.

Le pape n'avait pas lieu d'être satisfait de la conduite de l'empereur, qui, en abandonnant tout à coup la guerre entreprise contre les Visconti, avait renversé toutes les espérances de l'Église :

(1) *Orlando Malavolti, Storia di Siena*, P. II, L. VII, p. 130.
(2) *Sozomeni Pistoriens. Histor.*, T. XVI, p. 1084. — *Leon. Aretino, Storia Fiorent.*, L. VIII.
(3) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 200.

mais Charles prit à tâche de se réconcilier avec Urbain, par la conduite la plus humble et la plus respectueuse; il parut n'avoir d'autre but, en se rendant à Rome, que d'abaisser la dignité impériale devant celle du pontife. Il s'arrêta d'abord à Viterbe pour le voir; puis, étant arrivé à Rome avant lui, il revint en arrière pour l'attendre à la porte Angélica; il s'avança à pied au-devant de lui : il prit le cheval d'Urbain par la bride, et le conduisit ainsi jusqu'au palais du Vatican. Les Romains, loin de s'enorgueillir des respects rendus à leur évêque, conçurent un profond mépris pour le monarque qui s'humiliait ainsi à ses pieds. L'empereur fit couronner sa quatrième femme par le pape; et, après avoir servi le pontife à la messe comme diacre, avec le livre et le corporal, il repartit de Rome, et reprit la route de Toscane (1).

A son retour à Sienne, le 22 décembre, il y trouva la discorde réveillée par les intrigues de Malatesta Unghéro, le vicaire qu'il y avait laissé. Pendant l'absence de l'empereur, les Douze avaient excité une nouvelle sédition, dans l'espérance de recouvrer leur ancienne autorité : mais le tumulte n'avait abouti qu'à procurer plus de pouvoir au Mont des Réformateurs; on avait ajouté trois nouveaux membres à la seigneurie; et on les avait pris dans cet ordre, le plus pauvre comme le plus nombreux. Les Douze, dupes, pour la seconde fois, de leurs propres intrigues, étaient plus irrités que jamais contre le gouvernement. Ils prêtèrent l'oreille avec empressement aux propositions secrètes de l'empereur, qui s'était engagé à vendre au pape Sienne et quelques autres villes de Toscane, et qui avait fait venir auprès de lui le cardinal Gui de Montfort, légat de Bologne, avec un gros corps de cavalerie, pour mettre ce marché à exécution (2).

Charles IV, assuré des Douze et des Salimbéni, demanda que la seigneurie le mît en possession des cinq châteaux les plus importants du territoire de Sienne (3), et que les gonfaloniers et les

(1) *Vita Urbani V*, *ex Bosqueto*, T. III, P. II, p. 622. — *Cronica d'Orvieto ad finem*, p. 694. — Le chroniqueur de Rimini dit de cet empereur : *E per certo, se io non li avessi promesso da principio di scrivere de la sua venuta, non avrei intinta questa carta, perche me ne vergogno, in suo servisio*, T. XV. p. 912.

(2) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 203.

(3) Massa, Montalcino, Grosséto, Telamone et Casole.

soldats de milice lui prêtassent serment de fidélité. Cette demande fut communiquée au conseil général, qui la rejeta à une grande majorité. Il refusa également d'augmenter le pouvoir des Douze, comme l'empereur l'avait demandé (1). Celui-ci, rebuté par ces deux refus, résolut de faire usage de la force. A son instigation, la faction des Douze prit les armes, de concert avec les Salimbéni, le 18 janvier 1369, pour chasser du palais trois citoyens de l'ordre des Neuf qui siégeaient dans la seigneurie. En même temps, Malatesta Unghéro s'avança sur la grande place avec sa cavalerie; et l'empereur, armé de toutes pièces, se mit à la tête du reste de ses gendarmes et de ceux de l'Église. Trois mille cuirassiers étaient alors réunis dans Sienne, sous les ordres d'un monarque étranger. Les trois seigneurs des Neuf, à qui l'ordre de sortir du palais avait été porté de la part de Malatesta Unghéro, s'étaient retirés en effet, malgré les instances de leurs collègues. Mais ceux-ci, restés seuls, ne perdirent point courage. Ils firent sonner le tocsin, et donnèrent ordre au capitaine du peuple, Mattéino Menzano, d'attaquer l'empereur à la tête des compagnies de milice.

Le palais public était déjà occupé en partie par les rebelles du parti des Douze et des Salimbéni; ils en furent chassés par le peuple furieux. Malatesta Unghéro était sur la place de la Fontaine avec huit cents gendarmes : sa troupe fut enfoncée, la plupart de ses chevaux furent tués, et il fut obligé de s'enfuir vers les palais des Malavolti, où il chercha à se fortifier. L'empereur, entouré de princes allemands, de ses capitaines, et de tout le reste de sa cavalerie, s'avançait vers le palais, et déjà il était arrivé jusqu'à *la croce del travaglio*, quand il fut attaqué impétueusement par les compagnies du peuple; sa troupe fut bientôt mise en désordre : celui qui portait l'étendard impérial fut tué, et Charles fut obligé de se retirer vers la place des Toloméi, où il se fortifia dans les palais de ces gentilshommes émigrés. Pendant plus de sept heures, il défendit ses retranchements; et, dans ce long combat, la perte fut très-considérable de part et d'autre. Une moitié des soldats de Charles étaient blessés, quatre cents hommes de marque avaient été tués à ses côtés; ses gendarmes avaient perdu plus de douze

(1) *Orland. Malavolti*, l. VII, p. 133.

cents chevaux, lorsqu'enfin l'enceinte qu'ils défendaient fut forcée, et le monarque réduit à s'enfuir dans les maisons des Salimbéni (1).

Pendant que le combat durait encore, la seigneurie avait fait rappeler ses trois collègues de l'ordre des Neuf, que la faction des Douze avait chassés du palais. Ils furent reconduits à leurs siéges au son des fanfares, couverts de guirlandes, et l'olivier à la main.

Le capitaine du peuple ne poursuivit point l'empereur dans les maisons des Salimbéni, quoiqu'il lui eût été facile de l'y faire prisonnier. Il crut devoir user avec modération de sa victoire sur le premier monarque de la chrétienté, et lui montrer des égards, dès l'instant qu'il n'avait plus à le craindre. Mais il le fit prier, par les Salimbéni, de sortir de la ville; et pour donner plus d'efficacité à cette prière, il fit publier, à son de trompe, la défense de fournir des vivres à lui, ou à personne de sa troupe.

« L'empereur, dit un historien siennois contemporain, était » demeuré seul, avec la plus grande peur qu'ait jamais eue au» cun misérable. Les yeux de tout le peuple armé étaient fixés sur » lui; il pleurait, il s'excusait, il embrassait ceux qui s'appro» chaient de lui; il assurait qu'il avait été trahi par Malatesta, » par le podestat, par les Salimbéni et les Douze; il racontait de » quelle manière, et quelles offres on lui avait faites. Francesco » Bastali, qu'il indiquait comme ayant eu part à cette négocia» tion, fut arrêté et livré au capitaine du peuple; on cherchait » également les autres traîtres. Cependant l'empereur traitait avec » la seigneurie et le peuple; il donna à la première le vicariat » perpétuel de l'empire dans la ville et son territoire. Il fit au » peuple de Sienne une quittance générale, et accorda beaucoup » plus de grâces qu'on ne lui en demandait. Tremblant comme il » l'était, et mourant de faim, il semblait avoir perdu la tête : il » voulait s'en aller, mais il ne le pouvait pas; car il n'avait plus » ni chevaux, ni argent, ni compagnie. A force de peines, le » capitaine lui fit recouvrer une partie de ce qu'il avait perdu (2). » Lorsque Charles eut enfin repris un peu d'assurance, il demanda

(1) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 205

(2) *Ibid.*, T. XV, p. 200. — F. M. Pelzel passe très-rapidement sur ces événements, et sur toute la seconde expédition en Italie de son héros. *Karl der Vierte Römischer Kaiser*, T. II, p. 811.

qu'en compensation de l'affront qu'on venait de lui faire, et des grâces qu'il avait accordées à la seigneurie, la république lui payât une contribution de vingt mille florins, en quatre ans. Les Siennois y consentirent, et lui payèrent le premier terme immédiatement, pour le mettre en état de sortir de leur ville.

Les Siennois avaient combattu avec vigueur pour la défense de leur liberté, au moment où ils avaient reconnu la trahison de leur hôtes : mais, malgré cet accord momentané, les factions qui les divisaient n'étaient point réconciliées; et dès que l'empereur fut parti, le 25 janvier, l'anarchie parut redoubler. Les nobles exilés faisaient la guerre à la république; les Douze et les Salimbéni s'étaient rendus odieux par leurs associations avec les ennemis de l'État : les Neuf et les Réformateurs s'efforçaient vainement de réconcilier des partis acharnés les uns contre les autres. La guerre se prolongea entre la ville et les campagnes, pendant une partie de l'été suivant; elle fut enfin terminée le 30 juin, par l'entremise des Florentins, dont tous les partis avaient invoqué la médiation. Les nobles furent rappelés à la ville, rétablis dans tous leurs droits, et rendus capables d'exercer toutes les magistratures, excepté la seigneurie. Les autres ordres continuèrent à partager les offices supérieurs, dans une proportion fixée par les lois (1).

L'empereur, en partant de Sienne, avait eu d'abord l'intention de se rendre à Pise; mais, informé que cette ville était sous les armes, il craignit d'y être exposé à une sédition semblable à celle à laquelle il échappait, et il se rendit droit à Lucques, par Vico Pisano.

Les Pisans, après avoir renversé le gouvernement d'Agnello, avaient flotté quelque temps entre diverses factions; et l'anarchie les aurait bientôt, peut-être, rejetés dans la servitude, si les plus vertueux citoyens, d'accord avec les gentilshommes, ne s'étaient associés pour maintenir, les armes à la main, la tranquillité et la liberté. Cette ligue prit le nom de compagnie de Saint-Michel; elle se trouva bientôt forte de quatre mille combattants; et elle prit l'engagement de demeurer indépendante entre les Bergolini et les Raspanti. Dès que l'ordre eut été rétabli dans Pise, par la

(1) *Malavolti, Storia di Siena*. P. II, L. VIII, p. 137.

vigueur de la compagnie de Saint-Michel, une clameur générale, que la crainte avait réprimée jusqu'alors, s'éleva contre les Raspanti. La ruine du commerce, la guerre avec les Florentins, l'accroissement des impôts, la tyrannie de Giovanni Agnello, et la perte de Lucques, avaient été les conséquences fatales de leur administration. Si la république leur pardonnait tant de fautes, quelles étaient donc celles qu'elle s'obstinait à punir dans Pierre Gambacorti? lui dont les parents avaient péri, treize ans auparavant, victimes d'une sentence injuste; et dont l'empereur avait sans doute reconnu lui-même l'innocence, puisqu'il venait d'admettre de nouveau cet illustre exilé dans sa faveur. En effet, Charles IV avait promis sa protection à Pierre, qu'il avait rencontré à Calcinaia, et de qui il avait reçu un présent de dix mille florins (1).

A l'intercession des deux chefs de la compagnie de Saint-Michel, la sentence contre les Gambacorti fut annulée, et Pierre fut rappelé dans sa patrie avec ses enfants. Ils y rentrèrent le 24 février, portant à leurs mains des branches d'olivier, tandis que leurs concitoyens faisaient retentir les rues de cris de joie, et que les cloches de la ville sonnaient en actions de grâces. Pierre Gambacorti, parvenu à la cathédrale, fit, au nom de tous les émigrés, son offrande au pied du grand autel. Il prêta ensuite serment de maintenir l'État populaire, de vivre en bon citoyen parmi ses égaux, d'oublier enfin et de pardonner toutes les anciennes injures (2).

Mais tous les Bergolini n'avaient pas renoncé à leur vieille rancune. Le surlendemain de Pâques, plusieurs d'entre eux prirent les armes, et attaquèrent les maisons des Raspanti, où ils voulaient mettre le feu. La moitié de la ville aurait peut-être été brûlée, si Pierre Gambacorti n'était pas accouru pour défendre ses ennemis, et n'avait pas repoussé les incendiaires. *J'ai bien pardonné*, leur disait-il, *moi*, *dont les parents ont péri sur l'échafaud; de quel droit, vous autres, refuseriez-vous de pardonner?* Gambacorti arrêta en effet les combattants; mais il n'empêcha pas que le

(1) *Bernardo Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 748. — *Paolo Tronci, Annali Pisani*, p. 421.

(2) *Bernardo Marangoni*, *Cron. di Pisa*, p. 749. — *Tronci*, *Annali Pisani*, p. 424. Ce dernier est très-partial pour les Raspanti

gouvernement ne fût changé. Le parti des Raspanti fut exclu de l'administration, toutes les places furent données aux Bergolini, et la compagnie de Saint-Michel fut dissoute du consentement de ses chefs (1).

Il restait néanmoins encore aux Raspanti une porte fortifiée, celle aux Lions, que les partisans de Giovanni Agnello n'avaient jamais évacuée. D'autres Raspanti s'étaient rassemblés à Lucques, auprès de Charles IV, et cherchaient à persuader à ce monarque qu'il lui serait facile de s'emparer de Pise par cette porte. Charles, entraîné par leurs conseils, fit jeter en prison douze ambassadeurs que la république lui avait envoyés. On comptait parmi eux les hommes les plus distingués de l'État, Pierre d'Albizzo de Vico, Gualandi de Castagnéto et Manfred Buzzachérino de Sismondi. L'empereur, en les retenant comme otages, s'applaudissait de les avoir ôtés aux conseils de la république. En même temps, il fit avancer son grand-maréchal avec toute sa cavalerie, vers la porte aux Lions. Mais, tandis que les Allemands entraient dans la ville, les Pisans, que le tocsin appelait à la défense de leur patrie, élevaient des barricades, en face de la porte qu'occupaient leurs ennemis. Tous les bancs de la cathédrale, qui était voisine, furent apportés en hâte dans la rue, pour en faire une fortification nouvelle et d'étrange apparence; tandis que les arbalétriers montaient sur le baptistère, pour combattre de là les ennemis qui occupaient la muraille. Un ingénieur pisan avait coupé avec adresse la corde qui devait soulever la herse de la porte; en sorte que les Allemands perdirent un temps considérable, avant de pouvoir pénétrer dans la ville, et commencer leur attaque (2). Quand ce premier obstacle fut surmonté, ils en trouvèrent un plus grand dans la résistance opiniâtre des Pisans. Les femmes se mêlaient aux combattants pour les encourager, et leur fournir des pierres et des traits. Après un combat acharné, les Allemands se rebutèrent, et le chancelier de l'empereur demanda une conférence secrète avec les Anziani. On supposa que, dans cette entrevue, il avait reçu un présent considérable, lorsqu'on vit qu'aussitôt qu'elle fut terminée, il fit retirer toutes ses troupes. Quarante

(1) *Bern. Marangoni, Cron. di Pisa*, p. 751
(2) *Cronica anonima di Pisa*, T. XV, p. 1055

fantassins qu'il avait laissés de garde à la porte aux Lions furent bientôt forcés à se rendre, et les ouvrages intérieurs qui faisaient de cette porte une espèce de forteresse furent rasés par le peuple (1).

L'empereur, après les échecs qu'il avait éprouvés à Sienne et à Pise, ne songeait plus qu'à tirer de l'argent des villes de Toscane, et à repartir pour la Bohême. Il envoyait sa cavalerie faire des courses sur le territoire des Pisans, pour les amener ainsi à une négociation : en même temps, il cherchait à donner de l'inquiétude aux Florentins, en réclamant des droits de l'empire tombés dès longtemps en désuétude. Il permit même au patriarche d'Aquilée, son frère naturel, de partir de Lucques, à la tête d'un corps de cavalerie, pour ravager le val d'Elsa et le territoire florentin, jusqu'à Montespertoli (2). La seigneurie, impatiente de se débarrasser d'un voisin dangereux, consentit enfin à payer à Charles cinquante mille florins, pour le faire renoncer à ses droits sur les terres de l'empire qu'elle avait réunies à son territoire. Elle fit également la paix des Pisans, et pour une égale somme. Charles IV, à ce prix, reconnut la ville de Pise pour fidèle à l'empire : il la confirma dans la jouissance de sa liberté; et il déclara ce privilége inaliénable, de telle sorte que l'autorité d'un seul ne pût jamais remplacer celle des Anziani et du peuple (3).

La négociation que l'empereur avait entamée à Lucques était plus profitable encore pour lui : et cependant il obtenait des Lucquois la plus vive reconnaissance, pour des grâces qu'il ne leur vendait qu'au poids de l'or. Le 6 avril, dans une assemblée solennelle des plus grands seigneurs d'Allemagne et d'Italie, il déclara la ville de Lucques libre et indépendante des Pisans; et deux jours après, il confirma cette déclaration, par une charte, sous la bulle d'or, qu'il consigna aux dix Anziani (4). Le peuple de Lucques reçut cette faveur avec des transports de joie; il voua une reconnaissance éternelle à Charles IV, tandis que l'avare monarque lui

(1) *Bern. Marangoni, Cron.*, p. 753.

(2) *Marchione di Coppo de Stefani, Storia Fiorent.*, L. IX, Rub. 706, T. XIV, p. 71. *Delizie degli Eruditi Toscani.*

(3) *Bern. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 755. — *Paolo Tronci, Annali di Pisa*, p. 427. — *Scipione Ammirato, Istor. Fiorent.*, L. XIII, p. 607.

(4) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 965. — Pelzel n'a point connu les détails du rétablissement de la liberté à Lucques; il passe très-rapidement sur l'action qui fit en Italie le plus d'honneur à son héros. T. II, p. 514.

demandait deux cent mille florins pour le rachat de sa liberté. La ville, ruinée par de longues guerres et par la domination oppressive de plusieurs tyrans, n'était pas en état de fournir sur-le-champ une somme aussi énorme : Charles IV, en attendant qu'elle fût payée, consigna, en gage, la ville de Lucques au cardinal Gui de Montfort, qui, au nom du pape, avait avancé cinquante mille florins à l'empereur (1). Lucques, qui n'avait encore fait que changer de maître, courait risque d'être vendue au pape, malgré le vain parchemin qui lui rendait la liberté. Mais les Lucquois témoignaient une joie si vive, tant d'amour et tant de reconnaissance pour l'empereur, que celui-ci prit plaisir à donner plus de solennité encore aux priviléges qu'il accordait à leur république. Le 6 juin, il fit assembler le peuple sur la place Saint-Michel; et, dans un discours d'apparat, il confirma le don qu'il lui avait fait de la liberté (2). Un mois plus tard, il lui accorda une nouvelle bulle, par laquelle il déclarait que tout le val de Niévole devait demeurer en propriété à la république de Lucques (3). Cependant cette province, dont les Florentins avaient achevé la conquête dès l'an 1338, était toujours sous leur domination, et jamais, dès lors, elle n'en est ressortie : Charles IV n'avait pas même la pensée de se brouiller avec Florence, pour la reconquérir; et les Lucquois n'en ont jamais revendiqué la possession.

Les nouvelles grâces de Charles coûtaient aux Lucquois de nouveaux présents, et les obligeaient à de nouvelles fêtes; le rachat de leur liberté ne fut accompli qu'au prix de trois cent mille florins (4). Quelques efforts que fissent les Lucquois, ils ne purent rassembler cette somme avant le départ de l'empereur. Celui-ci quitta leur ville le 5 juillet, et prit sa route par Pescia, Pistoia et Bologne, pour retourner en Allemagne. Les trésors qu'il avait achetés par tant de honte lui servirent à orner Prague, sa capitale, de magnifiques édifices; et le pont superbe qu'il bâtit sur la Muldaw est un monument de la dignité impériale prostituée en Italie.

(1) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 966.
(2) *Ibid.*, p. 968.
(3) *Ibid.*, p. 971.
(4) *Ibid.*, p. 966.

Les Lucquois demeurèrent encore près d'une année sous l'autorité du cardinal de Montfort; peu s'en fallut même qu'ils ne tombassent au pouvoir de Bernabos Visconti, qui cherchait tour à tour à surprendre leur ville ou à l'acheter du légat (1). Cependant ils réussirent enfin, avec le secours de leurs amis, à rassembler l'argent nécessaire pour se racheter des mains de Montfort. Les Florentins leur prêtèrent vingt-cinq mille florins, François de Carrare, quinze mille, les marquis d'Este, quinze mille, le pape Urbain V, cinquante mille (2); et, au mois d'avril 1370, le cardinal de Montfort, ayant reçu le solde de ce qui lui était dû, repartit de Lucques pour retourner en France, après avoir rendu aux habitants de la ville les clefs des portes et de la forteresse (3).

La république de Lucques rentra ainsi en possession de sa liberté, après en avoir été privée depuis le 14 juin 1314, jour où une dissension dans le parti guelfe avait fait triompher les Gibelins, et avait ouvert la ville à Uguccione de Faggiuola (4).

Pendant cinquante-six ans de servitude sous des maîtres divers, mais tous également oppressifs, Lucques avait perdu sa population, ses richesses, ses manufactures et son commerce : une province importante pour un si petit État, le val de Niévole, en avait été détaché pour toujours. Mais ses citoyens, échappés en petit nombre au fer des ennemis, dispersés en exil dans des terres lointaines, ou enchaînés dans leur patrie par leur pauvreté même, n'avaient pas perdu ce qui fait la vie des nations, ce qui peut, après une longue interruption, renouveler leur existence, l'amour ardent de la liberté. Ils ne s'accoutumèrent jamais à la servitude; ils ne se regardèrent jamais comme devenus la propriété de leurs maîtres : quoique nés dans l'esclavage, ils se sentirent dignes de la liberté, parce que leurs ancêtres l'avaient possédée; ils n'épargnèrent ni leur sang ni leurs richesses, pour rendre l'existence à leur patrie; ils ne se rebutèrent point par les difficultés; ils eurent recours tour à tour, et sans se lasser, aux armes et aux négociations;

(1) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VII, p. 966.
(2) *Ibid.*
(3) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 222. — *Scipione Ammirato, Istor Fior.*, L. XIII, p. 674
(4) *Voyez* ci-devant, T. III, ch. X

ils attachèrent leur fortune à celle d'un monarque, qu'ils forcèrent à mériter la reconnaissance qu'ils lui prodiguaient d'avance ; ils lui donnèrent tant de preuves d'affection et de dévouement, qu'ils finirent pas faire croire au plus avare et au plus égoïste des hommes qu'il les aimait aussi ; dans leur misère, ils trouvèrent des trésors immenses, pour acheter de lui le bien le plus précieux de tous.

Les anciennes lois de Lucques étaient tombées en oubli ; la république en adopta de nouvelles, à peu près semblables à celles de Florence. La ville, auparavant divisée en cinq portes ou quartiers, fut alors distribuée en trois tribus, qui prirent les noms de Saint-Paulin, Saint-Sauveur et Saint-Martin. La seigneurie fut composée d'un gonfalonier et dix Anziani, renouvelés tous les deux mois. L'élection, comme à Florence, se faisait en même temps pour vingt ou trente seigneuries successives, et le sort déterminait ensuite tous les deux mois l'entrée en charge de nouveaux magistrats. Un collége de trente-six *bons-hommes*, qui demeuraient six mois en place, devait former le conseil privé de la seigneurie. Un conseil général de cent quatre-vingts membres, élu chaque année, le 15 mars, réunissait le reste des pouvoirs de l'État (1). Les nobles enfin, comme à Florence, demeurèrent exclus de tous les emplois supérieurs (2).

La citadelle que Castruccio avait bâtie, et qu'il avait nommée Augusta, ou Gosta, paraissait aux Lucquois un monument de leur servitude passée, et un dangereux instrument de tyrannie pour les ambitieux à venir : ils la rasèrent de fond en comble (3) ; et, comme l'ancien palais de la seigneurie, situé sur la place Saint-Michel, leur paraissait trop mesquin pour les espérances qu'ils plaçaient dans l'avenir, ils fondèrent, sur les ruines de la forteresse détruite, un palais nouveau, d'une architecture imposante, palais qui, jusqu'à nos jours, a été la demeure du gouvernement (4).

Enfin, la seigneurie, en mémoire du bienfait de l'empereur,

(1) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VIII, T. III, p. 9.

(2) *Ibid.*, p. 24.

(3) *Marchione di Coppo de' Stefani, Stor. Fiorent.*, L. IX, Rub. 706, p. 69. *Beverini, Annales Lucenses*, L. VIII, p. 18.

(4) *Beverini, Annales Lucenses*, L. VIII, p. 29

institua, pour le recouvrement de sa liberté, une fête qui a été célébrée aussi longtemps que la république a existé, avec une pompe digne d'un si grand événement (1); et elle voulut que les florins d'or qui seraient frappés à sa monnaie, portassent, tant que Lucques demeurerait libre, l'effigie de Charles IV (2).

(1) Le 8 avril de chaque année, parce que la bulle de l'empereur était en date du 8 avril 1369. *Beverini*, Lib. VIII, p. 21.
(2) *Malavolti*, *Storia di Siena*, P. II, L. VIII, p. 135.

CHAPITRE XXI.

ENTREPRISES DE BERNABOS SUR LA TOSCANE. — GRÉGOIRE XI ATTAQUE LES VISCONTI; IL ESSAIE DE SURPRENDRE LA RÉPUBLIQUE DE FLORENCE, SON ALLIÉE; LES FLORENTINS DÉCLARENT LA GUERRE AU PAPE, ET FONT RÉVOLTER TOUTES LES VILLES DE L'ÉTAT ECCLÉSIASTIQUE. — 1369 A 1378.

Si le pape Urbain V, en ramenant la cour pontificale à Rome, ne rechercha que la gloire du saint-siége, sans doute il dut se féliciter de sa résolution. Aucun de ses prédécesseurs n'avait eu un règne plus brillant; aucun n'avait été accueilli avec plus d'affection par les peuples, et n'avait engagé de plus grands monarques à s'humilier à ses pieds. Urbain V vit, dans la même année, les empereurs de l'Occident et de l'Orient, à genoux devant le trône de saint Pierre; il les vit témoigner au représentant des apôtres un respect et une obéissance que leurs devanciers étaient loin de lui accorder. Il est vrai que Charles IV n'avait point hérité, avec la couronne des deux Frédéric, de leur fierté et de leur courage; et que Jean Paléologue, le successeur de Théodose et de Constantin, avait vu toute leur puissance s'échapper de ses mains.

Jean Paléologue, accablé par les armées d'Amurath, avait perdu Adrianople et la Romanie : il était resserré dans sa capitale; et chaque jour il pouvait craindre d'en être chassé, lorsqu'il se détermina à venir implorer, contre les Turcs, les secours des Occidentaux. Il abjura, pour la seconde fois, le schisme des Grecs (1). Il fut admis à baiser à genoux les pieds du pape; il conduisit sa mule par la bride, comme avait fait Charles IV, et il partagea les honneurs ou les humiliations des empereurs d'Occident.

(1) Il l'avait déjà abjuré en 1355, dans l'espérance d'obtenir les secours d'Innocent VI.

Mais il ne retira d'autre fruit de son abaissement que des bulles inutiles et de vaines recommandations (1). Le roi de France, quoique sollicité en sa faveur par le pape, ne put lui accorder aucun secours; et lorsque Paléologue reprit, sans argent ni soldats, la route de ses États, il fut arrêté pour dettes à Venise : son fils aîné, Andronic, refusa de détourner aucune partie du revenu public pour le dégager, et Emmanuel, le plus jeune, ne put obtenir la liberté de son père qu'en se constituant prisonnier à sa place (2).

Urbain V avait obtenu des avantages plus solides que celui d'abaisser les deux empereurs à ses pieds. Pendant les trois années qu'il passa à Rome, à Viterbe, ou à Montéfiascone, il réussit, au delà de ses espérances, à ramener sous son obéissance tout le patrimoine ecclésiastique. La république de Pérouse était demeurée seule indépendante au milieu des feudataires de l'Église : Urbain entreprit de la forcer à la soumission; et, après une assez longue résistance, les Pérousins reconnurent enfin la suzeraineté du pape, et demandèrent, pour leurs prieurs, le titre de vicaires du saint-siége (3).

L'inconstance de Charles IV avait fait échouer le projet formé par Albornoz d'humilier la maison Visconti, et de disperser les grandes compagnies qu'elle protégeait; mais l'empereur n'eut pas plus tôt quitté l'Italie, que les Visconti, enorgueillis de sa retraite, provoquèrent de nouveaux ennemis : ils forcèrent les Florentins à se déclarer contre eux; et une ligue pour attaquer les seigneurs de Milan, plus formidable que celle qui avait été dissoute l'année précédente, fut conclue, le 31 octobre 1369, entre le pape, les Florentins, le marquis d'Este, le seigneur de Padoue, Feltrino Gonzaga de Reggio, et les républiques de Bologne, de Pise et de Lucques (4).

C'était Charles IV qui avait jeté lui-même les semences de cette guerre nouvelle. A son arrivée en Toscane, il avait profité d'une

(1) *Raynaldi, Annales eccles.*, 1369, § 1, p. 478. — *Gibbon, Decline and fall of the Roman Empire*, Ch. LXVI, T. XII, p. 74.

(2) *Laonicus Chalcocondyles, de Rebus Turcicis Script. Byz.*, T. XVI, L. I, p. 20.

(3) Par un traité signé à Bologne, le 23 novembre 1370. *Pompeo Pellini, Istoria di Perugia*, P. I, L. VIII, p. 1081. — *Vita Urbani V, ex collect. Bosqueti*, T. III, *Rer. Ital.*, p. 623.

(4) *Sozomenus, Pistoriensis Historia*, T. XVI, p. 1080.

révolte qui avait éclaté à San-Miniato contre les Florentins, pour prendre cette petite ville sous sa protection, et la faire occuper par sa gendarmerie. Lorsqu'il quitta la Toscane, et qu'il retira de San-Miniato la garnison qu'il y avait mise, les habitants implorèrent l'assistance de Bernabos Visconti : celui-ci déclara aussitôt qu'il les protégerait. Comme vicaire de l'empire, il somma les Florentins de les laisser en repos ; et il fit avancer Jean Hawkwood, avec la compagnie anglaise, au secours de San-Miniato (1).

Cette ville était assiégée par Jean Malatacca, de Reggio de Calabre. Ce capitaine des Florentins paraissait sur le point de réduire San-Miniato, lorsque la seigneurie, qui désirait terminer promptement la guerre, lui donna ordre de livrer bataille à Hawkwood, qui s'était avancé jusqu'à Cascina. Le général florentin obéit à contre-cœur ; il fut battu et fait prisonnier avec plusieurs de ses meilleurs officiers (2). Heureusement il avait laissé devant San-Miniato, Robert, comte de Battifolle, avec une partie de son armée. Celui-ci, pendant l'absence de son général, gagna à prix d'argent un des assiégés, dont la maison était adossée aux murs · de concert avec lui, il y pratiqua une brèche ; et il y introduisit les troupes florentines le 3 janvier 1370 (3).

Le pape se félicitait de voir enfin les Florentins engagés avec lui dans la guerre contre Visconti. Au moment où l'alliance nouvelle avait été conclue, il avait envoyé deux légats à Bernabos, pour lui porter une bulle d'excommunication : c'était le signal des hostilités qui allaient recommencer. Bernabos écouta avec un calme apparent le message dont le cardinal de Belfort et l'abbé de Farfa étaient chargés ; il les conduisit ensuite jusque sur le pont du Naviglio, au milieu de Milan. « Choisissez, leur dit-il » alors tout à coup, si avant de me quitter, vous voulez manger » ou boire ; » et comme les légats étonnés ne répondaient rien :

(1) *Poggio Bracciolini, Histor. Fior.*, L. I, p. 210. · *Leon Aretino, Histor. Fior.*, L. VIII. — *Marchione di Coppo Stefani, Istor. Fior.*, L. IX, Rub. 710, 711, p. 72. — *Scipione Ammirato, Istor Fior.*, L XIII, p. 669.

(2) *Annales Bonincontrii Miniatensis*, T. XXI, p. 14 et 15. Cet annaliste de San-Miniato a jeté quelque confusion dans les dates.

(3) *Poggio Bracciolini, Hist Fiorent.*, L. I, p. 217. — *Chron. Estense*, T. XV, p. 492. — *Marchione de' Stefani, Istor. Fior.*, L. IX R. 716, p. 78.

« ne croyez pas, ajouta-t-il avec des jurements effrayants, que nous » nous séparions sans que vous ayez mangé ou bu, de manière » à vous souvenir de moi. » Les légats jetèrent les yeux autour d'eux ; ils se virent entourés des gardes du tyran et d'un peuple ennemi ; ils remarquèrent la rivière au-dessus de laquelle ils se trouvaient, et l'un d'eux répondit : « J'aime mieux manger que de » demander à boire auprès d'une si grande eau. » — « Eh bien, » répondit Bernabos, voici les bulles d'excommunication que » vous m'avez apportées ; vous ne sortirez pas de ce pont que » vous n'ayez mangé en ma présence les parchemins sur lesquels » elles sont écrites, les sceaux de plomb qui y pendent, et les » liens de soie qui les attachent. » En vain les légats réclamèrent contre la violation du double caractère d'ambassadeurs et de prêtres ; il fallut se soumettre et exécuter l'ordre du tyran, sous les yeux de ses gardes et de tout le peuple (1).

Urbain V songea moins à tirer vengeance de cette offense, qu'à s'éloigner d'un pays où il se sentait engagé dans une lutte continuelle. Il régnait, il est vrai, en Italie ; mais en régnant, il regrettait le repos et la sûreté d'Avignon. Toute sa cour le pressait sans cesse de retourner en Provence : sa conscience même lui en fit un devoir, parce qu'il supposa qu'il pourrait réconcilier les rois de France et d'Angleterre, entre lesquels la guerre avait commencé. Il retourna donc par mer à Avignon, au mois de septembre 1370 (2) : mais à peine y était-il arrivé, qu'il tomba grièvement malade, et le 19 décembre de la même année, il mourut regretté de toute la chrétienté. Plusieurs fidèles voyaient en lui, non-seulement un pontife vertueux et un bon souverain, mais encore un saint, doué du pouvoir de faire des miracles (3).

Les Florentins avaient envoyé Manno Donati, un de leurs compatriotes, à Bologne, avec huit cents chevaux, pour attaquer les Visconti en Lombardie ; en même temps ils avaient appelé Ridolphe de Varano, seigneur de Camérino, pour commander

(1) *Andrea Gataro, Istoria Padovana*, T. XVII, p. 162.

(2) Il déclara, par une bulle en date de Montéfiascone, 26 juin, que les Romains ne lui avaient donné aucun sujet de plainte qui motivât son départ. *Raynald., Annal. eccles.*, 1370, § 19, p. 489. — *Vita Urbani V, in Bosqueto*, p. 625.

(3) *Franc. Petrarcæ, Seniles Epistolæ*, L. XIII, epist. 13, p. 1026.

les troupes qu'ils opposaient en Toscane à Jean Hawkwood (1).

Ce général de Bernabos, après avoir fait sans succès une tentative sur Lucques, s'était approché de Pise avec Giovanni Agnello, le doge déposé, et tous les Raspanti. Dans la nuit du 20 au 21 mai, quatre-vingts de ses soldats escaladèrent la muraille; ils surprirent la première ronde avant qu'elle eût le temps de donner l'alarme: mais un officier de Gambacorti découvrit les Anglais qui montaient en silence sur leurs échelles, peintes d'une couleur obscure. Il fit sonner le tocsin, et les Pisans coururent aux armes avec tant de promptitude et de courage, qu'ils renversèrent dans le fossé, ou firent prisonniers, les ennemis qui occupaient déjà la muraille. Pierre Gambacorti, qui se distingua dans cette occasion, fut nommé, par ses concitoyens reconnaissants, capitaine-général et défenseur de la commune, avec l'autorité qu'avait eue autrefois le comte Fazio de la Ghérardesca. Gambacorti dès lors fut le chef constitutionnel de la république (2).

Hawkwood conduisit ensuite son armée dans la Maremme. Il pilla le château de Livourne, et il ravagea une partie du territoire pisan. Les Florentins firent avancer contre lui l'armée de la ligue, qu'ils avaient rappelée en Toscane pour le combattre, et ils lui envoyèrent le gage de bataille: mais Hawkwood ne jugea pas à propos de l'accepter. Il se retira d'abord par le val de Serchio, dans l'État de Lucques; ensuite il reprit la route de Lombardie, par Piétra-Santa et Sarzana (3).

Vers le même temps, une autre armée de Bernabos, qui assiégeait Reggio, fut obligée de se retirer (4). Les confédérés apprirent, sur ces entrefaites, la mort d'Urbain V. Elle les détermina à ne pas pousser plus loin leurs avantages, mais à prêter l'oreille aux propositions d'accommodement que leur firent les Visconti; la paix fut bientôt conclue, et chacun fut maintenu dans les possessions qu'il occupait (5).

(1) *Sozomeni, Pistoriensis Hist.*, p. 1089. — *Poggii Bracciolini Historia*, L. I, p. 218. — *Bern. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 759.

(2) *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1057, 1058. — *Bern. Marangoni, Chron. Pisan.*, p. 762.

(3) *Sozomeni, Pistoriensis Hist.*, p. 1090.

(4) *Bernard Corio, Storie Milanesi*, P. III, p. 243.

(5) *Poggio Bracciolini*, L. I, p. 219. — *Chronicon Estense*, T. XV, p. 493.

Cette courte guerre, qui n'avait été signalée par aucune action importante, eut cependant l'avantage de réunir en une seule ligue les trois républiques longtemps rivales, Florence, Pise et Lucques. Le résultat de leur alliance devait être de donner à Florence la direction de toutes les forces de la Toscane. Cette ville, supérieure aux autres en puissance, était la seule dont la prospérité n'eut point été troublée dans les dernières années : elle avait fait preuve de sagesse autant que d'énergie ; et les révolutions des États voisins avaient fait connaître les talents des hommes qui dirigeaient ses conseils. Parmi eux, on distinguait surtout Pierre des Albizzi, Lapo de Castiglionchio et Carlo Strozzi. Tous trois appartenaient à la faction qui, dès l'an 1357, faisait servir l'autorité des capitaines du parti guelfe, et les procédures de l'*admonition*, à écarter ses adversaires du gouvernement. Uguccione des Ricci, chef d'une famille jalouse des Albizzi, et bien reconnu pour guelfe, avait été l'inventeur de ces lois partiales. On croyait les Albizzi issus des gibelins d'Arezzo ; et les Ricci avaient pensé qu'ils pourraient les exclure des emplois, en raison de leur origine. Mais les lois dont Uguccione avait voulu faire usage contre ses rivaux furent tournées contre ses partisans [1371]. Les Albizzi avaient contracté alliance avec les Bondelmonti et les chefs de l'ancienne noblesse : ils avaient tout pouvoir auprès des capitaines du parti guelfe; et, quoiqu'ils n'osassent pas attaquer les Ricci eux-mêmes, ils avaient déjà fait admonester ou exclure des magistratures plus de deux cents de leurs amis, et ils mettaient une ardeur extrême à susciter de nouvelles accusations de gibelinisme (1).

Les Ricci avaient d'abord essayé de restreindre l'autorité des capitaines du parti, mais ils changèrent de tactique lorsqu'ils virent les Guelfes acquérir un nouveau crédit par la ligue conclue avec le pape; ils essayèrent à leur tour de gagner la faveur de l'Église : ils obtinrent, par la brigue, quelque influence sur les capitaines de parti ; et l'on vit les procédures contre les Gibelins, dirigées tour à tour par les Albizzi et les Ricci, se multiplier et tenir la république entière dans l'inquiétude et l'agitation (2).

(1) *Macchiavelli, Istoria Fior.*, T. III, p. 195.—*Scipione Ammirato, Istoria Fior.*, L. XIII, p. 680, 684

(2) *Marchione de' Stefani*, *Istor. Fior.*, L. IX, R. 725, p. 92.

Pendant tout le cours de l'année 1371, la violence de ces deux factions parut aller en croissant; et l'on put craindre que la querelle de deux familles ne fît bientôt éclater une guerre civile. Mais le mécontentement étant devenu général, la seigneurie y apporta enfin quelque remède. Elle permit aux citoyens qui désiraient une réforme de se réunir à San-Piéro Schéraggio (1). Sur leur demande, elle convoqua un conseil de cinq cents *requis*, pour calmer l'agitation de la république. Dans ce conseil, les Albizzi et les Ricci s'accusèrent mutuellement. On reprocha surtout aux Albizzi de s'être vantés, auprès des seigneurs de Padoue et de Ferrare, de leur autorité sur leur patrie, assurant qu'elle égalait celle de ces princes dans leurs États (2). Le peuple, irrité, chargea une balie de cinquante-six membres de défendre la liberté de Florence contre ces deux familles ambitieuses. Pierre des Albizzi, et Uguccione des Ricci, chacun avec deux de leurs parents, furent exclus pour cinq ans de toutes les magistratures, excepté celles du parti guelfe (3). Cette exclusion fut même étendue, bientôt après, à tous les membres de ces deux familles; et la violence des factions demeura quelque temps suspendue (4).

Les cardinaux rassemblés à Avignon avaient cependant donné un successeur à Urbain V. Ils avaient fait choix de Pierre Roger, comte de Beaufort, cardinal-diacre de Sainte-Marie-Neuve, et neveu de Clément VI. Il fut élu le dernier jour de l'année 1370, et il prit le nom de Grégoire XI (5).

Le nouveau pape eut bientôt sujet de se plaindre des Visconti. Feltrino Gonzaga, tyran de Reggio, était un des alliés de l'Église aussi bien que le marquis d'Este, seigneur de Modène et de Ferrare. Ce dernier cependant entra dans une conjuration contre Feltrino, et fit avancer vers Reggio une compagnie de mercenaires allemands, commandée par un frère du comte Lando (6). Les

(1) Les lois ne permettaient pas aux citoyens de s'assembler au nombre de plus de douze pour parler des affaires d'État. *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 751, p. 105.

(2) *Marchione de' Stefani*, L. IX, p. 107.

(3) *Ibid.*, R. 752, p. 109.

(4) *Ibid.*, R. 755, p. 111. — *Macchiavelli, Istor. Fior.*, L. III, p. 207. — *Leonardo Aretino, Istor. Fior.*, L. VIII.

(5) *Raynaldus, Annal. eccles.*, 1370, § 25, p. 492. — Fleury, Histoire ecclésiastique, L. XCVII, c. 19.

(6) Le comte Conrad Lando, chef de la grande compagnie, avait été tué près de

ennemis de Feltrino, d'accord avec le marquis d'Este, ouvrirent Reggio aux Allemands : mais ceux-ci, après avoir pillé la ville avec la dernière barbarie, au lieu de la remettre au marquis d'Este, la vendirent, le 17 mai 1371, à Bernabos Visconti, pour le prix de vingt-cinq mille florins (1).

Bernabos, enorgueilli de cette conquête, recommença la guerre contre les alliés de l'Église. Il assiégea Bondéno, dans l'État de Ferrare, et menaça Modène, tandis que son frère Galéaz attaquait le marquis de Montferrat avec non moins d'impétuosité, et lui prenait plusieurs villes. Grégoire XI renouvela avec les princes lombards la ligue que son prédécesseur avait formée contre les seigneurs de Milan [1372]. Il aurait voulu y engager aussi les villes de Toscane; mais les Albizzi, partisans les plus zélés de l'Église, à Florence, étaient éloignés de l'administration : les liaisons de cette famille avec le légat de Bologne et celui de Pérouse étaient devenues suspectes; et l'on craignait que le pape ne fût entré dans des complots contre la liberté florentine (2). Les premières actions de Grégoire XI avaient révélé son ambition, et élevé des doutes sur sa loyauté. Le cardinal de Burgos, son légat à Pérouse, avait pris occasion d'une sédition de cette ville pour faire exiler les Raspanti, dont le parti était le plus zélé pour la liberté. Il avait ensuite jeté les fondements d'une forteresse pour asservir la ville; et son successeur, l'abbé de Montmayeur, profitant des mauvaises récoltes et de la disette de vivres qu'on éprouvait à Pérouse, avait dépouillé cette cité de tous ses priviléges, et l'avait forcée à reconnaître le pouvoir absolu du pape (3). On croyait que des projets semblables étaient formés contre les autres républiques de Toscane; et Grégoire XI, qui écrivit aux Siennois pour se justifier, ne dissipa point les soupçons élevés contre lui (4).

Grégoire XI, cependant, avait déclaré la guerre aux Visconti, au mois d'août 1372. Il avait chargé le comte Amédée de Savoie de défendre le Montferrat, le marquis Jean Paléologue étant mort au

Novare, en 1363 *Chronic. Placentin*, T. XVI, p. 507. — Le nouvel aventurier allemand est nommé par les Italiens Lucio Lando.

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 494.

(2) *Marchione de' Stefani*, *Istor. Fiorent.*, L. IX, Rub. 738, p. 117.

(3) *Pompeo Pellini*, *Storia di Perugia*, P. I, L. VIII, p. 1111.

(4) *Voyez* sa lettre, *apud Raynaldi*, *Ann. eccles.*, 1371, § 7, p. 495.

commencement de cette année. Une autre armée se formait dans le Bolonais, sous les ordres du marquis d'Este; les Florentins y envoyèrent le contingent de troupes qu'ils s'étaient engagés à fournir au pape par leurs traités précédents; car, d'après le droit public de ce temps-là, ils pouvaient le faire sans déclarer la guerre aux seigneurs de Milan. Ces derniers eurent l'imprudence de renvoyer, sur ces entrefaites, Jean Hawkwood, qui était à leur solde avec la compagnie anglaise. Ce capitaine, le plus habile de ceux qui faisaient alors la guerre en Lombardie, passa au service du légat et des confédérés, et changea la fortune des armes (1).

Au commencement de l'année 1373, Bernabos envoya un corps de trois mille cavaliers pour ravager le territoire de Bologne. Cette armée s'avança jusqu'à Césène; mais à son retour, comme elle passait le Panaro, elle fut surprise par Hawkwood et mise en déroute (2). L'armée du pape pénétra, à son tour, dans le territoire de Plaisance et de Pavie : tous les Guelfes de ces deux États se révoltèrent, et ouvrirent leurs châteaux à Pierre de Béziers, cardinal-légat de Bologne. Celui-ci s'avança ensuite vers Brescia, avec le comte de Savoie; il avait des intelligences dans cette ville et dans Bergame. Jean Galéaz Visconti, pour les empêcher d'éclater, marcha vers le fleuve Chiésa, au-devant des troupes de l'Église. Il y fut attaqué par Hawkwood le 8 mai 1373, et défait après un combat obstiné, où presque tous ses capitaines furent faits prisonniers (3). Après cette déroute, les Guelfes des États des Visconti se révoltèrent de toutes parts. Bernabos chargea son fils naturel Ambroise, de soumettre ceux des vallées du Bergamasque : mais les paysans de la vallée de Saint-Martin surprirent Ambroise le dix-sept août; ils le tuèrent, et mirent son armée en fuite (4).

[1374] L'année suivante, les affaires des Visconti continuèrent à décliner; la ville de Verceil tomba au pouvoir des confédérés, et

(1) *Bernardino Corio, Storie Milanesi*, P. III, p. 245

(2) *Math. de Griffonibus, Memor. Hist*, T XVIII, p. 183. — *Chronic. Placentinum*, T. XVI, p. 516

(3) *Bernard Corio, Storie Milanesi*, P. III, p 246. — *Chronic. Estense*, T. XV, p. 497.

(4) *Gazata Chron. Regiense*, T. XVIII, p. 81. — *Chronic. Placentinum*, p. 519.

les États de Parme et de Plaisance furent ravagés par le marquis d'Este. La guerre, cependant, ne fut pas poussée avec vigueur, parce que des inondations, et ensuite la peste et la famine, ravageaient la Lombardie (1). Pour se procurer un peu de repos, au milieu de tant de calamités, le pape et les Visconti, également épuisés par les efforts qu'ils venaient de faire, conclurent, le 6 juin 1374, une trève d'une année, pendant laquelle ils espéraient terminer leurs différends par une paix générale.

Mais Guillaume de Noellet, cardinal de Saint-Ange et légat de Bologne, se flattait de profiter de cette trève pour une entreprise importante qu'il méditait. La Toscane avait souffert, non moins que la Lombardie, des pluies et des inondations qui avaient détruit les semailles, en sorte que les blés y étaient fort rares et fort chers (2). La peste s'était aussi manifestée à Florence; et du mois de mars à celui d'octobre, elle emporta environ sept mille personnes. La jalousie, excitée entre les Albizzi et les Ricci, n'était pas apaisée, et la république recélait encore plusieurs semences de discorde : néanmoins les Florentins, en paix avec tous leurs voisins, n'avaient que peu de troupes sur pied, non plus que les Siennois et les Pisans. Le légat de Bologne jugea des Toscans, dit Poggio Bracciolini, d'après la légèreté française; il crut que, s'il rendait la disette plus sévère, le peuple, pressé par la faim, prendrait les armes contre son gouvernement, et que la ville, fatiguée par les séditions intérieures autant que par la guerre, se rangerait sous son pouvoir (3).

« Depuis que le saint-siége avait été transporté au delà des » monts, dit Léonard Arétin, des légats français gouvernaient » tous les pays soumis à l'Église; leur manière de commander » était altière et presque intolérable; ils s'efforçaient d'étendre » leur autorité sur les villes libres; leurs officiers, leur cortége, » n'étaient jamais tels qu'il convenait à des hommes de paix, mais » de guerre; ils remplissaient l'Italie d'ultramontains, ils éle» vaient, avec une dépense excessive, des forteresses dans toutes » les cités, et ils laissaient voir par là combien la servitude des

(1) *Cronica Sanese*, T. XV, p. 241.
(2) *Marchione de' Stefani, Istor. Florent.*, L. IX, Rub. 746, p. 182.
(3) *Poggio Bracciolini, Histor. Fior.*, L. I, p. 220.

» peuples dont ils avaient ravi la liberté, était misérable et forcée : » aussi excitaient-ils à juste titre la haine de leurs sujets et la dé- » fiance de leurs voisins (1). »

Les Florentins tiraient, chaque année, une partie de leurs blés de la Romagne et du Bolonais : le légat, pour redoubler les difficultés qu'ils éprouvaient, défendit tout à coup cette traite [1375]. La seigneurie, moyennant un sacrifice de soixante mille florins, se pourvut de blé dans des pays plus éloignés ; l'hiver se passa, et l'on voyait approcher la récolte qui devait remplir de nouveau les greniers épuisés. Le légat, pour ôter aux Florentins cette espérance, fit entrer Jean Hawkwood en Toscane, le 24 juin 1375, avec une armée nombreuse ; et il lui donna l'ordre de brûler les moissons du territoire florentin (2). D'autre part, Gérard Dupuis, abbé de Montmayeur, qui commandait à Pérouse, saisit le prétexte d'une guerre entre les Siennois et les gentilshommes de la maison Salimbéni, pour faire ravager le territoire de Sienne par les troupes de l'Église (3).

Pour sauver du moins les apparences, le légat écrivit aux Florentins que Hawkwood avait formé une compagnie d'aventuriers avec les troupes que l'Église et les Visconti avaient licenciées ; que c'était sans le consentement de l'Église qu'il allait attaquer la Toscane ; mais que la seigneurie l'arrêterait peut-être par un sacrifice de cent ou tout au moins de soixante mille florins (4). Dans ce temps même, une conjuration qui fut découverte à Prato, et dont le but était de soumettre cette ville à l'Église, fit connaître quelle foi on pouvait accorder à ces protestations (5).

La perfidie et l'ingratitude du légat causèrent à Florence l'indignation la plus profonde. Aucun État de l'Europe ne s'était montré, dès son origine, aussi constamment dévoué à l'Église que la république florentine. Quoiqu'elle eût déjà lieu de se plaindre

(1) *Leonardus Aretinus, Historiar.*, L. VIII.

(2) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 245. — *Scipione Ammirato*, L. XIII, p. 693.

(3) *Cronica Sanese*, p. 242. — *Poggio Bracciolini, Histor. Fior.*, L. II, p. 221.

(4) *Marchione di Stefani, Istor. Fiorent.*, L. IX, R. 751, p. 139.

(5) *Leonard. Aretinus, Hist. Fior.*, L. VIII. — *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 23.

du légat, elle lui avait envoyé, pour combattre les Visconti, tout ce qu'elle avait de gens de guerre; et cet allié perfide saisissait le moment où la république avait été frappée coup sur coup par la peste et la famine, pour la livrer aux brigandages des soldats. Les Florentins, pour tirer une vengeance éclatante de cette trahison, conférèrent tous les pouvoirs de l'État à huit magistrats qui nommèrent les seigneurs de la guerre (1).

Ces huit seigneurs, qui voulaient, avant tout, sauver les récoltes, entamèrent immédiatement une négociation avec Hawkwood; en même temps ils envoyèrent des ambassadeurs au légat, pour le prier de rappeler ce général. Le légat répondit que Hawkwood n'était plus à sa solde; et il remit aux ambassadeurs copie du congé qu'il prétendait avoir donné à ce capitaine. En même temps, il commanda secrètement à celui-ci d'offrir aux Florentins d'épargner leur territoire, moyennant une rançon, mais de demander une somme si exorbitante, qu'elle fit rompre la négociation. Hawkwood demanda cent trente mille florins, et ils lui furent payés sans difficulté. Le clergé florentin fut forcé, il est vrai, à fournir plus de la moitié de cette somme. Le légat se hâta d'écrire au capitaine anglais de rompre ce marché; mais celui-ci, auquel les ambassadeurs florentins avaient montré la copie du congé qu'ils avaient rapportée de Bologne, ne voulut pas perdre une somme considérable, et prendre en même temps sur lui la honte de la mauvaise foi d'autrui (2). Il continua sa route au travers de la Toscane, tirant des Siennois trente-cinq mille florins, et des Pisans trente mille, après quoi il entra à la solde de l'abbé de Montmayeur, légat de Pérouse (3).

Cette expédition ayant manqué son but, Grégoire XI écrivit aux Florentins pour la justifier; il affirma que Hawkwood ne dépendait plus de lui pendant le peu de semaines qu'il avait passées en Tos-

(1) Les noms de ces huit seigneurs, qu'on appela ensuite à Florence les *huit saints de la guerre*, méritent d'être conservés. C'était Alexandre Bardi, Jean Dini, Jean Magalotti, André Salviati, Guccio Gucci, Thomas Strozzi, Mattéo Soldi et Jean Mori. — *Sozomeni, Pistor. Histor.*, p. 1005. — *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 752, p. 142. — *Scipione Ammirato*, L. XIII, p. 604.

(2) *Poggio Bracciolini, Hist. Fior.*, L. II, p. 222.

(3) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 245. — *Cronica di Pisa*, p. 1068. — *B. Marangoni, Cronica di Pisa*, p. 772.

cane, quoique avant et après cette courte campagne il fût notoirement à la solde de ses légats (1). Mais, d'autre part, on raconta à Florence, comme dans toute l'Italie, des anecdotes sur l'abbé de Montmayeur, légat de Pérouse, qui rendirent plus odieux encore le gouvernement des gens d'Église. Cet abbé, qui fut fait cardinal à cette époque, avait conduit avec lui son neveu. Celui-ci, amoureux de la femme d'un gentilhomme pérousin, s'introduisit furtivement dans sa maison et la surprit dans sa chambre. La dame, épouvantée, voulut se soustraire à la brutalité de son ravisseur, et passer par une fenêtre, dans une maison voisine : mais son pied glissa, elle tomba dans la rue, et se tua par sa chute. Tout le peuple, ému de compassion, courut à l'abbé de Montmayeur, lui demander justice contre son neveu. « Quoi donc, » répondit celui-ci, vous étiez-vous figuré que les Français fussent eunuques ! » et il renvoya les plaignants. Peu de jours après, le même neveu enleva de force la femme d'un autre citoyen. Le mari l'ayant réclamée devant les tribunaux, le légat condamna son neveu, sous peine de perdre la tête, à rendre, avant l'expiration de cinquante jours, cette femme à son époux (2).

Comme l'indignation contre les ministres du pape était portée à son comble, la seigneurie et les huit de la guerre firent assembler à Florence un conseil nombreux de requis. Aloïsio Aldobrandi, gonfalonier de justice, y prit la parole, et combattit avec éloquence les craintes superstitieuses qui pouvaient mettre obstacle à la défense de la liberté. Il fit voir que les censures ecclésiastiques étaient sans force, lorsqu'elles étaient prononcées par des hommes perfides, et que des ambitieux employaient le masque de la religion pour servir leurs passions et leur avidité. Il proposa, comme une entreprise digne de la générosité florentine, l'affranchissement de tous les peuples qui gémissaient sous le gouvernement superbe et tyrannique des légats français du pape; enfin il pressa la seigneurie de rechercher l'alliance de Bernabos. « Je sais bien, dit-il, que le tyran milanais agira toujours d'après » son intérêt personnel, et ne consultera jamais le nôtre; mais

(1) Lettre de Grégoire XI, *apud Raynaldi, Annal. eccles*, 1375, §§ 13 et 15, p 550.

(2) *Gazata Chronicon Regiense*, T. XVIII, p. 85.

» c'est un ennemi ardent des prêtres et de la puissance des Fran-
» çais en Italie : une haine commune nous donnera des intérêts
» communs (1). »

Le discours du gonfalonier ayant été couvert d'applaudissements, et le conseil ayant autorisé les huit seigneurs de la guerre à prendre contre l'Église les mesures les plus énergiques, ceux-ci cherchèrent à se fortifier par des alliances. Ils commencèrent d'abord, au mois de juillet, par s'assurer l'appui de Bernabos Visconti (2). Les républiques de Sienne, de Lucques et d'Arezzo, s'engagèrent ensuite dans leur ligue (3) ; et celle de Pise y entra la dernière, au mois de janvier suivant (4).

Les huit seigneurs de la guerre avaient choisi pour capitaine un Allemand nommé Conrad de Souabe. Ils lui conférèrent deux drapeaux, celui de la communauté, et un second sur lequel le mot de *liberté* était écrit en grosses lettres d'or. En même temps, ils déclarèrent qu'ils étaient prêts à secourir tous les peuples qui désiraient se mettre en liberté, et secouer le joug des mauvais pasteurs de l'Église (5). Ce n'était pas sans raison qu'ils avaient compté trouver des amis et des alliés parmi les sujets du pape; ils n'eurent pas plus tôt offert leur assistance à ceux qui voudraient se délivrer d'une odieuse tyrannie, que la révolte devint générale.

Les premiers à se déclarer furent les habitants de Città di Castello, l'ancien Tifernum. Ils attaquèrent avec fureur la garnison ecclésiastique, et la forcèrent à se retirer dans le château. Les Florentins envoyèrent aussitôt des secours aux Tifernates, et la garnison assiégée ne tarda pas à se rendre.

L'abbé de Montmayeur avait envoyé Hawkwood, avec une partie de ses troupes, pour délivrer les assiégés, mais dès que les Pérousins virent partir ce capitaine qui les tenait en respect, ils prirent aussi les armes : ils attaquèrent les deux forteresses que le légat avait bâties dans leur ville; ils s'en rendirent maîtres en

(1) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 223-226.
(2) *Sozomeni, Pistoriensis Historia*, p. 1095.
(3) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 245.
(4) *Cronica di Pisa*, p. 1070.
(5) *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 753, p. 143. — *Chron. Placentinum*, T. XVI, p. 520.

peu de jours, et les rasèrent (1). En même temps, Jean de Vico, préfet de Rome, fit révolter Viterbe, où il avait longtemps dominé (2). Monté-Fiascone se souleva aussi; et bientôt, avec une étrange promptitude, la rébellion s'étendit dans tous les États de l'Église. Foligno, Spoléto, Todi, Ascoli, Orviéto, Toscanella, Orti, Narni, Camérino, Urbino, Radicofani, Sartéano (3), se remirent en liberté. Dans l'espace de dix jours, quatre-vingts villes ou châteaux secouèrent le joug de l'Église (4). Plusieurs voulurent se donner aux Florentins : mais ceux-ci leur envoyaient pour réponse l'étendard de la liberté, et les invitaient à s'ériger en républiques indépendantes (5). D'autres villes cependant profitèrent de leur aide pour rétablir leurs anciens seigneurs. Forli appela Sinibaldo des Ordélaffi, fils de Francesco et de Marzia, ses héroïques défenseurs, et lui rendit la seigneurie (6).

De tous les seigneurs qui relevaient de l'Église, le seul Galéotto Malatesti lui demeura fidèle, et conserva au pape les villes que gouvernait sa maison. Galéotto avait succédé, en 1373, à son frère Pandolfe; son neveu Malatesta Unghéro était mort l'année précédente (7). Au commencement de cette guerre, l'Église possédait soixante-quatre villes, et quinze cent soixante et dix-sept châteaux. Dans le cours d'une année [1376], elle perdit tous ses États, à la réserve de Rimini, et des lieux qui en dépendaient (8).

Le pape, effrayé de cette ruine subite, essaya de détourner les Florentins des résolutions qu'ils avaient prises, en alarmant leurs consciences. Il les cita, le 3 février 1376, à comparaître au sacré consistoire, pour justifier leur conduite. Les Florentins envoyèrent en effet trois ambassadeurs pour plaider leur cause à Avignon :

(1) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 226. — *Scipione Ammirato*, L. XIII, p. 695

(2) *Cronica di Siena*, p 240.

(3) *Cronica Sanese*, p. 247.

(4) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 499.

(5) *Marchione de' Stefani*, *Istor. Fior.*, L. IX, R. 753, p. 144.

(6) *Annales Forolivienses*, T XXII, p. 189. — *Cronica Riminese*, T. XV, p. 914.

(7) *Cronica Riminese*, p. 914.

(8) *Ibid.*—Agobbio fut une des dernières à rétablir l'état populaire. Cette ville se révolta le 8 septembre 1376.—*Guernieri Bernio*, *Storia d'Agobbio*, T XXI, p. 985 Suivant cet historien, Agobbio était constamment demeurée libre jusqu'à l'année 1350, moyennant un cens de cent livres à la chambre impériale. *Introdux.*, p. 922.

savoir : Donato Barbadori, Alessandro de l'Antella, et Doménico de Silvestro. Ils furent introduits le dernier jour de mars devant les cardinaux et le saint-père ; et dans cette assemblée, Donato parla avec le courage et la force d'un homme libre. Il déclara que rien n'aurait pu engager les Florentins à prendre les armes contre l'Église, hors la défense de leur liberté ; « mais nous, dit-il, » qui avons joui de cette liberté, tout proche de quatre cents ans, » nous l'avons tellement appropriée à notre nature, elle est deve- » nue si chère à notre cœur, qu'il n'y a pas un de nous qui, pour » la conserver, ne fût prêt à sacrifier sa vie (1). »

La défense éloquente de Barbadori arracha des larmes aux cardinaux italiens, mais elle ne fit aucune impression sur les Français; et lorsqu'elle fut terminée, Grégoire XI prononça contre la république une sentence de condamnation. Après avoir récapitulé toutes les offenses qu'il en avait reçues, il frappa la ville d'interdit, et tous les chefs du gouvernement d'anathème et d'excommunication. Il ordonna en même temps à tous les princes, amis de l'Église, de confisquer à leur profit tous les biens des Florentins qui exerçaient le commerce dans leurs États; de saisir leurs personnes, et de les vendre comme esclaves (2). Cette partie de la peine, portant sur des marchands que leur absence avait rendus étrangers aux délibérations de leur patrie, était d'une injustice révoltante : cependant, comme elle offrait un appât à la cupidité des princes, elle fut exécutée en France et en Angleterre (3).

Lorsque Donato Barbadori entendit lire cette sentence, il se retourna vers un crucifix qui était exposé au milieu de l'assemblée. « C'est à toi que j'en appelle, s'écria-t-il, père tout-puissant du » genre humain ! Toi qui es un juste juge et que rien ne peut » tromper : puisque les suffrages des hommes nous condamnent, » c'est toi que je prends à témoin de l'iniquité de leur décision. » Dans ton dernier jugement, tu porteras une bien plus juste » sentence (4). »

(1) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 220

(2) *Raynaldus, Annal. eccles.*, 1376, §§ 1-6, p. 542

(3) *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 754, p. 145.

(4) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 233. — *Leonard. Aretin.*, L. VIII. — *Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXV, p. 340. *Scipione Ammirato*, L. XIII, p. 698

Pendant que le pape traitait à Avignon sa querelle avec les Florentins, selon les formes juridiques, il cherchait, à Florence, à la terminer par une négociation, et il y avait envoyé des ambassadeurs : mais cette négociation fut tout à coup interrompue par la révolte de Bologne. Les huit seigneurs de la guerre, que le peuple, malgré l'excommunication du pape, appelait communément les huit saints, cherchaient depuis longtemps à mettre en mouvement la faction de l'échiquier à Bologne; la faction contraire, ou Maltraversa, étant plus en faveur auprès du légat (1). Mais le peuple paraissait déterminé à demeurer sous l'obéissance de l'Église, lorsque le légat, qui ne savait comment satisfaire Hawkwood et les gens de guerre auxquels il devait beaucoup de soldes arriérées, se résolut à leur céder en nantissement les deux châteaux de Castrocaro et de Bagnacavallo, qui relevaient des Bolonais et de l'Église, et qui furent pillés par ces soldats avec la cruauté la plus inouïe (2). En même temps, le bruit se répandit que le légat était en traité pour vendre Bologne même au marquis d'Este. Les Bolonais n'hésitèrent plus alors à secouer un joug qui allait devenir plus pesant.

L'homme le plus considéré de Bologne était Taddéo des Azzoguidi, du parti de l'échiquier. Ce fut chez lui que, dans la nuit du 19 au 20 mars 1376, Robert de Salicetti réunit les chefs des deux factions. Tous les patriotes de Bologne jurèrent entre ses mains de déposer leurs anciennes inimitiés, et de sacrifier, s'il le fallait, leurs biens et leur vie pour recouvrer l'ancienne liberté de leur patrie. Pendant ce temps, Ugolin de Panico, le comte Antoine Bruscolo, et quelques autres gentilshommes, avaient rassemblé une troupe de montagnards des Apennins, qu'ils introduisirent secrètement dans la ville. Les citoyens avaient été chez eux prendre des armes, et s'étaient de nouveau réunis en silence chez Taddéo des Azzoguidi. Les deux troupes se rencontrèrent devant la croix du marché : le serment d'exposer leurs biens et leur vie pour recouvrer la liberté bolonaise fut répété par tous d'une commune voix. Robert Salicetti disposa sans bruit sa troupe auprès du château. Les avenues de la place furent occupées ; et Taddéo

(1) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 497
(2) *Ibid.*, p. 498.

fit demander au légat, qui jusqu'alors ne s'était aperçu d'aucun mouvement, les clefs du château, de la forteresse et des portes de la ville, lui déclarant que les Bolonais voulaient désormais se garder eux-mêmes. Le légat, effrayé, fit ouvrir le château à Saliceti ; mais comme il hésitait à livrer aussi les clefs de la forteresse, Taddéo s'avança immédiatement pour l'attaquer. Toutes les avenues de la place étaient déjà occupées, en sorte que la compagnie anglaise ne put monter à cheval pour se défendre : la première porte de la forteresse fut enfoncée; d'autre part, Antonio de Bruscolo s'empara du palais à la tête des paysans, et le livra au pillage. On commençait déjà à insulter le cardinal-légat, mais Taddéo des Azzoguidi vola à son secours, le prit sous sa protection, et le fit passer au couvent de Saint-Jacques.

Lorsque le soleil se leva, le jeudi matin 20 mars, la révolution était accomplie; le gonfalon du peuple flottait sur la grande place : les tribus et les compagnies des arts étaient assemblées pour nommer douze Anziani et un gonfalonier de justice; et bientôt après, le conseil général publia une amnistie pour tous les exilés (1).

Dès que les Florentins furent instruits de ces événements, ils envoyèrent aux Bolonais l'étendard de la liberté, avec deux mille chevaux, cinq cents fantassins, et de grandes sommes d'argent; les forteresses de Bologne furent rasées, et la nouvelle république entra dans la ligue formée contre l'Église (2).

Hawkwood était à Granaruolo avec la plus grande partie de la compagnie anglaise, lorsqu'il apprit la rébellion de Bologne. Il soupçonnait Faenza de se préparer aussi à la révolte, et, sur ce soupçon, il y entra tout à coup, le 29 mars, pour abandonner les citoyens au fer des soldats ; quatre mille personnes furent massacrées : plusieurs s'enfuirent à Imola ou à Forli; mais les femmes, et même les vierges consacrées aux autels, furent retenues pour être déshonorées (3). Après ce massacre, Hawkwood conclut une trêve de seize mois avec les Bolonais, pour racheter à cette con-

(1) *Cherubino Ghirardacci, Stor. di Bolog.*, L. XXV, T. II, p. 340.

(2) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 501. — *Matthæi de Griffonibus, Memoriale Histor.*, p. 186.

(3) *Cherubino Ghirardacci, Storia di Bologna*, L. XXV, p. 343. — *Marchione de' Stefani, Istor. Fior.*, L. IX, R. 758, p. 160.

dition ses deux fils et plusieurs de ses capitaines qui avaient été surpris et faits prisonniers à Bologne, au moment de la révolution (1).

Deux nouveaux cardinaux étaient envoyés en Italie par le pape, pour défendre ou recouvrer l'État de l'Église : François Tébaldeschi, cardinal de Sainte-Sabine, fut chargé de la légation de Rome, de la Sabine, de la Campanie, de la Maremme, du Patrimoine, et du duché de Spolète, et Robert de Genève, depuis anti-pape sous le nom de Clément VII, eut la légation de la Romagne et de la Marche d'Ancône (2). Ce dernier avait commission de conduire avec lui une nouvelle armée pontificale.

Il restait encore en France une seule de ces bandes de soldats anglais et français qui s'étaient réunis pour le pillage ; on la nommait la compagnie des Bretons : elle était forte de six mille chevaux et de quatre mille fantassins ; et l'on assurait qu'elle surpassait en férocité toutes celles qui l'avaient devancée. Le pape fit demander à Jean de Malestroit, qui la commandait, s'il se sentait le courage d'entrer dans Florence. *Si le soleil y entre*, répondit-il, *nous y entrerons bien aussi* ; et, sur cette bravade, le pape prit la compagnie à son service. Il la donna au cardinal de Genève, qui la conduisit en Italie (3). L'approche de cette armée parut aux ministres du pape un gage assuré de leur victoire ; ils ne croyaient pas que le courage qu'inspire l'amour de la liberté pût tenir devant la valeur brutale de leurs nouveaux soldats (4).

Robert de Genève, en traversant le territoire de Galéaz Visconti, à la tête de cette redoutable armée, entra en négociation avec lui, et l'engagea à signer une paix particulière avec le pape : paix honteuse pour l'Église ; car elle abandonna, sans garantie, à leurs oppresseurs, tous les Guelfes qu'elle avait engagés à se révolter contre les Visconti (5).

(1) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 504.

(2) *Annales eccles. Raynaldi*, 1376, § 7, p. 544.

(3) *Sozomeni, Pistoriensis Hist.*, p. 1096. — *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 760, p. 151.

(4) Gomez Albornoz, neveu d'Egidio, et légat dans la Marche, fit faire une bannière blanche avec ces mots : *Ahora se vedra qui pueda mas, o los Bertones o libertas.* — *Andr. Gataro*, *Storia Padovana*, p. 220.

(5) *Vita papæ Gregorii XI, a Bosquetto edita*, p. 651. — *Chronicon Placentinum*, T. XVI, p. 526. — *Bernardino Corio, Storie Milan.*, P. III, p. 249.

Tandis que Robert de Genève, après avoir passé Alexandrie et Tortone, se dirigeait par Plaisance sur Ferrare, les Huit de la guerre, à Florence, avaient choisi pour général Rodolphe de Varano, seigneur de Camérino; ils l'avaient envoyé à Bologne, et ils avaient mis sous ses ordres une armée de deux mille lances, ou six mille chevaux. En même temps, ils avaient fortifié et garni de troupes tous les passages des Apennins; et ils avaient ordonné aux paysans de se retirer dans les châteaux et les lieux-forts, avec leur bétail et leurs récoltes (1).

Bernabos Visconti avait envoyé à l'armée de la ligue à Bologne, cinq cents lances, sous le commandement du comte Lucius Lando; mais d'autre part, il n'avait opposé aucun obstacle à la compagnie des Bretons, lorsqu'elle traversait ses États : son frère avait déjà fait sa paix avec l'Église, et lui-même il offrait de racheter du pape la ville de Verceil, au prix de cent dix mille florins. Rodolphe de Camérino crut donc devoir se défier du comte Lando et des soldats de Bernabos (2). Les Bolonais, de leur côté, craignaient quelque complot dans leur ville. Ils voyaient avec inquiétude Taddéo des Azzoguidi, le chef du parti de l'échiquier, se donner du mouvement pour faire rappeler les Pépoli, anciens chefs du même parti; tandis que cette famille, doublement odieuse pour avoir usurpé la tyrannie et pour l'avoir vendue ensuite, avoir été seule exceptée de l'amnistie générale. Rodolphe de Camérino, d'après cette double inquiétude, ne voulut ni hasarder une bataille contre les Bretons, à leur arrivée dans l'État de Bologne, ni même les attendre en rase campagne. Robert de Genève, pour le provoquer au combat, lui fit demander pourquoi il demeurait oisif et s'enfermait dans les murs d'une ville. « Je n'en sors point, répondit » Rodolphe, pour que vous n'y entriez pas (3). »

Le légat essaya de détacher les Bolonais de la ligue, et leur promit le pardon de leur faute et le maintien de la liberté qu'ils venaient de recouvrer, pourvu qu'ils reconnussent la souveraineté de l'Église et l'autorité des ministres du pape. « Nous sommes » prêts à tout souffrir, répondirent les Bolonais, plutôt que de

(1) *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.*, L. II, p. 253. — *Cronica Sanese*, p. 249.
(2) *Cherubino Ghirardacci*, L. XXV, p. 340.
(3) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 255.

» nous soumettre de nouveau à des gens dont nous avons si cruellement éprouvé le faste, l'insolence et l'avarice. » — « Et moi, » reprit Robert lorsqu'il reçut cette réponse, dites-leur que je ne » m'éloignerai pas de Bologne que je ne me sois lavé les mains et les » pieds dans leur sang (1). » La conduite du cardinal était digne de ce propos féroce; ses Bretons prirent successivement les châteaux de Crespélano, Olivéto, Montévéglio, qui leur furent rendus sous des conditions qu'ils n'observèrent point : ils les brûlèrent, après avoir pillé toutes les propriétés de leurs habitants (2). Ils prirent ensuite Pizzano, et passèrent au fil de l'épée tous ceux qu'ils y trouvèrent, sans épargner même les enfants à la mamelle (3). Enfin, ils demandèrent des quartiers d'hiver; et le légat força Galéotto Malatesti à leur ouvrir la ville de Césène, que ce seigneur avait empêchée de se révolter (4). La Murata, ce quartier dans lequel Marzia des Ordélaffi avait fait, quelques années auparavant, une si belle défense, fut assignée aux Bretons pour demeure. Mais ces soldats barbares, incapables d'aucune discipline, traitaient une ville amie comme s'ils l'avaient prise d'assaut. Ils forçaient les maisons des bourgeois pour enlever leurs biens, leurs femmes et leurs filles : ils joignaient l'insulte au dommage, et ils lassèrent enfin la patience des habitants. Ceux-ci attaquèrent les Bretons à l'improviste, le 1er février 1377; ils en tuèrent plus de trois cents, et ils forcèrent les autres à s'enfermer dans la Murata (5). Le cardinal de Genève, qui s'y trouvait aussi, envoya Galéotto Malatesti auprès des bourgeois pour les apaiser : il confessa que ses soldats avaient mérité le châtiment qu'ils avaient reçu; et il accorda aux Césénates une amnistie complète, sous condition qu'ils ouvrissent de nouveau leurs portes. Elles furent ouvertes en effet; et le cardinal, avec une atroce perfidie, dévoua Césène à un massacre universel (6). Non content de lâcher ses féroces Bretons dans la ville, il appela encore Hawkwood, qui, avec les Anglais, était à Faenza; et comme ce capitaine hésitait à concourir

(1) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 235.
(2) *Cronica di Bologna*, p. 504.
(3) *Cherubino Ghirardacci*, L. XXV, p. 361
(4) *Cronica di Rimini*, p 915.
(5) *Cronica di Bologna*, T. XVIII, p. 510.
(6) *Chronicon Estense*, p. 500.

à ce crime, le cardinal lui dit : *Je veux du sang, du sang !* Pendant que le massacre durait, on l'entendit souvent crier : *tuez-les tous* (1) ! En effet, personne ne fut épargné, les Bretons saisissaient par les pieds les enfants à la mamelle, et ils écrasaient leurs têtes contre les murs. Les prêtres, les religieux, les vierges consacrées aux autels, tout fut passé au fil de l'épée; cinq mille personnes périrent dans cette horrible boucherie : toute la population de Césène aurait été détruite, si une partie des habitants ne s'était déjà dérobée aux bourreaux par une prompte fuite (2).

Lorsque la nouvelle du massacre de Césène fut portée aux villes de la ligue, elle y causa plus d'indignation encore que d'effroi. La seigneurie de Pérouse fit dire l'office des morts dans toutes les églises, et ordonna une pompe funèbre pour les innocents massacrés par l'armée des prêtres : toutes les villes en guerre avec l'Église suivirent cet exemple (3).

Les Florentins avaient envoyé l'étendard de la liberté à Rome, comme à toutes les autres villes de l'État ecclésiastique. La république romaine était alors gouvernée par une seigneurie de treize bannerets, ou représentants et porteurs de bannières des treize quartiers de la ville (4). Mais les Romains, qui désiraient avec ardeur engager leur évêque à revenir à Rome, étaient moins zélés que les autres peuples pour la ligue de la liberté. Avertis que Grégoire XI songeait à se rendre enfin à son siége naturel, ils entrèrent en traité avec lui, et lui promirent de lui restituer l'autorité souveraine sur leur ville, dès qu'il serait arrivé à Ostie. Ils consentirent en même temps à supprimer leurs bannerets, tandis que le pape confirma les juges élus par le peuple sous le nom d'exécuteurs de justice, sous condition que chacun d'eux lui prêtât serment de fidélité (5).

(1) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 259.

(2) *Poggio Bracciolini*, L. II, p. 256. — *Cronica Riminese*, T. XV, p. 916. — *Leon. Aretino*, L. VIII.

(3) *Cronica Sanese*, p. 253.

(4) Fragment d'un ms. du Vatican, imprimé. *Antiq. Ital.*, T. II, p. 857. — Bonincontri, *Annal. Miniatens.*, T. XXI, p. 18, fait remonter à l'an 1370 l'institution des bannerets, et cette date a été adoptée par l'historien des sénateurs de Rome; mais toute la chronologie de Bonincontri est très-fautive; aussi j'assignerais plutôt à l'an 1375 la création de cette magistrature.

(5) Le traité est imprimé *apud Raynaldi Annal. eccles.*, *an.* 1376, § 11, p. 545.

Les Huit de la guerre de Florence, instruits de cette négociation, adressèrent, le 25 décembre 1376, la lettre suivante aux bannerets, pour les encourager à défendre leur liberté :

« Aux hommes illustres nos honorés frères, les bannerets de la » ville de Rome.

» Quoique nous ayons jusqu'à présent élevé vainement notre » voix, pour vous exhorter à défendre avec un courage inébran- » lable votre liberté et celle de l'Italie, et quoique nous n'ayons » reçu de vous, pour fruit de nos discours, que des lettres écrites » d'un style élégant et vainement ornées de belles sentences; ce- » pendant, aujourd'hui que nous voyons imminente la ruine de » votre liberté, nous ne craindrons pas de répéter encore de sin- » cères et salutaires avis. Nous n'en pouvons douter, ô nos frères » chéris! et si votre intention n'est pas de vous aveugler, vous » aussi devez le reconnaître aisément; le souverain pontife, que » vous attendez avec des dispositions si bienveillantes, n'a point » d'affection pour votre ville; il n'en aime pas le séjour : ce n'est » pas pour résider dans le siége qui lui est propre, pour consoler » votre peuple dévot qu'il y revient; c'est pour changer votre li- » berté en servitude. Lorsqu'il demande l'abolition de votre ma- » gistrature, que souhaite-t-il? qu'espère-t-il, si ce n'est d'abattre » la colonne de la liberté romaine? Quel frein restera aux auda- » cieux? quel refuge sera laissé aux faibles, si votre société sacrée, » de qui dépendent la paix, le courage et la tranquillité de Rome, » est dissoute à l'arrivée de la cour? Quand le pape devrait réta- » blir la ville dans son ancien éclat et dans toute sa beauté, quand » il élèverait les Romains à toute la majesté de leur ancien empire, » quand il revêtirait d'or vos murailles, si c'était au préjudice de » votre liberté, votre devoir vous empêcherait de l'accepter. Nous » vous supplions seulement de vous conduire comme il convient » aux enfants des Romains, chez qui la liberté et la vertu sont des » propriétés héréditaires. Tandis que vous le pouvez et qu'il en est » temps encore; tandis que l'oppresseur de votre liberté domesti- » que n'est point encore dans vos murs, pourvoyez à votre salut, » pourvoyez à celui du peuple romain : dès que vous le voudrez, » dès qu'un signe de vous nous en avertira, nous emploierons pour » vous toute notre puissance, comme s'il s'agissait de notre propre » liberté, de notre propre salut; car nous n'ignorons point que dès

» que votre peuple sera courbé sous le joug, quelque léger qu'il » paraisse d'abord, nous ne serons plus assez forts pour vous en » retirer (1). »

Au commencement de l'année suivante, les Florentins écrivirent de nouveau aux bannerets de Rome, et leur offrirent trois mille lances pour la défense de leur liberté (2). Leurs exhortations et leurs offres généreuses ne demeurèrent pas complétement sans effet : cependant les Romains se refusèrent à combattre, et n'acceptèrent point les troupes que la république florentine voulait leur envoyer. Ils traitèrent seulement avec le pape, à des conditions moins humiliantes pour eux. Grégoire XI, assuré d'être admis dans la ville, et convaincu que sa présence seule pouvait apaiser la révolte universelle, était parti d'Avignon dès le 13 septembre 1376. Mais il n'arriva qu'à la fin de l'année à Cornéto, des vents contraires l'ayant opiniâtrément ou retenu ou repoussé pendant plus de trois mois (3). Le 17 janvier, il remonta enfin le Tibre, et vint débarquer à Saint-Paul. Les Romains l'accueillirent avec des cris de joie, lorsqu'ils le virent traverser la ville à cheval pour se rendre au Vatican. Les bannerets l'avaient attendu à la porte Capène; et, à son entrée, ils avaient déposé à ses pieds la baguette du commandement : mais ils l'avaient reprise dès le lendemain, et ils continuèrent à administrer la république, comme magistrats d'un État souverain, sans que le pape osât résister à leur volonté (4).

Les Florentins, instruits de l'arrivée de Grégoire XI, lui envoyèrent, de leur côté, des ambassadeurs à Rome, pour lui demander la paix à des conditions équitables (5) : mais, comme leurs négociations n'eurent aucun succès, la guerre recommença avec vigueur; et la ville de Bolséna se révolta et se mit en liberté, pendant que le pape était dans son voisinage. Les Florentins con-

(1) Cette lettre, qui à la force des pensées joint le mérite de la plus belle diction latine, fut écrite par Coluccio Salutati, alors chancelier de la république, et auparavant secrétaire d'Urbain V et de Grégoire XI. Elle se trouve dans l'*Istoria de' Senatori di Roma*, T. II, p. 327, et dans *Rigacci*, P. I, ep. 17, p. 58.

(2) *Storia Diplomat. de' Senatori di Roma*, p. 330.

(3) *Cronica Sanese di Neri di Donato*, L. XV, p. 231. — *Georgii Stellæ Annales Genuens.*, T. XVII, p. 1100.

(4) *Vita Gregorii XI, a Bosquelo edita*, p. 652.

(5) *Cronica Sanese*, p. 252.

firmèrent, pour la seconde fois, les Huit de la guerre dans leur emploi. Ces magistrats n'avaient été élus originairement que pour une année; mais ils avaient réuni tant de talents à tant de bonheur, qu'on ne pouvait se résoudre à leur donner des successeurs. Les Huit déterminèrent Jean Hawkwood, qui avait fini le temps de son engagement avec le pape, à passer à leur service avec la compagnie anglaise (1). Mais, d'autre part, Rodolphe de Camérino, qui jusqu'alors avait été général des Florentins, abandonna leur parti, irrité de ce qu'on ne lui permettait pas de conquérir la ville de Fabbriano, qui s'était remise en liberté, et sur laquelle il prétendait avoir des droits (2). Le pape accueillit Rodolphe avec de grandes marques d'honneur; et il lui confia immédiatement le commandement de la compagnie des Bretons, avec laquelle le seigneur de Camérino harcela les alliés des Florentins dans la Marche d'Ancône (3).

Le comte Lucius Lando de Souabe vint alors attaquer Rodolphe, avec trois mille chevaux florentins, presque aux portes de Camérino, sa capitale; il lui tua deux cents soldats, lui prit son étendard avec mille prisonniers, et le força lui-même à s'enfuir presque seul à Tolentino (4). Les Florentins prirent ensuite San-Lupidio, Sainte-Marie, Serra, et plusieurs autres châteaux de la Marche d'Ancône (5).

Le pape désirait la paix avec les Florentins, mais il voulait que leur dévotion la rendît plus avantageuse pour lui. Pendant qu'il était encore à Avignon, la seigneurie lui avait envoyé sainte Catherine de Sienne pour chercher à l'adoucir. Le pape renvoya la sainte à Florence, l'assurant qu'il s'en remettait à elle seule des conditions de la paix; mais, quoique les vertus et la sainteté reconnue de Catherine inspirassent la plus haute vénération aux chefs de la république, ils ne crurent pas devoir consulter, sur la liberté de leur patrie, les scrupules d'une femme enthousiaste (6).

(1) *Cronica di Pisa*, p. 1072. — *Scipione Ammirato*, L. X. II, p. 705.
(2) *Poggio Bracciolini*, *Hist. Flor.*, L. II, p. 237.
(3) *Leon Aretinus*, L. VIII. — *Annales Bonincontri Miniatensis*, p. 27.
(4) *Chron. Estense*, p. 494.
(5) *Sozomeni Pistoriensis Hist.*, p. 1103.
(6) *Raynaldi Annales eccles.*, 1377, § 2, p. 332. — *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 773, p. 170.

Grégoire envoya, de son côté, des ambassadeurs à Florence; et ceux-ci, qui espéraient faire plus d'impression sur le peuple que sur le gouvernement, ne voulurent exposer leur mission qu'en présence du parlement assemblé. Là, ils récitèrent un discours artificieux : Le pontife, dirent-ils, savait bien que le peuple ne voulait point la guerre; cette guerre était l'ouvrage de quelques chefs ambitieux qui s'enrichissaient par la misère publique; déjà ils avaient conservé leur emploi au delà du temps fixé par toutes les lois, et ils se flattaient d'asservir bientôt ce peuple qu'ils égaraient au nom de la liberté. Grégoire demandait seulement que les Florentins déposassent leurs perfides magistrats; et il était prêt à leur accorder ensuite la paix aux conditions qu'eux-mêmes voudraient fixer. Le gonfalonier répondit aux ambassadeurs au nom du peuple. Il avait fallu, leur dit-il, de longues injures, et l'épreuve de l'ambition effrénée des ecclésiastiques pour détacher les Florentins du parti de l'Église, auquel ils s'étaient si longtemps montrés fidèles. Mais tant d'offenses avaient enfin lassé leur patience, et ils étaient unanimes dans leur opposition. Cependant, ajouta-t-il, les Florentins désiraient toujours la paix : mais l'on devait s'attendre à ce que les conditions de cette paix fussent désavantageuses à ceux qui avaient imprudemment provoqué la guerre (1).

Le pontife, irrité de cette réponse, redoubla les peines ecclésiastiques qu'il avait prononcées contre les Florentins; il écrivit de nouveau, non plus à tous les souverains, mais à toutes les villes, pour les presser de confisquer les propriétés de ses ennemis. D'autre part, les Florentins, qui avaient jusqu'alors observé les interdits prononcés par le pontife, résolurent de ne pas se soumettre plus longtemps à une sentence injuste. Ils firent ouvrir tous les temples, et forcèrent les prêtres à célébrer le culte divin avec la même solennité que si l'interdit n'avait point été prononcé (2).

Un neveu du pape avait tenté, à la tête des Bretons, une incursion dans la Maremme de Sienne; il fut forcé de reculer devant

(1) *Poggio Bracciolini, Hist. Flor.*, L. II, p. 237. — *Scip. Ammirato*, L. XIII, p. 707.

(2) *Poggio Bracciolini*, Lib. II, p. 239. — *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 772, p. 176. — *Cronica Sanese*, p. 250.

Hawkwood. Mais les intrigues réussirent mieux que les armes à la cour pontificale. Une conjuration en faveur des Pépoli avait été découverte à Bologne, à la fin de l'année précédente, et Taddéo des Azzoguidi avait été exilé de cette ville, avec une partie de la faction de l'échiquier (1). Le reste de cette faction, fidèle à la liberté et aux intérêts des Florentins, changea de nom à cette occasion ; dès lors on l'appela Raspanti. Les familles des Bentivogli, Salicetti, Azzoguidi, Bianchi et Gozzadini entrèrent dans le nouveau parti des Raspanti ; et, sous ce nom, elles gouvernèrent la république.

Mais, au mois de mars 1377, le sort donna aux Bolonais un gonfalonier et huit Anziani du parti opposé, ou des Maltraversi. Ceux-ci, après avoir gagné avec adresse la faveur du peuple, et affermi leur autorité, firent arrêter, en un même jour, tous les chefs des Raspanti, et envoyèrent demander une trêve au légat du pape, qui était alors à Ferrare, afin de traiter avec lui une paix séparée. Grégoire XI saisit avec empressement cette ouverture ; et il ne se montra pas difficile sur les conditions. Il demanda seulement qu'un vicaire pontifical fût admis dans Bologne, non pour y commander en effet, mais pour en avoir l'apparence. Afin qu'on n'en conçût aucune défiance, il désigna, pour remplir cette fonction, un des ambassadeurs que la république lui avait envoyés, et qui était docteur en droit (2). Il consentit expressément que Bologne continuât de se gouverner librement et en communauté (3) ; et, à ces conditions, la paix, ayant été signée à Anagni, le 21 août, fut publiée à Bologne au commencement de septembre (4).

Vers le même temps, le préfet de Vico fit aussi sa paix séparée avec l'Église (5). Les Florentins, abandonnés par deux de leurs plus puissants alliés, songèrent alors sérieusement à mettre fin à la guerre. L'évêque d'Urbin, ambassadeur du pape, leur proposa de prendre pour arbitre leur propre allié, Bernabos Visconti ; et les Florentins consentirent en effet à ouvrir, sous sa médiation, un congrès à Sarzana. Bernabos se rendit des premiers dans cette

(1) *Ghirardacci, Stor. di Bologna,* L. XXV, p. 358.
(2) *Cronica di Bologna,* T. XVIII, p. 515.
(3) *Chronicon Estense,* T. XV, p. 501.
(4) *Ghirardacci, Storia di Bologna,* L. XXV, p. 364.
(5) *Cronica Sanese,* p. 255.

ville, où il arriva au commencement de l'année 1378. Il y fut suivi par le cardinal d'Amiens et l'archevêque de Narbonne, légats du pape. Le comte de Brienne et l'évêque de Laon y arrivèrent aussi comme ambassadeurs du roi de France. Les députés florentins et ceux de toutes les villes liguées avec eux s'y rendirent de leur côté.

Les conférences s'ouvrirent le 12 mars, et l'on put alors comprendre d'après quels arrangements secrets le pape avait pris pour arbitre son plus ancien ennemi, et l'allié des Florentins. Bernabos Visconti était convenu avec le pontife de partager avec lui l'argent qu'il ferait payer à la république. Il proposa, en sa qualité d'arbitre, que les confédérés donnassent au pape la somme énorme de huit cent mille florins, pour les frais de la guerre. Les décisions des arbitres étaient regardées comme sans appel; tous les alliés des Florentins ne les secondaient plus que mollement, et les ambassadeurs de la république se virent forcés d'ouvrir la négociation sur cette base : peut-être la paix se serait-elle conclue à des conditions très-désavantageuses pour les confédérés, si la nouvelle de la maladie du pape, attaqué de la pierre, et, peu après, celle de sa mort, survenue à Rome, le 27 mars 1378 (1), n'avaient pas fait dissoudre le congrès de Sarzana. Tous les ambassadeurs retournèrent chez eux sans rien conclure; et le grand schisme d'Occident, qui suivit la mort de Grégoire XI [1377], permit bientôt aux Florentins de traiter avec l'Église sous des auspices plus favorables (2).

(1) *Chronicon Estense*, T. XV, p. 502. — *Cronaca Riminese*, p. 918.
(2) *Poggio Bracciolini*, *Hist. Flor.*, L. II, p. 240. — *Sozomeni*, *Pistoriensis*, *Hist*, p. 1104. — *Cronica Sanese*, p. 257. — *Cron. di Bologna*, p. 510.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME TROISIÈME.

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.